

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823,

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

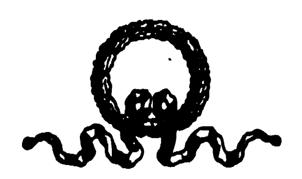
Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.

HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME SEPTIÈME.

JEANN — MONTES



À PARIS,

Chez { l'AUTEUR, rue de Sèvres, n° 111, faubourg Saint-Germain.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, n° 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17.

M. DCCC. XXIII.

DE L'IMPRIMERIE DE PLASSAN, RUE DE VAUGIRARD, N° 15,
DERRIÈRE L'ODÉON.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1823,

PAR M. LE CHEVALIER DE COURCELLES,

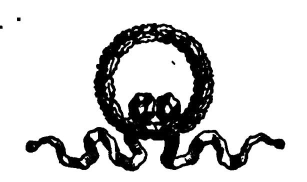
ANCIEN MAGISTRAT, CHEVALIER ET HISTORIOGRAPHE DE PLUSIEURS ORDRES,

Éditeur de la continuation de l'*Art de vérifier les dates*, et auteur de l'*Histoire généalogique et héraldique des pairs de France, grands-dignitaires de la Couronne*, etc.

Vixere fortes ante Agamemnona
Multi : sed omnes illacrymabiles
Urgentur, ignotique longâ
Nocte, carent quia vate sacro.
HORAT., *Od. IX, lib. IV.*

TOME SEPTIÈME.

JEANN — MONTES



À PARIS,

Chez
l'AUTEUR, rue de Sèvres, nº 111, faubourg Saint-Germain.
ARTHUS BERTRAND, libraire, rue Hautefeuille, nº 23.
TREUTTEL et WURTZ, libraires, rue de Bourbon, nº 17.

M. DCCC. XXIII.

DICTIONNAIRE

HISTORIQUE ET BIOGRAPHIQUE

DES

GÉNÉRAUX FRANÇAIS,

DEPUIS LE ONZIÈME SIÈCLE JUSQU'EN 1822.

JEANNOT DE MONCEY (Bon-Adrien), *duc de Conégliano, pair et maréchal de France*, naquit à Besançon, le 31 juillet 1754. Fils d'un avocat au parlement de la province de Franche-Comté, il faisait ses études au collége de Besançon, lorsqu'il s'engagea, à l'âge de 15 ans, dans le régiment de Conti infanterie, d'où il sortit au bout de six mois par congé, que son père acheta. Il s'engagea de nouveau, le 15 septembre 1769, dans le régiment de Champagne infanterie, où il servit comme grenadier jusqu'au 17 juin 1773, et fit alors la campagne sur les côtes de Bretagne. Il acheta de nouveau son congé, et revint à Besançon, pour s'occuper de l'étude du droit public. Il entra, le 22 avril 1774, dans le corps des gendarmes de la garde, et le quitta le 20 août 1778, pour passer en qualité de sous-lieutenant de dragons dans la légion des volontaires de Nassau-Siegen. (Cette légion a composé depuis le 5e bataillon d'infantérie légère). Moncey y fut fait lieutenant en second, le 30 août 1782; lieutenant en premier, le 1er juillet 1785, et capitaine, le 12 avril 1791. Nommé chef du 5e bataillon d'infanterie légère, dit des *chasseurs cantabres*, il le commanda, en 1793, à l'armée des Pyrénées-Orientales, et s'y distingua, le 6 juin, au combat de Château-Pignon, près de Saint-Jean-Pied-de-Port. L'armée des Pyrénées-Orientales se trouvait alors

dans une position défavorable; et il fallait, pour suppléer au nombre et au désavantage des localités, la bravoure des soldats et le talent des officiers. Moncey ayant dans ces circonstances difficiles déployé beaucoup de talent, soit au conseil, soit dans l'exécution des mesures adoptées, obtint, en avril 1794, le grade de général de brigade, et fut promu à celui de général de division, le 9 juin de la même année. Il fut employé en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Occidentales; concourut à la prise de la vallée de Bastan, du fort de Fontarabie, du port du Passage, de Saint-Sébastien et de Tolosa. Proposé, dans la séance de la convention nationale, du 17 août 1795, pour général en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, il fut pourvu de ce commandement le même jour. Dans le courant du mois d'octobre suivant, il marcha pour s'emparer de la vallée de Roncevaux; remporta, le 17 de ce mois, une victoire importante sur les Espagnols, à Lecumbery et à Villa-Nova; fit perdre à l'ennemi 2500 hommes tués, blessés ou prisonniers de guerre; prit 2 drapeaux et 50 pièces de canon avec leurs attelages et leurs caissons, et s'empara des fonderies d'Orbaycet et d'Éguy, ainsi que de la manufacture d'Irati. Les objets trouvés dans ces 3 établissements, et parmi lesquels on remarquait une quantité immense de fusils, de munitions de guerre et de bouche, furent estimés 32 millions de francs. L'invasion de Roncevaux (1) donna au général Moncey l'occasion de faire preuve d'une grande habileté dans la guerre de postes, et elle assura à l'armée française la conquête de la Navarre espagnole. Poursuivant ses succès, Moncey s'empara de Castellane et de Tolosa; effectua le passage de la Deva; força les Catalans dans Villa-Real, et à Mont-Dragon; enleva le camp d'Eybar; s'empara de Bilbao, et soumit toute la Biscaye. Ces différentes conquêtes ayant forcé le gouvernement espagnol à demander la paix, le général Mon-

(1) Cette vallée est fameuse dans nos romans de chevalerie par la défaite de Charlemagne et de ses preux, qui y furent écrasés, en 778, par un parti de Sarrasins et de Gascons montagnards.

cey la signa à Saint-Sébastien, avec le marquis d'Iranda, plénipotentiaire envoyé par le cabinet de Madrid. Le général Moncey fut nommé, le 31 août 1795, commandant en chef de l'armée des côtes de Brest; et, pendant tout le temps qu'il le conserva, il sut par sa justice et sa modération tempérer les rigueurs que les circonstances nécessitaient, et parvint même à éteindre une partie de la haine que les peuples de ces contrées portaient au gouvernement républicain. En 1797, il fut nommé commandant de la 11ᵉ division militaire (Bayonne). Se trouvant à Paris, au mois de novembre 1799, il y prit part à la journée du 18 brumaire an 8 (9 novembre), et seconda les projets de Napoléon Buonaparte, qui, devenu premier consul, donna au général Moncey le commandement de la 15ᵉ division militaire (Lyon). Buonaparte, organisant une armée qu'il devait commander en personne en Italie, voulut la composer de l'élite des guerriers de la France, et donna à Moncey le commandement d'un corps de 20,000 hommes, avec lesquels ce général devait se lier à l'armée de réserve, au moment où celle-ci traverserait les Alpes pour descendre en Italie. Dès le 22 mai 1800, et après avoir franchi les neiges et les glaces du Saint-Golhard, la colonne du général Moncey se trouvait à Bellinzona, à la tête du lac Majeur. Elle s'empara ensuite de Plaisance, et arriva, le 7 juin, à Milan : à l'époque du 10 du même mois, elle occupait la Haute-Lombardie entre l'Adda, le Tésin et le Pô. Le général Moncey concourut à la victoire remportée sur les Autrichiens à la célèbre journée de Marengo, le 14 juin. Il occupa la Valteline, après la conclusion de l'armistice qui suivit cette bataille. En 1801, le général Moncey fut employé à la même armée, sous les ordres du général en chef Brune. Il marchait avec son corps d'armée sur les deux rives de l'Adige, pour faire sa jonction avec le général Macdonald; et ce mouvement devait avoir pour résultat d'enfoncer dans le pays de Trente les corps des généraux autrichiens Wukassowich et Laudon, lorsque ce dernier, par l'emploi d'un moyen, nommé ruse de guerre, mais peu conforme aux lois de l'honneur et de la loyauté militaire, parvint à s'é-

chapper, en faisant annoncer à Moncey qu'un armistice avait été conclu entre les généraux en chef des armées belligérantes en Italie. Le digne et loyal Moncey, ne soupçonnant pas que le général Laudon voulût tendre un piége à sa bonne-foi, consentit à suspendre les hostilités; et Laudon en profita pour faire filer ses troupes et les soustraire au péril imminent qui les menaçait. Le général Brune, instruit de ce qui se passait, se hâta de démentir le bruit du prétendu armistice, ôta le commandement de l'aile gauche de son armée au général Moncey, et envoya le général Davout pour le remplacer. Davout eut la générosité de ne point profiter de la disgrâce de son compagnon d'armes, et se borna à prendre le commandement de la cavalerie du corps d'armée de Moncey. Pendant la campagne, Moncey avait donné de nouvelles preuves de son habileté et de ses talents militaires, et s'était particulièrement distingué au combat de Monzabano, où il avait eu un cheval tué sous lui, et à celui de Roveredo, où il avait fait grand nombre de prisonniers. Après la paix de Lunéville, il reçut le commandement des départements de l'Oglio et de l'Adda. Il fut nommé, le 3 décembre 1801, premier inspecteur de la gendarmerie nationale. En 1804, il présida le collége électoral du département du Doubs, et fut élu, la même année, candidat au sénat-conservateur, par le département des Basses-Pyrénées. Napoléon le comprit dans la première promotion des maréchaux d'empire, décrétée le 19 mai 1804; et le fit grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 1er février 1805. Le maréchal Moncey fut décoré de l'ordre d'Espagne de Charles III, au mois de juillet de la même année. En 1808, il fut envoyé en Espagne, à la tête d'un corps de 24,000 hommes, avec lesquels il passa la Bidassoa, le 30 janvier. Au 30 mai de la même année, son corps d'armée, portant le nom du corps d'observation des côtes de l'Océan, fut classé dans l'armée française d'Espagne aux ordres de Joachim Murat. Le maréchal Moncey marcha, au mois de juin, contre les insurgés du royaume de Valence, les battit en plusieurs occasions, et acheva leur défaite au défilé d'Almanza, le 3 juil-

let. Ayant rejoint le gros de l'armée, il y eut le commandement de la gauche, et se distingua, au mois d'octobre, dans les affaires qui eurent lieu sur la rive gauche de l'Èbre contre les troupes espagnoles. Il fit cerner dans Lerin un corps ennemi de 1200 hommes, qui furent tous faits prisonniers, ainsi qu'un colonel et 40 officiers qui étaient à leur tête. Il commanda le 3ᵉ corps d'armée employé au second siége et à la prise de la ville de Sarragosse, défendue alors par le général espagnol Palafox, 35 à 40 mille hommes de troupes réglées, et environ 15,000 paysans bien armés. Il fut remplacé, le 2 janvier 1809, par le général Junot, dans le commandement du 3ᵉ corps d'armée. Rappelé en France, il y présida une seconde fois le collége électoral du département du Doubs, et prit, en septembre 1809, le commandement de l'armée de réserve du Nord. Il fit les campagnes de 1812 et 1813. Il fut nommé, le 8 janvier 1814, major-général commandant en second de la garde nationale de Paris, et déploya, le 31 mars, à la bataille livrée sous les murs de cette ville, une fermeté de caractère et une présence d'esprit qui lui firent le plus grand honneur. Après la suspension d'armes qui suivit cette affaire, le maréchal Moncey, qu'un ordre impératif obligeait de suivre l'armée, remit au duc de Montmorency le commandement de la garde nationale parisienne. Il adhéra, le 1ᵉʳ avril, aux mesures prises par le sénat et le gouvernement provisoire, et fut nommé membre du conseil-d'état provisoire, le 13 mai. Après la restauration du trône des Bourbons et la rentrée du roi dans la capitale, le maréchal Moncey fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 2 juin, et pair de France, le 4 du même mois. Il continua d'exercer les fonctions de premier inspecteur-général de la gendarmerie. En 1815, lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, il adressa à la gendarmerie un ordre du jour, pour rappeler à cette arme les serments de fidélité qu'elle avait faits au roi. Buonaparte le comprit dans la liste des pairs de France, qu'il créa au mois de juin suivant; et cette circonstance fit perdre au maréchal Moncey son titre de pair, en exé-

cution de l'ordonnance royale rendue, le 24 juillet suivant. Ayant refusé de présider le conseil de guerre nommé pour juger le maréchal Ney, Moncey fut destitué de son grade de maréchal de France, par ordonnance royale du 29 août de la même année, et envoyé pour trois mois aux arrêts dans le château de Ham. Il rentra ensuite en grâce près de S. M., entre les mains de laquelle il prêta serment comme maréchal de France, le 14 juillet 1816. Il fut de nouveau créé pair de France par le roi, le 5 mars 1819, et prêta serment en cette qualité, le 30 du même mois. S. M. le nomma gouverneur de la 9e division militaire, le 5 avril 1820, et lui conféra la dignité de chevalier-commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre de la même année. Le maréchal Moncey est l'un des fondateurs de la société instituée pour l'amélioration des prisons (1). *États militaires, Moniteur, annales du temps, tableau historique de la noblesse militaire, par Waroquier, Paris*, 1784, *p.* 250.)

DE JOIGNY, *voyez* DE BLONDEL.

DE JONZAC, *voyez* D'ESPARBÈS DE LUSSAN.

JORDY (Nicolas-Louis, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Abrecheviller, en Alsace, le 14 septembre 1758. Il manifesta de bonne heure le goût des voyages et de l'art militaire; mais ses parents, n'ayant pas assez de fortune pour seconder ses inclinations, lui firent apprendre la chirurgie. Le jeune Jordy l'exerça dans les hôpitaux militai-

---

(1) Le maréchal Moncey a eu un fils, qui, après avoir été page de Napoléon, devint colonel du 3e régiment de hussards, qu'il parvint à conserver au roi, en mars 1815. Il a été tué, en décembre 1817, de la manière la plus déplorable, par un coup de fusil de chasse, dont il avait fait, par accident, partir la détente en sautant un fossé. « Le colonel Moncey, dit le *Moniteur* du 30 décembre 1817, quoique à la fleur de l'âge, » comptait de longs et glorieux services, attestés par de nombreuses » blessures. Sa bravoure et ses talents militaires l'avaient déjà rendu digne du nom qu'il portait. Sa perte est vivement sentie par ses compagnons d'armes et par les amis de la gloire française. »

res de Schelestadt et de Strasbourg, depuis le 15 août 1774 jusqu'au 9 avril 1778. A cette dernière époque, Jordy s'engagea volontairement dans le régiment d'Alsace, et y servit comme simple soldat, jusqu'au 23 août 1782. M. Jordy, père, acheta alors le congé de son fils, qui avait déjà fait deux des campagnes d'Amérique. Rentré dans ses foyers, Jordy fils s'y livra au commerce. En 1789, à l'aurore de la révolution française, il fut nommé capitaine de la garde nationale de sa commune. Le 6 mai 1790, il fut fait chef de légion de la garde nationale de tout le canton d'arrondissement. Par ses soins et avec le concours des magistrats, il maintint la tranquillité dans le pays. La légion qu'il commandait coopéra efficacement au rétablissement de l'ordre, qu'avait troublé le fâcheux mouvement qui eut lieu à Nanci, le 31 août 1791. Il fut élu, le 19 août 1792, premier commandant du 1er bataillon du département de la Meurthe, fort de 880 hommes, et le conduisit à Metz, où il reçut l'ordre de camper au fort de Belle-Croix avec un bataillon du régiment d'Auvergne. Le gouverneur de Metz ayant alors refusé de faire donner aux volontaires de la Meurthe les armes qui leur étaient nécessaires, le commandant Jordy parvint, par sa fermeté, à les obtenir. A peine furent-elles délivrées qu'un parti de hulans autrichiens vint faire le coup de pistolet jusque sur les glacis du fort de Belle-Croix; mais il fut repoussé avec perte par le 1er bataillon de la Meurthe et le brave régiment d'Auvergne. Quelques jours après cette affaire, Jordy reçut du général en chef Luckner l'ordre de se rendre avec son bataillon à l'armée du général Custines. Il marcha, à la tête de sa troupe, aux attaques et à la prise de Spire, Worms, Mayence et Francfort, et à l'attaque de Hanau. L'armée de Custine ayant battu en retraite, Jordy qui, avec son bataillon, se trouvait alors à l'arrière-garde, reçut ordre de tenir ferme, et se distingua dans cette occasion, en opposant aux ennemis, qui l'inquiétaient, un feu de chaussée par division en retraite, depuis Francfort jusque sous le canon du fort de Kœnigstein : il n'avait cependant pour couvrir ses flancs que quelques chasseurs à cheval du 7e ré-

giment. Rentré dans Mayence, il y tint garnison dans la citadelle. Le 4 janvier 1797, le général Custines confia le commandement du fort de Mars, sur la rive droite du Rhin, au chef de bataillon Jordy, qui se maintint dans ce poste jusqu'au 15 juillet suivant, époque de la reddition aux ennemis de la place de Mayence. Pendant ce laps de temps, Jordy avait été chargé, le 10 mai, par le général Meunier, commandant des troupes sur la rive droite du Rhin, de s'emparer des îles de Weissenau défendues par 2 pièces de canon, et dans lesquelles se trouvaient 400 hommes, prussiens et chasseurs de Cassel. En exécution de cette ordre, Jordy passa le Mein sur des radeaux, et surprit l'ennemi, qui abandonna ses canons et ses bagages, et qui se retira, laissant sur le terrain beaucoup de morts et de mourants. Jordy fut le seul Français qui dans cette action reçut une blessure. Le général Meunier étant mort des suites d'une blessure qu'il avait reçue le 2 juin, le général Aubert-Dubayet, qui le remplaça, ordonna à Jordy d'enlever de vive force la batterie de la redoute de Gustawembourg, d'où était parti le coup de canon qui avait tué le général Meunier : cette redoute était gardée par 400 Prussiens. Dans la nuit du 8 au 9 juin, Jordy, étant à la tête de 300 hommes du 7e régiment de chasseurs à pied, traversa le Mein, parvint sans bruit jusqu'aux sentinelles avancées, les égorgea, pénétra, sans tirer un coup de fusil, dans la redoute, s'en rendit maître, et fit passer au fil de l'épée ceux des Prussiens qui refusèrent de se rendre. Après avoir fait enclouer les gros canons, il repassa le Mein, ramenant une petite pièce de canon et 2 obusiers. Dans la nuit du 10 au 11 du même mois, l'ennemi attaqua et débusqua du village de Costheim les troupes qui gardaient ce poste important. Jordy ayant reçu l'ordre de le reprendre, marcha à la tête du 1er bataillon des fédérés de Paris. Trois fois il se rendit maître du village, et trois fois il en fut repoussé; mais à la quatrième attaque, les Prussiens furent obligés de l'évacuer, et de se replier jusque sous la redoute de la Briquerie. Jordy s'empare alors d'un drapeau, et va le planter sur le parapet de la redoute. A cette vue et à la voix de leur

chef, les soldats français se décident spontanément à vaincre ou à périr; ils redoublent d'efforts, entrent dans la redoutent, pêle-mêle avec les Prussiens, les en chassent, tournent le canon de cette redoute contre l'ennemi, et demeurent maîtres de ce lieu, ainsi que du village de Costheim, qui venait d'être réduit en cendres. L'ennemi perdit dans cette affaire près de 300 hommes; et Jordy y fut atteint d'un coup de baïonnette qui lui traversa la mâchoire inférieure et lui perça la langue. Dans le courant du même mois, Jordy fit, par sa fermeté, rentrer dans le devoir une troupe de grenadiers qui refusaient de faire un service qu'on leur avait prescrit : il courut risque de la vie dans cette occasion. Dans la nuit du 14 au 15 juillet suivant, les ennemis, sachant que l'armée avait célébré l'anniversaire de la fédération de 1790, crurent pouvoir surprendre le fort où commandait Jordy. A cet effet, 10,000 Prussiens se présentèrent, vers les 11 heures du soir; mais telles étaient les dispositions prises par Jordy, que cette tentative échoua, et que les Prussiens furent obligés de se retirer avec précipitation, laissant 1200 des leurs sur le champ de bataille. A la suite de cette affaire, fort honorable pour Jordy, il fut nommé, le 21 juillet, adjudant-général chef de brigade. La place de Mayence ayant capitulé, le 25, Jordy en sortit à la tête de la première colonne des troupes de la garnison. Il arrêta encore à Sarre-Louis les effets d'une révolte parmi les soldats qui, depuis long-temps, étaient dénués de vêtements, et auxquels la solde de plusieurs mois était due. Il suivit la garnison de Mayence, sous les ordres d'Aubert-Dubayet, à l'armée des côtes de Cherbourg. Le 7 septembre, Jordy, remplissant les fonctions de général de brigade, fut chargé par le général Haxo de s'emparer du bourg de Rouames, où les Vendéens étaient retranchés avec de l'artillerie. Il parvint à s'en rendre maître, malgré les obstacles que présentaient le terrain et les fortifications établies par les royalistes. Il enleva d'assaut, le 24 octobre suivant, la petite ville de Verton, y prit 3 pièces de canon, leurs caissons, beaucoup de chevaux, et une soixantaine d'hommes. Le 21 novembre, il se mit, d'après les ordres du général en chef Thurreau, à

la poursuite des Vendéens commandés par Charette. Il força le passage du canal de Grandlieu; se rendit maître de tout ce canal et du port de Saint-Père, et battit les Vendéens à Pazanne. Il emporta d'emblée la ville de Chollet, le 1er janvier 1794; et, après une victoire complète, remportée sur les Vendéens, il les poursuivit jusqu'à Beaupréau, dont il s'empara également, ainsi que du château fort qui servait en quelque sorte de place d'armes aux royalistes. Il marcha ensuite sur l'île de Bouin; fit, le 16 du même mois, toutes ses dispositions pour l'attaquer et s'en emparer, dans l'espace de 24 heures, malgré la vigoureuse résistance que fit Charette à la tête de 800 Vendéens, dont près de 300 restèrent morts sur le champ de bataille. Le général en chef ayant confié l'attaque et la prise de l'île de Noirmoutiers à Jordy, celui-ci résolut de surprendre l'ennemi, et fit embarquer de nuit toute sa troupe; mais il ne put aborder le rivage de l'île qu'à la pointe du jour. Les Vendéens coururent aux armes; et, dès le commencement de l'action, Jordy eut l'os de la cuisse gauche fracassé. Malgré la douleur que lui cause cette blessure, il se précipite dans la mer, du haut du bâtiment qu'il montait, se fait porter par ses soldats sur un brancard composé avec des fusils, dispose ses bataillons, les fait marcher à l'ennemi au pas de charge, et enlève le bourg de Barbatre, malgré sa position avantageuse et l'artillerie qui le défendait. Il était environ une heure après midi lorsque Jordy, blessé dès le matin, et sentant ses forces affaiblies, fit prendre une bonne position à ses troupes. Il allait se retirer au moment où la réserve du général Haxo arrivait; mais il reçut dans ce moment une nouvelle blessure qui lui enfonça l'os pariétal et le renversa du brancard qui servait à le porter. On le crut tué; et sa mort fut même annoncée à la convention par les représentants du peuple en mission près de l'armée. Cette attaque de l'île de Noirmoutiers coûta aux Vendéens un très-grand nombre d'hommes tués, près de 100 pièces de canon, et beaucoup de munitions de toute espèce. Jordy guérit des blessures qu'il avait reçues, mais après avoir été trépané pour celle qui l'avait frappé à la tête. Il perdit l'usage

d'un œil et celui de la main gauche. Nommé général de brigade après la prise de Noirmoutiers, il fut envoyé, lorsque sa santé le permit, à l'armée du Rhin, où, en considération de la faiblesse qu'il ressentait encore, on lui donna le commandement de la place de Strasbourg. Ayant demandé, le 8 novembre 1794, un emploi plus actif, il fut envoyé près du général Desaix, qui commandait l'attaque de droite au siége de Mayence. Il fut blessé grièvement, le 20 du même mois, dans une affaire au village de Weissenau : ce qui l'obligea de nouveau de quitter l'armée pour s'occuper de sa guérison. Le 31 juillet 1795, il fut rappelé par Desaix qui commandait en chef toutes les troupes dans le Haut-Rhin. Il proposa à ce général d'aller sur la rive droite du fleuve, pour examiner la situation des ennemis; et, cette offre ayant été acceptée, Jordy, après être resté pendant trois jours au milieu des troupes ennemies, rapporta tous les renseignements désirés par Desaix, qui donna les plus grands éloges au dévouement et à l'intelligence de Jordy. Depuis cette époque jusqu'au mois de juin 1796, les opérations militaires du corps d'armée auquel Jordy était attaché se bornèrent à de fréquentes marches et contremarches ordonnées par Pichegru. Le général en chef Moreau, étant venu remplacer ce dernier dans le commandement de l'armée du Rhin, donna ordre à Jordy d'organiser de fausses attaques depuis Bâle jusqu'à Maiskolsheim, et même de tenter le passage du Rhin sur l'un des points qu'il jugerait le plus convenable. Le 24 du même mois de juin, Jordy arrive effectivement sur la rive droite, et y a une affaire avec un corps d'émigrés français, qui, après un combat où de part et d'autre on déploya beaucoup de bravoure, fut obligé d'évacuer le village de Nonnenweiler (1). Jordy passa, le 14 juillet, dans la division du général Ferino, commandant l'aile droite de l'armée, et y eut le commandement de la brigade de

(1) Le même jour, le gros de l'armée avait effectué le passage du Rhin à Kehl.

gauche. Il se porta sur Steinback, dont le pont avait été coupé; et, donnant l'exemple à ses soldats, il passa le torrent sur des pierres, surprit les ennemis, les culbuta, et rétablit le pont. Il se porta ensuite, et malgré la plus vive résistance, sur la ville de Haslack, où s'engagea dans chaque rue un combat opiniâtre, à la suite duquel l'ennemi fut obligé de battre en retraite, abandonnant une pièce de canon, ses blessés, ses malades, et environ 400 prisonniers. Donnant suite à ce premier succès, Jordy poursuit les ennemis l'épée aux reins jusqu'au point de Haurach, où ceux-ci se mettent à couvert sous a protection d'une redoute armée de 5 pièces de canon. Jordy fait alors avancer 2 pièces d'artillerie pour occuper l'attention de l'ennemi sur le front de la redoute. Il marche ensuite avec une partie de ses troupes, tourne la redoute, en cachant avec soin son mouvement, s'en empare, et chasse toujours l'ennemi devant lui. Arrivée près d'Hornberg, la brigade Jordy manquait de munition; mais son chef ordonne de marcher la baïonnette en avant; on obéit, et l'ennemi, épouvanté par cette manœuvre, se retire avec précipitation. Le 17 juillet, Jordy traversa les montagnes qui avoisinent Elrach; fit transporter ses canons sur les épaules de ses soldats, poursuivit un corps ennemi qui avait abandonné ses bagages, et arriva le même jour à Willingen (1), position importante, en ce qu'elle assurait à l'armée française tous les débouchés de la Forêt-Noire. Le 24 du même mois, Jordy chassa l'ennemi de Donaueschingen. Il força, le 2 août, la ville de Moeskirch, et concourut, le 14, avec le général Abattucci à passer la rivière de Kamlach, et à battre le corps ennemi qui voulait s'opposer à cette opération. De concert avec le même général, Jordy effectua, le 24, le passage du Leck, et poursuivit de son côté les ennemis sur la route de Ratisbonne. Du 26 au 30, il contri-

(1) Le général Ferino, auquel il rendit compte de ses mouvements, lui répondit : « Doucement, doucement, mon cher général, n'allez pas à » Vienne avant nous. »

bua à la prise de plusieurs villes et villages dans la Bavière. Les 31 août et 1er septembre, le général Jordy fit des reconnaissances le long de l'Iser. Il seconda, le 3 septembre, l'attaque du général Gouvion-Saint-Cyr sur Freysingen, et s'empara de Moosbourg, le 7. A cette dernière époque, on apprit la retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse aux ordres de Jourdan : ce qui mit celle du Rhin, commandée par Moreau, dans l'obligation de rétrograder. Dans ce mouvement, on chargea Jordy de couvrir avec sa brigade la retraite de l'aile droite. Les ennemis ayant essayé d'envelopper cette brigade qui se trouvait isolée de l'armée, Jordy fit former sa troupe en bataillon carré ; et, après une marche longue et pénible, pendant laquelle il fit souvent repentir les Autrichiens de l'audace qu'ils mettaient à le harceler, il arriva enfin à Neustadt. Les fatigues que le général Jordy avait essuyées pendant trois jours et trois nuits, en combattant presque continuellement, firent rouvrir une blessure à la poitrine, qu'il avait reçue depuis plusieurs années, et le mirent hors d'état de continuer son service. On le transporta à Neuf-Brisach, où, pendant près de deux mois, les officiers de santé désespérèrent de le guérir. Après son rétablissement, on lui donna le commandement supérieur de cette place importante, ainsi que du fort Mortier. Il l'exerçait encore, lorsqu'il reçut, le 15 avril 1797, du général Desaix, commandant en chef par *intérim* l'armée du Rhin, l'ordre de se rendre à Strasbourg, pour y prendre le commandement de l'une des colones d'attaque pour le passage du Rhin, qui eut lieu le 20 du même mois. A cette action, les généraux Desaix et Duhesme ayant été blessés, le général Jordy, qui déjà avait assuré la gauche de trois attaques, reçut l'ordre d'aller reprendre le village de Diersheim, dont l'ennemi s'était ressaisi. Déjà Jordy, à la tête de ses troupes, avait culbuté l'ennemi hors du village, lorsqu'il fut atteint par une balle qui le frappa au front. Au même instant, il est entouré d'ennemis qui lui crient de se rendre, et qui l'accablent de coups avec les canons de leurs fusils, pour le jeter à bas de son cheval; mais Jordy, qui lui-même

croyait sa blessure mortelle, voulut vendre chèrement les restes de sa vie; et, dès qu'il fut revenu du premier étourdissement causé par cette blessure, il se relèva, et se mit à frapper en désespéré sur tout ce qui l'entourait. Quelques grenadiers de la 10e demi brigade d'infanterie, venant alors à son secours, le dégagèrent, et firent même prisonniers les Autrichiens qui l'entouraient. Sur ces entrefaites, le général Vandame, qui commandait en chef sur ce point ayant été blessé, et le moment étant décisif pour le succès de l'opération, Jordy, harassé de fatigue et tout couvert de son propre sang, n'en continua pas moins de rester à la tête des troupes depuis ce moment (10 heures du matin) jusqu'à la fin du combat, qui se prolongea assez avant dans la nuit. A dix heures du soir, Jordy fut mandé par le général Moreau, qui le fit panser en sa présence, le combla d'éloges, et lui conseilla de rétrograder jusques sur les bords du Rhin, pour soigner sa santé. Jordy persista à rester à la tête des braves qu'il commandait, et se trouva avec eux aux affaires du 21, et notamment à Ferstell, où l'ennemi fut complètement battu (1). Jordy ayant été chargé par le général en chef Moreau de dissiper un rassemblement de fuyards qui inquiétaient les derrières de l'armée, s'acquitta parfaitement de cette mission. Le traité de Campo-Formio vint alors mettre un terme aux hostilités; mais la guerre ayant recommencé avec l'Autriche, Jordy se trouva placé, le 16 novembre 1797, sous les ordres du général en chef Augereau, qui lui confia le commandement de la division dont sa brigade (celle de Jordy) faisait partie. Le 14 janvier 1798, Jordy reçut l'ordre de faire évacuer sur Strasbourg tous les magasins militaires de l'armée française qui se trouvaient sur la rive droite du Rhin, et de rentrer en France avec la division sous ses ordres. A son

---

(1) Le directoire-exécutif écrivit au général Jordy, sous la date du 12 février an 5 (1er mai 1799), pour le féliciter sur la bravoure qu'il avait déployée au passage du Rhin, et l'assura en même temps que sa conduite lui avait acquis de nouveaux droits à l'estime publique.

arrivée, Jordy reçut du général Augereau un sabre d'honneur que le directoire-exécutif lui avait décerné; et il eut en même temps le commandement des troupes cantonnées dans le Haut-Rhin. Il reçut, le 26 février, du général Sainte-Suzanne, l'ordre de prendre le commandement supérieur de toutes les places du département du Haut-Rhin, de les visiter, de rendre compte de leur état, et de prendre possession de la ville de Mulhausen, réunie à la France. Jordy ne put exécuter entièrement cet ordre, ayant été chargé par le directoire-exécutif du commandement de l'avant-garde de l'armée qui, sous les ordres du général Schawembourg, fit la conquête de l'Helvétie. Cette pénible campagne, pendant laquelle le général Jordy s'était de nouveau signalé en de nombreuses occasions, acheva d'épuiser ses forces et l'obligea de demander un emploi sédentaire. Il fut nommé, le 24 mai 1798, commandant de la place de Strasbourg, et y eut occasion de déployer plus particulièrement la fermeté de son caractère, en faisant rentrer dans le devoir une demi-brigade qui, le 16 octobre 1799, sous le prétexte que la solde lui était due, refusait de passer sur la rive droite du Rhin. N'ayant pas accepté le grade de général de division qui lui avait été conféré précédemment, Jordy ne put conserver le commandement de la place de Strasbourg, et fut nommé, le 14 janvier 1801, à celui de Landau. Il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 12 décembre 1803. Il reçut, le 11 octobre 1806, l'ordre de quitter Landau, et d'aller prendre le commandement supérieur de la tête de pont de Cassel, vis-à-vis Mayence. On plaça sous ses ordres les troupes cantonnées sur la rive droite du Rhin, et on le chargea de surveiller et d'activer les travaux de fortifications ordonnés pour cette tête de pont. Le 27 novembre suivant, le maréchal duc de Valmy lui confia le commandement d'une colonne de 5000 hommes de troupes de toutes armes, et le chargea de la conduire au quartier-général de la grande-armée, alors établi à Berlin. Jordy ne put rejoindre ce quartier général que le 13 janvier 1807, à Varsovie. Chemin faisant, il avait grossi sa troupe de tous les isolés res-

tés sur les derrières de l'armée; et il fut félicité à cet égard par Buonaparte, lors de la revue que celui-ci fit de la colonne de Jordy. Le 19 du même mois, Jordy, qui, dès le 9, avait été nommé commandant-supérieur à Thorn, sur la Vistule, partit pour se rendre à cette destination : il n'y arriva qu'après avoir surmonté des obstacles infinis, et qui mirent sa vie en danger. Les soins qu'il donna à la reconstruction du pont, que les glaces enlevèrent plusieurs fois, furent d'une grande utilité à l'armée; et le zèle qu'il déploya pour l'approvisionnement des magasins de subsistances, et surtout pour le rétablissement des hôpitaux, sauva une infinité de Français, malades ou blessés, qui auraient péri faute de secours. Jordy fit preuve d'un courage et d'un dévouement héroïques, le 7 août 1807, en sacrifiant généreusement sa vie, pour sauver la ville et les habitants de Thorn, menacés d'une destruction qui paraissait inévitable par l'explosion d'une prolonge remplie de poudre. Son intrépidité donna un exemple qui, suivi par quelques braves, empêcha un incendie déjà terrible de se communique à un magasin rempli de 100 milliers de poudre, et qui, en sautant, eût fait de toute la ville de Thorn un monceau de décombres et un tombeau pour une partie des habitants. La paix ayant été faite après la bataille de Friedland, le général Jordy partit de Thorn, le 26 août, et se rendit au grand quartier-général à Berlin, pour y attendre une destination ultérieure. Le 22 octobre, il reçut l'ordre de se rendre à Mayence pour y commander la place; et, le 18 novembre, celui d'aller reprendre son commandement de Landau. Il a été créé chevalier d'empire, par décret impérial du 12 du même mois de novembre, et son diplôme a été scellé et enregistré, le 14. Un décret du 1er juin 1812 le nomma commandant de la place de Genève; et il cumula avec cet emploi celui de commandant du département du Léman et d'inspecteur-général pour les retraites et les réformes. Napoléon lui confia le commandement supérieur de la même place, par lettres du 28 novembre 1813. Assiégé par environ 20,000 hommes de troupes alliées, et, n'ayant pas à sa disposition 100 hommes en état de se dé-

fendre dans une ville mal fortifiée, et ne voyant point arriver les renforts que le gouvernement lui avait fait espérer, il se détermina à rendre la place, et à ne pas l'exposer inutilement au risque d'être incendiée. A quelque temps de là, le général Jordy fut frappé d'une attaque d'apoplexie, qui lui ôta l'usage de ses deux jambes, et l'obligea de se servir de béquilles. N'espérant plus de guérison, il sollicita et obtint son admission à la retraite, après 32 ans de services, et à l'âge de 57 ans. S. A. R. feu Mgr. le duc de Berry a daigné accorder à ce brave vétéran de l'armée française la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 2 octobre 1814; et le recevoir elle-même chevalier de cet ordre, le 4 du même mois. Postérieurement à cette époque, le général Jordy a été fait chevalier de l'ordre royal et militaire de Maximilien-Joseph, de Bavière. Pendant le cours de ses longs services, le général Jordy a fait preuve d'une probité et d'un désintéressement qui lui ont mérité la considération et l'affection des peuples chez lesquels il a fait la guerre. A l'époque où les fureurs révolutionnaires livraient à la mort beaucoup de Français, Jordy eut le généreux courage de s'exposer pour défendre quelques personnes appartenantes à l'ordre de la noblesse ou à celui du clergé : plusieurs d'entr'elles lui durent la vie. Sous le règne impérial, il n'a joui d'aucune faveur, quoiqu'il en méritât par ses services; et l'on suppose que cet oubli eut pour cause l'attachement que Jordy n'a cessé de montrer pour le général en chef Moreau, qui l'honora de son estime et de son amitié. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE LA JORIE, *voyez* MALET.

JOUAN (Jacques-Casimir), *maréchal-de-camp*, naquit à Saint-Christophe-du-Faocq, près de Cherbourg, le 4 mars 1767. Il s'enrôla volontairement, le 25 octobre 1791, dans le 2e bataillon du département de la Manche, où il fut fait lieutenant de grenadiers. Il y devint capitaine, le 7 novembre 1793, et passa avec le même grade dans la demi-brigade formée avec le bataillon du département de l'Allier, par suite de l'amalgame qui eut lieu le 5 janvier 1794. Il entra

ensuite, et également avec le grade de capitaine, dans la 27ᵉ demi-brigade de ligne, par le résultat d'un second embrigadement, qui eut lieu le 22 septembre 1796. Il devint chef de bataillon, le 20 avril 1807, et fut employé dans la division des grenadiers réunis sous les ordres du général Oudinot, jusqu'à la dissolution de ce corps, en février 1809. Il fut placé à la suite du 34ᵉ régiment de ligne, depuis le 29 janvier 1808 jusqu'au 22 février 1809, époque à laquelle il passa au 96ᵉ de ligne. Il entra dans la garde impériale, le 20 août 1810. Devenu commandant du 7ᵉ régiment de voltigeurs de la même garde, le 28 mars 1813, il fut fait colonel-major commandant le 1ᵉʳ régiment de la même arme, le 26 mai 1813. On lui conféra le grade de général de brigade, le 1ᵉʳ octobre de la même année. Depuis son entrée au service jusquà cette dernière époque, le général Jouan avait fait les campagnes de 1792 et 1793 aux armées du Rhin, de la Moselle et du Nord, et celles de 1794 et 1795 aux armées de l'Ouest et des côtes de l'Océan. Il s'était embarqué, le 15 décembre 1796, sur la frégate *la Félicité*, faisant partie de l'expédition contre l'Irlande. Il avait ensuite servi aux armées du Danube et du Rhin, en 1799, 1800 et 1801; dans l'intérieur de la France, en 1802; en Helvétie, en 1803; dans l'intérieur, en 1804 et partie de 1805, et à l'armée du Nord, également en 1805. Il avait fait les campagnes de Prusse et de Pologne, en 1806 et 1807; celles de la grande-armée d'Allemagne, en 1808 et 1809; celles d'Espagne, en 1810 et 1811; et enfin celles de 1812 et 1813, à la grande-armée d'Allemagne. Il s'était trouvé à de nombreux combats et batailles, et notamment à ceux de Valmy, du Mont-Pellingen, d'Hombourg, de Deux-Ponts, de Landshutt, de Lannoy, de Turcoag, de Lens, de Templeuve, de Roubaix, etc., etc.; à la conquête de la Hollande; au blocus d'Ulm; aux batailles d'Hohenlinden, d'Iéna et d'Ostrolenka; au siége de Dantzick; au combat d'Holsberg; aux batailles de Friedland, d'Ecmulh, de Ratisbonne, d'Esling, de Wagram, de Bautzen et de Dresde. Il s'était distingué dans plusieurs de ces affaires, et s'était également fait remarquer dans plusieurs

combats livrés en Espagne, et particulièrement à celui d'Aranda-de-Duero. Il avait été blessé d'un éclat d'obus à la hanche gauche, à la bataille de Valmy, le 20 septembre 1792; d'un coup de feu à la tête, en Bavière, en 1800; d'une balle au bras gauche, à la bataille d'Iéna, le 14 octobre 1806 (1); d'un coup de mitraille à l'extrémité supérieure de la cuisse gauche, à la bataille de Wagram, où il eut 3 chevaux tués sous lui, le 6 juillet 1809; et enfin il avait eu le bras gauche emporté par un boulet de canon à la bataille de Dresde, le 26 août 1813, après avoir franchi et forcé le passage de la porte de Plauen, à la tête de l'arrière-garde de la division Dumoustier. Cette dernière blessure ayant obligé le général Jouan de quitter l'armée active, il fut nommé, le 18 décembre de cette même année 1813, commandant du département du Léman et de la brigade de Genève. Par arrêté du sénateur comte de St.-Vallier, commissaire extraordinaire du gouvernement, en date du 21 janvier 1814, le général Jouan fut chargé de l'approvisionnement et de la défense des places fortes des Hautes-Alpes; mais cet ordre lui étant parvenu tardivement à Nanci, où il se trouvait alors, il ne put arriver au poste qu'on lui avait assigné avant les ennemis qui avaient traversé la Suisse pour s'y rendre. Il fut appelé, par ordre du 18 mai 1814, au commandement du département de la Drôme (7ᵉ division militaire), conserva cet emploi jusqu'au 28 juillet suivant, et fut mis à la demi-solde de non-activité, le 1ᵉʳ septembre de la même année. Remis en activité, par ordre des 15 et 25 avril 1815, il eut le commande-

(1) Dans cette bataille mémorable, le général Jouan, qui n'était encore alors que capitaine, ayant eu, momentanément, au commencement de l'action, le commandement du bataillon de grenadiers de l'avant-garde du 5ᵉ corps d'armée, se trouvait placé avec ce bataillon en avant du plateau où l'armée se formait. La position était difficile : il fallut essuyer de la part de l'ennemi une canonnade soutenue et les charges de 2 escadrons de cavalerie. Jouan repoussa l'ennemi, et conserva sa position jusqu'à l'arrivée du 7ᵉ corps. Il reçut sur le terrain même les félicitations du major-général de l'armée.

ment du département de l'Ardèche, depuis le 4 mai jusqu'au 9 août, époque à laquelle il rentra en demi-solde. Il fut définitivement admis à la retraite, comme amputé, le 1er juillet 1818. (*Etats milit.*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

JOUBERT (Barthélemy-Catherine), *général en chef*, naquit à Pont-de-Vaux, le 14 avril 1769. A l'âge de 15 ans, il quitta ses études pour servir dans un régiment de canonniers; mais son père, le destinant à suivre la carrière du barreau, l'envoya terminer ses études à Lyon. Joubert les achevait à l'université de Dijon, lorsque la révolution française, en 1789, favorisa ses penchants militaires. Dès lors, il entra dans la garde nationale, et s'occupa presque exclusivement à acquérir des connaissances dans l'art de la guerre. En 1791, il s'enrôla volontairement, et servit dans tous les grades inférieurs depuis celui de grenadier. Il était devenu lieutenant d'infanterie, lorsqu'il se distingua à la prise de Nice, de Montalban, de Villefranche, d'Oneille, etc. Chargé de défendre, avec 30 grenadiers, une redoute établie sur le col de Tende, il s'y trouva enveloppé, au mois de septembre 1793, par 500 Piémontais. Malgré l'infériorité du nombre, il se défendit avec la plus grande intrépidité, et ne se rendit que lorsque la redoute fut pulvérisée par le canon, sa troupe totalement à découvert, et lui-même grièvement blessé à la main par un éclat de pierre. Revenu en France, sur parole, il attaqua publiquement et avec courage les mesures révolutionnaires et horriblement tyranniques que les commissaires de la convention nationale prenaient alors dans les départements de l'Ain et du Mont-Blanc. Nommé adjudant-général, le 10 mai 1794, il alla servir en cette qualité à l'armée d'Italie. Il fut chargé, au mois de juillet 1795, d'attaquer, avec 5000 hommes, un pareil nombre de Hongrois retranchés à Melagno, dans une position très-fortifiée. Cette affaire fut des plus sanglantes; et Joubert, après y avoir personnellement combattu avec beaucoup de valeur, ne fit sa retraite que sur un ordre positif du général en chef, et après avoir perdu 4 chefs de bataillon, 52 officiers et plus du

quart de ses troupes. N'ayant pas été compris dans le classement des adjudants-généraux, qui eut lieu quelque temps après, Joubert se retirait de l'armée, lorsque le général Kellermann, qui avait su apprécier ses talents militaires, lui donna l'ordre de continuer son service. Joubert reçut bientôt après le brevet d'adjudant-général chef de bataillon. S'étant fait remarquer par son zèle et son sang-froid à la bataille de Loano, en novembre 1795, il fut nommé général de brigade sur le champ de bataille. Il se distingua, au mois d'avril 1796, à la bataille de Montenote, par laquelle le général en chef Buonaparte ouvrit la campagne. Le 10 du même mois, à Millesimo, ayant pénétré avec 7 hommes dans les retranchements ennemis, il fut frappé à la tête et renversé : le bruit de sa mort s'étant répandu parmi sa troupe, y jeta le découragement ; mais Joubert, reparaissant bientôt à la tête de la colonne, marcha de nouveau aux ennemis, les poursuivit ; et, de concert avec le général Ménard, il réussit, par une manœuvre hardie et rapide, à envelopper, près de Cossaria, un corps de 1500 grenadiers autrichiens, commandé par le général Provera, et qui fut forcé de se rendre prisonnier de guerre. La conduite que Joubert tint en cette occasion le fit remarquer par le général en chef, qui, dans son rapport officiel au directoire-exécutif, s'exprima ainsi : « L'intrépide Joubert était tout à la fois un grenadier par » son courage, et un général par ses talents et ses connais» sances militaires. » Joubert prit part, le 15 du même mois, au combat de Dego et aux attaques par lesquelles les Français forcèrent le général piémontais Colli d'évacuer le camp retranché de Ceva. Deux jours après, au passage du Tanaro, il fut atteint à la poitrine par une balle morte, en poursuivant les Autrichiens, qui se retiraient sur Mondovi. Il se trouva, le 23 avril, à la bataille de Mondovi, gagnée par les Français, et dont les suites leur furent si avantageuses. Il s'avança ensuite sur Turin, et s'empara de la petite ville de Cherasco. L'occupation par l'armée française de 4 forteresses importantes du Piémont ayant ouvert l'entrée de la Lombardie, Joubert passa le Pô, poursuivit les ennemis jusque sur Lodi, entra dans Milan, et cerna la forteresse,

sous le feu de laquelle il resta pendant huit jours. Il s'empara ensuite de Vérone. La forteresse de Mantoue ayant été investie par les Français, Joubert prit position dans les montagnes du Tyrol, de manière à pouvoir en garder les issues. Il força, le 28 juin, le retranchement du col de Campione, entre le fort de Garda et l'Adige (1). Il gardait le défilé important de la Corona, lorsque, vers la fin de juin, le général autrichien Wurmser arriva avec 30,000 hommes, et attaqua vivement les troupes de Joubert. Ce dernier défendit le poste qu'il occupait pendant toute une journée, et n'opéra sa retraite que lorsqu'il se vit sur le point d'être enveloppé. Il contribua aux succès remportés sur les ennemis à Fano et à Lonado, ainsi qu'au gain de la bataille de Castiglione, le 6 juillet. Après la bataille d'Arcole, Joubert, chargé du commandement de l'arrière-garde des deux divisions réunies des généraux Masséna et Vaubois, atteignit, le 21 novembre, l'armée ennemie, sur les hauteurs de Campara, entoura un corps qui formait l'arrière-garde, et lui fit 1200 prisonniers. Ses brillants services lui valurent alors le grade de général de division. Le 12 janvier 1797, les Autrichiens ayant attaqué la division Masséna sur la ligne de Montebaldo, en avant de Vérone, Joubert se précipita sur les ennemis qu'il mit en déroute, et sur lesquels il fit 300 prisonniers, après un combat opiniâtre. Le 14 du même mois, jour de la bataille de Rivoli, les Autrichiens dirigèrent leurs manœuvres de manière à envelopper la division Joubert, et s'emparèrent du plateau de Rivoli. Le feu terrible qui partait de ce point faisait de tels ravages dans les rangs français, que l'on crut la bataille perdue; mais Joubert, ayant rallié ses troupes, et s'étant mis à la tête des grenadiers, attaque avec fureur ce plateau défendu par 500 hommes, s'en empare, culbute les Autrichiens dans l'Adige, et leur en-

(1) « Dans cette fatigante et rude journée, écrivait Joubert, je portai les ordres moi-même, ne pouvant trouver personne qui y mit assez de promptitude. »

lève plusieurs pièces de canon. De nouvelles troupes ennemies s'étant portées sur le plateau, Joubert y soutint le choc de trois attaques successives, et parvint à conserver ce poste important, le seul point par lequel l'ennemi pouvait faire déboucher son artillerie et sa cavalerie. On dut ainsi à Joubert une partie du succès de cette mémorable journée qui décida du sort de l'Italie, en amenant la reddition de Mantoue, et qui ouvrit en outre aux Français l'entrée de l'Allemagne. Le lendemain de cette affaire, Joubert tourna l'ennemi qu'il gagna de vitesse, et lui coupa la retraite, en s'emparant de la Corona, où il fit 600 prisonniers. De là, il se porta sur le Trentin, atteignit l'arrière-garde autrichienne, la mit en déroute, et se rendit maître de Trente, le 3 février. Chargé, le 20 mars, par le général en chef Buonaparte d'opérer dans le Tyrol contre les généraux Kerpen et Laudon, avec les trois divisions qui formaient la gauche de l'armée d'Italie, Joubert réussit à traverser les terribles défilés de ce pays, et, après divers combats, à s'emparer de Botzen. Coupant la retraite de la colonne commandée par Laudon, il marche rapidement sur Clausen, où l'ennemi s'était retranché, gravit des rochers escarpés, perce le centre de cette colonne ennemie, et, après l'avoir séparée de l'armée que l'archiduc Charles d'Autriche commandait alors dans la Carinthie, la met en déroute, et force, le 28 mars, les gorges d'Inspruck défendues par des bataillons tirés de l'armée autrichienne des bords du Rhin. En s'emparant de tous ces passages, Joubert courut souvent de grands dangers, dont il ne sauva son armée que par la rapidité de sa marche et de ses manœuvres et par la vivacité de ses attaques. Dans cette expédition, qui lui fit le plus grand honneur, Joubert livra 7 combats, fit 9000 prisonniers, enleva 12 pièces de canon, et parvint à opérer sa jonction avec la grande-armée française sur la Drave (1). Tous ces succès contribuèrent beau-

(1) Lorsque Joubert arriva à la tente de Buonaparte, la sentinelle avait ordre de ne laisser entrer personne. Joubert insiste et force le pas-

coup à amener la signature du traité de paix de Léoben; aussi Buonaparte voulut-il que le guerrier qui par sa valeur et ses talents avait eu une grande part aux lauriers cueillis en Italie, fût chargé de porter au directoire-exécutif le drapeau qu'envoyait cette armée, et sur lequel se trouvaient rappelées les victoires remportées par elle, ainsi que les traités qui en avaient été le résultat. Pendant que la paix se négociait à Rastadt, le directoire donna à Joubert le commandement des troupes françaises stationnées en Hollande, et chargea ce général de favoriser le changement du gouvernement qui eut lieu dans cette république. Lorsque cette mission fut remplie, le directoire appela Joubert au commandement de l'armée de Mayence, et l'envoya, en octobre 1798, commander en chef celle d'Italie, en remplacement du général Brune. Après s'être occupé de réorganiser cette armée et d'y rétablir la discipline, Joubert seconda, par ordre du gouvernement français, la révolution qui s'opéra en Piémont, au mois de décembre, et par suite de laquelle le roi de Sardaigne fut détrôné. L'occupation de Turin, d'Alexandrie et de Novarre par l'armée française, et les mesures prises pour amener ce monarque à abdiquer la couronne, furent exécutées avec tant de célérité et de secret, qu'en trois jours tout fut terminé. Joubert se porta ensuite sur Livourne; mais chemin faisant, il reçut un contre-ordre; et deux commissaires du directoire-exécutif arrivèrent, chargés de traverser ses opérations. Joubert donna alors sa démission, et revint à Paris. A la révolution du 30 prairial an 7 (18 juin 1799), qui renouvela le directoire, Joubert fut nommé commandant de la 17e division militaire (Paris). En juillet de la même année, il alla reprendre le commandement de l'armée d'Italie, à la tête de laquelle était alors Moreau (1). Joubert se rendit à Gênes; et,

sage. Aux cris du factionnaire, Buonaparte sort, reconnaît Joubert, l'embrasse, et dit au soldat étonné : « Va ! le brave Joubert, qui a forcé le Tyrol, a bien pu forcer ta consigne. »

(1) Cette armée avait perdu presque toutes ses conquêtes; et le gou-

après des témoignages réciproques d'estime et de confiance entre lui et Moreau, ce dernier remit à Joubert le commandement, et se décida à servir sous ses ordres. A cette époque, les Autrichiens s'étant emparés d'Acqui, Joubert passa par les montagnes du Montferrat avec 20,000 hommes, reprit Acqui, et se rendit maître de Caprata. Ayant fait sa jonction avec l'armée de Naples, commandée par Championnet, il marcha sur Novi, avec le projet de débloquer Tortonne, et d'entrer dans les plaines du Piémont. Joubert allait avoir à combattre les 70,000 Austro-Russes commandés par le général Soworow, et il n'avait à leur opposer qu'environ 45,000 hommes, dont une portion était composée de nouvelles recrues. Il prit position et s'affermit sur les hauteurs, en plaçant sa droite sur les bords de la Scrivia, son centre à Novi, et sa gauche à Basaluzzo. Naturellement porté à un système d'attaque, Joubert paraissait décidé à livrer bataille, lorsque le développement des forces de l'ennemi et les avis de ses généraux le déterminèrent à ajourner au lendemain sa résolution; mais il fut prévenu, le 15 août, dès 5 heures du matin, par une attaque impétueuse que firent les Russes, en avant de Novi, où Joubert se trouvait en personne. En parcourant les rangs, Joubert disait aux troupes: « Camarades, la république » nous ordonne de vaincre, et je le lui ai promis. » Les soldats, qui estimaient et chérissaient leur chef, l'accueillirent par les cris unanimes de *vive Joubert*. Celui-ci, voulant animer ses guerriers par son exemple, marche à la tête d'une colonne de grenadiers en criant: « En avant! en » avant! » Atteint au flanc droit d'une balle qui pénétra

---

vernement directorial, menacé de toutes parts, paraissait prêt à s'écrouler. Les meneurs d'alors offrirent le pouvoir au général Moreau, qui le refusa. Ils jetèrent les yeux sur Joubert; mais, ne le trouvant point encore assez environné de gloire militaire, ils parvinrent à lui faire donner le commandement de l'armée d'Italie, afin qu'il pût, comme général en chef, obtenir quelques succès, et revenir ensuite en France exécuter ce que Buonaparte fit au 18 brumaire (9 novembre 1799). *Biographie universelle*, tom. XXII, pag. 49.

jusqu'au cœur, Joubert tombe de cheval, faisant signe de la main, et criant encore : « En avant, mes amis! marchez » toujours. » Puis, se tournant vers son aide-de-camp : « Prenez, lui dit-il, mon sabre, et couvrez-moi. » En prononçant ces dernières paroles, Joubert expira sur le champ de bataille, à l'âge de 30 ans. Les Français, furieux de la perte de leur général, se jetèrent en désespérés sur les ennemis, qu'ils enfoncèrent à plusieurs reprises; et ils ne cédèrent enfin le champ de bataille qu'accablés par le nombre et la fatigue, et après un combat sanglant, qui dura pendant douze heures. Joubert unissait les vertus publiques et privées aux qualités du guerrier : il vivait avec beaucoup de simplicité, et son désintéressement égalait sa bravoure (1). Il fut regretté par l'armée, par la France entière, et par le gouvernement, qui témoigna à sa veuve combien la perte de ce jeune héros lui était sensible. Sa dépouille mortelle fut apportée en France, où on lui rendit les plus grands honneurs, et on la déposa au fort Lamalgue, qui prit alors le nom de *fort Joubert* (2). Les conseils du gouvernement déclarèrent que Joubert avait bien mérité de la patrie, et son éloge fut prononcé dans leur sein par Chénier, Garat et Réboul. Un décret rendu plus tard par Napoléon Buonaparte, ordonna qu'un monument serait élevé à la mémoire de Joubert dans la ville de Bourg (Ain), chef-lieu du département dans lequel ce grand capitaine était né (3). *Etats militaires, Moniteur, annales du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tome XXII, pag.* 46.)

---

(1) Pendant sa campagne du Tyrol, Joubert exigea que l'on employât aux besoins de sa division les sommes destinées à son traitement et à ses dépenses personnelles.

(2) La translation de ses restes a été faite, en 1818, à Pont-de-Vaux.

(3) On a dit de Joubert : « Il a laissé deux filles immortelles; sa cam» pagne du Tyrol et la bataille de Novi. »

DE JOUBERT (Joseph-Antoine-René, *vicomte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Angers, le 11 novembre 1772. Il entra au service comme volontaire dans le 1er bataillon du département de Maine et Loire, le 15 septembre 1791; y fut fait sergent, le 16 décembre 1792; sergent-major, le 10 janvier 1793; sous-lieutenant, le 13 février 1794, et lieutenant, le 20 du même mois. Il fut incorporé avec son bataillon dans la 85e demi-brigade, le 19 juin 1796, y servit dans son grade de lieutenant, et fut fait capitaine, le 30 octobre 1797. Il passa avec le même grade au régiment des dromadaires, le 1er février 1797. On le nomma adjoint aux adjudants-généraux, le 22 juillet 1800. Il devint aide-de-camp du général de division Lagrange, le 16 mars 1801; fut nommé chef de bataillon au 64e régiment d'infanterie de ligne, le 29 janvier 1802, et devint colonel du même régiment, le 20 janvier 1806. On le fit colonel du 30e régiment d'infanterie de ligne, le 9 novembre 1808. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 6 août 1811. Depuis son entrée au service jusqu'en 1814 inclusivement, le général Joubert a fait la campagne de 1791 à l'armée du Nord, et celle de 1792 à l'armée des Alpes. Il a servi en Italie, en 1793, 1794, 1795, 1796 et 1797. Il a fait partie de l'armée d'Orient, et a fait les campagnes de 1798, 1799, 1800 et 1801 en Égypte et en Syrie. Il a été employé à l'armée des côtes de l'Océan, en 1804 et 1805, et à la grande-armée d'Allemagne pendant les campagnes de 1805, 1806, 1807, 1808 et 1809. Il a fait partie de l'armée d'expédition de Russie, en 1812, et a servi en Saxe et en France pendant les campagnes de 1813 et 1814. Il servit au siége de Verdun, en 1792; combattit à Jemmapes, la même année, et se trouva aux siéges de Maestricht et de Valenciennes. Pendant ses campagnes en Italie, il marcha à la prise de Mondovi et de Ceva; combattit à Dego, au passage du pont de Lodi et au passage du Mincio. Il se distingua, le 14 janvier 1797, à la bataille de Rivoli, où, à la tête de 50 hommes du 85e régiment de ligne, il fit 2000 Autrichiens prisonniers de guerre. Il combattit avec valeur au passage du pont d'Arcole et à la bataille de Cas-

tiglione; marcha avec l'armée lors de son passage dans le Tyrol, et se trouva à la prise d'Alexandrie. Pendant l'expédition d'Égypte, il combattit à Chebreiss; à la bataille des Pyramides; à celle du Caire; à l'affaire de Salahie, et servit au siége de d'El-Arisch en Syrie, où il fut blessé de deux coups de feu aux deux cuisses. Il concourut à la prise de Jaffa et au siége de Saint-Jean-d'Acre, et se trouva aux batailles d'Aboukir, d'Héliopolis et d'Alexandrie. Revenu en France avec les débris de l'armée d'Orient, il fut employé à la grande-armée, et s'y trouva à la prise d'Ulm et aux batailles d'Iéna, d'Eylau, de Friedland et d'Eckmulh; à la prise de Ratisbonne; aux affaires d'Essling et à la bataille de Wagram. Il fut blessé grièvement d'un coup de boulet au pied gauche, à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, et reçut un coup de feu à la jambe gauche, à la bataille de Wagram, en 1809. Dans la campagne de Russie, en 1812, il se trouva à la prise de Smolensk, à la bataille de la Moskowa, et au passage de la Bérézina, lors de la désastreuse retraite de Moscou. Il combattit, en 1813, aux batailles de Lutzen et de Bautzen; aux affaires de Dresde, et aux batailles de Léipsick et de Hanau. Pendant la campagne de France, en 1814, il se fit remarquer à l'affaire de Montmirail et au combat de Brienne. Après la chute de Napoléon Buonaparte et la restauration du trône des Bourbons, le général Joubert fut employé d'abord comme adjoint à l'inspection-générale de l'infanterie, par ordre du 22 août 1816, puis comme inspecteur-général de la même arme, en 1816, 1817 et 1818. Il a été nommé au commandement du département du Morbihan, en avril 1819, et est passé, le 21 avril 1820, à celui du département d'Ille-et-Vilaine. En récompense de ses services militaires, il a successivement obtenu le brevet d'un sabre d'honneur, le 14 janvier 1797; la croix d'officier de la Légion-d'Honneur, à la création de l'ordre, en 1804; celle de commandant de la même Légion, le 2 septembre 1812, et celle de chevalier de la Couronne-de-Fer d'Italie, le 17 mai 1813. Napoléon lui conféra aussi le titre de baron d'empire. S. M. Louis XVIII l'a nommé che-

valier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 août 1814, et lui a accordé le titre de vicomte, par ordonnance du 17 août 1822. Le général de Joubert commande encore le département d'Ille-et-Vilaine. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

JOUBERT DE LA BASTIDE (Jean-François), *marquis de Châteaumorand, lieutenant-général*, servit d'abord pendant sept années sur mer. Il leva, par commission du 20 août 1668, une compagnie au régiment de dragons de Saint-Frémon, avec laquelle il combattit à Fleurus, en 1690. Il fit les campagnes, depuis 1691 jusqu'en 1695, aux armées d'Allemagne, de la Moselle et de Flandre. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, le 8 avril 1696, il le commanda à l'armée du Rhin, cette année et la suivante. Son régiment ayant été réformé, au commencement de 1698, le marquis de Châteaumorand continua de servir, en qualité de mestre-de-camp réformé, à l'armée d'Italie, en 1701 et les années suivantes. Il commanda plusieurs détachements de cavalerie, avec lesquels il battit souvent les ennemis, fit des prisonniers, troubla des fourrages et enleva des chevaux. Créé brigadier, le 10 février 1704, il fut employé à la même armée jusqu'en 1706; servit à plusieurs siéges et prises de villes, et se distingua dans différents combats et batailles. On lui donna, le 5 septembre 1706, un régiment de cavalerie, vacant par la mort du prince Maubet. En 1707 et 1708, il fut employé à l'armée du Rhin, et concourut aussi à faire lever le siége de Toulon par les ennemis. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 29 mars 1710; servit en cette qualité à l'armée de Flandre, et se démit de son régiment, au mois de décembre de la même année. Employé à la même armée, en 1711, il attaqua, le 31 août, avec 3000 hommes, le poste d'Hordain, situé au milieu du camp des ennemis. Il défit les 4 bataillons qui défendaient ce poste, fit prisonnier le général Borck, le comte de Denhoff, 3 capitaines, 2 ingénieurs et 160 soldats, et s'empara de 200 chevaux. Il contribua, en 1712, à la vic-

toire remportée à Denain et à la prise de Douay, du Quesnoy et de Bouchain. On lui donna, par lettres du 26 octobre 1718, l'expectative d'une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, avec la permission d'en porter les marques. Il fut employé à l'armée de la frontière d'Espagne, sous le maréchal de Berwick, en 1719, et obtint, le 3 juillet de la même année, une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, lorsque l'on en augmenta le nombre. Il servit, cette même année, aux siéges et à la prise de Fontarabie, des ville et château de Saint-Sébastien et de la ville d'Urgel, et enfin au siége de Roses : ce fut sa dernière campagne. Il fut créé lieutenant-général, le 30 mars 1720, et mourut, le 17 avril 1727, à l'âge de 72 ans. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 79; *mémoires du temps.*)

JOUMARD, *voyez* d'ARGENCE.

JOUMART DE LA BRAUGELLIE (Nicolas), *maréchal-de-camp,* servait depuis quelques années, lorsqu'il leva, par commission du 23 mai 1646, un régiment d'infanterie de son nom, avec lequel il joignit l'armée qui prit Piombino et Portolongone, la même année. Il servit au siége de Crémone, en 1647; et, ayant obtenu le commandement d'une place, il y résida avec son régiment. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, le 19 janvier 1652, et se démit de son régiment, en faveur de son frère, le 5 janvier 1658. Nous ignorons ce qu'il devint depuis cette dernière époque. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 339; *mémoires du temps.*)

DE JOURDA (Noël), *comte de Vaux, maréchal de France*, naquit au château de Vaux, diocèse du Puy en-Velay, en 1705. Il entra au service comme lieutenant dans le régiment d'Auvergne, en 1724, et servit en Italie aux siéges de Pizzighitone et du château de Milan. Nommé capitaine, en 1734, il se trouva à l'attaque du château de Colorno, et fut blessé à la bataille de Parme, ainsi qu'à celle de Guastalla. En 1738, il passa en Corse avec son régiment,

et commanda à Corte, en 1739, un détachement de 200 hommes. Attaqué au couvent de Guersamuni, par 2000 Corses, il parvint cependant à conserver ce poste; mais, en le défendant avec vigueur, il fut blessé de deux coups de feu. Le régiment d'Auvergne ayant marché en Bohême, en 1743, le comte de Vaux s'y distingua à la défense de Prague. Il fut détaché, avec 800 hommes, au chemin couvert de la place, y repoussa plusieurs fois les ennemis, et ne quitta ce poste qu'à la fin du siége. Les preuves de talent et de courage qu'il avait données lui valurent le commandement du régiment d'Angoumois. Employé, en 1744, à l'état-major de l'armée, le comte de Vaux servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes; combattit à Restivaux, et se trouva au siége de Fribourg. A la plupart de ces siéges, le comte de Vaux fut chargé de fonctions aussi honorables que périlleuses. Il combattit à la bataille de Fontenoy, se signala au siége des ville et citadelle de Tournay et à celui de Dendermonde, et couvrit, avec 1500 hommes, le siége d'Oudenarde. Après la prise de cette dernière place, le roi lui en donna le commandement, comme un témoignage de la satisfaction que S. M. avait de ses services et de son zèle. Lorsque le maréchal de Saxe résolut de faire le siége de Bruxelles, le comte de Vaux fut chargé, sous les ordres de ce maréchal, d'exécuter avec 5000 hommes le passage du canal de Wilvorde. Dans cette opération, le comte de Vaux fit plus de 200 prisonniers dans les redoutes ennemies, et établit un pont sur le canal. Au moment de l'investissement de Bruxelles, le comte de Vaux fut détaché à l'un des faubourgs, à 200 pas des fossés, qu'il couvrit par plusieurs redoutes. Le zèle et les talents qu'il déploya de nouveau pendant ce siége lui valurent l'honneur d'être envoyé par le maréchal de Saxe pour annoncer la prise de Bruxelles à S. M., qui le nomma brigadier de ses armées. Le comte de Vaux servit en cette qualité au siége de la citadelle d'Anvers et à celui de Namur, et combattit à Raucoux. L'investissement du Sas-de-Gand lui ayant été confié, en 1747, il fit avec 6000 hommes toutes les dispositions convenables pour en commencer le siége, s'empara d'un fort, et y

fit 200 prisonniers. Il fut blessé d'un éclat de bombe au siége de Berg-op-Zoom. Détaché au village de Vouet, avec les volontaires de Bretagne, et y ayant été attaqué par un corps de 10,000 hommes, il obligea les ennemis de prendre la fuite, après avoir laissé 300 des leurs sur la place : cette action glorieuse valut au comte de Vaux le commandement en second de la Franche-Comté. Envoyé dans l'île de Corse, pour y prendre le commandement des troupes, il fut fait lieutenant général, en 1759. Employé, en 1760, à l'armée commandée par M. de Broglie, il y fut chargé de la défense de Friedberg. Il commanda la colonne de gauche du corps de troupes aux ordres de M. le comte de Lusan, attaqua les redoutes qui couvraient Cassel, et en chassa les ennemis ainsi que de la ville. Au mois d'août de la même année, il eut ordre d'attaquer l'arrière-garde d'un corps de 10,000 hommes qu'il mit en déroute. A la fin de la campagne, on confia au comte de Vaux le commandement de Goettingue. Investi dans cette place par l'armée du prince Ferdinand, le comte de Vaux tomba à plusieurs reprises sur les troupes qui s'étaient postées dans les villages voisins, en tailla en pièces une partie, fit l'autre prisonnière de guerre, et obligea le prince Ferdinand de lever le siége, après lui avoir tué ou pris près de 3000 hommes dans différentes sorties. Employé, en 1763, dans les 3 Évêchés, il fut nommé commandant en second de cette province. Il fut fait commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1764. Étant repassé en Corse, en 1769, deux mois lui suffirent pour soumettre cette île. Il fut ensuite employé successivement dans la généralité de Paris, dans les divisions militaires de Provence et d'Alsace et au camp de Vossieux. En 1779 et 1780, il commanda l'armée assemblée sur le côtes de Bretagne et de Normandie, et eut ensuite le commandement en chef de la Bourgogne. Les nombreuses preuves de talents militaires, de courage et de dévouement qu'il avait données dans 19 siéges, 10 combats et 4 batailles rangées, lui valurent le grade de maréchal de France, auquel il fut promu, en 1783. Envoyé à Grenoble, pour y étouffer les premières étincelles de la

révolution française, il y tomba malade; et, après avoir supporté avec autant de résignation que de fermeté des souffrances qui durèrent 53 jours, il mourut, le 14 septembre 1788, dans la 84ᵉ année de son âge, et sans laisser de postérité masculine (1). Le maréchal de Vaux était observateur zélé de la discipline; sévère, mais juste et humain, et ennemi du faste qui corrompt une armée, autant qu'il l'embarrasse. Il n'avait jamais demandé ni obtenu de grâce pour sa famille, et était du petit nombre de ces hommes qui se croient toujours récompensés au-delà de leurs services. Il donna pendant le cours de sa vie l'exemple de toutes les vertus militaires et sociales, parmi lesquelles il portait au plus haut degré la probité et le désintéressement (2). (*Brevets et états milit.*; *Journal encyclopédique*

---

(1) Sur la demande de la marquise de Vauborel, sa fille et son héritière, S. M. Louis XVIII a daigné conférer à MM. Jean-Joseph et Antoine-Fidèle-François Jourda de Vaux, de la branche cadette *dite* de la maison de *Folletier* (*), le titre héréditaire de vicomte, tant en récompense de leurs services personnels qu'en mémoire de ceux du maréchal de Vaux.

(2) Après avoir commandé l'expédition que le gouvernement projetait contre l'Angleterre, le comte de Vaux conservait encore, en 1781, le commandement des troupes rassemblées en Bretagne. A l'expiration du premier mois de ce dernier service, le trésorier lui apporta la même somme que celle qu'il lui avait comptée l'année précédente pour son

(*) Jean-François de Jourda de Vaux de Folletier, leur père, n'avait que trois fils: les deux aînés eurent à peine la force de porter les armes, qu'il les envoya combattre à l'armée du prince de Condé. Il se rendit lui-même à Lyon; en 1793, et y concourut, ainsi que le plus jeune de ses enfants, à la défense de cette ville pendant le siége qu'en firent les républicains: tous deux s'y distinguèrent par beaucoup de zèle et de courage. Après la réduction de Lyon, MM. de Folletier, père et fils, furent du nombre des victimes destinées à être sacrifiées aux vengeances des Robespierristes. Cependant la jeunesse du fils, âgé seulement de 16 ans, parut toucher un instant les satellites du tyran, qui offrirent à cet enfant de lui sauver la vie, s'il voulait avouer qu'il avait été séduit par son père, et abjurer les principes qui l'avaient attaché à la cause de son souverain: « Mon père ne m'a pas séduit, répond le » jeune de Vaux de Folletier; il va mourir pour son roi; je tiens pour la même » cause, et m'estime plus heureux de mourir avec mon père que de vivre parmi » vous. » Attaché par le bras à celui de son père, il fut conduit au supplice, et tous deux périrent, en même temps que 71 autres personnes, le 8 décembre 1793.

du mois de décembre 1788; *Journal de Paris du* 1er *octobre de la même année; mémoires du temps.*)

DE JOURDA DE VAUX-DE-BEAUNNES (Noël-Gabriel), *baron de Vaux, maréchal-de-camp*, et neveu du précédent, naquit à Coisset en Auvergne, en 1748. Il entra au service dans le régiment Royal-Infanterie, en 1766. Il fut fait aide-major-général de l'armée envoyée en Corse, sous les ordres du maréchal de Vaux, son oncle, en 1799, et continua d'être employé dan cette île après la cessation de la guerre. Il obtint une commisssion de lieutenant-colonel, en 1771; une de colonel, en 1779, et fut créé brigadier de cavalerie, en 1780. Il fut retiré, ainsi que les autres officiers d'état-major employés en Corse, dans l'année 1783. S. M. le nomma maréchal-de-camp, le 1er mars 1789. Le baron de Vaux donna des preuves de son dévouement à la personne du roi Louis XVI, dans la fatale journée du 10 août 1792. Il fut long-temps incarcéré sous le terrorisme de Robespierre, et ne dut son salut qu'à la chute de ce tyran. Il mourut, sans postérité, au château de Paula, près Firmini, département de la Loire, le 26 avril 1807. (*Etats militaires, mémoires du temps.*)

JOURDAN, (Jean-Baptiste, *comte*), *pair et maréchal de France*, naquit à Limoges, le 29 avril 1762. Il s'enrôla, en 1778, dans le régiment d'Auxerrois infanterie, et fit la guerre d'Amérique. Il était rentré dans ses foyers, lorque, en 1771, il fut nommé commandant du 2e bataillon de son département (la Haute-Vienne). Il le conduisit à l'armée du Nord, où il se distingua en plusieurs occasions par

---

traitement. Le comte de Vaux la refusa, disant que, n'ayant plus la même dépense à faire, il n'avait pas besoin du même traitement. Le trésorier en référa au ministre. Celui-ci, après avoir mis sa lettre sous les yeux du roi, annonça que S. M. voulait que le traitement fût payé comme l'année précédente, en témoignage de la satisfaction qu'elle avait des services du maréchal de Vaux. Ce dernier persista dans son refus, en disant : « Ce sera le seul ordre du roi auquel dans tout le cours de ma vie je me » serai cru dispensé d'obéir. »

beaucoup de bravoure et par des talents militaires, qui lui valurent successivement plusieurs grades, et entr'autres celui de général de brigade, auquel il fut promu, le 27 mai 1793. Il obtint, le 30 juillet suivant, celui de général de division. Il commanda le centre de l'armée du général Houchard, le 7 septembre, à la bataille de Hondscoote; enleva dans cette journée un des retranchements des ennemis, fut blessé, et contribua puissamment au succès que l'on remporta sur les Anglo-Autrichiens. Il fut nommé général en chef de l'armée des Ardennes, le 9 du même mois. Houchard ayant été destitué, Jourdan fut appelé au commandement en chef de l'armée du Nord. Il remporta une victoire complète sur le prince de Cobourg à Wattignies, les 16 et 17 octobre, et rendit par cette victoire un service important à la France, en faisant lever le siége de Maubeuge, et en empêchant la prise du corps d'armée française, qui s'y trouvait bloqué. Mandé à Paris pour y conférer avec le gouvernement sur les opérations militaires ultérieures, il fut inculpé par Barrère, et perdit, le 4 février 1794, le commandement de l'armée du Nord, que l'on donna à Pichegru. Jourdan, qui, par ses talents militaires, n'était pas fait pour languir long-temps dans l'obscurité, fut nommé général en chef de l'armée de la Moselle, le 9 mars 1794, et commença sa campagne par le combat et la prise d'Arlon, où il battit 16,000 Autrichiens, qui furent forcés de battre en retraite, et d'abandonner quelques caissons d'artillerie tout attelés. Il s'empara de Dinan, le 1er juin, malgré les redoutes que les Autrichiens avaient établies sur les hauteurs de cette ville. Ce fut alors qu'il joignit à son commandement de 40,000 hommes de l'armée de la Moselle, celui de l'armée entière des Ardennes et de trois divisions de l'armée du Nord. Avec ces forces, il passa la Sambre, le 12 du même mois, et investit la place de Charleroi, dont il se rendit maître, par capitulation, le 25. Dès le lendemain, il livra et gagna la célèbre bataille de Fleurus contre le prince de Cobourg, qui y combattit à la tête de 100,000 alliés, auxquels Jourdan n'avait à opposer que 70,000 hommes. Trois fois dans cette

journée, les Français furent contraints de céder au nombre et au feu d'une nombreuse artillerie; mais, animés de la plus indomptable ardeur, et toujours aux cris de *point de retraite aujourd'hui, point de retraite*, ils revinrent autant de fois à la charge; et après un combat de douze heures, ils parvirent à fixer la victoire sous leurs drapeaux. Jourdan se couvrit de gloire dans cette bataille, qui commença la haute réputation militaire dont il a joui depuis. La convention nationale décréta que lui et ses troupes avaient bien mérité de la patrie, et donna le nom d'armée de Sambre-et-Meuse aux différents corps placés sous les ordres de ce général. Le 16 juillet suivant, Jourdan étant à la poursuite de l'ennemi, le battit, et le chassa de la forêt de Soignes. Il força Mons et Namur de capituler, entra en vainqueur dans Bruxelles, et s'empara de Liége. Établissant son armée le long de la Meuse, il resserra étroitement les troupes autrichiennes près de la place de Maestricht, et fit attaquer en même temps les villes de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes et de Condé, qui furent obligées de capituler. Il fit forcer, le 18 septembre, le passage de l'Ourthe et le camp de la Chartreuse : cette journée coûta aux Autrichiens 3000 hommes faits prisonniers, 5 drapeaux, 49 canons et 79 caissons. Ayant passé la Meuse, Jourdan chassa les ennemis d'Aix-la-Chapelle; força le passage de la Roer, malgré les efforts de 80,000 Autrichiens, et emporta de vive force la ville de Juliers, ainsi que les redoutes qui la défendaient. Le 5 novembre, il annonça au comité de salut public la prise de Maestricht, après douze jours de tranchée ouverte : cette place formidable avait été défendue par une garnison de 8000 hommes, qui demeurèrent prisonniers de guerre, et elle était armée de 200 pièces d'artillerie. Le 3 mars 1795, la convention nationale, sur la proposition du comité de salut public, confirma Jourdan dans le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. D'après ses ordres, les divisions composant cette armée effectuèrent le passage du Rhin, le 7 septembre suivant, sur différents points. On s'empara de la place de Dusseldorff, où l'on prit 168 canons. L'ennemi fut poussé

vivement dans plusieurs directions; et, dès le 19 du même mois, on le contraignit de se replier au-delà de la Lahn, vers Nassau et Dietz. Une portion de l'armée française de Sambre-et-Meuse s'avança en même temps jusque sur le Mein. Cependant l'armée de Rhin-et-Moselle n'ayant pas concouru, comme on devait s'y attendre, aux mouvements faits par Jourdan, et ayant laissé les ennemis s'emparer de Manheim, l'armée de Sambre-et-Meuse, menacée alors de voir sa gauche enveloppée et de perdre ses communications avec les ponts qu'elle avait établis sur le Rhin, fut obligée de faire sa retraite sur la rive gauche de ce fleuve. A cette occasion, le représentant Carnot fit, en séance de la convention nationale, le 22 octobre, l'éloge du général Jourdan, pour la manière savante et régulière avec laquelle il avait fait opérer ce mouvement, devenu indispensable par le défaut de coopération de l'armée de Pichegru. Les 30 novembre et 1er décembre, Jourdan fit marcher son armée sur les bords de la Nahe, en chassa les ennemis, et s'empara du poste de Kreutznach. La campagne de 1795 se termina par un armistice, dont les Autrichiens dénoncèrent la rupture, le 21 juin 1796. L'archiduc Charles d'Autriche, ayant pris l'initiative des hostilités, s'avança sur la rive gauche du Rhin; mais Jourdan, qui sentait l'importance de transporter la guerre vers la rive droite de ce fleuve, fit marcher ses divisions sur la Sieg, passa cette rivière, repoussa les Autrichiens sur tous les points, et les força même d'évacuer la redoutable position d'Ukerath. Le 4 juin, il battit les ennemis à Alten-Kirchen, leur fit 3000 prisonniers, et s'empara de 4 drapeaux, 12 pièces de canon et de beaucoup de charrois et d'équipages. Les divisions Kléber et Lefebvre ayant été obligées, le 15 du même mois, de faire un mouvement rétrograde devant les forces supérieures avec lesquelles l'archiduc Charles les attaquait, Jourdan résolut de prendre sa revanche; et, pour cet effet, il fit passer plusieurs divisions de son armée sur la rive droite du Rhin, le 1er juillet. Par une marche rapide et bien concertée, il s'avance en Allemagne, poursuit l'ennemi qui bat en retraite,

passe de nouveau la Lahn, oblige Wurtzbourg et sa citadelle de capituler, obtient des succès sur le Mein, et s'empare du fort de Rottembourg. Mais, sa marche accélérée ayant disséminé ses forces, l'armée de Sambre-et-Meuse, attaquée à son tour par un ennemi qui avait reçu de nombreux renforts, est forcée de plier. Elle soutient à Wurtzbourg un combat sanglant, où la victoire est long-temps disputée; et, après des prodiges de valeur, elle repasse la Lahn, et prend position en arrière de Wetzlaer. En 1797, le général Jourdan fut élu député du département de la Haute-Vienne au conseil des cinq-cents, où il proposa et fit adopter beaucoup de mesures relatives à l'armée et à l'administration militaire. Il fut deux fois président de cette assemblée, et il en remplissait les fonctions, lorsqu'on le nomma commandant en chef de l'armée du Danube. Il déposa en conséquence le caractère de législateur, dans la séance du 13 octobre 1798, et se rendit au poste qui lui était assigné. Le premier succès qu'il remporta fut l'occupation, par son armée, de la forteresse d'Ehrenbreitstein, vis-à-vis Coblentz, place qui depuis long-temps était assiégée, et qui fut évacuée par les Autrichiens, le 27 janvier 1799. Bientôt après les hostilités commencèrent sur toute la ligne; et Jourdan, ayant manœuvré de manière à gagner les ennemis de vitesse, fit des marches savantes et hardies, et parvint, sans brûler une amorce, à faire rétrograder ses adversaires, et à se rendre maître de toute la Souabe. A partir du 20 mars, l'armée du Danube eut avec les Autrichiens plusieurs affaires marquantes; et, dans la dernière, qui eut lieu le 26, près de Stockach, et qui dura treize heures, Jourdan resta maître du champ de bataille, et fit 4000 prisonniers. Cependant l'armée autrichienne étant forte de 60,000 hommes, et recevant journellement des renforts, Jourdan se vit obligé, quoique victorieux, de rétrograder, pour ne pas laisser trop affaiblir l'armée qu'il commandait. Il se porta au débouché des montagnes Noires, où il prit des positions inexpugnables dans les gorges de la Forêt-Noire, afin de pouvoir s'avancer de nouveau dans les plaines de la Souabe, dès que les circonstances le permettraient.

Remplacé dans son commandement par le général Masséna, Jourdan quitta l'armée, le 3 avril, et se rendit à Paris, où il fut nommé inspecteur-général d'infanterie. Il fut de nouveau élu député au conseil des cinq-cents, en mai 1799, et s'y montra opposé à la révolution du 18 brumaire (9 novembre 1799), ce qui le fit exclure, le même jour, du corps-législatif. Nommé, le 21 juillet 1800, ambassadeur extraordinaire en Piémont, il y devint président de la consulte piémontaise et administrateur de tout le pays. En 1802, il fut fait conseiller-d'état, et élu candidat au sénat-conservateur, par le collége électoral du département de la Haute-Vienne, qu'il avait présidé. Napoléon le créa maréchal de France, le 19 mai 1804, et lui donna le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 1er février 1805. Le maréchal Jourdan avait le commandement en chef de l'armée d'Italie, lorsque Napoléon se fit couronner roi d'Italie, dans la même année 1805. Il reçut, au mois de juin de cette année, la croix de chevalier de l'ordre de Saint-Hubert de Bavière, que l'électeur lui envoya. Il passa, en 1806, au service du royaume de Naples, sous Joseph Buonaparte, qui le fit gouverneur de la ville de Naples, et grand-dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles. Joseph Buonaparte étant passé du trône de Naples à celui d'Espagne, le maréchal Jourdan l'y suivit, avec le titre de major-général de l'armée espagnole. Il servit, en cette qualité, pendant les campagnes de 1808 et 1809. Rentré en France, il y vécut dans une espèce de disgrâce près de Napoléon. Il adhéra, au mois d'avril 1814, à la déchéance de Buonaparte et aux actes du gouvernement provisoire. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin, et lui confia le gouvernement de la 15e division militaire (Rouen). Il fut aussi revêtu du titre de comte, en 1815. Pendant les *cent jours*, le maréchal Jourdan accepta de Buonaparte le titre de pair de France, et le commandement en chef de l'armée du Rhin. Les événements militaires qui eurent lieu en Belgique, et la promptitude avec laquelle les puissances alliées pénétrèrent en France,

ne permirent point au maréchal Jourdan de faire rien de remarquable dans ce commandement. D'après le refus du maréchal Moncey, et suivant l'ordre du tableau des maréchaux de France, Jourdan fut appelé à la présidence du tribunal militaire chargé de juger le maréchal Ney, et qui se déclara incompétent. Il fut nommé, le 10 janvier 1816, gouverneur de la 7e division militaire (Grenoble). S. M. l'a élevé à la dignité de pair de France, le 5 mars 1819. En 1820, le maréchal Jourdan a présidé le collége électoral du département des Bouches-du-Rhône. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE JOUSSAUME (Esprit), *marquis de la Bretèche, lieutenant-général,* naquit en 1638. Il fut d'abord mousquetaire, en 1657; devint capitaine au régiment de cavalerie de Melin, en 1658, et fut réformé, en 1660. On le fit cornette de la compagnie de la Haye-Saint-Hilaire, le 12 juillet 1667. Il leva une nouvelle compagnie au régiment de Melin, le 9 août de cette dernière année; et, cette compagnie ayant encore été réformée, le 24 mai 1668, il fut entretenu capitaine-réformé dans la compagnie de mestre-de-camp du régiment du Roi. Il leva, pour la troisième fois, une compagnie dans le régiment de Melin, par lettres du 9 août 1671; servit, avec ce régiment, en 1672 et 1673, et se trouva à différents siéges, ainsi qu'à la prise de plusieurs places, en Hollande et dans les électorats de Cologne et de Brandebourg. Il leva, le 5 février 1675, un régiment de dragons, avec lequel il servit jusqu'à la paix, sur la frontière de la Sarre. On le fit gouverneur des ville et citadelle de Leau, par provisions du 9 mai 1678; et on lui donna la lieutenance-générale de Poitiers, en survivance de son père, par provisions du 17 septembre suivant. Il eut le gouvernement de Hombourg et la lieutenance-générale de ce gouvernement, ainsi que celle de la Lorraine allemande, par provisions du 18 novembre 1680. Il se démit de son régiment, au mois de février 1682, et fut créé brigadier, le 30 mars 1683. Il fut pourvu du commandement-général sur la Sarre, et sur toute la frontière, par

commission du 18 décembre 1685, et eut le gouvernement de Poitiers, après la mort de son père. Promu au grade de maréchal-de-camp, le 24 août 1688, il continua de commander dans la Lorraine allemande, et fut nommé, par ordre du 26 octobre, pour commander dans les ville et citadelle de Mayence. Employé, en 1692, à l'armée d'Allemagne, il s'empara du poste de Landswerth, sur la Spirebach, et retourna ensuite à Hambourg. Nommé lieutenant-général, le 30 mars 1693, il fut employé à l'armée d'Allemagne jusqu'à la paix. Il fut battu, le 12 août 1694, auprès de Derbach, par un détachement de 300 hussards ennemis, contre lesquels il se défendit cependant très-vaillamment, avec 150 dragons et 100 grenadiers qu'il commandait. Il resta à Hombourg, en 1695, et y leva, par commission du 22 août, un régiment de fusiliers, pour servir sur cette frontière. Il se démit de ce régiment, en faveur de son frère, au mois d'août 1696, et ne servit plus. Il mourut, le 27 juillet 1706. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 377; *mémoires du temps.*)

JOUVIN DE LA BLACHETTE (Claude-Alexandre, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit à Monestier, en Dauphiné, le 23 avril 1713. Il entra au service comme cadet au régiment de Flandre, le 1er mai 1727; y fut fait enseigne, le 15 février 1729; lieutenant, en mars 1731, et capitaine, en novembre 1733. On le créa chevalier de Saint-Louis, en 1747, et lieutenant-colonel du régiment de Flandre, le 2 février 1753. Créé brigadier d'infanterie, le 20 février 1761, il se trouva, au mois de juillet de la même année, à la bataille de Filinghausen, où il fut blessé. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 16 avril 1767, et mourut en 1769. (*États militaires*).

DE JOYEUSE (Anne, *duc*), *commandant d'armée, pair et amiral de France*, naquit vers la fin de 1560. Il porta le nom de baron d'Arques dans sa jeunesse. Jouissant de la faveur de Henri III, il s'éleva rapidement au faîte des honneurs, des dignités et des richesses. Il se signala, dès 1580, au siége de la Fère, et y fut blessé. Il fut desti-

né, en 1581, à épouser Marguerite de Lorraine, sœur de la reine, et il contracta en effet ce mariage (1). Le roi le créa duc et pair de France, par lettres d'érection de la vicomté de Joyeuse en duché, données à Paris, au mois d'août, et enregistrées au parlement de Paris, après une lettre de jussion, du 7 septembre suivant. Le monarque donna au nouveau duc la préséance sur les autres ducs et pairs et sur les grands-officiers de la couronne, autres que les princes du sang royal et ceux des maisons de Savoie, de Lorraine et de Clèves. (Ce privilége fut révoqué sous le règne suivant, au mois de septembre 1596.) Le roi lui conféra aussi les titres de son chambellan ordinaire, de capitaine de 100 hommes d'armes de ses ordonnances, et de membre du conseil pour les affaires d'état. Joyeuse ayant souhaité la charge d'amiral de France, il l'obtint sur la demission du duc de Mayenne, par provisions données à Fontainebleau, le 1er juin 1582. Le roi l'honora du collier de l'ordre du Saint-Esprit, le 31 décembre de la même année, et le fit premier gentilhomme de la chambre, en 1583. Pourvu du gouvernement de Normandie, sur la démission du duc d'Aumale, par provisions du 12 mars, registrées au parlement de Rouen, le 21, il fit son entrée à Rouen, le 25. Le gouvernement de Languedoc eût été aussi à la convenance de Joyeuse; mais ce gouvernement était alors entre les mains du maréchal Damville, qui n'était pas d'humeur à parer un favori de ses dépouilles. Le roi n'osant en cette circonstance user de son autorité, trop peu respectée dans ces temps de troubles et d'indépendance, appuya tous les ressorts que Joyeuse employait pour satisfaire son ambition, et l'envoya même à Rome, pour engager le pape à se déclarer contre le maréchal : les intrigues de Joyeuse échouèrent, et le maréchal conserva son

(1) Les noces du duc de Joyeuse furent célébrées avec une magnificence alors sans exemple, et les seules fêtes données par le roi à cette occasion coûtèrent plus de 1,200,000 écus. Maurice Poncet, l'un des plus célèbres prédicateurs du temps, tonna en chaire contre cette profusion.

gouvernement. Le duc de Joyeuse, dominant à la cour, voulut aussi être mis à la tête d'une armée; et il eut un pouvoir de lieutenant-général commandant l'armée en Auvergne, Rouergue, Gévaudan et Vélai : ce pouvoir fut donné à Saint-Maur-les-Fossés, le 20 juin 1566. Il fit lever le siége de la petite ville de Compeyre, en Auvergne, au commencement d'août. Il soumit ensuite Malzieu dans le Gévaudan, et s'empara, le 22 du même mois, de la ville de Marvejouls. Il en prit la garnison à composition, et les habitants à discrétion. Les uns et les autres furent tués ou dépouillés; et la ville, livrée au pillage et au feu, ne présenta plus bientôt qu'un amas de ruines, au milieu desquelles Joyeuse se fit dresser une colonne de marbre, avec une inscription, comme monument de sa victoire. Ayant assiégé la ville et le château de Peyre, le 4 septembre, les habitants se retirèrent au château, situé sur un roc escarpé. Joyeuse établit une batterie sur un rocher voisin que l'on croyait impraticable, et fit tirer 2500 boulets dans l'espace de trois jours. Le château se rendit à discrétion, et fut rasé. Cette conquête avait coûté 500 hommes à Joyeuse, qui fut obligé de passer tout le mois de septembre dans l'inaction, la maladie s'étant mise dans son camp. Il assiégea ensuite Eyssène en Rouergue, s'en saisit, et prit quelques châteaux aux environs. Il entra dans l'Albigeois, au commencement de novembre, et battit, avec 9 pièces de canon, la ville de Salvagnac, à l'extrémité du diocèse d'Alby. Croyant avoir assez fait pour sa gloire, et s'ennuyant d'être, depuis long-temps, éloigné de la cour, il laissa la continuation du siége de Salvagnac à un de ses lieutenants, prit la poste, et revint auprès du roi. L'année suivante, il fut nommé pour commander l'armée en Poitou, en Saintonge, et au pays d'Aunis, par pouvoir donné à Paris, le 3 juin. Henri, roi de Navarre, n'avait alors laissé en Poitou que 2 régiments, qui s'occupaient à piller Saint-Éloi, proche de Saint-Maixent. Le duc de Joyeuse, profitant du désordre dans lequel se trouvaient ces troupes, les chargea, et les obligea de se rendre : elles furent taillées en pièces, malgré la promesse que plusieurs

officiers du duc leur avaient faite, de leur laisser la vie sauve. Joyeuse investit Saint-Maixent, et l'abandonna également au pillage. La ville de Tonnai-Charente se rendit à l'approche du canon, qu'il faisait avancer contre elle. Le lendemain de la prise de cette ville, et dès la pointe du jour, Joyeuse enveloppa à la Croix-Chapeau un des régiments de la cavalerie protestante, qui se défendit long-temps. Joyeuse ayant fait percer les maisons, on attaqua ce régiment de tous les côtés, et l'on commençait à brûler le bourg, lorsqu'il se rendit : il fut passé au fil de l'épée. Le roi de Navarre ayant repris Tonnai-Charente, Joyeuse revient sur ses pas, s'empare une seconde fois de cette ville, et y laisse une forte garnison. En quatre jours, il soumit Maillezain. Il marchait contre la ville de Talmont, défendue par de braves capitaines, lorsque ses troupes se débandèrent; la contagion lui en enleva aussi une partie. Il revint à Paris, le 15 août. L'absence du duc et une inconstance naturelle à Henri III avaient influé sur le cœur de ce prince. Pour reconquérir la faveur qui paraissait prête à lui échapper, Joyeuse pressa le roi de lui permettre d'en venir à une action générale contre le roi de Navarre. Il se flattait, à la faveur d'une victoire, de l'emporter sur ses rivaux, et de fixer sur lui seul les bonnes grâces de Henri. Le roi, qui était facile, et qui aimait encore Joyeuse, lui permit de tenter cette action. Joyeuse, se faisant suivre alors par une brillante noblesse qu'il s'était attachée par ses profusions, se mit en marche. L'armée de Joyeuse et celle du roi de Navarre se rencontrèrent à Coutras, le 20 octobre. L'artillerie du duc, mal servie, ne tua qu'un seul cheval aux ennemis, tandis que celle du roi de Navarre fit un effet prodigieux. La cavalerie catholique rompit cependant, et mit en fuite la cavalerie de l'armée calviniste; mais l'infanterie de cette dernière, devenue furieuse par la défaite de sa cavalerie, donna tête baissée et l'épée à la main sur l'infanterie du duc, et la mit en fuite. Dès que Joyeuse avait aperçu la déroute de la cavalerie ennemie, il s'était ébranlé pour attaquer deux escadrons, où se trouvaient le roi de Navarre et les princes de son parti. On put juger

alors à quel point la valeur est inutile, lorsqu'elle n'est pas soutenue par l'expérience et la discipline militaire. La noblesse qui composait la gendarmerie du duc, quoique chargée du poids de ses armes, se laissa emporter par une fougue naturelle, et courut, bride abattue, pour culbuter les escadrons opposés; mais, lorsqu'elle arriva à portée de l'ennemi, déjà les hommes et les chevaux étaient hors d'haleine. Les arquebusiers du roi de Navarre, placés à côté de ses escadrons, en tirant à propos, éclaircirent les rangs des royalistes, qui, dans leur course mal mesurée, se trouvèrent trop près de leurs adversaires, pour pouvoir faire usage de leurs grandes lances, tandis que les calvinistes, armés de lances plus courtes et plus fortes, portèrent des coups assurés à ce gros de cavalerie, et le dispersèrent en un instant. Dans cette occasion, le cornette du duc de Joyeuse préféra de mourir plutôt que de fuir. Le duc lui-même suivit un si bel exemple, ce qui n'empêcha pas que la bataille fut perdue pour lui. Le duc de Joyeuse, qui avait été blessé dans la mêlée, rencontra Saint-Luc, qui lui demanda ce qu'il était à propos de faire: « Mourir » après ceci, et ne vivre *jamais plus,* » répondit Joyeuse. Sur cela, il se précipita dans la mêlée, et y trouva la mort qu'il désirait (1). Cette bataille eut lieu le 20 octobre 1587. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 320; *Histoire du Languedoc, d'Aubigné, Davila, Brantôme, Histoire de France du Père Daniel*; *Mémoires de Castelnau, tom. II, page* 57; *Histoire de France, par Anquetil, tom. V; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXII, p.* 79.)

---

(1) On a assuré, dans le temps, que Joyeuse avait offert 100,000 écus pour se racheter, mais que les protestants le tuèrent de sang-froid, en représailles de la cruauté avec laquelle il avait traité les leurs au mont Saint-Éloi. Henri III réclama le corps du duc de Joyeuse, et lui fit faire de magnifiques funérailles dans l'église des Augustins de Paris. Joyeuse joignait à toutes les grâces de la jeunesse beaucoup d'habileté pour les exercices du corps; il avait un caractère doux, de l'esprit, une libéralité excessive, et commandait l'affection de ses rivaux.

DE JOYEUSE (Henri, *duc*), *pair et maréchal de France*, frère du précédent, naquit en 1567, et fut connu dans sa jeunesse sous le nom de comte de Bouchage. Il servit, dès 1580, au siége de la Fère, comme capitaine de chevau-légers. Il eut, en 1582, une compagnie de 50 hommes d'armes. En 1583, on le fit conseiller-d'état, chevalier des Ordres du roi, et maître de la garde-robe de S. M. Il obtint le gouvernement-général de Touraine, du Maine, du Perche et du comté de Laval, après la mort de François de France, duc d'Anjou, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 8 juillet 1584. On ajouta à ce gouvernement celui de la province d'Anjou, par déclaration et provisions données à Blois, le 20 octobre de la même année. Il se démit de ces gouvernements, au mois d'avril 1586, en faveur du chevalier de Joyeuse, son frère, favori de Henri III, dont il partageait les amusements et les plaisirs. Il se dégoûta cependant du tumulte de la cour; et la mort de sa femme, qu'il perdit au mois d'août 1587, lui donna un tel chagrin, qu'il se retira, le 4 septembre suivant, au couvent des Capucins, dont il embrassa la règle et les austérités. On le vit, l'année suivante, quelque temps après la journée des Barricades, donner un spectacle nouveau, intéressant par sa singularité. Il partit de Paris, à la tête d'un nombreux cortége de capucins, qui portaient à la main les instruments de la passion. Joyeuse, chargé lui-même d'une grande croix sur les épaules, se faisait fustiger par deux de ses compagnons. La procession arriva à Chartres, et se rendit à la cathédrale, où le roi était; une foule de peuple suivait, et tous, d'un ton lugubre et de concert, demandaient miséricorde au roi, et le suppliaient d'oublier les derniers troubles de Paris. Antoine-Scipion, duc de Joyeuse, gouverneur pour la ligue, étant mort, le 19 octobre 1592, la noblesse et le peuple du Languedoc obligèrent Henri de Joyeuse, son frère, de sortir du couvent des capucins de Toulouse, de prendre le gouvernement de la province, et de commander l'armée de la ligue. Il prit le titre de duc de Joyeuse, endossa de nouveau l'habit de cour, l'épée et le collier de l'ordre du St.-Esprit. Le duc de Mayenne l'établit lieu-

tenant-général de la province du Languedoc, sous le cardinal de Joyeuse, par lettres données à Paris, le 26 novembre. Henri de Joyeuse convint, le 14 décembre, avec le duc de Montmorency, d'une trève d'un an; et, à son exemple, les états d'Alby renouvelèrent le serment pour la ligue, le 31 décembre 1593. Le pape Clément VIII, par un bref du mois de juin 1594, accorda à Joyeuse la permission de passer de l'ordre des capucins dans celui de Malte; lui permit de porter l'habit séculier, de commander les troupes, et de gouverner les provinces, mais seulement en temps de guerre. Le duc de Joyeuse, en 1595, s'assura des villes d'Alby et de Gaillac, où plusieurs catholiques s'étaient déclarés pour le roi; de Lille, de Rabastens et de Lavaur. Il se saisit des portes de Toulouse, le 11 avril, et en chassa les officiers du parlement, qui penchaient à se soumettre au roi. Le pape, par un second bref, du 5 mai de cette année, lui permit de porter l'épée toute sa vie, et de posséder toutes sortes de dignités séculières, tant civiles que militaires. Joyeuse prit Miraval sur les royalistes, au mois de juillet. Il emporta ensuite Grisolles, et conclut une trève, le 23 septembre. Au mois de janvier 1596, il fit sa paix avec le roi, qui le créa maréchal de France, par état donné à Folembray, le 22, et le nomma lieutenant-général en la province de Languedoc, conjointement avec le duc de Ventadour, par provisions datées du même jour. L'état et les provisions furent enregistrés au parlement de Toulouse, le 7 avril. Le duc de Joyeuse eut, par commission du même jour 22 janvier, un régiment d'infanterie de 500 hommes, qu'on licencia à la paix. Il eut aussi une compagnie de 100 hommes d'armes, et les gouvernements particuliers de Narbonne, de Carcassonne et du Mont-Saint-Michel (1). Le pape,

(1) On trouve dans les notes sur la Henriade ce qui suit : « Depuis il » quitta le froc, et porta les armes contre Henri IV. Le duc de Mayenne » le fit gouverneur du Languedoc, duc et pair, maréchal de France, etc. » Henri de Joyeuse n'a point été gouverneur du Languedoc, mais seulement lieutenant-général, sous le cardinal de Joyeuse, son frère, auquel le duc de Mayenne avait donné ce gouvernement. Le duc de Mayenne

par un troisième bref, du 18 septembre 1596, lui permit de posséder toutes sortes de biens, et d'en disposer. Ayant de nouveau renoncé au monde, Joyeuse rentra dans l'ordre des capucins. On le vit, en 1600, prêcher à Paris, et avoir une foule d'auditeurs, que la singularité de ses aventures appelait à ses sermons. Il passa ensuite en Italie; et, ayant voulu faire le voyage de Rome, pieds nus, pendant l'hiver, il fut saisi de la fièvre, et mourut dans une maison de son ordre à Rivoli, près de Turin, le 27 septembre 1608. Son corps fut apporté à Paris, et inhumé dans l'église des Capucins de la rue Saint-Honoré (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 388; *Dupleix, Mémoires de Sully, Histoire de France, du Père Daniel; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil; Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXII, p.*81.)

DE JOYEUSE-GRANDPRÉ (Jean-Armand), *marquis de Joyeuse, maréchal de France*, issu d'une autre branche de la famille des précédents, fut connu d'abord sous le nom de chevalier de Grandpré. Il fut fait capitaine de cavalerie au régiment de Grandpré, lors de la formation de ce corps, par commission du 9 juillet 1648, et servit en Flandre, sous le comte de Harcourt, en 1649. Le comte de Grandpré, son frère, ayant pris le parti des princes, on licencia ce régiment, par ordre du 20 janvier 1650; mais on le réta-

---

ne fit point Henri de Joyeuse duc et pair. Henri III avait érigé le duché-pairie de Joyeuse en faveur d'Anne de Joyeuse, frère aîné de Henri. Anne étant mort, et Henri s'étant fait capucin, Antoine-Scipion de Joyeuse, leur frère, succéda au duché. Après la mort de ce dernier, Henri, sortant des capucins, était de droit duc et pair. Il ne tint point non plus du duc de Mayenne sa nomination à la charge de maréchal de France. C'est Antoine-Scipion que le duc de Mayenne nomma maréchal, à la place de Guillaume de Joyeuse, père. Le roi seul conféra cette dignité à Henri.

(1) C'est de lui que Voltaire a dit, dans le chant IV[e] de la Henriade :

« Vicieux, pénitent, courtisan, solitaire,
» Il prit, quitta, reprit la cuirasse et la haire. . . . »

blit en faveur du chevalier de Grandpré, qu'on en fit mestre-de-camp, par commission du 26 février suivant : ce dernier prit alors le nom de chevalier de Joyeuse. Il servit, avec ce régiment, la même année et jusqu'en 1652, et se trouva à plusieurs siéges, combats et batailles. Créé maréchal de-camp, par brevet du 20 avril 1653 (1), il ne servit point alors en cette qualité Il marcha, à la tête de son régiment, en 1654, 1655 (2), 1656 et 1657, aux siéges et à la prise de plusieurs places de guerre. Il commanda la cavalerie de l'armée du maréchal de la Ferté, au siége de Montmédi, pris le 6 août 1657, et servit, en 1658, au siége de Gravelines, qui capitula, le 30 août. Lors de son mariage, il prit le nom de marquis de Joyeuse. On réduisit son régiment à la seule compagnie mestre-de-camp, le 11 avril 1661; mais il le rétablit, le 7 décembre 1665. Il fut créé brigadier de cavalerie, par brevet du 14 mai 1667, et employé à l'armée d'Alsace, sous le marquis de Créquy. Cette armée se tenant sur la défensive, Joyeuse alla servir, comme volontaire, au siége de Lille, dont le roi se rendit maître, le 27 août. Il se démit de son régiment, le 18 décembre.

---

(1) A la paix des Pyrénées, on régla que tous ceux qui n'avaient point servi en qualité de maréchaux-de-camp, quoiqu'ils en eussent le brevet, cesseraient d'être regardés comme maréchaux-de-camp, et que leurs brevets seraient considérés comme nuls. C'est par cette raison qu'on voit le chevalier de Joyeuse, déjà maréchal-de-camp, fait par la suite brigadier, puis maréchal-de-camp.

(2) En 1655, Turenne étant campé dans les plaines de Lens, envoya Joyeuse escorter un convoi qui venait d'Arras. Joyeuse alors, épris d'une femme de cette ville, laissa partir le convoi sous les ordres du major de son régiment, comptant le rejoindre avant qu'il fût arrivé au camp. Chemin faisant, le convoi fut attaqué par un parti espagnol que le major repoussa. Turenne, voyant que la faute de Joyeuse pouvait perdre cet officier, qui donnait de grandes espérances, dit à ceux qui l'entouraient : « Le comte de Grandpré sera bien fâché contre moi; je lui ai « donné une commission secrète qui l'a retenu à Arras, dans un temps « où il aurait pu montrer sa valeur. » Grandpré, arrivé au camp, apprend ce discours, et va se jeter aux pieds de Turenne, qui se contente de le réprimander. Grandpré se signala le reste de la campagne, et devint comme l'avait prédit Turenne, un des meilleurs officiers de l'armée.

Il marcha, en 1668, à la conquête de la Franche-Comté, d'où il passa, sous les ordres de M. le prince de Condé et du duc de Luxembourg, dans les pays de Limbourg et de Gueldres. On signa la paix, le 2 mai. Il eut une compagnie en chef, le 26 du même mois (1). Il leva un nouveau régiment de cavalerie, par commission du 9 août 1671. Employé dans l'armée du maréchal de Turenne, en Westphalie, pendant la campagne de 1673, il se trouva à la prise d'Unna, qui se rendit à discrétion, le 5 février. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 13 février 1674, il se démit de son régiment, et fut employé dans l'armée du Roussillon, sous le maréchal de Schomberg, qui s'y tint sur la défensive. Sous le même général, en 1675, il concourut à la reprise de Bellegarde, le 6 juillet. Il fut employé dans l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 février 1677, il servit à l'armée de MONSIEUR, combattit à Cassel, le 11 avril, et se trouva au siége de St.-Omer, qui fut pris, le 20. Il passa à l'armée de Flandre, par lettres du 21 mai. Il servit, en 1678, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créquy, et s'y distingua à la défaite du comte de Stahremberg, à Rheinfeld, le 6 juillet, ainsi qu'au passage de la Kintzig, où l'on battit l'arrière-garde du duc de Lorraine, le 23. Il concourut à la déroute des Brandebourgeois, auprès de Minden, en 1679, et au passage du Weser. Employé, le 5 avril 1684, à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créquy, il servit au siége de Luxembourg, pris le 4 juin. Le maréchal étant parti pour aller aux eaux de Barrèges, le marquis de Joyeuse eut, en son absence, le commandement de l'armée, par pouvoir du 5 juillet. A la mort du sieur de Cajac, le roi lui donna le gouvernement de la ville et du château

(1) A la réforme qui se fit après cette paix, tous les régiments furent réduits à une seule compagnie, qui était composée de cent maîtres, et commandée par trois capitaines dont un en chef et deux autres incorporés.

de Nanci, par provisions du 12 mai 1685. Employé à l'armée d'Allemagne, sous Mgr. le dauphin, par lettres du 16 septembre 1688, il y servit aux siéges et à la prise de plusieurs places de guerre. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre suivant. On l'employa en Guienne, sous le maréchal de Lorges, par lettres du 20 mars 1689, et dans l'armée d'Allemagne, sous Mgr. le dauphin et le maréchal de Lorges, par lettres du 19 avril 1690. En 1691, il servit au siége de Mons, que le roi prit, le 9 avril. Il passa ensuite à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg, et combattit à Leuse, le 18 septembre. Pendant le siége de Namur, en 1692, il commanda un corps de troupes dans les pays de Trèves, de Juliers et de Cologne, et finit la campagne en Allemagne, sous le maréchal de Lorges. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 27 mars 1693, il prêta serment, le 28. Nommé l'un des commandants de l'armée de Flandre, sous le roi et M. le prince de Condé, par pouvoir du 27 avril, il se trouva à la bataille de Neerwinde, le 29 juillet, y fut chargé du commandement de l'aile gauche de l'armée, et la conduisit avec tant d'habileté et de prudence, qu'il força tous les lieux par où il passa. Il eut, dans cette journée, la cuisse percée d'un coup de mousquet; et, après avoir fait bander sa plaie, il revint à la charge. Il commanda l'armée d'Allemagne, conjointement avec le maréchal de Lorges, par pouvoir du 28 avril 1694. Ces deux maréchaux battirent les ennemis à Wislok, le 25 juin, firent 400 prisonniers, et tuèrent 400 hommes aux ennemis. Joyeuse commanda l'armée sur les côtes de Normandie, par pouvoir du 1er mai 1696, et en eut encore le commandement, par autre pouvoir du 7 mai 1697, pour la défense des côtes maritimes. Il n'a plus servi depuis. On lui donna, par provisions du 12 août 1703, le gouvernement-général du pays Messin et du Verdunois, et le gouvernement particulier des ville et citadelle de Metz, vacant par la mort du duc de la Ferté. Il les a conservés jusqu'à sa mort, qui arriva le 1er juillet 1710. Il était alors âgé de 79 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 71; *Mémoires du Père d'Avrigni, Histoire*

militaire, *de M. de Quincy*; *Journal historique du Père Griffet*, *Bauclas*, *le président Hénaut*, *Gazette de France*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXII*, *pag.* 82.)

DE JOYEUSE, *voyez* LORRAINE.

JULIENNE DE BELAIR (Alexandre-Pierre), *lieutenant-général*, naquit à Paris, le 15 octobre 1747. Nous n'avons pas les renseignements nécessaires pour traiter l'article biographique de cet officier.

JULLIEN (Jacques), *lieutenant-général*, était depuis plusieurs années au service du duc de Savoie, lorsqu'il y obtint un régiment d'infanterie. Il se distingua à la défense de la Savoie, et particulièrement à celle de Coni, en 1691. Étant passé au service de France, quelque temps après, il fut créé brigadier, par brevet du 28 avril 1694; servit, la même année et la suivante, à l'armée du Piémont, où l'on se tint sur la défensive, et se trouva au siége de Valence, en 1696. Il fut employé en Provence, par lettres du 7 mai 1697, et à l'armée d'Allemagne, par autres lettres du 21 juin 1701. Il servit à l'armée de Flandre, par lettres du 22 avril 1702; contribua à la défaite des troupes hollandaises, près de Nimègue, et commanda à Bruges, sous le comte de la Mothe, pendant l'hiver, par ordre du 15 novembre de la même année. En récompense de ses services, il fut nommé maréchal-de-camp, le 23 décembre suivant. Il commanda en cette qualité une partie des troupes envoyées contre les religionnaires des Cévennes (1), et se signala dans plusieurs expéditions contre ces rebelles. Il obtint le grade de lieutenant-général, par pouvoir du 26 octobre 1704;

(1) Le marquis de Dangeau, dans ses Mémoires, *tom. II*, *pag.* 359, s'exprime ainsi : « 5 janvier 1703. Jullien vint ici (Versailles) pour recevoir les ordres du roi, à l'effet de réduire les religionnaires qui sont en Languedoc. Sa petite armée sera composée du régiment de dragons de Fimarcon qu'on lève en Languedoc, et de 3000 hommes d'infante-

continua de servir dans les Cévennes jusqu'en 1708, et mourut en 1711. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 603; *mémoires du temps*, *Gazette de France*.)

JUMEL (Jean-Marie), *maréchal-de-camp*, naquit à Lyon, le 2 août 1772. Dès l'âge de 18 ans, il fut employé dans l'administration municipale de cette ville, et y devint chef du bureau militaire. En 1792, l'armée prussienne ayant fait une invasion en France, Jumel s'enrôla volontairement, le 2 août, dans le 5ᵉ bataillon de Rhône-et-Loire, où il fut fait sous-lieutenant, le 11 du même mois, puis quartier-maître-trésorier, le 11 septembre suivant. Le 5 mai 1793, le 5ᵉ bataillon de Rhône-et-Loire, qui faisait alors partie de l'armée du Nord, ayant marché de nuit pour attaquer l'ennemi à Roosbruge, Jumel que son emploi éloignait de semblables expéditions, voulut cependant prendre part à celle-ci, et se glissa dans les rangs d'une compagnie. Reconnu, lorsqu'il fit jour, par le général Richardot, qui commandait la colonne, il fut mis aux arrêts, pour le punir d'avoir quitté son bureau de quartier-maître. Néanmoins, en considération de son ardeur pour la guerre, on lui permit bientôt de prendre part aux engagements où se trouverait son bataillon, et on lui confia même le commandement des tirailleurs, toutes les fois que ce bataillon eut à en fournir. Il fut nommé, en juillet de la même année, capitaine provisoire, en remplacement d'un officier de ce grade qui avait été fait prisonnier de guerre. Il passa quartier-maître-trésorier de la 22ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, le 18 août 1794; obtint le grade de capitaine en pied, le 24 avril 1796, et fut fait chef de bataillon, le 7 août 1800. Il avait fait les campagnes de 1792, 1793 et

---

» rie de bonnes troupes. » Les mémoires du marquis de Dangeau, *t. II*, *pag.* 360, contiennent aussi ce qui suit, à la date du 8 janvier 1703: « Le roi fit Jullien chevalier de Saint-Louis, quoiqu'il n'ait servi que dix » ans dans ses troupes, et que le roi n'en reçoive plus présentement qui » n'aient servi au moins vingt ans. »

1794 à l'armée du Nord; celles de 1795, 1796, 1797 et 1798, à l'armée d'Allemagne; partie de celles de 1799, contre les insurgés de la Belgique; celle de la fin de 1799 et de l'année 1800, dans la Nord-Hollande, contre les Russes, puis dans le département du Morbihan contre les Vendéens. Pendant toutes ces campagnes, il s'était trouvé à de nombreux combats et batailles; aux siéges et à la prise de plusieurs villes de guerre, forts et forteresses; au passage du Waal, et à la conquête de la Hollande. Il se distingua au combat de Grandchamp dans le Morbihan, le 25 janvier 1800. Étant passé, la même année, à l'armée d'Italie, il fut du célèbre passage du mont Saint-Bernard, et se fit remarquer à celui de la Chiuzella, en Piémont. A l'attaque et à la prise d'Yvrée, le 22 mai, il marcha à la tête de 4 compagnies, s'empara d'un fort qui dominait la ville, et s'y saisit de 16 pièces de canon. A la bataille de Montebello, il poursuivit l'ennemi, accompagné seulement de quelques soldats, et fit 35 Autrichiens prisonniers de guerre. A la bataille de Marengo, le 14 juin, il prit le commandement d'un bataillon dont le chef venait d'avoir les jambes emportées par un boulet; et, se trouvant placé en avant du ruisseau et du village de Marengo, il s'empara de 3 pièces de canon, et repoussa, de concert avec 2 bataillons du 40e régiment de ligne, plusieurs charges de la cavalerie autrichienne. Cependant l'armée ennemie ayant bientôt débordé la position où se trouvait Jumel, les 2 bataillons du 40e régiment reçurent ordre de faire un mouvement. Jumel, abandonné avec son seul bataillon, n'en résolut pas moins de défendre son poste, et y tint ferme pendant trois heures, résistant sans cesse aux forces quadruples de la cavalerie autrichienne. Enfin, lorsque vers midi, il vit l'infanterie ennemie marcher contre lui, et l'armée française en pleine retraite, son bataillon ayant d'ailleurs épuisé toutes ses cartouches, Jumel prit le parti de se replier, et exécuta ce mouvement avec habileté. Le terrain qu'il abandonna était couvert d'hommes et de chevaux ennemis. Cette brillante action fit demander, par les généraux Lannes et Watrin, le grade

de chef de bataillon pour le brave Jumel, auquel ce grade fut effectivement conféré, le 28 juillet suivant. Jumel continua de servir à l'armée d'Italie, en 1800 et 1801, et s'y trouva à différentes affaires. Il s'empara, le 19 décembre 1800, d'un convoi considérable de grains que l'ennemi avait rassemblé à Lunigo, et fit cette capture après avoir chassé, à la suite d'un engagement très-vif, un bataillon du régiment autrichien, dit des chasseurs d'Aspre, chargé de la garde de ce convoi. Le général Oudinot, alors chef de l'état-major de l'armée d'Italie, fit une mention honorable de cette action, dans sa relation de la campagne de cette même année. Pendant l'hiver de 1800 à 1801, Jumel commanda les avant-postes de la division dont son bataillon faisait partie, et la tint continuellement approvisionnée, en faisant de fréquentes excursions sur la ligne ennemie. Après le passage de l'Adige par l'armée française, l'aile droite de celle-ci poursuivant l'arrière-garde du corps autrichien commandé par le feld-maréchal Bellegarde, il s'ensuivit un engagement vers Meledo, où l'ennemi avait une excellente position, contre laquelle on ne pouvait marcher que par une chaussée étroite, pratiquée à travers du marais, et dont l'approche était défendue par de l'artillerie. Le 6ᵉ régiment d'infanterie légère ayant été ramené par une grêle de mitraille qui lui fit perdre beaucoup de monde, le chef de bataillon Jumel prit sur lui de faire terminer promptement un engagement qui devenait très-sanglant. Il fit serrer sa troupe en masse, et pénétra au pas de charge dans le village de Meledo, sans tirer un coup de fusil. Secondé par une partie du brave 6ᵉ régiment d'infanterie légère, il s'empara d'un pont au-delà de Meledo; et, se trouvant bientôt pêle-mêle avec les hussards ennemis du régiment de Toscane, qui s'efforçaient de rallier l'infanterie autrichienne, Jumel et sa troupe tuèrent beaucoup de monde, et restèrent maîtres du défilé. Ils l'auraient même franchi, si le général Watrin, tout en donnant des éloges à l'intrépidité de ces braves Français, ne leur eût défendu de s'engager dans la plaine. Cette action fut mentionnée honorablement dans le rapport officiel du même général.

Passé, le 16 août 1802, au commandement du 2ᵉ bataillon d'expédition destiné pour St.-Domingue, Jumel s'embarqua, et alla joindre dans cette île le corps d'armée commandé par le général Leclerc. Les Nègres, ayant fait, le 19 février 1803, une attaque générale sur le cap Français, s'emparèrent du fort Belair, de l'une des portes du Cap, et de tous les postes extérieurs qui dominent cette ville. Il fallut combattre sur tous les points à la fois; et Jumel, à la tête d'une petite colonne, reprit l'habitation *d'Estaing*, dont les Noirs commençaient à incendier les cases. Il poursuivit ensuite les ennemis jusqu'au-delà du *Grand-Morne*. Il fut nommé commandant d'armes à Saint-Marc (île Saint-Domingue), le 9 avril suivant. Il passa, le 21 mai, au commandement d'armes des Cayes-Saint-Louis, et le conserva jusqu'à la reddition de cette place, le 17 novembre. Rentré en France, le 14 septembre 1804, il fut nommé commandant du 4ᵉ bataillon colonial, le 9 septembre 1805, et devint major du 1ᵉʳ régiment de marine et des ouvriers de Brest, par décret du 27 septembre 1806. Il passa, avec le même grade de major, dans le 4ᵉ régiment de ligne, le 6 septembre 1808. On le nomma général de brigade, le 25 novembre 1810, pour prendre rang à dater du jour de son arrivée à l'île de Java, où on l'envoyait avec des lettres de service, pour commander les troupes stationnées dans cette colonie. Il s'embarqua, le 2 décembre suivant, sur la frégate *la Nymphe*, et arriva à l'île de Java, le 27 avril 1811. Il mit aussitôt tous ses soins à organiser les levées de troupes que le gouvernement français faisait faire parmi les naturels de l'île, et il s'occupa en même temps de faire continuer activement les fortifications du camp de *Mester-Cornelis*. Bientôt une expédition anglaise aborda près de Batavia, ayant 14,000 hommes de troupes, y compris celles de marine, et un parc de 112 bouches à feu. Le général Jumel n'avait à opposer à des forces aussi considérables qu'environ 8000 Javans, conduits par quelques officiers français et hollandais. Il fit cependant une résistance longue, vive et meurtrière, et soutint plusieurs combats, dans lesquels

il fallut que les braves officiers et quelques faibles détachements de troupes européennes suppléassent par leur courage et leur dévouement à la timidité et à l'inexpérience des Javans. Presque tous les Européens et surtout les officiers furent victimes de leur bravoure. Deux fois les fortifications du camp furent renversées par l'artillerie anglaise, et deux fois elles furent rétablies. Enfin ce ne fut qu'au bout de vingt-deux jours que l'armée anglaise parvint à s'emparer de cette position par un assaut (1). Après la prise du camp de *Mester-Cornelis*, les troupes indigènes s'étant débandées, il fut impossible de songer à conserver plus long-temps la colonie; et après quelques combats peu importants, le gouverneur hollandais Janssen fut contraint de capituler. Le général Jumel avait eu 2 chevaux tués sous lui pendant cette campagne. Prisonnier de guerre des Anglais, il resta en leur pouvoir jusqu'à la paix, qui suivit de près la restauration du trône des Bourbons, et rentra en France, le 2 mai 1814 (2). Il fut employé à l'inspection-générale de l'infanterie dans la 5e division militaire, par lettres de service du 10 janvier 1815. Pendant les *cent jours*, il passa au commandement du département du Haut-Rhin, au mois d'avril, et fut appelé, le 29 juin suivant, au commandement d'une brigade de la division Grandjean, faisant partie du corps d'armée du général Rapp. On le mit en non-activité, le 1er décembre de la même année;

(1) Un fait curieux et tout à la fois honorable pour les défenseurs de l'île de Java, c'est que le général des troupes anglaises, sir Samuel Achumty, officier distingué et expérimenté, ait cru devoir ouvrir la tranchée, construire une parallèle, et bombarder pendant plusieurs jours un camp qui n'était défendu que par quelques redoutes et par 8000 soldats, sachant à peine se servir de leurs armes. Il lança sur les faibles ouvrages qui entouraient ce camp plus de 10,000 boulets, bombes ou obus; et la conquête de ce camp lui coûta près d'un tiers de son armée, ainsi que plusieurs officiers de marque.

(2) La longue captivité du général Jumel nuisit beaucoup à son avancement, en l'empêchant de donner, comme il l'avait précédemment fait, des preuves de bravoure et de talents militaires pendant les mémorables campagnes de 1812, 1813 et 1814.

mais il fut porté de nouveau sur le tableau des maréchaux-de-camp disponibles, le 1er janvier 1819. Le général Jumel est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE JUMILHAC, *voyez* CHAPELLE.

JUNOT (Andoche), *duc d'Abrantès*, *général de division et colonel-général des hussards*, naquit à Bussi-le-Grand, en Bourgogne, le 25 octobre 1771. Il étudiait le droit au commencement de la révolution française, et il s'enrôla, en 1792, comme grenadier dans un des bataillons de volontaires nationaux du département de la Côte-d'Or. Servant au siége de Toulon, il s'y fit remarquer par un de ces traits d'intrépidité qui depuis lui furent si familiers. Le chef de son corps demandant un soldat qui voulût se dévouer, pour porter à travers les rangs ennemis un ordre important à une batterie d'artillerie, Junot, alors simple sergent, se présente, franchit l'espace à travers une grêle de balles et de boulets, et arrive sain et sauf au but qu'il devait atteindre. Cette action hardie engagea Buonaparte à prendre Junot pour l'un de ses aides-de-camp. Junot servit sous ce général à l'armée d'Italie, et s'y distingua particulièrement aux combats de Lonato et de Castiglione. Après le succès de la première de ces deux affaires, Junot fut chargé par Buonaparte de s'opposer à la retraite des Autrichiens sur le Mincio. S'étant mis à la tête des gardes du général en chef, Junot se porta avec la plus grande vitesse sur Dezenzano, où il rencontra le régiment de Bender hulans. Au lieu de charger cette troupe en queue, Junot fait faire aux siens un détour par la droite, prend l'ennemi en front, et blesse le colonel Bender. Entouré bientôt par un gros de hulans, Junot, sans se déconcerter, en tue 6 de sa main; mais il est enfin culbuté dans un fossé, après avoir reçu cinq coups de sabre assez profonds. Il courait le risque d'être fait prisonnier, lorsqu'il fut dégagé par les guides qui s'étaient ralliés. A peine ses blessures étaient guéries, que Junot avait déjà rejoint Buonaparte, sour le-

quel il fit avec beaucoup de distinction le reste de la campagne de 1796 et celle de 1797. Il s'embarqua, en 1798, avec le général en chef Buonaparte pour l'expédition d'Égypte; et ce fut lui qui porta au grand-maître de l'ordre de Malte l'accession à la suspension d'armes demandée. L'armée française, ayant abordé sur les côtes de l'Égypte, eut d'abord à livrer les batailles de Rahmanieh, de Chebreisse, et des Pyramides. Junot, toujours placé là où le péril était imminent, prit une bonne part à la gloire acquise par les Français dans ces combats mémorables. Il fut nommé général de division, le 9 janvier 1799, et employé en cette qualité dans la division du général Kléber, qui fit partie de l'expédition de Syrie, au mois de février suivant. Pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, Junot, ayant reçu l'ordre de s'emparer de Nazareth et de tout le pays environnant, se rendit maître de cette ville, le 6 avril. Informé que les troupes du pacha de Damas, conduites par son fils, avaient passé le Jourdain, et se rassemblaient sur les hauteurs de Loubi, Junot se mit en marche, le 8 du même mois, avec environ 300 hommes d'infanterie et 160 chevaux, pour aller reconnaître les ennemis. Arrivé au débouché de la vallée de Cana à Loubi, il se trouva en présence d'un corps de cavalerie composé de Mamelucks, de Turkomans, de Maugrabins, et d'une troupe d'environ 2000 Arabes montés. A l'aspect de ces ennemis, dont la supériorité numérique pouvait effrayer, Junot, loin de se laisser intimider, fit de suite ses dispositions pour bien recevoir ses adversaires. Ceux-ci, s'attendant à n'éprouver qu'une faible résistance, s'avancèrent avec la certitude de vaincre; mais Junot, les laissant arriver à portée de pistolet, les accueillit par une décharge de mousqueterie si vive, qu'en un instant elle joncha la terre de plus de 300 ennemis. Pendant cette affaire, qui avait commencé à deux heures et demie du matin, et qui dura jusqu'à trois heures de l'après-midi, Junot et sa troupe reçurent avec la plus grande valeur et un très-grand sang-froid les nombreuses charges faites sur eux, les repoussèrent toutes à la baïonnette, et firent, tout en combattant, une retraite de

deux lieues. Pendant la mêlée, Junot, s'étant écarté un moment de son infanterie pour examiner de plus près une lutte opiniâtre, engagée entre ses grenadiers et carabiniers et une troupe ennemie, fut entouré par deux Mamelucks qui le chargèrent avec furie : il s'en débarrassa, en tuant le premier d'un coup de pistolet, et en assènant un coup de sabre sur la tête du second (1). Lors de la levée du siége de Saint-Jean-d'Acre, l'avant-garde de l'armée, sous les ordres de Junot, brûla tous les magasins de Tabarie, et prit position à Saffarie, pour couvrir les défilés du camp d'Acre. En quittant l'Égypte, au mois de septembre 1799, Buonaparte donna à Junot l'ordre de partir dans le courant d'octobre, et de venir le joindre en France. Junot se trouvait à Paris lors de la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), à laquelle il concourut. Buonaparte, devenu premier consul, lui confia le commandement de la place de Paris. Junot fut promu au grade de général de division, le 20 novembre 1801, et passa, en février 1804, au commandement de l'une des divisions de l'armée d'Angleterre. Il fut créé, le 14 juin de la même année, grand-officier de la Légion-d'Honneur, et obtint, au mois d'août suivant, le grade de colonel-général des hussards. Il fut nommé ambassadeur près la cour de Portugal, le 25 janvier 1805, et décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 2 février suivant. Il quitta Lisbonne, au mois de septembre de la même année, époque de la reprise des hostilités entre la France et l'Autriche, se rendit à la grande-armée d'Allemagne, où il combattit, toujours aux côtés de Napoléon, et se distingua particulièrement à la bataille d'Austerlitz. A la fin de la campagne, il fut nommé gouverneur-général des états de Parme et de Plaisance. Il

(1) Un arrêté du premier consul Buonaparte ordonna, plus tard, l'exécution d'un tableau représentant le combat de Nazareth ou plutôt de Loubi. Un juri fut ouvert, en 1801, et décerna le prix de 12co fr. pour l'esquisse présentée par le peintre Gros, qui commença ce tableau, mais ne l'acheva pas.

fut pour la seconde fois nommé gouverneur de Paris, le 19 juillet 1806. Étant retourné à Lisbonne en qualité d'ambassadeur, il quitta ce rôle pour prendre le commandement en chef de l'armée de Portugal, qui lui fut donné en 1807. Il s'empara du royaume de Portugal, après quelques combats peu marquants, et fut récompensé de cette conquête par le titre de duc d'Abrantès, et par le gouvernement-général du pays qu'il avait soumis. Son installation en cette dernière qualité eut lieu à Lisbonne, le 1er février 1808. Une escadre anglaise ayant abordé sur les côtes du Portugal, y débarqua 10,000 hommes de troupes, auxquels se joignirent bientôt des corps nombreux de Portugais et d'Espagnols insurgés. Ces forces réunies attaquèrent les Français sur divers points; et, après le combat de Rorissa et la bataille de Vimeiro, où les troupes françaises se montrèrent avec leur valeur ordinaire, Junot, qui n'avait point assez de forces pour résister à celles très-supérieures des ennemis, assembla un conseil militaire, dans lequel il fut arrêté que l'on entrerait en négociation pour l'évacuation du Portugal. Un armistice fut d'abord conclu; et il s'ensuivit la convention signée à Cintra, le 30 août 1808. Cette convention fut, en tout point, honorable pour les troupes françaises, qui ne furent point considérées comme prisonnières de guerre, et auxquelles on permit d'emmener leur artillerie et leurs caissons, munitions, bagages, chevaux, etc., etc. Toute glorieuse que fût la capitulation de Cintra, elle n'obtint pas l'opprobation de Napoléon, et Junot tomba dans une espèce de disgrâce, qui dura quelque temps. En 1809, Junot fut nommé président à vie du collége électoral du département du Léman. Placé, en 1810, à la tête du 8e corps de l'armée d'Espagne, il eut, vers la fin de mars, l'ordre de s'emparer d'Astorga. Il investit aussitôt la place, et la fit attaquer si vivement, qu'elle se rendit, le 10 avril, après quinze jours de tranchée ouverte. Cette opération terminée, il se jeta sur Valladolid, et se porta ensuite sur Salamanque, pour observer l'armée anglaise, pendant le siége de Ciudad-Rodrigo. Il marcha, au mois de septembre, avec toute l'armée commandée par

le maréchal Masséna, et qui se portait alors contre le Portugal. Il occupait le centre de l'armée, et lui servait de réserve à la bataille de Busaco, le 27 septembre. Le 19 janvier 1811, il se mit à la tête de 5000 hommes d'infanterie et de 300 chevaux, partit d'Alcanbède à 5 heures du matin, et marcha contre Rio-Mayor, qu'il enleva de vive force en moins d'une demi-heure, malgré la vive résistance des ennemis. Pendant cette affaire, le duc d'Abrantès s'étant avancé seul pour reconnaître la direction que prenaient les colonnes anglaises en retraite, fut blessé grièvement par une balle qui l'atteignit au bas du front. Il continua cependant de donner avec le plus grand sang-froid ses ordres pour la poursuite des ennemis. Appelé à la grande-armée d'Allemagne, en 1812, il y eut le commandement des divisions westphaliennes, composant le 8ᵉ corps, et à la tête desquelles il fit la campagne de Russie. Destiné à flanquer la droite de l'armée, lors de la bataille de Smolensk, il s'égara, fit un faux mouvement, et ne put reprendre son rang de bataille qu'après la prise de Smolensk. Il se signala, le 8 août, au combat de Valoutina Gora. Rentré en France, après la fatale retraite de Moskow, il se rendit dans les Provinces-Illyriennes, dont il était gouverneur-général depuis plusieurs années. Étant tombé dans un état complet d'aliénation mentale, il fut ramené en France; et, dans un moment de délire, il se jeta par la fenêtre et se tua, le 29 juillet 1813. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE JUZANCOURT, *voyez* BIDÉ.

K

KELLERMANN (1) (François-Christophe), *duc de Valmy, pair et maréchal de France*, naquit à Strasbourg, le

(1) La famille noble de Kellermann, primitivement Keltermann, est

28 mai 1735. Il entra au service, en 1750, comme cadet dans le régiment de Lowendalh, et passa, en 1753, enseigne dans le régiment Royal-Bavière. Il obtint, en 1756, une lieutenance dans les volontaires d'Alsace; fit ses premières armes dans la guerre dite de *sept ans*, et s'y distingua, par une conduite, une valeur et des talents qui lui valurent, en 1758, le grade de capitaine en second de dragons, dans le même corps, avec lequel il se fit remarquer à la bataille de Berghem, en 1759. Nommé, en 1760, capitaine à la suite dans les volontaires du Dauphiné, il ne tarda pas à justifier par une action d'éclat la rapidité de son avancement. A l'affaire d'Orsten, près Wezel, en 1761, il chargea, avec son escadron, 300 grenadiers du corps du général Scheider, les fit prisonniers, et s'empara de leur canon. En 1762, le capitaine Kellermann attaqua, avec 150 chevaux, un corps ennemi beaucoup plus nombreux, et qui était protégé par des chasseurs embusqués dans un bois. Ces chasseurs furent les seuls qui échappèrent; et le général Scheider, ainsi que 300 grenadiers et une partie de sa cavalerie, tombèrent au pouvoir du capitaine Kellermann, qui, dans cette affaire, eut son cheval blessé de cinq coups de sabre. Cette brillante action fut remarquée par le prince de Condé, qui demanda pour Kellermann la croix de chevalier de Saint-Louis. A la bataille de Friedberg, Kellermann se conduisit de manière à acquérir de nouveaux droits à l'estime de ses chefs. La paix de 1763 amena beaucoup de réformes; mais Kellermann n'y fut point compris, et il conserva son grade, en passant dans la légion de Conflans. En 1765 et 1766, il fut chargé par le roi de missions particulières en Pologne et en Tartarie. En 1771, la Pologne étant en proie à la guerre civile, le gouvernement français y fit passer des troupes, sous le commandement de M. le lieutenant-général, baron de Viomesnil, qui eut

---

d'origine saxonne, et vint, il y a longues années, s'établir dans la ville impériale libre de Strasbourg, ou le bisaïeul du maréchal fut président de la chambre des treize et prévôt des marchands.

également sous ses ordres celles de la confédération. Ce général leva un corps auquel il donna des officiers de son choix, et chargea le capitaine Kellermann d'organiser la cavalerie qui se réunissait dans le palatinat de Cracovie. En janvier 1772, Kellermann prit le commandement de ce corps, et passa la Vistule, auprès du couvent de Tinietz, avec 1200 chevaux, destinés à soutenir la brigade de M. de Choisy, qui devait attaquer le château de Cracovie. Cette forteresse ayant été enlevée brusquement par un détachement formant l'avant-garde de M. de Choisy, celui-ci s'y établit, quoique la ville fût occupée par 800 Russes, et le capitaine Kellermann jeta dans le château 300 de ses cavaliers. Après s'être concerté avec M. de Choisy sur la manière dont on attaquerait la ville, il ramena le reste de sa cavalerie à Tinietz. Quelques jours après, il repassa la Vistule avec 1500 chevaux, accompagnant le brave comte Waleski, maréchal de la confédération du palatinat de Cracovie : on arriva devant la ville à dix heures du soir. Les signaux convenus pour l'attaque simultanée de Cracovie n'ayant pu s'exécuter, et les Russes faisant dans le même temps une attaque contre le château avec des forces numériques très-supérieures, Kellermann, d'accord avec le palatin Waleski, fut obligé de se résoudre à battre une retraite. Ce mouvement rétrograde paraissait même ne pouvoir s'exécuter qu'a travers des difficultés presque insurmontables; mais la présence d'esprit et la bravoure de Kellermann parvinrent à écarter tous les embarras, et triomphèrent, non-seulement des obstacles que présentaient les localités, mais encore des efforts que firent les Russes pour empêcher le passage de la Vistule, dont ils furent contraints de rester spectateurs pendant plusieurs heures. On convint généralement alors que le corps de Kellermann s'était trouvé dans une position où il avait couru risque de se voir totalement anéanti, et que la sagesse des dispositions faites par cet officier avait seule sauvé sa troupe, qui ne perdit en effet que 45 Tartares tués ou faits prisonniers, et qui en revanche tua 35 Cosaques et en captura 75. Après le partage de la Pologne entre la Russie,

l'Autriche et la Prusse, en 1772, Kellermann revint en France, avec le baron de Viomesnil, et fut, en récompense de ses services, élevé au grade de lieutenant-colonel de cavalerie. Il devint major des hussards de Conflans, en 1779; et, lors de la formation du régiment Colonel-Général hussards, en 1780, il obtint la lieutenance-colonelle de ce régiment. Créé brigadier des armées du roi, le 1er janvier 1784, il devint, peu de temps après, mestre-de-camp en second du régiment Colonel-Général hussards. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, le 9 mars 1788. En 1790, il fut un des officiers supérieurs chargés de vérifier les réclamations des corps de l'armée, qui exigeaient une reddition de comptes des diverses masses. L'impartialité qu'il déploya en cette occasion empêcha les plaintes de part et d'autre, et contribua à maintenir dans l'ordre et la discipline les régiments dont il apura la comptabilité. En 1790 et 1791, le général Kellermann eut successivement le commandement du Haut et du Bas-Rhin. Il déploya toute son activité pour mettre les places de Strasbourg, Neuf-Brisach et Landau dans l'état de défense le plus formidable, et s'occupa en même temps de dresser les troupes de ligne, et même les gardes nationales, aux grandes manœuvres de la guerre active. Le roi lui accorda le cordon-rouge, en 1790. Créé lieutenant-général des armées du roi, au mois de mars 1792, il reçut le commandement en chef des troupes qui se trouvaient rassemblées au camp de Neukirch, sur la Sarre. Les Autrichiens ayant passé le Rhin, près de Spire, au nombre de 36,000 hommes, Kellermann, qui n'avait que 10,000 hommes à leur opposer, sut, par l'habileté de ses manœuvres, couvrir l'Alsace, ainsi qu'une partie de la Lorraine, et, en préservant ces fertiles contrées d'une invasion étrangère, il ménagea aux armées françaises de précieuses ressources. Au mois d'août de la même année, il eut, avec la qualité de général en chef, le commandement des armées de la Sarre et du Rhin, qui furent réunies. Il se hâta alors de mettre en bon état les lignes de la Lauter, entre le moulin de Pewald et Weissembourg. Il reçut, le 28 du même mois, l'ordre de prendre le commandement

en chef de l'armée du Centre, en remplacement de Luckner; mais il n'accepta que sous la condition expresse que celui-ci serait nommé généralissime : ce qui eut lieu. Dans les quatre premiers jours de septembre, il mit les places de Metz et de Thionville en si bon état de défense, que les armées coalisées échouèrent devant l'une et n'osèrent attaquer l'autre. Il partit de Metz, le 4 au soir, pour se porter en Champagne et couvrir Châlons-sur-Marne et Paris. A cette époque, plus de 124,000 hommes, Prussiens, Autrichiens, Hessois, et 6000 émigrés français, étaient entrés en Champagne, sous les ordres du duc de Brunswick : le roi de Prusse se trouvait en personne à cette armée. Le général français Dumourier, qui commandait en Champagne, se trouvait hors d'état de résister à des forces aussi considérables; et Kellermann lui-même avait eu peine à rassembler 22,000 hommes, pour venir le secourir : mais il est vrai de dire que, par les soins de Kellermann, ces dernières troupes étaient bien disciplinées, bien approvisionnées, et accoutumées à faire des marches forcées. Il était urgent de gagner l'ennemi de vitesse, de l'empêcher de s'avancer au-delà de la Champagne dite *Pouilleuse*, et d'éviter qu'il pût s'emparer des magasins français établis sur la Haute-Saône et sur la Marne, et lever des contributions dans la Lorraine et les pays circonvoisins. Kellermann pressa donc sa marche, tout en faisant des détachements pour garantir le pays sur ses flancs, et arriva à Vitry-le-Français, d'où il pouvait, en une ou deux journées, se porter partout où l'ennemi donnerait des inquiétudes. Après l'attaque que firent les coalisés sur les défilés de Varennes, le 16 septembre, Dumourier, craignant de se voir écrasé par ses nombreux adversaires, écrivit, dans la nuit du 16 au 17, à Kellermann de venir prendre position à sa gauche. Ce mouvement fut exécuté, dès le 19; mais à peine Kellermann eut-il occupé la position indiquée par Dumourier, qu'il en reconnut tous les inconvénients, et prévit que dans le cas du moindre échec, elle pouvait avoir des suites désastreuses. Il se décida en conséquence à occuper Dampierre et Voilmont, en arrière du ruisseau de l'Auve. Il devait, à cet

effet, mettre son armée en mouvement dès le lendemain matin; mais il apprit, dans la nuit du 19 au 20, que les coalisés, instruits de son arrivée, et voulant profiter de sa mauvaise position, s'avançaient pour le combattre. Kellermann, jugeant qu'il ne pouvait attendre l'ennemi sur le terrain défavorable où il se trouvait placé, et se trouvant dans l'impossibilité de passer l'Auve pour prendre le campement qu'il avait projeté, résolut de marcher en avant, et de chercher un meilleur champ de bataille avec le gros de son armée, tandis que son avant-garde et sa réserve seraient aux prises avec ses adversaires. Dès les trois heures du matin, son armée étant sous les armes, il fit commencer le mouvement. Arrivé sur les hauteurs de Valmy, il se décida à y attendre l'ennemi, et fit ses dispositions en conséquence. Il se trouvait alors renforcé par 22,000 hommes détachés de l'armée de Dumourier, et qu'il avait trouvés au moulin de Valmy, sous les ordres du général Stengel. Vers sept heures, toute l'armée prussienne, marchant sur trois colonnes, attaqua celle de Kellermann; et l'ennemi, ayant démasqué, sur les neuf heures, de fortes batteries, fit un feu terrible sur l'armée française : le cheval que montait Kellermann fut tué. Les colonnes prussiennes continuaient à s'approcher en bon ordre; mais Kellermann, voyant ses troupes, composées en partie de bataillons de nouvelle levée, attendre l'ennemi de pied ferme, met son chapeau sur la pointe de son sabre et l'élève en l'air, en criant : *Vive la nation !* Ce cri, répété unanimement, frappe et étonne les Prussiens, qui hésitent à s'avancer. *La victoire est à nous, mes enfants*, s'écrie de nouveau le général Kellermann; et en même temps il ordonna de redoubler le feu. Bientôt les têtes de colonnes prussiennes sont ébranlées; et Kellermann en profite pour faire exécuter de nouvelles charges, qui obligent l'ennemi à battre en retraite, laissant le champ de bataille couvert d'hommes et de chevaux morts. A sept heures du soir, le feu avait cessé sur toute la ligne, et les Prussiens étaient rentrés dans la position qu'ils occupaient avant leur infructueuse attaque. Malgré le brillant succès de cette journée, Kellermann jugea qu'il était essentiel

pour son armée de repasser l'Auve, et de devancer les alliés dans l'occupation des hauteurs de Dampierre et de Voilmont ; aussi ne donna-t-il que deux heures de repos à ses troupes. A neuf heures du soir, il se mit en marche, après avoir pris toutes les précautions possibles pour cacher son mouvement aux ennemis ; et, malgré toutes les difficultés que présentaient les localités et l'état affreux des chemins, son armée se trouva rangée en bataille, le 21, à six heures du matin, la droite appuyée sur Dampierre, et la gauche sur les hauteurs de Voilmont. Dès six heures, l'armée ennemie s'était ébranlée de son côté pour venir prendre cette position importante ; mais bientôt elle découvre l'armée de Kellermann, qui d'ailleurs manifesta sa présence par quelques volées de canon. Les alliés rentrèrent de nouveau dans leur première position. La manœuvre habile faite par Kellermann valait encore plus que n'aurait procuré le gain d'une seconde bataille, en ce que les ennemis, ne pouvant désormais rien entreprendre sur les magasins français, se virent arrêtés court dans un pays qui ne pouvait fournir à leur subsistance. Il en résulta d'abord une suspension d'armes, puis l'évacuation totale du territoire français par l'armée des alliés. Kellermann reçut alors les témoignages les plus flatteurs et les mieux mérités de la reconnaissance du gouvernement français, et on lui confia le commandement en chef de l'armée des Alpes, destinée à agir contre le roi de Sardaigne. Arrivé à ce nouveau poste, Kellermann s'occupa activement de mettre la frontière de France en bon état de défense ; mais pendant qu'il se livrait ainsi et tout entier à ses devoirs, il fut dénoncé et mandé à la barre de la convention, pour y rendre compte de sa conduite. A cette époque, un pareil mandat était souvent le précurseur d'un arrêt de mort. Kellermann, fort de son innocence, parvint sans peine à confondre ses accusateurs, et un décret solennel déclara qu'il n'avait jamais cessé de mériter la confiance de la nation. Dès le 1er juin 1793, Kellermann était à Lyon, d'où il partit pour aller inspecter l'armée d'Italie, que le général Brunet commandait alors sous ses ordres.

Il y prit toutes les mesures convenables, soit pour tâcher de résister aux forces supérieures de l'ennemi, soit pour couvrir la frontière de France, si l'on était obligé de faire un mouvement rétrograde. Après avoir fait toutes ces dispositions, il se hâta de retourner à l'armée des Alpes, dont la droite se liait à celle d'Italie. Dans ce temps, la ville de Lyon ne reconnaissait plus l'autorité de la convention; et bientôt les Anglais devinrent maîtres de Toulon. Ces deux événements n'eussent peut-être pas eu lieu, si on eût laissé Kellermann continuer à user des moyens de conciliation que déjà il avait employés avec succès vis-à-vis des Lyonnais, et si, d'un autre côté, les commissaires de la convention n'avaient pas retardé la marche des 4000 hommes de troupes que Kellermann avait confiées au général Carteaux, pour être conduites à Toulon, et qui n'arrivèrent devant cette place qu'au moment où déjà elle était occupée par les Anglais. Un décret de la convention ordonna à Kellermann de faire marcher une partie de son armée sur Lyon; et quoique ce général représentât que sa présence était nécessaire à la frontière, les commissaires de la convention exigèrent impérieusement qu'il dirigeât lui-même les travaux du siége. Une semblable mission répugnait à Kellermann, qui tenta, mais vainement, les voies de la négociation, pour engager les Lyonnais à ouvrir leurs portes. Cependant, et au lieu de forcer cette ville à se rendre en y portant l'incendie, Kellermann se décida à lui intercepter l'arrivage des subsistances sur tous les points. Il était persuadé que ce moyen, et surtout des succès remportés sur l'ennemi, auraient plus d'efficacité que le canon; et il ne cessait de répéter aux représentants du peuple : « Ce n'est pas ici que vous prendrez Lyon, c'est à la » frontière. » Sur ces entrefaites, les Piémontais avaient attaqué l'armée des Alpes, qui s'était vue contrainte de se replier. On demandait sur ce point la présence du général en chef et de prompts renforts. Kellermann n'obtint qu'avec beaucoup de peine la permission de quitter pendant trois jours le siége de Lyon. Il se rend à Chambéry, et de là dans la Maurienne, ranime le courage des troupes,

leur fait jurer de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, indique cependant au besoin les points de retraite, et revient le troisième jour devant Lyon. Les ordres qu'il avait donnés à l'armée des Alpes furent parfaitement exécutés; et lorsqu'elle se replia devant près de 25.000 ennemis qui l'attaquèrent, le 12 août, elle se défendit pendant dix-huit jours, marcha et manœuvra dans le plus grand ordre, ne perdit que vingt lieues de terrain, et sauva tous ses magasins. Dans les premiers jours de septembre, Kellermann fut de nouveau obligé de quitter le siége de Lyon pour aller se mettre à la tête de l'armée des Alpes, afin d'arrêter les progrès des ennemis. Avec 8000 combattants formant le gros de ses troupes, et quelques gardes nationales qu'il plaça en seconde ligne, il reprit l'offensive, le 13 septembre, contre 35,000 Austro-Sardes. Son plan d'attaque, parfaitement combiné et rapidement exécuté, eut un succès complet; et, dès le 9 octobre, l'ennemi était chassé du Faucigny, de la Tarentaise et de la Maurienne, après avoir perdu une grande quantité d'hommes tués ou blessés, 17 pièces de canon et presque tous ses équipages. Ces avantages vérifièrent ce que Kellermann avait prévu, et Lyon se rendit, le 9 du même mois. Quoique Kellermann eût déployé, dans toutes les circonstances que nous venons de décrire, un zèle non équivoque pour la chose publique et une grande activité, les dominateurs d'alors n'avaient cessé de l'accuser de traîner en longueur le siége de Lyon, et de le rendre suspect au gouvernement; aussi, dès le 4 septembre, la destitution de Kellermann et l'ordre de son arrestation avaient été signés; mais, comme on sentait en même temps le besoin de se servir de lui pour chasser les Piémontais du Mont-Blanc, on ajourna l'exécution de ces deux mesures. Ce fut le 18 octobre, et au moment où Kellermann, prêt à partir pour commander le siége de Toulon, devait s'attendre à recevoir des témoignages de satisfaction et même de récompenses bien méritées, qu'on lui notifia sa destitution. Quelques jours après on l'arrêta, et il fut conduit à Paris, où ses services signalés ne l'auraient sans doute pas garanti de la fureur de Robespierre,

qui avait juré sa perte, si la journée du 9 thermidor (27 juillet 1794) n'eût fait tomber ce farouche tyran. Après treize mois de détention, Kellermann fut honorablement acquitté, en septembre 1794. On lui confia de nouveau le commandement de l'armée des Alpes et de celle d'Italie réunies : il prit possession de ce commandement, au mois de mai 1795. Ces deux armées étaient fortes tout au plus de 47,000 hommes, y compris les garnisons de Lyon, Toulon et Marseille, et elles avaient en tête près de 150,000 Autrichiens, Napolitains et Piémontais, non compris les bandes connues sous le nom de *barbets*, qui faisaient une guerre dangereuse, en harcelant continuellement les Français, et en enlevant les convois, les militaires isolés, et même les détachements trop peu nombreux pour leur résister. La position respective des deux armées était d'ailleurs, sous tous les rapports, au désavantage des Français; et il faut ajouter à cela qu'une forte escadre anglaise, croisant sans cesse le long de la rivière de Gênes, entravait leurs opérations et favorisait celles de leurs ennemis. Dès le 21 août, les Austro-Sardes commencèrent à attaquer successivement et sur tous les points les armées d'Italie et des Alpes, et pendant 4 mois consécutifs, il se livra plus de 40 affaires, tant batailles que combats, dans lesquelles les Français firent de nombreuses actions d'éclat. Kellermann, en faisant replier son armée, en face d'un ennemi très-supérieur en forces, ne se laissa point entamer, et prit enfin une position avantageuse qu'il conserva par la sagesse de ses dispositions et la vigueur de ses opérations. Vers la fin de la campagne, la paix ayant été conclue entre la France et l'Espagne, Kellermann, obtint sur sa demande, qu'il lui serait envoyé des renforts dont partie viendrait de l'armée des Pyrénées-Orientales, et partie de l'armée du Rhin. Il fit alors approuver par le comité de salut public le plan d'attaque qu'il avait conçu pour pénétrer dans l'Italie; mais, avant que les renforts attendus fussent arrivés, le commandement de l'armée d'Italie avait été confié au général Schérer, et le général Kellermann n'avait plus que celui de l'armée des Alpes. Ce dernier seconda par des

diversions utiles les opérations de Schérer, qui s'était chargé d'exécuter le plan proposé par Kellermann, mais qui mit trop de lenteur à commencer ses mouvements. A l'ouverture de la campagne de 1796, Schérer fut remplacé par le général Buonaparte; et Kellermann, toujours à la tête de l'armée des Alpes, concourut aux succès de l'armée d'Italie par les mouvements qu'il fit exécuter aux troupes sous ses ordres. En 1797, l'armée des Alpes fut de nouveau réunie à celle d'Italie, sous le commandement en chef de Buonaparte; et le général Kellermann fut nommé inspecteur-général de la cavalerie de l'armée d'Angleterre, puis ensuite de l'armée de Hollande. En janvier 1800, lors de la création du sénat-conservateur, Kellermann en devint membre. Il en eut la présidence, le 2 août 1801. Il fut nommé, par le sénat, membre du grand-conseil d'administration de la Légion-d'Honneur, le 2 juillet 1802. Napoléon le créa maréchal d'empire, le 19 mars 1804, et le pourvut de la sénatorerie de Colmar, le 22 du même mois. En 1805, au commencement des guerres d'Allemagne, le maréchal Kellermann fut nommé commandant en chef du 3ᵉ corps de réserve sur le Rhin, et chargé de la ligne de défense entre Bâle et Landau. Il fut fait grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 1ᵉʳ février de la même année. A la fin de la campagne, il reçut la grand' croix d'or de Wurtemberg. En 1806 et 1807, il eut le commandement en chef de toute l'armée de réserve du Rhin, qui s'étendait depuis Bâle jusqu'à Nimègue. On le chargea en même temps de protéger les états de la confédération Rhénane, les plus voisins du fleuve, et de surveiller l'intérieur du pays jusqu'à la Hesse. Napoléon le dota de l'important domaine de Johannesberg, sur la rive droite du Rhin. Le maréchal Kellermann fut aussi autorisé par Napoléon à porter la grande décoration de l'ordre de la Fidélité de Bade. Il commanda, en 1808, l'armée de réserve d'Espagne. En 1809, il eut le commandement des corps d'observation de l'Elbe et de la Meuse-Inférieure. Lors du débarquement des Anglais dans l'île de Walcheren, en 1810, le maréchal Kellermann fut chargé de for-

mer à Maestricht le corps d'observation de la Meuse-Inférieure, destiné à prendre l'ennemi en flanc, s'il s'avançait dans l'intérieur. En 1811, il présida le collége électoral du département du Haut-Rhin. En 1812, lors de la guerre avec la Russie, il fut rappelé sur le Rhin, y reprit le commandement en chef des armées de réserve, et fut chargé de celui des pays de Berry, Hesse-Darmstadt, Wurtzbourg, Francfort et Nassau. Il conserva ce commandement jusqu'à la fin de 1813, époque à laquelle il prit celui des 2e et 3e divisions militaires. Il reçut dans le même temps l'ordre de chevalerie de Hesse-Darmstadt. Il adhéra, en 1814, aux actes du gouvernement provisoire et à la déchéance de Napoléon Buonaparte. Après la restauration du trône des Bourbons, le maréchal Kellermann fut nommé commissaire du roi dans la 3e division militaire. Sa Majesté Louis XVIII le créa pair de France, le 7 juin de la même année, et le nomma grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 23 août suivant. En janvier 1815, il fut remplacé par le maréchal Suchet dans le commandement de la 3e division militaire. En 1816, le domaine de Johannesberg que possédait le maréchal Kellermann, fut remis au prince de Metternich, ministre de S. M. l'empereur d'Autriche. Le maréchal Kellermann mourut à Paris, le 13 septembre 1820, dans la 86e année de son âge. Son corps fut déposé au cimetière de l'Est; et, selon ses dernières volontés, son cœur fut porté à Valmy, où on l'enterra au milieu de ce champ de bataille qu'il avait rendu célèbre par sa victoire sur les Prussiens en 1792 (1). (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

---

(1) Quelque temps avant sa mort, le maréchal Kellermann avait écrit ce qui suit : « Un monument extrêmement simple sera érigé aux champs » de Valmy; mon cœur y sera déposé sous cette inscription : *Ici sont » morts glorieusement les braves qui ont sauvé la France, le 20 septembre 1792. Un soldat qui avait l'honneur de les commander dans cette » mémorable journée, le maréchal Kellermann, duc de Valmy, dictant, » après 28 ans, ses dernières volontés, a voulu que son cœur fût placé » au milieu d'eux.* »

KESSEL (1) (Jean-Jacques, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Colmar, le 10 février 1772. Il entra au service comme volontaire national dans le 3ᵉ bataillon du département du Haut-Rhin, le 1ᵉʳ mars 1792, et y fut fait successivement sergent major, le 17 du même mois, et sous-lieutenant, le 21 mars 1794. Il passa avec ce dernier grade, le 2 mai suivant, dans la 80ᵉ demi-brigade d'infanterie de ligne, qui devint ensuite 83ᵉ demi-brigade, et qui fut incorporée, en 1800, dans le 3ᵉ régiment de ligne. Il obtint le grade de capitaine, le 27 septembre 1799; fut admis avec le grade de lieutenant dans les chasseurs à pied de la garde des consuls, le 2 décembre 1800, et devint capitaine dans le même corps, le 6 décembre 1802. Il fut nommé chef de bataillon au 4ᵉ régiment de voltigeurs de la garde impériale, le 5 avril 1809; obtint le grade de colonel à Moskow, le 9 octobre 1812, et devint premier aide de-camp du maréchal duc de Dantzick, le 12 octobre de la même année. A partir du jour de son entrée au service jusqu'en 1814, Kessel a fait sans interruption toutes les campagnes aux armées du Rhin, de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, d'Helvétie et du Danube, depuis 1792 jusqu'en 1800. Il s'es trouvé aux batailles de Weissembourg, Fleurus et Moeskirch, et à la prise de Feldkirch, dans le Tyrol. Il a servi au camp de Boulogne, avec la garde impériale, en 1804 et partie de 1805. Il a fait à la grande-armée la guerre en Allemagne, en Prusse et en Pologne, en 1805, 1806 et 1807; a combattu en différentes occasions, et notamment aux batailles d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, d'Heilsberg et de Friedland. Il a servi à l'armée d'Espagne, en 1808; est passé à la grande-armée d'Allemagne, en 1809; s'est trouvé à plusieurs affaires dans cette campagne contre l'Autriche, entr'autres, à la bataille de Wagram. Étant retourné en Espagne, en qualité de chef de bataillon au 4ᵉ régiment de voltigeurs de la garde impériale, il y a fait les campagnes de

---

(1) Le général Kessel était cousin-germain du lieutenant-général comte Rapp.

1810 et 1811, et a pris une part active aux actions militaires dans lesquelles son régiment s'est trouvé engagé. Il a fait partie de la grande-armée de Russie, en 1812; a servi pendant cette campagne avec la vieille-garde impériale, et a combattu à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre. Après avoir fait la désastreuse retraite de Moscou, le major-général, prince de Neufchâtel, lui donna l'ordre de se rendre à Dantzick, pour y commander le fort Desaix. Le colonel Kessel resta dans cette place jusqu'à sa reddition, en 1814. Après la chute du gouvernement impérial et la restauration du trône des Bourbons, le colonel Kessel fut promu par S. M. Louis XVIII au grade de maréchal-de-camp, le 1er novembre 1814. Il fut mis en demi-solde de non-activité, et resta dans cette position jusqu'au 14 avril 1815, époque à laquelle le ministre de la guerre de Buonaparte (pendant les *cent jours*) lui donna l'ordre d'aller organiser la garde nationale dans le département du Haut-Rhin. Le 10 mai suivant, le général Kessel reçut du même ministre des lettres de service, pour être employé dans la division de réserve de l'armée du Rhin. Il resta à Schelestadt avec cette division jusqu'au 1er septembre suivant, et rentra alors dans la non-activité. Il est maintenant classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. Sous le règne de Napoléon, le général Kessel a été créé membre de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804; titré chevalier d'empire, le 15 mars 1810, et nommé officier de la Légion-d'Honneur, à Moscou, le 8 octobre 1812. S. M. Louis XVIII lui a accordé la croix de chevalier de l'ordre du Mérite militaire, le 11 décembre 1814. Pendant le cours de ses nombreuses campagnes, le général Kessel s'est toujours conduit en brave militaire. Il s'est distingué en beaucoup d'occasions, et quoiqu'il ait souvent affronté le feu et les armes de l'ennemi, il n'a jamais reçu aucunes blessures; mais il a eu plusieurs fois ses vêtements traversés par des balles et de la mitraille. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

KLÉBER (Jean-Baptiste), *général en chef*, naquit à Strasbourg, en 1754. Issu de parents pauvres, il fut élevé

par les soins du curé d'un village de l'Alsace. Il vint très-jeune à Paris, dans l'intention d'y apprendre, sous le célèbre Chalgrin, l'art de l'architecture, pour lequel il montrait beaucoup d'aptitude et de dispositions. Étant retourné à Strasbourg, il y eut un jour occasion de prendre la défense de deux étrangers qu'il vit insulter dans un café. C'étaient deux gentilshommes allemands, qui, par estime et par reconnaissance pour Kléber, l'emmenèrent à Munich, où ils lui ouvrirent l'entrée de l'école militaire établie dans cette capitale de l'électorat de Bavière. Là, Kléber fit des progrès tellement rapides, que le général autrichien Kaunitz, frappé de ses premiers essais, l'attira à Vienne, et lui donna une sous-lieutenance dans son régiment. Kléber fit ses premières armes contre les Turcs, et resta dans les troupes autrichiennes jusqu'en 1776; mais, dégoûté alors d'un service dans lequel l'avancement n'était accordé qu'à la naissance, il donna sa démission, revint en Alsace, et obtint la place d'inspecteur des bâtiments publics de la ville de Béfort, où il se fixa. En 1789, les systèmes révolutionnaires qui commençaient à se manifester, ayant amené dans Béfort une émeute dont le régiment Royal-Louis, tant dévoué à la cour, était l'objet, Kléber prit le parti du peuple et celui des officiers municipaux contre lesquels le régiment de Royal Louis s'était armé. De son corps élevé et robuste, Kléber, le sabre en main, couvre les magistrats menacés, repousse les soldats qu'étonne sa hardiesse, et présente un défi aux deux colonels qui les commandaient. En 1792, il s'enrôla volontairement comme simple grenadier dans le 4e bataillon du département du Haut-Rhin, où il obtint bientôt après le grade d'adjudant-major. Dans ce poste, il s'attacha avec zèle à l'instruction de son corps qui devint un des meilleurs de l'armée, et qui se distingua bientôt dans la défense de Mayence, où il fit des prodiges de valeur. Kléber reçut, pendant le siége de cette place, le grade d'adjudant-commandant, en récompense de la valeur qu'il avait déployée et des services qu'il avait rendus. Ce fut lui qui commanda et exécuta les sorties de Biberach et de Marienborn. La place de Mayence

ayant capitulé, Kléber en sortit en homme qui a bien fait son devoir; mais, au lieu des éloges et même des récompenses qu'il était en droit d'attendre, il fut arrêté à Nancy, mis entre les mains de 2 gendarmes et conduit à Paris. Traduit à la barre de la convention, sa justification et celle de la brave garnison de Mayence y furent reconnues, et Kléber, rendu à la liberté, reçut le brevet de général de brigade, avec ordre de suivre, en cette qualité, l'armée mayençaise qui se rendait dans la Vendée, sous les ordres d'Aubert-du-Bayet. La guerre civile qui ravageait cette contrée de la France, avait un caractère de fureur, propre à la rendre horrible aux yeux d'un soldat loyal et généreux, tel qu'était Kléber; aussi ce général osa-t-il en parler hautement avec le langage d'un guerrier humain et patriote. Dès ce moment, il porta ombrage aux meneurs du jour et s'en fit des ennemis acharnés, qui mirent en jeu toutes sortes d'intrigues et de ressorts pour l'éloigner ou le dégoûter. Tour à tour il était destitué et recevait presqu'en même temps l'ordre de continuer ses opérations. Commandant l'avant-garde de l'armée mayençaise, il fut blessé au combat de Torfou, le 19 septembre 1793. Dans cette affaire, Kléber n'ayant que 4000 hommes et 6 canons, se vit entouré par 20,000 Vendéens; mais il se tira de ce mauvais pas en opposant à ses audacieux ennemis, la science militaire qu'il possédait à fond, et en faisant exécuter une retraite qu'il commanda et dirigea avec autant de sang-froid que d'intrépidité (1). La victoire remportée à Chollet sur les Vendéens, fut due en partie à Kléber, qui avait tracé la marche que suivit en cette circon-

---

(1) Dans cette même affaire, la supériorité numérique des Vendéens leur facilita les moyens de déborder entièrement les ailes du corps commandé par Kléber. Celui-ci voit que toute retraite va lui devenir impossible, si les ennemis, qui déjà ont pris ses canons, ne sont pas arrêtés momentanément au passage d'un ravin. Il appelle alors le capitaine Schwardin, jeune officier qu'il aimait et estimait : « Prends, lui dit-il, » une compagnie de grenadiers, et arrête l'ennemi devant ce ravin; tu » te feras tuer; mais tu sauveras tes camarades. » — « Oui, mon géné» ral, » répond l'officier, avec une obéissance vraiment héroïque. Nou-

stance l'armée républicaine. A l'affaire de Château-Gontier, les avis de Kléber furent négligés par le général en chef : les phalanges républicaines furent battues et dispersées ; et dans cette journée, ce fut en vain que Kléber et Marceau surpassèrent la réputation de valeur que déjà ils s'étaient acquise. Dans l'état où se trouvaient alors les affaires militaires à l'ouest de la France, la présence de Kléber à l'armée pouvait servir efficacement à ranimer la confiance des soldats républicains ; mais le directoire, influencé par les ennemis de ce général, le destitua et nomma Marceau au commandement en chef de l'armée. Marceau, rival de gloire de Kléber, et blessé de la franchise austère de ce dernier, se vengea, mais noblement ; il se contenta du titre de général en chef, et remit toute l'autorité à Kléber : « Menez, lui dit-il, cette armée à la victoire. Qu'est » mon courage auprès de votre génie? Je courrai sous vos » ordres dans l'avant-garde. » Kléber, après avoir battu les Vendéens au Mans, poussa les débris de leurs colonnes entre la Loire et la Vilaine : « C'est ici, dit-il, que je le vou» lais..... » Les commissaires de la convention voulurent l'obliger d'attaquer pendant la nuit : « Non, dit Klé» ber, les braves gens n'ont rien à gagner en combattant » dans les ténèbres ; il est bon de voir clair dans une affaire » sérieuse, et celle-ci doit se passer au grand jour. » Il gagna, le 22 décembre 1793, la bataille de Savenay, qui, pour les Vendéens, fut moins une déroute qu'une destruction : de 60,000 des leurs, 5 à 600 parvinrent seulement à s'échapper. Kléber entra à Nantes aux acclamations d'une population immense, qui lui offrit une couronne de laurier (1). Le comité de salut public, qui ne voulait point de

---

veaux Spartiates, l'officier et ses braves grenadiers périrent tous au poste qui leur avait été assigné, et leur généreux dévouement arrêta la marche des Vendéens autant de temps que Kléber l'avait souhaité.

(1) Un des commissaires de la convention s'étant alors écrié que ces lauriers étaient dus aux soldats plutôt qu'aux généraux, « Nous avons » tous vaincu, reprit Kléber avec fierté ; je prends cette couronne pour » la suspendre aux drapeaux de l'armée. »

clémence envers ses ennemis, craignait l'ascendant que pouvait avoir aux armées un guerrier généreux comme Kléber, qui, d'ailleurs, s'était attiré l'animadversion particulière des gouvernants, en montrant beaucoup d'horreur pour les sanglantes exécutions auxquelles on livrait trop souvent les vaincus, et avait accordé la vie à 4000 prisonniers faits à Saint-Florent : il fut destitué et exilé à Châteaubriant. Mais on sentit bientôt que l'on avait besoin de lui pour concourir à assurer l'indépendance du territoire français, fortement menacé, et on l'envoya, en 1794, servir, avec le grade de général de division, sous les ordres du général en chef Jourdan, à l'armée du Nord, qui prit ensuite le nom d'armée de Sambre-et-Meuse. Placé à la tête de 3 divisions, Kléber passa la Sambre en présence des armées alliées. Il se couvrit de gloire, le 26 juin de cette année, à la bataille de Fleurus, où il commandait l'aile gauche de l'armée française opposée au prince d'Orange. Chargé de poursuivre les ennemis, il les battit à Marchiennes. Il força le camp retranché du mont Palissel, et se rendit maître de Mons et de Louvain. Il passa la Roer et l'Ourthe, rejeta les allés sur la rive droite du Rhin, et fit le siége de Maestricht, qui lui ouvrit ses portes, le 4 novembre, après 28 jours de tranchée ouverte, et 48 heures de bombardement. Commandant en chef l'armée du Rhin, il dirigea le blocus de Mayence pendant le rude hiver de 1794 à 1795. Ayant pris le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, il se prépara à effectuer le passage du Rhin, quoiqu'il n'eût à sa disposition, ni bateaux de transport, ni argent pour en faire construire. L'activité de son génie et la confiance qu'il inspirait, lui firent trouver le moyen de vaincre tous les obstacles, et de se procurer les choses nécessaires. Dans la nuit du 5 septembre 1794, il franchit le fleuve à la tête de ses troupes, poursuivit les ennemis vers la Sieg, et força le passage de cette rivière. Entraîné par son audace et son courage, Kléber s'avance sur le territoire de l'empire germanique, et, par ses savantes manœuvres, attire sur lui l'armée ennemie, qu'il oblige de laisser les bords du Rhin sans défense. Bientôt l'ennemi recevant

des renforts nombreux, force Kléber de songer à la retraite. Pour s'assurer le passage du Rhin, et le rendre impossible aux ennemis, Kléber dit à Marceau, qui commandait la cavalerie : « A l'instant où tu jugeras que j'aurai traversé » le pont de Neuwied, tu feras mettre le feu à tous les ba» teaux qui sont sur le fleuve. » Marceau calcule mal le moment, parce que Kléber a plus combattu qu'il n'a marché, et fait incendier les bateaux, qui, en dérivant, viennent embraser le pont de Neuwied, avant que Kléber y soit parvenu. Sur ces entrefaites, l'armée française arrive et se trouve sans moyen de passage. L'artillerie autrichienne l'écrase, et le soldat français découragé, croit même inutile de lutter contre une destruction totale, qui lui paraît inévitable (1). Kléber, seul, calme au milieu de la consternation générale, appelle le chef des pontonniers : « Com» bien de temps vous faut-il pour jeter un pont? — Vingt» quatre heures. — Je vous en donne trente, et vous m'en » répondez sur votre tête. » S'adressant alors à ses troupes, il leur demande le silence, et s'écrie : « Soldats, les Autrichens » commencent enfin à être dignes de combattre contre nous; » faisons-leur voir que, lorsque nous sommes arrêtés par » un fleuve, c'est sur eux que nous nous précipitons. » A ces mots, prononcés par un guerrier qui leur inspire la plus haute confiance, les troupes reprennent courage, s'animent, s'irritent, et bientôt elles ont marché contre l'ennemi, et mis un long espace entre la rive du Rhin et le champ de bataille. Cette nouvelle victoire facilite la construction du pont, et lorsqu'il fut terminé, Kléber n'y mit le pied qu'après avoir vu passer le dernier de ses soldats. A l'ouverture de la campagne de 1796, Kléber contribua puissamment aux premiers succès qu'obtint l'armée de Sambre-et-Meuse, aux ordres de Jourdan. Après le passa-

(1) Dans cet instant où tout paraissait désespéré, Marceau voulut se punir de l'erreur funeste qui semblait devoir entraîner la perte de toute l'armée. Déjà armé de ses pistolets, il allait se tuer, lorsque Kléber les lui arrache, en disant : « Jeune homme, allez vous faire casser la tête, » en défendant ce passage avec votre cavalerie. »

ge du Rhin par cette armée, Kléber se distingua particulièrement au combat de Dusseldorff. Il força le passage de la Sieg, et battit, à Altenkirchen, l'armée du prince de Wurtemberg, qu'il mit en pleine déroute. Avec 20,000 hommes seulement, Kléber eut bientôt affaire à 60,000 Autrichiens, commandés par l'archiduc Charles; mais il prit, avec tant d'habileté, position sur les hauteurs d'Ukerad, que les ennemis ne purent l'entamer. Il battit ensuite le général Kray à Koldieck, et dispersa les bataillons du général Wartensleben à Friedberg. Pendant les premiers jours d'août, il commanda l'armée de Sambre-et-Meuse, par *intérim*, et opéra sa jonction avec l'armée du Rhin. La ville de Francfort lui ouvrait ses portes, au moment même où, par l'effet d'une intrigue née de la jalousie, il fut éloigné de l'armée. Aigri par cette injustice, Kléber demanda sa retraite, qui lui fut accordée. En 1797, il fut mis sur les rangs pour le commandement en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse; mais le général Hoche eut sur lui la préférence. Après la paix de Campo-Formio, la conquête de l'Égypte ayant été arrêtée par le gouvernement, Buonaparte fit un appel aux braves dont il désirait être accompagné dans cette expédition, et Kléber fut un de ceux qui, en s'offrant, montrèrent le plus de zèle pour concourir à cette entreprise. Il partit des côtes de France, avec l'armée d'Orient, le 19 mai 1798. Arrivé sur les plages égyptiennes, Kléber eut le commandement de la colonne du centre et marcha sur Alexandrie : il reçut une blessure à la tête, en escaladant des premiers les murs de cette ville, dont Buonaparte lui donna le commandement. Guéri de ses blessures, il accompagna Buonaparte dans l'expédition de Syrie, marcha à l'avant-garde, prit le fort d'El-Arisch, s'enfonça dans le désert, s'empara de Gaza et enleva Jaffa, ainsi que ses forts, par escalade. Pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, Kléber fut détaché pour couvrir les opérations de ce siége et repousser les nombreuses forces ottomanes qui s'avançaient au secours de la place. Il part pour aller joindre le général Junot à Nazareth; rencontre, près de Loubi, 10,000 ennemis, infanterie et cavalerie, les attaque et les force de se replier en désordre

vers le Jourdain. Les Ottomans se réunissent dans la plaine de Faouli à 18,000 Samaritains ou Naplouzains, et attaquent à leur tour la colonne du général Kléber, forte seulement de 2000 fusiliers. Kléber est d'abord repoussé ; mais, lorsqu'il apprend que le général en chef Buonaparte est arrivé avec quelques troupes, à la distance d'une demi-lieue, il attaque et enlève à la baïonnette le village de Faouli, passe tout ce qu'il rencontre au fil de l'épée, marche au pas de charge sur la cavalerie ennemie, la culbute et la met en pleine déroute : cette brillante action reçut le nom de bataille du Mont-Thabor. Kléber rendit encore de grands services pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, et, lorsque ce siége fut levé, il commanda l'arrière-garde et protégea très-efficacement la retraite de l'armée. Rentré en Égypte, il donna de nouvelles preuves de valeur et de conduite à la bataille d'Aboukir, où l'armée turque fut défaite. Le général en chef Buonaparte, ayant pris la résolution de repasser en France, écrivit, le 21 août suivant, au général Kléber, pour lui remettre le commandement de l'armée d'Orient. Dans la position où se trouvait alors cette armée, ce commandement était plutôt un fardeau qu'une faveur. Les troupes étaient affaiblies par de nombreux combats et par les marches qu'elles avaient faites dans le désert. Elles étaient, en outre, dénuées d'argent et de munitions, et presque sans espoir de voir arriver des secours à temps opportun. Cependant l'armée ottomane, forte de 80,000 hommes, et ayant 60 pièces de canon, s'avançait, sous la conduite du grand-vizir, par la route de Damas. Bientôt le fort d'El-Arisch fut en son pouvoir, et une partie de l'Égypte se soulevait en sa faveur. Dans ces circonstances difficiles, Kléber crut devoir faire à la conservation de ses troupes, le sacrifice de la gloire qu'il pouvait encore acquérir en combattant les Osmanlis, et entra en négociation pour l'évacuation de l'Égypte. Après quelques pourparlers entre les plénipotentiaires nommés par Kléber et le commodore anglais Sidney-Smith, stipulant au nom du grand-vizir, on conclut à El-Arisch, le 24 février 1800, une convention honorable pour l'armée française, qui devait être

transportée en France avec armes et bagages. Fidèle à ce traité, Kléber venait de livrer aux Ottomans tous les forts de la Haute-Égypte, ainsi que la ville de Damiette, et se disposait à évacuer le Caire, lorsque l'amiral anglais Keith lui écrivit qu'un ordre de son gouvernement lui défendait de permettre l'exécution d'aucune capitulation, à moins que l'armée française ne mît bas les armes et ne se rendît prisonnière de guerre. Indigné d'une telle perfidie, Kléber se sert de la lettre de lord Keith comme d'un manifeste qu'il fait publier dans son armée, en se contentant d'y ajouter cette seule phrase : « Soldats ! on ne répond à une telle lettre que » par des victoires; préparez-vous à combattre. » Il fait en même temps rompre les conférences, et charge Mustapha-Pacha de dire au vizir que, si l'armée ottomane ne se met de suite én marche pour retourner jusqu'aux frontières de Syrie, les Français sauront l'y contraindre. Sur le refus du vizir, Kléber fait ses préparatifs d'attaque ; et, développant sa petite armée dans les plaines de Coubé, il enlève d'abord le village de Matarieh, où était retranchée l'avant-garde turque, commandée par Nasif-pacha, et forte de 6000 hommes d'infanterie, d'un gros corps de cavalerie et de 16 pièces d'artillerie. En s'approchant de l'obélisque d'Héliopolis, le 19 mars 1800, Kléber aperçut l'armée ottomane en bataille; et, quoiqu'elle eût des forces décuples de celles dont il pouvait disposer, il ne balança pas à l'attaquer immédiatement et avec la plus grande impétuosité. Après l'avoir battue sur ce point, il se mit à sa poursuite, s'empara du camp de El-hanka, emporta le fort de Belbeys, obligea cette multitude d'ennemis à s'enfoncer dans le désert, et entra en vainqueur dans Salahieh, où ses troupes se saisirent de tout le bagage des Ottomans et firent un butin immense. Pendant que Kléber menait battant l'armée turque, une insurrection, fomentée depuis quelque temps au Caire et à Boulacq, prenait de plus en plus un caractère alarmant. Nasif-pacha, vaincu à Matarieh, s'était jeté dans la ville du Caire; et, devenu l'âme de l'insurrection, il avait armé toute la population, jusqu'aux vieillards, aux femmes et aux enfants. Aussitôt après avoir dis-

persé l'armée du vizir, Kléber marcha contre les rebelles, et les somma vainement de se rendre. Il s'empara d'abord de Boulacq ; et, après avoir encore offert un pardon qui fut refusé, il ordonna le bombardement du Caire, où il entra de vive force. Cette opération terminée, l'Égypte fut réellement conquise une seconde fois, et Kléber ne s'occupa plus que du soin de la bien administrer. Il parvint bientôt à acquérir l'amitié des beys et l'estime des Égyptiens, et il régnait réellement sur cette partie de l'Orient, tant par sa clémence que par la terreur de ses armes. Le 3 juin 1800, il entreprit une tournée, au moment même où il méditait un traité séparé avec les Turcs, qu'il voulait détacher de l'Angleterre. Après avoir passé, le 14 juin, dans l'île de Raouda, la revue d'une légion grecque qu'il avait formée, il revint au Caire pour voir les embellissements qu'on faisait à son hôtel. En se promenant, le même jour, sur la terrasse de son jardin, il y fut assassiné de quatre coups de poignards, par un Turc d'Alep, nommé Soleyman, âgé de 24 ans, et qui fut, à ce qu'il paraît, poussé à cette action atroce par fanatisme. Les restes de Kléber furent rapportés à Marseille, après l'évacuation de l'Égypte; et ils étaient presque oubliés dans le château d'If, lorsque S. M. Louis XVIII ordonna, en 1818, qu'ils fussent recueillis, pour être déposés dans un monument, dont l'érection, dans la ville de Strasbourg, fut en même temps prescrite (1). (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXII, pag.* 460.)

---

(1) Kléber avait reçu de la nature une taille majestueuse (il avait près de six pieds), beaucoup d'expression et de fierté dans le regard, et une voix qui, tantôt par sa douceur lui conciliait tous les cœurs, et tantôt par son éclat suffisait pour arrêter les séditions et couvrir les murmures des soldats. Il joignait l'enthousiasme d'une âme indépendante et élevée au sang-froid d'un homme absolument maître de lui-même. En le voyant, on aurait dit qu'il était né pour commander; et, quand il se trouvait au milieu de ses soldats, il semblait le dieu des batailles. Ses troupes le désignaient souvent sous le nom de *dieu Mars;* et Buonaparte lui-même, qui l'avait vu souvent au champ d'honneur, disait de cet illustre guer-

L

DE LAAGE, *voyez* DELAAGE.

LABASSÉ, *voyez* DE LA BASSÉE.

LABORDE, *voyez* DE LA BORDE.

LACOUR, *voyez* DE LA COUR.

DES LACS D'ARCAMBAL (N....), *maréchal-de-camp*, servait depuis long-temps, et avait passé par divers grades, lorsqu'il fut créé brigadier des armées du roi, le 22 janvier 1769. Il devint mestre-de-camp commandant du 6ᵉ régiment de chasseurs à cheval, en 1779, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 1ᵉʳ mars 1780. Il mourut avant 1791. (*Etats militaires.*)

LAFAYETTE, *voyez* MOTTIER.

LAFERONNAYS, *voyez* FERRON.

DE LAFERRIÈRE-L'ÉVÊQUE (Louis-Marie, *comte*) *lieutenant-général*, naquit à Redon, le 9 avril 1776. Il entra au service, en 1792, comme sous lieutenant au 99ᵉ régiment d'infanterie; fit deux campagnes avec ce corps, et devint ensuite aide-de-camp du général Monnet, avec lequel il servit aux armées de l'Ouest, où il fut nommé commandant

---

rier : « Un jour de combat, rien n'est beau comme Kléber. » Habituellement juste et équitable, Kléber se laissait cependant entraîner quelquefois à la colère, et sa franchise était brusque et sans ménagement; mais aussi la fierté de son âme était sans faiblesse. Il montra constamment, dans sa vie militaire et privée, le mépris des richesses et l'horreur de la rapine et du brigandage. On peut avec justice dire de Kléber qu'il fut l'un des plus grands hommes de guerre de la révolution, et que dans tous les temps la France s'honorera de l'avoir compté parmi ses plus illustres guerriers.

des guides du général en chef Bernadotte. Resté sans emploi après la suppression de cette troupe, il obtint, en 1802, un brevet de chef d'escadron au 2e régiment de hussards, qu'il alla rejoindre dans le Hanôvre. Il devint major, en 1805; et ce fut en cette qualité qu'il commanda le 3e régiment de hussards, le 14 octobre 1806, à la bataille d'Iéna, où il reçut une blessure grave. Nommé colonel du même régiment, le 8 mars 1807, et créé officier de la Légion-d'Honneur, le 29 mai suivant, il passa en Espagne avec son corps, se distingua en différentes occasions, et particulièrement à la bataille de Tudela, ainsi qu'à la retraite de Portugal, sous les ordres du maréchal Masséna. Il reçut alors une nouvelle blessure qui le força de s'éloigner de l'armée. Il fut créé baron d'empire, par Buonaparte; obtint la décoration de commandant de la Légion-d'Honneur, le 19 décembre 1808, et fut doté sur des domaines situés en Westphalie. Promu au grade de général de division, en 1811, et élevé quelque temps après à la dignité de comte, il devint, en 1813, commandant des grenadiers à cheval de la garde impériale, se distingua à la tête de ce corps pendant les campagnes de Saxe et de France, et se fit surtout remarquer à l'affaire de Hanau. En 1814, il combattit à Champ-Aubert, et délogea de Reims le corps russe du général Saint-Priest. A la bataille de Craone, il eut une jambe emportée d'un coup de canon. Après la déchéance de Buonaparte, et la restauration du trône des Bourbons, le général Laferrière fut nommé, le 1er juin 1814, inspecteur-général de cavalerie dans les 13e et 22e divisions militaires. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet de la même année, et grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 27 décembre suivant. En janvier 1815, le maréchal Soult, ministre de la guerre, lui confia le commandement de l'école de cavalerie établie à Saumur. Pendant les *cent jours*, Buonaparte le nomma membre de sa chambre des pairs, et le conserva dans le commandement de l'école d'instruction des troupes à cheval. Le comte de Laferrière n'a pas été compris dans le nombre des pairs de France créés ou

maintenus par le roi. Il a été fait commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 18 mars 1818. En 1819, il fut autorisé par S. M. à accepter une épée, dont la ville de Saumur lui faisait don. Il avait cessé alors de commander l'école d'équitation établie dans cette ville. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

LAFITTE (Michel-Pascal, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Dax, le 28 septembre 1774. Au commencement de la révolution française, la patrie ayant été déclarée en danger, le jeune Lafitte quitta ses études pour marcher contre les ennemis de la France, et s'enrôla, en 1791, dans le 2e bataillon de son département (les Landes), qui fut, plus tard, incorporé dans le 10e régiment de ligne. Nommé capitaine, le 17 avril 1793, il fit les campagnes de 1792 et 1793 à l'armée des Pyrénées-Occidentales; celles de 1794 et de 1795 à l'armée de l'Ouest; et celles de 1796 jusqu'en 1805 aux armées de Rhin-et-Moselle, d'Angleterre, du Danube et du Rhin, et au camp de Saint-Omer. Sa bonne conduite pendant toutes les campagnes que nous venons de citer, et surtout la bravoure qu'il déploya à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805, lui valurent le grade de chef de bataillon au 10e régiment de ligne, qui lui fut conféré sur ce champ de bataille célèbre : mais, par une de ces erreurs assez communes aux armées, surtout après une grande bataille, le brevet qui lui fut expédié pour ce grade, ne donna à sa nomination que la date du 3 janvier 1806. Employé, en 1806 et 1807, à la grande-armée, il y fit les campagnes de Prusse et de Pologne, et se trouva aux principales affaires qui eurent lieu pendant cette guerre. Il commanda son bataillon, en 1808, aux camps de Stettin et de Charlottembourg, en Prusse. Il fit la campagne d'Autriche, en 1809, à la grande-armée, où, après la bataille d'Eckmühl, dans laquelle il s'était distingué, il fut nommé, le 23 avril, colonel du 72e régiment d'infanterie de ligne, qu'il commanda à la bataille de Wagram, le 6 juillet suivant. Napoléon récompensa les services du colonel Lafitte, en le créant

baron d'empire à la fin de cette campagne. Lafitte fut employé avec son régiment, en 1810 et 1811, au camp de Boulogne. Il fit avec la grande-armée la campagne de Russie, en 1812, et s'y distingua en plusieurs occasions. Nommé général de brigade, le 8 mars 1813, il continua de servir à la grande-armée d'Allemagne, fit la campagne de Saxe, dans le corps d'armée aux ordres du général Lauriston; et donna de nouvelles preuves de dévouement et de bravoure. Pendant le cours de ces diverses campagnes, Lafitte avait partagé plus d'une fois la gloire et les dangers des braves de l'armée française. Il avait reçu une balle à l'épaule droite à la bataille de Moeskirch, le 5 mai 1800. Un coup de biscaïen l'avait frappé au bras droit, le 8 février 1807, à la bataille d'Eylau. Une balle l'avait atteint à la cuisse droite; le 22 avril 1809, à la bataille d'Eckmühl; et il avait été blessé à la cuisse gauche, par une balle, à la bataille de Smolensk, le 17 août 1812. Enfin il fut blessé d'un coup de feu à la jambe gauche, en combattant à la bataille de Leipsick, le 19 octobre 1813; et, par suite de cette blessure, il demeura prisonnier de guerre des ennemis. Il avait été fait commandant de la Légion-d'Honneur, en récompense de ses services à la bataille de Smolensk, et avait obtenu la décoration de la Couronne-de-Fer, pendant la campagne de Silésie, en 1813. Rentré en France en 1814, après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814, et lui confia le commandement du département de l'Ardèche. Il exerçait ce commandement, en 1815, lors de l'invasion de Bonaparte sur le territoire français, et il prit d'abord toutes les mesures convenables pour empêcher des réactions : mais sur la fin du mois de mars, l'approche de quelques troupes bonapartistes le détermina à s'éloigner de Privas. Ces troupes s'étant dispersées, le général Lafitte rentra dans le chef-lieu de son commandement, d'où il se rendit à Paris vers la fin d'avril, en vertu d'un ordre du ministre de la guerre de Bonaparte, qui lui enjoignit d'aller se mettre à la tête d'une brigade que l'on devait organiser

pour servir dans l'armée active. La formation de cette brigade n'ayant point eu lieu, le générale Lafitte fut envoyé à Senlis, pour y concourir à quelques levées d'hommes, et il rejoignit ensuite l'armée sous les murs de Paris. Lors du licenciement général, il fut autorisé à se rendre dans ses foyers avec le traitement de non-activité. Il a depuis été classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

LAFOND-BLANIAC (Guillaume-Joseph), *lieutenant-général*, naquit à Villeneuve-d'Agen, le 25 juillet 1773. Il entra au service, en 1792, comme sous-lieutenant au 5ᵉ régiment de chasseurs à cheval, fit la campagne de cette année à l'armée du Nord, et combattit à la bataille d'Hondscoote. Il fut blessé à la prise de Furnes, le 31 mai 1793. Étant passé à l'armée d'Italie, il se distingua à l'affaire d'Anguiari, sur l'Adige; et, quoique déjà blessé à la figure, il attaqua et combattit corps à corps un commandant de hussards hongrois, le terrassa et le fit prisonnier. Il fut nommé capitaine sur le champ de bataille, et passa à l'état-major de la division Augereau. Après le traité de Campo-Formio, il fit partie de l'expédition d'Égypte, en qualité d'aide-de-camp du chef de l'état-major général Berthier. Il se trouva à la prise d'Alexandrie, et fut grièvement blessé au combat de Damanhour. Nommé chef d'escadron au 20ᵉ régiment de dragons, il combattit souvent à la tête de ce corps, contre les Mamelucks, pendant l'expédition de Buonaparte en Syrie. Sa conduite distinguée en différentes occasions le fit nommer adjudant-général chef de l'état-major de la cavalerie. A la bataille d'Alexandrie d'Égypte, il se trouva enveloppé de toutes parts; et, quoiqu'il eût été blessé d'un coup de fusil qu'il avait reçu a bout portant, au travers du corps, et qu'il eût reçu plusieurs coups de baïonnette, il refusa de se rendre et parvint à se faire jour à coups de sabre. Il fut nommé colonel du 14ᵉ régiment de dragons, avec lequel il revint en France, après l'évacuation de l'Égypte. Il commanda son régiment à la bataille d'Austerlitz, le 2 décembre 1805,

et y mérita d'être nommé commandant de la Légion-d'Honneur, le 25 du même mois. Il se rendit de suite à Rome, près de Joseph Buonaparte, dont il était devenu l'écuyer. Il concourut à la conquête du royaume de Naples, et fut créé maréchal-de-camp, le 1er septembre 1806. On l'envoya, au commencement de 1807, dans les Calabres, où il pacifia le pays, après avoir détruit de nombreux rassemblements d'insurgés. Après cette expédition, qui lui avait fait beaucoup d'honneur, il obtint le commandement de Naples, et fut fait chef d'état-major du gouvernement. Il devint aussi premier écuyer de la reine de Naples. Ayant suivi Joseph Buonaparte en Espagne, le général Lafond-Blaniac fut nommé gouverneur de Madrid, en 1810. Il a fait preuve des plus grands talents militaires pendant la guerre contre les Espagnols et leurs alliés. On le créa lieutenant-général, le 25 novembre 1813. Rentré en France après la bataille de Vittoria, il reçut le commandement de la cavalerie du corps d'armée que le prince Borghèse commandait en Italie. En 1814, il commanda la 1re subdivision de la 11e division militaire. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de Saint-Louis, le 10 décembre de la même année. En 1815, pendant les *cent jours*, Buonaparte le nomma inspecteur-général de la cavalerie dans le 4e arrondissement, composé des 9e, 10e et 11e divisions militaires. Le général Lafond-Blaniac a cessé d'être employé après la seconde restauration, et il est maintenant classé parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

LAGARDE (Martin, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Lodève, le 15 mai 1770. Il entra au service, le 30 juillet 1792, en qualité de sous-lieutenant au 13e régiment d'infanterie de ligne (ci-devant Bourbonnais), et passa lieutenant à la 26e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 21 mars 1794. Il fut fait capitaine d'état-major, le 21 novembre 1796, et devint chef de bataillon aide-de-camp du général Morand, le 12 juin 1800. On le nomma colonel du 21e régiment d'infanterie légère, le 4 mars 1807; et il

fut promu au grade de général de brigade, le 30 mai 1813. Depuis son entrée au service jusqu'à cette dernière époque, il a servi sans interruption aux armées du Rhin, de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, d'Italie, d'Égypte et des côtes de l'Océan, à la grande-armée d'Allemagne et à celle d'Espagne. Il s'est trouvé à un grand nombre de combats et de batailles livrés pendant tout ce temps, et s'est distingué en plusieurs occasions par beaucoup de valeur et de talents militaires. Il se fit particulièrement remarquer à l'armée d'Égypte, en 1800, dans un combat livré contre les troupes de Mourad-bey; et sa conduite en cette circonstance lui valut d'être mentionné honorablement dans le rapport officiel que l'on fit de cette affaire. On demanda en même temps pour lui le grade de chef de bataillon. Il a été blessé d'un coup de feu au bras droit à la bataille d'Austerlitz, le 3 décembre 1805. On le nomma membre de la Légion-d'Honneur, le 16 février 1804, et il obtint la décoration d'officier de la même Légion, le 20 mai 1811, en récompense de ses services distingués à la bataille d'Albuera, en Espagne. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 11 octobre 1814, et lui accorda la croix de commandeur de l'ordre de la Légion-d'Honneur, le 17 janvier 1815. Pendant les *cent jours*, le général Lagarde fut employé dans la 11e division d'infanterie au 3e corps de l'armée du Rhin; et il reçut alors une blessure à la poitrine. Il a été depuis classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA-GENESTE, *voyez* DUCHAMP.

LAGRANGE, *voyez* DE LA GRANGE.

LAHURE (Louis-Joseph, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Mons, en Belgique, le 29 décembre 1767. Après la révolution qui eut lieu dans cette province, en 1790, il vint en France, et y contribua à organiser la légion que

l'on forma avec des réfugiés belges. Il fit, avec ce corps, et au grade de capitaine, la campagne de 1792 contre les armées coalisées. Nommé chef de bataillon, au mois de janvier 1793, il se distingua, à la tête d'un corps de tirailleurs, sur la frontière du Nord. En 1794, il commanda un corps de troupes légères, et eut une grande part aux succès remportés pendant cette campagne par le général en chef Pichegru. Après l'entrée des Français à Amsterdam, Lahure ayant été chargé par Pichegru d'aller s'emparer de la Nord-Hollande, conçut le projet de se rendre maître de la flotte hollandaise, alors retenue au Helder par les glaces. A cet effet, il imagina de faire monter ses tirailleurs à pied en croupe sur les chevaux d'un détachement de hussards; et ce fut ainsi qu'il aborda la flotte ennemie, dont il se saisit. Cette expédition lui fit le plus grand honneur, non-seulement par rapport à l'intelligence qu'il y montra, mais encore par la modération, le désintéressement et l'humanité qu'il eut occasion de déployer en cette circonstance. En effet, devenu maître de la vie d'un certain nombre d'émigrés français, réfugiés dans la Nord-Hollande, il les sauva des fureurs révolutionnaires auxquelles ils étaient exposés, et leur fit prodiguer des secours et des consolations. Ayant en même temps à sa disposition des valeurs immenses, qui faisaient partie de la fortune publique ou de celles des particuliers, il conserva intactes les riches captures qu'il avait faites, et qui furent remises en entier aux agents du gouvernement. Cette dernière circonstance est d'autant plus remarquable et digne d'éloges, que les troupes légères que commandait Lahure se trouvaient alors dénuées de tout, et que loin de songer à se procurer par le pillage ce dont elles avaient besoin, on les vit, à l'exemple de leur chef, respecter scrupuleusement les richesses conquises par leur valeur (1). Après la mémora-

(1) Parmi les choses capturées, se trouvaient des bâtiments anglais et des marchandises appartenant aux sujets de S. M. britannique. Tout fut également respecté par les troupes aux ordres de Lahure.

ble campagne de Hollande, Lahure fut nommé, le 5 juillet 1795, chef de la 15e demi-brigade d'infanterie légère, à la tête de laquelle il continua de servir, avec distinction, aux armées d'Allemagne et d'Italie. Il fit la campagne de 1797, dans le royaume de Naples, et obtint un sabre d'honneur, qui lui fut décerné pour une action d'éclat. En 1799, il déploya beaucoup de valeur à la bataille de la Trebia, où, à la tête de l'avant-garde qu'il commandait, il s'empara d'une batterie ennemie. Il reçut une blessure grave dans cette brillante action, qui lui valut d'être nommé général de brigade sur le champ de bataille : cette blessure l'a empêché depuis lors de servir activement aux armées. Il fut porté sur la liste nationale du département de Jemmapes, comme absent pour le service public, et cette inscription était alors d'autant plus honorable qu'un seul individu par département pouvait être admis à l'obtenir. En 1801, il fut nommé membre du corps-législatif par le département de Jemmapes, et il fut l'un des candidats présentés pour la présidence qu'obtint M. de Fontanes. Il a constamment fait partie de cette assemblée législative, au moyen de réélections successives, et jusqu'à la dissolution de l'empire, opérée par la chute de Napoléon Buonaparte. Ses fonctions de législateur ne l'ont pas empêché de servir activement dans l'intérieur, où il eut divers commandements. Lors des deux invasions de la France par les puissances alliées, en 1814 et 1815, le général Lahure commandait le département du Nord, et il donna alors des preuves éclatantes de son dévouement à sa patrie, en sacrifiant la plus grande partie de ses propriétés, qu'il fit inonder, pour gêner les mouvements de l'ennemi. On lui dut à cette même époque, la conservation de plusieurs places importantes, et celle des riches matériaux qu'une d'elles, surtout, renfermait, et qui auraient été infailliblement enlevés par les troupes alliées. Le général Lahure a été nommé commandant de la Légion-d'Honneur à la création de cet ordre, et il a obtenu le titre de baron d'empire, en 1813. Il a été reçu chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1814, par S. A. R. Mgr. le

duc de Berri. Devenu étranger, du moment où la Belgique cessa d'appartenir à la France, le général Lahure sollicita et obtint, en 1814, des lettres de naturalisation. Il a été admis, en 1818, à la retraite de maréchal-de-camp, avec le grade de lieutenant-général. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LAIGLE, *voyez* DES ACRES.

LALAING D'AUDENARDE (N..., *comte*), *maréchal-de-camp*, du 5 décembre 1812, fut créé commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 20 août 1814, et grand-officier du même ordre, le 20 août 1817. Il commande, en qualité de lieutenant, la compagnie de Noailles des gardes-du-corps du roi. Il est aussi commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*États militaires, Moniteur.*)

LALLEMANT-DE-NANTOUILLET (Alexandre-Marie-Louis-Charles, *comte*), *lieutenant-général*. Il émigra, en 1789; passa hors de France tout le temps de l'absence des princes de la maison de Bourbon, et y rentra lors de la restauration de 1814. Il fut nommé lieutenant-général, le 12 juin de la même année; créé commandeur de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, le 23 août suivant, et chevalier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 6 décembre. Lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, en 1815, il suivit S. A. R. Mgr. le duc de Berry, dont il était premier écuyer, et fut attaché à l'état-major de ce prince. Il obtint de S. M. Louis XVIII la décoration de grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816. Il a été nommé, au mois d'octobre 1820, premier gentilhomme de la chambre de S. A. R. Mgr. le duc de Bordeaux, fils du duc de Berry. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

LALLY (Thomas-Arthur), *comte de Tollendally* ou *Tollendal*, en Irlande, naquit à Romans, en Dauphiné; il fut baptisé le 15 janvier 1702. On a dit avec raison qu'il avait été soldat en naissant : car il eut, dès le 1[er] janvier

1709, une commission de capitaine réformé au régiment d'infanterie irlandaise de Dillon, dont son père (sir Gérard Lally) était colonel-commandant, et dont le général Dillon, son oncle, était colonel-propriétaire. Il n'avait pas 8 ans, lorsque son père le fit camper auprès de lui à Gironne, en septembre 1709, *voulant*, disait-il, *lui faire au moins sentir la poudre, pour gagner son premier grade*. Il avait à peine 12 ans, quand son père lui fit monter sa première tranchée à Barcelonne, en 1714, et, après cette *récréation de vacances*, le renvoya au collége. Ce genre d'éducation développa bientôt chez le jeune Lally, un goût très-vif pour la vie militaire : ce qui ne l'empêcha cependant pas de suivre avec ardeur ses études classiques, et de se familiariser avec une partie des langues vivantes de l'Europe, ainsi qu'avec l'histoire, les mœurs et les intérêts des différents peuples. Doué d'une bonne mémoire, d'un coup d'œil juste, d'une grande force de corps et d'une étonnante activité d'âme, tout lui devenait facile ; et il réussissait aussi bien aux exercices corporels qu'à ceux de l'esprit. Il eût obtenu un prompt avancement dans le service militaire, sans la bizarrerie de sir Gérard Lally, qui s'y opposa. Pourvu d'une compagnie au régiment de Dillon, le 15 février 1728, il obtint l'aide-majorité de ce corps, le 26 janvier 1732. Il servit, en 1733, au siége de Kèhl, et s'y distingua autant par sa brillante valeur que par sa rare instruction militaire. Il se trouva, en 1734, à l'attaque des lignes d'Etlingen. Son père, alors brigadier des armées du roi, et auprès duquel il combattait, ayant été blessé, allait tomber au pouvoir des ennemis, lorsque le jeune Lally se jeta entr'eux et lui, le couvrit de son corps, et, par un prodige de valeur, parvint à conserver la vie et la liberté à l'auteur de ses jours. Il marcha au siége de Philisbourg, en 1734; combattit à Clausen, en 1735, et repassa à une compagnie, le 1er novembre de cette dernière année. En 1737, il se rendit en Angleterre, pour s'y assurer par lui-même de ce que le parti des Stuarts avait conservé de force, et revint en France, après avoir établi des correspondances avec les principaux partisans du roi Jacques III. Il fut fait capitaine des

grenadiers de son régiment, le 6 février 1738. Vers ce temps, le cardinal de Fleury, premier ministre, cherchait, parmi les étrangers attachés au service de France, un homme qui, par son nom, son esprit et son courage, pût et osât se charger d'une mission secrète et périlleuse, celle d'aller en Russie, dans le double but de détacher cette puissance de son alliance avec l'Angleterre, et de lui en faire contracter une avec la France. Persuadé par MM. de Belle-Isle et de Chavigny, le ministre fit choix de Thomas-Arthur Lally, et celui-ci parvint à poser avec beaucoup d'habileté les bases de la négociation. L'indécision du ministre français, qui tardait toujours à s'expliquer définitivement, engagea Lally à quitter sans ordre la cour de Saint-Pétersbourg, où il aurait fini par courir des dangers, et à revenir en France. Il y remit au cardinal Fleury deux mémoires : l'un était une statistique intérieure de la Russie; l'autre avait pour objet les relations extérieures, politiques et commerciales de cette puissance. Cependant le projet de négociation entamé par Lally s'évanouit, et la Russie se ligua contre la France. Lally fut nommé major du régiment de Dillon, le 24 novembre 1741, et servit en cette qualité à la défense de la Flandre, en 1742. Les talents qu'il y déploya déterminèrent le maréchal de Noailles à le demander pour aide-major de son armée, et ce fut comme tel que Lally se trouva à la journée de Dettingen, en 1743 (1). Ayant obtenu, le 19 février 1744, une commission pour tenir rang de colonel d'infanterie, il fut encore employé comme aide-major de l'armée de Flandre, que commandait le maréchal de Noailles, et y servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes. Il marcha ensuite de Flandre en Alsace, et se trouva à l'affaire d'Haguenau. On créa pour lui, par commission du 1er octobre de la

(1) *Il y rallia plusieurs fois l'armée dans sa déroute, et la sauva dans sa retraite, par l'avis qu'il ouvrit au conseil de guerre après l'action.* (Lettre particulière du maréchal de Noailles, sous la date du 19 juin 1743.)

courut de là au fort de la Croix : il voulait prendre à la fois ces deux places. Mécontent d'une reconnaissance mal faite, il résolut d'y aller lui-même, se hasarda témérairement, et tomba presque seul au milieu d'un parti de hussards ennemis, qui le firent prisonnier. Échangé peu de temps après, il rejoignit le maréchal de Saxe, dont il devint le confident et l'un des principaux instruments dans la superbe opération de l'investissement de Maestricht, en 1748. Lally partagea, pendant le siége de cette place, avec le marquis de Cremilles, les fonctions de maréchal-général-des-logis de l'armée. Il fut blessé; et, le 10 mai 1749, jour même de la prise de Maestricht, on le nomma maréchal-de-camp hors ligne, de même qu'il avait été fait brigadier (1). On l'employa sur les côtes de la Picardie, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, par lettres du 31 décembre 1755. Appelé à Paris, au mois de juillet 1756, il apprend que le plan qu'il a précédemment donné d'une expédition dans les Indes orientales est enfin adopté. Sur la proposition qu'on lui fait en même temps de le mettre à exécution, Lally accepte, et obtient le grade de lieutenant-général, le 19 novembre, avec un pouvoir du même jour pour commander les troupes que le roi faisait passer aux Indes orientales (2).

---

(1) Lorsqu'en 1755, on apprit que les Anglais s'étaient emparés de deux vaisseaux français sur les côtes de Terre-Neuve, Lally fut mandé à Paris, et consulté sur les mesures à prendre : « Trois, répondit-il. » Descendre en Angleterre avec le prince Édouard; abattre la puissance » des Anglais dans l'Inde; attaquer et conquérir leurs propriétés en » Amérique. » Lorsqu'il vit la majorité du conseil décider qu'il fallait tâcher d'obtenir satisfaction, et de prévenir la rupture : « Vous n'obtien-» drez pas l'une, dit Lally; vous ne préviendrez pas l'autre, et vous man-» querez l'occasion de détruire votre ennemi. » Cette prédiction s'accomplit.

(2) La compagnie des Indes avait demandé 3000 hommes des troupes du roi, pour être jointes aux siennes, et avait proposé de les mettre toutes sous le commandement de Lally. Le ministre d'Argenson, qui connaissait bien ce dernier, fit tous ses efforts pour qu'il n'eût pas le commandement. « Je sais mieux que vous, dit-il à cette occasion, ce » que vaut M. de Lally, et de plus il est mon ami; mais il faut nous le

l'embarquement fixé au mois de janvier 1745. Le duc de Richelieu fut nommé commandant en chef de cette armée, et Lally y eut le grade de maréchal-général-des logis (1). Le projet rencontra des obstacles; les vents contraires furent les plus grands, et Richelieu, ennuyé et malade, demanda son rappel; mais l'opiniâtre Lally, qui avait pris les devants avec quelques piquets irlandais, joignit le prince anglais, et lui servit de conseil et d'aide-de-camp à la bataille de Salkirk, qui fut sa dernière victoire. Lally fit ensuite une course à Londres, puis en Espagne, de là en Flandre, et revint à Londres, où sa tête était mise à prix. Prêt à être saisi, il se sauva, déguisé en matelot, et fut arrêté dans sa fuite par des contrebandiers qui l'enrôlèrent de force. Ceux-ci ayant fait connaître le dessein qu'ils avaient de se mettre à la recherche du brigadier Lally, dont la prise leur serait bien payée, Lally leur fit espérer un gain bien plus assuré sur les côtes de France, qu'il dit bien connaître, et leur servit de guide; mais il les fit prendre par des bâtiments français, aussitôt qu'il le put, et obtint ainsi sa délivrance. Il avait encore réussi à obtenir du ministère français une nouvelle expédition en faveur des Stuarts, lorsque la perte de la bataille de Culloden vint ruiner toutes les espérances de cette maison. En 1747, Lally servit avec la plus grande distinction à la défense d'Anvers, à la bataille de Lawfeldt, et surtout au siége de Berg-op Zoom, où il se couvrit de gloire, et où il fut toujours agissant, tantôt dans la tranchée et tantôt dans les détachements. Il y fut blessé, et faillit un jour être englouti par l'explosion d'une mine. Après la prise de Berg-op-Zoom, que l'on enleva d'assaut, Lally alla ouvrir la tranchée devant le fort Frédéric-Henri, qui capitula le neuvième jour. Il ouvrit également la tranchée devant Lille, et

---

(1) Voltaire dit que Lally était *l'âme de l'entreprise*, et qu'il déploya « un zèle et une audace capables d'exécuter les plus grandes entreprises, « un courage d'esprit opiniâtre et des mœurs douces, que ses malheurs « altérèrent par la suite. »

courut de là au fort de la Croix : il voulait prendre à la fois ces deux places. Mécontent d'une reconnaissance mal faite, il résolut d'y aller lui-même, se hasarda témérairement, et tomba presque seul au milieu d'un parti de hussards ennemis, qui le firent prisonnier. Échangé peu de temps après, il rejoignit le maréchal de Saxe, dont il devint le confident et l'un des principaux instruments dans la superbe opération de l'investissement de Maestricht, en 1748. Lally partagea, pendant le siége de cette place, avec le marquis de Cremilles, les fonctions de maréchal-général-des-logis de l'armée. Il fut blessé; et, le 10 mai 1749, jour même de la prise de Maestricht, on le nomma maréchal-de-camp hors ligne, de même qu'il avait été fait brigadier (1). On l'employa sur les côtes de la Picardie, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle, par lettres du 31 décembre 1755. Appelé à Paris, au mois de juillet 1756, il apprend que le plan qu'il a précédemment donné d'une expédition dans les Indes orientales est enfin adopté. Sur la proposition qu'on lui fait en même temps de le mettre à exécution, Lally accepte, et obtient le grade de lieutenant-général, le 19 novembre, avec un pouvoir du même jour pour commander les troupes que le roi faisait passer aux Indes orientales (2).

(1) Lorsqu'en 1755, on apprit que les Anglais s'étaient emparés de deux vaisseaux français sur les côtes de Terre-Neuve, Lally fut mandé à Paris, et consulté sur les mesures à prendre : « Trois, répondit-il. » Descendre en Angleterre avec le prince Édouard; abattre la puissance » des Anglais dans l'Inde; attaquer et conquérir leurs propriétés en » Amérique. » Lorsqu'il vit la majorité du conseil décider qu'il fallait tâcher d'obtenir satisfaction, et de prévenir la rupture : « Vous n'obtien- » drez pas l'une, dit Lally; vous ne préviendrez pas l'autre, et vous man- » querez l'occasion de détruire votre ennemi. » Cette prédiction s'accomplit.

(2) La compagnie des Indes avait demandé 3000 hommes des troupes du roi, pour être jointes aux siennes, et avait proposé de les mettre toutes sous le commandement de Lally. Le ministre d'Argenson, qui connaissait bien ce dernier, fit tous ses efforts pour qu'il n'eût pas le commandement. « Je sais mieux que vous, dit-il à cette occasion, ce » que vaut M. de Lally, et de plus il est mon ami; mais il faut nous le

On le fit commandeur, puis grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis; et on le nomma commissaire du roi, syndic de la compagnie, et commandant-général de tous les établissement français aux Indes orientales. Après divers contre-temps, qui retardèrent l'embarquement pendant 7 mois, l'expédition, à laquelle on avait d'abord destiné 6 vaisseaux, 6 millions et 6 bataillons, et qui se trouvait réduite d'un tiers en toutes choses, partit enfin, le 2 mai 1757, et mit douze mois à faire une traversée qui eût été longue à sept mois. Les Anglais, que l'on avait voulu prévenir, étaient déjà dans l'Inde, depuis six semaines, lorsque l'expédition française y débarqua le 28 avril 1758, à 5 heures du soir. Trois heures après son arrivée, Lally envoya un détachement pour s'emparer de Gondelour; dont il se rendit maître le 2 mai. Il ordonna ensuite l'investissement du fort de Saint-David, surnommé *le Berg-op-Zoom de l'Inde*. Il entreprenait alors d'assiéger, avec 6 mortiers, 22 canons et 2,200 hommes, une place couverte par 5 forts du côté attaquable, ayant ses remparts garnis de 194 bouches à feu et défendue par une garnison de 2,700 hommes: Il emporta d'assaut tous les forts le 8 mai, fit la tranchée; et, malgré la disette de moyens et le refus qu'une partie de l'escadre fit de servir, il obligea le fort St.-

---

» laisser en Europe. C'est du feu que son activité. Il ne transige pas sur » la discipline; a en horreur tout ce qui ne marche pas droit; se dépite » contre tout ce qui ne va pas vite; ne tait rien de ce qu'il sait, et l'exprime en des termes qui ne s'oublient pas. Tout cela est excellent parmi » nous; mais dans vos comptoirs d'Asie, que vous en semble? A la première négligence qui compromettra le service du roi; à la première » apparence d'insubordination ou de friponnerie, M. de Lally tonnera, » s'il ne sévit pas. On fera manquer ses opérations pour se venger de lui... » Allez délibérer sur tout cela, et revenez me voir. » La compagnie persista. « Messieurs, dit M. d'Argenson, vous le voulez, je m'en lave les » mains. Tenez-vous pour bien avertis, et mandez à vos agents de marcher droit. Quant à nous (s'adressant au duc de Fitz-James et au comte » de Thomond), prêchons à notre ami la modération, même en faisant » le bien, et la patience, même en voyant faire le mal. »

David de se rendre à discrétion, le 2 juin (1). Après en avoir ordonné le rasement, il marcha sur Devicotte, qui ouvrit ses portes : 70 pièces d'artillerie, des magasins et un territoire considérable furent le fruit de cette troisième conquête. A peine 38 jours s'étaient écoulés depuis le débarquement, que toute la côte de Coromandel était nettoyée d'Anglais. Ceux-ci, tremblant pour Madras, se hâtaient d'y faire venir toutes les garnisons qu'ils retiraient de leurs places fortes du Nord. Lally, impatient de les assiéger dans leur capitale, poussa en avant des détachements, et envoya ordre en même temps au lieutenant-colonel Bussy et au conseiller Moracin, qui commandaient les Français, l'un à Dekan et l'autre à Masulipatam, de venir le joindre avec leurs troupes (2). Cependant le comte d'Aché, qui commandait l'escadre, déclara, le 17 juin, qu'il n'était pas en état de seconder le siége de Madras; et d'un autre côté, Leyrit, gouverneur de Pondichéry, annonça qu'au-delà de 15 jours, il ne se chargeait plus ni de payer, ni de nourrir l'armée. Désappointé par toutes ces circonstances, Lally accueille la proposition qu'on lui fait d'aller, à 50 lieues de là, exiger du rajah de Tanjaour 13 millions dus par ce prince à la compagnie des Indes. Il part, manque de tout à quatorze lieues de Pondichéry, et voit ses troupes rester douze heures sans manger. Dans leur fureur, les soldats mettent trois fois le feu à Devicotte. Le rajah ayant nié sa dette, Lally marche sur Tanjaour, en force les faubourgs, et s'y établit. Il fait battre la ville en brèche; mais, à la nouvelle que l'escadre a essuyé une défaite (c'était la seconde), et que Karrical et même Pondichéry sont menacés, le conseil de guerre, assemblé par Lally, décide, le 8 août, une retraite qui s'exécute dès le lendemain à la pointe du jour. Instruite de ce mouvement par

(1) « La réussite seule de l'entreprise, dit le comte d'Estaing, a pu en » apprendre la possibilité. »

(2) « Toute ma politique, leur écrivait Lally, est dans ces cinq mots; » ils sont sacramentels : *Plus d'Anglais dans la péninsule.* »

un événement imprévu (1). la garnison de Tanjaour, forte de 16,000 hommes conduits par des officiers anglais, débouche de toutes les portes de la ville et tombe sur Lally, qui partout repousse les ennemis et parvient à exécuter une retraite longue et difficile. Il sortit enfin de cette contrée, après en avoir levé environ 500,000 francs, et fait vivre ses armées pendant 2 mois aux dépens du pays. Toujours plein de son projet contre Madras, Lally veut y suivre les Anglais : mais l'escadre refuse de nouveau sa coopération à cette expédition, et quitte Pondichéry. Cependant Lally guette le moment de l'hivernage de la flotte anglaise ; et le jour même où elle appareille pour Bombay, il dirige son armée en 5 colonnes sur les 4 places fortes qui couvraient la nababie d'Arcate et sur la capitale. Bientôt il est maître de toutes ces places, et assure les revenus du pays à la compagnie des Indes. Ce fut dans Arcate que le lieutenant-colonel Bussy joignit enfin le général Lally; mais Bussy ne cessa dès-lors de demander son renvoi dans le Dekan, avec un tiers de l'armée destinée à agir contre les Anglais. Lally, qui ne songeait qu'à prendre Madras, crut obtenir l'assistance de Bussy, en lui donnant le grade de brigadier : mais bientôt Bussy, persistant toujours à ne vouloir agir que dans le Dekan, ces deux hommes devinrent inconciliables. Les troupes du roi se prononcèrent pour Lally, et celles de l'Inde pour Bussy. Cependant Lally ayant proposé de nouveau une tentative sur Madras, tout le conseil se rallia au

(1) Cinquante cavaliers tanjaouriens, qui s'étaient dévoués pour tuer le général français, se font conduire, le 10 au matin, à sa tente, sous prétexte de venir lui offrir leurs services. Lally sort de son lit, et, sans autre vêtement qu'un caleçon, va les recevoir. A peine paraît-il que le chef de ces cavaliers fond sur lui, et lui décharge un coup de sabre que Lally pare avec un bâton qu'il tenait à la main. L'assassin est lui-même abattu par un des gardes du général. Lally, après avoir été renversé par deux coups de pieds de chevaux, saisit un sabre et se bat à la tête de ses gardes. De 50 Tanjaouriens, 28 tombent à ses pieds, 21 vont se noyer dans un étang, et le 50e se fait sauter en l'air, en mettant le feu à un caisson d'artillerie. Ce fut cette explosion qui servit comme de signal à la garnison de Tanjaour.

cri du comte d'Estaing, *qu'il valait mieux mourir d'un coup de fusil sur les glacis de Madras*, que de faim sur ceux de Pondichéry On se cotisa : Bussy n'offrit rien, et Lally prêta 144,000 francs. Avec cette faible ressource, il met en mouvement 3000 soldats blancs et 5000 noirs, prend 4 places sur sa route et force la ville noire de Madras, le 14 décembre 1758. Il va de suite reconnaître le fort Saint-Georges; et, ayant reçu d'Europe un million de livres qui lui venaient fort à propos, il fit ouvrir la tranchée devant ce fort, défendu par une garnison de 5000 hommes. Quatre fois l'armée ennemie qui était en campagne se présenta pour faire lever le siége, et autant de fois elle fut mise en fuite. Enfin Lally était parvenu à ouvrir une brèche, et il projetait un assaut général pour la nuit du 16 au 17 février, lorsqu'une escadre anglaise, composée de 6 vaisseaux, vint inopinément ravitailler Madras, et y jeter 600 Anglais, ainsi que des munitions de toutes espèces. Cette circonstance obligea Lally de lever le siége, le 17 février, et de retourner à Pondichéry. Le 17 octobre, une révolte éclata pour la dixième fois dans l'armée, à laquelle il était dû 10 mois de paie. Lally eut encore recours aux cotisations volontaires, donna pour sa part 50,000 francs, et rétablit l'ordre parmi ses troupes. Il enleva les magasins anglais à Cangivaron, et força Vandravachi l'épée à la main, en entrant le premier par une brèche, où de 7 volontaires 3 tombèrent morts à ses pieds. Le 27 janvier 1760, Lally est battu sous les murs de cette place, moins par l'énorme supériorité des Anglais que par la défection de sa propre cavalerie, qui quelque temps après se vendit aux chefs noirs, et disparut. Le 18 mars de la même année, deux escadres anglaises commencèrent le blocus et l'investissement de Pondichéry. Lally soutint un long blocus, pendant lequel la famine et la discorde se réunirent pour l'accabler (1). Le 13 janvier 1761, Pondichéry étant menacé d'une escalade de nuit, Lally se fit porter sur les

(1) La haine dont il était devenu l'objet croissait à chaque mesure

remparts, où, de ses mains affaiblies, il distribua sa dernière pièce de vin aux canonniers exténués. Le 14, le conseil le somma de capituler; mais le commandant anglais Coote voulut que les Français se rendissent prisonniers de guerre. L'armée anglaise était forte de 15,000 hommes, et la flotte en contenait 17,000 répartis sur 14 vaisseaux. Lally n'avait de son côté qu'environ 700 hommes, parmi lesquels on n'en pouvait compter 50 en état de se bien défendre. La garnison de Pondichéry avait mangé les plus vils animaux, dévoré le cœur des arbres, et il ne restait, le 15 janvier, que 4 onces de riz par tête. Dans cet état affreux, Lally remit Pondichéry aux Anglais, le 16. Il faillit périr, dans la soirée du 18, sous le fer d'une troupe d'assassins qui se jetèrent sur lui, au moment où on le transportait à Madras. Le 10 mars, il fut embarqué, à peine convalescent, sur un mauvais bâtiment marchand, sans provisions, et mis à la gamelle d'un patron hollandais. Il arriva, le 23 septembre, prisonnier à Londres, où il apprit qu'un orage se formait en France contre lui. Les ministres britanniques, en lui refusant la liberté, lui permirent cependant d'aller en France, prisonnier sur parole. Il courut s'y présenter au gouvernement; dénonça, comme homme du roi, les délits de ses subalternes, et se soumit lui-même à la preuve des accusations intentées contre lui. Pendant un an, on lui promit justice, et on tâcha même de le réconcilier avec ses ennemis (1). Ayant appris qu'une lettre de cachet avait été lancée contre lui, il refusa de s'évader, et alla au contraire à Fontainebleau, où se trouvait la cour. Il écrivit aussitôt au duc de Choiseul : *J'apporte ici ma tête et mon innocence*. Deux jours après, il se constitua volontairement prisonnier à la Bastille, où il resta, pendant

---

qu'il croyait devoir prendre pour assurer le salut de la ville. Menacé d'assassinat, le 7 octobre, et atteint de poison, le 8, il était succombant et alité, le 4 décembre.

(1) Bussy, qui était un des principaux, avait dit : « Il faut que la tête « de Lally tombe, ou la mienne. »

19 mois, sans même être interrogé : ce fut le hasard seul qui lui fit donner des juges. On trouva dans les papiers du jésuite Lavaur, mort en 1763, un libelle contre Lally : et cette pièce servit à dresser une plainte en *concussion* et *haute trahison* contre le général prisonnier. Dans ce procès, on vit les individus accusés par Lally devenir accusateurs, et être même admis à témoigner contre lui. Enfin, après 2 ans d'instruction et de débats, pendant lesquels on avait refusé à Lally l'assistance d'un conseil, et malgré les conclusions du doyen des substituts qui avait demandé l'*absolution entière sur toute autre partie que la partie militaire, pour laquelle le roi serait supplié de nommer un conseil de guerre*, l'avocat-général donna ses conclusions à mort. Le lundi, 5 mai 1766, fut pris pour le jour de l'interrogatoire. Apercevant la sellette, Lally découvrit sa tête et sa poitrine, montra ses cheveux blancs et ses cicatrices, et s'écria : *Voilà donc la récompense de* 55 *ans de services !* Les récusations qu'il proposa furent toutes rejetées; et, le lendemain 6 mai, il fut absous du crime de haute trahison et de concussion; mais condamné à être décapité, comme *convaincu* d'avoir trahi les intérêts du roi (1). Lorsqu'on lui lut son arrêt, et en entendant ces derniers mots, Lally s'écria d'une voix tonnante : *Cela n'est pas vrai ! Jamais ! jamais !* Après avoir exhalé son indignation contre le rapporteur de son procès et contre ses juges, il se renferma en lui-même, et marcha pendant quelques minutes, la main dans ses habits et sur son cœur; puis, feignant de s'agenouiller, il s'enfonça dans le sein un compas qui pé-

(1) Cet arrêt excita un cri d'horreur et de surprise. Le jeudi, 8, le maréchal de Soubise, à la suite d'un conseil-d'état, se jeta aux genoux de Louis XV, et lui demanda, *au nom de l'armée, la grâce du général Lally*. Le ministre de la guerre en fit autant; mais le roi dit : *C'est vous qui l'avez fait arrêter. Il est trop tard. Ils l'ont jugé ! Ils l'ont jugé !* Quelque temps après, le même prince dit à l'oreille du duc de Noailles : *Ils l'ont massacré;* et, quatre ans plus tard, il dit publiquement au chancelier Maupeou : « *Ce sera bien vous qui en répondrez, et non pas moi.* »

nétra de quatre pouces, mais qui n'atteignit point le cœur. Son confesseur parut alors, et Lally, aidé des conseils de la religion, se résigna à la mort. Il était dans cette disposition, lorsqu'un bourreau vint lui présenter, *par ordre*, un bâillon. Ses ennemis firent même avancer de six heures l'exécution; et, au lieu de le conduire au supplice dans sa voiture, comme on le lui avait fait promettre, on l'y mena en plein jour dans un tombereau. Arrivé au lieu fatal, Lally pardonna à ses ennemis et à ses juges, et reçut le coup mortel, le 9 mai 1766 (1). En 1778, sur une requête juridique, présentée au conseil du roi par le comte de Lally-Tollendal, fils du général Lally, alors devenu majeur, et aujourd'hui marquis et pair de France, des commissaires furent nommés pour examiner le procès. Après trente-deux séances de ces commissaires, le roi, en son conseil, et à l'unanimité de 72 magistrats, *cassa l'arrêt du parlement de Paris, du 6 mai 1766, et tout ce qui l'avait suivi.* De ce moment la mémoire du général Lally fut réhabilitée complétement (2). Le roi daigna en cette circonstance témoigner sa satisfaction particulière de la conduite du comte de Lally-Tollendal, et dans les lettres et brevets délivrés pour consacrer la réhabilitation de Lally père, S. M. fit insérer ces mots remarquables : « Nous avons applaudi à » sa piété filiale, etc. » (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 72; *mémoires et annales du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXIII, p.* 238.)

DE LAMBERCOURT, *voyez* BOURNEL.

DE LAMBERT (Jean), *marquis de Saint-Bris, lieutenant-général*, naquit au château des Escuyers, en Périgord, le 25 septembre 1586. Élevé page du roi Henri IV, en 1598, il

(1) Le prêtre qui l'avait assisté écrivit aux amis de la victime : « Il s'est » frappé en héros, et s'est repenti en chrétien. »

(2) L'opinion publique avait depuis 12 ans fait elle-même cette réhabilitation.

alla faire ses premières armes en Hollande, sous le prince Maurice de Nassau, et servit dans le régiment de M. de Châtillon, en 1605, avec le grade d'enseigne. Il se trouva au siége de Juliers et à toutes les opérations de guerre. M. de Bassompierre, qui l'avait fait, en 1610, lieutenant de sa compagnie de gendarmes, le rappela près de lui et l'employa à l'affaire de Chanlay, en mai 1615, et au combat de Nanteuil, près Pamprou, en Poitou, où il fut grièvement blessé, le 7 janvier 1616 (1). M. de Bassompierre, ayant été pourvu de la charge de colonel-général des Suisses, donna à M. de Lambert le commandement et la conduite de 2000 hommes de pied suisses, par commission signée du roi, le 26 octobre 1616, pour se rendre à Saint-Jean-de-Laune. De là, M. de Lambert vint rendre compte au roi de l'état des vieux régiments qui se désorganisaient. S. M. lui donna la charge de capitaine d'une compagnie de gens de guerre au régiment de Piémont, par provisions du 16 juillet 1620 qu'il leva à ses frais et conduisit au combat du Pont-de-Cé, où il se distingua, le 7 août suivant. Il fut un des gentilshommes qui accompagnèrent M. de Bassompierre dans son ambassade d'Espagne, en février 1621. Trois mois après, le traité étant signé, il revint à son régiment, avec lequel il se trouva au siége de Saint-Jean-d'Angely, qui capitula le 23 juin; à la prise de Nérac, où il se distingua au combat du 24; au siége de Montauban et à celui de Monheurt. Il combattit à la prise de Riez, en avril 1622. Il commanda ensuite, au siége de Tonneins, un bataillon de son régiment sous les ordres du duc d'Elbœuf: la place capitula le 4 mai, après une vigoureuse résistance. Il se trouva à la prise de Royan, le 11 mai suivant, et à celle de Négre-Pelisse, enlevé de force avec le château, le 10 juin. Le roi le choisit au siége de Montpellier pour donner l'assaut, avec 200

(1) Bassompierre rapporte dans ses *Mémoires*, *édit. petit in-12*, 1692, *tom. I*, *pag.* 383, que M. de Lambert reçut une mousquetade, chargée de dragées, qui lui fit plus de 60 trous, dont néanmoins aucun ne fut dangereux.

hommes, aux dehors de la ville, qu'il força de capituler, le 19 octobre. Sa compagnie, par ordonnance du 26 juin 1624, fut doublée et composée des soldats les plus vaillants et les plus aguerris qu'il put réunir, et avec lesquels il donna de nouvelles preuves de sa valeur au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628, ainsi qu'à la prise de Privas et d'Alais, en 1629. Il contribua, en 1630, à la conquête de la Savoie jusqu'au traité de Quérasque, signé au mois de mai 1631. Il combattit à Veillane. Il servit à l'armée commandée par le maréchal de la Force, en 1632; à la défaite du vicomte de l'Estrange près de Privas, et au combat près Remoulins. Il marcha, en 1633, sous le même général, à la conquête de la Lorraine. Il fut nommé lieutenant-colonel du régiment de Piémont, par provisions du 24 août 1634. Il se trouva à la prise de Bitche, de la Mothe, et eut part au secours qu'on donna à Heidelberg et à Philisbourg, en décembre de la même année. Nommé maréchal-de-camp, par brevet du 31 mars 1635, il reçut, le même jour, l'ordre de se rendre à Mézières et à Charleville, pour commander dans ces deux places, et sur toute la frontière. Après avoir pourvu à leur sûreté, il se rendit, en exécution d'un nouvel ordre du 21 avril, à l'armée commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brezé. Il commandait l'aile gauche à la bataille d'Avein, où les Espagnols furent défaits, le 20 mai 1635. Il alla ensuite joindre, avec l'armée française, le prince d'Orange, campé près de Maestricht, qui lui fit l'honneur de lui écrire plusieurs fois dans le courant du mois d'août et de septembre, pour combiner ses attaques sur l'ennemi, avec le corps de cavalerie que M. de Lambert commandait. Après la levée du siége de Louvain et la prise du fort de Schein où il était, M. de Lambert resta seul commandant l'armée française en Hollande jusqu'au printemps suivant, époque à laquelle elle revint en France. M. Lambert, ayant reçu l'ordre du roi, du 30 avril 1636, et ses instructions particulières pour assembler, sur les confins de la Bourgogne et de la Champagne, une armée qui devait être commandée par M. le prince de Condé, il se rendit à Langres, d'où il conduisit

l'armée devant Dôle, dont il forma le siége. Dans une sortie, le 5 juillet, il repoussa avec vigueur 8 à 900 hommes de la garnison. Après la levée de ce siége, il fut chargé, par provisions et lettres particulières du roi des 20, 23 et 24 août 1636, d'effectuer la retraite (il le fit en bon ordre), de ramener l'armée à Senlis, et de là de se rendre à Amiens, pour y recevoir de nouvelles instructions. Il reprit Roye et Montdidier, et commanda le blocus de Corbie, qui se rendit, le 10 novembre, *ce dont S. M. lui fit témoigner son entière satisfaction, plus que d'aucun* (1). Il reçut ensuite des ordres du 7 décembre, pour s'établir à Charleville, et pour veiller à la sûreté de Mézières, Mont-Olympe, Rocroy et autres places de ce côté-là. Chargé, l'année d'après, d'assembler l'armée à Oisemont près Abbeville, il prit, par ordre du 20 juin 1637, le commandement de six régiments d'infanterie et six cornettes de cavalerie pour aller joindre dans le Boulonnais l'armée des États. Il revint de là, en juillet, attaquer et prendre Dourier et Auxi-le-Château. Il se trouva à la reddition de Landrecies, prit d'assaut le château de Biez, en Artois; s'empara de Maubeuge et vint au siége de la Capelle, où il commanda une attaque et contribua à la prise de cette place, dont le roi lui donna le gouvernement par provisions du 23 septembre 1637 : il quitta alors le régiment de Piémont. Il fut chargé, par ordre du 16 janvier 1638, d'inspecter toutes les garnisons de la province de Picardie, et se trouva au siége de Saint-Omer. Le maréchal de Brézé ayant quitté le commandement de l'armée en Picardie, le laissa à M. de Lambert, ce qui fut confirmé par une lettre particulière du roi du 7 août 1638. Nommé capitaine d'une compagnie de chevau-légers de cent maîtres, par commission du 22 février 1639, M. de Lambert servit à l'armée de Flandre et d'Artois, sous le maréchal de la Meilleraye, et marcha au

(1) Lettre originale de M. de Noyers, et rapport du cardinal de Richelieu au roi.

nistres, le tout produit en original; Mémoires du temps, le président Hénault, Mémoires de Bassompierre, Armorial général, in-folio, reg. 11, partie 2e; Histoire de France, par Anquetil.)

DE LAMBERT (Henri), *marquis de Saint-Bris, lieutenant-général*, fils du précédent, naquit le 3 novembre 1631. D'abord mestre-de-camp du régiment d'infanterie qui tenait garnison à Metz, sur la démission de son père; et par commission du 7 mai 1648, il s'en démit, au mois de juin 1649, et obtint une compagnie au régiment royal cavalerie, en conservant sa commission de mestre-de-camp. Il servit en Guienne, en 1650, et en Flandre, sous le maréchal d'Aumont, en 1651. Il se trouva au combat de Saint-Antoine, à Paris, en 1652, et continua de servir, sous le maréchal de Turenne, jusqu'à la paix. Nommé capitaine d'une compagnie de chevau-légers, par commission du 25 juin 1655, il se distingua particulièrement à la bataille des Dunes, en 1658. Sa compagnie fut réformée le 18 avril 1661. Il leva un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 8 juillet 1667, et servit en Flandre et en Franche-Comté, en 1668. Son régiment ayant été réformé le 24 mai, il servit comme capitaine jusqu'à ce que, par lettres du 7 août 1671, il rétablit son régiment avec lequel il fut employé sous M. le prince de Condé, en 1672. Il suivit S. M. à la guerre de Hollande, passa la Meuse le 24 mai, se trouva au siége de Wesel, à celui d'Émerick et au fameux passage du Rhin, le 12 juin. Employé ensuite sous le maréchal de Turenne, il servit au siége et à la prise de Nimègue, le 9 juillet; de Crèvecœur, de l'Isle et de la ville de Bommel, le 26 septembre; à la poursuite des troupes de Brandebourg sur la fin de la campagne; à la prise d'Unna, de Camen, d'Altona, de Zoest, de Xoester, de Bielefeld, et à la marche du maréchal de Turenne dans la Franconie, la Thuringe et la Hesse, en 1673. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 13 février 1674, il concourut aux siéges et à la prise de Besançon et autres places de la Franche-Comté. Passé de là à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Turenne, il

combattit à Sintzheim, le 16 juin, et à Ladenbourg; rendit des services importants à l'affaire d'Ensheim, le 4 octobre; à Mulhausen et au combat sanglant de Turkeim, le 5 juillet 1675. Cinq jours après la mort de M. de Turenne, se donna, le 1er août, le combat d'Altenheim, où M. de Lambert soutint avec sa brigade l'attaque des ennemis et les repoussa. Il contribua, la même année, à la levée des siéges d'Haguenau et de Saverne par les ennemis. Il combattit à Kokesberg, sous le maréchal de Luxembourg, en 1676. Promu au grade de maréchal de-camp, par brevet du 25 février 1677, il fut employé à l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Créquy. Il était à la canonnade du camp du prince Charles de Lorraine, à la réduction du prince de Saxe-Eisenack, et au siége de Fribourg-en Brisgau. Il eut, le 14 novembre, jour de la prise de cette place, le commandement de la ville et celui de la frontière d'Alsace, et conserva l'un et l'autre jusqu'en 1680. Employé à la même armée, en 1678, il eut part à l'attaque du pont de Rhinfeld et des retranchements de Seckingen, qu'on força; à la défaite du duc de Lorraine; à la prise du fort de Kehl et du château de Lichtemberg. Il fut envoyé à Bayonne, en 1680, pour commander un corps de troupes qui était sur cette frontière, d'où il fut rappelé pour commander dans le pays et comté de Chini. On lui donna le gouvernement de la ville de Longwy, vacant par la démission de M. de Catinat, par provisions du 21 février 1680, et il obtint le commandement du camp de la Saône, par ordre du 28 avril 1682. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 25 juin 1682, et employé, par lettres du 5 avril 1684, sous le maréchal de Créquy, il servit, en sa qualité de lieutenant général, au siége de Luxembourg, où il monta la tranchée et contribua à la prise de la place, qui se soumit le 4 juin. Il fut nommé, par provisions du 12 du même mois, gouverneur et lieutenant-général des ville et duché de Luxembourg, comté de Chini, et autres lieux dépendants de la province de Luxembourg. Il est mort dans son gouvernement, le 1er août 1686, universellement regretté. Sa Majesté, en considération de ses services signalés, donna

6000 francs de pension à son fils et à sa veuve (1). (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 317 ; *titres, brevets, commissions ; généalogie de sa maison, le tout produit en original ; états militaires, mémoires du temps, dépôt de la guerre.*)

DE LAMBERT (Henri-François), *marquis de Saint-Bris*, plus connu sous le nom de *marquis de Lambert, lieutenant-général,* fils du précédent, naquit le 13 décembre 1677. Il commença à servir, en 1693, dans la première compagnie des mousquetaires du roi ; se trouva au siége de Huy, pris le 24 juillet; combattit à Neerwinde, le 29; entra sous-lieutenant au régiment du roi, en 1694; fit la campagne de Flandre; se trouva au siége de Dixmude et au bombardement de Bruxelles, en 1695 ; obtint une lieutenance au même régiment, le 27 décembre, et continua de servir à l'armée de Flandre, en 1696. Colonel du régiment de Périgord infanterie, par commission du 2 février 1697, il le commanda à l'armée de Catalogne, et se trouva au siége et à la prise de Barcelonne, qui se rendit, le 10 août. Passé en Italie, au mois de décembre 1700, il y conduisit son régiment, augmenté d'un 2ᵉ bataillon ; combattit à Chiari, le 1ᵉʳ septembre 1701 ; contribua, en 1702, à la défaite des ennemis à San-Vittoria, le 26 juillet ; servit au siége de Luzzarra ; combattit sous cette place, le 15 août ; marcha au siége de Guastalla, dont la prise fut suivie de celle de Borgoforte. Il était à la défaite du général Staremberg, près de Stradella ; au combat de Castelnovo de Bormia ; à la prise de Nago et d'Arco, dans le Trentin ; à la prise d'Ast, et à la soumission de Villeneuve-d'Ast, en 1703. Il servit très utilement dans l'attaque des postes occupés par les ennemis sur le Pô. Il fut employé au siége et à la prise de Verceil, d'Yvrée, de sa citadelle

(1) Il avait épousé, en 1666, Anne le Marguenat de Courcelles, connue sous le nom de la marquise de Lambert, auteur des *Avis d'une mère à son fils et à sa fille.*

et de son château, en 1704. Il commandait un détachement de grenadiers de l'armée au siége et à la prise de Vérue, en avril 1705, et à l'attaque de la communication de cette place avec l'armée des ennemis, lorsque l'ouvrage fut emporté d'assaut. Il se trouva aussi à la bataille de Cassano. Il obtint le grade de brigadier d'infanterie, par brevet du 4 octobre 1705. Il servit en cette qualité au siége de Turin, au combat sous cette ville, en 1706, et commanda la gauche de la tranchée à la première attaque des contre-gardes. Employé, en 1707, à l'armée d'Espagne, il servit d'abord dans le corps des troupes assemblées dans la Navarre, sous les ordres de M. de Legall; joignit ensuite l'armée commandée par M. le duc d'Orléans; se trouva au siége et à la prise des ville et château de Lérida, où il monta la tranchée, le 12 octobre. Employé à la même armée en 1708, il fut détaché, le 1er juin, du camp de Ginestar, sous les ordres du marquis de Gaëtano, lieutenant-général des armées d'Espagne, pour chasser les ennemis de Falcète, où ils étaient au nombre de 1200 fantassins, 400 chevaux et 1200 miquelets. Les Français arrivèrent à Falcète, le 2, à cinq heures du matin; M. de Lambert commandait l'infanterie. Il attaqua sur-le-champ les ennemis, qui eurent 500 hommes tués, et leur fit 600 prisonniers, du nombre desquels étaient le commandant et 33 officiers avec leurs bagages, leurs munitions et beaucoup d'armes. Le marquis de Lambert marcha ensuite au siége de Tortose, où il monta plusieurs tranchées, et d'où il fut envoyé par M. le duc d'Orléans pour porter au roi la nouvelle de la réduction de cette place, le 11 juillet 1708. Il continua de servir à la même armée, sous le maréchal de Besons, qui se tint sur la défensive, en 1709. Nommé maréchal-de-camp, par brevet du 29 mars 1710, il se démit du régiment de Périgord; fut employé dans son grade à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Berwick, cette année et la suivante, et à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Villars, en 1712. Il combattit à l'affaire de Denain, et contribua à la prise de Douay, du Quesnoy et de Bouchain. Il fut décoré, sur ces entrefaites,

de la croix de Saint-Louis. Employé à l'armée de la frontière d'Espagne, sous le maréchal de Berwick, en 1719, il servit au siége et à la prise de Fontarabie, des ville et château de Saint-Sébastien, et au siége de Roses, et il obtint, par provisions du 11 décembre 1719, le gouvernement de la ville d'Auxerre, qui fut créé en sa faveur. S. M. le nomma lieutenant-général des armées, par lettres du 30 mars 1720. Il est mort à Paris, le 21 avril 1754, faisant par son testament, comme parent, un legs considérable au marquis de Lambert qui suit. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 91; *titres*, *brevets*, *commissions*, *produits en original; mémoires et annales du temps*, *généalogie de famille*, *états militaires*, *dépôt de la guerre.*)

DE LAMBERT (Henri-Joseph), *marquis de Lambert*, *maréchal-de-camp*, issu d'une branche cadette de la famille des précédents, naquit le 11 juillet 1738. Il commença à servir en qualité de cornette dans le régiment d'Alsfeld dragons, par brevet du 16 juin 1748. Il passa avec le même grade dans celui de Harcourt cavalerie, en 1756; fut capitaine au même régiment, en avril 1757; commença dans ce grade les campagnes de la guerre de *sept ans;* se trouva à Hastenbeck, au camp de Closterseven et à la marche sur Zell. Nommé guidon de gendarmerie de la maison du roi, compagnie d'hommes d'armes d'Orléans, avec rang de lieutenant-colonel, par brevet du 21 août 1759, il fit avec autant de zèle que de distinction les fonctions d'aide-maréchal-des-logis de l'armée. Attaché à l'état-major de M. le maréchal de Broglie, il se trouva aux affaires de Corbach, de Warbourg et de Clostercamp, en 1760; se distingua à Grünberg, le 21 mars 1761, dans une charge que fit le régiment d'Autichamp dragons, auquel il s'était joint. Le maréchal de Broglie l'envoya avec des instructions à Corbach et au château de Waldeck, dont le chevalier d'Origny faisait lever le blocus. Cet officier étant dangereusement blessé, M. de Lambert fit avancer des détachements jusqu'aux portes de Fritzlar, pour inquiéter l'ennemi. Ce fut au retour de cette expédition

que le maréchal de Broglie envoya le marquis de Lambert porter au roi la nouvelle de la levée du siége de Cassel et de la retraite de l'ennemi, en mars 1761. S. M. le nomma mestre-de-camp à la suite du régiment d'Autichamp dragons, par commission du 13 avril suivant. De retour à l'armée, il continua d'y servir dans son grade, sous les ordres du maréchal de Broglie, qui l'envoya, avec des instructions particulières, à l'armée du prince de Soubise, le jour de l'affaire de Fillinghausen, à laquelle il prit part, avec l'arrière-garde commandée par M. de Vogüé. Il fit à l'armée jusqu'à la paix le service de colonel, par commission du 24 juin 1762, et fut nommé, le 1er décembre suivant, mestre-de-camp commandant du régiment de Berry cavalerie, fonction qu'il conserva jusqu'en 1780. Il avait été décoré, quoique fort jeune, de la croix de Saint-Louis, en 1763. Il fut nommé brigadier des armées, le 3 janvier 1770. Dans la vue d'une descente en Angleterre, on rassembla, en 1778, sur les côtes de Bretagne et de Normandie, deux corps d'armées commandés par le maréchal de Broglie. Le marquis de Lambert fut nommé premier aide faisant les fonctions de maréchal-général-des-logis, par lettres du 1er juin 1778, en l'absence du comte de Broglie. L'année suivante, il fut nommé, par lettres datées du 1er juin, adjoint-maréchal-général-des-logis au corps d'armée commandé par M. le comte de Vaux, depuis maréchal de France; fut fait commandeur de l'ordre de Saint-Louis, le 25 août de la même année; maréchal-de-camp, le 1er mars 1780, et inspecteur-général des troupes du roi, le 3 juillet suivant: il l'était encore en 1789. Choisi pour être un des officiers-généraux composant le conseil de la guerre permanent, créé le 9 octobre 1787, on lui confia le gouvernement de la citadelle d'Arras, en 1788. Il fut employé, la même année, comme maréchal-de-camp, au camp près Saint-Omer, aux ordres de M. le prince de Condé, par lettres du 7 août. Les princes français ayant émigré, le marquis de Lambert sortit de France, et entretint une correspondance suivie avec LL. AA. RR., qui le nommèrent leur ministre auprès du roi de Prusse, pendant la campa-

gne de 1792, qu'il fit au quartier-général de l'armée prussienne, se trouvant à tous les combats et opérations de guerre, qui commencèrent par le siége de Longwy. Les notables habitants de cette ville furent les premiers qui exprimèrent les sentiments dont ils étaient pénétrés pour le roi, par une adresse (1), qu'ils chargèrent le marquis de Lambert, qui les avait amenés avec douceur à cette démarche, de remettre à S. A. R. MONSIEUR (aujourd'hui Louis XVIII), comme un témoignage de leur fidélité et de leur respect envers leur seul et légitime souverain. MONSIEUR daigna lui en exprimer sa satisfaction par une lettre extrêmement flatteuse (2). Ce fut dans ces circonstances que le marquis de Lambert reçut une lettre de la part de l'impératrice de Russie, qui lui annonçait « que son fils » aîné qui servait dans ses armées, venait de périr glorieu» sement dans une bataille en Podolie (3), et que, pour

---

(1) *Voyez* la correspondance originale des émigrés, in-8°, 1793, 1re partie, pag. 2, 3, 254 et 259.

(2) Cette lettre est ainsi conçue : « Je vous envoie, mon cher marquis, » ma réponse aux habitants de Longwy ; j'espère que vous en serez aussi » content que je l'ai été de la vôtre. Je n'ai pas besoin de vous dire com» bien je le suis de votre conduite en cette occasion ; mais je vous assure » que nous le sommes infiniment....

» Adieu, mon cher marquis ; vous connaissez mon amitié pour vous.

» A Ettanges, ce 5 septembre 1792.

» Signé LOUIS-STANISLAS-XAVIER. »

(3) Ce fut à cette occasion que Mgr. le comte d'Artois l'honora de la lettre suivante :

« J'ai appris, mon cher Lambert, la perte que vous venez de faire ; » croyez que j'en éprouve la peine la plus sensible, et que je partagerai » toujours bien sincèrement tout ce qui vous affectera. MONSIEUR me » charge de vous assurer des mêmes sentiments, et en vérité nous vous » le devons bien.

» Adieu, mon cher Lambert, ne doutez jamais de tous mes senti» ments pour vous.

» Ettanges, ce 7 septembre 1792.

» Signé le comte d'ARTOIS. »

»ajouter à son armée un officier d'un mérite reconnu, elle »lui proposait d'entrer à son service en qualité de général-»major»; mais ce ne fut qu'après avoir fait la campagne de 1793, que le marquis de Lambert alla à Ham, pour obtenir l'agrément et prendre les instructions du roi Louis XVIII pour Pétersbourg. Il arriva dans cette capitale, en février 1794. L'impératrice l'accueillit avec bonté, l'honora de sa confiance, en l'admettant dans sa société, et l'employant en plusieurs circonstances importantes, comme un des principaux agents des princes français. Paul Ier ne fut pas moins favorable à M. de Lambert; il lui confirma la propriété d'une terre, dont son auguste mère lui avait fait don, et le fit chef d'un régiment dont il adressait directement les rapports à S. M. I. et au grand-duc Alexandre. Paul Ier ayant permis, vers la fin de 1799, à Louis XVIII, d'avoir un ministre auprès de lui, le roi écrivit à M. de Lambert pour lui proposer cette honorable mission. La lettre de ce monarque, datée de Mittau, du 4 février 1800, est conçue dans les termes les plus flatteurs et les plus honorables. La santé de M. de Lambert et des circonstances particulières ne lui permirent pas d'accepter cette faveur distinguée; mais l'empereur Alexandre ne le traita pas avec moins de bonté que de considération. Des affaires de famille l'avaient appelé en France; mais à son retour, il tomba malade à Graudenz, en Prusse, où il termina sa carrière, le 19 janvier 1808, âgé de 69 ans et 6 mois. Le maréchal de Corbière, gouverneur de la ville et de la forteresse, le fit inhumer dans le chœur de l'église catholique, avec tous les honneurs dus à son rang et à son grade. (*Titres, brevets et lettres particulières, le tout produit en original; états militaires, mémoires et annales du temps.*)

DE LAMBERT (Marie-Charles, *comte*), *lieutenant-général*, fils du précédent, et né à Paris, le 15 juillet 1773, était enseigne au régiment des gardes-françaises avant la révolution. Il fit la campagne de 1792, étant aide-de camp de son père, ministre des princes français à l'armée prussienne. Il passa avec leur agrément au service de Russie,

en 1793, avec le grade de major; fit la guerre en Pologne et en Perse, où il commandait, en 1797, un régiment de Cosaques. Il fit plusieurs autres campagnes, où il commanda et combattit avec beaucoup de distinction; fut blessé plusieurs fois dangereusement, et obtint les décorations de divers ordres étrangers. Il parvint au grade de lieutenant-général des armées en Russie, et à celui d'aide-de-camp-général de l'empereur Alexandre, qu'il suivit dans sa dernière campagne, après laquelle il fut nommé, par le roi Louis XVIII, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par brevet du 21 septembre 1815. Il est retourné en Russie, autorisé par S. M. à y rester au service de l'empereur Alexandre. Il y commande une division militaire. (*Titres originaux*, *états militaires*, *almanach de la cour de Russie*, *mémoires du temps*, *Biographie des hommes vivants*, 1818.)

LAMBIN (Étienne), *grand-maître et visiteur-général de l'artillerie de France*, fut pourvu de cette charge, après la destitution de Mathieu de Beauvais, par provisions du 4 septembre 1411, et prêta serment, le 7 du même mois. Cette charge lui fut ôtée au mois de janvier 1413. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 473.)

LAMESSAN, *voyez* DE BÉON.

DE LAMETH (Charles), *baron de Bussy-Lameth, maréchal-de-camp*, servait dès 1622, dans une compagnie de chevau-légers qu'avait le baron de Lameth, son père. Il contribua, la même année, à la défaite de 400 hommes qui voulaient se jeter dans la ville d'Uzès, assiégée par le duc de Montmorency. Il obtint, en 1624, la compagnie de chevau-légers de son père, et la commanda dans les guerres contre les religionnaires, en 1625 et 1626; au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628, et dans le Piémont, en 1629 et 1630. Pendant ces diverses campagnes, le comte de Bussy-Lameth se distingua en différentes occasions. Il fut nommé mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, sur la démission de son père, par commission et

provisions du 8 juillet 1631; il commanda ce régiment, en 1632, à la prise de Trèves, où il tint ensuite garnison. L'électeur de Trèves, ayant fait son entrée dans la capitale de son électorat, le 4 octobre 1633, en donna le gouvernement au comte de Bussy-Lameth, qui y commandait alors pour le roi. Le comte de Bussy-Lameth fut blessé, en 1634, au siége de la Mothe, où il avait conduit une partie des troupes qu'il commandait à Trèves. Après la prise de la Mothe, il retourna dans son gouvernement. On le créa maréchal-de-camp, par brevet du 3 octobre de la même année. Pendant un voyage qu'il fut obligé de faire à Coblentz, au mois de mars 1635, les Espagnols profitèrent de son départ pour surprendre Trèves, et s'en emparèrent le 26 du même mois, malgré la vigoureuse résistance du baron de Bussy-Lameth, fils du comte, qui fut obligé de se rendre prisonnier de guerre avec toute la garnison. Le comte de Bussy-Lameth continua de commander à Coblentz jusqu'au mois de mars 1636, époque à laquelle il abandonna cette place, pour se jeter dans Hermenstein, qu'il défendit, conjointement avec M. de la Saludie, pendant plus de 18 mois, contre les attaques des Impériaux. Après avoir souffert dans Hermenstein toutes les horreurs de la plus cruelle famine, le comte de Bussy-Lameth et la Saludie en sortirent, le 27 juin 1637 : ils avaient obtenu une capitulation très-honorable. Le comte de Bussy-Lameth se rendit à l'armée de Picardie, et y servit au siége de la Capelle, où il fut tué le 10 septembre 1637. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 103; *mémoires du temps*, *Gazette de France.*)

DE LAMETH (Augustin), *marquis de Baule, maréchal-de-camp*, et parent du précédent, était sergent de bataille, lorsqu'il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 30 septembre 1651. On lui donna, par provisions du 6 février 1665, et sur la démission du duc de Chaulnes, le gouvernement de Doullens, qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée le 9 mars 1694. Le marquis de Baule était alors dans la 76e année de son âge. Quelques auteurs lui ont mal

à propos donné la qualité de lieutenant-général. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 318, *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE LANGEAC, *voyez* L'ESPINASSE.

DE LANGERON, *voyez* ANDRAULT.

DE LANGERON (Gaspard-Louis, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Landau, en Alsace, le 1er janvier 1772. Il entra au service, le 23 juillet 1787, dans le 49e régiment d'infanterie, passa au 101e de la même arme, le 14 avril 1791, puis dans la légion des Alpes, le 10 octobre 1792. Il fut fait sous-lieutenant, le 20 juin 1793; lieutenant, le 11 août 1794, et devint capitaine, le 22 août suivant, par le choix des officiers de la légion des Alpes (depuis 23e régiment d'infanterie légère). M. de Langeron y fut nommé chef de bataillon, le 15 août 1806, et obtint le grade de colonel sur le champ de bataille, le 9 juillet 1809. Il prit le commandement de la 2e demi-brigade d'infanterie légère, le 7 septembre de la même année, et fut nommé colonel du 4e régiment d'infanterie légère, le 3 août 1811. On le promut au grade de maréchal-de-camp, le 26 février 1814. Pendant la durée de ses services militaires, le chevalier de Langeron a fait les campagnes de 1793, à l'armée des Alpes; de 1794 et 1795, sur le Rhin; de 1796 et 1797, aux armées des Alpes et d'Italie. Il a été employé en Corse depuis 1798 jusqu'au 11 novembre 1805, et a servi en Italie, en 1806. Il a fait la guerre dans le royaume de Naples et dans les Calabres, en 1807 et 1808; à la grande-armée d'Allemagne, en 1809; en Espagne et en Portugal, en 1810, 1811, 1812 et 1813, et enfin dans l'intérieur de la France, en 1814. Pendant cette dernière campagne, on lui donna, le 6 mars, le commandement de la 2e division de réserve de Paris. Dans les combats nombreux auxquels il a pris part, le chevalier de Langeron a été blessé d'un coup de feu, le 28 mai 1807, à l'affaire de Milen en Calabre. Il a reçu deux coups de feu à la bataille de



Raab, le 14 juin 1809; et il a encore été blessé de deux autres coups de feu : l'un à une affaire qui eut lieu en Portugal, le 5 mai 1812; l'autre en Espagne, le 19 juin 1813. Parmi les actions militaires qui le firent distinguer, et qui lui valurent des récompenses, nous citerons celles qui suivent. A la prise du Mont-Cenis, le 3 mai 1794, étant à la tête de 15 hommes d'avant-garde, il fit prisonniers 200 grenadiers piémontais, et s'empara de 2 pièces de canon. Il combattit avec beaucoup de valeur à l'affaire de Saint-Michel, et aux batailles de Raab et de Wagram, en 1809. Il déploya à la bataille de Fuente-de-Onoro, en Espagne, en 1811, des talents militaires qui le firent proposer alors pour le grade de maréchal-de-camp par le maréchal prince d'Essling, sous les ordres duquel il servait. Il fut nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 28 juin 1805; obtint la croix d'officier de la même Légion, le 8 juin 1809, et fut titré chevalier d'empire avec dotation, le 15 août de cette dernière année. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, le 26 février 1814, et lui accorda la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 30 octobre suivant. Le chevalier de Langeron a eu, par ordonnance royale du 19 mars 1815, le commandement du département de l'Aisne, qu'il a conservé jusqu'au 10 août suivant. A cette dernière époque, et par ordre de S. M., il remit aux troupes alliées la place de Laon qu'il avait conservée intacte. Quant à la place importante de la Fère, qui se trouvait aussi sous le commandement du chevalier de Langeron, elle fut préservée de l'occupation ennemie par l'exécution des mesures que le chevalier de Langeron avait prescrites à l'officier qui était chargé de la défendre. Le chevalier de Langeron fut adjoint à l'inspection-générale de l'infanterie, en Corse, par ordonnance du 21 août 1816. Il fut employé dans la même île, par ordonnance du 2 janvier 1817, et continua d'y être adjoint à l'inspection-générale des troupes. On le chargea de cette inspection, en 1819, et il fut nommé commandant de l'une des subdivisions de la 17ᵉ division militaire, composée de l'île de

Corse, par ordonnance du 21 avril 1820. En cette qualité, il commanda à Ajaccio, où il est encore employé. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

LANGLOIS, *voyez* DU BOUCHET.

DE LANMARY, *voyez* BEAUPOIL DE SAINT-AULAIRE.

LANNES (Jean), *duc de Montebello, maréchal de France*, et *colonel-général des Suisses*, naquit à Lectoure, en Armagnac, le 11 avril 1769. Il s'enrôla volontairement, en 1792, dans un bataillon de volontaires nationaux de son département (Gers), et fut fait sergent-major à la formation de son corps, avec lequel il alla servir à l'armée des Pyrénées-Orientales. Les talents militaires et le bouillant courage qu'il déploya dès son début dans la carrière des armes l'eurent bientôt fait remarquer; et, après avoir passé successivement et rapidement par tous les grades, il était déjà chef de brigade, en 1795. Réformé par suite du travail présenté à la convention nationale par le représentant du peuple Aubry, président du comité militaire, Lannes s'indigna du repos auquel il semblait condamné; et, lorsque Buonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, fit un appel aux braves, il s'empressa de l'aller joindre comme simple volontaire. Le général Bannel, qui connaissait sa bravoure (1), le présenta à Buonaparte; et celui-ci, ayant bientôt apprécié le mérite de Lannes, l'employa dans son grade de chef de brigade. La campagne de 1796 ayant été ouverte en Italie, Lannes s'y fit remarquer dans plusieurs combats; et, après celui de Millesimo, où il s'était particulièrement distingué, il fut nommé sur le champ de bataille chef de la 29e demi-brigade de ligne, dont le

---

(1) En 1795, à l'attaque d'une redoute en avant de Loano, le général Bannel ayant été renversé d'un coup de feu, le chef de brigade Lannes prit aussitôt le commandement des troupes de ce général, et emporta successivement cinq positions retranchées, garnies de canons, et placées les unes derrière les autres.

colonel avait été tué pendant l'action. A la bataille de Bassano, il enleva deux drâpeaux. Le 17 avril, 6000 ennemis, ayant surpris les Français sur les hauteurs de Dego, s'emparèrent des premières positions. Lannes, qui venait d'être nommé adjudant-général, rallia avec beaucoup de sang-froid et de bravoure les colonnes françaises, d'abord repoussées, et marcha ensuite avec elles contre les ennemis, qui furent obligés de se retirer, après avoir éprouvé une perte assez considérable. Le 17 mai, il passa le Pô à la tête d'une colonne de grenadiers, aborda le premier sur la rive opposée, fit charger de suite les ennemis qui se trouvaient devant lui, les obligea de se retirer en toute hâte, leur tua 300 hommes, fit 150 prisonniers, et s'empara de 300 chevaux, ainsi que de beaucoup de bagages. Cette action brillante, qui procurait à l'armée la liberté de ses mouvements, couvrit de gloire le chef de brigade Lannes : il reçut à cette occasion des éloges publics de la part du général Buonaparte. Chargé de reconnaître la rive gauche du Pô, il s'acquitta de cette mission avec autant d'intelligence qu'il avait montré de valeur. A la fameuse bataille du pont de Lodi, Lannes fut un des officiers qui, en se précipitant à la tête des colonnes françaises, contribuèrent par leur exemple à exciter le courage des soldats et à leur faire remporter la victoire. Lannes fut un des officiers de l'armée d'Italie qui furent cités avec les plus grands éloges pour la conduite qu'ils avaient tenue, le 8 septembre, à la bataille de Bassano, où l'armée prit 2 drapeaux. Lors du mouvement insurrectionnel qui éclata en Lombardie, et dont le centre était à Pavie, Buonaparte, marchant contre cette ville, envoya le chef de brigade Lannes brûler le village de Binasco. Lannes concourut ensuite à la prise de Pavie, qui fut enlevée d'assaut. Ses services furent alors récompensés par le grade de général de brigade, qui lui fut conféré par Buonaparte. Le général en chef ayant ordonné, au mois de juin, l'investissement et le siége de la forteresse de Mantoue, le chef de brigade Lannes, qui servait à l'avant-garde commandée par le général Dallemagne, se porta sur le faubourg Saint-

Georges, l'enleva à la baïonnette, et se rendit maître de la tête de pont. Emportés par un excès d'audace bien naturel à des soldats accoutumés à vaincre tous les obstacles, Lannes et ses troupes voulaient marcher de suite en colonnes pour enlever Mantoue; mais le général en chef, jugeant à quels dangers ces braves allaient s'exposer, leur fit donner l'ordre de s'arrêter (1). Lannes fut blessé au combat du pont de Governolo, le 23 septembre, et reçut deux coups de feu à la bataille d'Arcole, le 14 novembre suivant. Souffrant beaucoup de cette dernière blessure, et étendu dans son lit, il apprend le lendemain, 15, que le combat devant le pont d'Arcole se continue, qu'il est terrible, et que le danger est grand pour l'armée française; aussitôt, il se fait donner ses armes, monte à cheval, se précipite au milieu des balles et de la mitraille, et reçoit à la tête du pont un coup qui le jete par terre, sans connaissance. A peine guéri de ses blessures, Lannes marcha avec l'armée qui se portait sur Rome, et arriva le premier à Imola, dont il enleva les retranchements. La prise de cette ville détermina le souverain pontife à se soumettre, et à conclure un traité avec le gouvernement français (2). Lannes eut ensuite le commandement d'une colonne mobile de 1200 hommes, avec laquelle il entra dans les fiefs impériaux, voisins de la république de Gènes. Il y prit de vive force le bourg d'Argenta, dispersa un grand nombre d'insurgés, fit arrêter et fusiller plusieurs chefs; et, par cette rigueur nécessaire, qu'il étendit jusqu'à Tortone, il ramena l'ordre et rétablit le calme dans cette contrée. Après la paix de Campo-Formio, Lannes revint à Paris, où on lui donna le commandement militaire des départements de la Drôme, de l'Isère, de l'Ardèche et du Gard. L'expédition d'Égypte

---

(1) Quand on montra aux soldats les batteries dont les remparts de Mantoue étaient hérissés et qui pouvaient les foudroyer : « A Lodi, répondirent-ils, il y en avait bien davantage. »

(2) Lorsque ce traité fut conclu, Buonaparte envoya à Rome le général Lannes, qui reçut du pape un accueil très-distingué.

ayant été résolue, en 1798, Lannes fut un des officiers supérieurs que le général en chef Buonaparte désigna pour en faire partie. Lannes fut employé dans la division du général Kléber, et se trouva à la prise de Malte. Il prit part aux divers combats qui furent livrés contre les Mamelucks avant la prise du Caire. Il fut ensuite chargé de poursuivre les troupes ennemies aux ordres d'Ibrahim-Bey. Il fit partie de l'expédition de Syrie, et y commanda une division forte de 2994 hommes. Il concourut à chasser les troupes d'Abdallah des hauteurs et de la ville de Gaza, le 25 février 1799, et prit part à l'investissement et à la prise de Jaffa, le 7 mars. Le 15 du même mois, à l'affaire de Kakoum, il culbuta les ennemis, leur tua beaucoup de monde, et les poursuivit pendant l'espace de deux lieues dans les montagnes. Il se distingua au siége de Saint-Jean-d'Acre, et conduisit, le 8 mai, avec son intrépidité ordinaire, toute sa division à l'assaut général donné à cette place, sur la brèche de laquelle il monta des premiers : il fut grièvement blessé à cet assaut, qui échoua. Lors de la retraite des Français en Égypte, Lannes protégea la marche de l'armée par sa vigilance et par les bonnes dispositions qu'il sut prendre. A la bataille d'Aboukir, le 24 juillet, Lannes fut dangereusement blessé, à l'attaque de la redoute, dont il parvint à emporter de vive force les retranchements. Il fut chargé de la conduite du siége du fort d'Aboukir, commença ses opérations, le 25 juillet, et les conduisit avec tant de vigueur et d'activité que les Turcs furent obligés de se rendre à discrétion, le 2 août. Il quitta l'Égypte, le 22 septembre, avec le général en chef Buonaparte, revint en France, et prit une grande part à la journée du 18 brumaire (9 novembre 1799), qui vit élever Buonaparte à la dignité de premier consul de la république française. Dans cette journée, Lannes, qui avait alors le grade de général de division, commanda le quartier-général établi aux Tuileries. A la suite de cet événement, il fut envoyé à Toulouse, où il apaisa quelques troubles, et fut chargé du commandement des 9e et 10e divisions militaires. Le 16 avril 1800, un arrêté du gou-

vernement le nomma commandant en chef et inspecteur de la garde consulaire. A la formation de l'armée de réserve, destinée à agir en Italie, sous les ordres du premier consul, le général Lannes eut le commandement de l'avant-garde. Dès le 17 mai 1800, ayant déjà pénétré dans l'étroite vallée de la Drame, par le Col-Major, jusqu'à Saint-Pierre, où finit le chemin praticable, il commença à gravir le mont Saint-Bernard. Aucun obstacle ne put arrêter ni lui, ni ses courageuses troupes. A peine arrivé à Étroubles, Lannes dirigea plusieurs bataillons et quelques pièces d'artillerie contre les Autrichiens qui se trouvaient dans la vallée d'Aost. Il les débusqua de tous les points qu'ils y occupaient; et, le 20 mai, il était sur la route d'Yvré. Ayant eu ordre d'attaquer la ville et la citadelle de ce nom, que défendaient 4000 Autrichiens, il s'en rendit maître par escalade, le 25, et marcha rapidement sur Turin. Il côtoya ensuite le Pô, et repoussa tous les partis ennemis qui se présentèrent pour passer le fleuve. S'étant avancé sur Pavie, il s'en empara sans beaucoup d'efforts, le 7 juin, et s'y saisit de 200 pièces de canon. Ayant passé le Pô au village de Belgioso, il enleva aux Autrichiens la position de Stradella. Il se porta, le 9 juin, sur Casteggio, et contribua puissamment à se rendre maître de ce point important, ainsi que de Montebello. A la bataille de Marengo, Lannes commanda, en qualité de lieutenant-général du premier consul, les divisions Watrin et Mainoni. La garde des consuls fut placée en réserve derrière ce corps d'armée. Pendant cette journée célèbre, le général Lannes se montra aussi bon soldat que grand capitaine. Il y soutint pendant sept heures les efforts de l'armée autrichienne et de 80 pièces de canon dirigées contre l'avant-garde qu'il commandait. Il montra dans le moment le plus critique un calme et une sérénité qui rassurèrent ses soldats. Les consuls de la république, voulant lui donner une preuve toute particulière de leur satisfaction, lui décernèrent, le 5 juillet suivant, un sabre d'honneur, sur la lame duquel ils avaient fait graver ces mots : *Bataille de Marengo, commandée en personne par le premier consul, et*

donné par le gouvernement de la république au général Lannes. De retour à Paris, après cette glorieuse campagne, Lannes reprit le commandement en chef et l'inspection-générale de la garde des consuls. Un arrêté du gouvernement le nomma, le 14 novembre 1801, ministre plénipotentiaire envoyé extraordinaire en Portugal. Buonaparte, devenu empereur, sous le nom de Napoléon, l'éleva à la dignité de maréchal d'empire, le 19 mai 1804. Lannes devint chef de la 9e cohorte de la Légion-d'Honneur, et obtint le grand-cordon de cette Légion, le 1er février 1805. Il reçut, dans la même année, du prince-régent de Portugal, la décoration de l'ordre de Christ. Rappelé en France, il y commanda l'avant-garde de la grande-armée, qui marcha contre l'Autriche, à la fin de septembre 1805. Il passa le Rhin à Kehl, le 25 du même mois, et se trouvait dès le 6 octobre à Neresheim. Il passa le Danube, le 8, à Donawerth, et contribua au succès du combat de Wertingen. Il concourut aussi à la défaite du général en chef autrichien Mack et à la prise d'Ulm. Il s'empara de Braunau, ville fortifiée, et dans laquelle il trouva des ressources, en subsistances, bien importantes pour l'armée. Il s'y saisit aussi de 45 pièces de canon et de plusieurs mortiers (le tout approvisionné pour 40,000 coups), de 100 milliers de poudre, et d'une grande quantité de fusils et de cartouches. Il marcha ensuite sur Lintz, capitale de la Haute-Autriche, et y entra en vainqueur. Après la prise de Vienne, le maréchal Lannes, précédé de 3 brigades de cavalerie légère, se porta, le 15 octobre, sur Hollabrunn, où se trouvait l'arrière-garde de l'armée russe qui était venue au secours des Autrichiens. Le 16, il s'engagea avec les Russes et les Français près d'Hollabrunn, un combat dans lequel le maréchal Lannes déploya beaucoup de valeur et de talents, et dont le résultat fut une victoire de plus pour l'armée française. A la mémorable bataille d'Auzterlitz, le 2 décembre 1805, le maréchal Lannes commanda l'aile gauche de l'armée : les divisions sous ses ordres étaient celles des généraux Suchet et Cafarelli. Il contribua beaucoup aux succès de cette journée, dans laquelle il eut deux de ses aides-de-camp

tués à ses côtés. S'étant jeté, à la suite de l'affaire, sur la route de Wischau, il y enleva, de concert avec les troupes de Murat, la plus grande partie du bagage des ennemis. Après l'armistice signé, le 7 décembre, il occupa la Moravie, avec ses divisions. A l'ouverture de la campagne de 1806 contre les Prussiens, il continua de commander l'aile gauche de l'armée française, et battit, le 9 octobre, l'avant-garde du prince de Hohenlohe. Le prince Louis de Prusse, qui la commandait, fut tué dans cette action. Elle coûta en outre aux ennemis 600 hommes tués, 1000 prisonniers et 30 pièces de canon. A la bataille d'Iéna, le 14 octobre, le maréchal Lannes commanda le centre de l'armée, et déploya sa valeur et ses talents accoutumés : un biscaïen avait rasé sa poitrine et déchiré l'habit sans toucher au corps. Le 21 du même mois, les troupes sous ses ordres s'emparèrent de la forteresse de Spandau, dont la garnison, forte de 1200 hommes, fut faite prisonnière de guerre, à l'exception des officiers, qui eurent la faculté de se retirer où ils voudraient. Le maréchal Lannes fit, à la grande-armée, la campagne contre les Russes. Il marcha d'abord sur Thorn, que les ennemis abandonnèrent, et se porta ensuite sur Varsovie, où il entra, le 30 novembre 1806. Il battit les Russes à Pultusk, le 26 décembre, et les chassa de leur camp ainsi que de la ville. Il fut blessé dans ce combat, et fut obligé de retourner à Varsovie, pour y rétablir sa santé. Losrqu'il fut guéri, l'empereur lui donna le commandement du corps de réserve, composé des grenadiers aux ordres du général Oudinot, et le chargea de soutenir les opérations du 10e corps d'armée, employé au siége de Dantzick. En concourant à repousser une sortie que les Russes firent de leur camp de Newfahrwasser, le 15 mai 1807, le maréchal Lannes fut effleuré par un boulet de canon qui venait de tuer le cheval du général Oudinot. Après la prise de Dantzick, le 24 mai, le maréchal Lannes se hâta de rejoindre la grande-armée, avec les troupes sous son commandement, et prit part au combat de Heilsberg, le 10 juin. Il commanda le centre de l'armée à la bataille de Friedberg, le 14 du même mois, et repoussa tous les

efforts que firent les Russes, dont la perte fut considérable. Après cette glorieuse campagne, aux succès de laquelle il avait puissamment contribué, le maréchal Lannes fut nommé colonel-général des Suisses, et prêta serment en cette qualité, le 20 septembre 1807. En 1808, il suivit Napoléon à l'armée d'Espagne, et y prit le commandement d'un corps avec lequel il eut ordre, le 19 novembre, de diriger les attaques que la gauche de l'armée française devait faire contre les forces des généraux espagnols Castanos et Palafox, qu'il battit complétement à Tudela, le 22 du même mois. Au second siége de Sarragosse, il prit, le 22 janvier 1809, le commandement en chef des 3e et 5e corps réunis, et dirigea toutes les opérations de ce siége. Dès le 27 du même mois, et après des actions très-meurtrières, une partie de la ville était envahie par les troupes françaises. A partir de ce moment, il s'établit dans la place un nouveau genre de guerre entre les assiégeants et les assiégés. Ces derniers étaient renfermés dans des maisons bien barricadées et crénelées, de sorte que, pour continuer à avancer, il fallait faire le siége particulier de chacune d'elles. De tels obstacles, sans cesse renaissants, fatiguaient les soldats français, et bientôt le maréchal Launes eut besoin de toute la fermeté de son caractère pour lutter contre une opposition morale, qui, de la part de ses troupes, était peut-être plus fâcheuse que la résistance opiniâtre des Espagnols. Ranimés par les allocutions vigoureuses et par l'exemple de leur chef, les Français continuèrent cependant à pousser successivement leurs travaux. Chaque jour on enlevait quelques maisons; et enfin, le 20 février, la junte de Sarragosse envoya proposer une capitulation, qui fut signée, et à la suite de laquelle les Français occupèrent, le 21, tous les postes de la ville. Ainsi fut terminé l'un des siéges les plus mémorables dans l'histoire ancienne et moderne. La tranchée fut ouverte pendant 52 jours, dont 29 pour entrer dans la place, et 23 autres pour combattre de maison à maison. La garnison fut faite prisonnière de guerre; et l'on trouva dans la place 113 bouches à feu. Napoléon ayant organisé une armée pour repousser l'invasion

que les Autrichiens avaient faite en Bavière, le maréchal Lannes reçut ordre de quitter l'Espagne et de se rendre à la grande-armée d'Allemagne. Il commanda les divisions Morand et Gudin à la bataille d'Abemberg, le 20 avril 1809; culbuta, détruisit ou fit prisonnières les troupes d'une division autrichienne. Il prit une part active à la bataille d'Eckmühl, le 22, ainsi qu'au combat et à la prise de Ratisbonne, le 23. Napoléon se proposant de marcher sur Vienne, le maréchal Lannes eut le commandement d'un corps d'armée formé de la division du général Saint-Hilaire, de deux divisions aux ordres du général Oudinot, et enfin de la légion Portugaise. Ce corps d'armée fut destiné à faire l'avant-garde, et commença, le 27 avril, son mouvement en avant de la rivière de l'Inn. Dès le 6 mai, il était arrivé à Môlk, après avoir attaqué et battu, la veille auprès d'Amstetten, une portion de l'arrière-garde autrichienne. Le 10, à neuf heures du matin, Napoléon parut aux portes de Vienne avec le corps du duc de Montebello, qui fit de suite sommer cette ville d'ouvrir ses portes : elle fut bombardée, et capitula, le 12 (1). Le maréchal Lannes combattit avec sa valeur ordinaire à la bataille d'Essling, le 21 mai; et ce fut la division Boudet, alors placée sous ses ordres, qui défendit avec beaucoup de fermeté et de courage le village d'Essling. Le combat ayant recommencé sur le même point, le lendemain 22, le maréchal Lannes fut chargé par Napoléon de partager en deux l'armée autrichienne, en traversant son centre. Le duc de Montebello se mit alors à la tête de la division Saint Hilaire, ayant à sa gauche les troupes du général Oudinot, à sa droite la division Boudet, et derrière lui une masse de cavalerie placée dans les intervalles de l'in-

(1) L'archiduchesse Marie-Louise, qui depuis épousa Napoléon, était alors malade de la petite vérole dans le château impérial de Vienne. Un parlementaire étant venu annoncer qu'elle se trouvait exposée au feu de l'artillerie française, Napoléon, par egard pour cette princesse, fit changer la direction des batteries, de manière que le palais fût épargné.



fanterie. Il s'avança dans le meilleur ordre, ayant son front garni d'une nombreuse artillerie, dont le général Lariboissière dirigeait parfaitement le feu. Tous les efforts des troupes autrichiennes, à la tête desquelles l'archiduc Charles était venu se placer, ne purent arrêter la marche de la colonne commandée par le maréchal Lannes, et bientôt la ligne ennemie fut rompue, culbutée et mise en déroute. Encore quelques efforts, et la victoire la plus complète couronnait la valeur des Français, lorsque l'on apprit que les ponts jetés sur le Danube avaient été rompus par des bateaux chargés de pierres, que l'ennemi avait fait lancer contre eux. Cet événement empêchant l'arrivée des troupes, de l'artillerie et des munitions qui devaient seconder l'attaque, si glorieusement commencée contre les Autrichiens, Napoléon fit arrêter le mouvement de celles de ses divisions qui combattaient; et l'archiduc Charles, en capitaine habile, mettant à profit les circonstances qu'il avait préparées, reprit l'offensive, et attaqua vigoureusement les deux villages d'Aspern et d'Essling. Les Français, obligés de ménager leurs munitions, qu'ils ne pouvaient plus renouveler, n'opposèrent à leurs adversaires que les terribles baïonnettes, dont ils savaient si bien se servir; et, quoiqu'ils fussent exposés au feu épouvantable que faisaient les Autrichiens, ils ne tiraient que lorsque les colonnes ennemies arrivaient à la distance de quarante pas. Ce fut alors que l'intrépide duc de Montebello, parcourant sans cesse le front de sa ligne et animant ses soldats par sa voix et par son exemple, reçut un coup de canon qui lui emporta la jambe droite tout entière et la gauche au-dessus de la cheville. On le transporta dans l'île de Lobau, où on lui fit l'amputation (1), et de là à Vienne, où il mourut, le 31 mai.

(1) Douze vieux grenadiers, tout couverts de sang et de poussière, et noircis par la poudre qu'ils venaient de brûler, formèrent avec leurs fusils croisés et quelques branches de chêne un brancard dont ils se servirent pour transporter le guerrier qui les avait menés si souvent à la victoire.

Sa dépouille mortelle fut apportée à Strasbourg, transférée ensuite à l'hôtel des Invalides à Paris, et déposée avec les plus grands honneurs funèbres dans le Panthéon. Le maréchal Lannes jouissait de la réputation bien acquise d'être l'un des plus braves et des plus intrépides officiers de l'armée française. (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

LAPLANCHE (N...., *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Verliaguet, en Languedoc, le 14 juin 1755. Il entra au service, le 28 février 1796, comme cavalier dans le 4e régiment de cuirassiers, et y fut fait brigadier, le 11 février 1781; fourrier, le 9 septembre 1784, et adjudant, le 18 octobre 1787. Il devint sous-lieutenant au même régiment, le 15 septembre 1791; lieutenant, le 10 mai 1792; capitaine, le 17 juin de cette dernière année, et chef d'escadron, le 25 juillet 1794. La bonne conduite qu'il avait tenue et les talents militaires qu'il avait déployés lui valurent le grade de chef de brigade de son régiment, le 1er août 1794, et celui de maréchal-de-camp, le 22 septembre 1804. Il a fait avec distinction les campagnes de la révolution, depuis 1793 jusqu'en 1810; s'est fait remarquer en plusieurs circonstances, et particulièrement, le 25 janvier 1807, au combat de Mohrungen, où il eut un cheval tué sous lui, en exécutant une charge contre les Russes. Il servait alors sous les ordres du prince de Ponte-Corvo, qui le mentionna d'une manière fort honorable dans son rapport officiel sur cette affaire. Il a été admis à la retraite, le 1er juin 1810, après 34 ans de services, pendant les-

Napoléon, ayant aperçu ce cortége, s'avança au-devant, et se précipita sur le maréchal Lannes, qui en ce moment était presque évanoui par la perte de son sang. D'une voix étouffée par les larmes, Napoléon s'écria à plusieurs reprises : « Lannes, mon ami, me reconnais-tu ?.... C'est » l'empereur.... C'est Buonaparte.... C'est ton ami.... » A ces mots, le maréchal, entr'ouvrant ses paupières, rappela ses esprits, fit quelques efforts et voulut parler; mais il ne put que lever ses bras affaiblis et les passer au cou de Napoléon.

quels il reçut plusieurs blessures. Le général Laplanche a été créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, et baron d'empire, le 21 septembre 1808. Sa Majesté Louis XVIII lui a accordé la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er novembre 1814. (*Etats militaires*, *Moniteur*.)

DE LARNAGE, *voyez* BRUNIER.

DE LAROCHE-JACQUELEIN, *voyez* DU VERGER.

DE LASSALLE-CEZEAU (François), *maréchal-de-camp*, naquit à la Graulet, près Gondrin, le 29 octobre 1741. Il entra au service, le 14 février 1758, comme enseigne dans le régiment d'Angoumois, où il fut fait capitaine, le 24 mars 1769. Il devint lieutenant-colonel de ce même régiment, qui portait alors le n° 80 des corps d'infanterie de ligne, le 5 février 1792; fut nommé colonel du même régiment, le 15 mai 1793, et obtint le grade de général de brigade, le 25 juin suivant. Il fut suspendu de ses fonctions par suite d'une réorganisation de l'état major de l'armée des Pyrénées-Occidentales, à l'époque du 14 avril 1794. Par un arrêté du comité de salut public, du 27 novembre suivant, il fut autorisé à prendre sa retraite, et admis à la pension, sur le vu de certificats constatant l'impossibilité où il était de continuer un service actif. Pendant la durée de son activité, il avait fait partie de l'armée du Bas-Rhin, depuis le 26 août 1760, jusqu'au 26 février 1762. Il s'était embarqué pour Saint-Domingue, le 10 janvier 1763, et était revenu en France, le 4 juin 1767. Il a fait à l'armée des Pyrénées-Occidentales la campagne de 1793 et celle de 1794 jusqu'au 26 avril. Il y commanda l'avant-garde à la conquête de la vallée d'Aran, le 30 mars 1793, et prit les villes de Boussost et de Vieille. Il a commandé, dans le Val-Carlos, une expédition, qui fut mentionnée honorablement dans les annales du temps. Il a commandé aussi une colonne à l'affaire du 22 juin 1793, lors de l'expédition sur la Croix-des-Bouquets, en

avant de Saint-Jean-de-Luz ; et y contribua à enlever la redoute dite *de Louis XIV*. Pendant l'hiver de 1793 à 1794, il commanda le camp dit *des Sans-Culottes*, vis-à-vis Irun ; repoussa les attaques des Espagnols, en différentes occasions, et particulièrement le 15 décembre 1793, ainsi que dans le mois de janvier 1794. Ces deux actions sont citées dans les bulletins de la convention nationale. Le général de Lassalle-Cézeau est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis. (*Etats et brevets militaires.*)

DE **LASSEGAN**, *voyez* DE LA BARTHE.

DE **LATOUR**, *voyez* DE LA TOUR.

DE **LAUBADÈRE**, *voyez* TENNET.

DE **LAUBAT**, *voyez* CHASSELOUP.

DE **LAUNE**, *voyez* BAS.

DE **LAURENS**, (N....), *chevalier d'Ampus*, avait été lieutenant-colonel du régiment d'infanterie de Languedoc, lorsqu'on le créa brigadier, le 22 janvier 1769. Il fut promu au grade de *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1780. (*Etats militaires.*)

DE **LAURISTON**, *voyez* LAW.

DE **LAUTREC**, *voyez* FOIX.

DE **LAUZIÈRES** (Gui, ou Guinot), *grand-maître de l'artillerie*, fut nommé maître et visiteur-général de l'artillerie de France, à la mort de Brussac, par provisions données à Creil, le 21 avril 1493. Il prêta serment le 7 mai. (*Chronologie militaire, tom. III, pag. 479.*)

DE **LAUZIÈRES** (Pons), *marquis de Thémines, maréchal de France*, fit ses premières armes en Languedoc, à l'âge de 17 ans, sous le maréchal de Damville, et se trouva, en 1570, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1578, 1579 et 1584,

à différents combats, ainsi qu'aux siéges et à la prise d'un assez grand nombre de villes de cette province. Après la conquête de Clermont-Lodève, le maréchal de Montmorency l'y laissa pour gouverneur, avec 100 soldats de garnison. La guerre s'étant rallumée, Thémines servit, sous ce maréchal, et contribua, en 1585, 1586 et 1588, à la soumission de beaucoup de villes. En 1591, il était sénéchal du Quercy et capitaine d'une compagnie de 50 hommes d'armes. En la même année, il défit, dans deux combats, 2000 hommes de pied et 400 chevaux, commandés par Montpezat et le marquis de Villars, son frère, qui s'étaient emparés de quelques places du Quercy pour les ligueurs : ils perdirent, à la seconde action, 1200 hommes et tout leur bagage. Thémines, nommé gouverneur de Montauban, se mit en campagne, au mois de mars 1592, et prit sur les ligueurs plusieurs forts situés aux environs de cette ville. Il jeta, sur la fin de juin, 50 arquebusiers dans Villemur, assiégée par Antoine-Scipion, duc de Joyeuse, et engagea le duc d'Épernon à secourir la place. A l'approche du secours, Joyeuse leva le siége. Thémines entreprit celui du château de la Cour; mais Joyeuse, à la tête de 400 chevaux et de 800 arquebusiers, le surprit, le 8 juillet, lui tua 500 hommes, lui prit son bagage, ainsi que deux coulevrines, et le harcela dans sa retraite. Thémines, toujours en combattant, gagne un bois, rallie sa troupe, charge à son tour les ligueurs, les poursuit jusqu'aux portes de Montels, reprend ses coulevrines, et fait quelques prisonniers. Le duc d'Épernon ayant quitté l'armée, Joyeuse la ramène devant Villemur, reprend le siége de cette ville, le 10 septembre, et la fait battre en brèche; le 17 Thémines rassemble alors 120 cavaliers et 200 arquebusiers; entre, le 9, dans Villemur; soutient et repousse, le 20, l'assaut donné par Joyeuse. Il fait une sortie, le 21; bat le régiment que les Toulousains envoyaient à Joyeuse, comble les travaux des assiégeants, et les force de retirer leurs batteri s et de changer de camp. Les royalistes s'étant approchés de l'armée de Joyeuse, il s'ensuivit un combat dans la journée du 19 octobre. Thémines sort de

la place avec sa garnison, et pousse les ligueurs, qui, se voyant entre deux feux, prennent la fuite, laissent au vainqueur 28 enseignes ou drapeaux, deux coulevrines, leurs équipages et 2000 morts, du nombre desquels fut Joyeuse. Thémines soumit au roi le Quercy, dont il posséda long-temps le gouvernement. Nommé chevalier des Ordres du roi, on le reçut, en cette qualité, le 5 janvier 1597. Il arrêta, par ordre du roi, M. le prince de Condé, le 1er septembre 1616, et fut créé maréchal de France le même jour. Nommé, par pouvoir donné à Paris, le 18 janvier 1617, pour commander l'armée de Champagne, sous le duc de Guise, il leva, par commission du 3 février, un régiment d'infanterie. Il s'empara de Riscourt, de Rosoi et de son château. Il investit Château-Porcien, le 15 mars; et sur l'avis qu'il eut que les princes avaient résolu d'enlever le canon du roi que l'on faisait venir de Châlons, il s'avança, avec 300 chevaux, jusqu'à six lieues de cette place, escorta cette artillerie, et la conduisit au camp devant Château-Porcien : cette ville se rendit, le 29, et son château, le 30. Le duc de Guise et le maréchal de Thémines y entrèrent, le 31. Après avoir pris Cisigny, qui ouvrit ses portes, le 3 avril, l'armée y séjourna jusqu'au 8, et assiégea Rethel, le 9. Thémines, allant reconnaître la place, repoussa une sortie des assiégés, et leur tua 30 hommes de pied. La cavalerie ennemie s'avançant alors pour soutenir l'infanterie, Thémines la chargea, et la contraignit de se retirer en désordre : Rethel se soumit, le 16. La mort du maréchal d'Ancre, tué le 24 avril, finit sur-le-champ la guerre, et on licencia le régiment de Thémines, le 1er mai. Choisi, le 26 avril 1619, pour commander en Guienne, Thémines rétablit son régiment, le 3 mai 1620. Il eut encore un pouvoir pour commander en Guienne, le 3 juillet suivant, et pour s'opposer aux seigneurs qui armaient en faveur de Marie de Médicis. A la fin de la campagne, on licencia de nouveau son régiment. Le roi ayant destitué le marquis de la Force du gouvernement de la Navarre et du Béarn, après la révolte de cette province, donna ce gouvernement au maréchal de Thémines, par provisions du 20 avril 1621.

Thémines commanda l'armée de Guienne, sous le duc de Mayenne, par pouvoir donné au camp devant Saint-Jean-d'Angély, le 17 juin. Il la commanda seul, après la mort du duc de Mayenne. Au siége de Montauban, dans une sortie que les assiégés firent, le 17 septembre, ils auraient encloué tous les canons, si le maréchal de Thémines ne les eût contraints de rentrer dans la place. Il fit sauter, le 10 octobre, par une mine, l'ouvrage qui couvrait la demi-lune d'un bastion. Au mois de décembre suivant, il assiégea et prit la ville de Borniquet. Il obtint la lieutenance-générale de la Guienne, sur la démission du maréchal de Roquelaure, par provisions du 22 janvier 1622, registrées au parlement de Bordeaux, le 25 février, et se démit alors du gouvernement du Béarn et de la Navarre. Le duc d'Elbœuf eut le commandement de la Basse-Guienne, et le maréchal celui de la haute. Ils attaquèrent Tonneins, le 15 mars, forcèrent six barricades, emportèrent la ville basse, ainsi que le château et le bourg de Cujet, et obligèrent le commandant de se retirer dans la ville haute. Les assiégés repoussèrent l'assaut qu'on donna, le 28. Le marquis de la Force ayant marché au secours de Tonneins, le duc d'Elbœuf et Thémines lui tuèrent 400 hommes, et lui enlevèrent un moulin qu'il avait fortifié : ils le battirent une seconde fois, le 30 avril, lui prirent 300 hommes, tous ses capitaines d'infanterie, 4 drapeaux, et 30 cavaliers. Tonneins capitula, le 4 mai, et Thémines investit Saint-Antonin, au commencement de juin. Le roi arriva, le 13, devant cette place, qui se rendit à discrétion, le 22. Louis XIII, pour empêcher les calvinistes du Haut-Languedoc de secourir les rebelles du Bas-Languedoc, laissa Thémines aux environs de Montauban, avec un corps de troupes. Commandant l'armée du Languedoc, en 1625 et 1626, Thémines défit Montbrun, qui était sorti de Montauban, le 6 juin, et le poursuivit jusqu'aux portes de cette ville. Il prit Bonnac d'assaut, le 22, et le château de Saint-Germier, le 28 : s'étant avancé, le 29, pour reconnaître Castres, il battit et tua le commandant de la cavalerie de cette place, qui avait fait une sortie, avec 50 chevaux. Thémines com-

mença, le 30, à ravager les environs de Castres. A la tête d'un détachement, il attaqua, le 1er juillet, à deux lieues de cette ville, 800 hommes de pied et 60 chevaux, qui marchaient au secours des assiégés; mais il les chargea trois fois, sans pouvoir les rompre, et ils entrèrent, dès le lendemain, dans la place. Tout étant saccagé et détruit aux environs de Castres, le maréchal de Thémines décampa, le 9 juillet. Il assiégea, le 11, Saint-Paul et Lamiatte, deux villes séparées seulement par la chaussée d'un moulin. Le 15, le maréchal étant à dîner auprès de la batterie, une mousquetade cassa le verre qu'il avait à la main. Les assiégés, forcés dans Saint-Paul, se retirèrent à Lamiatte, qui capitula, le 16 juillet. Thémines s'empara du Tillet, que les calvinistes abandonnèrent à l'approche du détachement que le maréchal y envoya. Ayant appris que le duc de Rohan s'avançait avec des troupes, Thémines marcha à lui, et força plusieurs places qui se trouvaient sur son passage. Le duc de Rohan se logea alors dans Vianes, place située sur une montagne presque inaccessible, et défendue par le bourg de Pierresegade, fort par son assiette, par des palissades et de bons retranchements. Thémines attaque Pierresegade, le 29; s'en rend maître, l'épée à la main, malgré une grêle de mousquetades et de fauconneaux; tue 2 capitaines, 2 lieutenants, 4 enseignes, 70 soldats, prend 1 drapeau, et brûle le bourg sous les yeux du duc de Rohan. Celui-ci ayant détaché un gros d'infanterie sur les gardes avancées du maréchal, Thémines accourt, repousse cette infanterie, et la force de rentrer dans le château de Vianes. Il assiégea, le 24 août, la ville de Calmont; mais, le troisième jour du siége, les habitants y mirent eux mêmes le feu, et s'enfuirent : on tailla en pièces une partie des fuyards. Il emporta d'assaut le fort des Bourrets, le 3 septembre. Les rebelles abandonnèrent d'Aubonnes, Lasborde et Savarat, villes du comté de Foix, après les avoir brûlées, et se retirèrent au Mas-d'Azil. Les forts de Gabre et de Camarade se rendirent à Thémines. Il investit le Mas-d'Azil, le 15 septembre; mais les pluies continuelles grossissant la rivière, et inondant la tranchée, Thémines,

après avoir tenté, le 12 octobre, un assaut qui ne réussit point, leva le siége, le 18. Il commanda l'armée du Poitou, de Saintonge et d'Aunis, après la mort du maréchal de Praslin, par pouvoir du 10 février 1626. Thémines serra de si près les Rochelais, que, n'osant sortir du côté de la terre, et n'ayant plus de vaisseaux pour courir sur mer, ils se soumirent aux conditions qu'il plut au roi de leur imposer. Au mois de mars suivant, le roi ayant fait arrêter le duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, confia ce gouvernement au maréchal de Thémines, par provisions données à Blois, le 23 juin, registrées au parlement de Rennes, le 13 juillet. Thémines fit son entrée à Rennes, le 21 avril 1627. Il s'était démis, au mois de janvier précédent, de la lieutenance-générale de Guienne. Il leva, en Bretagne et en Normandie, 4000 hommes, qu'il espérait conduire lui même au secours de l'île de Ré; et il s'occupait, en attendant, de construire un fort à Morbihan, pour y recevoir l'armée navale d'Espagne, lorsqu'il tomba malade, et mourut à Auray, le 1er novembre 1627, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 414; *Mercure français, Histoire de Louis XIII, du Père Griffet, à la suite du Père Daniel*; *Histoire du Languedoc*, *Dupleix*, *Levassor*, *Mémoires de Sully*, *d'Aubigné*, *Davila*, *l'abbé le Gendre*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Bauclas*, *Moréri*.)

DE LAUSUN, *voyez* CAUMONT.

DE LAVAL-MONTMORENCY (Urbain), *marquis de Bois-Dauphin*, *maréchal de France*, servit au siége de Livron, en 1574, et à celui de la Fère, en 1580. Il suivit, en 1587, le duc de Guise, sous les ordres duquel il se signala aux combats de Vimori et d'Auneau. A la journée dite des *Barricades*, le 12 mai 1588, il se saisit de la place Maubert; ce qui donna le temps au peuple de tendre des chaînes à travers les rues et d'en fermer le passage. Henri III le fit arrêter à Blois, lors de la tenue des États, au mois de décembre de la même année, mais le relâcha ensuite sur sa parole. Bois-Dauphin se jeta aussitôt dans le parti de

mença, le 30, à ravager les environs de Castres. A la tête d'un détachement, il attaqua, le 1er juillet, à deux lieues de cette ville, 800 hommes de pied et 60 chevaux, qui marchaient au secours des assiégés; mais il les chargea trois fois, sans pouvoir les rompre, et ils entrèrent, dès le lendemain, dans la place. Tout étant saccagé et détruit aux environs de Castres, le maréchal de Thémines décampa, le 9 juillet. Il assiégea, le 11, Saint-Paul et Lamiatte, deux villes séparées seulement par la chaussée d'un moulin. Le 15, le maréchal étant à dîner auprès de la batterie, une mousquetade cassa le verre qu'il avait à la main. Les assiégés, forcés dans Saint-Paul, se retirèrent à Lamiatte, qui capitula, le 16 juillet. Thémines s'empara du Tillet, que les calvinistes abandonnèrent à l'approche du détachement que le maréchal y envoya. Ayant appris que le duc de Rohan s'avançait avec des troupes, Thémines marcha à lui, et força plusieurs places qui se trouvaient sur son passage. Le duc de Rohan se logea alors dans Vianes, place située sur une montagne presque inaccessible, et défendue par le bourg de Pierresegade, fort par son assiette, par des palissades et de bons retranchements. Thémines attaque Pierresegade, le 29; s'en rend maître, l'épée à la main, malgré une grêle de mousquetades et de fauconneaux; tue 2 capitaines, 2 lieutenants, 4 enseignes, 70 soldats, prend 1 drapeau, et brûle le bourg sous les yeux du duc de Rohan. Celui-ci ayant détaché un gros d'infanterie sur les gardes avancées du maréchal, Thémines accourt, repousse cette infanterie, et la force de rentrer dans le château de Vianes. Il assiégea, le 24 août, la ville de Calmont; mais, le troisième jour du siége, les habitants y mirent eux mêmes le feu, et s'enfuirent : on tailla en pièces une partie des fuyards. Il emporta d'assaut le fort des Bourrets, le 3 septembre. Les rebelles abandonnèrent d'Aubonnes, Lasbordo et Savarat, villes du comté de Foix, après les avoir brûlées, et se retirèrent au Mas-d'Azil. Les forts de Gabre et de Camarade se rendirent à Thémines. Il investit le Mas-d'Azil, le 15 septembre; mais les pluies continuelles grossissant la rivière, et inondant la tranchée, Thémines,

après avoir tenté, le 12 octobre, un assaut qui ne réussit point, leva le siége, le 18. Il commanda l'armée du Poitou, de Saintonge et d'Aunis, après la mort du maréchal de Praslin, par pouvoir du 10 février 1626. Thémines serra de si près les Rochelais, que, n'osant sortir du côté de la terre, et n'ayant plus de vaisseaux pour courir sur mer, ils se soumirent aux conditions qu'il plut au roi de leur imposer. Au mois de mars suivant, le roi ayant fait arrêter le duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, confia ce gouvernement au maréchal de Thémines, par provisions données à Blois, le 23 juin, registrées au parlement de Rennes, le 13 juillet. Thémines fit son entrée à Rennes, le 21 avril 1627. Il s'était démis, au mois de janvier précédent, de la lieutenance-générale de Guienne. Il leva, en Bretagne et en Normandie, 4000 hommes, qu'il espérait conduire lui-même au secours de l'île de Ré; et il s'occupait, en attendant, de construire un fort à Morbihan, pour y recevoir l'armée navale d'Espagne, lorsqu'il tomba malade, et mourut à Auray, le 1er novembre 1627, âgé de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 414; *Mercure français, Histoire de Louis XIII, du Père Griffet, à la suite du Père Daniel*; *Histoire du Languedoc, Dupleix, Levassor, Mémoires de Sully, d'Aubigné, Davila, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Moréri.*)

DE LAUSUN, *voyez* CAUMONT.

DE LAVAL-MONTMORENCY (Urbain), *marquis de Bois-Dauphin, maréchal de France*, servit au siége de Livron, en 1574, et à celui de la Fère, en 1580. Il suivit, en 1587, le duc de Guise, sous les ordres duquel il se signala aux combats de Vimori et d'Auneau. A la journée dite des *Barricades*, le 12 mai 1588, il se saisit de la place Maubert; ce qui donna le temps au peuple de tendre des chaînes à travers les rues et d'en fermer le passage. Henri III le fit arrêter à Blois, lors de la tenue des États, au mois de décembre de la même année, mais le relâcha ensuite sur sa parole. Bois-Dauphin se jeta aussitôt dans le parti de

colonel du régiment d'infanterie de Bourbon, le 24 mars 1705; servit à l'attaque des lignes de Weissembourg, le 3 juillet; marcha de là en Dauphiné, et se trouva à la prise de Soncino et de Montmeillan. Au siége de Nice, qui se rendit, le 4 janvier 1706, il reçut deux atteintes de boulets, l'une au col, l'autre entre le corps et le bras droit, et fut, toute sa vie, incommodé de cette dernière blessure. Il commanda différents détachements qui furent envoyés dans les montagnes et dans les plaines du Piémont, et marcha à l'attaque des lignes devant Turin, le 7 septembre. Il servit à la levée du siége de Toulon, par les ennemis, en 1707; à l'armée du Rhin, en 1708, et à celle de Flandre, en 1709. Il concourut, pendant cette dernière année, à la défense de Tournay; et, ayant été chargé de soutenir l'ouvrage à corne des *Sept-Fontaines*, il le defendit pendant dix-huit jours avec la plus grande valeur : il y eut la main gauche écrasée par un éclat de bombe. Il fut créé brigadier, le 29 mars 1710, et employé, la même année, à l'armée de Flandre. Il se distingua, en 1711, à l'attaque du fort d'Arleux, que l'on emporta de vive force, le 3 juillet, et fit dans cette journée 1000 prisonniers de guerre. En 1712, il battit, le 10 juillet, un corps de 3000 ennemis, qui s'étaient retranchés dans des jardins, pour soutenir un fourrage, près de Valenciennes. Il combattit à Denain, le 24 du même mois, et se trouva à la prise de Marchiennes, le 30. Le 8 septembre suivant, jour de la prise de Douay, il entra, par la gorge de la demi-lune verte, où il se retrancha. Il concourut à la prise du Quesnoy, et eut ensuite le commandement de cette place. Employé à l'armée du Rhin, en 1713, il y eut part à la soumission de Spire, de Worms et de Kayserslautern. Il servit au siége de Landau, qui se rendit, le 20 août; emporta d'assaut le pâté, attaqua et prit la contre-garde qui couvrait l'un des bastions attaqués. Il se signala à la défaite du général Vaubonne, le 20 septembre, et au siége de Fribourg, où il reçut un coup de mousquet dans la mâchoire, le 13 octobre. Il fut créé maréchal-de-camp, le 1er février 1719, et obtint, par provisions du 25 janvier 1722, le gouvernement de Philippeville,

dans lequel il resta presque toujours. Employé à l'armée du Rhin, en 1734, il servit à l'attaque des lignes d'Ettlingen; fut employé au siége de Philisbourg, où il monta la tranchée, les 2 et 4 juillet, et s'empara de l'ouvrage nommé *la Petite-Hollande*. Il marcha ensuite au siége de Worms. Créé lieutenant-général, le 1er août 1734, il continua de servir en cette qualité jusqu'à la paix de 1735. Il commanda au pays Messin, par commission du 16 août 1741, jusqu'au 1er mai 1744, époque à laquelle on lui donna le commandement de la Lorraine. Il obtint le gouvernement de Béthune, par provisions du 20 septembre suivant, en remettant celui de Philippeville. Créé maréchal de France, par état donné au camp d'Hamal, en Brabant, le 17 septembre 1747, il quitta le commandement de la Lorraine, le 31 octobre suivant, et prêta serment comme maréchal de France, le 3 décembre. Il mourut, le 14 novembre 1751, dans son château de Châlons, au Maine, à l'âge de 74 ans. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 369; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE LAVAL DE RAITZ (Gilles, *comte*), *maréchal de France*, était l'un des seigneurs qui défendirent Orléans contre les Anglais, en 1428 et 1429. Il se signala, dans cette dernière année, aux assauts de la ville de Jargeau et du pont de Meun, et à la prise de Beaugency. Créé maréchal de France, le 21 juin 1429, il représenta un des pairs de France au sacre de Charles VII, le 17 juillet suivant. Le roi, pour cet effet, le décora du titre de comte. Le comte de Dunois était accompagné du maréchal de Raitz, lorsqu'il battit le duc de Bedfort à Lagny, en 1432. Le maréchal de Raitz ayant été *convaincu de magie*, fut brûlé vif à Nantes, par ordre du duc de Bretagne, le 23 décembre 1440. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 162; *le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Moréri, Dupleix, Mézeray, Histoire de France du Père Daniel.*)

DE LAVARDIN, *voyez* DE BEAUMANOIR.

LAW DE LAURISTON (Jacques-François), *comte de Tancarville*, connu d'abord sous le nom de *chevalier Law*, et *maréchal-de-camp*, naquit le 20 janvier 1724, d'une maison d'Écosse très-ancienne et fort illustre, dont cette branche vint s'établir en France, au commencement du dix-huitième siècle. Les services qu'il y rendit à la compagnie des Indes le firent nommer colonel, en 1765. Il fut reçu, en 1766, major-général, et commandant des troupes du roi dans l'Inde. On le créa brigadier d'infanterie, le 16 avril 1767, et maréchal de-camp, le 1er mars 1780. La date de sa mort ne nous est pas connue. Il était décoré de la croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. (*Etats militaires, Dictionnaire de la noblesse, par de la Chesnaye-Desbois, tom. VIII, pag.* 589; *Dictionnaire universel de la noblesse de France, par le chevalier de Courcelles, tom. III, pag.* 419.)

LAW DE LAURISTON (Jacques-Alexandre-Bernard, *marquis*), *lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 1er février 1768. Il embrassa de bonne heure la carrière militaire, et servit d'abord dans l'artillerie, où il obtint un avancement rapide. En 1793, il était capitaine d'artillerie, et il fut l'un des officiers cités pour leur belle conduite pendant la défense de Valenciennes. Ses talents militaires le firent distinguer par le général en chef Buonaparte, qui, devenu premier consul, le prit pour l'un de ses aides-de-camp. En 1800, Lauriston était déjà élevé au grade de général de brigade et commandait en cette qualité l'école d'artillerie de la Fère. Dans la même année, il fut chargé de mettre la place de Belle-Isle-en-Mer en état de défense En avril 1801, il fut envoyé, par le premier consul, à la cour de Copenhague, et reçut un accueil très-distingué du prince royal de Danemark. Le 10 octobre suivant, il arriva à Londres, porteur de la ratification du traité de paix entre la France et l'Angleterre (1). Il fut ensuite envoyé en Ita-

(1) Il fut reçu avec enthousiasme par le peuple de Londres, qui cou-

lie, en qualité de commandant du dépôt d'artillerie de Plaisance (1). Il fut fait commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. En 1808, il eut le commandement des troupes qui montèrent à bord de l'escadre de l'amiral Villeneuve. Cette escadre appareilla de la rade de Toulon, le 18 janvier, fit voile pour la côte d'Espagne, et se trouva devant le port de Carthagène, le 7 avril suivant. Il prit part au combat naval de Trafalgar; et, après la malheureuse issue de cette affaire, il revint à Paris, où il eut, bientôt après, l'ordre de rejoindre la grande-armée d'Allemagne. Il avait été créé général de division, le 1er février. Ayant rejoint le grand-quartier-général de Napoléon, il fut nommé, au mois de novembre suivant, gouverneur-général de la place de Braunau, dont on s'était emparé sur les Autrichiens, et qui par sa position, ses fortifications et ses approvisionnements, était une conquête importante pour l'armée française. Il fut chargé, en mai 1806, de la prise de possession des arsenaux et des magasins de Venise, en exécution du traité conclu à Presbourg. L'empereur de Russie, ayant éludé pendant long-temps, puis définitivement refusé la ratification d'un traité conclu avec la France, le 20 juillet, ordonna à ses troupes d'occuper les bouches du Cattaro. Cette agression détermina Napoléon à faire occuper de son côté la république de Raguse. Le général Lauriston fut chargé de cette expédition, et se mit en marche sur les états ragusains, en mai 1807. Arrivé à Raguse, le 26 de ce mois, il y reçut avis que les Monténégrins s'avançaient en force, secondés par quelques troupes

---

pa les traits des chevaux, et traîna sa voiture jusqu'à l'hôtel de M. Otto, chargé d'affaires de France, et de là chez le lord Hawkesbury, secrétaire-d'état.

(1) Les auteurs de la *Biographie des Hommes vivants*, tom. IV, pag. 234, disent que le premier consul ne lui donna cette mission que parce qu'il voulait l'éloigner momentanément, à cause d'une altercation assez vive qui avait eu lieu entre MM. de Lauriston et de Caulaincourt, à l'occasion de l'arrestation du duc d'Enghien, que M. de Lauriston improuvait hautement.

russes, pour s'emparer du Vieux-Raguse. Il se hâta de faire occuper ce point par 2 compagnies du 5ᵉ régiment de ligne, et 4 pièces de canon, sous les ordres du capitaine Serrant. Le 30, l'avant garde des Monténégrins, forte de 1000 hommes, se présenta et attaqua les avant-postes français, en poussant des hurlements effroyables: les Français, exaltés par quelques actes de férocité commis par les Monténégrins, s'élancèrent sur eux au pas de charge, les repoussèrent jusqu'aux confins du Cattaro, et tuèrent le chef de cette horde de barbares. Le même jour, quelques frégates russes voulurent attaquer le poste de Santa-Croce, qu'elles croyaient sans artillerie; mais le général Lauriston y avait fait placer 40 pièces de gros calibre, dont la seule vue fit prendre le large aux bâtiments russes. Après ces affaires, le général Lauriston fit occuper tout le territoire de la république de Raguse. Le général Marmont, étant venu prendre le commandement en chef en Dalmatie, fit partir les troupes sous ses ordres, dans la nuit du 29 au 30 septembre, pour se porter contre environ 6000 Russes et 10,000 Monténégrins réunis à Castel-Nuovo. Le général Lauriston, à la tête des grenadiers et voltigeurs des 5ᵉ, 23ᵉ et 79ᵉ régiments, s'avança sur les postes russes; et, soutenu par le 11ᵉ régiment, s'empara du col de Débilibrich, malgré la résistance opiniâtre des Monténégrins, qui perdirent environ 300 hommes tués ou blessés. Il concourut ensuite à l'attaque dirigée contre Castel-Nuovo, et fut particulièrement chargé de celle des hauteurs qui dominent cette ville: on se retira, après avoir brûlé le faubourg de Castel-Nuovo, ainsi que les villages qui environnent cette place. En 1808, le général Lauriston, après avoir accompagné Napoléon dans les états de la confédération du Rhin, le suivit en Espagne. Il se trouva à l'attaque de Madrid, au mois de décembre, et contribua à la prise des faubourgs situés sur la route de France, en soutenant et protégeant, avec quelques escadrons et 4 pièces d'artillerie, la brigade du général Maison, spécialement chargé de l'attaque de ces faubourgs. En 1809, il fut employé dans l'armée d'Italie, commandée par le prince Eugène, et suivit cette armée dans sa marche en Hon-

grie. A la bataille de Raab, gagnée sur les Autrichiens, le 14 juin, les troupes commandées par le général Lauriston formaient l'extrême gauche de l'armée, et observaient la place de Raab. Chargé par Napoléon de la direction du siége de cette ville, Lauriston fit d'abord sommer le gouverneur de se rendre; et, sur son refus, fit canonner la place avec tant d'activité, du 15 au 22 juin, qu'elle fut obligée de capituler. Les Français y entrèrent, le 24, et y prirent 18 pièces d'artillerie de gros calibre, beaucoup de munitions et des magasins considérables de vivres et d'habillement. A la bataille de Wagram, le 6 juillet, il reçut de Napoléon l'ordre de se mettre à la tête d'une batterie de 100 pièces d'artillerie, de marcher au trot à l'ennemi, et de s'avancer, sans tirer avant d'être arrivé à demi-portée de canon. Il exécuta cet ordre, fit à propos commencer un feu terrible qui éteignit celui des Autrichiens, et porta la mort dans leurs rangs : cette attaque eut le plus grand succès, et contribua beaucoup au gain de la bataille. Il obtint, dans cette même année, le titre de comte. En février 1811, il remplaça, à Saint-Pétersbourg, M. de Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, et resta près de l'empereur Alexandre jusqu'à la rupture entre les deux puissances, en 1812. Après la prise de Moscou, Napoléon l'envoya, le 5 octobre, auprès du général en chef russe Kutusow, pour proposer un armistice : une suspension d'armes fut effectivement conclue. Lorsque l'armée française quitta Moscou, pour faire cette retraite qui lui fut si fatale, le général Lauriston commanda l'arrière-garde. Au commencement de 1813, le général Lauriston organisa à Magdebourg les divisions qui devaient former le 5e corps d'armée, dont on lui donna le commandement à l'ouverture de la campagne. Ce corps, composé des divisions Maison, Pachtod et Rochambeau, était fort de 18,000 hommes. Le général Lauriston marcha, le 27 avril, sur Wettin, obligea l'ennemi de brûler un pont et s'empara de la tête de ce pont. Il se porta, le 28, sur Hall, et fit évacuer la tête de pont occupée par les Prussiens, qu'il culbuta. Il prit part, sous les ordres du prince Eugène, à la bataille de

Lutzen, le 2 mai, et à celles de Bautzen et de Wurtschen, les 20 et 21 de ce mois. Employé dans le corps d'armée du maréchal Ney, il effectua, de concert avec le général Régnier, le passage de la Neiss et celui de la Queiss, les 24 et 25 du même mois. Après avoir repoussé sur Olza, un corps de troupes prussiennes, rencontré près de Neukirchen, le général Lauriston occupa Breslau, capitale de la Silésie : il s'y trouvait encore lors de la signature de l'armistice conclu le 2 juin. Les hostilités recommencèrent le 21 août suivant, et le général Lauriston fut employé dans l'armée de Silésie, sous les ordres du duc de Tarente. Il contribua à forcer le général prussien Blucher, de se retirer, le 22, derrière la Kalzbach. Commandant provisoirement les 5ᵉ et 11ᵉ corps, pendant l'absence momentanée du maréchal duc de Tarente, il attaqua les Prussiens à Goldberg, le 23, et les contraignit de faire une retraite précipitée sur Jauer: cette journée coûta à l'ennemi environ 7000 hommes tués, blessés ou prisonniers. Il commanda le 5ᵉ corps d'armée à la bataille de la Katzbach, le 26; et, après avoir combattu toute la journée, avec une grande vigueur, le corps russe du général Langeron, il fit sa retraite par Prausnitz. Attaqué le lendemain matin, aux portes de Goldberg, par un ennemi trois fois plus nombreux, Lauriston, qui n'avait point de cavalerie pour le soutenir, ne put continuer son mouvement rétrograde qu'en sacrifiant 18 pièces de canon que les mauvais chemins le forcèrent d'abandonner : il arriva le même jour devant Lowemberg. A la bataille de Wachau, le 16 octobre, le général Lauriston défendit très glorieusement la position de Liberwolkowitz, d'où il repoussa tous les efforts des Prussiens. Il déboucha ensuite de ce village, se rendit maître du bois de Gross-Possna, et concourut à enlever le village de Gossa. Il combattit avec beaucoup de distinction à la bataille de Léipsick, le 18 du même mois, et y prit part à la vigoureuse défense du village de Preybsteyde. Il fut fait prisonnier dans cette désastreuse journée, et conduit à Berlin, où on le traita avec beaucoup d'égards. Rentré en France après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa

chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin 1814, et grand-cordon de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 29 juillet suivant. Après la mort du général Nansouty, il devint capitaine lieutenant de la compagnie des mousquetaires gris, et prêta serment en cette qualité, le 26 février 1815. A l'époque du 20 mars de la même année, il suivit la maison du roi jusqu'à Béthune, revint ensuite à Paris, ne remplit aucunes fonctions pendant l'occupation de la France par Buonaparte, et resta à sa terre de Richemont. Après la seconde restauration, il présida le collége électoral du département de l'Aisne, et fut créé pair de France, le 17 août. Il prit, au mois de septembre suivant, en qualité de lieutenant-général, le commandement de la 1re division d'infanterie de la garde royale. Le roi le nomma, le 12 octobre, membre de la commission chargée d'examiner la conduite des officiers de tout grade, pendant les *cent jours*. En 1816, il présida les conseils de guerre chargés de juger l'amiral Linois, le colonel Boyer et le général Laborde. Il fut créé commandeur de l'ordre royal et militaire de St.-Louis, le 3 mai. S. M. lui conféra le titre de marquis, en 1817. Ses lettres-patentes furent enregistrées à la chambre des pairs, le 15 janvier 1818, et entérinées, le 2 mai suivant. Il présida, en 1820, le collége électoral du département de la Loire-Inférieure. Il fut nommé ministre secrétaire-d'état au département de la maison du roi, le 1er novembre de la même année, et prêta serment en cette qualité, le 18 du même mois. (*États militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LEAUMONT-PUIGAILLARD (Jean), *commandant d'armée*, servit d'abord comme capitaine de 50 hommes d'armes dans les armées de Henri III, et combattit souvent les calvinistes. Sous les ordres du duc de Montpensier, il surprit, dans la nuit du 5 mai 1562, la ville d'Angers, qui fut forcée, malgré la vigoureuse résistance des habitants. Puigaillard permit d'abord aux protestants de s'assembler hors des murs; mais ensuite, par condescendance pour les catholiques, qui voulaient se venger de la profa-

nation et du pillage récent de leurs églises, il chassa entièrement d'Angers les religionnaires, et ne fut que trop bien servi dans l'exécution des ordres qu'il donna à cet égard; car ses soldats, sans égard pour le rang, le sexe et l'âge, traitèrent tout avec la plus affreuse barbarie. Le château de Rochefort, près d'Angers, se rendit à Puigaillard, le 4 juillet, sur l'espoir du pardon donné au commandant et à la garnison : le commandant périt cependant par le supplice de la roue, et ses soldats furent pendus. Le 27 septembre, Puigaillard entra dans la ville de Craon; et, pour y punir les excès commis contre les catholiques, il usa de représailles terribles envers les calvinistes. En 1568, étant à la tête de 2 cornettes détachés, il fut rencontré par les religionnaires, près de la ville de Sorgues. Il se fit alors un retrahchement à la faveur de son bagage, qu'il perdit, ménagea adroitement sa retraite, et conserva toute sa troupe. En 1569, il prit, à composition, le bourg de Tiffanges et les villes de Montaigu et de Beaufort. Il fut, dans la même année, l'un des commandants des troupes qui assiégèrent sans succès la ville de Niort. Il se jeta ensuite dans Mirabeau, pour le défendre. En 1570, il conduisit au comte de Lude, en Poitou, 5000 hommes de pied et 800 lances. Avec une partie de cette troupe, il se rendit maître de Moric, de la Grève et de Talmond. Du Poitou, il passa en Saintonge, où il prit Chisay. Après ces expéditions, il joignit ses troupes à celles d'un capitaine sur lequel il comptait, et tous deux de concert tombèrent sur les calvinistes, qui s'épouvantèrent et prirent la fuite. Il se sépara ensuite du capitaine qui l'avait accompagné; et, pour engager une action générale, il se saisit des avenues qui conduisent du Poitou à la Rochelle. Il construisit à Luçon un fort dans lequel il logea 4 compagnies, et qui, par son emplacement, coupait les vivres aux ennemis. Par une ruse de guerre, il fit courir le bruit que l'amiral Coligny avait remporté une victoire sur les troupes royales; et ce fut un motif pour engager les calvinistes à attaquer le fort de Luçon : c'était où Puigaillard les attendait. La Noue, l'un des capitaines calvinistes, ayant marché du côté de Luçon, Puigaillard rassembla

toutes ses forces; et sans prendre aucun repos ni nourriture, il se rendit en deux jours et deux nuits devant Sainte-Gemme, à une lieue de Luçon. Il avait fait jouer mille ressorts pour tromper La Noue; mais tous ses stratagèmes tournèrent contre lui; ses troupes, fatiguées d'une longue marche, furent défaites, et perdirent 500 hommes. Puigaillard s'enfuit à Fontenay, d'où il se retira vers Mozeuil. Il y insulta une maison où s'étaient renfermés un ministre protestant et quelques soldats, qu'il tailla en pièces. Il prit ensuite Saint-Maixent et la ville de Marans; mais il évacua cette dernière, après en avoir brûlé les maisons, parce qu'il échoua contre le château. Il se présenta bientôt après, avec 700 chevaux, aux portes de la Rochelle, et fut sur le point d'y prendre la reine de Navarre, qui en était sortie pour aller à la promenade. Créé maréchal-de-camp, en 1573, il servit en cette qualité au siége de la Rochelle, où il fut blessé. Il leva, le 1er mars 1574, en Poitou, un régiment d'infanterie, qui fut licencié après la campagne de 1575. Il servit, en 1574, en qualité de maréchal-de-camp, sous le duc de Montpensier, et, en 1575, sous le duc de Guise, en Champagne. Au siége de Brouage, commencé le 22 juin 1577, et qui se rendit le 28 août, il poussa la tranchée jusqu'au fossé. Il fut fait maréchal-général des camps et armées, conjointement avec M. de Lenoncourt, le 2 octobre, sur la démission du baron de Biron. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1580. Il commanda l'armée de Picardie, en qualité de maréchal-général des camps et armées du roi, par pouvoir du 15 février 1583. Il mourut en décembre 1584. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 316; *de Thou*, *le Père Daniel*, *Davila*, *la Popelinière*, *d'Aubigné*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne* (1).

(1) Le Père Anselme, dans son *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, donne à Puigaillard le titre de conseiller-d'état et privé, et de gouverneur d'Anjou, en 1584 : c'est par erreur.

DE LECQUES, *voyez* DE CHAUMONT.

LEFEBVRE (François-Joseph), *duc de Dantzick*, *pair et maréchal de France*, naquit à Rastach, en Alsace, le 25 octobre 1755. Il s'enrôla volontairement, le 10 septembre 1773, comme soldat, dans le régiment des Gardes-françaises. Le maréchal de Biron, qui reconnut et qui aimait dans Lefebvre un caractère ferme et propre à prendre de l'empire sur le soldat, le nomma premier sergent dans ce régiment, le 9 avril 1788. Au commencement de la révolution française, le régiment des Gardes ayant été licencié, Lefebvre prit du service dans le bataillon de Paris, portant le nom de la section des Filles-Saint-Thomas. Il y fut blessé deux fois, l'une en protégeant la rentrée de la famille royale aux Tuileries, et l'autre en assurant, plus tard, le départ de Mesdames, tantes de Louis XVI. Les circonstances ayant changé la hiérarchie de l'avancement dans les emplois militaires, Lefebvre fut un de ceux qui s'élancèrent alors dans une carrière où son génie, son goût et ses talens lui promettaient des succès. Devenu d'abord capitaine au 13[e] régiment d'infanterie légère, il joignit les armées, se signala par plusieurs actions d'éclat, et ne dut qu'à elles chacun des autres grades qui lui furent conférés. Nous ne le suivrons pas dans tous ses premiers faits d'armes, et nous ne ferons partir ses exploits que des combats de Lambach et de Giesberg, après lesquels il obtint le grade de général de division, en recompense du zèle et du courage qu'il y avait déployés, à la tête de deux divisions. En janvier 1794, il fut chargé, par le général en chef Hoche, d'assiéger, avec 30,000 hommes, le fort Vauban, dont les Autrichiens s'étaient emparés. Il poussa les travaux avec une telle activité, que les ennemis évacuèrent ce fort, dans la nuit du 16 au 17. Il entra ensuite dans le Palatinat, à la tête de 17 bataillons, et bloqua la tête du pont de Manheim, par la rive gauche du Rhin. Il concourut aux succès des combats d'Apach, de Sainte-Croix et de Dinant, et à ceux des deux batailles d'Arlon. Il gagna, seul, l'affaire de Niedelauge, et prépara ainsi la victoire que les Français

remportèrent à Fleurus, le 26 juin 1794. Dans cette célèbre journée, Lefebvre, qui commandait l'avant-garde de l'armée de Sambre-et-Meuse, défendit d'abord très-glorieusement la position qui lui avait été confiée, et contribua ensuite à déloger les Autrichiens du village de Lambussart: il eut un cheval tué sous lui pendant l'action (1). La campagne de 1794 fut encore marquée par quatre nouvelles victoires, remportées à Marimont, Nivelles, près de Florival, et près de Firmont. Lefebvre gagna, avec sa seule division, la première de ces affaires, et concourut au succès des trois autres. Il commanda encore l'avant-garde, le 2 octobre, à la bataille d'Aldenhoven, qui fut suivie de la prise de Julliers. A l'ouverture de la campagne de 1795, la division du général Lefebvre, placée sous les ordres du général Kléber, que Jourdan avait chargé d'effectuer le passage du Rhin vis-à-vis de Dusseldorff, se mit la première en mouvement, le 5 septembre 1795, et débarqua sans obstacles à Eichelkamp, petite ville du grand-duché de Berg, comprise dans une ligne de neutralité fixée par le traité de Bâle, et qui était alors occupée par quelques troupes prussiennes. L'officier qui y commandait ayant voulu faire quelques plaintes sur la violation de la neutralité, Lefebvre lui répondit : « Je suis soldat, je dois obéir : le général Kléber commande ici (2). » Il ordonne en même temps à son avant-garde de se porter en avant, sur la route

(1) Une bombe ayant mis le feu à des caissons remplis de poudre, l'armée française parut enveloppée d'un nuage de flamme et de fumée. Cet événement jeta un moment la terreur parmi les soldats français, et quelques bataillons demandèrent à grands cris l'ordre de la retraite. « Nous retirer, dit Lefebvre à ses soldats, quand nous pouvons combattre et mourir avec gloire ! Non, non, point de retraite. » A ces mots, qui retentissent dans tous les rangs, les Français s'élancent sur les Autrichiens, et les enfoncent.

(2) L'électeur-palatin, auquel appartenait le duché de Berg, n'ayant pas, aux termes du traité de Bâle, retiré de l'armée impériale le contingent de troupes qu'il y avait fourni, les commissaires de la convention décidèrent que les Français pouvaient passer à Eichelkamp, sans violer le traité de neutralité conclu avec la Prusse.

de Duisbourg à Dusseldorff; attaque avec vigueur le poste de Spick, et s'en rend maître, après un engagement vif et meurtrier, pendant lequel il est grièvement blessé d'un coup de feu, au moment où à la tête de ses braves, il leur montrait lui-même le chemin de la victoire. Il force ensuite le passage de l'Augersbach, et tourne 20,000 Autrichiens campés dans une formidable position, entre Hoechum et Wetzlar. Le 10 du même mois, toute l'armée de Sambre-et-Meuse se trouvant établie sur la rive droite du Rhin, le général Jourdan la mit de nouveau en mouvement. L'avant-garde, commandée par Lefebvre, eut, le même jour, avec l'arrière-garde autrichienne, un engagement assez vif, dans lequel les Français conservèrent l'avantage. Le 13, Lefebvre, ayant trouvé les ennemis retranchés sur les hauteurs de Blankenberg, les en délogea, après un combat sanglant. Il s'empara de Wetzlar sans éprouver beaucoup de difficultés, et s'y saisit d'un convoi d'effets d'habillement. En 1796, Lefebvre fut employé à l'armée de Rhin-et-Moselle, et sa division, forte de 10.000 hommes, se trouva placée dans le corps d'armée aux ordres de Kléber. Le 31 mai, jour de la rupture d'un armistice avec les Autrichiens, Lefebvre passa l'Agger, et se rendit maître du pont de Siegberg, que les bataillons ennemis avaient défendu avec beaucoup de vigueur. Il commanda le centre du corps d'armé de Kléber au combat d'Altenkirchen, le 4 juin; enleva la formidable position de ce nom, et concourut puissamment aux succès remportés dans cette journée. L'archiduc Charles d'Autriche ayant passé la Lahn, à Wetzlar, le 15 juin, repoussa les avant-postes du général Soult sur les hauteurs au-delà de la Dill. Lefebvre accourut sur la route de Wetzlar pour s'opposer à l'archiduc, qui manifestait le dessein de faire le lendemain une attaque générale. Malgré toute l'étendue du danger qu'il courait en résistant à des troupes infiniment supérieures en forces, le brave Lefebvre ne se détermina pas moins à disputer le terrain avec vigueur. Cette généreuse résolution fut d'abord couronnée du plus grand succès; et les Autrichiens, à la rencontre desquels Lefebvre

avait marché, furent contraints de se replier; mais, après un long combat sur plusieurs points à la fois, la valeur du chef et le courage du soldat furent obligés de céder au nombre, et Lefebvre opéra assez heureusement sa retraite à la faveur de la nuit: il avait perdu, dans cette journée, 500 hommes et plusieurs pièces de canon. Le 30 juin, il marcha sur Siégen, et s'avança contre l'ennemi jusque dans les montagnes de Kaltensieh. Informé que le général autrichien Kray occupait dans ces montagnes une forte position retranchée, en arrière de Wildendorff, il résolut de l'attaquer, et fit marcher à cet effet sa division sur trois colonnes, le 4 juillet. L'aspérité des lieux et les difficultés des chemins, à travers des monts arides et des précipices, ne purent arrêter les Français, qui, quoique harassés de fatigues, gravirent les hauteurs, tournèrent les retranchements, et mirent d'abord l'infanterie autrichienne en déroute. Kray fit alors avancer sa cavalerie et son artillerie; cette dernière foudroya les troupes de Lefebvre, qui pouvaient être obligées à leur tour de reculer, lorsqu'une compagnie d'artillerie légère vint à leur secours, et, par un feu bien dirigé, fit taire celui de l'ennemi et ébranla sa cavalerie. Une charge ordonnée à propos par Lefebvre acheva de jeter le désordre dans les rangs autrichiens, et Kray opéra sa retraite, après avoir perdu un bon nombre d'hommes tués et 600 faits prisonniers. Lefebvre concourut au passage de la Lahn, le 9 juillet. Marchant, avec l'ordre de se porter sur Bornheim et Offenheim, et de passer la Weter sur ces deux points, il enleva, le 10, les deux villages que nous venons de nommer, et s'empara ensuite des hauteurs en arrière du village de Frauerbach, malgré les efforts que faisaient les Autrichiens pour conserver ces différentes positions. Il eut part, le 12 juillet, à la prise de Francfort: un armistice fut alors conclu. A la reprise des hostilités, dans le courant du même mois, le général Lefebvre eut le commandement de l'avant-garde de l'armée de Sambre-et-Meuse: cette avant-garde, forte de 12,300 hommes, se porta sur la Kintz, à la poursuite du général autrichien Werneck. Le général Lefebvre fit capituler, le 3 août, la

place de Kœnigshoffen, où l'on trouva 69 pièces de canon et quelques munitions. Il continua à prendre une part très-active aux succès de l'armée de Sambre-et-Meuse, combattit avec distinction à Wurtzbourg. Dans la retraite de cette armée, d'abord sur la Lahn, puis sur le Rhin, il se distingua par les manœuvres et les actions vigoureuses qu'il fit exécuter. En 1797, il eut, à l'ouverture de la campagne, le commandement de l'aile droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, alors sous les ordres du général Hoche. Il se trouva au passage du Rhin, à Neuwied, le 17 avril; attaqua et enleva, à la baïonnette, le village et les retranchements de Bendorff (1). Il se porta ensuite sur Limbourg, et de là sur Francfort, qu'il fit attaquer. Déjà un régiment de chasseurs à cheval de son corps d'armée s'était introduit dans cette ville, pêle-mêle avec les ennemis, et le général Lefebvre se préparait à y entrer lui-même, lorsqu'il fut obligé de s'arrêter, à la nouvelle qui lui parvint des préliminaires de paix signés à Léoben, entre la France et l'Autriche. Après la mort du général Hoche, qui eut lieu le 15 septembre 1797, le général Lefebvre prit, comme le plus ancien général de division, le commandement en chef provisoire de l'armée de Sambre-et-Meuse. En mars 1799, la guerre ayant éclaté de nouveau entre la France et l'Autriche, le général Lefebvre eut le commandement de l'avant-garde de l'armée du Danube, aux ordres de Jourdan. Il enleva, le 20, les positions de Holtzkirchen, de Zieben et de Bachaupten, malgré la vive résistance des ennemis. Attaqué, le 21, à Ostrach, il défendit cette position avec beaucoup de vigueur, marcha lui-même à la tête des grenadiers, et reçut une balle au bras gauche; ce qui l'obligea de quitter le champ de bataille : les Français furent obligés de céder au nombre, et de se replier derrière l'Ostrach. Le général Lefebvre étant rentré en France, reçut du directoire une armure complète et le commandement de la 17ᵉ divi-

(1) La valeur qu'il déploya en cette occasion lui mérita une lettre de félicitation, qui lui fut adressée par le directoire-exécutif.

sion militaire (Paris). Il fut porté sur la liste des candidats pour le directoire-exécutif. Il se rangea dans le parti de Buonaparte, lors de la révolution du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799); accompagna au conseil des cinq-cents ce général, qui l'avait fait son premier lieutenant, et l'enleva de la salle au moment où il vit les poignards se lever sur lui. Buonaparte étant devenu premier consul, Lefebvre fut confirmé dans le commandement de la 17ᵉ division militaire. Il eut aussi celui des 14ᵉ et 15ᵉ divisions militaires, et seconda parfaitement les dispositions du premier consul pour soumettre et pacifier les départements de l'Eure, de la Manche, du Calvados et de l'Orne. Il fut élu membre du sénat-conservateur, le 1ᵉʳ avril 1800, et créé maréchal d'empire, le 19 mai 1804. Il devint successivement chef de la 5ᵉ cohorte de la Légion-d'Honneur, grand-officier, puis grand-aigle de cette même Légion. Il reçut, en 1805, l'ordre d'Espagne de Charles III. Dans la même année, l'empereur Napoléon faisant ses préparatifs pour marcher au secours de la Bavière, envahie par l'Autriche; le maréchal Lefebvre reçut le commandement des cohortes de gardes nationales des départements de la Roër, de Rhin-et-Moselle, et du Mont-Tonnerre. Au commencement de la campagne de 1806, contre la Prusse, Napoléon lui confia le commandement des corps de troupes alliées, cantonnés dans la Haute-Bavière. Il commanda l'infanterie de la garde impériale à la bataille d'Iéna, le 14 octobre. En janvier 1807, il réunit le 10ᵉ corps d'armée à Thorn, pour la défense de cette ville, et pour parer aux événements qui pourraient survenir sur la Vistule pendant la campagne de Pologne. Vers le 25 février, le maréchal Lefebvre se prépara, d'après les ordres de Napoléon, à faire, avec ce corps d'armée, le siége de Dantzick. Dès le mois de mars, il fit resserrer les approches de cette place. Il s'empara, le 16, du village de Stolzemberg, et se rendit maître, le 19, de l'île de Nehrung, dont la possession interrompait toute communication entre Dantzick et Kœnigsberg. La garnison de Dantzick fit, le 26, une forte sortie; mais le maréchal Lefebvre, qui avait bien pris toutes ses mesures, repoussa les assaillants;

et ce fut à la suite du combat livré à cette occasion qu'il fit ouvrir la tranchée devant la place, dans la nuit du 1er au 2 avril. Il pressa très-activement tous les travaux du siége. Il fit enlever de vive force, dans la nuit du 6 au 7 mai, l'île de Holm, d'où l'on délogea 1500 Russes et 200 Prussiens (1). Secondé par le maréchal Lannes, qui lui amena des renforts, le 12 mai, Lefebvre fit pousser plus vigoureusement encore les attaques et le bombardement de la ville et des forts. Il se préparait même à leur donner l'assaut, lorsque le général prussien Kalkreuth, gouverneur de Dantzick, entra, le 21 mai, en pourparlers pour cette capitulation, qui fut arrêtée et signée, le 24. La garnison sortit, le 26, avec les honneurs de la guerre; et les Français entrèrent dans la place, qui était abondamment pourvue d'artillerie, d'armes et de munitions (2). En récompense de la belle conduite qu'il avait tenue pendant ce siége, le maréchal Lefebvre fut créé duc de Dantzick, par lettres-patentes datées du 28 mai, et cette dignité fut déclarée transmissible à ses descendants. Après la reddition de Dantzick, le maréchal Lefebvre alla, avec le 10e corps, se placer en ligne dans la grande-armée. En 1808, il suivit Napoléon à l'armée d'Espagne, et y eut le commandement d'un corps d'armée composé de 3 divisions. Il gagna la bataille de Durago, le 31 octobre; s'empara de Bilbao, le 1er novembre; poursuivit l'armée de Blacke, et la battit complétement sur les hauteurs de Guenès, le 7. Il concourut au gain de la bataille d'Espinosa, le 10 du même mois. Il s'avança ensuite vers la Nouvelle-Castille, par Valladolid, et occupa Ségo-

---

(1) A cette affaire, un soldat du 12e régiment d'infanterie légère se distingua par un trait d'héroïsme semblable à celui du chevalier d'Assas. Ce soldat, nommé Fortunas, s'étant porté en avant, tomba au milieu d'un détachement russe. Quelques instants après, le détachement ennemi fut lui-même tourné par une compagnie du 12e léger. Les officiers russes se mirent alors à crier : « Ne tirez pas, nous sommes Français. » Menacé d'être tué s'il parlait, Fortunas s'écrie à son tour : « Tirez, tirez, mon capitaine; ce sont des Russes. »

(2) La prise de Dantzick eut lieu, après 51 jours de tranchée ouverte.

vie, le 3 décembre. Rappelé à la grande-armée d'Allemagne, en 1809, il y eut, dès l'ouverture de la campagne contre l'Autriche, le commandement en chef des troupes bavaroises. Ce commandement lui fut conféré par Napoléon, avec l'approbation du roi de Bavière. Il combattit, à la tête de ce corps, aux batailles de Thann, d'Abensberg et d'Eckmühl. Après l'évacuation de la Bavière par les Autrichiens, le maréchal Lefebvre accompagna le roi Maximilien à Munich, sa capitale, et s'avança de là vers le Tyrol pour se mettre à la poursuite du corps du général Jellachich, et assurer, de ce côté, les derrières de l'armée française. Il battit à Colling les troupes de Jellachich. Ayant rencontré à Vorgel le général Chasteler, à la tête des insurgés tyroliens, il le culbuta, et lui prit 700 hommes et 12 pièces de canon. Il enleva la forte position de Strull-Pass, et prit à l'ennemi 7 pièces de canon et 600 hommes. Devenu maître du Tyrol, il entra à Inspruck et ordonna le désarmement de tous les Tyroliens, en même temps qu'il leur annonça le pardon que Napoléon et Maximilien accordaient à ceux qui ne feraient aucune résistance. En 1811, il présida le collége électoral de Rhin-et-Moselle. En 1812, pendant la campagne de Russie et la désastreuse retraite de Moskow, il commanda en chef la vieille garde impériale. En 1813, lors de l'invasion des troupes alliées en France, le maréchal Lefebvre reçut de Napoléon, le commandement de l'aile gauche de l'armée française. Il combattit avec sa valeur et son dévouement accoutumés à Montmirail, à Arcis sur-Aube et à Champ-Aubert, où il eut un cheval tué sous lui. En 1814, après la déchéance de Napoléon, à laquelle il avait adhéré, et la restauration du trône des Bourbons, le duc de Dantzick fut créé par S. M. Louis XVIII, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 2 juin, et pair de France, le 4 du même mois. En 1815, pendant les *cent jours*, il fut nommé membre de la chambre des pairs créée par Buonaparte, et envoyé par cette chambre, comme commissaire auprès de l'armée. Après la seconde restauration, il fut compris dans la loi d'exclusion concernant les pairs créés par Buonapar-

te. En 1816, S. M. le confirma dans son grade de maréchal de France, et lui en remit le bâton. Il fut créé pair de France, le 5 mars 1819. Il mourut à Paris, le 14 septembre 1820. Le maréchal Lefebvre s'était acquis la réputation d'un des meilleurs généraux de l'armée française, et il l'avait justifiée par un courage réfléchi, un coup d'œil juste et une expérience consommée (1). (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

LENOIR (Auguste-Nicolas, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Paris, le 29 juillet 1776. Il entra au service, le 1er septembre 1793, comme volontaire au 2e bataillon de Paris (qui devint 9e bataillon), y fut fait fourrier, le 19 juillet 1794, et sergent, le 19 novembre suivant. Il passa à la 98e demi-brigade d'infanterie de ligne (depuis 92e régiment), le 18 mars 1799, et fut nommé sous-lieutenant, le 21 juillet de la même année. On le nomma lieutenant, le 6 novembre 1801; adjudant-major, le 7 février 1803, et il devint capitaine (adjudant-major), le 6 août 1804. Depuis son entrée au service jusqu'au 21 septembre 1805, il avait pris part à la mémorable campagne de 1794, et s'était trouvé aux siéges de Menin, d'Ypres et de Nieuport, et aux batailles de Turcoing et de Courtray. Il avait fait

---

(1) L'éloge du maréchal Lefebvre a été prononcé à la chambre des pairs, par le maréchal Suchet, duc d'Albuféra, dans la séance du 12 juin 1821. On y trouve cette citation qui fait le plus grand honneur au maréchal Lefebvre. En 1794, un représentant du peuple, des plus exaltés, lui dit un jour d'un ton fort animé : « Général, je sais que dans les corps que » vous commandez, vous maintenez en place des individus de la caste » nobiliaire; la loi les frappe de réprobation : faites-les-moi connaître; je » dois remplir à leur égard les intentions du gouvernement. » Lefebvre répondit : « Je ne connais sous mes ordres que des guerriers dignes de » la patrie, qu'ils ont défendue vaillamment jusqu'à ce jour. Je me » rends garant d'eux tous, sans en excepter un seul. »

On remarque dans le discours du maréchal Suchet le jugement qu'il porte du duc de Dantzick : « Il sut profiter des leçons de Turenne et » du maréchal de Saxe. Comme le premier, il fut sage et modeste; » comme le second, il fut actif, audacieux et prudent. »

les campagnes de 1795 en Hollande; de 1796 et 1797 à l'armée de Sambre-et-Meuse; de 1798 contre les insurgés du Brabant; de 1799 contre les Anglais et les Russes dans la Nord-Hollande; et de 1800 à l'armée gallo-batave. Il avait servi avec son corps, pendant les années 1803, 1804 et partie de 1805, aux camps de West-Cappel (île de Walcheren) et d'Utrecht, et sur la flotte du Texel. Il passa capitaine adjudant-major aux grenadiers à pied de la garde impériale, le 21 septembre 1805, et se trouva aux batailles d'Ulm et d'Austerlitz. Il fit les campagnes de Prusse et de Pologne, en 1806 et 1807, et celle d'Espagne, en 1808. Nommé chef de bataillon au 4e régiment des tirailleurs de la jeune garde, le 29 avril 1809, il servit avec ce corps à la grande-armée d'Allemagne, et fit la campagne contre l'Autriche. Il passa de nouveau en Espagne avec son régiment, et y servit en 1810 et 1811. Promu au grade de colonel-major du premier régiment de tirailleurs de la jeune garde, le 8 février 1812, il marcha à la tête de ce corps dans l'expédition contre la Russie. Lors de la désastreuse retraite de Moscou, il eut la jambe droite emportée par un boulet de canon, au combat de Krasnoï, le 17 novembre, et subit, par suite de cette blessure, une captivité de 18 mois. Rentré en France, en 1814, après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, le 21 décembre de la même année. On lui donna, le 20 janvier 1815, le commandement d'armes de la place de Dunkerque, qu'il conserva fidèle au roi jusqu'au 24 mars suivant. Obligé à cette dernière époque d'obéir aux ordres du ministère de Buonaparte, le maréchal-de-camp Lenoir parvint à maintenir l'ordre et la tranquillité à Dunkerque, et à y empêcher tout mouvement réactionnaire. Il fit rentrer cette place sous l'obéissance du roi, aussitôt après la seconde chute de Buonaparte, et même avant le retour de S. M. Louis XVIII dans sa capitale. Il fut maintenu dans son commandement, le conserva jusqu'au 1er janvier 1816, et ne le quitta que pour être admis à la retraite, par suite des dispositions de l'ordonnance du 1er août précédent, relative aux officiers mutilés au service.

Le général Lenoir avait été, sous le gouvernement de Napoléon, créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mai 1808, officier de la même Légion, le 6 mai 1812, et titré baron d'empire. S. M. Louis XVIII l'a nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 juillet 1814, et lui a accordé la décoration de commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 31 janvier 1815. Sur la recommandation de S. A. R. Mgr. le duc de Berry, le marquis de Latour-Maubourg appela le général Lenoir près de lui, lors de son avénement au ministère de la guerre, et lui confia la direction de l'important bureau de l'infanterie. Le général Lenoir a été créé vicomte, par ordonnance royale du 1er mai 1821. Il est maintenant classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE **LENONCOURT** (Henri, *marquis*), *maréchal-général des camps et armées du roi*, se trouve qualifié, dans différents auteurs, lieutenant du roi en Champagne, depuis 1554 jusqu'en 1583. Il était lieutenant de la compagnie de 30 lances de M. de Piennes, dès 1563, et il passa, en 1567, lieutenant de celle du chevalier d'Angoulême, fils naturel d'Henri II. Il devint gentilhomme de la chambre de François de France, duc d'Alençon, en 1570, et fut nommé chambellan du même prince, en 1573. On le créa successivement chevalier de l'ordre de Saint-Michel, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, et conseiller-d'état. Il fut fait maréchal-de-camp-général, conjointement avec Jean de Léaumont, sieur de Puigaillard, par provisions du 2 octobre 1577, et nommé chevalier des ordres du roi, le 31 décembre 1580. Aucun historien ne rapporte un seul fait militaire qui le concerne. Il mourut, le 31 décembre 1584, âgé de 47 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 21.)

DE **LÉOCOURT**, *voyez* BECHET.

DE **LÉON**, *voyez* DE ROHAN.

LEPIC (Louis, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Montpellier le 20 septembre 1765. Destiné dès sa plus tendre enfance au métier des armes, il entra au service le 17 mai 1781 (à l'âge de 15 ans et demi), comme simple dragon dans le régiment de Lescure, qui devint successivement dragons de Montmorency et 2e régiment de chasseurs à cheval. Après avoir obtenu dans ce corps tous les grades inférieurs qu'il dut à sa bonne conduite, il passa brigadier dans la garde constitutionnelle du roi Louis XVI, en 1792, et y servit jusqu'au licenciement. Il entra dans la division des volontaires nationaux à cheval, en qualité d'adjudant-major, le 14 septembre 1792, et fut nommé lieutenant-colonel de ce corps, le 8 octobre suivant. Il passa, le 7 mars 1793, lieutenant-colonel du 21e régiment de chasseurs à cheval, qui prit depuis le no 15e de la même arme. Envoyé avec son régiment à l'armée de l'Ouest, il arriva à Nantes, au mois de juillet, et se trouva, sous les ordres du général Beysser, à la prise de Montaigu, le 16 septembre suivant. Il combattit aussi lors de la reprise de cette ville par les généraux vendéens Bonchamps et Charette, le 21 du même mois, et y reçut un coup de feu à la cuisse. Après sa guérison, il fut chargé par le général en chef Canclaux, de choisir 100 chevaux dans son régiment, pour aller porter à Fontenay, des dépêches importantes au général Grouchy, chef de l'état-major général. Parti de Nantes à la tête de ce détachement, Lepic traversa une partie de la Vendée et de l'armée royaliste, et arriva à Fontenay avec sa dépêche: cette action est peut-être une des plus audacieuses qui aient eu lieu pendant cette malheureuse guerre civile. Le colonel Lepic fut employé pendant 3 ans dans la Vendée, et se trouva à de nombreux combats ou batailles. Dans les derniers temps, il faisait partie de la colonne du général Travot, qui poursuivit le général Charette, et s'en saisit, le 23 mai 1796. Pendant ces campagnes, Lepic fut blessé deux fois; mais il fut du moins assez heureux pour laisser des souvenirs honorables dans ces contrées, où plusieurs fois il parvint à sauver des femmes, des enfants, des vieillards sur le point d'être massacrés, et qui, pleins de confian-

ce dans sa généreuse humanité, venaient se placer sous sa protection (1). En 1798, la Vendée ayant été pacifiée, Lepic fut envoyé à l'armée d'Italie, avec le 15e régiment de chasseurs à cheval, dont il prit le commandement, en qualité de plus ancien chef d'escadron, et en remplacement du colonel, à qui son grand âge et ses infirmités ne permettaient pas de suivre l'armée. Il fit avec distinction toutes les campagnes de cette époque à l'armée d'Italie, et se signala particulièrement à la bataille de Véronne, le 26 mars 1799. Blessé de plusieurs coups de sabre dès le commencement de l'action, Lepic n'en resta pas moins à la tête de son régiment, qui, après plusieurs charges brillantes exécutées sur les troupes ennemies, reçut l'ordre d'enlever une batterie. Aussitôt Lepic se précipite à la tête de ses braves, et culbute la cavalerie, qui s'opposait à son passage, en nombre très-supérieur au sien. Dans cette charge, il est couvert de mitraille, et a son cheval tué sous lui, près de la batterie. Sur ces entrefaites, la cavalerie ennemie, renforcée de plusieurs escadrons, fond à son tour sur le 15e régiment de chasseurs, et le force à la retraite. En se ralliant sous la protection de l'infanterie française, ce régiment s'aperçut qu'il n'avait plus son colonel; quelques chasseurs, qui l'avaient vu tomber avec son cheval, proposent d'aller le chercher; et à l'instant, tout le régiment s'écrie : « Mort ou vif, il faut ramener notre colonel. » En effet, le 15e de chasseurs fond sur l'ennemi, et le pousse jusqu'au champ de bataille, où l'on trouve Lepic étendu

---

(1) Nous citerons le trait suivant comme preuve de la sensibilité qui caractérise le général Lepic. Un jour il trouve une jeune fille d'environ 3 ans et demi, abandonnée et étendue au pied d'un arbre, près d'une femme massacrée, qui paraissait être sa nourrice ou une domestique. Lepic recueille cette enfant, la fait transporter à Birronq, et lui prodigue lui-même toute sorte de soins jusqu'au moment de son départ pour l'armée d'Italie, époque à laquelle il la confia à une dame qui l'éleva. Cette jeune personne, après avoir été pendant 25 ans privée de la connaissance de ses parents, a été enfin reconnue : elle appartient à une famille distinguée, et jouit aujourd'hui d'une grande fortune.

et baigné dans son sang. Relevé et placé sur un cheval, on le ramène au travers de la cavalerie ennemie. En récompense de la belle conduite que Lepic avait tenue à cette affaire, il fut nommé chef de brigade sur le champ de bataille (1). Le général Buonaparte étant revenu d'Égypte, et ayant, quelque temps après, organisé, comme premier consul, une armée de réserve, pour marcher en Italie, fit comprendre dans cette armée le 15e régiment de chasseurs, dont la valeur lui était connue. Le colonel Lepic se trouva à la bataille de Marengo; mais il ne put y agir avec son activité accoutumée, ses blessures n'étant point encore guéries. Il resta cependant à la tête d'une partie de son régiment, tandis que l'autre portion, placée sous les ordres de Murat, se portait sur Crémone et Mantoue. Après la bataille de Marengo, Lepic fut promu au grade de major dans les grenadiers à cheval de la garde consulaire, qui devint plus tard garde impériale. Il fit avec ce corps toutes les campagnes de la grande-armée. Nommé colonel-major du 1er régiment des grenadiers à cheval de la garde impériale, le 2 décembre 1805, il le commanda le même jour à la bataille d'Austerlitz, et prit part à la brillante charge que toute la cavalerie de la garde, commandée par le maréchal Bessière, fit sur la garde impériale russe au plateau de Blasowitz. Il se trouva à la bataille d'Eylau, le 8 février 1807, et s'y couvrit de gloire par un des faits d'armes qui ont le plus illustré la bravoure française. Ayant reçu l'ordre de charger avec les grenadiers à cheval de la garde sur plusieurs masses d'infanterie russe qui s'avançaient vers le cimetière d'Eylau, et en même temps de faire taire une batterie ennemie qui causait de grands ravages, Lepic passe un défilé à la tête du 1er régi-

---

(1) Le général Moreau, qui, sans avoir aucun commandement, se trouvait à cette affaire, fut le premier à proclamer Lepic colonel du 15e régiment de chasseurs; et il fit en même temps la remarque, que c'était pour la seconde fois qu'il voyait un régiment aller chercher son colonel au milieu des rangs ennemis.

ment de cavalerie de la garde, et va se placer dans la plaine, sous le canon de l'ennemi. Le 2e régiment suit son mouvement, et se forme aussi, afin de soutenir celui qui le précède. Lepic tombe alors sur les masses ennemies, les culbute et en fait un carnage affreux. Il se dirige en même temps sur la batterie russe, et sabre les canonniers, qui tous se font tuer sur leurs pièces. Pendant ce temps, le canon tirant de toutes parts, et la neige tombant à gros flocons, il devint impossible de reconnaître le point d'où l'on était parti. Lepic fait cependant faire quelques mouvements à son régiment; mais, lorsqu'au bout d'une demi-heure la neige eut cessé de tomber, il s'aperçut qu'il était cerné au milieu de l'armée russe, qui lui envoya aussitôt des parlementaires pour le sommer de se rendre. Lepic, sans se laisser intimider, montre sa troupe à un colonel russe, et lui dit : « Regarde ces figures, et dis-moi si elles ont l'air de vouloir se rendre. » A ces mots, il tourne bride vers le colonel russe, qui se hâte de fuir. Cependant Lepic, ne se dissimulant pas le danger de sa situation, adresse à ses grenadiers cette courte et énergique harangue : « Mes amis, il faut vaincre ou mourir; nous avons trois lignes d'infanterie à culbuter; beaucoup d'entre nous y resteront, sans doute; mais, dût-il n'en retourner que 20 ou 30 pour porter la nouvelle, l'honneur du corps et de notre étendard sera sauvé. » A peine Lepic eut-il parlé ainsi, que ses intrépides grenadiers répondent unanimement : « Chargeons et nous passerons. » Lepic forme alors son régiment en pelotons, par colonne serrée, ordonne la charge, se précipite sur la 1re ligne ennemie, et s'ouvre un passage à travers le feu le plus terrible : 5 grenadiers et 1 officier furent tués. La 2e ligne russe, déconcertée par cette intrépidité, s'ouvre, fait peu de résistance, et ne blesse que quelques chevaux : la 3e ligne offre encore moins d'obstacles que la 2e. Le corps russe que Lepic et ses braves venaient de traverser se battait alors avec un corps de l'armée française, et les tirailleurs de ce dernier corps, voyant déboucher du centre des colonnes ennemies une cavalerie qui venait sur eux au galop, la crurent composée de Russes, et l'accueillirent à coups

de fusil, tout en se repliant sur le corps d'armée. L'artillerie française, également trompée, tira aussi sur le régiment et lui tua 2 grenadiers et quelques chevaux : cette fatale méprise ne cessa que quand Lepic eut pu se faire reconnaître, en envoyant un de ses officiers dont l'arrivée fit cesser le feu. Napoléon, qui depuis trois heures n'avait point de nouvelles du 1er régiment de grenadiers de sa garde, auquel il portait à juste titre beaucoup d'affection, s'empressa de témoigner toute sa satisfaction au colonel Lepic, et de récompenser sa brillante valeur, en le nommant général de brigade sur le champ de bataille, et en lui accordant une dotation de 30,000 fr. Lepic avait reçu dans cette journée deux coups de baïonnette, et avait été atteint d'un coup de crosse sur les genoux : ces nouvelles blessures le mirent pendant quelque temps hors d'état de monter à cheval sans aide (1). Le général Lepic, en devenant officier-général, conserva néanmoins le commandement du 1er régiment de grenadiers à cheval de la garde. Il fit avec ce corps la campagne de 1809, à la grande-armée; se distingua en différentes occasions et notamment à la bataille de Wagram, où sa conduite lui valut une nouvelle dotation qui lui fut accordée par Napoléon. Il fut envoyé deux fois en Espagne, commanda à Madrid la portion de la garde qui s'y trouvait sous les ordres de Murat, et ensuite de Joseph Buonaparte, auprès desquels il fit successivement le service de capitaine-général. Napoléon étant venu commander en personne ses armées d'Espagne, y amena toute sa garde, et le

---

(1) C'est par erreur, ou par suite d'indications inexactes, que les auteurs des *Victoires et Conquêtes* ont, dans leur tome XVII, pag. 66 et 68, attribué au maréchal Bessières la brillante charge de cavalerie dont nous venons de rendre compte. Ce fut bien le colonel Lepic qui dirigea cette charge. Quant au maréchal Bessières, il se trouvait pendant ce temps dans le cimetière d'Eylau, près de la personne de l'empereur Napoléon. Ayant nous-même commis une semblable erreur à l'article du maréchal Bessières, nous la redresserons dans l'*errata* qui sera placé à la fin du présent volume.

et se rendit dans son château de Clisson, près de Bressuire, au milieu d'une population qui l'aimait et le respectait. Le recrutement de 300,000 hommes, décrété par l'assemblée nationale, occasiona dans la Vendée une révolte, à la suite de laquelle les autorités républicaines firent arrêter M de Lescure, et l'envoyèrent avec toute sa famille dans les prisons de Bressuire, où il n'échappa que par une sorte de miracle aux violences des soldats qui étaient accourus à la hâte pour combattre les insurgés. Le corps d'armée des patriotes, chargé de défendre Bressuire, ayant évacué cette ville, le 2 mai 1793, à l'approche des royalistes, Lescure fut délivré par ces derniers, et retourna à Clisson. Il se décida alors à prendre part à l'insurrection, et fut compté de ce moment parmi les principaux chefs de l'armée vendéenne. Le général républicain Quétineau s'étant établi à Thouars, le 4 mai, les Vendéens marchent aussitôt contre cette ville, et l'attaquent, le 5. Lescure commande une colonne à cette affaire; et, dans le fort de la mêlée, voyant les républicains s'ébranler, il se saisit d'un fusil, crie à ses soldats de le suivre, et arrive, au milieu des balles et de la mitraille, jusqu'au pont de Vrine, que les patriotes avait barricadé : ce trait hardi ne put d'abord trouver d'imitateurs parmi les Vendéens. Lescure, persistant à rester sur le pont, eut bientôt ses habits percés de balles Secondé par MM. de la Roche-Jacquelein et Foret, et par un seul paysan, il traverse le pont, et saute par dessus la barricade. Les Vendéens accourent alors en foule, et le passage est forcé. Les républicains fuient vers la ville de Thouars, qui fut aussitôt assiégée, et qui capitula au moment où Lescure et la Roche-Jacquelein y entraient d'assaut. A la prise de Fontenay, le 25 mai, Lescure commanda l'aile gauche de l'armée royaliste. Voyant ses soldats hésiter à s'avancer, il se porte à trente pas en avant de la colonne, s'arrête, et crie : *Vive le roi*. Une batterie républicaine, de six canons, fait sur lui un feu à mitraille. Ses habits sont percés, un de ses éperons emporté, et sa botte droite déchirée ; mais il ne fut pas blessé : « Vous le voyez, mes amis, » dit-il aussitôt, les bleus ne savent pas tirer. » Les Ven-

déens se décident, prennent leur course vers la ville, attaquent et culbutent l'aile gauche de l'armée républicaine, qui se met en déroute et fuit, abandonnant son artillerie et sa caisse militaire. Lescure entre le premier dans Fontenay, s'avance témérairement dans les rues, au milieu des fuyards, et offre de leur faire quartier, à condition de mettre bas les armes. L'un d'eux, après avoir jeté son fusil, le ramasse, et fait feu sur Lescure : la balle perce le bras et les chairs auprès de la poitrine. Lescure fait ouvrir les prisons et délivre un grand nombre de prisonniers de guerre qui devaient être fusillés dès le lendemain. Le 10 juin, l'armée royaliste attaque la ville de Saumur. Lescure commanda celle des trois attaques qui offrait le plus de difficultés. Il marche avec l'aile gauche sur le pont Fouchard, tourne les redoutes des républicains, et force le passage. Dans ce moment, une balle lui perce le bras; et ses soldats, le voyant couvert de sang, commencent à lâcher pied. Lescure fait serrer son bras avec des mouchoirs, et veut ranimer les Vendéens; mais il ne peut y réussir. Une charge de cuirassiers républicains allait achever la déroute, lorsque deux caissons, ayant versé sur le pont, obstruèrent le passage et arrêtèrent la cavalerie des patriotes. Lescure profite de cet événement pour rallier ses troupes et les ramener au combat. Il parvient alors à faire reculer les patriotes, qui bientôt fuient en désordre, au cri de *sauve qui peut*. Les deux attaques ayant également réussi, Saumur tomba au pouvoir des royalistes. Ce fut sur la proposition de Lescure que Cathelineau fut nommé généralissime des armées vendéennes. Après l'infructueuse attaque de Nantes par les Vendéens, l'armée royaliste fut dissoute, et Lescure se rendit dans le Bocage, pour veiller de plus près à la défense de ce poste, menacé par les préparatifs du général Biron, qui grossissait journellement l'armée qu'il commandait à Niort. Les patriotes ayant incendié ses châteaux d'Amaillou et de Clisson, Lescure se renferma à Bussière, fit sonner le tocsin, rassembla, non sans peine, 3 à 4000 paysans mal armés et 4 pièces de canon. Il fut joint par Laroche-Jacquelein, qui

lui amena de Saumur un pareil nombre de combattants; mais tous deux furent bientôt forcés d'évacuer Bussière, pour défendre Châtillon, sur lequel Westermann marchait avec 3000 républicains. Lescure sort de Châtillon, le 16 juillet, et marche à la rencontre des patriotes. Les deux armées se trouvent en présence sur la hauteur dite du Moulin-aux-Chèvres. Westermann commence l'attaque, et malgré la résistance des deux chefs vendéens, mal secondés par leurs soldats, il enlève le poste et entre en vainqueur dans Châtillon. Lescure, retiré à Chollet, rassemble, de concert avec Laroche-Jacquelein, toutes les forces disponibles. Il fait surprendre les avant-postes de Westermann, met l'armée républicaine en déroute, et reprend Châtillon. Il parvint à y arrêter le massacre que les Vendéens faisaient de leurs prisonniers, et menaça même de prendre personnellement la défense de ces derniers, si l'on ne cessait cet horrible carnage. Le 15 juin, les royalistes partirent de Vihiers pour s'opposer à la marche du général Labarolière, qui venait camper à Martigné-Briaud. Les colonnes vendéennes s'égarèrent d'abord, et arrivèrent harassées de fatigue. Cependant Lescure et les autres chefs royalistes ordonnent l'attaque : elle réussit d'abord ; mais, une méprise ayant jeté le désordre parmi les Vendéens, ceux-ci prennent la fuite et se replient sur Coron. Dans la nuit du 4 août, Lescure et la Roche-Jacquelein furent surpris par les républicains dans la ville de Doué, qu'ils évacuèrent, après avoir perdu quelques centaines d'hommes tués ou faits prisonniers. Lescure fit une excursion dans la ville de Parthenay, se saisit de tous les bestiaux qui s'y trouvaient mis en vente, et les envoya à Châtillon. Au combat de Luçon, Lescure et Charette commandèrent l'aile gauche de l'armée royaliste, et commencèrent l'attaque. Déjà ils avaient fait plier les patriotes et pris 5 canons, lorsqu'un faux mouvement de la division du centre jeta parmi les Vendéens un désordre dont les généraux républicains profitèrent pour faire manœuvrer leur artillerie légère et exécuter des charges par leur cavalerie : les Vendéens furent mis en déroute. A la suite de cette affaire, les républicains

ayant occupé Chantonnay, Lescure concerta avec M. de Bonchamps une attaque sur cette ville, qui fut reprise. Lescure quitta, le 12 septembre, son camp de Saint-Sauveur, et marcha, avec 2000 Vendéens, pour s'opposer aux républicains qui se réunissaient à Thouars, et qui déjà y formaient un camp d'environ 20,000 gardes nationaux. N'ayant pu vaincre la répugnance de ses soldats pour une attaque de nuit, il ne s'avança contre la ville que le 14 au matin, et eut d'abord quelque succès; mais un secours amené aux patriotes par le général Rey changea la face du combat, et Lescure fut obligé de faire une retraite qu'il exécuta dans le meilleur ordre possible (1). L'armée républicaine s'avançant rapidement dans la Basse-Vendée, les chefs royalistes réunirent toutes leurs forces, consistant en 40,000 hommes, et se rendirent à Chollet. Une partie de cette armée vint se ranger en bataille, le 19 septembre, entre Tiffanges et Chollet, faisant face à Torfou. Dès le premier feu des patriotes, les Vendéens prennent la fuite. Lescure, mettant alors pied à terre, s'écrie : « Y »a-t-il 400 hommes assez braves pour venir mourir avec »moi? » A cet appel, les gens de la paroisse des Échaubroignes, au nombre de 1700, commandés par Bourasseau, répondirent à grands cris : « Oui, monsieur le marquis, »nous vous suivrons où vous voudrez. » Avec ces braves Vendéens, que leur courage avait fait surnommer les *grenadiers de la Vendée*, Lescure parvient à arrêter, pendant deux heures, les efforts des républicains, et fait même plier un de leurs bataillons. M. de Bonchamps, arrivant sur ces entrefaites avec sa division, les Vendéens reprennent l'offensive, et obligent les patriotes à faire une retraite, qui, sans une savante mesure du général Kléber, eût été

(1) A ce combat de Thouars, fut tuée une jeune fille du village de Courlay, nommée Jeanne Robin, qui, sous les habits d'homme, s'était constamment battue depuis le commencement de la guerre de la Vendée; elle trouva la mort, en se précipitant, avec la plus grande intrépidité, au plus fort de la mêlée.

très-désastreuse pour les troupes mayençaises qu'il commandait. Lescure combattit avec sa valeur ordinaire aux affaires de Montaigu, de Clisson et de Saint-Fulgens, les 21 et 23 septembre. Dans cette dernière journée, il se lança tellement à la poursuite des ennemis, qu'à dix heures du soir, lui et MM. de Beauvillier et de Monthion se trouvèrent seuls, tout-à-fait en avant de leur armée : 4 soldats républicains, cachés derrière une haie, firent feu avec leurs fusils chargés de plomb de chasse, et M. de Lescure eut ses habits criblés. Lescure campait avec ses troupes sur les hauteurs du moulin du Bois-aux-Chèvres, lorsqu'il fut attaqué, le 8 octobre, par les généraux Chabot et Westermann. Il repousse les républicains et les poursuit; mais un renfort étant arrivé à Westermann, l'aile gauche des Vendéens est mise en déroute. La ville de Châtillon tomba au pouvoir des républicains, à la suite de cette affaire. Deux jours après, elle fut reprise par les royalistes ; et Lescure se distingua de nouveau dans le combat qui eut lieu à cette occasion. L'armée vendéenne marchant pour attaquer les républicains à Chollet, Lescure, qui, avec sa division, suivait le chemin de Mortagne, rencontra les patriotes dans les avenues du château de la Tremblaye, le 15 octobre. S'étant porté en avant pour reconnaître le chemin, il monte sur un tertre; et, découvrant un poste de patriotes, il crie à ses soldats : « Mes amis, en avant. » Au même instant, il est frappé par une balle qui l'atteint près du sourcil gauche et sort derrière l'oreille. Les Vendéens, le voyant tomber, se sentirent découragés; cependant un certain nombre d'entre eux s'élance en avant pour empêcher que le corps de leur général tombe au pouvoir des républicains. Laissé pour mort sur le champ de bataille, Lescure fut relevé par un fidèle domestique, qui, ayant reconnu que son maître respirait encore, lui fit donner des secours. Malgré ses souffrances, le marquis de Lescure fut porté à la suite de l'armée vendéenne, qui, pressée de toutes parts, se voyait contrainte de passer la Loire. Il aida encore de ses conseils ses braves compagnons d'armes, auxquels il ne cessait de donner l'exemple de la constance

et de la résignation. Après une agonie lente et des plus douloureuses, il mourut, pendant une des marches de l'armée, le 3 novembre 1793, entre Ernée et Fougères. Il parut à ses derniers moments ce qu'il avait toujours été, bon chrétien et sujet fidèle et dévoué à son souverain. Le marquis de Lescure était d'une douceur parfaite et d'un sang-froid que les plus grands périls ne pouvaient altérer. Il portait l'humanité au plus haut degré; et on le vit toujours s'opposer à ce que les prisonniers de guerre fussent massacrés ou même maltraités. Il était fort instruit, et avait étudié avec soin les livres de tactique militaire. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*, *Mémoires de la marquise de la Roche-Jacquelein*, *Paris*, 1817, 4ᵉ *édition*.)

DE LESDIGUIÈRES, *voyez* DE BONNE.

DE LETTES *dit* DESPRÉS (Antoine), *marquis de Montpezat*, *maréchal de France*, fut créé chevalier de l'ordre du Roi et l'un des écuyers tranchants de François Iᵉʳ, en 1516. Il obtint une place de gentilhomme de la chambre, en 1520. Il accompagna le roi en Italie, et fut fait prisonnier, en même temps que ce monarque, à la bataille de Pavie, en 1525. Ayant eu dans cette circonstance le bonheur d'être présenté à propos et de se rendre utile à François Iᵉʳ, ce prince paya la rançon de Montpezat, l'envoya d'abord à la régente, et le dépêcha ensuite, à plusieurs reprises, auprès de l'empereur Charles-Quint. Il fut fait capitaine de 50 hommes d'armes, en 1526; obtint du roi la châtellenie d'Égouville, en Beauce, le 27 juin de la même année, et fut créé maître particulier des eaux et forêts du Poitou, après la mort de son beau-père, par lettres du 8 janvier 1527. Le marquis de Montpezat se trouve qualifié sénéchal de Périgord, dans une quittance datée du même jour. Il servit, en 1528, au siége de Naples. Sur la fin du mois de juin 1531, il porta à François Iᵉʳ, qui se trouvait alors à Bordeaux, la nouvelle de l'échange des deux fils de ce prince. Il fut pourvu de la capitainerie de Montluçon, cette même année. En 1532, le roi le nomma son ambassadeur à la cour de Londres. Il fut fait sénéchal du Poitou,

à la mort d'André de Vivonne de la Chataigneraye, par provisions du 12 août de la même année, et prêta serment pour cette charge, au parlement de Paris, le 3 octobre suivant. Le marquis de Saluces, gouverneur et lieutenant-général pour le roi, en Piémont, s'étant, par une honteuse perfidie, servi de l'autorité que François Ier lui avait donnée, ouvrit aux ennemis les passages de la France; et, loin de fortifier les villes que le roi voulait conserver, il avait fait disparaître la meilleure partie des subsistances de la ville de Fossano, et excité, sous main, la désertion de presque tous les pionniers qui avaient commencé les réparations de la place. A l'approche des Espagnols, le marquis de Saluces passa dans leur camp, et leur remit l'état des hommes et des vivres qui se trouvaient dans chaque place. Le marquis de Montpezat se chargea alors de défendre Fossano, ce qui devait arrêter l'armée de Charles V, et donner au roi le temps de se reconnaître. L'armée espagnole, commandée par Antoine de Lève, parut, le 7 juin 1536, devant la ville de Fossano, qui n'avait que pour 20 jours de vivres, et dont toutes les fortifications se réduisaient à quelques levées de terre faites à la hâte. La courageuse résolution et le génie du marquis de Montpezat suppléèrent à la faiblesse de la place. Avant que le général espagnol eût achevé de loger ses troupes, Montpezat fit une sortie, dans laquelle il tua beaucoup d'ennemis. Cependant, au bout de trois jours de siége, les batteries espagnoles ayant déjà ruiné les défenses des assiégés, ceux-ci n'eurent plus de ressource que dans un courage qui ne leur manqua pas. Ils firent une seconde sortie, à la faveur d'un chemin creux, chargèrent le quartier des lansquenets, et passèrent la garde au fil de l'épée. L'alarme étant parvenue jusqu'à Antoine de Lève, ce général détacha un gros d'Espagnols pour couper la retraite de la cavalerie française; mais cette première troupe fut obligée de revenir sur ses pas, pour secourir la tranchée que l'infanterie française avait forcée. La cavalerie des assiégés se mit alors à la poursuite des Espagnols, qui, se trouvant exposés, en même temps, au feu que l'on faisait de la tranchée, ne

purent tenir contre cette double attaque. Tout fut bientôt en désordre dans le camp ennemi; et Antoine de Lève, resté seul, et obligé, à cause d'une attaque de goutte, de se faire porter sur une chaise, fut jeté dans un blé, où il se tint caché jusqu'à la rentrée des Français dans la place. Piqué de l'espèce d'affront qu'il venait de recevoir, Lève ne se consolait que par l'espérance de voir les Français, contents d'avoir donné des preuves de leur courage, abandonner enfin la défense d'une place si mauvaise et si mal approvisionnée. Cette idée conduisit le général espagnol à laisser libre la porte de Fossano du côté de Coni. Il présumait que les Français en profiteraient pour se retirer pendant la nuit; mais Montpezat ne fit usage de cette liberté que pour fournir d'eau toute la ville, dont les puits étaient desséchés. Antoine de Lève, voyant son attente trompée, dresse une nouvelle batterie et fait faire à la place une large brèche, par laquelle 30 hommes pouvaient passer de front. Montpezat, qui s'attend à une affaire, se porte dans un retranchement sur le rempart, ayant ses gendarmes en tête et son infanterie derrière. Antoine de Lève, qui veut effectivement donner l'assaut, commande pour cela les troupes italiennes : elles refusent de marcher, et les lansquenets n'obéissent pas mieux. Le 16ᵉ jour du siége, et douze jours s'étant écoulés depuis que la brèche avait été faite, Montpezat visita ses magasins, et reconnut qu'il n'avait plus que pour cinq jours de vivres, et qu'à peine il lui restait la poudre nécessaire pour soutenir un assaut. Dans le même temps, il reçut du roi un avis, portant que l'on ne pouvait secourir Fossano avant quinze jours, et que, si ce délai était trop long, il pouvait capituler. De concert avec ses capitaines, Montpezat avait résolu de se rendre; seulement il lui répugnait d'en faire la proposition; mais Antoine de Lève le prévint, et lui offrit des conditions honorables. Montpezat obtint, entr'autres points, qu'il demeurerait encore pendant quinze jours dans la ville, et que, si dans cet intervalle elle était secourue, la capitulation serait nulle. Il stipula aussi que les assiégeants lui fourniraient des vivres qu'il paierait, et qu'on laisserait arriver dans la ville l'argent que

le roi lui enverrait. Huit jours après cette convention, l'empereur arriva avec son armée au camp devant Fossano, et fit presser Montpezat d'évacuer la place avant le jour marqué. Montpezat tint bon jusqu'à l'expiration du terme, et sortit alors de Fossano avec ses enseignes déployées. Il eut, la même année, un commandement à la défense de Marseille, sous Antoine de la Rochefoucauld - Barbesieux : Charles-Quint fut obligé de lever le siége de cette place, le 11 septembre. En 1538, Montpezat accompagna le roi, lorsque ce prince reçut l'empererereur à Aigues-Mortes. Il fut nommé lieutenant-général en Languedoc, en l'absence du connétable de Montmorency, qui en était gouverneur, par pouvoir du 12 août 1541. Il fut confirmé dans cette lieutenance générale, par lettres de François Ier, données à Montréal, le 30 avril 1542. Il servit, en cette dernière année, sous le dauphin et le maréchal d'Annebaut au siége de Perpignan, que l'on croyait pouvoir surprendre, et que l'on investit, vers le 15 août; mais l'empereur en ayant renforcé la garnison, on leva le siége, à la fin de septembre. Il fut créé maréchal de France, à la place de d'Aubigny, par état donné à Saint-Germain-en-Laye, le 13 mars 1544. Il mourut au mois de novembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 242 ; *Histoire de France du Père Daniel, Brantôme, Histoire du Languedoc, Dictionnaire des maréchaussées, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV.*)

DE LEVIS (Gaston-Charles-Pierre), *marquis*, puis *duc de Mirepoix, maréchal de France*, naquit à Belleville, prévôté de Dieuloir, le 2 décembre 1699. Il entra aux mousquetaires, le 22 juin 1718, sous le nom de marquis de Mirepoix. Il fut fait colonel du régiment d'infanterie de Saintonge, sur la démission du marquis de Lormion, par commission du 6 mars 1719. Son régiment étant resté en garnison à la citadelle de Besançon, il eut permission de servir, en 1733, comme volontaire, au siége de Kehl, qui capitula, le 28 octobre. Il obtint le régiment de la marine, sur la démission du comte de Middelbourg, par commission du 10

mars 1734; servit à l'armée du Rhin, et se trouva à l'attaque des lignes d'Etlingen, le 4 mai. Il ouvrit la première tranchée au siége de Philisbourg. Il montait la cinquième tranchée, lorsque la place se rendit, le 18 juillet. Il y demeura pour otage jusqu'à l'évacuation de la garnison. Créé brigadier, le 1er août, on l'employa à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril 1735. Il passa avec sa brigade au pays de Trèves, et commanda ensuite 4 autres brigades sur la Kill. Après la signature des préliminaires de paix, il fut choisi pour aller à Vienne, en qualité d'ambassadeur près de l'empereur. Nommé maréchal-de-camp, le 1er mars 1738, il eut un pouvoir donné à Fontainebleau, le 25 octobre, en vertu duquel il signa, le 8 novembre, le traité de paix avec l'empereur, en qualité de ministre plénipotentiaire du roi. Il fut fait chevalier des Ordres de Sa Majesté, le 2 février 1739; revint de son ambassade, en 1740, et fut reçu chevalier, le 2 février 1741. Employé à l'armée de Bavière et de Bohême, par lettres du 20 juillet, il marcha avec la colonne qui partit du fort Louis, le 19 août. Détaché à Saint-Polten, avec une brigade de cavalerie, il passa le Danube, et ouvrit la marche de l'armée en Bohême avec la réserve. Il était à la tête des troupes qui escaladèrent Prague, le 26 novembre, à l'attaque du comte de Saxe. Il forma, en 1742, le blocus d'Égra, et fit les préparatifs du siége. Après la prise de cette place, qui capitula, le 2 avril, il y commanda, ainsi que dans tout le district, jusqu'au 20 mai. A cette dernière époque, le maréchal de Broglie, l'ayant appelé auprès de lui, et lui ayant donné le commandement de la réserve, il marcha contre le prince de Lobkowits, qui assiégeait le château de Frawemberg, et chassa les troupes irrégulières, qui prétendaient retarder la marche de cette réserve, afin de favoriser la retraite du prince Lobkowits. Ce dernier, ayant su que cette même réserve n'était point soutenue par le reste de l'armée, qui se trouvait engagée dans des chemins difficiles, revint sur ses pas et tomba sur les troupes du marquis de Mirepoix, qui déjà avaient dépassé le village de Sahai. Mirepoix eut alors à soutenir le choc de

toute l'aile droite des ennemis, composée de 3 régiments de cuirassiers, de 800 hommes chacun, qui se formèrent en demi-cercle pour l'envelopper. Il n'avait à opposer à ces forces que 500 carabiniers et 300 dragons; mais, ayant disposé ses dragons sur sa gauche, et marchant avec les carabiniers, il renversa 2 régiments ennemis; puis, prenant à dos le 3e qui était aux mains avec ses dragons, il acheva de le mettre en déroute. Sur ces entrefaites, l'infanterie française étant arrivée, attaqua, le 25 mai, le village de Sahai, et l'emporta. Le marquis de Mirepoix porta la nouvelle de cette victoire d'abord à l'empereur, qui se trouvait à Francfort, et ensuite à la cour de France. Il eut le commandement de la Provence, par commission du 22 juillet 1742, et celui des troupes stationnées dans cette province, par ordre du 1er août. Employé à l'armée d'Italie, sous l'infant et M. le prince de Conti, par lettres du 1er février 1744, il combattit à l'attaque des retranchements de Montalban dans la nuit du 19 au 20 avril. Commandant l'avant-garde d'une des colonnes, il parvint, à dix heures du soir, au pied du retranchement, et attaqua une cassine, où il fit 300 prisonniers; puis, à la faveur de la nuit, il se plaça sous les glacis du fort, se jeta à la pointe du jour dans les retranchements avec 10 compagnies de grenadiers, s'empara de 2 batteries, défit 5 bataillons, et prit 14 drapeaux, 90 officiers et 1100 soldats. Ayant aussitôt rallié ses troupes, il les fit marcher au secours d'un officier espagnol qui combattait contre 3 bataillons ennemis. En attendant que la colonne, qui devait soutenir cet officier, fût arrivée, le marquis de Mirepoix et le chevalier de Levis désarmèrent, seuls, 2 bataillons piémontais, qui s'étaient retirés dans un chemin creux (1). La colonne du marquis de Mirepoix, s'étant repliée sur Nice, fut join-

(1) Le marquis de Mirepoix et le chevalier de Levis avaient imprudemment devancé leurs troupes. Arrivés à cent pas des bataillons ennemis, qu'ils aperçoivent alors, ils courent à eux, en criant : « Bas les armes; vous êtes entourés. » On les crut, et on se rendit.

te par 2 régiments, et marcha au secours de l'officier espagnol; mais, après un combat très-long, elle ne put parvenir à gagner les hauteurs, et se retira : les ennemis abandonnèrent cependant leurs retranchements, et se replièrent nuitamment à Oneille. Le marquis de Mirepoix fut créé lieutenant-général, le 2 mai. Il retourna alors en Provence, pour garantir le pays contre l'invasion des Anglais, dont la flotte croisait dans la rade de Marseille : sa présence suffit pour rassurer cette province. L'armée ennemie ayant ensuite pénétré dans le Piémont, et entrepris le siége de Coni, le marquis de Mirepoix eut ordre, au mois de septembre, de tenter de déboucher vers Mondovi, par les montagnes du côté de Nice. A cet effet, il passa le Var avec 3 bataillons; mais, les neiges fermant toutes les issues, il ne put exécuter son projet. Employé à la même armée, par lettres du 1er avril 1745, il couvrit la marche des troupes, en côtoyant l'Apennin, avec la réserve qu'il commandait; chassa les ennemis de tous leurs postes, et les força dans le col du Poisson. Chargé ensuite du commandement de 9 bataillons campés à Millesimo et de la défense de tous les postes qui étaient dans la communication jusqu'au Var, il battit et mit en fuite plusieurs partis ennemis. Il repoussa avec avantage deux de leurs attaques, pendant sa retraite sur Carcaré. Après la séparation de l'armée, il commanda dans le comté de Nice et sur toute la communication. Il continua de servir en Italie, en 1746. Il fut détaché de Novi, où il avait joint l'armée, au mois de mai de cette année, avec 12 bataillons, pour se rendre à l'armée espagnole, sous Plaisance. Le maréchal de Maillebois y étant arrivé, le 15 juin, avec le reste de ses troupes, on fit les dispositions nécessaires pour attaquer les ennemis. Le marquis de Mirepoix, commandé pour l'attaque du centre, combattit pendant toute la nuit. Il chargea et battit, le 16, à la pointe du jour, un corps de troupes irrégulières, commandé par Nadasty; mit ses troupes en bataille sur le Refudo, et le passa. Envoyé pour occuper Pavie, il poursuivit jusqu'aux portes de la ville un détachement de troupes du roi de Sardaigne, qui s'était avancé pour le

reconnaître. Il était prêt à le déposter, lorsqu'il reçut ordre de se rabattre derrière l'Ambro, où il resta campé jusqu'au 22 août. D'après les ordres du maréchal de Maillebois, il partit pour Gênes, en passant par les États de Venise, de l'Église et de Modène, pour y rassembler un corps de troupes, inquiéter l'ennemi sur ses derrières, et procurer aux armées françaises la facilité de repasser le Pô; ce qui réussit. Il joignit ces armées sous Tortone, le 16 septembre, avec 14 bataillons. Détaché avec 2 brigades d'infanterie pour couvrir Savone et Final, il eut en tête toute l'armée du roi de Sardaigne, composée de 45 bataillons, qu'il repoussa. Les armées combinées ayant repassé les montagnes, le marquis de Mirepoix fit l'arrière-garde, et fut inquiété dans cette retraite par les ennemis, qui le harcelèrent jusqu'à Albenga. Il partit de là pour la Provence, où il fit les dispositions nécessaires à la réception des troupes. Lorsqu'elles furent en Provence, et repliées en partie sur Grasse, le marquis de Mirepoix resta avec 19 bataillons et 2 régiments de dragons pour couvrir et défendre les postes qu'on avait laissés sur le Var; et, à mesure que les ennemis pénétrèrent dans cette province, il se replia devant eux, se tenant toujours à portée de les contenir jusqu'au camp de Carmoulles, pendant que l'armée était campée au Puget. Au mois de janvier 1747, il commanda un corps de 19 bataillons et 22 escadrons, qui marcha entre les montagnes de la Basse-Provence et la mer, et défit l'arrière-garde des ennemis, qui abandonnèrent Fréjus à son approche. Il attaqua quelques-uns de leurs postes, avant qu'ils eussent repassé le Var. Il obtint le gouvernement de Brouage à la mort du vicomte de Beaune, par provisions du 3 mars. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er du même mois, il combattit à Lawfeld, le 2 juillet, d'où il retourna à l'armée d'Italie, par ordre du 1er août suivant. Le maréchal de Belleville lui laissa pendant l'hiver le commandement dans le comté de Nice Il continua de servir en Italie, par lettres du 15 avril 1748, et concourut au ravitaillement du château de Vintimille, le 20 octobre. Il servit encore à la même ar-

mée, en 1749, jusqu'au mois de février, époque à laquelle on évacua toutes les conquêtes qu'on avait faites. Nommé ambassadeur en Angleterre, le 1er janvier 1749, il eut sa première audience, le 3 juin. Il fut créé duc de Mirepoix, par brevet du 13 septembre 1751. On le pourvut de la charge de lieutenant-général en Languedoc, au département du Vivarais et du Vélai, sur la démission du maréchal de Richelieu, par provisions du 5 décembre 1755, et il prêta serment en cette qualité, le 10. Il eut, le même jour, 5 décembre, le commandement en chef du Languedoc. Il fut employé comme lieutenant-général sur les côtes de Languedoc, sous le maréchal de Richelieu, par lettres du 31 du même mois. Le roi le nomma capitaine de la compagnie des gardes-du-corps (depuis Beauvau), sur la démission du duc de Béthune, par provisions du 1er mai 1756. Élevé à la dignité de maréchal de France, par état donné à Versailles, le 24 février 1757, il prêta serment, le 27 mars suivant. Il eut le commandement en chef sur les côtes de la Méditerranée, par pouvoir du 1er juillet de la même année : il le conserva jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Montpellier, le 25 septembre suivant. Il était alors dans la 58e année de son âge. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 428; *mémoires du temps*, *Gazette de France*, *Biographie universelle, ancienne et moderne*, *tom. XIX*, *pag.* 128.)

DE LEVIS (François-Gaston, *marquis*, puis *duc*), *maréchal de France*, naquit le 23 août 1720, et fut d'abord connu sous le nom de chevalier de Levis. Il entra au service, le 25 mars 1735, comme sous-lieutenant dans le régiment de la marine, où il fut fait lieutenant, le 3 juin suivant. Il fit la campagne sur le Rhin, et devint capitaine, le 1er juin 1737. En 1741, il servit dans l'armée de Bohême; se trouva à la prise de Prague, au mois de novembre; au cantonnement de Hisseck, pendant l'hiver; combattit à Sahay, concourut à la levée du siége de Frawemberg par les ennemis, et à la défense de Thein. Il contribua aussi à la défense de Prague, marcha à toutes les sorties que fit la garnison, et fit, en 1742, la fameuse re-

traite de Prague, après laquelle il rentra en France avec son régiment et toute l'armée, au mois de février 1743. Il combattit en cette dernière année à la bataille de Dettingen; passa, au mois d'août, avec son régiment, à l'armée de la Haute-Alsace, sous les ordres du maréchal de Coigny, et se trouva à la défaite des ennemis près de Rhinvillers. Il commanda sa compagnie à la défaite du général Nadasty, près de Saverne; à l'affaire d'Haguenau; au siége et à la prise des ville et château de Namur, et passa l'hiver en Souabe, sous les ordres du maréchal de Coigny. Il servit, en 1745, à l'armée du Rhin, sous les ordres du prince de Conty, et se trouva au passage de ce fleuve, en présence des ennemis, le 10 juillet. Il conduisit son régiment à l'armée d'Italie, où il arriva, au mois de septembre 1746; concourut à la défense de la Provence et à la reprise de plusieurs places de cette province, dont les ennemis furent totalement chassés, au mois de mars 1747. On le créa aide-major-général-des-logis de cette même armée, le 23 avril 1747, et il marcha en cette qualité au passage du Var, à l'attaque des retranchements de Villefranche et de Montalban, et à la prise de Nice, de la citadelle de Villefranche, du château de Vintimille et du fort de Montalban. Il obtint, le 15 août, une commission, pour tenir rang de colonel d'infanterie. Il marcha, au mois d'octobre suivant, au secours de Vintimille, se trouva au combat livré sous cette place, et continua de remplir à l'armée d'Italie les fonctions d'aide-major-général-des-logis, jusqu'au mois de février 1749. On lui donna, le 27 février 1756, une commission de colonel réformé, à la suite du régiment de la marine, en quittant la compagnie qu'il y possédait. Créé brigadier d'infanterie, le 11 mars suivant, il alla servir au Canada, sous les ordres du marquis de Montcalm, fut employé dans toutes les expéditions, y déploya beaucoup de valeur et d'intelligence, et se trouva à toutes les actions et combats qui eurent lieu. Il fut nommé maréchal-de-camp, le 20 octobre 1758, après le combat qui se donna sous le fort Carillon. Il avait commandé, dans cette affaire, la droite de l'armée du marquis de Mont-

calm, et avait particulièrement contribué aux succès des troupes françaises. Après la capitulation de Montréal, il revint en France, où il arriva, en février 1761. Il fut créé lieutenant-général, le 10 du même mois. Aux termes de la capitulation du Canada, le chevalier de Levis ne pouvait pas servir pendant toute la durée de la guerre; mais, le roi d'Angleterre lui ayant permis, par considération, de servir en Europe seulement, il fut employé, par lettres du 9 avril, à l'armée du Bas-Rhin, commandée par le maréchal de Soubise. Il combattit à Fillinghausen, le 16 juillet; fut détaché, au mois d'août, avec un corps de troupes pour joindre l'armée du Haut-Rhin, commandée par le maréchal de Broglie, et y servit le reste de la campagne. Il prit le nom de marquis de Levis, en se mariant, en 1762. Il commandait l'avant-garde et l'armée du prince de Condé au combat de Johannisberg, le 30 août de cette dernière année; et ce fut lui qui s'empara des canons que l'on voyait, avant la révolution, au château de ce prince, à Chantilly. La paix de Versailles termina la carrière militaire du marquis de Levis. Il fut pourvu du gouvernement de l'Artois, et prêta serment en cette qualité, le 20 janvier 1765. Lorsque l'on forma, en 1771, la maison militaire de MONSIEUR (aujourd'hui Louis XVIII), le marquis de Levis eut le commandement d'une compagnie de ses gardes. Il fut créé maréchal de France, le 13 juin 1783, et prêta serment pour cette charge, le 14 du même mois. On l'éleva à la dignité de duc, en 1784. Il mourut, en 1787, à Arras, où il s'était rendu, quoique malade, pour tenir les états d'Artois. Pendant sa carrière militaire, il se fit toujours remarquer par beaucoup de valeur, et surtout par un calme, un sang-froid et une présence d'esprit qui contrastaient singulièrement avec la vivacité de son caractère (1) (2). Toujours juste, toujours affable, et empressé à

(1) *Voyez* à l'article Levis qui précède le trait relatif à la prise de 2 bataillons ennemis sur les hauteurs de Montalban.

(2) Ayant succédé au marquis de Montcalm, tué à la bataille de

rendre service, il se fit aimer des troupes et des citoyens. L'assemblée des états d'Artois lui décerna de magnifiques obsèques, et lui fit ériger dans la cathédrale d'Arras un monument, qui a été détruit par les révolutionnaires. (*Etats militaires, tableau historique de la noblesse militaire, par Waroquier; mémoires du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXIV, pag.* 381.)

DE LEYDE, *voyez* DE BETTE.

DE LIANCOURT, *voyez* DE LA ROCHEFOUCAULD.

LE LIÈVRE, *voyez* DE LA GRANGE.

DE LILLEBONNE, *voyez* DE LORRAINE.

DE LISLE-ADAM, *voyez* DE VILLIERS.

Québec, le chevalier de Levis s'était retiré à Montréal, capitale du Haut-Canada; mais, ayant appris que les Anglais se gardaient mal dans Québec, il résolut de les y surprendre. Après avoir fait ses préparatifs, dans le plus grand secret, il embarque son artillerie sur le fleuve Saint-Laurent, côtoie la rivière avec l'élite de ses troupes, et parvient ainsi, sans être découvert, jusqu'à peu de distance de Québec. Tout lui réussissait à souhait, lorsqu'un des glaçons que chariait alors le fleuve fit chavirer l'un des bateaux qui portaient les canons. Tout l'équipage se noie, à l'exception d'un sergent, qui s'accroche au glaçon, et est transporté sous les murs de la place. L'étonnement des Anglais est très-grand, lorsqu'ils reconnaissent l'uniforme français, et qu'ils apprennent par le sergent l'approche du chevalier de Levis, que l'on croyait tranquille dans ses quartiers d'hiver. Le gouverneur de Québec se mit aussitôt en défense, et l'expédition du chevalier de Levis manqua. Sur ces entrefaites, les soldats français, qui avaient saisi deux navires marchands chargés de rhum et d'eau-de-vie, s'étaient enivrés au point de ne plus pouvoir faire le moindre mouvement. Tout était perdu, si l'ennemi venait à être instruit de cette circonstance. Le chevalier de Levis ordonne aux officiers de prendre les armes, de faire des patrouilles autour du camp, et de ne laisser approcher personne. Il écrit en même temps au gouverneur de Québec qu'il va se retirer, et qu'il laisse à l'hôpital établi hors de la ville 200 malades qu'il recommande à l'humanité des Anglais. Le gouverneur, croyant les Français sur leurs gardes, ne songe point à les attaquer; et, bientôt après, ceux-ci se retirent sans perte, grâce à l'ingénieux expédient de leur chef.

DE LIVRON (Charles), *marquis de Bourbonne*, *maréchal-de-camp*, avait servi pendant plusieurs années à la tête d'une compagnie de 50 hommes d'armes, lorsqu'il leva, par commission du 29 avril 1625, un régiment d'infanterie de son nom, qu'il conduisit, la même année, à l'armée d'Italie, et à la tête duquel il se trouva à plusieurs actions militaires. En 1626, son régiment fut licencié après la paix. Le marquis de Bourbonne alla commander en Champagne. Il fit arrêter, en 1628, sur les frontières de Lorraine et de Franche-Comté, un Anglais nommé mylord Montagut, qui tramait une conspiration contre la France. On le fit lieutenant-général du gouvernement de Champagne, au département de Chaumont, Vitry et Saint-Dizier, par provisions données à Paris, le 6 février 1630, registrées au parlement de Paris, le 28 du même mois : il commanda dans cette province jusqu'à sa mort. Il devint conseiller-d'état, au mois de mai de la même année, et fut créé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633. Il suivit le roi au siége de Nancy et à la conquête de la Lorraine, en la même année, et servit à l'armée d'Allemagne, en 1634. Créé maréchal-de-camp, le 3 octobre de cette dernière année, il fut employé en Picardie, sous les maréchaux de Chaulnes et de Châtillon, en 1635. Il défit 100 mousquetaires du duc de Lorraine, remporta sur les troupes de ce prince un autre avantage dans le Bessigny, et s'empara des châteaux de Deuilly et de Richecourt. Il retourna ensuite commander en Champagne. En 1637, il contribua à la défaite de 200 chevaux du duc Charles de Lorraine, près du village Dampierre. En 1641, allant à la petite guerre dans la Franche-Comté avec deux compagnies de chevau-légers, il rencontra la garnison de Jouvelle, qui était sortie pour fourager; défit la cavalerie; tailla en pièces l'infanterie, et fit des prisonniers. Il reçut une blessure, le 26 août 1667, au siége de Lille, et fut tué au combat de Senef, le 11 août 1674. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 101 ; *mémoires du temps*, *Gazette de France*.)

DE LŒWENDAHL (Woldemar, *comte*), *maréchal de France*, naquit à Hambourg, le 6 avril 1700. Il était arrière-petit-fils de Frédéric III, roi de Danemark. Son grand-père, fils naturel de ce prince, fut légitimé ; mais son père s'étant attiré la colère du monarque danois, fut obligé de se retirer en Saxe. Le jeune Lœwendahl, doué d'un extérieur avantageux, d'une taille élevée, d'une force prodigieuse, de beaucoup de mémoire et d'intelligence, manifesta de bonne heure des goûts très-prononcés pour l'état militaire. Dès l'âge de 14 ans, il traduisit un livre portugais, sur l'artillerie. Son père voulut qu'il commençât par obéir, pour apprendre à commander, et lui fit faire sa première campagne, comme simple soldat, dans les troupes impériales employées en Pologne, en 1713. Le jeune Lœwendahl y devint successivement bas-officier, enseigne et aide-major. Nommé capitaine au régiment de Guido-Stahremberg, en 1714, il servit comme volontaire dans les troupes du Danemark, et se trouva aux combats qui eurent lieu contre la flotte suédoise, les 22 et 24 avril 1715, ainsi qu'à la prise de Masland. Il passa en Hongrie, en 1716, combattit contre les Turcs à Peterwaradin, le 5 août, et servit au siége de Themeswar, qui capitula le 13 octobre. Devenu capitaine de grenadiers, en 1717, il se trouva à la bataille de Belgrade : le prince Eugène, sous les ordres duquel il servait, prédit, dès-lors, qu'il deviendrait un grand général. En 1718, il défendit la citadelle de Messine et se distingua dans plusieurs combats et siéges. Il retourna en Pologne, en 1721, et y eut le commandement des chevaliers-gardes du roi Auguste, qui lui donna aussi un régiment d'infanterie. Il passa au service de Saxe, en 1728, et y fut fait maréchal-de-camp et inspecteur-général de l'infanterie. Il servit en Corse, en 1730 et 1731. Après la mort du roi Auguste, il défendit Cracovie, en 1733. Il fit la campagne de 1734, sur le Rhin, sous les ordres du prince Eugène, et commanda, en 1735, l'infanterie auxiliaire de Saxe, à l'armée impériale. Dans les intervalles de paix qui séparèrent ses campagnes, il employa tous ses instants à approfondir les parties les plus importantes de l'art de la

gouverneur arbora le drapeau le 21. Il marcha à Ostende, et battit un détachement de la garnison de Nieuport, qui prétendait couper la digue du canal. Dans la nuit du 21 au 22, il se rendit maître du chemin couvert, malgré la résistance des assiégés, qui perdirent 200 hommes, tués à cette affaire : Ostende, quoique défendue par 4000 hommes et par plusieurs vaisseaux de guerre, capitula au bout de deux heures. On prit dans la place, ainsi que dans le fort Saint-Philippe, 182 pièces de canon, 36,000 boulets, 1,200 bombes, 8000 grenades, 300 milliers de poudre et 50 milliers de plomb. Il s'empara également de Nieuport et du fort de Wilworth, le 5 septembre. Créé chevalier des ordres du roi, le 2 février 1746, il fut employé la même année, à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Saxe. Cette armée ayant marché, le 19 août, pour resserrer les ennemis sur la Méhaigne, le comte de Lœwendahl fit l'arrière-garde. Suivi par les troupes légères ennemies et par un détachement de 4000 hommes d'infanterie que le prince Charles de Lorraine conduisait en personne, Lœwendahl soutint pendant 8 heures les efforts et le feu terrible des Autrichiens, et continua sa marche, qui ne fut pas même ralentie. Il s'empara, le 21, de la ville de Huy, où l'on prit 80 caissons et 80,000 rations de pain ; et alla ensuite servir, sous M. le comte de Clermont, au siége des ville et château de Namur, qui se rendirent les 19 septembre et 3 octobre. Employé à l'armée de Flandre, en 1747, il entra dès le mois d'avril, dans le pays de Waës, fit enlever les redoutes de Boucautawen et de Zaidick, et investit le fort de l'Écluse, ainsi que le Sas-de-Gand. Il emporta un ouvrage sur la chaussée d'Aerdembourg, et poursuivit les troupes qui s'y trouvaient jusqu'au chemin couvert de l'Écluse. Il occupa le poste de Laustrice-Polder, et y fit prisonniers une trentaine de dragons montés. Il prit le poste de Roudenedam et sa garnison. Le fort de l'Écluse capitula le 21 avril, et ceux d'Iffendick et de la Perle, le 24. La garnison du Sas-de-Gand se rendit prisonnière, le 30. Le comte de Lœwendahl fit échouer les desseins des ennemis sur Anvers. Le fort des Philistins se rendit à lui, le 6 mai.

On pensa alors à assiéger Maestricht; mais il fallait auparavant s'emparer de Berg-op-Zoom, le chef-d'œuvre de Cohorn, qui en avait fait la plus forte place des Pays-Bas. Lœwendahl se chargea de réduire cette ville, alors défendue par 16,000 Autrichiens, et abondamment pourvue de vivres. Berg-op-Zoom, ne pouvant être entièrement bloquée, recevait journellement des renforts; mais le comte de Lœwendahl ne fut point effrayé de toutes les difficultés qu'il avait à surmonter, et ouvrit la tranchée, dans la nuit du 14 au 15 juillet 1747. Tous les secours qui se présentèrent par terre pour entrer dans la place furent repoussés avec perte, et il en fut de même des sorties que fit la garnison; mais bientôt les maladies contagieuses vinrent accabler les assiégeants, qui, en peu de temps, eurent 20,000 hommes hors de service. Malgré les remplacements successifs, le siége n'avançait pas au gré de Lœwendahl, qui d'ailleurs voyait la mauvaise saison s'approcher. Il sentit qu'il fallait un coup prompt et hardi; et, s'étant assuré, le 15 septembre, que les brèches étaient praticables, il fit ses dispositions d'assaut pour le lendemain. Effectivement, le 16, à la pointe du jour, il fit faire simultanément trois attaques. Les retranchements établis dans les bastions et sur la demi-lune furent forcés; et les Français, après avoir passé au fil de l'épée tout ce qui s'opposait à eux, se mirent en bataille sur chaque bastion et sur les remparts à droite et à gauche. On s'empara de suite des deux postes du côté d'Anvers et de Breda. Cependant la garnison, retirée sur la place et dans les maisons, continuait à faire un feu très-vif sur les assaillants; mais on la poussa partout l'épée aux reins; et tout ce qui ne mit pas bas les armes fut taillé en pièces. Berg-op-Zoom, ainsi pris d'assaut, fut livré, malgré les efforts du comte de Lœwendahl, à un pillage qu'autorisent les lois de la guerre. On prit dans la place, dans les forts ou dans le port, 200 pièces de canon, une quantité prodigieuse de munitions, et 17 bâtiments chargés de provisions de toute espèce (1). Le

(1) Louis XV, en apprenant ce succès étonnant, demanda au maré-

comte de Lœwendahl fut créé maréchal de France, par état donné au camp de Hamal, en Brabant, le 17 du même mois de septembre, et qui fut enregistré à la connétablie, le 15 janvier 1748. Par brevet du 25 novembre 1747, le roi lui accorda, pour lui, ses descendants et héritiers, 2 des pièces de canon qui avaient été prises à Berg-op-Zoom, avec la permission de les placer dans son château de la Ferté, près d'Orléans. Le maréchal de Lœwendahl commanda l'armée de Flandre, conjointement avec le maréchal de Saxe, par lettres du 15 avril 1748, et concourut puissamment au siége de Maestricht, qui fut pris, le 7 mai. Cette conquête fut suivie du traité d'Aix-la-Chapelle, signé le 18 octobre, et le maréchal de Lœwendahl put jouir alors d'un repos qu'il n'avait pas connu depuis l'enfance. En 1751, il se rendit à Dresde, où il eut une audience particulière du roi de Pologne, le 4 février. Il fut présenté, le 10 août suivant, au roi de Prusse, qui le reçut avec les plus grands témoignages d'estime (1). En 1754, il fut élu par l'académie royale des sciences de Paris membre honoraire de cette société. Après cinq ans d'inactivité, le maréchal de Lœwendahl, voyant la guerre prête à se rallumer, demanda de nouveau à servir, et il allait obtenir un commandement, lorsque son excessive confiance dans son chirurgien le conduisit au tombeau. La gangrène se mit à une engelure au pied qu'il avait né-

---

chal de Saxe comment il devait récompenser le vainqueur : « Sire, répondit le maréchal, il n'y a pas de milieu : il faut le faire pendre, ou, le faire maréchal de France. »

(1) Frédéric lui ayant demandé à table, au milieu de plusieurs généraux étrangers, quels moyens il emploierait pour prendre Luxembourg, s'il en était chargé, Lœwendahl, qui pensait que quelque jour il pourrait avoir à faire ce siége, éluda la question, en disant au roi : « Sire, Luxembourg n'est pas une ville qui se prenne entre la poire et le fromage. » Dans le cours de la guerre de *sept ans*, l'envoyé de Louis XV ayant étalé aux yeux du roi de Prusse les ressources de la France, Frédéric lui répondit : « Tout cela est vrai ; mais vous n'avez plus ni Saxe, ni Lœwendahl. »

gligée, et il mourut à Paris, à l'âge de 55 ans, le 27 mai 1755, dans le palais du Luxembourg, où le roi lui avait donné un logement. Louis XV honora sa mémoire par des honneurs extraordinaires. Il accorda à sa veuve une pension considérable, et donna à son fils le régiment d'infanterie allemande, devenu vacant par la mort du maréchal. Le comte de Lœwendahl unissait les qualités de l'honnête homme à celles du guerrier (1). Son esprit était orné de connaissances profondes, et toutes les langues de l'Europe lui étaient familières. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 379 ; *mémoires du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXV, pag.* 314; *Histoire de France, par Anquetil, tom. VII, pag.* 456 *et* 457.)

DE LOIGNY (Louis), eut une commission datée du 4 février 1412, pour exercer la charge de *maréchal de France*, que l'on avait ôtée à Jean de Rieux. Il prêta serment en cette qualité, le 12 du même mois. En octobre 1413, Jean de Rieux ayant été rétabli dans son grade de maréchal de France, on supprima la commission donnée à Louis de Loigny. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 144.)

DE LOMAGNES (Antoine), *baron de Terrides, commandant d'armée*, était capitaine de 50 lances, et gouverneur de Pignerol, dès 1552. Il fut créé chevalier de l'ordre du Roi, le 29 septembre 1560. Envoyé, en 1561, à Toulouse pour y commander et y maintenir la paix que troublaient les calvinistes, il y entra, le 31 août. Il enleva, en 1562, la ville d'Agen aux protestants. Il entreprit le siége de Montauban, le 13 septembre de la même année; et, sachant que, depuis le départ de la garnison de cette place, les habitants ne pensaient qu'à défendre le couvent des Dominicains, qu'ils avaient commencé à fortifier, il résolut de s'en rendre maître, et feignit pour cela

(1) Il refusa l'offre de l'artificier Torré, qui croyait avoir trouvé le *feu grégeois*, et qui lui proposait de s'en servir dans ses expéditions.

d'insulter la ville par les couvents des Carmes et des Cordeliers et par la porte du Pont. Pendant ce temps, une partie de ses troupes escaladait le mur au-dessus du couvent des Dominicains, et, à la faveur d'un grand bruit de tambours et de trompettes, appliquait le bélier aux murailles et aux portes; mais les habitants qui veillaient à la garde de cet endroit repoussèrent les assaillants, tuèrent 200 hommes, et prirent les échelles ainsi que le bélier. Terrides se dédommagea de cet échec par la prise d'un faubourg. Les Montalbanais se laissèrent réduire aux plus grandes extrémités, plutôt que d'ouvrir leurs portes, et Terrides qui, de son côté, voulait, à quelque prix que ce fût, entrer dans la ville, changea souvent ses batteries, et donna différents assauts, tous infructueux. Enfin Montauban, assiégé jusqu'au mois d'avril 1563, fut délivré par le traité de pacification, qui se conclut dans le même mois. Terrides se signala, en 1567, par la défaite entière de Ponsenac, gentilhomme du Bourbonnais, et l'un des capitaines du prince de Condé, qui ravageait toute l'Auvergne avec 5000 hommes de pied et 500 chevaux. Il eut un pouvoir, donné à Metz, le 18 mars 1569, de lieutenant-général commandant l'armée, pour entrer dans la Navarre, le Béarn, et tous les pays qui appartenaient à la reine de Navarre et à son fils, s'en saisir, et y établir des gouverneurs et des garnisons. Terrides, avec d'assez mauvaises troupes, soumit en peu de temps le Béarn et les autres domaines de la reine de Navarre. Il fut cependant obligé d'assiéger Navarreins dans les formes. La reine de Navarre ayant demandé du secours à l'amiral de Coligny, Montgommery traversa le Languedoc avec 4000 arquebusiers et 500 chevaux, et s'approcha de Navarreins avec une diligence extrême. Terrides, très-inférieur en forces, leva le siége, et se retira à Orthès. Montgommery l'y suivit, attaqua les faubourgs, d'où il fut d'abord repoussé; mais il rallia son infanterie, la fit soutenir par sa cavalerie, força le faubourg, et entra dans la ville. Terrides s'enfuit dans le château, qu'il ne put conserver, faute de vivres. Il y mourut, le 7 août 1569. (*Chronologie militaire*,

tom. I, pag. 252; *Histoire du Languedoc, tom. V, p.* 175 *et suivantes; Dupleix, de Thou, le Père Daniel* (1).)

DE LOMÉNIE (Athanase-Louis-Marie), *comte de Brienne, lieutenant-général*, naquit à Paris, le 20 avril 1730. Il fut fait cornette de la compagnie que son frère aîné avait dans le régiment de cuirassiers, le 8 janvier 1741, et passa, le 12 mai 1744, capitaine de dragons au régiment, qui depuis prit le nom de Chabot. Il combattit, la même année, à l'attaque des lignes de Weissembourg, et y fut fait prisonnier. Il obtint, le 7 août 1747, le régiment d'infanterie d'Artois, vacant par la mort de son frère aîné, tué au combat d'Exiles. On le créa brigadier des armées du roi, le 10 février 1759; maréchal-de-camp, le 25 juillet 1762, et lieutenant-général, le 1er mars 1780. Protégé par le cardinal de Brienne, son frère, premier ministre sous Louis XVI, il devint ministre-secrétaire-d'état au département de la guerre, en 1787. Il forma alors un conseil composé d'officiers distingués, et d'où sortirent d'assez bons règlements. Dans la même année, il fut membre de l'assemblée des notables. Créé chevalier du Saint-Esprit, le 11 mai 1788, il fut reçu, le 1er janvier 1789. Il fut remplacé au ministère de la guerre par M. de la Tour-du-Pin. Étant resté en France après la chute du trône, il périt sous la hache révolutionnaire, le 1er mai 1794, à l'âge de 64 ans. (*Etats militaires, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXIV, pag.* 658, *Dictionnaire universel par Chaudon et Delandine, tom. X, pag.* 203.)

LONCHAMP (Louis, *baron*), *maréchal-de-camp*, est né à Sombacourt, en Franche-Comté, le 26 mai 1770. Il en-

---

(1) Le Père Daniel, après avoir raconté l'expédition d'Oribès, qu'il attribue avec raison à Antoine, baron de Terrides, atribue aussi à cet officier la prise de Castres, en 1574, et le fait trouver au siége de Cahors, en 1580. Ces deux derniers faits appartiennent à Geraud de Lomagne, vicomte de Terrides, et non à Antoine, qui était mort dès 1569. (*Voyez l'Histoire du Languedoc, tom. V, pag.* 332.)

tra au service comme capitaine, le 10 août 1792, dans le 7e bataillon de volontaires nationaux du département du Doubs, où il fut fait chef de bataillon, le 27 avril 1801. A cette dernière époque, il avait fait sans interruption les campagnes depuis 1792, aux armées du Rhin, du Nord, de Sambre-et-Meuse et d'Italie. Il avait aussi fait partie de l'armée d'expédition d'Égypte, pendant laquelle il reçut un coup de feu à la jambe gauche, au siége du Caire, le 18 avril 1800. Il fut aussi blessé d'un coup de feu à la bataille du 21 mars 1801, près d'Alexandrie. Après le retour en France de l'armée d'Orient, il servit en 1803 et 1804 à l'armée des côtes de l'Océan, sous les ordres du maréchal Soult. Il passa, avec son grade de chef de bataillon, dans les grenadiers à pied de la garde impériale, le 30 août 1805, et fit avec ce corps les campagnes de 1805, 1806 et 1807 à la grande-armée d'Allemagne. Il se trouva aux principales affaires qui eurent lieu à cette époque en Prusse et en Pologne, et reçut un coup de feu au col, à la bataille d'Eylau, le 8 février 1807. Nommé colonel-major au 2e régiment de grenadiers à pied de la garde impériale, le 20 janvier 1808, il alla servir avec son régiment en Espagne, la même année. Il passa colonel-major du 1er régiment de tirailleurs de la garde impériale, le 1er février 1809, et fit avec ce corps la campagne de la grande-armée d'Allemagne contre les Autrichiens. Il se conduisit avec beaucoup de distinction à la bataille d'Essling, le 22 mai, et y fut blessé d'un coup de feu à l'épaule gauche. Il retourna faire la guerre en Espagne, sous les ordres du général Dorsenne, en 1811. Promu au grade de général de brigade, dans la ligne, le 9 décembre 1811, il servit, en 1812, dans la division du général Compans, faisant partie du 1er corps de la grande-armée, commandée par le prince d'Eckmulh, et fit la campagne de Russie, ainsi que la retraite de Moscou. En 1813, il fut employé dans la division du général Rochambeau, dépendant du corps d'armée aux ordres du général Lauriston, et se trouva aux différentes affaires que ce corps eut sur l'Elbe. Il a fait la campagne de France, en 1814, sous les ordres du

général de division Rusca. Il se distingua, le 14 février, par la longue résistance qu'il opposa aux ennemis lors de la prise de Soissons par le général russe Winzingerode, et fut fait prisonnier en sortant de la ville par les troupes du général Czernichew. En récompense de ses services distingués, le général Lonchamp a obtenu successivement sa promotion de membre de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804; la croix d'officier de la même Légion, le 14 mars 1806, et celle de commandant aussi du même ordre, le 5 juin 1809. Après la restauration du trône des Bourbons, Sa Majesté Louis XVIII l'a créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août 1814. Il est maintenant classé parmi les maréchaux-de-camp en disponibilité. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE **LONGUEVILLE**, *voyez* ORLÉANS.

DE **LORCET** (Jean-Baptiste, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Reims, le 18 mars 1768. Il entra au service comme lieutenant au 1er bataillon des fédérés volontaires nationaux, le 22 juillet 1792, et fit la campagne de cette année à l'armée du Rhin. Employé en la même qualité au siége de Mayence, en 1793, il reçut, le 10 avril, du général Aubert-Dubayet, l'ordre de pénétrer avec 50 hommes dans le village de Costheim. Ayant trouvé dans ce village un corps de 400 Prussiens, il les chargea vigoureusement, les mit en fuite, et les força de se retirer dans un tel désordre, que la moitié se noya en voulant passer le Mein sur des radeaux peu solides. Lorcet fut blessé dans cette affaire. Devenu capitaine aux chasseurs de Cassel, le 1er mai 1793, il continua de servir à l'armée du Rhin, et passa ensuite à celle de la Vendée, avec la garnison de Mayence. Employé dans le corps du général Kléber, il combattit à l'affaire de Cholet, le 9 octobre, y fut blessé d'un coup de feu, et eut un cheval tué sous lui. Il passa officier d'état-major à l'armée de l'Ouest, le 20 avril 1794; fut attaché en cette qualité au général Vachot; reçut un coup de feu au travers du corps, et eut encore un cheval tué sous lui au combat de Condé, le 8 juin. Sa belle conduite dans cette affaire lui

valut le grade d'adjudant-général chef de brigade, qui lui fut conféré sur le champ de bataille : le brevet de ce grade lui fut expédié, le 30 juillet suivant, et il reçut du gouvernement la confirmation de cette promotion, sous la date du 23 octobre de la même année. Il servit à l'armée du Rhin, en 1795, et fut employé à l'armée d'Italie, commandée par le général en chef Buonaparte, pendant les campagnes de 1796 et 1797. Il se trouva, sous les ordres du général Masséna, à la bataille de Castiglione, le 3 août 1796, et y fut blessé de deux coups de feu. Il reçut encore une blessure et eut 2 chevaux tués sous lui, au passage du Tagliamento, le 16 mars 1797. Dans la même année, étant attaché à la division du général Augereau, il reçut l'ordre de faire une reconnaissance, à fond, sur Villa-Franca et Trévise, avec un escadron du 1er régiment de hussards, et un du 9e régiment de dragons. Parti de Padoue, il arriva, après deux jours de marche, à Villa-Franca, où il rencontra 2 régiments de cavalerie autrichienne. Malgré l'infériorité de ses forces, il attaqua aussitôt ces 2 régiments, les poursuivit jusqu'à Trévise, entra en même temps qu'eux dans la ville, et les suivit l'épée aux reins jusqu'à Saint-Artien. Là il s'engagea un combat des plus vigoureux, dont tout l'avantage resta aux Français, qui continuèrent à poursuivre l'ennemi l'espace d'environ 4 milles, et le forcèrent de repasser la Piave. L'adjudant général Lorcet revint à Padoue avec un nombre de prisonniers qui excédait celui des combattants commandés par lui dans cette expédition. Il fit les campagnes de 1798, 1799 et 1800, à l'armée du Rhin, et y servit, sous les ordres des généraux Ney et Moreau. Il fut blessé d'un coup de feu à l'affaire de Winterthurn, et reçut un coup de feu dans le ventre au combat de Brackenheim, le 1er novembre 1798. Créé général de brigade, le 30 juillet 1799, il reçut du général Ney, le 4 octobre suivant, l'ordre de prendre le commandement d'environ 10,000 hommes d'infanterie et de cavalerie placés sur les hauteurs de Hocheim, et de forcer les Autrichiens de passer la Nidda et le Mein. Dès le lendemain, 13, le général Lorcet ayant disposé ses troupes sur

3 colonnes, fit attaquer l'ennemi, dont les forces s'élevaient à 28,000 hommes, les culbuta, et les obligea de se replier en toute hâte au-delà du Mein. Le 25 avril 1800, jour de l'ouverture de la célèbre campagne d'Allemagne, par le général en chef Moreau, les redoutes et les retranchements d'Albrouck, sur la rive droite du Rhin entre Bâle et Tingen, furent attaqués par la division du général Leclerc; mais après trois heures de combat rien n'était encore décidé sur ce point. Le général Moreau ordonna alors au général Lorcet, qui commandait une brigade de la division Delmas, d'attaquer de vive force les positions des Autrichiens, et il le fit en même temps soutenir par les brigades Grandjean et Boyer. Quoique les forces ennemies s'élevassent à 5000 hommes, Lorcet, plein de confiance dans la valeur de ses troupes, fait marcher l'arme au bras, arrive aux redoutes, les attaque, s'en rend maître, s'empare de l'artillerie ainsi que des munitions, et fait bon nombre de prisonniers. Les Autrichiens étant en fuite, Lorcet se met à la tête du 4ᵉ régiment de hussards, charge les fuyards et les pousse jusqu'à Tingen. Le général Moreau fit attaquer, le 26, cette dernière position, et Lorcet reçut une blessure pendant l'action. Il fut employé dans les 13ᵉ et 2ᵉ divisions militaires, pendant les années 1801, 1802, 1803, 1804 et 1805. Il servit, en 1806 et 1807, au camp de Boulogne et à la grande-armée d'Allemagne. Il fit, dans le corps commandé par le maréchal Ney, les campagnes de 1808, 1809, 1810 et 1811 à l'avant-garde des armées d'Espagne et de Portugal. Commandant l'avant-garde du 6ᵉ corps, il rencontra, le 12 août 1809, à Aldea-Nueva-del-Comino, les troupes anglaises aux ordres du général Wilson, et quoique la position de l'ennemi fût très-forte, le général Lorcet l'emporta au premier choc. Le 28 novembre suivant, après avoir fait une grande diligence, il atteignit la division espagnole du duc del Parque, qui se retirait sur Salamanque dans la direction d'Alba de Tormès. Cette division fut attaquée par le général Lorcet, qui, trop faible pour résister aux forces supérieures de l'ennemi, se retira en bon ordre, après avoir vaillamment

combattu. Il se trouva avec la division du général Marchand à l'affaire de Tamamèse, le 18 octobre 1810, et y reçut un coup de feu. Il fut aussi blessé d'un coup de biscaïen à la bataille de Fuentes d'Onoro, le 5 mai 1811. Le général Lorcet servit, en 1812, 1813 et 1814, à l'armée de Hollande, sous les ordres du général Molitor. Après la restauration du trône des Bourbons, le roi lui confia le commandement de la place et de l'arrondissement de Saint-Malo. En 1815, pendant les *cent jours*, Buonaparte le nomma lieutenant-général de cavalerie; mais le roi, étant rentré en France, ne confirma point cette promotion. Depuis 1815, le général Lorcet a été mis en non-activité, au grade de général de brigade. Il avait été créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 16 mai 1804, baron d'empire, le 15 août 1810, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 5 juillet 1814. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

LORDAT, *voyez* DE BRAM.

DE LORGES, *voyez* DURFORT.

DE LORRAINE (Claude), *comte*, puis *duc de Guise, pair de France et commandant d'armée*, naquit le 20 octobre 1496. Il était fils puîné d'Anne de Lorraine, IIe du nom, et tige de toutes les branches de la maison de Guise. Claude de Lorraine vint s'établir en France, et y fut naturalisé, par lettres du mois de mars 1506. Il porta le nom de comte de Guise, jusqu'au mois de janvier 1527, époque à laquelle il prit celui de duc de Guise. En 1515, il suivit François Ier en Italie, et commanda les troupes du duc de Gueldres, son oncle, à la bataille de Marignan. Il y reçut une blessure si grave, qu'on le crut tué, et il ne dut la vie qu'à son écuyer, qui le tira d'entre les morts et les blessés. Il eut, en 1522, le commandement de 6000 lansquenets dans l'armée de Guienne, sous les ordres de l'amiral Bonnivet. Il passa, à la tête de ces 6000 hommes, la rivière d'Andaye, en présence d'un corps nombreux

d'Espagnols, que sa hardiesse effraya, et qui prirent la fuite. L'armée ayant investi Fontarabie, s'en rendit maître; et le comte de Guise donna à l'amiral le sage conseil de faire raser cette place, qui tôt ou tard pouvait retomber au pouvoir des Espagnols: Bonnivet n'en fit rien, et plus tard on s'en repentit. En 1523, le comte de Guise commanda un camp volant en Picardie et en Artois; et, de concert avec le comte de Saint-Paul, il défit un parti d'Anglais près du Vieux-Hesdin. Il battit encore l'arrière-garde anglaise au village de Pas, en Artois, et lui tua 500 hommes. Commandant en Bourgogne, dans l'année 1524, il se jeta, avec 300 hommes d'armes, dans la ville de Chaumont-en-Bassigny, et sauva, par ce moyen, la Champagne et la Bourgogne. Ayant été informé de la marche des Allemands vers Neufchâtel, en Lorraine, où ils se proposaient de repasser la Meuse, le comte de Guise se porta vers ce point, joignit l'arrière-garde ennemie, et la tailla en pièces. Il concourut à la dispersion des paysans révoltés de Misnie, de Souabe et d'Alsace, qui se préparaient à entrer en Lorraine et en France; les battit à Saverne, et reçut à cette occasion des lettres de félicitation du parlement de Paris. Au mois d'avril 1525, à la mort du duc d'Alençon, le comte de Guise fut fait gouverneur de la Champagne et de la Brie. Il reçut du roi, le 10 juillet de la même année, la seigneurie de Saint-Dizier. Il fut nommé chevalier de l'ordre du Roi et grand-veneur de France, au mois d'août 1526. On le créa duc de Guise, pair de France, par lettres données à Saint-Germain-en-Laye, au mois de janvier 1528, registrées au parlement de Paris, le 14 août, et à la chambre des comptes, le 5 septembre. En 1536, il secourut la ville de Péronne, assiégée par le comte de Nassau, y fit entrer 400 arquebusiers d'élite, avec un sac de poudre chacun, ce qui obligea le comte de Nassau de lever le siége. En 1537, il couvrit la Champagne. Il fut nommé, par pouvoir du 8 octobre, pour commander sur toutes les frontières de Champagne ainsi qu'en Bourgogne, et mit ces deux provinces à l'abri des incursions de l'ennemi. Il commanda, par pouvoir du 22 juin 1542, sous les ordres du

duc d'Orléans, fils de François I[er], l'armée destinée à s'emparer du duché de Luxembourg, et prit part à la conquête d'une grande partie de ce duché, que les ennemis reprirent presque aussitôt. Le duc de Guise réussit à arrêter la marche des ennemis, en se jetant dans Yvoi. Il reprit aussi Montmédy, dont ils s'étaient emparés. Il se démit du gouvernement de Champagne, et fut pourvu de celui de Bourgogne, à la mort de l'amiral Chabot, par provisions du 3 juin 1543 : il posséda ce gouvernement jusqu'à sa mort. La terre de Mayenne fut érigée en marquisat en sa faveur, par lettres données au mois de février 1544, registrées au parlement de Paris, le 7 septembre 1546. Le duc de Guise mourut dans sa terre de Joinville, le 18 avril 1550 (1). (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 190; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *le Président Hénault*, *le Père Daniel*, *Histoire de France par Anquetil*, *tom. IX*; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. III*, *pag.* 67.)

DE LORRAINE (François), d'abord *comte*, puis *duc d'Aumale*, et enfin *prince de Joinville et duc de Guise*, *pair de France*, *commandant d'armée*, et fils du précédent, naquit le 17 février 1519. Il montra dès sa plus tendre jeunesse une grande ardeur pour la gloire, beaucoup d'intrépidité et de sang-froid dans les moments les plus périlleux; et l'on put dès lors augurer qu'il deviendrait un grand capitaine. Il fit ses premières armes au siége de Landrecies, en 1543. L'armée française étant occupée, la même année, à ravitailler Thérouenne, le comte d'Aumale, qui cherchait toutes les occasions de se signaler, alla escarmoucher devant Aire. Un soir, qu'il se retirait vers

---

(1) Le duc de Guise était grand, spirituel, magnifique, homme d'état et habile capitaine. Il fut le créateur de la fortune de ses enfants, qui héritèrent d'une partie de ses grandes qualités. Il avait pourvu, en 1546, à la sûreté des Parisiens, alors très-alarmés; et c'est de cette époque que date l'affection qu'ils vouèrent aux princes de sa maison.

d'Espagnols, que sa hardiesse effraya, et qui prirent la fuite. L'armée ayant investi Fontarabie, s'en rendit maître; et le comte de Guise donna à l'amiral le sage conseil de faire raser cette place, qui tôt ou tard pouvait retomber au pouvoir des Espagnols: Bonnivet n'en fit rien, et plus tard on s'en repentit. En 1523, le comte de Guise commanda un camp volant en Picardie et en Artois; et, de concert avec le comte de Saint-Paul, il défit un parti d'Anglais près du Vieux-Hesdin. Il battit encore l'arrière-garde anglaise au village de Pas, en Artois, et lui tua 500 hommes. Commandant en Bourgogne, dans l'année 1524, il se jeta, avec 300 hommes d'armes, dans la ville de Chaumont-en-Bassigny, et sauva, par ce moyen, la Champagne et la Bourgogne. Ayant été informé de la marche des Allemands vers Neufchâtel, en Lorraine, où ils se proposaient de repasser la Meuse, le comte de Guise se porta vers ce point, joignit l'arrière-garde ennemie, et la tailla en pièces. Il concourut à la dispersion des paysans révoltés de Misnie, de Souabe et d'Alsace, qui se préparaient à entrer en Lorraine et en France; les battit à Saverne, et reçut à cette occasion des lettres de félicitation du parlement de Paris. Au mois d'avril 1525, à la mort du duc d'Alençon, le comte de Guise fut fait gouverneur de la Champagne et de la Brie. Il reçut du roi, le 10 juillet de la même année, la seigneurie de Saint-Dizier. Il fut nommé chevalier de l'ordre du Roi et grand-veneur de France, au mois d'août 1526. On le créa duc de Guise, pair de France, par lettres données à Saint-Germain-en-Laye, au mois de janvier 1528, registrées au parlement de Paris, le 14 août, et à la chambre des comptes, le 5 septembre. En 1536, il secourut la ville de Péronne, assiégée par le comte de Nassau, y fit entrer 400 arquebusiers d'élite, avec un sac de poudre chacun, ce qui obligea le comte de Nassau de lever le siége. En 1537, il couvrit la Champagne. Il fut nommé, par pouvoir du 8 octobre, pour commander sur toutes les frontières de Champagne ainsi qu'en Bourgogne, et mit ces deux provinces à l'abri des incursions de l'ennemi. Il commanda, par pouvoir du 22 juin 1542, sous les ordres du

duc d'Orléans, fils de François I[er], l'armée destinée à s'emparer du duché de Luxembourg, et prit part à la conquête d'une grande partie de ce duché, que les ennemis reprirent presque aussitôt. Le duc de Guise réussit à arrêter la marche des ennemis, en se jetant dans Yvoi. Il reprit aussi Montmédy, dont ils s'étaient emparés. Il se démit du gouvernement de Champagne, et fut pourvu de celui de Bourgogne, à la mort de l'amiral Chabot, par provisions du 3 juin 1543 : il posséda ce gouvernement jusqu'à sa mort. La terre de Mayenne fut érigée en marquisat en sa faveur, par lettres données au mois de février 1544, registrées au parlement de Paris, le 7 septembre 1546. Le duc de Guise mourut dans sa terre de Joinville, le 18 avril 1550 (1). (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 190; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *le Président Hénault*, *le Père Daniel*, *Histoire de France par Anquetil*, *tom. IX*; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. III*, *pag.* 67.)

DE LORRAINE (François), d'abord *comte*, puis *duc d'Aumale*, et enfin *prince de Joinville et duc de Guise*, *pair de France*, *commandant d'armée*, et fils du précédent, naquit le 17 février 1519. Il montra dès sa plus tendre jeunesse une grande ardeur pour la gloire, beaucoup d'intrépidité et de sang-froid dans les moments les plus périlleux ; et l'on put dès lors augurer qu'il deviendrait un grand capitaine. Il fit ses premières armes au siége de Landrecies, en 1543. L'armée française étant occupée, la même année, à ravitailler Thérouenne, le comte d'Aumale, qui cherchait toutes les occasions de se signaler, alla escarmoucher devant Aire. Un soir, qu'il se retirait vers

(1) Le duc de Guise était grand, spirituel, magnifique, homme d'état et habile capitaine. Il fut le créateur de la fortune de ses enfants, qui héritèrent d'une partie de ses grandes qualités. Il avait pourvu, en 1546, à la sûreté des Parisiens, alors très-alarmés; et c'est de cette époque que date l'affection qu'ils vouèrent aux princes de sa maison.

en sorte que la ville était pour ainsi dire ouverte aux ennemis; mais le duc de Guise, à la tête des habitants, passait lui-même les nuits à porter des terres pour réparer les dégâts faits par l'artillerie des assiégeants. Pendant les journées ses soldats allaient braver et attaquer les Impériaux jusque dans leur camp (1). Charles-Quint résolut enfin de donner un assaut à la place, et employa tous les moyens propres à encourager ses troupes; mais la fière contenance du duc de Guise, que l'on voyait constamment armé sur la brèche, à la tête de ses braves, inspira une telle terreur aux assiégeants, que ni les menaces ni les prières de Charles-Quint ne purent les faire avancer, et l'assaut fut abandonné. L'empereur eut alors recours à la sape et à la mine; mais le duc de Guise, par des travaux de même espèce, rendit inutiles ceux des ennemis. Tout ce que l'art, le zèle et le courage put imaginer fut employé pour la défense de Metz (2); et Charles-Quint, après avoir inutilement assiégé cette place pendant 65 jours, fut obligé de décamper le 10 janvier 1553, après avoir perdu beaucoup de monde, et laissant dans son camp un grand nombre de malades et de blessés, dont le duc de Guise prit soin (3). Au siége de Renty, en 1554, le duc de Guise, voulant reconnaître la place, eut son habit percé d'un coup de mousquet. Appliqué surtout à reconnaître le terrain et les avantages qu'on

(1) Le duc de Guise choisissait lui-même ceux qui, chaque jour, devaient faire des sorties. Il se tenait aux portes avec un corps de réserve pour soutenir ses troupes; et, lorsqu'elles rentraient, il leur prodiguait des louanges qui excitaient encore leur zèle.

(2) Un sergent se jeta, lui sixième, dans une tranchée, la nettoya et en chassa 300 hommes : 6 hommes déterminés se portèrent contre une batterie, enclouèrent le canon et tuèrent les artilleurs sur leurs pièces.

(3) Un officier espagnol ayant fait demander au duc de Guise un esclave, qui pendant le siége s'était sauvé dans la ville avec le cheval de son maître, le duc fit racheter le cheval et le renvoya à l'officier. Quant à l'esclave, il refusa de le rendre : « Cet homme, dit-il, est devenu libre, en mettant le pied sur les terres de France. Le rendre pour qu'il » retrouve ses fers, ce serait violer les lois du royaume. »

en pouvait tirer. S'étant aperçu que les Impériaux trouveraient un grand avantage dans l'occupation d'un bois, s'ils s'en emparaient, il cacha dans ce bois 300 arquebusiers, plaça en dehors quelques troupes, en vue de l'ennemi, et leur donna ordre de se replier sur le bois, si elles étaient attaquées. Les Impériaux donnèrent dans le piége que le duc de Guise leur avait tendu, et furent repoussés avec une grande perte. Cependant l'empereur mit son armée en bataille, et la fit marcher pour déloger les Français de ce bois. Le duc de Guise se replia peu à peu de manière à attirer les ennemis dans la plaine; et, dès qu'il les y vit, il se plaça à la tête des troupes, et fit charger vigoureusement les Reitres de l'armée de Charles-Quint. Ceux-ci firent néanmoins plier les Français; mais le duc de Guise accourut avec quelque cavalerie, culbuta les Reitres sur les lansquenets qui les suivaient, pénétra jusqu'à ces derniers, et mit en déroute toute cette partie de l'armée impériale, qui perdit dans cette journée 2000 hommes, 17 enseignes, 5 cornettes et 8 pièces de campagne : du côté des Français, la perte ne fut que de 200 hommes (1). Le duc de Guise fut nommé lieutenant-général, commandant en chef l'armée d'Italie, en l'absence du cardinal de Ferrare, par pouvoir du 18 avril 1555. Il obtint la charge de grand-veneur de France, par provisions du 4 juin 1556. Les princes d'Italie s'étant unis avec la maison Caraffe, sous la protection du roi de France, on résolut de tenter la conquête du royaume de Naples, et le duc de Guise fut nommé lieutenant général et capitaine-général *de l'armée de la sainte ligue, hors le*

---

(1) Saint-Fal, l'un des lieutenants du duc, s'était, par un excès de courage, avancé avec trop de précipitation : le duc l'arrêta, en lui donnant un coup d'épée sur le casque. Il apprit, après la bataille, que Saint-Fal était inconsolable de ce qu'il regardait comme un affront. L'ayant fait venir, il lui dit : « Vous êtes offensé du coup que vous avez reçu; mais » il vaut mieux que je vous l'aie donné pour vous arrêter, que pour vous » faire avancer. Ce coup, loin d'être humiliant, est glorieux pour vous. » Le duc interpelle alors les officiers présents, et tous sont du même sentiment que lui.

Piémont, en l'absence du cardinal de Ferrare, par un nouveau pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 14 novembre 1556. Il marcha, en 1557, au secours du pape Paul IV, attaqué par les Espagnols; mais, ayant été mal secondé par le pontife (1), il ne put rien exécuter qui répondit à sa réputation. Dans sa marche, il insulta, sans succès, le pont de Sture. Il réussit mieux contre Valence, qu'il emporta en trois jours. Il entra dans Rome, où on lui prodigua les honneurs, et en sortit pour faire le siége de Civitella, qu'il fut obligé de lever. Le duc de Guise se voyait trahi et arrêté dans toutes ses opérations par ces mêmes Caraffe qui avaient imploré le secours du roi; mais il sut se garantir de leurs piéges et conserver son armée entière. Sur ces entrefaites, les Français avaient été vaincus à la malheureuse journée de Saint-Quentin, le 10 août 1557; et la France entière, effrayée de ce désastre, appelait à grands cris le duc de Guise, dans lequel elle avait confiance. Le duc reçut ordre de quitter l'Italie, et fut déclaré, le 10 septembre, lieutenant-général de l'état et du royaume: cette nomination fut confirmée par un autre pouvoir daté du 5 octobre suivant. Empressé de répondre à la confiance de son souverain et à l'enthousiasme des Français pour sa personne, le duc de Guise fait dresser, malgré la rigueur de la saison, un camp dans les environs de Compiègne. Il y forme bientôt une nombreuse armée, composée de troupes françaises régulières, des hommes produits par l'arrière-ban, de 14,000 Suisses et de quelques Allemands. Pour donner le change aux ennemis, le duc fait courir le bruit qu'il en voulait à Saint-Quentin: mais en même temps il ordonne à tous les capitaines de vaisseaux et aux armateurs de Saintonge, de Bretagne, de Normandie et de Picardie, de se rendre dans la Manche; et, après avoir fait faire à son armée beaucoup de marches et de contre-marches, il se présente devant Calais, dont il commence le siége, le 1er

(1) Le pape avait promis 15,000 hommes de pied et 1000 chevaux, qu'il ne donna point.

janvier 758. Cette place n'était accessible que par un seul pont, qui du côté de France était défendu, à un quart de lieue de la ville, par le fort de Nieulay. On trouvait un autre fort au village de Sainte-Agathe, et la tour du Resban protégeait l'entrée du port. Le fossé autour de Calais était large et profond, et recevait une rivière, ainsi que plusieurs ruisseaux. Pour empêcher la place d'être secourue, soit par terre soit par mer, il fallait s'emparer des deux forts et de la tour. Le duc de Guise se rendit d'abord maître du fort Sainte-Agathe, d'où il chassa les Anglais, qui se retirèrent dans le fort Nieulay. Il fit de suite ouvrir la tranchée devant ce second fort et le fit battre en brèche dès le lendemain matin, en même temps qu'il attaqua la Tour. Le gouverneur de Calais, qui voulait conserver tout son monde pour la défense de la place, ordonna au commandant du fort Nieulay de capituler. Une heure après que ce fort fut au pouvoir des Français, le duc de Guise força la tour de Resban, et en fit la garnison prisonnière de guerre. Il fit ranger les vaisseaux français sous le canon du Resban, et ferma par ce moyen le passage aux navires anglais qui auraient voulu profiter des marées montantes pour ravitailler Calais. Pour faire les approches de la place, il se servit de claies poissées, au moyen desquelles on forma des chemins dans le marécage, et l'on parvint ainsi jusqu'aux levées, derrière lesquelles on se logea. Il restait à prendre un château fort d'un accès difficile, attendu qu'une rivière y coulait et que la mer y entrait durant son flux. Le duc de Guise battit ce château en brèche, fit saigner le fossé, et ordonna l'assaut, à marée basse. Lui-même, au premier rang et ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, il passa le fossé, emporta la brèche, et se logea dans le château, où tout fut passé au fil de l'épée : il revint dans son camp, avant que la marée fût montée. Les Anglais, désespérés de tant d'échecs, et sentant toute l'importance de la possession du château, firent de prodigieux mais inutiles efforts pour le reprendre : 300 de leurs plus braves soldats périrent dans deux assauts. Le gouverneur, désespérant de pouvoir faire une plus longue résistance, capitula, et demeura prison-

nier de guerre avec 50 hommes seulement de sa garnison : le reste eut la liberté de se retirer (1) (2). On trouva dans Calais une quantité considérable de canons, d'armes, de munitions de guerre et de provisions de bouche. L'or, l'argent et les meubles furent distribués, par ordre du duc de Guise, aux officiers et soldats de son armée : il ne se réserva rien pour lui. De Calais, le duc de Guise marcha sur Guines, fit donner un premier assaut, qui fut repoussé ; et, ayant commandé lui-même un second assaut, il se rendit maître de la place, le 22 janvier 1558 : la garnison fut prisonnière de guerre. Il enleva encore la forteresse de Ham, située au milieu des marécages. Ainsi, en moins d'un mois, il eut la gloire d'avoir entièrement chassé les Anglais de la France, et il devint à juste titre l'idole de la nation, comme il était déjà le héros de l'Europe. Bientôt la forte place de Thionville et la ville d'Arlon furent reprises par lui sur les Espagnols. La paix désastreuse de Cateau-Cambrésis, à laquelle il s'était opposé, mit momentanément un terme aux hostilités et aux exploits du duc de Guise. François II étant monté sur le trône, le 10 juillet 1569, le duc de Guise fut choisi par ce prince, ainsi que le cardinal de Lorraine, pour gouverner l'état. Le duc s'empara du commandement des troupes. Il fut nommé, au mois d'octobre suivant, grand-maître de la maison du roi, sur la démission du connétable de Montmorency. Par pouvoir du 17 mars 1560, le duc de Guise fut confirmé lieutenant-général dans tout le royaume. Il dissipa, la même année, par sa prudence, la conjuration d'Amboise, conduite par la Renaudie, et qui avait pour but de se saisir de la personne du roi, en même temps que l'on arrêterait les Guise. Le parlement donna à cette

---

(1) Au milieu de l'hiver, le duc de Guise emporta, en huit jours, une place qu'aucun de nos rois, depuis 110 ans, n'avait osé assiéger, et qui avait coûté 11 mois de siége à Édouard III, roi d'Angleterre.

(2) Calais était le seul point que les Anglais eussent conservé de leurs anciennes conquêtes en France, et c'était de là qu'ils bravaient encore les Français. Cette ville était d'ailleurs l'unique entrepôt du commerce immense qu'ils faisaient avec les Pays-Bas.

occasion au duc de Guise, dans une lettre qu'il lui écrivit, le glorieux surnom de *conservateur de la patrie*. Dès 1561, sous le règne de Charles IX, le crédit du duc de Guise baissa beaucoup; cependant son association avec le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André, association connue sous le nom de *triumvirat*, lui laissa encore une grande consistance dans l'état. Voyant néanmoins le peu d'égards que l'on avait pour ses conseils, il se retira en Lorraine, et de là en Alsace. Rappelé, en 1562, par le roi de Navarre, alors lieutenant-général du royaume, le duc de Guise passa à Vassy, petite ville sur la frontière de Champagne. Ses valets y prirent querelle avec les religionnaires qui se rendaient au prêche : des injures on en vint aux coups; et le duc, étant accouru pour calmer le désordre, fut blessé dans la mêlée, par une pierre qui l'atteignit à la joue. Furieux de voir couler le sang de leur maître, les gens du duc de Guise, malgré sa défense, tombent avec rage sur les calvinistes, frappent sans distinction d'âge et de sexe, brisent la chaire du ministre, déchirent les livres du culte, font main-basse sur tout ce qui se présente, et ne finissent de frapper qu'après avoir étendu sur le carreau une cinquantaine de personnes tuées, et en avoir blessé environ 200. Cet événement malheureux, que les calvinistes nommèrent le *massacre de Vassy*, retentit dans toute la France, et ralluma bientôt après tous les brandons de la guerre civile. Le duc de Guise fit à Paris une espèce d'entrée triomphante, suivi d'un cortége nombreux. La cour s'étant déterminée à reconquérir par la force des armes les places dont les calvinistes s'étaient emparés, le duc de Guise, commandant l'armée royale, sous les ordres du connétable, prit Blois et le saccagea. La ville de Tours, intimidée, ouvrit ses portes; et le gouverneur de Bourges, gagné par les promesses du duc, se rendit sans coup férir. Le duc marcha contre Rouen, et réduisit cette place à se rendre au troisième assaut qu'il lui donna (1). Le prince de Condé, qui com-

(1) Pendant le siége de Rouen, on amena au duc de Guise un gen-

mandait l'armée calviniste, voulant relever les espérances de son parti, déconcerté par les conquêtes du duc de Guise, marcha sur Paris, avec la persuasion que cette ville mal fortifiée ne pourrait tenir contre ses troupes. Il s'établit à Mont-Rouge, menaçant de là les faubourgs Saint-Germain, Saint-Jacques et Saint-Marceau. Mais déjà cette portion de la capitale venait d'être couverte par un retranchement construit d'après les ordres du duc de Guise, qui y avait fait placer une forte artillerie. Cette circonstance, jointe aux rigueurs de la saison d'hiver, obligea le prince de Condé de se retirer à grandes journées. L'armée royale conduite par le connétable et le duc de Guise le suivit avec la même ardeur, et l'atteignit enfin près de Dreux, le 19 décembre. A cette bataille, malheureusement trop mémorable, le duc de Guise ne commanda d'abord qu'un corps de réserve de 600 hommes, en sa qualité de capitaine des gendarmes d'ordonnance du roi. L'action s'étant engagée, le connétable, qui s'était porté en avant avec plus d'intrépidité que de sagesse, fut vigoureusement pressé par Condé et par Coligny, qui le blessèrent et le firent prisonnier. Le maréchal de Saint-André fut tué, et la perte de l'armée royale paraissait indubitable, lorsque le duc de Guise, qui avait tout observé de l'arrière-garde où il se trouvait placé, jugeant que les ennemis s'étaient eux-mêmes fort affaiblis par leurs propres succès et par le désordre de la poursuite, s'adressa à ceux qui l'entouraient, et leur dit : « Marchons, » mes amis, marchons; ils sont à nous. » Aussitôt il fond sur les Reitres de l'armée de Condé, les renverse, taille ensuite l'infanterie allemande en pièces, et passe sur le

---

tilhomme protestant, qui avoua le dessein qu'il avait de tuer le duc « Or çà, lui dit le duc, je veux vous montrer combien la religion que je » tiens est plus douce que celle dont vous faites profession. La vôtre » vous a conseillé de me tuer, sans avoir reçu de moi aucune offense; » la mienne me commande que je vous pardonne, tout convaincu que » vous êtes d'avoir voulu me tuer sans raison. » M. de Voltaire a mis cette réponse sublime dans la bouche de Gusman, à la dernière scène de sa tragédie d'*Alzire*.

ventre de l'infanterie française. Le prince de Condé, qui n'avait plus alors sur le champ de bataille assez de monde pour résister à cette furieuse attaque, essaya de tenir ferme en attendant du secours; et, victorieux deux fois dans cette journée, il eut honte de lâcher pied; mais, entouré de toutes parts, il vit en un clin d'œil toute sa troupe enfoncée; et lui-même, renversé de cheval, fut forcé de se rendre prisonnier du jeune Damville, second fils du connétable (1). Ce combat dura pendant sept heures, et la perte y fut d'environ 8000 hommes de chaque côté : le duc de Guise y courut plusieurs fois le risque de la vie. Il fut pourvu du gouvernement de Champagne, à la mort du duc de Nevers, par provisions du 16 janvier 1563 : il était alors chevalier de l'Ordre du roi et grand-chambellan de France. Nommé pour la troisième fois lieutenant-général du royaume, le duc de Guise se flattait de terminer la guerre civile par un coup définitif; et en conséquence, il entreprit, la même année, le siége d'Orléans, où tous les chefs du parti calviniste s'étaient renfermés. Déjà il avait poussé ses attaques de manière que la ville ne pouvait plus tenir au-delà de 24 heures, lorsqu'il fut assassiné, le 18 février, par Poltrot de Méré, gentilhomme angoumois, qui lui tira un coup de pistolet. Les balles étant empoisonnées, la blessure fut incurable, et le duc de Guise, après avoir montré une fermeté et une grandeur d'âme au-dessus de tout éloge, et avoir reçu avec une pieuse résignation les secours de la religion, mourut, le 24 du même mois. Ce grand homme était regardé comme le génie tutélaire de la France; aussi fut-il vivement regretté. Le duc de Lorraine avait une taille majestueuse; il était fier sans dédain, et populaire sans bassesse. Aux qualités qui

(1) Oubliant les libelles que le prince de Condé avait fait répandre contre lui, et dans lesquels sa vie était peinte sous les couleurs les plus noires, le duc de Guise accueillit le prince comme un ami malheureux, le fit souper avec lui, et lui proposa de partager le seul lit qu'il eût : ce qui fut accepté. Quelques historiens ajoutent que Guise dormit d'un profond sommeil, tandis que Condé ne put fermer l'œil.

en firent un héros français, il joignait les qualités d'un honnête homme. Il était affable, franc, généreux et sincèrement attaché à ses amis : malheur à quiconque se déclarait son ennemi ; il le poursuivait sans relâche : mais il paraissait n'ambitionner de le vaincre qu'afin de se procurer le plaisir de pardonner. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 209; *le président Hénault*, *le Père Daniel*, *de Thou*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Vie des hommes illustres*, *tom. X*, *pag.* 252; *Davila*, *Mémoire de Langey*, *Brantôme*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. IV et V*; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XIX*, *pag.* 186.)

DE LORRAINE (Henri), *prince de Joinville*, puis *duc de Guise*, surnommé *le Balafré*, *commandant d'armée*, et fils de François, duc de Guise, qui précède, naquit le 31 décembre 1550. Il fut élevé à la cour de Henri II, roi de France, et porta le nom de prince de Joinville, jusqu'au 24 février 1563, époque à laquelle il prit le titre de duc de Guise. Il accompagna le duc de Guise, son père, au siége d'Orléans en 1563. Il montra dès-lors jusqu'où il porterait un jour la fermeté et la valeur. Il fut fait grand-maître de la maison du roi, gouverneur de Champagne et de Brie, à la mort de son père, par provisions données à Blois, le 26 février 1563, enregistrées au parlement de Paris, le 3 mai. La guerre s'étant allumée en Hongrie, entre l'empereur et les Turcs, en 1566, le duc de Guise passa en Allemagne, où il servit dans les troupes de l'empereur. A son retour, en 1567, il eut une place au conseil. Il remit sous l'obéissance du roi la ville de Metz, que les protestants avaient surprise. L'amiral de Coligny menaçant la ville de Sens, le duc de Guise s'y enferma, et la mit en état de se défendre. Cette même année, la cour le chargea de garder, avec une armée, la frontière de Champagne. Il fut déclaré majeur, par lettres du 27 septembre 1568, registrées au parlement, le 14 octobre. Il commanda l'avant-garde de l'armée que le duc de Montpensier conduisait en Périgord. Il se distingua à la rencontre de Messignac, le 25 octobre,

et à la bataille de Jarnac, le 13 mars 1569. Le capitaine la Rivière s'étant emparé de Jarnac, cette ville fut aussitôt investie par les protestants; et la Rivière, trop faible pour leur résister, demandait du secours. Le duc de Guise offrit d'en conduire un; mais les généraux, persuadés qu'on ne pouvait le tenter qu'en exposant l'armée, rejetèrent les offres du duc. Celui-ci, à force d'importunités, obtint cependant qu'il ferait cette expédition avec sa seule compagnie de gendarmes, forte, au plus, de 200 hommes : Guise était jeune, et ne suivait que les mouvements de sa valeur. A peine fut-il dans la plaine, qu'il aperçut en bataille la cavalerie de l'amiral Coligny, ce qui l'obligea de regagner le camp : il ne cessa d'être poursuivi et harcelé que lorsqu'il fut près de rejoindre le gros de l'armée. L'amiral s'étant éloigné de Bassac, le duc de Guise pénétra jusqu'à ce village, dont il se rendit maître. De là il détacha 200 fantassins, qui furent poursuivis jusqu'à Bassac, où leur retour mit tout en désordre. Le duc fut obligé de se retirer : mais on combattait avec fureur. Placé à la tête des escadrons de l'aile droite, le duc de Guise eut à soutenir le choc du prince de Condé, qui culbuta tout. Les protestants défaits à Jarnac, se rallièrent à Cognac, et le duc de Guise crut pouvoir profiter de leur embarras pour emporter Cognac; mais il fut vivement repoussé. Au combat de la Roche-Abeille, le duc d'Anjou, moins fort que l'amiral, auquel le duc des Deux-Ponts s'était joint, évitait d'en venir aux mains, et s'était posté de façon à n'être point insulté. Une compagnie d'arquebusiers gardant un ruisseau entre les deux armées, l'amiral les fit attaquer par un détachement, qui fut reçu avec fermeté par les arquebusiers. Ceux-ci ayant été soutenus par 1500 hommes, chargèrent à leur tour le détachement huguenot, qui feignit alors de reculer. Le duc de Guise prenant cette retraite pour une fuite, passe le ruisseau avec 200 hommes de cavalerie, poursuit les prétendus fuyards, et s'avance à 1500 pas au-delà du ruisseau. L'amiral, qui lui avait tendu ce piége, fond sur les troupes du duc, avec toute son armée, et les bat complétement. Le duc de Guise n'avait point encore

chement, en attendant que le prince de Condé parût en France avec toute l'armée allemande. Le duc de Guise s'avança pour lui couper le chemin, et, l'ayant rencontré auprès de Château-Thierri, le serra de si près, qu'il le réduisit à la nécessité de se rendre ou de combattre. Les troupes françaises de Thoré furent d'abord rompues, malgré leur résistance; et les Réitres, ne pouvant non plus résister au nombre des assaillants, prirent la fuite. Le duc de Guise se mit alors à la poursuite des fuyards, et reçut un coup d'arquebuse qui lui emporta une partie de la joue et de l'oreille gauche : il lui en resta une cicatrice, qui lui fit donner le surnom de *Balafré*. En 1576, Henri III, étant monté sur le trône, témoigna beaucoup de froideur au duc de Guise. Celui-ci se livra alors à la faveur populaire, et devint l'un des chefs les plus zélés de cette fameuse confédération des catholiques, connue sous le nom de *la ligue*. Les protestants ayant dressé une contre-ligue, en 1577, le roi mit sur pied deux armées, et le duc de Guise, qui n'eut point de commandement, servit sous le duc d'Anjou (ci-devant duc d'Alençon). La campagne ayant été ouverte par le siége de la Charité, le duc de Guise se rendit maître du fossé : la place capitula. On assiégea ensuite Issoire, et la garnison ayant refusé de se rendre, on résolut d'attaquer cette place par trois endroits différents : l'une de ces attaques fut confiée au duc de Guise. Ce guerrier monta le premier à l'assaut sans armure et en simple pourpoint. Il fut repoussé, et tous ceux qui l'accompagnaient furent tués ou blessés. Les assiégés, désespérant d'être secourus, offrirent de se rendre par capitulation; mais, comme on prétendait les avoir à discrétion, ils rejetèrent cette proposition. Le duc de Guise fit alors tirer à revers contre un retranchement formé derrière la muraille. Les assiégés s'effrayèrent, et se rendirent à discrétion. En 1578, le duc de Guise traita, dans les intérêts de la ligue, avec le roi d'Espagne, qui s'en déclara le protecteur. Il fut fait chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1579. Voulant se rendre maître de quelque place frontière d'Allemagne, le duc de Guise avait jeté les yeux sur Strasbourg, et com-

muniqué son projet à un jeune gentilhomme protestant, qui cherchait à s'avancer, et qui se chargea de coopérer à l'exécution. Le duc de Guise s'approcha de la frontière, pour être à portée de profiter de cette intrigue. Pendant ce temps, le gentilhomme protestant faisait jouer ses ressorts. Il avait eu la permission de lever 4000 hommes en Alsace, et de venir à Strasbourg y acheter des armes pour ses troupes; mais le sénat strasbourgeois, ayant été instruit de la conjuration, ordonna à ce gentilhomme de se retirer, et l'entreprise échoua. En 1584, après plusieurs assemblées tenues à Nanci pour régler les opérations de la ligue, le duc de Guise signa à Joinville, avec les agents du roi d'Espagne et les députés de plusieurs princes catholiques, un traité qui assurait au cardinal de Bourbon la succession à la couronne, à l'exclusion du roi de Navarre. Il fit faire, en 1585, des levées dans tout le royaume; s'assura de 6000 Suisses; chargea un de ses lieutenants d'avancer vers la frontière, avec un corps de Réitres; se mit à la tête de la noblesse de Bourgogne et de Champagne, leva le masque pour la ligue, et commença à s'emparer de Châlons-sur-Marne, où il conduisit le cardinal de Bourbon, qui le nomma lieutenant-général de la ligue. Il fit en même temps soulever les principales villes des provinces, surprit Verdun, en personne, y entra avec 50 chevaux, assiégea le gouverneur dans sa maison, le prit, et força 5 compagnies qui composaient la garnison de mettre bas les armes : ceci se passa à la vue de 400 soldats huguenots, venus de Sédan pour secourir Verdun. La reine ayant demandé une entrevue et un sauf-conduit au duc de Guise, celui-ci présenta à cette princesse les conditions qu'il exigeait, et auxquelles le roi consentit, par son édit du 7 juillet, qui défendit tout autre exercice de religion que la catholique. On accorda aussi au duc de Guise, pour villes de sûreté, Verdun, Toul, Châlons et Saint-Dizier, 50 arquebusiers pour sa garde entretenus aux dépens du roi, et 100,000 écus pour bâtir une citadelle à Verdun. La ligue générale enfanta une ligue particulière, qui se forma à Paris, et qui prit son nom des seize quartiers de cette

ville : Guise, dont elle secondait les desseins, l'autorisa; et, appuyé de cette faction, dans la capitale du royaume, il contraignit le roi de prendre les armes contre les protestants. En 1586, il prit Donzi, sur le duc de Bouillon; et, sous prétexte que le roi était d'intelligence avec les protestants, il fit ordonner, par les ligueurs assemblés à Orcamps, près Noyon, qu'on agirait désormais sans les ordres du roi, et qu'on s'emparerait des villes frontières de la Champagne, où les calvinistes se réfugiaient sous la protection du duc de Bouillon. Aussitôt le duc de Guise fit le siége de Rocroi, et il était prêt à lui donner l'assaut, lorsque cette ville ouvrit ses portes : la capitulation porta qu'elle se rendait au duc de Guise, et il n'y fut point fait mention du roi. Henri III défendit alors au duc d'aller en avant; mais celui-ci ne s'empara pas moins de Gaucour, et étendit le ravage jusqu'aux portes de Sédan. Il tenta, en 1587, de se saisir de Boulogne, dont le port aurait facilité l'entrée et le débarquement des Espagnols en France; mais le roi, averti de la trahison qui se tramait, la fit échouer. Guise ne réussit pas mieux à Daigni et à Givonne, deux châteaux situés près de Sédan. Il s'avança pour les reconnaître en personne; mais le duc de Bouillon tomba sur sa troupe, et la mit dans une telle déroute, qu'il fut impossible de la rallier : le duc de Guise prit aussi la fuite. Jametz lui résistant avec la même vigueur, il eut recours à l'artifice, et gagna un capitaine de la garnison, qui promit de lui livrer la place : le gouverneur, instruit du complot, fit trancher la tête au capitaine. Les Allemands et les Suisses passèrent le Rhin au mois d'août, sous les ordres du duc de Bouillon, et furent joints dans leur marche par différents renforts, qui formèrent une armée de 40,000 hommes. Le roi opposa trois armées à l'invasion de ces étrangers; et, quoique le duc de Guise ne commandât que la moins forte des trois, il se prépara à soutenir les premiers efforts des Allemands sur les frontières de la Lorraine. Sans demander l'agrément du roi, il joignit à ses troupes 400 lances Wallones, et 2000 fantassins italiens; et par sa jonction avec le duc de Lorraine, son armée se trouva forte de 13,000 hommes. Dans une

escarmouche qui se passa au Pont Saint-Vincent, il fut sur le point d'être enveloppé; mais il fit la plus belle retraite, avec 400 chevaux, en présence de l'armée ennemie. Les Allemands passèrent la Meuse à Neuchâtel. Le duc de Guise, qui, par la retraite du duc de Lorraine, vit son armée réduite à 4000 hommes, se trouvant trop faible pour attaquer les ennemis, se borna à les harceler, enleva leurs fourrages, leur coupa les vivres, et les suivit, en les combattant, jusqu'en Bourgogne. Là, il reçut quelques détachements qui lui permirent de se montrer avec plus de hardiesse. Instruit que le commandant des Réitres était logé à Vimori, à une lieue de Montargis, et qu'il avait auprès de lui 8 cornettes séparés du reste de ses troupes, Guise marcha à Vimori sur les sept heures du soir, fit attaquer ce bourg, l'emporta, et y mit le feu. Le commandant des Réitres étant accouru, on se mêla de part et d'autre avec une extrême fureur : un orage qui survint termina le combat. Le plus grand avantage que procura cette action fut la perte du bagage des Allemands, qui se mutinèrent. Le général allemand prit ses quartiers à Aunneau, à deux lieues de Chartres. Le duc de Guise gagna le capitaine du château, qui consentit à introduire dans sa place 400 arquebusiers. Guise s'avança lui-même, dans la nuit du 24 novembre, avec 5000 chevaux, à la faveur des ténèbres. Dès le matin, et au moment où les Allemands rangeaient, par files, leurs chariots dans les rues de la ville, Guise détache 1500 hommes qui entrent en petites troupes par la porte la plus voisine du château, et qui se partageant à droite et à gauche des chariots, tuèrent tout ce qui se rencontra. Les 400 arquebusiers eurent le même succès sur un autre point. Dans ce tumulte, le général allemand fit ses efforts pour rallier ses gens; mais l'embarras occasioné par les chariots ne le lui permettant pas, il se fit jour l'épée à la main, et gagna la campagne. Dans cette échauffourée, 1200 Allemands furent assommés, et un grand nombre fut fait prisonnier. Le duc conduisit à Étampes son armée victorieuse. Tous ses soldats étaient gorgés de butin, et ils firent leur entrée triomphante dans la ville, montés sur

les chevaux des Réitres, ou portés sur les 800 chariots qu'ils avaient pris. Cette déroute déconcerta les étrangers; et les Suisses, s'en étant séparés, traitèrent avec le roi à Marigny, le 18 décembre. Le duc de Guise, piqué d'un accommodement qui lui enlevait la gloire d'exterminer entièrement les étrangers, poursuivit les Suisses jusque dans le comté de Montbéliard, où il permit à ses soldats toutes sortes d'excès et de brigandages, pour punir le comte de Montbéliard d'avoir été l'un des auteurs de l'armement contre la France. En 1588, le duc de Guise assembla à Nanci les principaux chefs de la ligue. On résolut dans cette assemblée, que, sans aucun ménagement, on prescrirait au roi une règle de conduite pour le gouvernement. Le roi dissimula, et promit l'exécution des différents articles qu'on lui présentait. Les *seize*, devenus audacieux par la condescendance et la faiblesse du roi, pressèrent le duc de se rendre à Paris, et lui offrirent 20,000 hommes. Leur intention était de s'emparer de la personne du roi. Le duc promit de se rendre à cette invitation, envoya dans la capitale des capitaines expérimentés, leur ordonna de faire provisions d'armes, et alla conférer à Soissons avec le cardinal de Bourbon. Ensuite, et malgré la défense du roi, il vint à Paris, où il fut accueilli par les acclamations du peuple. La reine-mère, Catherine de Médicis, le conduisit elle-même au Louvre; et Guise, après avoir salué le roi, se retira à son hôtel. Il eut avec le roi une seconde conférence, dans laquelle on se fit des plaintes réciproques. Sur ces entrefaites, Henri III, apprenant que les ligueurs étaient déterminés à l'enlever, fit introduire les Suisses dans Paris, et leur ordonna de se joindre aux gardes-françaises, d'occuper les principaux postes de la capitale, et de se saisir des chefs de la révolte. Les gardes-françaises, qui avaient défense de charger la populace, sont repoussés de la place Maubert. Le duc de Guise fait alors prendre les armes à ceux de son parti. On tend les chaînes le 12 mai, et on forme partout des barricades que l'on pousse jusqu'auprès du Louvre. Les soldats du roi, investis de tous côtés, et exposés aux mousquetades

tirées des fenêtres et à une grêle de pavés qui sont lancés sur eux de chaque maison, se voient dans l'impossibilité de se retirer, ni de forcer aucun passage. La reine-mère vient inutilement trouver le duc de Guise pour l'engager à sortir de Paris. Dans ce tumulte, un Suisse ayant tiré un coup de mousquet, le peuple tombe sur les soldats de cette nation et en tue ou blesse 22 : le reste demande quartier. Les gardes-françaises, aussi mal menés, crient comme les Suisses : *vive Guise*, et se laissent désarmer. Le duc de Guise paraît alors dans les rues sans autres armes que son épée ; il parcourt les barricades, fait rendre aux Suisses et aux gardes-françaises les armes qu'on leur avait enlevées, et les renvoie au Louvre, avec cette différence pour les gardes-françaises, qu'on les oblige de marcher chapeau bas et les armes baissées. La reine, n'ayant pu engager le duc de Guise à rendre la paix à la capitale, en fit sortir le roi. Le duc, resté maître absolu dans cette ville, y rétablit l'ordre et la tranquillité, et sut si bien se faire obéir, que dès le lendemain, il ne parut pas qu'il y eût eu le moindre mouvement. Il se saisit de la Bastille ainsi que de l'Arsenal, du château de Vincennes et de Corbeil. Il tenta aussi de s'emparer de Melun ; mais le gouverneur refusa de lui livrer cette place, et il ne put la forcer. Il nomma, à Paris, un nouveau prévôt des marchands et de nouveaux échevins. Après bien des négociations, la reine conclut avec le duc de Guise un traité que le roi signa à Rouen, au mois de juillet. Le roi accorda tout ce que le duc demandait ; mais ce monarque avait des vues secrètes, et se proposait de faire tomber le duc dans le piége qu'il lui tendait. Guise fut nommé lieutenant-général de toutes les armées du roi, par pouvoir donné à Chartres, le 6 août 1588, enregistré au parlement de Paris, le 23 (1). On le combla de caresses, et le roi lui fit l'honneur de l'admettre à sa table. S. M. fit, le 3 octobre, l'ouverture des états à Blois. Le crédit du duc de Guise y

(1) Le Père Daniel date ce pouvoir du 14, et la *Vie des Hommes il-*

parut avec éclat. A peine avait-il parlé que tous se rangeaient à son avis. Les choses furent poussées si loin, que l'on ne proposait rien dans cette assemblée qui n'eût été délibéré et discuté dans le cabinet du duc. On demanda que les délibérations fussent rendues publiques, aussitôt que les députés seraient d'accord entr'eux, et sans attendre la décision du roi. On força même le prince d'accorder une diminution sur les impôts, dans un temps où on l'obligeait de déclarer la guerre au duc de Savoie et au roi de Navarre. On exigea aussi que le roi de Navarre fût exclus de la succession à la couronne. Le duc de Guise se fit donner un prévôt de la connétablie et des archers pour sa garde, prérogative qui, selon lui, était attachée à sa dignité de lieutenant-général. Tout tendait enfin à ruiner l'autorité royale et à établir celle du duc, qui en effet donnait l'impulsion aux états, dont tous les membres étaient choisis par lui, et passionnés pour son élévation. Dans ces circonstances critiques, Henri III, prit conseil de ses plus fidèles serviteurs; et, se trouvant dans l'impossibilité de faire punir selon les formes ordinaires un sujet redoutable à son roi et adoré par le peuple, il le fit tuer à l'entrée de son cabinet, le 23 décembre 1588. (1). *Chro-*

---

lustres du 4, en fixant l'enregistrement au 26. Fontanon le date aussi du 4, mais on le trouve dans les registres du parlement daté du 6 août, et l'arrêt d'enregistrement est du 23. (*Tom. VIII, des ordonnances de Henri III.*)

(1) Le duc de Guise réunissait en sa personne tous les avantages qui avaient fait aimer ou admirer les princes de sa famille, lesquels, disait la maréchale de Retz, *avaient si bonne mine, qu'auprès d'eux les autres princes paraissaient peuple* : air de dignité, taille haute, traits réguliers, regards doux, quoique perçants. Il joignait à ces avantages corporels une bravoure à toute épreuve, l'esprit du commandement, la discrétion sous l'air de la franchise, et le don de la persuasion. L'action suivait chez lui la pensée : « Ce que je ne résoudrai, disait-il, en un quart-» d'heure, je ne le résoudrais de ma vie. » M. Charles Lacretelle, dans son *Histoire de France, pendant les guerres de la religion*, a dit du duc de Guise : « C'était un homme nourri dans la politique, qui ne man-» quait pas d'élévation dans l'esprit, mais qui n'en avait aucune dans » l'âme. »

nologie militaire, tom. I, pag. 266; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, le président Hénaut, de Thou, Histoire de France du Père Daniel, Davila, Moréri, et Vie des Hommes illustres de l'abbé Péraut, tom. XVII; Histoire de France par Anquetil, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIX, pag. 192.)

DE **LORRAINE** (Charles), *prince de Joinville*, puis *duc de Guise, pair de France, commandant d'armée*, et fils aîné du précédent, naquit le 20 août 1571. Il prit le nom de duc de Guise après la mort de son père, assassiné à Blois, le 23 décembre 1588. Il avait eu, dès le 6 août précédent, la survivance du gouvernement de Champagne et de Brie, ainsi que la survivance de la charge de grand-maître de France : mais il fut destitué de ces deux charges le jour même de la mort de son père. On l'arrêta aussi, et on le renferma dans le château de Tours, d'où il s'évada, le 15 avril 1591. S'étant alors jeté dans le parti du duc de Mayenne, son oncle, il se rendit à Paris, et y fut reçu avec des acclamations de joie. Au mois de février 1592, pendant le siége de Rouen, dans une escarmouche, le roi Henri IV enleva le quartier du duc de Guise, qui faillit lui-même être fait prisonnier : 200 ligueurs y périrent, et le duc de Guise perdit son bagage et la cornette de sa compagnie. Le roi d'Espagne ayant fait proposer aux ligueurs, en 1593, de faire épouser l'infante au duc de Guise, et de le déclarer roi de France, ce jeune prince se laissa d'abord éblouir par ces offres brillantes, dont le duc de Mayenne lui fit bientôt apercevoir la vanité et l'artifice. Voulant se réconcilier avec le roi, au mois de mai 1594, il résolut de s'en ménager les moyens par une action de vigueur, et se rendit maître de la Champagne. Saint-Paul, l'un des maréchaux de la ligue, nommé lieutenant-général de Champagne par le duc de Mayenne, avait commandé dans cette province, pendant la prison du duc de Guise, et s'était toujours tenu dans l'indépendance de ce prince. Il avait fait bâtir, à l'une des portes de Reims, un fort qu'il faisait garder par 200 étrangers, et son dessein était de livrer la ville aux

Espagnols. Les habitants de Reims se plaignirent au duc de Guise, comme à leur gouverneur, de la conduite de Saint-Paul, et lui demandèrent la démolition de ce fort. Le duc de Guise en parla plusieurs fois à Saint-Paul. Ce dernier, oubliant qu'il devait sa fortune et son élévation à la maison de Guise, répondit avec audace; et, mettant la main sur la garde de son épée, osa dire au duc : « que le fort subsisterait, et qu'il y maintiendrait la garnison. » Guise, indigné de cette insulte, passa son épée au travers du corps de Saint Paul. Il conclut son traité avec le roi, qui le fit gouverneur et lieutenant-général de Provence, et amiral des mers du Levant, par provisions données à Paris, le 22 octobre. En 1596, le duc de Guise s'empara de Martigue, de la tour du Bonc, de Grasse, ainsi que de son château, et d'Hières. Il investit tout à la fois Draguignan et Saint-Tropès, donne deux assauts au château de la Garde; et, pendant qu'on le croit occupé à ce siége, marche jour et nuit, et arrive, le 26 février, à Aubagne, d'où il donne rendez-vous à toutes ses troupes à Saint-Juilen, bourgade éloignée de Marseille d'environ deux lieues. Il ne s'était approché de cette ville que dans la vue de soutenir les intelligences qu'il y avait avec un zélé serviteur du roi, nommé *Libertat*. Celui-ci, indigné de voir ses concitoyens livrés aux fureurs de deux tyrans (Casaux et Louis d'Aix), et sous l'oppression des Espagnols, était convenu avec le duc de Guise, qu'il se déferait des deux tyrans, et qu'il l'introduirait dans la ville. Il tint parole, et tua Casaux de sa main. Au signal marqué, le duc de Guise entre dans Marseille, le 17 février, et en chassa les Espagnols : Louis d'Aix prit la fuite. La prise de Marseille fit autant de plaisir au roi qu'elle déconcerta le duc d'Épernon, l'un des tenants de la ligue, et auquel il ne resta plus alors que la ville de Saint-Tropès, qu'il avait bien fortifiée. Le duc de Guise ayant assiégé cette dernière place, d'Épernon vint la secourir avec 300 hommes de pied. Le duc de Guise, avec 600 fantassins et 150 gendarmes, le battit, le 25 février; lui enleva son bagage, et resta paisible possesseur du gouvernement de Provence. Au mois d'août

1600, il entreprit de surprendre le château de Nice; mais cette expédition échoua, et il se retira avec perte. Il commanda l'armée destinée à couvrir la marche du roi en Guienne, par pouvoir du 14 août 1615. Le roi partit de Paris, le 17, et se rendit à Bordeaux, pour son mariage avec la princesse d'Espagne, et pour celui de la princesse sa sœur, avec le prince d'Espagne. Le duc de Guise conduisit la cour, dans ce voyage, avec 1200 chevaux et 4000 hommes de pied. Il commanda cette même armée, après sa jonction avec celle du maréchal de Bois-Dauphin, par pouvoir donné à Bordeaux, le 27 novembre de la même année : cette jonction eut lieu le 7 janvier 1616. Le roi revenant de Bordeaux à Poitiers, le duc de Guise apprit, à Pamprou, que le prince de Condé voulait s'emparer de Saint-Maixent. Il y marcha avec quelques compagnies de cavalerie, défit à son retour un corps d'infanterie, tua 200 hommes, fit le commandant prisonnier, et dispersa le reste de sa troupe. Le duc de Guise commanda l'armée de Champagne, par pouvoir du 20 avril. Le 1er septembre de la même année, le roi ayant fait arrêter le prince de Condé, auquel il avait accordé une trève, le 20 janvier précédent, le duc de Guise, sur l'ordre qu'il reçut de venir au Louvre, prit l'alarme, et se retira à Soissons, d'où il revint à la cour, le 29. Il eut encore, en 1617, le commandement de l'armée de Champagne, par pouvoir donné à Paris, le 18 janvier. Cette armée était destinée à agir contre le duc de Nevers, et contre les princes et grands du royaume, qui s'étaient ligués pour faire chasser le maréchal d'Ancre. Il investit, le 1er mars, le château de Richecourt, qui capitula, le 5, et que le roi fit raser. Il attaqua ensuite Rosay, dont les habitants s'enfermèrent dans le château, qui se rendit, le 10 mars. Le 15, il investit Château-Porcien, qui se défendit jusqu'à la fin du mois: le duc y entra le 29, et dans le château, le 31. Le 1er avril, il part de Château-Porcien; et, après une marche de huit heures, il arrive près de Laon, à deux heures après minuit; attaque un corps d'infanterie de l'armée des princes, logé dans un des faubourgs, force la barricade, tue une

Espagnols. Les habitants de Reims se plaignirent au duc de Guise, comme à leur gouverneur, de la conduite de Saint-Paul, et lui demandèrent la démolition de ce fort. Le duc de Guise en parla plusieurs fois à Saint-Paul. Ce dernier, oubliant qu'il devait sa fortune et son élévation à la maison de Guise, répondit avec audace; et, mettant la main sur la garde de son épée, osa dire au duc : « que le fort subsisterait, et qu'il y maintiendrait la garnison. » Guise, indigné de cette insulte, passa son épée au travers du corps de Saint Paul. Il conclut son traité avec le roi, qui le fit gouverneur et lieutenant-général de Provence, et amiral des mers du Levant, par provisions données à Paris, le 22 octobre. En 1596, le duc de Guise s'empara de Martigue, de la tour du Bonc, de Grasse, ainsi que de son château, et d'Hières. Il investit tout à la fois Draguignan et Saint-Tropès, donne deux assauts au château de la Garde; et, pendant qu'on le croit occupé à ce siége, marche jour et nuit, et arrive, le 26 février, à Aubagne, d'où il donne rendez-vous à toutes ses troupes à Saint-Juilen, bourgade éloignée de Marseille d'environ deux lieues. Il ne s'était approché de cette ville que dans la vue de soutenir les intelligences qu'il y avait avec un zélé serviteur du roi, nommé *Libertat*. Celui-ci, indigné de voir ses concitoyens livrés aux fureurs de deux tyrans (Casaux et Louis d'Aix), et sous l'oppression des Espagnols, était convenu avec le duc de Guise, qu'il se déferait des deux tyrans, et qu'il l'introduirait dans la ville. Il tint parole, et tua Casaux de sa main. Au signal marqué, le duc de Guise entre dans Marseille, le 17 février, et en chassa les Espagnols : Louis d'Aix prit la fuite. La prise de Marseille fit autant de plaisir au roi qu'elle déconcerta le duc d'Épernon, l'un des tenants de la ligue, et auquel il ne resta plus alors que la ville de Saint-Tropès, qu'il avait bien fortifiée. Le duc de Guise ayant assiégé cette dernière place, d'Épernon vint la secourir avec 300 hommes de pied. Le duc de Guise, avec 600 fantassins et 150 gendarmes, le battit, le 25 février; lui enleva son bagage, et resta paisible possesseur du gouvernement de Provence. Au mois d'août

1600, il entreprit de surprendre le château de Nice; mais cette expédition échoua, et il se retira avec perte. Il commanda l'armée destinée à couvrir la marche du roi en Guienne, par pouvoir du 14 août 1615. Le roi partit de Paris, le 17, et se rendit à Bordeaux, pour son mariage avec la princesse d'Espagne, et pour celui de la princesse sa sœur, avec le prince d'Espagne. Le duc de Guise conduisit la cour, dans ce voyage, avec 1200 chevaux et 4000 hommes de pied. Il commanda cette même armée, après sa jonction avec celle du maréchal de Bois-Dauphin, par pouvoir donné à Bordeaux, le 27 novembre de la même année : cette jonction eut lieu le 7 janvier 1616. Le roi revenant de Bordeaux à Poitiers, le duc de Guise apprit, à Pamprou, que le prince de Condé voulait s'emparer de Saint-Maixent. Il y marcha avec quelques compagnies de cavalerie, défit à son retour un corps d'infanterie, tua 200 hommes, fit le commandant prisonnier, et dispersa le reste de sa troupe. Le duc de Guise commanda l'armée de Champagne, par pouvoir du 20 avril. Le 1er septembre de la même année, le roi ayant fait arrêter le prince de Condé, auquel il avait accordé une trève, le 20 janvier précédent, le duc de Guise, sur l'ordre qu'il reçut de venir au Louvre, prit l'alarme, et se retira à Soissons, d'où il revint à la cour, le 29. Il eut encore, en 1617, le commandement de l'armée de Champagne, par pouvoir donné à Paris, le 18 janvier. Cette armée était destinée à agir contre le duc de Nevers, et contre les princes et grands du royaume, qui s'étaient ligués pour faire chasser le maréchal d'Ancre. Il investit, le 1er mars, le château de Richecourt, qui capitula, le 5, et que le roi fit raser. Il attaqua ensuite Rosay, dont les habitants s'enfermèrent dans le château, qui se rendit, le 10 mars. Le 15, il investit Château-Porcien, qui se défendit jusqu'à la fin du mois : le duc y entra le 29, et dans le château, le 31. Le 1er avril, il part de Château-Porcien; et, après une marche de huit heures, il arrive près de Laon, à deux heures après minuit; attaque un corps d'infanterie de l'armée des princes, logé dans un des faubourgs, force la barricade, tue une

rues, et les contraignit de se retirer, partie sur des hauteurs, et partie dans les châteaux. En même temps les Napolitains envoyent une députation au duc de Guise, et le prient d'être le vengeur de leur liberté. L'entreprise était d'autant plus difficile, que la flotte d'Espagne investissait Naples. Le duc s'embarque sur une petite felouque, le 14 novembre; donne le change aux ennemis, à Gaëtte; traverse l'armée navale d'Espagne, dont il essuye le feu, et aborde, le 15, à Naples. Cette ville, assiégée au dedans et au dehors par les Espagnols, manquait de vivres et de poudre. Les fonds destinés aux achats avaient été divertis. Les troupes en état de servir ne montaient qu'à 4000 hommes de pied et à 300 chevaux; et les chefs de chaque quartier, indépendants les uns des autres, prétendaient tous faire la loi : il en résultait que le plus audacieux et le plus violent emportait les suffrages de la populace. Conformément à l'ordre qu'il en avait du roi, le duc de Guise fit serment de fidélité au peuple, qui le proclama, le 17, généralissime de ses armées, et défenseur de la liberté. Il contint la populace; se fit respecter des mutins, occupa différents postes au dehors, rétablit la subordination et l'abondance dans la ville : ces heureux commencements promettaient beaucoup. De son côté la flotte française canonna pendant six heures celle des Espagnols, et cette dernière eût été défaite, si la flotte française l'eût attaquée en arrivant. Le commandant de cette dernière flotte refusa au duc de Guise, les blés qu'on avait pris sur les ennemis, et offrit des hommes, mais point d'argent pour les payer. L'agent du roi n'oublia rien pour perdre le duc de Guise dans l'esprit des Napolitains. Le duc, abandonné de la France, exposé tous les jours à périr, par le fer ou le poison des émissaires espagnols, et chargé de veiller à la subsistance d'un peuple immense, se soutint néanmoins dans Naples pendant près de cinq mois. Étant sorti de la ville, pour s'emparer de Nisitara, le 6 avril 1648, un Napolitain livra aux Espagnols, la porte d'Albe, où il commandait. Au premier bruit de la surprise de Naples, le duc de Guise y revint; mais le mal était sans remède, et il put voir toutes les avenues occu-

pées par les ennemis. Il se détermina alors à aller joindre quelques gentilshommes qui faisaient la guerre dans les Abbruzzes; mais il trouva tous les chemins garnis de soldats espagnols, et bientôt 600 chevaux, s'étant mis à sa poursuite, le forcèrent de se rendre. Il ne resta plus au duc que 24 chevaux, harassés ou blessés; et son cheval, ayant reçu une mousquetade, ne put lui servir plus long-temps. Dans cette position désespérée, le duc de Guise se rendit prisonnier, et fut conduit au château de Ségovie, en Espagne, d'où il ne sortit qu'au mois d'août 1652. Nommé lieutenant-général commandant l'armée qui devait s'embarquer en Provence, pour aller à Naples, par pouvoir du 18 mai 1654, il la commanda en 1654 et 1655. Il fut fait, au mois d'octobre de l'année 1654, grand chambellan de France, après la mort du duc de Joyeuse. Il s'empara de Castellamare, le 15 novembre; mais les Espagnols obligèrent, quelques jours après, les Français de se rembarquer. De retour en France, le duc de Guise ne servit plus. On lui donna le gouvernement de Ribbemont, par provisions du 9 mars 1661. Il mourut à Paris, le 2 juin 1664 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 534; *Larrey, Mémoires du Père d'Avrigny*; *le président Hénaut, Histoire militaire de Louis XIV, par Quincy*; *Histoire de France, par Anquetil; Gazette de France, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIX. pag.* 199.)

DE LORRAINE-GUISE (Louis), *duc de Joyeuse, pair de France, et lieutenant-général*, frère du précédent, naquit le 11 janvier 1622. Il fut nommé grand-chambellan de France, dès 1644. Il servit, la même année et en 1645 et 1646, à l'armée de Flandre, où il se trouva à divers siéges

(1) Il était bien fait, plein de grâces et d'adresse dans tous les exercices du corps, doué de beaucoup d'esprit et de courage, et fut l'homme le plus galant de son siècle. Ses duels, ses amours romanesques, ses profusions et les diverses particularités de sa vie le rendirent singulier en tout.

et prises de places. Il devint colonel-général de la cavalerie, sur la démission du duc d'Angoulême, son beau-père, par provisions du 20 juillet 1653. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 26 mars 1654, il fut employé dans l'armée commandée par le maréchal de Turenne. Il accompagna, le 22 août, ce général qui allait reconnaître le quartier du prince de Condé devant Arras. Le prince, escorté par 10 escadrons, ayant été rencontré par Turenne et Joyeuse, il y eut de vives escarmouches, dans l'une desquelles le duc de Joyeuse fut blessé. On le transporta à Paris, où il mourut, le 27 septembre 1654. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 191 ; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy* (1), *Gazette de France.*)

DE LORRAINE (Charles), *marquis*, puis *duc de Mayenne, pair et amiral de France, commandant d'armée*, et fils de François de Lorraine qui précède, naquit le 26 mars 1554. Il prit le nom de duc de Mayenne, au mois de septembre 1573. Dès 1562, il avait succédé à son père dans la charge de grand-chambellan. En 1569, il commença à servir sous le duc d'Anjou, contre les calvinistes, commandés par l'amiral de Coligny. Il se distingua particulièrement à la défense de Poitiers, où, chaque jour, il inspirait un nouveau courage aux assiégés, soit en se mettant parmi les travailleurs, soit en marchant avec le soldat aux plus dangereuses attaques. Il déploya ainsi, pendant trois mois, toute l'activité d'une grande jeunesse, ainsi que la contenance de la maturité d'un vieux capitaine. A la bataille de Montcontour, le 3 octobre, il soutint la haute réputation qu'il s'était déjà acquise. Le roi ayant accordé la

(1) Cet historien se trompe, lorsqu'il dit que le duc de Joyeuse fut tué à l'attaque des lignes. Cette attaque se fit le 25 août, et le duc avait été blessé le 22. Le Père Griffet, dans son *Journal de Louis XIV*, dit aussi que le duc de Joyeuse mourut des blessures qu'il avait reçues à l'attaque des lignes. On vient de voir qu'il ne pouvait être présent à cette attaque.

paix aux calvinistes, au mois d'août 1570, le marquis de Mayenne offrit, en 1571, ses services aux Vénitiens dans la guerre contre les Turcs, et joignit, à Corfou, Jean d'Autriche, généralissime de la confédération. Cette campagne échoua par suite de la mésintelligence entre les princes ligués; mais le marquis de Mayenne ne s'y distingua pas moins par des actions de valeur et de prudence que la république récompensa du titre de noble vénitien. En 1573, il servit au siège de la Rochelle, y fut blessé, et s'exposa si souvent avec trop de témérité, que le duc d'Anjou lui en fit des réprimandes. On le pourvut du gouvernement de Bourgogne, à la mort du duc d'Aumale, par provisions du 7 mars de cette même année. Pendant le siége de la Rochelle, le duc d'Anjou ayant été élu roi de Pologne, le marquis de Mayenne fut chargé d'accompagner, dans leur entrée à Paris, les ambassadeurs polonais. Il suivit aussi le nouveau roi dans ses états, et revint en France avec lui. Charles IX érigea en sa faveur le marquisat de Mayenne en duché, par lettres du mois de septembre 1573. Il prit part, en 1575, à l'affaire où Montmorency-Thoré, qui commandait un détachement de Réitres, d'arquebusiers et de gendarmes, fut battu, près de Château-Thierry, par les troupes du roi. A cette affaire, Mayenne fit la première attaque, fut repoussé, revint à la charge, et rompit les ennemis. En 1576, il commanda, à la place du duc de Guise, son frère, l'armée de la frontière de Champagne et de Bourgogne, et eut ordre de marcher contre les troupes qu'amenaient en France le prince de Condé et le prince allemand Casimir. Il s'avança en conséquence dans la Bourgogne pour harceler les ennemis; mais, n'ayant point asséz de monde pour tenter une action, il se borna à les forcer de marcher toujours bien serrés, et à empêcher qu'ils ne s'emparassent de quelques villes fermées. Se faisant craindre et aimer tout à la fois par ses soldats, il les accoutuma à une discipline et une obéissance qui n'existaient plus depuis le commencement des guerres civiles. Il fut chargé d'annoncer, de la part de Henri III, aux états de Blois, que ce prince se déclarait chef de la ligue.

Il fut nommé lieutenant-général commandant l'armée aux pays de Poitou, d'Angoumois, de Saintonge et d'Aunis, par pouvoir donné à Blois, le 9 mars 1577, et se rendit en Saintonge, où il rassembla les troupes, avec lesquelles il devait marcher contre le roi de Navarre et le prince de Condé. Il assiégea et prit Tonnai-Charente, et entra dans Rochefort, qui fut abandonné à son approche. Voulant réduire la Rochelle par la famine, il s'attacha à lui couper toute communication avec les villes circonvoisines. Il investit Marans, le 6 mai, et s'en empara. Il alla camper, le 22 juin, devant Brouage, qui fut obligé de capituler, le 28 août : la reddition de cette place fut suivie de la paix. Le duc de Mayenne fut pourvu de la charge d'amiral de France, sur la démission d'Honorat de Savoie, par provisions du 28 avril 1578. Il parvint à calmer, dans son gouvernement de Bourgogne, où il était fort aimé, les murmures qui s'y étaient élevés à l'occasion de nouveaux impôts que le roi exigeait. Dans cette conjoncture délicate, il eut le talent de concilier des intérêts fort opposés, et de contenter la cour ainsi que les états. Nommé, en 1580, commandant de l'armée du Dauphiné, il prit Saint-Quentin et Beauvoir. En allant reconnaître cette dernière ville, il reçut un coup de mousquet, qui lui effleura la tête auprès de l'œil. Il força la Mure et son château de se rendre, après quatre assauts, et cependant il traita les habitants et la garnison avec tant de bonté et de politesse, qu'il s'acquit leur estime et leur amitié, et gagna les cœurs des protestants dans tout le pays. Ils le suivirent à Grenoble, et le comblèrent d'honneurs. La modération et la sagesse dont il avait donné des preuves, jointes à l'opinion qu'on s'était formée de sa probité, suffirent pour rétablir le calme dans la province ; et le duc de Mayenne revint à la cour, avec la gloire d'avoir plus fait, par ces seuls moyens, qu'on n'eût effectué en gagnant une bataille : la paix se conclut avec les calvinistes. En 1582, il calma encore les esprits, et rétablit la tranquillité dans le Dauphiné sans avoir recours à la force. Il se démit, au mois de juin, en faveur du duc de Joyeuse, l'un des favoris du roi, de la charge d'amiral de France. Il fut dé-

coré de l'ordre du Saint-Esprit, le 31 décembre de la même année. Il fut nommé commandant de l'armée de Guienne, par pouvoir du 1er octobre 1585, et conserva ce commandement jusqu'au 24 décembre 1588. En 1586, il enleva aux protestants plusieurs villes, et entre autres Castillon, qui opposa une résistance opiniâtre et vigoureuse, et dont une partie des habitants fut livrée à la discrétion des soldats vainqueurs. Cherchant moins à faire des conquêtes qu'à se rendre maître de la personne du roi de Navarre, le duc de Guise serait parvenu à s'en saisir, s'il eût été mieux servi par ses confidents. Après avoir suivi pendant longtemps les traces du roi de Navarre, Mayenne apprend que ce prince doit passer la Garonne à Caumont. Il se saisit aussitôt des passages, et marche avec son armée vers cette ville. Le roi de Navarre vint effectivement y coucher, accompagné seulement de 20 gentilshommes et de 10 gardes; mais à peine était-il endormi, qu'on vint lui annoncer l'armée de Mayenne, qui était déjà aux portes de la ville. Le prince gagne promptement les bords de la Garonne, trouve heureusement un bateau dont il se sert pour passer la rivière, et s'échappe, après avoir traversé, sans malencontre, un des quartiers du duc de Mayenne. En 1587, un corps de troupes protestantes, s'étant avancé de l'Allemagne, entra en France, pour y soutenir les calvinistes, et pénétra jusqu'en Bourgogne. Le roi envoya une armée pour leur couper les passages, et le duc de Mayenne alla la joindre, avec 6000 hommes de pied et 1800 chevaux. Ce fut lui qui, au combat de Vimori, le 27 septembre, commença l'attaque avec son infanterie, qui se jeta dans le bourg, passa au fil de l'épée tout ce qui se présentait, et mit le feu aux maisons. Le général allemand, ayant alors réuni quelque cavalerie, vint charger l'infanterie catholique, et la força de reculer. Mayenne s'avance, et est reconnu à la lueur des flammes. Il engage avec le général ennemi un combat, pendant lequel il reçoit un coup de pistolet dans la mentonnière de son casque. De son côté, l'allemand est atteint d'un violent coup de sabre. A l'exemple de leurs chefs, les troupes se battent avec fureur; mais un violent orage qui survient

force les combattants de se séparer. Traversé dans ses projets par les autres chefs de l'armée, le duc de Mayenne se retira mécontent, et promit son appui à la ligue. Au commencement de 1588, il assista, à Nanci, à un conseil tenu par le duc de Guise, son frère, et les principaux chefs de la ligue. Le duc de Guise ayant été tué, dans la même année, par ordre de Henri III, pendant la tenue des états de Blois, Mayenne, dans lequel le roi craignait de trouver un vengeur de l'assassinat du duc, fut sur le point d'être arrêté à Lyon, et n'échappa que d'une heure à ceux que l'on avait envoyés pour s'assurer de sa personne. En 1589, il se déclara contre le roi, après s'être assuré des places de la Bourgogne, dont il était gouverneur. Il fit des levées de troupes, et marcha vers Orléans dont les habitants assiégeaient déjà le château. A son approche, les troupes royales abandonnèrent ce château. Mayenne s'empara ensuite de Chartres. Dans l'espèce de frénésie où étaient les peuples, on voyait de tous côtés les habitants des villes et des campagnes accourir et se ranger sous les drapeaux de Mayenne, qui se servit de ces nombreuses recrues pour augmenter les garnisons des villes qu'il lui importait de conserver, ainsi que pour se former un corps d'armée, avec lequel il se flattait déjà de repousser les efforts du parti royal. Le duc de Mayenne, devenu le chef, l'âme et l'espoir de la ligue, arriva à Paris, où il fut reçu avec le plus grand enthousiame par les habitants, qui le traitèrent en souverain aimé de ses peuples. Il y créa un conseil-général de la ligue ou de l'union, dont le premier acte fut de conférer à Mayenne le titre de lieutenant-général de l'état royal et couronne de France. Après avoir donné, le 4 mars de la même année 1389, des lettres portant convocation des états pour le mois de juillet suivant, il se rendit, au commencement d'avril, à l'armée qui, par ses ordres, s'était rassemblée dans la Beauce. Il s'empara de Vendôme et mit le siége devant Château-Renaud; mais, lorsqu'il se disposait à pousser les attaques contre cette dernière place, il reçut avis qu'il lui serait aisé de surprendre la cavalerie royale, postée à Saint-

Ouen, près d'Amboise. Il décampe aussitôt, tombe brusquement sur cette cavalerie, lui tue 600 hommes, fait un grand nombre de prisonniers, s'empare de 17 étendards, assiége le commandant des troupes royales, qui s'était réfugié dans le château, et le force de capituler. Les soldats de Mayenne, au mépris des articles de la capitulation, massacrèrent une partie de la garnison; mais le duc, indigné de cette violation du traité, et jaloux en même temps de maintenir la discipline militaire, punit avec la dernière sévérité les auteurs de ce lâche attentat. Il renonça au siége de Château-Renaud, parce qu'il méditait alors un dessein bien plus important pour son parti : c'était d'enlever le roi, qui était dans Tours, et de s'emparer de cette ville. Mayenne, qui y avait des intelligences, ménagea la chose de manière que le roi devait être engagé à une partie de promenade, pendant laquelle on le ferait donner dans une embuscade de cavalerie. Au cas que le coup manquât, Mayenne devait, en attaquant le faubourg de Tours, y attirer toutes les troupes du roi; et alors ceux qui étaient dans ses intérêts se seraient saisis sans difficulté de la personne de S. M. Henri III n'échappa à ces embûches que parce qu'un paysan l'avertit à temps du danger qu'il courait, en lui apprenant qu'il avait aperçu les ennemis au dehors de la ville. Cependant Mayenne, qui, dans la nuit du 7 mai, avait fait onze lieues pour arriver devant Tours, attaqua le faubourg et s'en rendit maître, après une escarmouche qui dura depuis 10 heures du matin jusqu'au soir, et qui coûta au roi 300 hommes et presque tous ses officiers les plus marquants. Mayenne n'avait à regretter qu'une centaine de ligueurs, et pouvait encore espérer de réussir dans son entreprise, lorsque l'arrivée inopinée du roi de Navarre, avec des renforts, l'obligea d'y renoncer. Dès le lendemain, Mayenne marcha vers le Maine. Il assiégea la ville d'Alençon, et s'en rendit maître, le 22 mai. Henri III et le roi de Navarre ayant fait cause commune contre les ligueurs, après leur entrevue au château du Plessis-lès-Tours, le 30 avril 1589, se disposèrent à réduire Paris. Mayenne résolut de s'y enfermer;

et, après avoir repris Montereau sur les royalistes, il arriva dans la capitale, dont les deux Henris avaient fait l'investissement, le 30 juillet. Après la mort de Henri III, assassiné le 1er août, par Jacques Clément, Henri IV, qui montait sur le trône, fit faire à Mayenne des propositions d'accommodement. Celui ci, séduit par les promesses de secours que lui faisait l'ambassadeur d'Espagne, refusa de prêter l'oreille aux offres de Henri. Il fit proclamer roi le vieux cardinal de Bourbon, sous le nom de Charles X, prit le titre de lieutenant-général du royaume, et marcha, à la tête de 30,000 hommes, contre Henri, qui feignait de vouloir entreprendre le siége de Rouen. Chemin faisant, Mayenne reçut à composition les villes de Poissy, Mantes, Vernon, et Gournay. Henri IV, content du succès de sa feinte, se retira vers Dieppe, suivi de 7000 hommes, et se retrancha au village d'Arques. Mayenne arriva, le 13 septembre, à la vue du Polet (faubourg de Dieppe), avec le dessein de s'en emparer, de battre l'embouchure du port, de priver Henri des secours de l'Angleterre, et de réduire la place par la famine. Henri IV laisse la garde de ses retranchements à un de ses généraux, marche au Polet et s'y maintient, malgré les escarmouches qui eurent lieu pendant 3 jours. Mayenne, après avoir perdu 200 hommes, tente, le 21, l'attaque du camp d'Arques, est défait, et se retire cependant en bon ordre. Trois jours après, Mayenne affecte de décamper sans bruit, laissant dans son camp ses bagages, ses munitions et une partie de ses malades, pour faire croire à Henri, qu'il voulait surprendre, que son départ avait été précipité. Après une marche de sept lieues, Mayenne campe entre Arques et Dieppe, pour couper toute communication avec la ville. Henri, qui pénètre le dessein du duc, laisse quelques troupes dans le château d'Arques, se loge, avec une partie de son armée, dans Dieppe et les faubourgs, et place le reste dans les villages. Le duc décampa, et prit la route de Picardie. Le roi parut aux portes de Paris, le 1er novembre, et emporta plusieurs faubourgs. Mayenne entra le lendemain dans la capitale avec son armée. Sa présence empêcha l'effet des

intelligences que Henri s'était ménagées dans Paris. L'ambassadeur d'Espagne, aidé par la faction des *seize*, qu'il avait gagnée, briguait la couronne de France pour son maître; et, d'un autre côté, le duc de Lorraine intriguait pour la faire tomber sur la tête de son fils. Mayenne fit proclamer roi publiquement, dans le parlement de Paris, le cardinal de Bourbon, que Henri IV retenait prisonnier à Fontenay-le-Comte, et se fit en même temps confirmer dans la charge de lieutenant-général du royaume, pour tout le temps de la détention du cardinal. L'Espagnol, déconcerté, demanda pour son maître le titre de protecteur du royaume, avec le pouvoir de disposer des charges et des dignités, et proposa l'alliance d'une princesse d'Espagne avec un prince de France, alliance qui ne se ferait qu'après la mort du cardinal de Bourbon. Mayenne temporisa d'abord, et fit naître des difficultés; mais, prévoyant que les cabales séditieuses des *seize*, qui dominaient dans le conseil de l'union, pourraient finir par triompher de toute sa prudence, il eut l'adresse de s'assurer d'abord de personnes distinguées par leur naissance et leur mérite, leur fit voir où tendaient les manœuvres des Espagnols et de la faction des *seize*, et cassa le conseil de l'union, dont il méprisa les murmures et les menaces. Il composa un nouveau conseil, nomma un garde-des-sceaux et quatre nouveaux secrétaires-d'état, et indiqua l'assemblée des états à Meaux, pour le 3 février suivant. Sur la fin de l'année 1589, Mayenne prit le château de Vincennes. Il profita d'une absence du gouverneur de Pontoise pour serrer cette place de si près, qu'elle fut obligée de se rendre, le 6 janvier 1590. Il assiégea, dès le 9, la ville de Meulan, qui, par sa position, empêchait la liberté des communications de Paris avec Mantes, par la rivière, et y entra par la brèche. Le roi vient au secours de Meulan, et Mayenne lève le siége du château. Après le départ de Henri, il y revient avec son armée, est chassé de nouveau, et fait sa retraite. L'ambassadeur d'Espagne et les ligueurs recommencent alors leurs intrigues; mais Mayenne menace à son tour, et se montre inflexible. Il se rend cependant à

Bruxelles pour y hâter l'arrivée des secours espagnols, choisit ce qu'il trouve de meilleur dans l'armée du duc de Parme, rejoint ensuite son camp, et s'avance vers Dreux, dont le roi lève le siége à son approche. Les deux armées se rencontrent à Ivry, le 14 mars. A la tête de son aile gauche, Mayenne fond sur la troupe du roi, qui le reçoit avec la plus grande intrépidité. Bientôt la cavalerie de Mayenne est enfoncée, et son infanterie se débande. Presque seul sur le champ de bataille, Mayenne tient ferme, avec 30 gentilshommes, et élève plusieurs fois son étendard pour rallier ses gens. Les royalistes poursuivent leur succès, tuent tout ce qui tombe sous leurs mains, et obligent Mayenne de se sauver à Mantes, d'où il se rendit à Saint-Denis. On s'était servi dans cette affaire d'armes courtes, et la mêlée avait été très-meurtrière pour les deux partis. Après avoir confié au duc de Nemours (1) la défense de Paris, Mayenne alla attendre en Picardie les troupes que le duc de Parme lui avait promises. Le roi voulut surprendre Mayenne; mais celui-ci s'enferma dans Laon, et se retrancha dans les faubourgs : Henri, qui l'y attaqua, fut obligé de renoncer à son entreprise. Le roi cependant continuait toujours le siége de Paris, et déjà les habitants de la capitale, réduits à la dernière extrémité, pensaient à se rendre. Sur ces entrefaites, le duc de Parme arrive avec les secours espagnols, et joint, à Meaux, le 22 août, le duc de Mayenne, qui fait passer des vivres aux Parisiens. Henri lève le siége, le 31 août. Par une ruse de guerre, on fait croire à Henri qu'on veut en venir à une action générale; et, pendant que le roi se prépare au combat, les ducs de Mayenne et de Parme investissent Lagny, l'emportent d'assaut, le 6 septembre, et la font démanteler : l'occupation de cette ville facilitait les moyens d'approvisionner Paris. De Lagny, ils marchent à Corbeil,

(1) Fils de Jacques de Savoie, duc de Nemours, et de la veuve de François de Lorraine, duc de Guise, assassiné à Orléans, le 18 février 1563.

s'emparent, chemin faisant, des ponts de Saint-Maur et de Charenton, assiégent Corbeil, le 24 septembre, l'enlèvent d'assaut, le 16 octobre, et passent tout au fil de l'épée. Le duc de Parme étant retourné avec son armée dans les Pays-Bas, le roi assiége Chartres, en 1591. Mayenne, pour l'obliger à abandonner cette entreprise, fait de son côté le siége de Château-Thierry, que le gouverneur défend faiblement, et qui se rend aussitôt que l'artillerie a fait brèche. La faction des *seize*, toute dévouée aux vues ambitieuses de l'Espagne, devenait de plus en plus redoutable, même pour le duc de Mayenne. Elle prétendait tout régler dans Paris, et avait même poussé les choses jusqu'à sacrifier à ses fureurs le premier président et plusieurs conseillers du parlement de la ligue. Mayenne, justement indigné, se hâte de venir punir une telle insolence. Il arrive à Paris, le 28 novembre, avec 300 chevaux et 1500 hommes d'infanterie, se fait remettre la Bastille, et fait pendre, le 4 décembre, quatre des principaux membres de la faction. En 1592, le duc de Parme, étant parti des Pays-Bas avec une armée d'Espagnols, vint rejoindre Mayenne. Ils s'emparèrent de Neufchâtel, après un siége de quelques jours. Le roi assiégait alors la ville de Rouen. Les deux ducs s'approchèrent lentement de cette ville, mais en faisant courir le bruit qu'ils en voulaient à Dieppe. Le roi le crut, et conduisit un fort détachement de ce côté. Pendant ce temps, le gouverneur de Rouen fait, le 25 février, une sortie qui a le résultat le plus complet. Le duc de Parme veut que l'on profite de la consternation où cet événement met les assiégeants, pour surprendre leur camp; mais Mayenne, qui appréhende de voir les Espagnols entrer dans Rouen et s'y établir en maîtres, s'oppose vivement à cette attaque; et, par suite de la mésintelligence qui s'établit à ce sujet entre les deux ducs, ils se retirent en Picardie, et laissent le roi reprendre, le 15 mars, ses opérations contre Rouen. Cette ville était déjà réduite à l'extrémité, lorsque les deux ducs s'en rapprochent, le 20 avril. Le roi, qui n'avait que des forces inférieures, lève le siége. Mayenne ayant fait résoudre le siége de Caudebec, on le commença, le 24

avril. Le duc de Parme y fut blessé; et Mayenne, chargé seul des opérations, se rendit maître de la place en peu de jours. Pour couvrir Caudebec, Mayenne se retrancha à Yvetot, et le roi en fit autant à une demi-lieue de cette dernière ville. Dans ces positions respectives, les deux armées eurent de fréquentes escarmouches. Mayenne évita toujours d'en venir à une action générale; et bientôt les vivres lui manquant, il décampa à la faveur d'un brouillard, et prit, le 18 mai, une position plus rapprochée de la Seine, et dans un lieu fortifié par la nature. L'armée du roi enferma celle de Mayenne dans cette position, et la réduisit aux plus cruelles extrémités. Mayenne paraissait n'avoir plus d'autre ressource que de tenter le sort d'une bataille. Cependant deux forts, que les deux ducs firent construire sur les deux rives de la Seine, leur ayant permis de construire un pont, la vigilance du roi fut mise en défaut, et ils s'échappèrent par ce moyen. Mayenne assiégea Quillebeuf, le 4 juillet; et, ayant été forcé par le roi de se retirer, il se dédommagea en prenant Pont-Audemer, que le gouverneur lui livra. Le roi avait fait construire à Gournay un fort qui nuisait beaucoup aux Parisiens. Mayenne voulut s'en rendre maître, vers le milieu du mois d'octobre; mais l'arrivée de Henri IV, avec des forces supérieures, déconcerta encore cette entreprise. Vers ce temps, Paris était plus que jamais en proie aux menées de deux factions, celle des *seize* et celles des *politiques*. Les premiers voulaient un roi du choix de l'Espagne; les seconds demandaient la paix, et qu'on reconnût le légitime héritier du trône. Mayenne arrive dans la capitale sur la fin du mois d'octobre, blâme les *politiques*, intimide les *seize*, dépose les officiers de ville créés par ces factieux, en nomme de nouveaux, de sa propre autorité, et crée un amiral, ainsi que quatre maréchaux de France. Sachant que le roi était avec une faible escorte à la Roche-Guyon, Mayenne sort de Paris, le 4 janvier 1593, pour aller surprendre ce monarque; mais Henri, prévenu à temps, était déjà à Chartres, quand Mayenne arriva à la Roche-Guyon. Mayenne fit à Paris, le 26 de ce mois, l'ouverture des états de la

ligue. On y proposa de faire le serment de ne jamais reconnaître Henri IV, quand bien même il se ferait catholique; mais le duc de Mayenne s'opposa fortement à cet avis. Ayant interrompu les séances, il marcha sur Noyon, dont il s'empara avec le secours des troupes espagnoles. Lorsqu'il revint à Paris, au mois de mars, le parti espagnol, qui avait beaucoup d'influence, prétendait faire abolir la loi salique, et placer sur le trône de France l'infante Isabelle, née d'Élisabeth de France, fille de Henri II. Mayenne, que ce projet contrariait et révoltait tout à la fois, le fit échouer. Il usa également de tout son ascendant sur l'esprit du duc de Guise, son neveu, pour faire rejeter par ce jeune prince l'offre qu'on lui faisait de la couronne de France. Enfin il s'y prit de manière à engager les états à différer l'élection d'un roi, et résista aux brillantes propositions que lui faisaient les Espagnols, qui, pour l'engager à servir leurs vues, lui offraient le duché de Bourgogne, en souveraineté; le gouvernement de Picardie, pendant sa vie; le titre de lieutenant-général du royaume, et de grosses sommes d'argent. Apprenant que Heni IV pensait à abjurer le calvinisme, Mayenne s'expliqua sur cette conversion, de manière à faire entendre qu'il la souhaitait. Sur ces entrefaites, et malgré les ligueurs, il conclut, avec le roi qui l'avait demandée, une trève qu'on publia à Saint-Denis et à Paris, le 1er août. Le duc de Nemours, frère utérin de Mayenne, disposait alors de tout, en souverain, dans son gouvernement de Lyon. Mayenne, pour arrêter les projets de ce jeune ambitieux, le fit emprisonner à Pierre-Encise. La conversion de Henri IV avait eu lieu, le 25 juillet 1593; et, de ce moment, tous les cœurs vraiment français s'étaient attachés à ce monarque. Le duc de Mayenne quitta Paris, le 5 mars 1594 (le roi y entra le 22), et se retira à Soissons, pour être plus à portée de joindre l'armée espagnole, que le comte de Mansfeld avait amenée sur la frontière de Picardie. Tous deux marchèrent pour secourir la ville de Laon, que le roi tenait assiégée, et dont la conservation était d'une extrême importance pour le parti de la ligue; mais Henri IV leur enleva deux convois, leur tua

beaucoup de monde, et les força de regagner l'Artois. En 1595, le duc de Mayenne ne put, malgré tous ses efforts et les secours des Espagnols, empêcher, que le roi ne lui enlevât les villes de Beaune et de Dijon. Henri IV ayant ensuite marché en personne pour achever de soumettre la Bourgogne, les deux armées se rencontrèrent à Fontaine-Française, le 5 juin, et celle du duc de Mayenne y fut complétement battue. La cérémonie de l'absolution du roi ayant été faite solennellement à Rome, le 17 septembre de la même année, le duc de Mayenne, qui jusque-là avait pris le prétexte de la religion pour armer contre Henri, n'ayant plus alors de motif plausible pour combattre, demanda et obtint une nouvelle trêve, et se retira à Châlons-sur-Saône. Il fit enfin son accommodement avec le roi, au commencement de janvier 1596; et Henri IV donna, à cette occasion, un édit dans lequel il parla de l'affection que le duc de Mayenne avait montrée pour sa patrie, en ne donnant jamais son consentement au démembrement de l'état. Le roi lui accorda trois places de sûreté, dont deux en Bourgogne et une en Champagne. Mayenne obtint, par provisions du 24 janvier, le gouvernement de l'Ile-de-France, vacant par la mort du sieur d'O, et se démit alors du gouvernement de Bourgogne. De ce moment, le duc de Mayenne fut inviolablement attaché à Henri IV, qui l'admit dans sa plus grande intimité (1). Il suivit ce prince au siége de La Fère, qui se rendit, le 16 mai 1596. Les Espagnols ayant surpris la ville d'Amiens, en 1597, le duc de Mayenne fut le seul qui, dans le conseil du roi, fût d'avis de marcher de suite pour la reprendre : cet avis prévalut. Sur l'avis de la marche des troupes du roi, les Espagnols vinrent avec une armée au secours d'Amiens, et cherchèrent à engager une bataille; mais le duc de Mayenne opina encore pour que les Français restassent dans leurs retranchements, et conduisit lui-même les travaux, au moyen desquels ces

---

(1) Voltaire, dans sa *Henriade*, a dit du duc de Mayenne :

« Fut le meilleur sujet du plus juste des princes. »

retranchements devinrent presque inaccessibles aux ennemis. Ces derniers, instruits des difficultés qu'ils auraient à essuyer pour forcer le passage, abandonnèrent leur entreprise; et les assiégés, privés du secours sur lequel ils avaient compté, capitulèrent, le 25 septembre. La paix de Vervins, signée le 2 mai 1598, mit un terme aux hostilités et aux exploits militaires du duc de Mayenne, qui continua à jouir de la confiance de Henri IV. Après la mort de ce prince, en 1610, la reine régente fit entrer le duc de Mayenne dans son conseil. Il se démit, la même année, du gouvernement de l'Ile-de-France, en faveur de son fils. Il mourut à Soissons, le 3 octobre 1611. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 281; *Histoire de France*, *du Père Daniel; le président Hénault*, *de Thou*, *Mémoires de la Ligue*, *Vie des Hommes illustres*, *tom. XVIII; Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. V et VI; Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XXVI*, *pag.* 229.)

DE LORRAINE (Henri), *marquis de Mayenne*, puis *duc d'Aiguillon*, et enfin *duc de Mayenne*, *pair de France*, *commandant d'armée*, et fils du précédent, naquit le 20 décembre 1578. Il prit le titre de duc de Mayenne après la mort de son père, le 3 octobre 1611. Le roi l'avait nommé chambellan de France, conformément au traité d'accommodement signé à Folembrai, en faveur de son père, le 24 janvier 1596. On érigea pour lui la terre d'Aiguillon en duché-pairie, par lettres données à Blois, au mois d'août 1599, registrées au parlement de Paris, le 2 mars suivant. Il fut pourvu, en 1610, du gouvernement de l'Ile-de-France, sur la démission de son père. Il fut envoyé en Espagne, au mois de juin 1612, comme ambassadeur extraordinaire, pour demander en mariage, au nom du roi, l'infante Anne d'Autriche. En 1614, il se laissa gagner par le maréchal de Bouillon, qui avait formé un parti à la cour, contre le maréchal d'Ancre, et se retira à Soissons; mais il rentra dans son devoir, à la paix de Sainte-Ménéhould, le 15 mai, et eut alors un brevet qui lui assurait le gouvernement de Paris, s'il devenait vacant. Il re-

vint à la cour, en 1616; mais le prince de Condé ayant été arrêté au Louvre, par ordre du roi, le duc de Mayenne quitta de nouveau Paris, et alla s'enfermer dans Soissons. Déclaré rebelle, en 1617, il fut assiégé dans cette ville, et s'y défendit avec beaucoup de bravoure, jusqu'à ce que le roi l'ayant fait instruire de la mort du maréchal d'Ancre, il se soumit. Nommé gouverneur et lieutenant-général de Guienne, sur la démission du prince de Condé, par provisions du 18 mai 1618, il prêta serment entre les mains du roi, le 22, et fit son entrée à Bordeaux, le 3 juillet. Il se démit alors du gouvernement de l'Ile-de-France, et de la survivance de celui de Paris. Il eut, par pouvoir du 22 mars 1619, le commandement de l'armée de Guienne destinée à agir contre ceux qui se servaient du nom de la reine pour troubler l'état. Cette princesse, mécontente de la cour, s'était échappée de Blois, favorisée par le duc d'Épernon, qui avait armé pour elle 6000 hommes d'infanterie et 1000 chevaux. Le duc de Mayenne assembla alors dans son gouvernement 12,000 hommes, avec lesquels il marcha vers l'Angoumois, pour étouffer dans leur naissance ces commencements d'une guerre civile: elle n'eut en effet point de suite, et la reine-mère se reconcilia avec son fils. Le duc de Mayenne fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre de la même année. Il eut le commandement de l'armée en Basse-Guienne, par pouvoir du 19 mai 1621. Le duc de Rohan fomentait à cette époque la rébellion parmi les calvinistes de Guienne. Le duc de Mayenne, assisté des maréchaux de Roquelaure et d'Aubeterre, assiégea Nérac. Pour l'obliger à lever ce siége, le marquis de la Force surprit la ville de Caumont; mais, le château ayant tenu bon, Mayenne eut le temps de venir à son secours avec une partie de ses forces, et obligea le marquis de la Force de renoncer à son entreprise. Mayenne retourna ensuite devant Nérac, s'en empara, le 9 juillet, et se saisit successivement de toutes les places de sûreté qui avaient été accordées aux calvinistes dans le duché d'Albret et le comté d'Armagnac. Il alla ensuite trouver le roi à Agen. Au siége de Montauban, que l'on

investit, le 18 août, le duc de Mayenne se chargea de la seconde attaque, qui fut la plus vive : c'était celle d'un faubourg que la rivière du Tarn sépare de la ville. Il y donna deux assauts avec une valeur surprenante; mais il fut repoussé. Étant, le 17 septembre, à l'extrémité des tranchées, près du fossé, il montrait au duc de Guise, nouvellement arrivé de Provence, comment il se proposait de réparer le mauvais succès de ses premières attaques, lorsqu'il reçut dans l'œil un coup de mousquet, dont il mourut le même jour. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 390; *Dupleix*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *le Vassor*, *Mercure de France*, *Hist. de Louis XIV*, *par le Père Griffet*, *continuée par le Pere Daniel.*)

DE LORRAINE (Claude, IIe du nom), *marquis de Mayenne*, puis *duc d'Aumale*, *commandant d'armée*, et fils de Claude de Lorraine, duc de Guise, qui précède, naquit le 1er août 1526 (1). Il fut nommé colonel-général de la cavalerie de France, à la création de cette charge, par provisions du 20 décembre 1549. François de Lorraine, son frère, ayant pris le nom de duc de Guise à la mort de leur père, le 18 avril 1550, le marquis de Mayenne devint alors duc d'Aumale et en prit le titre. Il fut établi gouverneur et lieutenant-général en Bourgogne, aussi à la mort de son père, par provisions du 15 juin de la même année. Nommé, en 1552, l'un des commandants de l'armée de Lorraine, il se trouva à la réduction de Metz, de Toul et de

(1) Il assista successivement au sacre des rois Henri II, François II, et Charles IX. Ce fut à la première de ces cérémonies que l'on vit éclater les prétentions de la maison de Lorraine, qui allaient jusqu'à s'égaler aux princes du sang. Dans une occasion solennelle, le duc d'Aumale ayant pris rang avec le duc de Vendôme : « C'est tout ce que je pourrais permettre au duc de Lorraine, chef de votre maison, » lui dit le prince. — « Il est vrai, répondit d'Aumale, que vous avez le pas sur lui en France, et non ailleurs ; car il est souverain, et vous sujet et vassal de la couronne. M. de Lorraine ne relève que de Dieu et de son épée. » Henri II décida cette contestation en faveur du duc d'Aumale.

Verdun. Pendant la défense de la première de ces places, dans la même année, on le chargea de suivre et d'observer le marquis Albert de Brandebourg, qui s'était présenté comme auxiliaire des Français, et auquel, pour cause de suspicion, on avait refusé l'entrée dans Metz. Le duc d'Aumale, ne s'étant pas tenu suffisamment sur ses gardes, fut surpris par le marquis de Brandebourg. Accablé par le nombre, il se défendit avec beaucoup de valeur, eut plus de 200 gentilshommes tués, reçut lui-même 3 coups de pistolet, et fut fait prisonnier. Il obtint sa liberté, en 1553. Quelque temps avant la bataille de Renty, en 1554, le duc de Savoie, commandant l'armée impériale, détacha un parti de 6000 chevaux contre 5000 cavaliers qui formaient l'arrière-garde française, et qui se trouvèrent obligés de passer un ruisseau en présence des ennemis. Le duc d'Aumale, l'un des commandants de cette arrière-garde, tint ferme, jusqu'à ce que le ruisseau fût bordé d'arquebusiers, et l'ennemi, constamment repoussé, ne put entamer les Français. Le duc d'Aumale commanda, en 1555, l'armée d'Italie, sous le maréchal de Brissac. Ce dernier étant tombé malade, d'Aumale le remplaça et entreprit le siége d'Ulpian. Ayant fait jouer ses mines, l'une d'elles ensevelit sous ses ruines un grand nombre des assiégés, et fit une brèche sur laquelle on se logea, et d'où l'on pointa le canon sur une seconde brèche que la seconde mine avait entamée : la ville et la citadelle capitulèrent, au mois de septembre. Le duc d'Aumale fut fait grand-veneur de France, en survivance de son frère, par provisions du 4 juin 1556. En 1557, il accompagna le duc de Guise, son frère, dans son expédition d'Italie, et y commanda 400 gendarmes et 800 chevau-légers. Il revint en France, en 1558, avec le duc de Guise, qu'on y avait rappelé après la perte de la bataille de Saint-Quentin. Au siége de Calais, la même année, le duc d'Aumale fut chargé, par son frère, de la défense du château, que l'on avait emporté. Il y soutint pendant la nuit deux attaques furieuses que firent les Anglais, et réussit à s'y maintenir, malgré les efforts de l'ennemi et le feu d'une artillerie foudroyante. Il fit ensuite

terrasser la porte du château, du côté de la ville, et mit ce poste à l'abri de toute insulte. En 1562, il fut envoyé en Normandie, pour s'opposer aux entreprises des calvinistes dans cette province. Le 19 décembre, à la bataille de Dreux, le duc d'Aumale s'avançait pour soutenir le connétable, qui avait été blessé et mis hors de combat. Les soldats du connétable, alors vivement poursuivis par Coligny, tombèrent au milieu de l'escadron du duc d'Aumale et le rompirent. Le duc fut renversé de son cheval, et eut la jambe gauche cassée. Il servit au siége du Havre, en 1563. Il alla, en 1567, au-devant des Suisses engagés au service du roi, et les escorta lorsqu'ils se rendaient à Paris, après la retraite de Meaux. Dans la même année, il marcha contre un capitaine calviniste nommé La Coche, qui, avec 1500 hommes, tant de cavalerie que d'infanterie, ravageait la Franche-Comté, l'Alsace et les terres de l'évêché de Strasbourg. Il le joignit à Neufbourg, l'obligea de combattre, le 12 novembre, s'empara de la ville, et fit prisonniers La Coche, ainsi que plusieurs officiers, malgré la vigoureuse défense que firent ceux-ci, lorsqu'on les eut enveloppés. Le duc d'Aumale fut nommé, par pouvoir du 30 août 1568, lieutenant-général, pour commander l'armée en Champagne, Brie, Bourgogne, pays Messin et Lorraine, conjointement avec le duc de Nemours, et sous l'autorité du duc d'Anjou, lieutenant-général pour tout le royaume. Il s'opposa vivement alors à la marche des Allemands protestants, commandés par le duc de Deux-Ponts, qui venaient au secours du prince de Condé. En 1569, il mena ses troupes de Strasbourg en Bourgogne, harcela le duc de Deux-Ponts, et l'empêcha, par de fréquentes escarmouches, de ravager la province et de s'emparer des villes. Les deux armées traversèrent ainsi la Bourgogne, sans que les Allemands pussent entamer le duc d'Aumale, dont les forces étaient inférieures à celles de ses adversaires. Le duc de Deux-Ponts s'étant approché de la Loire, le duc d'Aumale alla joindre le duc d'Anjou, pour l'aider à disputer le passage de cette rivière. Il commanda un des corps de la cavalerie à la bataille de Montcontour : la paix

se fit, au mois de février 1573. Les hostilités ayant recommencé avec les calvinistes, dès le mois de mars de la même année, le duc d'Aumale alla servir au siége de la Rochelle, où il fut chargé du détail des opérations. Il y fut tué par un boulet de canon, le 3 du même mois (1). (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 248; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *le président Hénault*, *le Père Daniel*, *de Thou*, *Davila*, *Histoire militaire des Suisses*, *Histoire de France par Anquetil*, *tom. IV et V*; *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. III*, *pag.* 68.)

DE LORRAINE (René), *marquis d'Elbeuf*, *commandant d'armée*, et frère du précédent, naquit le 14 août 1536. Il se signala à la défense de Metz, en 1552, et au ravitaillement de Mariembourg, en 1555. Il fit, avec le duc de Guise, les campagnes d'Italie, en 1556 et 1557 : il était alors colonel-général des 6000 Suisses qui marchèrent à cette expédition. Il servit, en 1558, aux siéges de Calais et de Thionville. Nommé lieutenant-général commandant l'armée d'Écosse, par pouvoir du 18 novembre 1559, il partit pour ce pays, au commencement de l'année 1560, avec 8 vaisseaux; sa flotte ayant été battue par les tempêtes, il fut obligé de rentrer dans les ports de France. En 1561, il conduisit en Écosse la reine Marie Stuart, veuve de François II. Il y arriva, le 21 août, et y séjourna jusqu'au commencement de 1562. A son retour en France, il servit dans l'armée commandée par le roi de Navarre et par le duc de Guise. On le chargea de la défense de Baugency. Il força, le 16 septembre, le bourg de Notre-

(1) Le duc d'Aumale fut l'un des moteurs de la Saint-Barthélemy, en haine de l'amiral de Coligny, auquel il ne pardonna jamais la mort de François duc de Guise, dont il le regardait comme l'auteur ou le complice. La Popelinière, écrivain protestant, dit cependant qu'après avoir satisfait sa vengeance sur l'amiral et sur les principaux seigneurs de son parti, le duc d'Aumale revint aux sentiments de générosité qui lui étaient naturels, et qu'il contribua, avec le duc Henri de Guise, son neveu, à sauver du carnage un grand nombre de personnes.

Dame-de-Cléry, où il défit deux compagnies de protestants. Il fut créé capitaine et lieutenant-général des galères du roi, à la mort de François de Lorraine, son frère, par provisions du 31 mars 1563. Il devint capitaine et lieutenant-général des galères du Ponent et du Levant, par autres provisions du 6 avril de la même année. Il mourut au mois de juillet 1566. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 226; *le président Hénault*, *le Père Daniel*, *de Thou*, *Histoire militaire des Suisses.*)

DE LORRAINE (Charles, IIe du nom), *duc d'Elbeuf, pair de France*, *commandant d'armée*, et petit-fils du précédent, naquit en 1596. Il fut créé chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre 1619. Il commanda l'armée de Normandie pendant les années 1620 et 1621, et y fut chargé d'observer le duc de Longueville, et de l'arrêter s'il excitait quelque mouvement dans la province. On lui donna le gouvernement de Normandie, sur la démission du duc de Longueville, par provisions du 13 juillet 1620. Il fut blessé, au mois d'août 1621, au siége de Saint-Jean-d'Angély, où il servait comme volontaire. Nommé commandant de l'armée de la Basse-Guienne, par pouvoir du 16 décembre suivant, il se présenta, le 27 janvier 1622, devant le château de la Force. Le marquis de ce nom étant venu au secours du château, attaqua l'armée le 31, et fut obligé de se retirer, après avoir perdu 300 hommes. On convint ensuite que le château serait mis sous la garde de Bourdeilles, qui en répondrait au roi. Le duc d'Elbeuf assiégea Montravel, au mois de février, força le faubourg, le 23, et enleva la ville d'assaut, le 28. Les assiégés s'étant retirés dans des tours soutenues de bastions et de retranchements, le duc d'Elbeuf fit donner deux nouveaux assauts, dans l'un desquels périrent le gouverneur et 800 de ses soldats : le reste de la garnison se rendit à discrétion. Pendant ce temps, le duc de la Force ayant surpris Tonneins, le duc d'Elbeuf se joignit au maréchal de Thémines, et tous deux attaquèrent à la fois la ville basse et le château. Pour les emporter, ils forcèrent six barricades et tuèrent 300 hommes. Le siége

de la ville haute fut long et meurtrier, et le duc de la Force, qui s'approcha deux fois pour secourir son fils, enfermé dans la place, fut battu. La ville haute, après avoir été réduite en cendres, capitula, le 4 mai. Le duc d'Elbeuf accompagna le roi au siége de Montpellier. Il fut nommé gouverneur de Picardie, après la mort du connétable de Lesdiguières, par provisions du 30 juillet 1627. Il fit son entrée dans cette province, le 8 octobre, et se démit alors du gouvernement de Normandie. Il embrassa, en 1631, le parti de MONSIEUR, quitta le royaume, et se réfugia en Flandre. Déclaré criminel de lèse-majesté, il fut destitué de son gouvernement de Picardie, le 10 octobre, et condamné à être décapité par arrêt du parlement de Dijon, du 14 janvier 1633. En 1643, il rentra en grâce auprès du roi, et fut rétabli dans son gouvernement de Picardie, sur la démission du maréchal de Chaulnes, par provisions du 1er septembre. Il commanda l'armée de Flandre, conjointement avec le maréchal de Gassion, par pouvoir du 7 août 1644. Pendant les troubles de la *fronde*, en 1649, le duc d'Elbeuf offrit ses secours aux Parisiens. *Déclaré général de l'armée du roi*, *sous l'autorité du parlement*, il devint maître absolu dans Paris; mais son autorité y fut bientôt détruite par l'arrivée du prince de Conty, que le parlement reconnut pour généralissime, et dont le duc d'Elbeuf ne fut plus qu'un des lieutenants. La cour accorda une amnistie générale le 1er avril, et le cardinal Mazarin revint à Paris, le 18 août. Le duc d'Elbeuf commanda en chef l'armée de Flandre, par pouvoir du 1er février 1652; mais, par suite des divisions qui régnaient dans le royaume, cette armée ne fut point en état de s'opposer aux progrès des ennemis. Le duc d'Elbeuf ne servit plus, depuis cette époque, et mourut à Paris, le 5 novembre 1657. (*Chronologie militaire*, *tom. I*, *pag.* 403; *le Vassor*, *Mercure français*, *Gazette de France*, *Histoire de Louis XIV*, *par le Père Griffet; Anquetil*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tom. XIII*, *pag.* 4.)

DE LORRAINE (Charles, IIIe du nom), *duc d'Elbeuf, pair de France, lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit en 1620. Il fut connu, pendant la vie de son père, sous le nom de *comte* de Harcourt-Elbeuf. Il servit en Italie, sous le comte de Harcourt, son oncle, et s'y trouva, en 1641, à la bataille d'Yvrée; à la levée du siége de Chivas, par le prince Thomas; au siége et à la prise de Coni. En 1642, il fut employé en Picardie, sous le même général. Il se signala, sous M. le duc d'Enghien, à la bataille de Rocroy, et à la prise de Thionville et de Sierck, en 1643, ainsi qu'au siége de Gravelines, en 1644. Il leva, par commission du 25 février 1645, un régiment de cavalerie de son nom; combattit, sous M. le duc d'Enghien, à la bataille de Nortlingen, et marcha au siége de Trèves. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 26 avril 1646, il fut employé à l'armée de Flandre, sous MONSIEUR, et y servit au siége de plusieurs places. Nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 22 mars 1648, il concourut, sous M. le prince de Condé, à la prise d'Ypres, et à la défaite des ennemis à Lens. On licencia son régiment à la fin de la campagne. Employé, en 1649, à l'armée de Flandre, sous le comte de Harcourt, il tailla en pièces un corps de Lorrains, près de Valenciennes, le 10 juin, et défit 800 chevaux entre Douay et Saint-Amand, le 23. Il servit au siége de Cambray, et prit Condé, le 25 août, après deux jours de tranchée ouverte. Employé sous le maréchal du Plessis-Praslin, en 1650, il marcha au secours de Guise, au siége et à la prise de Rethel, et eut part à la défaite des Espagnols près de cette place. Employé, en 1651, sous le maréchal d'Aumont, à l'armée de Flandre, il contribua à sauver la ville de Vervins, attaquée par le duc de Wurtemberg. Il obtint le gouvernement-général de Picardie et d'Artois, en survivance du duc d'Elbeuf, son père, par provisions données à Saumur, le 5 mars 1652 : il n'a point servi depuis. Il fut créé duc d'Elbeuf, pair de France, et gouverneur en chef de la Picardie, à la mort de son père, le 5 novembre 1657. Il fit enregistrer ses provisions de gouverneur de Picardie au parlement de Paris,

le 2 mars 1658. Il se trouva à l'entrée que le roi et la reine firent à Paris, le 26 août 1660. Il mourut en cette ville, le 4 mai 1692, à l'âge de 72 ans. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 38; *le président Hénault*, *Mémoires de d'Avrigny*, *Histoire militaire de Louis le Grand, par le marquis de Quincy*; *Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Gazette de France.*)

DE LORRAINE (Henri), *prince*, puis *duc d'Elbeuf*, *pair de France et lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 7 août 1661, et fut connu sous le nom de *prince d'Elbeuf* du vivant de son père. Il eut d'abord le gouvernement-général de la Picardie et de l'Artois, en survivance du duc d'Elbeuf, par provisions données à Saint-Germain-en-Laye, le 29 janvier 1677. Il suivit, la même année, le roi, aux siéges et à la prise de Valenciennes, de Cambray et de sa citadelle, et aux siéges de Gand et d'Ypres, en 1678 : il fut blessé à la jambe au siége de cette dernière place. Il servit, sous M. le dauphin, aux siéges de Philisbourg, de Manheim et de Franckendal, en 1688. Il finit la campagne d'Allemagne, sous le même prince, en 1690. Devenu aide-de-camp du roi, en 1691, il servit au siége et à la prise de Mons. Créé maréchal-de camp, par brevet du 25 avril, et employé, par lettres du 28, à l'armée de Piémont, sous M. de Catinat, il se trouva au siége et à la prise de Veillane et de Carmagnolle, et au siége de Coni, que M. Bulonde leva. Après la reprise de Carmagnolle par le duc de Savoie, le duc d'Elbeuf fut chargé de détruire plusieurs habitations de Barbets, aux environs de Pignerol, et y réussit; mais il ne fut point heureux dans sa retraite, qu'on le contraignit de faire avec beaucoup de précipitation et de perte. Il servit ensuite au siége de la citadelle de Montmélian. Devenu duc d'Elbeuf, à la mort de son père, le 4 mai 1692, il entra en possession du gouvernement de Picardie. Employé à l'armée de Flandre, par lettres du 3 avril, il servit au siége et à la prise des ville et châteaux de Namur, et combattit à Steinkerque et à Neerwinde, en 1693. Il était, en 1694, de la marche de

Vignamont au pont d'Espierre. Il servit au bombardement de Bruxelles, en 1695. Nommé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 3 janvier 1696, il servit à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, cette année et la suivante : on n'y entreprit rien. Il ne servit plus jusqu'à sa mort, qui arriva le 12 mai 1748. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 410; *Mémoires du temps, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Gazette de France.*)

DE LORRAINE (François-Marie), *comte de Lillebonne, lieutenant-général*, 4[e] fils de Charles de Lorraine, II[e] du nom, duc d'Elbeuf, qui précède, naquit le 4 avril 1624. Il fut fait capitaine au régiment du cardinal Mazarin, par commission du 22 mai 1645, et servit au combat de Nortlingen et à la prise de cette place, où il fut blessé. Il marcha ensuite au siége d'Hailbron, et à la prise de Trèves. Il leva un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 12 février 1646; servit, la même année, au siége de Lérida, y fit des prodiges de valeur, et y eut un cheval tué sous lui. En 1647, au siége de Dixmude, il fut blessé d'un coup de feu, dans un combat qui se livra sur une digue près de l'Écluse. Il combattit à Lens, et servit au siége de Furnes, en 1648; fut employé à l'armée devant Paris, et se trouva à la prise de Charenton, au siége de Cambray, et à la prise de Condé, en 1649. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 22 novembre de cette même année, il servit, en 1650, au secours de Guise, à la prise de Rethel, et au combat qui se donna sous cette place. On le nomma lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 28 décembre 1651. Il servit en Guienne, en 1651, 1652 et 1653, et s'y trouva à plusieurs combats et siéges. Employé, sous le maréchal de Turenne, par lettres du 19 juin 1654, il commanda 6 escadrons de cavalerie à l'attaque et à l'enlèvement des lignes des Espagnols devant Arras. Il servit, en 1655, 1656, 1657 et 1658, à l'armée de Flandre, et s'y trouva aux nombreux siéges et prises de places qui eurent lieu pendant le cours de ces quatre années. Il était, en

1659, premier lieutenant-général de l'armée de Flandre, sous le maréchal de Turenne. La suspension d'armes arrêta le cours des opérations militaires. Le régiment de cavalerie du comte de Lillebonne fut licencié, le 18 avril 1661. En 1667, il eut un régiment de cavalerie au service du duc de Lorraine, commanda les troupes que ce prince avait jointes à l'armée du roi, servit au siége de Douay, investit Oudenarde, et concourut à la prise de Lille. Il défit, le 31 août, une partie de la cavalerie espagnole, près de Dainsse, petite ville sur la Lys. Étant à la tête de 5000 hommes, il battit, le 26 septembre 1668, les Palatins, qui étaient venus l'attaquer auprès de Binghen, et leur tua 1200 hommes. Il mourut à Paris, le 11 janvier 1694. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 114; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire militaire de Louis XIV, par le marquis de Quincy*; *Gazette de France*.)

DE LORRAINE (Henri), *comte de Harcourt et d'Armagnac, commandant d'armée*, et 2ᵉ fils de Charles de Lorraine, Iᵉʳ du nom, duc d'Elbeuf, qui précède, naquit le 20 mars 1601. Il fit ses premières armes à la bataille de Prague, le 8 novembre 1620. Il servit ensuite, comme volontaire, dans les guerres contre les calvinistes, et se trouva aux siéges de Montauban, de Saint-Jean-d'Angely, de l'île de Ré et de la Rochelle. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633. Nommé général de l'armée navale, par pouvoir du 12 avril 1636, il la commanda, conjointement avec l'archevêque de Bordeaux, pendant les années 1636, 1637, 1638 et partie de 1639. En 1637, le comte de Harcourt leva l'ancre, le 13 février, pour aller faire une descente dans l'île de Sardaigne. Il débarqua, le 21, marcha à Oristan; et, trouvant la ville remplie de provisions et d'effets, mais abandonnée par ses habitants, il la livra au pillage et la brûla. Il se rembarqua ensuite, et fit voile vers la Provence, dans le dessein de chasser les Espagnols des îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat. Il descendit en effet dans l'île Sainte-Marguerite, le 28 mars, à

quatre heures après midi, malgré le feu des ennemis. Cette île étant défendue par 5 forts réguliers, les Espagnols y disputèrent le terrain pied à pied, et le dernier fort ne capitula que le 6 mai. Le comte de Harcourt descendit, le 13, dans l'île Saint-Honorat, se saisit des redoutes, attaqua le fort, et se logea sur la contrescarpe : le gouverneur se rendit le 14. Nommé général de l'armée d'Italie, par pouvoir du 2 septembre 1639, il la commanda pendant les années 1640 et 1641. Au mois d'octobre 1639, il se rendit à Carignan, où les troupes montrèrent, à son arrivée, l'impatience qu'elles avaient de combattre sous ses ordres. L'armée était campée à Quiers; mais, comme les Espagnols lui coupaient les vivres, le comte de Harcourt se détermina à décamper à la vue de l'ennemi. Le marquis de Leganez commandait sur ce point une armée espagnole, forte de 10,000 hommes de pied et de 5000 chevaux, et le prince Thomas pouvait sortir de Turin avec 6000 hommes. L'armée française n'avait à leur opposer, dans sa retraite, que 5000 hommes d'infanterie et 3000 chevaux. A peine l'avant-garde française fut-elle sur le bord du ruisseau de la Route, que les Espagnols chargèrent l'arrière-garde, en même temps que le prince Thomas tombait sur l'avant-garde, conduite par le comte de Harcourt. Le prince Thomas fut défait en un instant, et s'enfuit en désordre à la faveur de la nuit. Le comte de Harcourt fait aussitôt dresser un pont, sur lequel passent son avant-garde et son bagage, pendant que l'arrière-garde entretient le combat, toujours en approchant du ruisseau. Léganez attendait le jour pour attaquer avec toutes ses forces; mais, avant la pointe du jour, l'infanterie était au-delà du ruisseau, que le comte de Harcourt fit border d'un double rang de mousquetaires, qui favorisèrent le passage de ce qui restait de cavalerie et de dragons : ce combat se donna le 20 novembre, et Léganez y perdit 2000 hommes (1). En 1640, après avoir pris

(1) En envoyant le cartel pour l'échange des prisonniers, Leganez fit dire au comte de Harcourt que, s'il était roi de France, il lui ferait cou-

le château de Busque, Revel et Brodel, il marcha contre Léganez, qui assiégeait Casal; attaqua ses retranchements, le 29 avril, et les força après un combat de cinq heures, dans lequel Léganez perdit 6000 hommes, tués ou prisonniers, son canon, ses munitions, et presque tout son bagage. Casal étant délivré, le comte de Harcourt marcha contre Turin, dont les Français occupaient la citadelle. Le prince Thomas étant maître de la ville avec une nombreuse garnison, Léganez s'avance à la tête de 12,000 chevaux, et enferme le comte de Harcourt entre son armée et la ville de Turin. Bien persuadé que le comte ne lui échapperait pas, Léganez le conduisait déjà, en idée, attaché à son char, et il avait fait avertir les dames de Turin qu'il était temps de louer des fenêtres pour voir passer son prisonnier. Le comte de Harcourt se retrancha de manière à repousser les sorties du prince Thomas, et les attaques de Léganez : une circonvallation le rassurait contre l'un, une contrevallation le rassurait contre l'autre, et ses retranchements tinrent constamment contre les assauts redoublés des Espagnols. Le combat fut sanglant, le 2 juin. Le 11 juillet, il dura jusqu'à la fin du jour, et Léganez y perdit 4000 hommes. Le comte de Harcourt, qui avait commencé le siége avec 10,000 hommes, reçut des renforts; mais Léganez occupa deux passages qui coupaient les vivres aux Français. Ceux-ci, à l'exemple du comte de Harcourt, vécurent, pendant 22 jours, avec huit onces de pain par jour. La disette étant encore plus grande dans Turin, le prince Thomas fit, le 14 septembre, une grande sortie, et s'empara de deux redoutes; mais elles furent bientôt reprises par les Français, et le prince rentra dans la ville, après avoir perdu 500 hommes. Léganez, qui semblait n'être arrivé que pour être spec-

---

per la tête pour avoir hasardé une bataille contre une armée plus forte que la sienne. « Et moi, répondit de Harcourt, si j'étais roi d'Espagne, » je ferais couper la tête au marquis de Leganez pour s'être laissé battre » par une armée beaucoup plus faible que la sienne. »

tateur de la déroute des assiégés, ne se flatta plus de vaines espérances, et se retira. Turin se rendit, le 24 septembre (1). En 1641, le comte de Harcourt arriva, le 19 avril, à Yvrée dont le siége était formé depuis le 11. Il fit donner l'assaut qui dura deux heures; mais la brèche était retranchée : il y perdit 300 hommes. Le prince Thomas étant venu au secours de la place, le comte l'attaqua, le 24 : le combat ne finit qu'avec la nuit. Le prince Thomas ayant attaqué Chivas, le comte de Harcourt leva le siége d'Yvrée, pour secourir Chivas, et força le prince Thomas de s'éloigner de cette dernière place, le 15 mai. Après s'être emparé de Ceva, Pianneze et Mondovi, il assiégea, le 30 juillet, la place de Coni, qui capitula, le 15 septembre (2). La campagne finit par la prise de Revel et de Démon. Le comte de Harcourt avait levé, par commission du 24 février 1641, un régiment de cavalerie de son nom, qui fut licencié, en 1659. Il en leva un d'infanterie, qui porta aussi son nom, par commission du 2 novembre de la même année, et s'en démit en novembre 1665. Il fut nommé gouverneur et lieutenant-général de Guienne, par provisions du 2 janvier 1642, registrées au parlement de Bordeaux, le 4 septembre suivant : ces charges étaient vacantes par la mort du duc d'Épernon et la disgrâce du duc de la Valette, son fils. Il commanda l'armée de Flandre, par provisions du 23 janvier 1642, et ravitailla Bassée pour six mois. Les Espagnols prirent Lens et investirent la Bassée. Le comte de Harcourt, étant trop faible pour arrêter leur progrès, se joignit au maréchal de Guiche, et tous deux s'avancèrent pour attaquer les lignes ennemies; mais, ayant

(1) Ce siége de Turin présente un concours de circonstances fort extraordinaires : le prince Thomas, maître de la ville, assiégeait le château, pendant que la ville était assiégée par le comte de Harcourt, qui, de son côté, était assiégé par Leganez. On rapporte que le fameux Jean de Wert dit à l'occasion du siége de Turin : « Qu'il aimerait mieux être » de Harcourt qu'empereur. »

(2) On fit alors la remarque que, depuis 500 ans, le comte de Harcourt était le premier capitaine qui se fût rendu maître de Coni.

jugé cette attaque impossible, ils se séparèrent. Le comte de Harcourt marcha vers le Boulonnais, pour couvrir Calais, et se tint sur la défensive pendant le reste de la campagne. Il fut fait grand-écuyer de France, par provisions du 10 août 1643, en se démettant du gouvernement de Guienne; mais, comme cette charge ne le dédommageait point de ce gouvernement, dont il se démettait en faveur du duc d'Épernon, ci-devant duc de la Valette, les mêmes provisions lui assurèrent une pension de 30,000 livres. Nommé vice-roi de Catalogne, sur la démission du maréchal de la Mothe, par provisions du 24 décembre 1644, il commanda l'armée dans cette province, pendant les années 1645 et 1646, et les deux premiers mois de 1647. Au mois de mai 1645, il couvrit, contre l'armée espagnole, le siége de Roses, que faisait le comte du Plessis-Praslin. Après la prise de cette place, le comte de Harcourt s'empara d'Agramont, et de Saint-Aunais; passa la Sègre; battit l'armée ennemie dans les plaines de Lorens, et lui tua 4000 hommes. S'étant mis à la poursuite du général espagnol et du reste de sa troupe, il l'assiégea dans Balaguier, qui se rendit à composition, le 20 octobre. Une conspiration, qui s'ourdit contre lui vers ce temps, le rappela à Barcelonne, où il fit arrêter et punir les chefs du complot. Au mois de mai 1646, il investit la place de Lérida, qu'il voulait prendre par famine; mais le marquis de Léganez le força, au mois de novembre, de lever ce siége, et de se retirer dans un désordre qui entraîna la perte des bagages et du canon. Le comte de Harcourt ne servit point en 1647 et 1648. Il fut nommé, le 17 janvier 1649, pour commander en Normandie, où, avec un petit nombre de troupes, il prit Quillebeuf et Pont-Audemer, et tint en échec le duc de Longueville, qui s'était déclaré pour le parlement contre la cour. On l'établit premier gouverneur et lieutenant-général en Alsace, par provisions du 20 avril de la même année. Commandant l'armée de Flandre, par pouvoir du 29 août suivant, il défit, près de Valenciennes, un corps de troupes lorraines; passa au fil de l'épée 800 hommes de cavalerie, entre Douay et Saint-Amand, et assiégea Cambray.

Les Espagnols ayant introduit 1400 hommes dans cette place, avant que les lignes de circonvallation fussent achevées, le comte de Harcourt fut obligé de lever le siége. Il prit Condé, Maubeugé et le château d'Esclen. Il commanda l'armée de Normandie, sous le roi, par pouvoir du 29 janvier 1650, et fut chargé d'empêcher les mouvements que la détention des princes pouvait faire naître dans cette province. Nommé général de l'armée de Guienne, par pouvoir du 24 décembre 1651, il la commanda jusqu'au mois de septembre 1652, prit plusieurs places dont les garnisons tenaient pour le prince de Condé, et força ce prince de lever le siége de Cognac. De là, il marcha sur la Rochelle, que l'on s'efforçait d'enlever au roi, et se rendit maître de cette ville. Mécontent du cardinal Mazarin, il se retira, en 1652, dans son gouvernement d'Alsace, se mit à la tête des troupes étrangères, et prit plusieurs villes. Battu par le maréchal de la Ferté, il reconnut sa faute, et fit sa paix avec la cour. Il se démit de son gouvernement, au mois de décembre 1659, en faveur du cardinal Mazarin, et fut pourvu, le 20 du même mois, de celui d'Anjou, qu'il conserva jusqu'à sa mort : elle eut lieu dans l'abbaye de Royaumont, le 25 juillet 1666 (1). (*Chronologie militaire, tom. I, p. 455; Dupleix, le président Hénault, Histoire militaire du règne de Louis XIV, Larrey, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil*; *Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XIX, pag. 401.*)

DE LORRAINE (Louis-Philippe), dit le *prince Philippe, lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit en 1643. Il fut d'abord chevalier de Malte, connu sous le nom de chevalier de Lorraine, et obtint successivement plusieurs

(1) Le comte de Harcourt joignait aux qualités des grands capitaines celles qui distinguent l'homme de bien. Il ne parlait de ses succès qu'avec beaucoup de modestie et de réserve : « S'il y a, disait-il, des malheurs imprévus à la guerre, il y a aussi des bonheurs qu'on n'aurait osé se promettre. »

abbayes. Il alla servir comme volontaire à l'armée d'Italie, où il se trouva aux siéges de Trin et de Mortare, et au secours de Valence, en 1658. En 1664, étant alors enseigne de la compagnie colonelle du régiment de Harcourt, il passa en Hongrie, comme volontaire, sous les ordres du comte de Coligny, et se distingua au combat de Raab, le 1er avril. Il se signala aussi à la défense du pont de la place de Kerment, assiégé par les Turcs. Dans cette circonstance, un jeune Turc, étant sorti des rangs, demanda un brave pour se mesurer avec lui; le chevalier de Lorraine se présenta, engagea avec le Turc un combat singulier, et lui passa son épée au travers du corps. Il déploya aussi beaucoup de valeur au combat de Saint-Godard. Devenu colonel du régiment de Harcourt, sur la démission du comte de Harcourt, son père, par commission du 10 novembre 1665, il alla servir comme volontaire sur la flotte des Hollandais, et donna de grandes preuves de bravoure dans le combat naval, livré aux Anglais, le 5 août 1666. Il commanda son régiment, en 1667, au siége de Bergues, où, à la tête de 200 hommes, il attaqua et emporta la demi-lune. Il servit ensuite aux siéges de Tournay, de Douay, d'Oudenarde et de Lille, et fut blessé à ce dernier siége, le 24 août. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 27 mars 1668, il fut employé, par lettres du 30, à l'armée qui devait agir, sous le duc d'Orléans, aux Pays-Bas : la paix fut conclue au mois de mai. Son régiment, ayant été détruit en Candie, fut licencié en 1672. Le chevalier de Lorraine servit, cette même année, sous les ordres du roi, et se trouva à toutes les opérations de la campagne. Il attaqua et emporta la contrescarpe au siége d'Orsoy, et se distingua au siége de Zuputen. Il servit, en 1673, au siége de Maëstricht. En 1674, il concourut à la conquête de la Franche-Comté, fut blessé au siége de Besançon, par un coup de mousquet qui perça son écharpe, et se distingua d'une manière brillante au siége de Dôle, dans la nuit du 6 juin. S. M. lui envoya le comte de Marsan, son aide-de-camp, pour lui dire combien elle était satisfaite de sa valeur et de ses services. Le chevalier de Lorraine combattit, la même année, à Seneff. Il

fut blessé à la bataille de Cassel, en 1671, et servit, la même année, au siége de Saint-Omer. Créé chevalier des ordres du roi, le 1er janvier 1689, il prit en même temps le nom de prince de Lorraine. Il accompagna le roi au siége de Mons, en 1691, et à celui de Namur, en 1692. Il ne servit plus depuis cette dernière époque, et mourut à Paris, le 8 décembre 1702. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 414, *Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE LORRAINE (Camille), dit le *prince Camille*, *maréchal-de-camp*, et neveu du précédent, naquit le 26 octobre 1666. Après avoir servi pendant un an dans les mousquetaires, avec lesquels il fit la campagne de Flandre, en 1683, il obtint une compagnie de cavalerie dans le régiment d'Armagnac, par commission du 20 octobre de la même année. Il commanda sa compagnie, en 1684, au siége de Luxembourg, après lequel elle fut réformée. Il servit comme volontaire en Allemagne, pendant les années 1688 et 1689, et se trouva aux siéges de Philisbourg, de Manheim, de Franckenthal, à la prise de Mayence et à la conquête du Palatinat. Devenu mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 25 novembre 1689, il le commanda à l'armée d'Allemagne, jusqu'en 1695. Créé brigadier de cavalerie, par brevet du 3 janvier 1696, il fut employé en cette qualité, à l'armée de Flandre, cette année et la suivante; au camp de Compiègne, en 1698, et à l'armée d'Allemagne, en 1701. Ayant été promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 29 janvier 1702, il se démit de son régiment de cavalerie, et alla servir en Allemagne, sous le maréchal de Catinat. Employé à la même armée, en 1703, il y servit aux siéges de Brisach et de Landau, et combattit à la bataille de Spire. Il fut créé grand-maréchal de Lorraine, en 1704, et se fixa alors à Nanci, où il mourut, au mois de décembre 1715. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 530; *mémoires du temps, Gazette de France.*)

DE LORRAINE (Charles-Louis), *prince de Pons, lieutenant-général*, et issu d'une autre branche de la famille des précédents, naquit le 19 novembre 1696. Il entra dans les mousquetaires, le 10 mars 1714, et fut fait colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 15 mars 1718. On le créa chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Il servit au camp de la Moselle, du 31 août au 30 septembre 1732, et se trouva au siége de Kehl, en 1733. Créé brigadier, par brevet du 20 février 1734, et employé à l'armée du Rhin, par lettres du 1er avril suivant, il concourut à l'attaque des lignes d'Ettingen et au siége de Philisbourg. Il servit encore à l'armée du Rhin, par lettres du 1er mai 1735, et se démit de son régiment en faveur de son fils. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 1er mars 1738, il fut employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Maillebois, par lettres du 1er août 1741; marcha avec la 2e division de l'armée qui partit de Sédan, le 31; la conduisit en Westphalie, et passa l'hiver dans le pays de Juliers. Lorsque cette armée passa de Westphalie en Bohême, le prince de Pons marcha avec la 1re division, et se trouva à quelques escarmouches qui eurent lieu pour forcer les passages. Il passa l'hiver en Bavière, rentra en France avec la 1re division de l'armée, au mois de juillet 1743, et finit la campagne en Basse-Alsace, sous le maréchal de Noailles. Il fut employé à l'armée du roi, en Flandre, par lettres du 1er avril 1744. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 2 mai, il servit au siége de Menin, comme maréchal-de-camp. Déclaré lieutenant-général, le 7 juin, il se trouva en cette qualité au siége d'Ypres, et commanda les troupes à Dixmude et pendant le siége de Furnes. Passé à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Saxe, par lettres du 1er juillet, il finit la campagne au camp de Courtray. Il fut employé à l'armée du roi en Flandre, pendant les campagnes de 1745, 1746 et 1747; se trouva au siége de Tournay; combattit à la bataille de Fontenoy; servit au siége de Namur, et se trouva aux batailles de Raucoux et de Lawfeld. Il ne servit plus jusqu'à sa

mort, qui arriva à Paris, le 1er novembre 1755. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 296; *mémoires du temps*, *Gazette de France.*)

DE LORRAINE (Camille-Louis), *prince Camille*, puis *prince de Marsan*, *lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit le 19 décembre 1725. Il quitta l'état ecclésiastique qu'il avait d'abord embrassé, pour entrer, en 1741, aux mousquetaires, avec lesquels il fit la campagne de 1742, en Flandre, où l'on se tint sur la défensive. Après la bataille de Dettingen, où il se distingua, en 1743, il obtint, par commission du 20 juillet, un régiment de cavalerie de son nom, qu'il commanda sur le Rhin pendant le reste de la campagne. En 1744, il commanda son régiment à l'armée de Flandre, et se trouva aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes. Il passa, en juillet, à l'armée commandée par le maréchal de Saxe, et finit la campagne au camp de Courtray. Employé à la même armée, en 1745, il combattit à la bataille de Fontenoy; servit aux siéges de Tournay, d'Oudenarde et d'Ath, la même année, et au siége de Bruxelles, en février 1746. Il prit part à la bataille de Raucoux, au mois d'octobre. Créé brigadier, par brevet du 20 mars 1747, et employé à l'armée de Flandre, par lettres du 1er mai, il combattit à Lawfeld, et marcha, en août, au siége de Berg-op-Zoom. Il servit, en 1748, au siége de Maestricht; fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 10 mai, et se démit de son régiment, au mois de janvier 1749, époque à laquelle il fut déclaré maréchal-de-camp. Nommé chevalier des Ordres du roi, le 1er janvier 1756, il fut reçu, le 2 février. Il servit, en 1757, dans l'armée de l'impératrice, reine de Hongrie et de Bohême, sous les ordres du prince Charles de Lorraine et du maréchal de Daun, et se trouva à toutes les actions de cette campagne, entr'autres, à la défaite du général Winterfeld, par le général Nadasty. Dans cette affaire, le prince Camille déploya la plus grande valeur. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 6 juin 1758, et employé à l'armée commandée par le prince de Soubi-

se, par lettres du même jour, il concourut à la prise de Marbourg, au mois de juillet; à la bataille de Lutzelberg; à la prise de Rhinfeld, et à celle de Francfort, où il passa l'hiver. Chargé de la défense de Berghen, le 13 avril 1759, jour où fut livrée la bataille de ce nom, il y montra autant de bravoure que d'activité; après avoir repoussé les ennemis jusqu'à trois fois, il les obligea d'abandonner tout-à-fait leur attaque, et de se retirer avec une perte considérable. Employé à la même armée, sous le marquis de Contades, par lettres du 1er mai, il servit au corps de réserve commandé par le duc de Broglie, et se trouva à la prise de Minden, ainsi qu'au combat qui se donna près de cette place. Employé à la même armée, par lettres du 1er mai 1760, il combattit à Corback, le 10 juillet. Il prit le nom de prince de Marsan, au mois de février 1762. La date de sa mort ne nous est pas connue. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 611; *mémoires du temps.*)

DE LORT D'ALONSAC (François), *maréchal-de-camp*, servait, dès l'an 1630, dans le régiment de Champagne. Il y était devenu capitaine, lorsqu'on le créa maréchal-de-camp, par brevet du 19 juillet 1655. Il fut fait lieutenant-colonel du régiment de Champagne, dont il était alors premier capitaine, le 18 janvier 1665. A cette même époque, il exerçait la charge de maître-d'hôtel du roi. Il se démit de sa lieutenance-colonelle, au mois d'août 1670, et se retira dans ses terres. Il est dit dans l'arrêt du 15 décembre 1669, qui le maintint dans sa noblesse, qu'il n'avait pas manqué une seule action de guerre depuis 40 ans qu'il servait, et qu'il avait reçu plusieurs blessures. Il mourut le 20 avril 1679. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 401.)

DE LOSSE, *voyez* DE BEAULIEU.

LE LOUP DE BEAUVOIR (Claude), *marquis de Bellenave, maréchal-de-camp*, avait servi pendant plusieurs années en qualité de lieutenant et de capitaine, dans un vieux corps, lorsqu'il obtint, par commission du 3 juillet 1634,

un régiment d'infanterie de son nom, qu'il commanda, la même année et jusqu'en 1638, à différents combats, batailles, assauts, siéges et prises de places. Il se démit de son régiment à la fin de la campagne de 1638, et fut nommé sergent de bataille, le 17 novembre de la même année. Il servit, en cette qualité, pendant les campagnes de 1639, 1640, 1641, 1642 et 1643, et se trouva aux siéges et à la prise d'Hesdin, d'Arras, d'Aire, de la Bassée, de Bapaume, de Thionville et de Sierck; au combat d'Honnecourt, et à la bataille de Rocroy. Il combattit avec la plus grande distinction aux batailles de Fribourg, en 1644. Il eut, par commission du 18 août 1644, un régiment d'infanterie, qui prit son nom, et qu'il conserva jusqu'à sa mort. Le marquis de Bellenave servit aux siéges de Philisbourg et de Landau. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 17 octobre 1644, il fut nommé, par ordre du 6 mars 1645, pour commander le corps de troupes destiné à la conservation des places fortes le long du Rhin. Employé, dans la même année, à l'armée d'Allemagne, sous le duc d'Enghien, il combattit avec beaucoup de valeur à la bataille de Nortlingue, gagnée sur les Impériaux, le 3 août, y fut blessé, et mourut des suites de cette blessure, au mois de décembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 189; *Gazette de France.*)

LE LOUP (Louis-Marie), *comte de Chasseloir, maréchal-de-camp*, naquit à Nantes, le 23 novembre 1751. Il fut fait sous-lieutenant du régiment de Penthièvre cavalerie, en 1772, et passa capitaine au régiment Royal-Roussillon cavalerie, le 3 juin 1779. Ayant émigré, en janvier 1791, il joignit, à Worms, le corps d'armée de M. le prince de Condé, et fut nommé, en avril 1792, colonel en second de la cavalerie de la légion de Mirabeau, avec laquelle il fit la guerre de cette époque, jusqu'à la dissolution de ce corps. Il se trouva à toutes les affaires qui eurent lieu, et se distingua en plusieurs occasions. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1793. Lorsque l'armée du prince de Condé se rendit en Russie, vers

la fin de 1797, les restes des différents régiments de cavalerie qui en avaient fait partie ayant été incorporés pour former le régiment d'Enghien, le comte de Chasseloir fut nommé commandant du 3ᵉ escadron de ce nouveau régiment. Il revint de Russie avec le corps du prince de Condé, en 1799, et se trouva aux combats livrés en Suisse. Il rentra en France, en 1800; mais il n'y accepta aucun service ni emploi sous le gouvernement de Buonaparte. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, à prendre rang dans l'armée, du 28 avril 1800. S. A. R. MONSIEUR le nomma, en 1817, inspecteur-général des gardes nationales du département de la Loire-Inférieure. Il conserva cet emploi jusqu'à la suppression des états-majors de la garde nationale, en 1819. Pendant la durée de ses fonctions, il avait organisé 17 légions, qui toutes se distinguèrent par leur dévouement au roi. Le comte de Chasseloir a été créé commandeur de l'ordre du Phénix de Hohenlohe, le 10 avril 1817. (*Etats et brevets militaires.*)

DE **LOWENDAHL**, *voyez* DE LOEVENDAHL.

DE LA **LOYÈRE**, *voyez* ARMAND.

DU **LUC**, *voyez* DE VINTIMILLE.

DE **LUCKAN**, *voyez* DE SAARSFIELD.

DE **LUCKNER** (Nicolas, *baron*), *maréchal de France*, naquit à Camp, en Bavière, dans l'année 1723. Issu d'une famille noble, mais pauvre, il se consacra dès sa plus tendre jeunesse au service militaire, et obtint rapidement les premiers grades dans un régiment bavarois. Il passa ensuite au service de la Prusse, y devint colonel de hussards, et fit sous le grand Frédéric la guerre de *sept ans*, pendant laquelle il eut souvent occasion de combattre les Français. Il se signala particulièrement à la bataille de Rosbach, le 5 novembre 1757. La distinction avec laquelle il avait servi pendant de nombreuses années dans les troupes allemandes, où il avait obtenu le grade de général, le

fit rechercher par quelques souverains de l'Europe, qui lui offrirent des grades et des pensions; mais Louis XV eut la préférence, et Luckner passa au service de France en qualité de lieutenant-général, le 20 juin 1763. La paix, qui se fit la même année, ne permit plus à Luckner de se signaler, et il vivait fort paisiblement lorsque vint à éclater la révolution française, dont il parut d'abord être partisan. Il fut maintenu dans ses pensions, et obtint, le 28 décembre 1791, le grade de maréchal de France (1). L'assemblée nationale ayant déclaré la guerre à l'Autriche, le 20 avril 1792, le maréchal Luckner reçut le commandement d'un corps de troupes réunies en Basse-Alsace, et chargées d'observer le cours du Rhin depuis la Suisse jusqu'à Lauterbourg. Voulant mettre cette frontière à l'abri d'une invasion, Luckner chargea le général Custine de s'emparer de la principauté de Porentruy, appartenante au prince-évêque de Bâle : cette occupation eut lieu sans coup férir, le 28 avril. Les premières opérations des Français contre la Belgique ayant été désastreuses, Luckner fut appelé à Valenciennes, pour y concerter, avec le maréchal de Rochambeau et le général La Fayette, ce qu'il convenait alors de faire. Le conseil ayant décidé que Luckner ferait une invasion en Belgique, par la Flandre maritime, ce maréchal se rendit au camp de la Madeleine, près de Lille; et, après y avoir pris les mesures nécessaires pour rétablir la discipline militaire parmi ses troupes, il marcha, le 17 juin, avec 28,000 hommes, sur la ville de Courtray, devant laquelle il se présenta, le 18, après avoir occupé Menin. 1200 Autrichiens, campés sous les murs de Courtray, osent vainement entreprendre de résister aux forces supérieures de Luckner; ils sont repoussés, après un combat d'une heure et demie, et Luckner entre dans la ville (2). L'armée

(1) Le ministre de la guerre Narbonne, présentant Luckner à l'assemblée nationale, le 26 février 1792, dit de lui, qu'*il avait le cœur plus français que l'accent.*

(2) Malgré son grand âge, le maréchal Luckner s'était porté avec

autrichienne ayant reçu des renforts sur ce point, Luckner, qui n'était point soutenu, fut obligé d'évacuer Courtray, le 30 juin, et marcha à la défense de la frontière de France, alors menacée. Il se rendit à Valenciennes, et refusa de concourir au plan que La Fayette avait conçu, pour attaquer à la fois toutes les forces autrichiennes, réunies près de Mons. La défense de la frontière du Nord fut alors divisée, par le conseil du roi, en deux parties, et Luckner eut le commandement depuis Longwi jusqu'au Rhin. Il prit position en arrière de Longwi. Une colonne de l'armée des coalisés s'avançait de Coblentz sur Trèves, dans le dessein de pénétrer en France entre Thionville et Longwi : Luckner, qui devine le projet des ennemis, quitte son camp de Longueville, près Metz, marche sur Fontoy, village situé à portée des deux places menacées, et s'y retranche. Le 19 août, il y est attaqué par 22,000 Autrichiens, qui s'efforcent d'escalader les retranchements. Le feu des batteries françaises les écrase, pendant que de toutes parts ils sont repoussés par les troupes de Luckner; enfin, l'ennemi est obligé de se retirer, laissant le champ de bataille couvert de ses morts et de ses blessés. Après la journée du 10 août 1792, le maréchal Luckner fut remplacé par le général Custine, dans les fonctions de général en chef de l'armée du Rhin. Au mois de juillet 1793, on le nomma généralissime des armées françaises du Nord, et il eut le commandement des troupes depuis Montmédy jusqu'à Dunkerque. Le 6 août, il eut un engagement avec les Autrichiens, dans la forêt de Candel, enveloppa les ennemis, et leur prit 500 hommes, 220 chevaux et 6 pièces de canon. Vers la fin du même mois, le maréchal Kellermann le remplaça dans le commandement de l'armée du Rhin. Luckner, tout en conservant son titre de généralissime, fut alors relégué dans un camp de seconde ligne,

---

beaucoup d'audace aux premiers rangs de ses troupes. Il répondit à ceux de ses officiers qui voulaient le faire éloigner, en lui représentant que le devoir d'un général est de se conserver pour son armée : « Laissez, mes » amis; les balles respectent les braves. »

près de Châlons-sur-Marne, où il n'eut à s'occuper que du rassemblement des recrues destinées à faire partie de l'armée de Dumourier. Il faillit y être pendu, le 17 septembre, par ces mêmes recrues, et ne dut la vie qu'au courage de l'un de ses aides-de-camp. Il se rendit, quelque temps après, à Paris, pour justifier sa conduite, et détruire les accusations portées contre lui, tant à cause des sentiments d'attachement qu'il avait manifestés en faveur de l'infortuné Louis XVI, que pour n'avoir pas fait punir le général Jarry, qui, lors de l'évacuation de Courtray, avait fait incendier cette ville. Sur le rapport de Collot-d'Herbois, la convention nationale arrêta, le 27 septembre, que le maréchal Luckner ne pourrait sortir de Paris, avant qu'elle eût prononcé à son égard. Il adressa à la convention, au mois d'octobre suivant, un mémoire justificatif, et demeura assez tranquille jusqu'au 27 septembre 1793, époque à laquelle la convention suspendit le paiement des 36,000 livres de pension dont il jouissait. Il fut arrêté, dans le courant du mois d'octobre, traduit au tribunal révolutionnaire, et condamné à la peine de mort. Il périt, le 4 janvier 1794, à l'âge de 72 ans. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

LUDOT (Denis-Éloi), *maréchal-de-camp*, naquit à Arcis-sur-Aube, le 26 juin 1768. Il entra au service, le 25 septembre 1784, comme soldat dans le régiment Royal infanterie, d'où il sortit le 25 janvier 1791. Il s'enrola volontairement dans le 2e bataillon du département de l'Aube, le 20 août de la même année, y fut fait capitaine le même jour; fit avec ce corps la campagne de 1792, à l'armée du Rhin, sous les ordres du général Custines, et passa, le 31 décembre de cette dernière année, avec son grade de capitaine, dans le 1er bataillon léger du département des Ardennes. Employé à l'armée du Nord, qui fut successivement commandée en chef par les généraux Dumourier et Dampierre, il marchait, le 1er mars 1793, à l'arrière-garde de l'armée, lorsque, traversant la ville d'Aix-la-Chapelle, il reçut du général Miacksenki, l'ordre de s'emparer, avec

100 chasseurs à pied, d'un poste d'où il pût arrêter l'ennemi, en attendant que cette arrière-garde eût pris une position avantageuse. Ludot s'acquitta parfaitement de cette mission importante; et, par sa vigoureuse résistance, il arrêta la marche des ennemis, et ne quitta sa position que lorsqu'il en reçut l'ordre de la part du général, qui lui donna des éloges publics, sur sa conduite dans cette occasion. Le 18 du même mois, à la bataille de Neerwinde, il reçut deux coups de sabre sur la tête, et n'en continua pas moins de combattre. Il se trouva à la bataille du 1er mai suivant, sous les ordres du général Dampierre, et y fut blessé d'un coup de feu qui lui emporta l'index de la main droite, et lui endommagea fortement le milieu de la même main. Nommé adjoint à l'adjudant-général Joanet, le 12 septembre 1793, il fut employé à l'armée des Alpes, dans le corps du général Dumas. Le 20 juin 1794, il reçut du général Bas-de-Laune, commandant la division Tarentaise, l'ordre d'incendier le port de la Tuile, situé entre le petit Saint-Bernard et la redoute du Prince Thomas. La destruction de ce poste était d'autant plus importante, qu'il renfermait des magasins, et que cette position couvrait les mouvements de l'ennemi. Ludot parvint à s'en rendre maître, malgré la défense opiniâtre qui lui fut opposée, et le feu continuel de la redoute du Prince Thomas; il s'y maintint, exécuta les ordres qu'il avait reçus, et fut blessé, dans cette expédition, d'un coup de baïonnette à la tête. Il passa chef d'escadron dans la légion de Police, le 25 octobre 1795, et continua de servir à l'armée des Alpes, sous les ordres des généraux Moulin et Kellermann. Il fut attaché à l'état-major du général La Jeannetière, à l'île de Cayenne, le 7 février 1796. En revenant de cette colonie, avec des dépêches pour le gouvernement français, et après quelques mois de traversée, le bâtiment américain qu'il montait fit naufrage, le 5 décembre 1797, sur les Dunes, près d'Ostende. Dans ce malheureux événement, le chef d'escadron Ludot fit le sacrifice de tous ses effets, pour sauver les dépêches qui lui avaient été confiées. Il fut mis en non activité, depuis le 24 janvier 1798 jusqu'au 21 juil-

let 1800, époque à laquelle on l'employa comme adjoint à l'état-major de l'armée de réserve, sous les ordres du général Brune. Il passa, en la même qualité, le 20 février 1801, à l'état-major de l'armée des Grisons, commandée par le général Macdonald. Il entra, comme chef d'escadron, dans le 6e régiment de dragons, le 24 août de la même année, servit à l'armée d'Angleterre, et fit les campagnes de la grande-armée d'Allemagne, en 1805 et 1806. Le 9 novembre 1805, dans la vallée qui conduit de Saint-Polten à Krems, il était à la tête du 6e régiment de dragons, qu'il commandait depuis l'ouverture de la campagne : ce régiment ayant mis pied à terre pour combattre, Ludot attaqua et chargea avec intrépidité les escadrons ennemis, qui défendaient le passage du défilé, et les mit en fuite. Au combat de Wüschem, il eut un cheval tué sous lui. Il concourut au succès de la bataille d'Austerlitz, où il commandait encore le 6e régiment de dragons. Nommé major du 8e régiment de la même arme, le 24 septembre 1806, il commandait ce corps, le 28 octobre suivant, à l'affaire de Preuzlow, sous les ordres du général Beaumont. Dans cette journée, il chargea, à la tête de 3 escadrons, sur un bataillon carré commandé par le prince Auguste de Prusse. Ayant eu son cheval tué sous lui, dès la première charge, il monta un cheval de troupe, et fit deux autres charges qui eurent un tel succès, que le bataillon carré mit bas les armes, quelques instants après, toute retraite lui ayant été coupée par la manière dont le major Ludot avait placé son régiment. Ludot continua de servir à la grande-armée d'Allemagne, en 1807, et de commander le 8e régiment de dragons. Le 31 janvier, ce régiment étant en reconnaissance, fut attaqué près de Passenheim, en Prusse, par une colonne de 2000 hommes de cavalerie. Le major Ludot, qui se trouvait à la tête de l'escadron d'arrière-garde, fit successivement plusieurs charges, dans l'une desquelles il fut cerné par les cavaliers ennemis. Il se battit alors avec la plus grande intrépidité; mais, accablé par le nombre, il fut fait prisonnier, après avoir reçu 8 blessures graves, qui le firent tomber de cheval : étant à

terre, il reçut encore le feu d'une décharge de pistolets. Nommé colonel en second du 8e régiment de dragons, il fit la campagne de 1809, à la grande-armée d'Allemagne et dans le Tyrol. Il fut employé, avec son régiment, en 1810, à l'armée de Portugal, sous les ordres du maréchal Masséna. Il fut fait colonel du 14e régiment de dragons, le 5 décembre 1810, et servit, en 1811, 1812 et 1813, aux armées de Portugal et d'Espagne, sous les ordres du maréchal duc de Dalmatie. Promu au grade de général de brigade, le 30 mai 1813, il quitta son régiment, le 30 juin suivant, pour venir joindre la grande-armée d'Allemagne. Pendant la campagne de France, en 1814, le général Ludot était à la tête de la 1re division de dragons du 5e corps de cavalerie, dont il avait le commandement par *interim*; il engagea, comme avant-garde, l'affaire qui eut lieu près de Saint-Dizier. Son attaque réussit; et, ayant été secondé par la 2e division que commandait le général Lhéritier, il culbuta les alliés sur tous les points. Officiers et soldats, tous se couvrirent de gloire dans ce combat. Toute la cavalerie ennemie, forte de 13,000 hommes, y fut complétement battue par 2000 dragons et quelques escadrons de la vieille garde impériale. La 1re division de dragons s'empara, pendant l'action, de 14 pièces de canon. Le général Ludot avait été créé membre de la Légion-d'Honneur, le 15 juin 1804, et officier de la même Légion, le 18 septembre 1808. Après la restauration du trône des Bourbons, Sa Majesté Louis XVIII lui accorda la croix de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 19 juillet 1814, et le nomma commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 14 février 1815. Dans la même année, pendant les *cent jours*, le général Ludot fut employé par Buonaparte, comme commandant de la 1re division de réserve de cavalerie, et comme adjoint à l'inspection du lieutenant-général Fririon. Depuis la seconde restauration, le général Ludot a été classé parmi les maréchaux-de-camp disponibles. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LUDRES (François-Louis-Hyacinthe, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, naquit à Nancy, le 10 avril 1740. Il fut

d'abord fait chevalier de Malte. Il commença à servir, en 1757, comme sous-lieutenant dans le régiment du Colonel-Général de la cavalerie; passa lieutenant en second des dragons de la légion royale, en 1758, et fut fait capitaine de dragons, en 1761. Il devint lieutenant-colonel des volontaires de Soubise, le 10 février 1762, et fut fait colonel-commandant de la légion royale, en 1763. Après avoir été mestre-de-camp en second du régiment Royal-Champagne, il fut créé brigadier de cavalerie, le 1er mars 1780, et maréchal-de-camp, le 5 décembre 1781. (*Etats militaires.*)

DE LUR-D'USA (Pierre), *marquis de Saluces, maréchal-de-camp*, avait servi pendant deux ans dans les mousquetaires, lorsqu'il obtint, le 16 décembre 1722, une commission de capitaine réformé, à la suite du régiment de cavalerie de la Tour, avec lequel il servit au camp de la Moselle, en 1727. Devenu capitaine en pied au même régiment, le 1er mars 1728, il passa, avec sa compagnie, dans le régiment Royal-Roussillon, le 20 mai 1730. Il la commanda au camp de la Meuse, la même année; au siége de Kehl, en 1733; à l'attaque des lignes d'Ettlingen, et au siége de Philisbourg, en 1734; à l'affaire de Clausen, en 1735; à l'armée de Westphalie, en 1741; sur les frontières de Bohême et en Bavière, en 1742. Nommé mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie de son nom, par commission du 6 mars 1743, il le commanda à l'armée de Bavière jusqu'au mois de juillet, et sur le Rhin, pendant la fin de la campagne. Il servit avec son régiment à la défense de Weissembourg, et à la reprise de cette place, en 1744, et fut employé en Bretagne pendant le reste de la campagne de cette année et en 1745. Il combattit à Raucoux, en 1746; à Lawfeld, en 1747, et servit au siége de Berg-op-Zoom, aussi en 1747. Créé brigadier, le 1er janvier 1748, il se trouva, la même année, au siége de Maestricht. Il fut employé au camp de Sarre-Louis, en 1754; à l'armée d'Allemagne, en 1757; combattit à Hastembeck, et concourut à la conquête du Hanovre. Déta-

ché de la grande-armée, au mois d'octobre, il alla joindre le corps commandé par le prince de Soubise, et fut blessé et fait prisonnier à la bataille de Rosbach. Promu au grade de maréchal-de camp, le 10 février 1759, il se démit alors de son régiment, et ne fut pas employé depuis. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 370; *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE LUR DE SALUCES (N...., *comte*), *maréchal-de-camp*, et fils du précédent, fut fait mestre-de-camp-lieutenant du régiment de cavalerie de Penthièvre, en 1754. On le créa brigadier de cavalerie, le 25 juillet 1762, et maréchal-de-camp, le 3 janvier 1770. (*Etats militaires.*)

DE LUSSAN, *voyez* AUDIBERT *et* D'ESPARBÈS.

DE LUTTANGES, *voyez* D'ATTEL.

DE LUXEMBOURG (Sébastien), *vicomte de Martigues*, succéda à Charles de la Rochefoucauld, comte de Randan, dans l'exercice de la charge de *colonel-général de l'infanterie en-deçà des monts*, par commission du 5 septembre 1562. Il en remplit les fonctions jusqu'à la paix, qui fut signée au mois de mars 1563, époque à laquelle d'Andelot fut rétabli dans cette charge, qui lui avait été ôtée, lorsqu'il prit les armes en faveur des calvinistes. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 555.)

DE LUXEMBOURG, *voyez* MONTMORENCY.

DE LA LUZERNE (César-Antoine), *comte de Beuseville*, *maréchal-de-camp*, entra aux mousquetaires, en 1709, et combattit, la même année, à la bataille de Malplaquet, où il fut blessé d'un coup de sabre sur la main. Nommé mestre-de-camp-lieutenant du régiment des cuirassiers du roi, le 4 janvier 1710, il le commanda à l'armée du Rhin, jusqu'à la paix, et se trouva aux siéges de Landrecies et de Fribourg, et à la défaite du général ennemi Vaubonne. Il servit au camp de la Saône, en 1727. Employé à l'armée d'Italie, en 1733 et 1734, il se trouva aux

siéges et à la prise de plusieurs places. Créé brigadier, le 20 février 1734, il commanda une brigade aux batailles de Parme et de Guastalla. Il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 18 octobre de la même année, se démit alors du régiment des cuirassiers du roi, et continua de servir comme maréchal-de-camp à l'armée d'Italie jusqu'à la paix. Il ne fut point employé depuis, et mourut, le 13 juin 1755, à l'âge de 64 ans. (*Chronologie militaire*, *tom*. *VII*, *pag*. 134; *Gazette de France*.)

DE LA LUZERNE, *voyez* DE BRIQUEVILLE.

DE LUYNES, *voyez* D'ALBERT.

DE LYNDEN, *voyez* D'ASPREMONT.

DU LYON (Jean), *grand-maître de l'artillerie*, fut d'abord garde et visiteur de l'artillerie au bailliage de Vermandois. Il passa garde de l'artillerie du Louvre, le 6 janvier 1544, et fut qualifié et payé comme grand-maître de l'artillerie du roi, depuis le 10 avril 1558, jusqu'à sa mort, qui eut lieu au mois d'octobre 1578. (*Chronologie militaire*, *t*. *III*, *pag*. 472.)

DU LYON (Milet), *grand-maître de l'artillerie*, et fils du précédent, fut pourvu, à la mort de son père, de la charge de maître-général et visiteur de l'artillerie du roi, par provisions du 1er novembre 1578. Il prêta serment pour cette charge, le 6 du même mois, et s'en démit, au mois de février 1597. (*Chronologie militaire*, *tom*. *III*, *p*. 473.)

DU LYS (Jeanne d'Arc, ou), connue sous le nom de *la Pucelle d'Orléans* (1), naquit à Domremy, près de Vau-

---

(1) L'héroïne de la France, l'illustre Jeanne d'Arc, que ses hautes destinées, ses brillants faits d'armes et ses victoires ont rendue si chère à tous les Français, et qui, accompagnée de l'élite des chevaliers de son siècle, est parvenue au faîte de la grandeur militaire et a commandé en chef les troupes de Charles VII, lors du siége d'Orléans, en 1429, doit

couleurs, en Champagne, sur la frontière de la Lorraine, au mois de février ou mars 1410 (v. st.) Ses père et mère, Jacques d'Arc et Isabelle Romée, étaient de simples cultivateurs. La France était alors en proie aux plus affligeantes calamités. En 1428, les Anglais possédaient plus de la moitié du royaume et régnaient dans la capitale. Orléans restait fidèle à son roi, Charles VII; mais elle était assiégée par l'armée anglaise. La conservation de cette place était tellement importante pour la monarchie, que les plus vaillants des capitaines qui suivaient les drapeaux de leur souverain légitime avaient volé à sa défense. Lahire, Xaintrailles et le brave Dunois commandaient à Orléans. Dans les rangs anglais, on distinguait Salisbury, Suffolk et Talbot. La ville était vivement pressée; et, si les Anglais fussent parvenus à s'en rendre les maîtres, il n'est pas douteux qu'ils eussent bientôt asservi le reste de la France. Jeanne d'Arc, alors âgée de 18 ans, est présentée par ses parents, en février 1428, à Baudricourt, gouverneur de Vaucouleurs, et lui parle en ces termes : « Capitaine messire, sachez que » Dieu, depuis aucun temps en çà, m'a plusieurs fois fait » à savoir et commandé que j'allasse vers le gentil dauphin, » qui est et doit être le vrai roi de France (Charles VII), » qu'il me baillerait des gens d'armes, et que je lèverais le » siége d'Orléans, et le mènerais sacrer à Reims. » Baudricourt regarde Jeanne comme une folle, et la renvoie. Ce rebut ne la déconcerte pas. Elle revient une autre fois, et dit au gouverneur : « Au nom de Dieu, vous mettez trop à » m'envoyer; car aujourd'hui le gentil dauphin a eu, près » d'Orléans, un assez grand dommage, et sera-t-il raillé de » l'avoir encore plus grand, si ne m'envoyez bientôt vers » lui. » C'était le jour même où les Français, ayant entrepris d'intercepter un convoi que le duc de Bedfort envoyait

---

occuper une place distinguée dans tout ouvrage consacré à la gloire de la bravoure française, et particulièrement dans le *Dictionnaire des généraux français*, dont l'auteur, né à Orléans, a le besoin d'offrir à la mémoire de la libératrice de sa patrie un hommage public de son admiration.

aux troupes anglaises, qui assiégeaient Orléans, furent défaits dans la plaine de Rouvray, en Beauce. Baudricourt apprit plusieurs jours après la nouvelle de ce désastre. Frappé de la singularité de l'annonce que Jeanne lui en avait faite, Baudricourt cède à ses instances. « Vas donc, » lui dit-il, et advienne ce qu'il pourra. » Il la met sous la conduite de deux gentilshommes de son canton, Jean de Metz et Bertrand de Poulangy. Ces deux chevaliers, persuadés de la vérité de la mission de Jeanne, l'équipèrent à leurs frais : Baudricourt lui donna seulement une épée, et fit prêter à ceux qui devaient l'accompagner le serment de la mener saine et sauve au roi. Son escorte se composa de 7 personnes, Pierre d'Arc, l'un de ses frères, de Metz et Poulangy, leurs deux serviteurs, et deux autres individus. Jeanne arrive, le 24 février, à Chinon, en Touraine, où Charles VII tenait sa cour. Le roi était prévenu de son arrivée. On l'introduisit auprès de lui. Quand elle entra, Charles VII, qui avait ce jour-là un habit fort simple, se trouvait confondu dans la foule des courtisans. Jeanne va droit à lui sans hésiter, et s'agenouille. « Je ne suis pas » le roi, lui dit Charles VII. Le voici, ajouta-t-il, en » lui montrant un seigneur de sa suite. » — « Mon Dieu, » gentil prince, c'est vous, et non autre. Je suis envoyée » de la part de Dieu pour prêter secours à vous et à votre » royaume : à vous mande le Roi des cieux, par moi, que » vous serez sacré et couronné en la ville de Reims. » Charles, surpris, la tire à l'écart pour l'interroger ; et, après cet entretien, il déclare que Jeanne lui a dit des choses secrètes que nul autre que Dieu et lui ne pouvait connaître, et que pour cette raison il prenait grande confiance en elle. Charles néanmoins crut devoir, avant de fixer son opinion sur le compte de Jeanne, la soumettre à des interrogatoires, des examens de la part des évêques qui se trouvaient à sa cour, des membres du parlement qui siégeait alors à Poitiers, et des théologiens de l'université de cette ville : « Qu'on me donne des gens d'armes, disait » constamment Jeanne, en telle et si petite quantité qu'on » voudra, et j'irai faire lever le siége d'Orléans. » Les déli-

bérations des divers examinateurs déterminèrent le roi à décider qu'on préparerait, à Blois, un convoi pour secourir Orléans, et qu'on tenterait de l'introduire dans cette dernière ville, sous la conduite de Jeanne. On donna à Jeanne ce qu'on appelait alors un *état*, c'est-à-dire, des gens pour sa garde et pour son service. Un écuyer, deux pages, deux hérauts d'armes et un aumônier furent attachés à sa personne. Le roi lui fit faire une armure complète. Elle demanda un étendard, et désigna la manière dont on devait le peindre (1). Les Orléanais, instruits de ce qui se passait à Chinon, attendaient avec impatience l'effet des prédictions et des promesses de Jeanne. Celle-ci, arrivée à Blois avec tout l'équipage d'un chef de guerre, en prend de suite le rang et l'autorité; mais, avant de rien entreprendre contre les Anglais, elle dicte une lettre qu'elle adresse aux généraux de cette nation réunis devant Orléans, et les somme, au nom du roi du ciel, d'abandonner le siége de cette place, et de rendre les clefs de toutes les autres villes qu'ils avaient prises en France. A la tête d'un bataillon qu'elle vient de former, elle quitte Blois, pleine de confiance dans la protection du Très-Haut; et ses soldats partagent son enthousiasme. Elle traverse les lignes des ennemis; et, à la vue de leurs forts, le 29 avril 1429, elle entre dans Orléans, armée de toutes pièces, précédée de son étendard, ayant Dunois à ses côtés, escortée des principaux seigneurs de la cour de Charles VII, et conduisant avec elle le convoi préparé à Blois. Dès ce moment, les Orléanais se crurent invincibles, et le furent en effet. Dès lors aussi, tout ce qui se passa dans Orléans se fit au nom de Jeanne et sous son commandement. Elle renouvela d'abord vis-à-vis des Anglais la sommation qu'elle

(1) Cet étendard était en toile blanche, frangée en soie; sur un champ blanc, semé de fleurs de lys, était figuré le sauveur du monde, assis sur son tribunal dans les nuées du ciel, et tenant un globe dans ses mains; à droite et à gauche étaient représentés deux anges en adoration, dont l'un tenait une fleur de lys, sur laquelle Dieu semblait répandre ses bénédictions. Les mots *Jésus* et *Marie* étaient écrits à côté.

leur avait faite, et leur envoya une seconde lettre par ses deux hérauts d'armes. Les Anglais, violant le droit des gens, retinrent l'un de ses hérauts; et ils l'auraient fait périr, si Dunois n'eût pareillement gardé comme prisonnier des hérauts anglais. Cependant, Orléans recevait de nouveaux renforts de troupes. Jeanne commandait en chef, et se tenait entre la ville et les ennemis. Jusqu'alors, on n'avait pas osé insulter les bastides ou petits forts qui appuyaient la circonvallation des Anglais. Quelques jeunes seigneurs français, emportés par leur ardeur, attaquent une de ces bastides en plein midi, sans s'être concertés avec Jeanne, et sont repoussés. Elle s'était retirée pour se reposer. Le bruit de la déroute l'éveille. Elle s'arme, vole au lieu du combat, et arrête les fuyards. Sa présence ranime leur courage, et le fort est emporté. Elle voulait profiter de l'ardeur des troupes pour en escalader un second. Les généraux qui l'accompagnent ne sont pas de son avis pour le moment; mais, quelques jours après, elle revient à la charge contre une des principales bastides. Au fort de l'assaut, une terreur panique saisit les soldats français : ils abandonnent l'attaque. Jeanne les ramène, plante elle-même son étendard sur la brèche : les Anglais sont vaincus, et les Français entrent dans le fort. C'est dans cette action que Jeanne reçut une blessure au pied. Après ce succès, Jeanne fait redemander son héraut aux Anglais, et il lui est rendu. D'autres forts encore sont emportés par les Français. Jeanne se présentait toujours la première à l'attaque, et restait la dernière sur le champ de bataille pour protéger la rentrée des troupes dans la ville. Enfin, il ne restait aux Anglais que le fort *des Tourelles*, qui fermait l'entrée du pont d'Orléans du côté de la Sologne; et de ce poste, le mieux fortifié de tous, dépendait le succès de la levée du siége. Jeanne, dans un conseil, fait décider l'attaque de ce fort, contre l'avis et les craintes de quelques généraux. Ce poste était défendu par l'élite des troupes anglaises. Le 7 mai, elle sort de la ville à la tête des soldats, traverse la circonvallation, et marche fièrement à l'assaut du boulevard, qui couvrait

le fort des Tourelles. Elle en dirige l'attaque avec une habileté qui étonne les capitaines les plus expérimentés. Mais les Français sont repoussés. Jeanne alors se précipite dans le fossé, saisit une échelle, l'élève avec force et l'applique contre le boulevard. Frappée en cet instant, au-dessus du sein entre le cou et l'épaule, par une flèche, elle l'arrache elle-même, se fait panser légèrement, reparaît au moment où la confiance des troupes commençait à se ralentir, les ranime, et emporte le boulevard. Les Anglais se réfugient dans le fort; mais bientôt il est au pouvoir des Français; et Jeanne, après avoir fait jeter quelques poutres sur le pont, que les Orléanais avaient rompu pour empêcher les Anglais de pénétrer dans la ville, rentre triomphante dans Orléans, aux acclamations des habitants qu'elle venait de délivrer. En effet, après cet échec, les Anglais sentirent qu'ils ne pouvaient plus continuer le siége, et le levèrent, le 8 mai (1). La blessure de Jeanne était profonde : mais elle ne fut pas jugée dangereuse, et ne l'empêcha pas de courir à de nouveaux exploits. Elle se rendit d'abord à Loches, pour annoncer à Charles VII l'heureuse délivrance d'Orléans. Elle lui fut présentée, le 5 juin. Elle désirait que l'on marchât droit sur Reims, pour y faire sacrer le roi ; mais l'exécution d'un projet aussi hardi effrayait Charles et son conseil. Les instances de Jeanne triomphèrent de toutes ces difficultés : il fut décidé qu'on marcherait effectivement vers la Champagne, et qu'avant le départ, on reprendrait les villes dont les Anglais s'étaient rendus maîtres aux environs d'Orléans. Les Anglais, après la levée du siége d'Orléans, s'étaient retirés, les uns sous les ordres de Talbot, vers Meun et Beaugency, et les autres, commandés par le comte de Suffolk, vers Jargeau. Cette dernière ville était en la possession des Anglais. Jeanne d'Arc, accompagnée du duc d'Alen-

---

(1) Tous les ans, à pareil jour, le 8 mai, une procession solennelle se fait à Orléans en commémoration de ce grand événement, et l'éloge de Jeanne d'Arc est prononcé dans l'église cathédrale de cette ville, en présence de toutes les autorités.

çon, de Dunois, de la Hire et d'autres guerriers distingués, se porte sur Jargeau, où elle arrive, le 11 juin, et l'assiége. Elle y court un grand danger. Montée, pendant l'attaque, sur le dernier degré de l'échelle, elle fait floter son étendard. Uue flèche le déchire : une pierre l'atteint elle-même à la tête. Son casque rompt la violence du coup; mais elle est renversée. En se relevant, elle s'écrie : « Amis, » amis! sus, sus! Mon seigneur a condamné les Anglais : » ils sont à nous »; et, le 14 juin, elle emporte la ville. La prise de Beaugency et de Meun-sur-Loire suivit de près celle de Jargeau. Les Anglais abandonnèrent la première de ces villes, le 16 juin, et se retirèrent dans le château et dans le fort qui défendait la tête du pont. Le château et le fort capitulèrent le lendemain; et bientôt les Français entrèrent dans Meun. Talbot se replia sur la Beauce par le chemin de Janville; et l'armée anglaise, fortifiée, tant par les garnisons des places qu'elle avait été forcée d'abandonner que par un secours de 6000 hommes que le duc de Bedfort lui avait envoyé, était bien supérieure en nombre à l'armée française, quoique le connétable de Richemont fût venu joindre cette dernière avec 1200 hommes levés en Bretagne. Jeanne et ses braves compagnons d'armes poursuivirent l'ennemi; et déjà l'avant-garde de l'armée française n'était qu'à une demi-lieue de Patay, où toutes les forces anglaises se trouvaient réunies, et où elles voulaient se retrancher. Les généraux français hésitaient à livrer bataille. Jeanne promet la victoire : « Il faut » combattre les Anglais, s'écrie-t-elle, fussent-ils pendus » aux nues, nous les aurons. » Le combat s'engage. Jeanne y fait des prodigés de valeur : les Anglais sont vaincus. 2500 des leurs restent sur le champ de bataille, et 1200 sont faits prisonniers (1). Le général Talbot est du nombre

(1) « Un Français qui conduisait plusieurs captifs en frappa un à la » tête avec tant de force, que l'infortuné tomba expirant à ses pieds. Té» moin de cette infamie, Jeanne d'Arc, indignée, s'élança de son che» val, courut au secours de l'Anglais, le souleva dans ses bras; et, tan-

de ces derniers. L'armée victorieuse retourna à Orléans : et de là, Jeanne alla à Sully-sur-Loire, où Charles VII s'était rendu, pour annoncer à ce monarque les succès de la journée de Patay. Elle revint bientôt à Orléans, d'où elle dirigea sur Gien toutes les troupes et munitions nécessaires pour l'expédition de la Champagne. Le conseil du roi avait d'abord pensé qu'il fallait, avant de marcher sur Reims, soumettre Cosne et la Charité ; mais Jeanne obtint qu'on ne s'occupât de cet objet qu'après le sacre du monarque. L'armée royale partit de Gien, sous les ordres de Jeanne, le 28 juin, et s'arrêta à Briare, où le roi la suivit le lendemain. Auxerre refusa d'ouvrir ses portes aux Français ; mais, en consentant à leur fournir des vivres, cette place évita les malheurs d'un siége. L'exemple d'Auxerre engagea Troyes à résister. Charles VII s'était fait précéder dans cette ville par ses hérauts d'armes, et avait fait sommer les habitants de le recevoir ; mais cette sommation était restée sans effet. L'armée du roi campa autour de la ville, et en ferma toutes les issues. Jeanne fit décider l'assaut. La veille du jour où il devait avoir lieu, elle prit son étendard, assembla les troupes, leur ordonna de s'approcher de la ville, et leur fit apporter leurs tentes au bord des fossés. Elle fit préparer des fascines pour les combler, et passa toute la nuit à diriger les travaux, avec une activité et un zèle infatigables. Le 9 juillet au matin, Jeanne crie à l'assaut, fait sonner les trompettes, et s'avance au bord des fossés, son étendard à la main. Les Anglais et les Bourguignons, qui défendent la place, sont effrayés de ces dispositions, et Troyes ouvre ses portes au roi, qui y entre le 12 juillet, ayant Jeanne d'Arc à ses côtés. L'armée se porta ensuite sur Châlons, qui se soumit. Jeanne marchait toujours en avant. A son approche, la garnison de Reims sortit de la

---

« dis que par ses ordres on s'efforçait de le rappeler à la vie, elle lui sou-
« tenait la tête, et lui prodiguait les plus tendres consolations (*Histoire*
« *de Jeanne d'Arc, par M. Lebrun des Charmettes, tom. I, pag.* 221.) »

ville. La plus grande partie des habitants vint offrir ses hommages au roi. Ce prince entra dans Reims, le 16 juillet, et fut sacré, le lendemain, en l'église cathédrale. Jeanne était présente à cette cérémonie, tenant son étendard à peu de distance du roi et de l'autel. Après le couronnement du monarque, elle lui demanda, avec de vives instances, la permission de se retirer, sa mission se trouvant remplie. Elle était empressée de rentrer dans sa première condition et au sein de sa famille; mais Charles VII s'y refusa. Jeanne d'Arc, se voyant forcée de céder aux volontés de son roi, resta dans les rangs de l'armée; mais, ayant rempli ses promesses, celle de la levée du siége d'Orléans, et celle du sacre du roi, elle ne se mêla plus de la direction des opérations militaires; elle se contenta de partager les dangers des expéditions ordonnées par les généraux, en s'exposant toujours la première. Elle se trouva à la soumission des villes de Soissons, de Château-Thierry et de Provins, les 21, 24 et 25 juillet. Le 13 août, l'armée royale s'avança, par la Ferté-Milon, vers Crépy en Valois, d'où Charles VII envoya ses hérauts d'armes sommer la ville de Compiègne de se soumettre. Cette ville ouvre ses portes au roi, et Beauvais suit son exemple. Le duc de Bedfort, maître de Paris, s'effraye des progrès de l'armée française, et prend le parti de sortir de la capitale et de diriger ses troupes sur Senlis, dans l'espoir de fermer au roi le chemin de la Normandie. Talbot, délivré de sa captivité, était dans les rangs anglais. De son côté, l'armée française se rapproche de Senlis, et vient camper à trois lieues au sud-est de cette ville, près du mont Piloër. Un combat s'engage entre les deux armées, mais il n'est point décisif. Jeanne, accompagnée de Dunois et de La Hire, se distingue au milieu de la mêlée, tantôt ramenant au combat les soldats dispersés, tantôt frappant de sa lance les guerriers qui osent l'attaquer. Les Anglais rentrent dans Senlis, et Charles VII se retire à Crépy. Creil, Aumale, Torcy, Estrepagny et Château-Gaillard, forteresse qui n'est éloignée de Rouen que de sept lieues, sont successivement pris par les Français. Le roi se rendit à

Compiègne; mais bientôt, informé que le duc de Bedfort portait ses forces en Normandie pour défendre cette province, il résolut de quitter Compiègne et de se rapprocher de Paris. Il se rendit maître de Senlis, et de là s'avança sur Saint-Denis, qui lui ouvrit ses portes, le 25 août. Le 7 septembre, Jeanne, entourée de La Hire, de Xaintrailles et d'autres guerriers illustres, prend Saint-Denis, et vient occuper le village de la Chapelle. Le lendemain, Paris est attaqué; et Jeanne d'Arc, sur le bord du fossé qui défendait les remparts de cette ville, et au milieu d'une grêle de traits, anime les soldats français, et dirige les travaux qui se font pour combler le fossé et préparer l'assaut. « Rendez la ville au roi de France, » criait-elle aux Parisiens, lorsqu'un trait d'arbalètre la blessa à la cuisse. Obligée, par la douleur que lui causait sa blessure, et par la quantité de sang qu'elle perdait, de quitter la place, elle se retira dans un endroit écarté, où le duc d'Alençon vint la chercher pour la reconduire à Saint-Denis. L'attaque tentée contre Paris n'eut point de succès; et Jeanne, témoin de ce premier échec qu'éprouvait Charles VII, depuis la levée du siége d'Orléans, voulut de nouveau abandonner la carrière militaire; mais le roi s'opposa une seconde fois à sa retraite. Sa blessure fut guérie au bout de cinq jours; et, le conseil du roi ayant décidé qu'il était à propos de ramener l'armée vers la Loire, ce monarque quitta Saint-Denis, le 12 septembre, et se rendit d'abord à Gien, puis à Mehun-sur-Yevre (1). Le roi désirait reprendre successivement Cosne, la Charité et Saint-Pierre-le-Moutier. On attaqua d'abord cette dernière place,

---

(1) C'est dans cette ville que Charles VII, voulant récompenser d'une manière éclatante les services éminents que Jeanne d'Arc lui avait rendus, accorda, en décembre 1429, à cette héroïne et à toute sa famille, des lettres de noblesse, avec tous les priviléges et honneurs attachés à cette faveur; étendit ces priviléges à toute leur postérité *en ligne tant masculine que féminine* à perpétuité, et leur donna le nom de *du Lys*, avec armes *d'azur, à une épée d'argent en pal, croisée et pommetée d'or; soutenant de la pointe une couronne d'or, et côtoyée de deux fleurs de lys, aussi d'or.*

et c'était à Jeanne d'Arc et au seigneur d'Albret que le roi avait confié cette expéditon. Saint-Pierre-le-Moutier fut pris d'assaut. Jeanne ne fut pas aussi heureuse à la Charité. L'armée française fut forcée d'en abandonner le siége. Jeanne fut alors chargée de se porter sur l'Ile-de-France, que le duc de Bourgogne menaçait avec une assez forte armée, et où les Anglais avaient déjà obtenu plusieurs avantages. On ne donna à Jeanne qu'un petit corps de troupes, et quelques chefs de guerre pour l'accompagner. En passant à Lagny, elle rencontra Franquet d'Arras, homme d'armes au service du duc de Bourgogne, et dont les troupes, composées d'excellents archers, firent sur celles de Jeanne une décharge terrible, qui mit beaucoup de soldats français hors de combat. Jeanne déploya dans cette circonstance autant de courage que de sang-froid, soutint ses troupes, et remporta la victoire. Franquet d'Arras fut fait prisonnier. La ville de Compiègne était alors dégarnie de troupes. Jeanne apprend que l'armée du duc de Bourgogne et l'armée anglaise réunies assiégent cette place. Elle vole au secours de Compiègne, et s'y renferme, avec Xaintrailles et d'autres chevaliers. On tente une sortie contre les ennemis. Le 24 mai 1430, Jeanne sort des murs de Compiègne, accômpagnée de plusieurs capitaines et de 600 hommes d'armes; elle attaque à l'improviste le quartier de Baudon de la Noielle, établi à Marigny et commandé par Jean de Luxembourg, l'un des officiers principaux du duc de Bourgogne. Les soldats de ce poste crient *aux armes*; et bientôt les troupes de cet officier, cantonnées à Clairay, se précipitent hors de leurs quartiers et accourent au secours de leur général. En même temps les Anglais se rangent en bataille. Les Français, s'apercevant alors qu'ils allaient avoir toute l'armée ennemie à combattre, se retirent vers la ville. Jeanne, qui, dans aucune occasion, n'avait montré plus de hardiesse et de vaillance que dans celle-ci, et qui même avait deux fois repoussé les ennemis, marchait la dernière, se retournant sans cesse et faisant face aux Bourguignons qui la poursuivaient. Elle voulait couvrir la retraite des

siens, et les ramener sans perte dans la place. Les Anglais s'avancent alors à grands pas pour couper le chemin à sa troupe, qui, effrayée par ce mouvement, se précipite en tumulte vers la barrière du boulevard de la ville. Les Bourguignons font une décharge terrible sur la queue de l'escadron français, et y jettent un grand désordre. Les soldats de Jeanne sont saisis d'épouvante, et fuyent ou sont faits prisonniers. Elle seule continue à se défendre, son étendard à la main; mais bientôt une foule d'ennemis l'entoure: elle les repousse avec son épée, et parvient à gagner le pied du boulevard; mais la barrière se trouve fermée. Jeanne fait des prodiges de valeur, et cherche alors à prendre la fuite, pour éviter la captivité. Un archer la saisit par son habit et la fait tomber de cheval. Elle est au pouvoir de ses ennemis, qui la désarment sur le champ; et on l'emmène à Marigny, où on la confie à une garde nombreuse. Jean de Luxembourg fit renfermer Jeanne d'Arc, d'abord au château de Beaulieu, puis dans celui de Beaurevoir, à quatre lieues de Cambray. De là, on la transporta à Arras, et ensuite au Crotoi, citadelle située à l'embouchure de la Somme. Les Anglais, qui avaient juré une haine implacable à Jeanne, et qui voulaient la perdre, employèrent toutes sortes de moyens pour la tirer des mains de Jean de Luxembourg, et y parvinrent enfin à prix d'argent. Une somme de 10,000 l. fut comptée à cet officier, et l'héroïne d'Orléans fut livrée aux Anglais, qui la conduisirent à Rouen, et l'enfermèrent dans la grosse tour du château. Le 3 janvier 1430 (v. st.), le roi d'Angleterre ordonna la mise en jugement de sa prisonnière; et bientôt commença ce procès monstrueux qui a couvert d'opprobre les juges qui y ont participé, et qui fit périr à Rouen, sur un bûcher, le 31 mai 1431, l'infortunée Jeanne d'Arc, procès dont les pièces originales, conservées à la postérité, démontrent ses vertus et son innocence, et portent au plus haut degré d'évidence historique les faits qui ont signalé sa carrière militaire. Lorsque Rouen fut rentré, en 1449, sous la domination de Charles VII, ce prince, par lettres-patentes du 15 février de cette année, ordonna la

révision du procès : cette révision se fit de la manière la plus solennelle ; et la mémoire de Jeanne fut vengée, par arrêt du 7 juillet 1456. Le jugement qui l'avait condamnée fut déclaré l'œuvre du dol, de la calomnie et de l'iniquité la plus manifeste ; en conséquence, il fut cassé et anullé. Des monuments furent ensuite élevés à la gloire de Jeanne d'Arc, tant à Rouen, sur la place même où elle avait subi son supplice, que sur le pont d'Orléans (1). (*Chronique du temps*, *Histoire de Charles VII*, *par Alain Chartier*; *Histoire de France, par Mézeray*; *autre, par Villaret*; *autre*, *par Anquetil*; *Histoire de Jeanne d'Arc*, *par M. Lebrun-des-Charmettes*; *Dictionnaire historique publié*, *en* 1783, *par une société de gens de lettres*, *et Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXI*, *pages* 491 *et suivantes*.)

---

(1) Ce fut en 1458 que Charles VII fit ériger à Orléans un monument à la mémoire de Jeanne d'Arc. Ce monument, renversé, en 1567, pendant les guerres de religion, fut refondu en bronze, en 1571 ; et, après avoir été successivement déplacé du pont et rétabli dans la principale rue de la ville d'Orléans, il a été détruit, en 1793. En 1805, les Orléanais ont érigé, sur la plus grande place de cette ville, une statue en bronze à leur libératrice.

Un autre monument, en l'honneur de Jeanne d'Arc, existe à Domremy, lieu de sa naissance. L'humble chaumière où elle avait vu le jour a été religieusement conservée par les habitants de ce hameau, jusqu'à l'époque de l'invasion des puissances en France, en 1815. Un militaire, propriétaire de cette chaumière, refusa d'abord l'or de l'étranger, qui lui en offrait un grand prix. Un si noble désintéressement a été récompensé par le roi, et une école de jeunes filles a été fondée par S. M. autour du berceau de Jeanne. En même temps, le conseil-général du département des Vosges a voté une statue à l'héroïne d'Orléans, et l'inauguration en a eu lieu à Domremy, le 10 septembre 1820. (*Moniteur* du 18 septembre 1820.)

M

MACDONALD (Étienne-Jacques-Joseph-Alexandre), *duc de Tarente, pair et maréchal de France*, naquit à Sancerre en Berry, le 17 novembre 1765 (1). Après avoir terminé ses études, il entra, avec le grade de lieutenant, dans le régiment d'infanterie irlandaise de Dillon. En 1784, il servit, sous M. de Maillebois, dans la légion qui devait appuyer le parti des patriotes en Hollande. Lors de la révolution française, il en adopta les principes avec modération. L'intelligence et la bravoure qu'il déploya à la bataille de Jemmapes, le 30 octobre 1792, le firent remarquer, et lui valurent le grade de colonel du régiment d'infanterie ci-devant Picardie. Nommé, peu de temps après, général de brigade, et employé en cette qualité à l'armée du Nord, il enleva aux ennemis les postes de Commines, de Warneton et de Warwick. Il se trouva, en octobre 1793, à la prise de Menin par le général Souham, et s'y distingua. Commandant l'avant garde, il suivit l'armée anglaise depuis Valenciennes jusqu'au-delà de l'Ems, et battit le duc d'Yorck en plusieurs occasions. Il fit la campagne de 1794 à l'armée du Nord, prit part au combat de Roulers, le 13 juin, et concourut à l'investissement de Bois-le-duc, au mois de septembre. Employé à la même armée, en 1795, il fit, sous les ordres du général en chef Pichegru, la célèbre campagne de Hollande. Il s'empara de Thiel, le 9 janvier, et de Verdun, le 21 du même mois. Il ouvrit la conquête entière de la Hollande à l'armée française, en exécutant le hardi passage du Waal sur la glace et sous le feu des formidables batteries de Nimègue et de Kokerdum. Ces brillantes opérations le firent nommer

(1) Il est issu d'une famille noble d'Irlande, qui partagea l'exil et les malheurs de Jacques II, roi d'Angleterre, et qui suivit ce monarque en France, où elle s'établit.

général de division. Il commanda en cette qualité à Cologne et à Dusseldorff, en 1796. Il servit ensuite aux armées du Rhin et d'Italie, et continua de s'y distinguer. Il fut chargé, conjointement avec le général Duhesme, de remettre au directoire-exécutif, les drapeaux que le corps législatif avait décernés aux armées du Nord et de Rhin-et-Moselle, et cette remise eut lieu le 18 février 1798. L'armée française, sous les ordres du général Alexandre Berthier, s'étant emparée des états romains, en 1798, Macdonald eut le gouvernement de ce pays. Des mécontents en grand nombre s'insurgèrent de tous côtés, et coururent aux armes. Macdonald marcha contre eux avec quelques bataillons, les atteignit à Faventino, et les dispersa. Bientôt de nouveaux rassemblements ayant eu lieu à Frosinone, Macdonald s'avança contre cette ville, dont il brisa les portes, malgré le feu de mitraille que firent les insurgés. Tous ceux des habitants trouvés en armes furent passés au fil de l'épée, et leurs maisons livrées aux flammes. Sur ces entrefaites, le roi de Naples fit marcher au secours de Rome une armée de 80,000 hommes, commandée par le général Mack, qui entra dans la capitale des états du pape. Le général napolitain se mit à la poursuite des troupes de Macdonald, avec 40,000 hommes détachés de son armée, et attaqua les Français, le 5 décembre, dans les environs de Civita-Castellana. Macdonald, n'ayant sous ses ordres que 6000 combattants, ne se laissa point effrayer par la supériorité numérique de ses adversaires; et, quoique bientôt il se trouvât enveloppé de tous côtés, il parvint, à force d'habileté et par de savantes manœuvres, à sortir, sans perte notable, de cette position critique. Il défit ensuite les Napolitains près d'Otricoli, les mit en fuite après un combat sanglant, et s'empara de la ville, où il fit plus de 2000 prisonniers. Il y enleva aussi 8 pièces de canon, 3 drapeaux et 500 chevaux. Une des colonnes ennemies en retraite, ayant été cernée dans Calvi par le général Maurice Mathieu, fut sommée de se rendre, et proposa des articles de capitulation. Macdonald, arrivant alors, envoya au commandant napolitain un *ultimatum*

conçu en ces termes : « La colonne prisonnière à discrétion ou passée au fil de l'épée » : elle se rendit sur-le-champ. Les troupes napolitaines ayant été obligées de rétrograder et d'évacuer Rome, les Français y rentrèrent, le 15 décembre. Le général Macdonald traversa, le même jour, le Ponte-Molle, pour marcher avec ses troupes contre le corps napolitain que commandait le général comte de Damas, émigré français : ce corps ennemi fut le seul qui fit bonne contenance ; il fut sauvé par la fermeté de son chef, et se retira en bon ordre. Macdonald se porta ensuite sur Capoue, et fit, dans les premiers jours de janvier 1779, la reconnaissance de cette place, qui tomba bientôt après au pouvoir des Français. Par suite d'une mésintelligence entre Macdonald et Championnet, le premier de ces deux généraux donna sa démission. Championnet ayant été destitué et arrêté à Naples, le 16 mars, par ordre du directoire-exécutif, Macdonald eut le commandement en chef de l'armée de Naples. Il venait de soumettre la Calabre, lorsque les défaites du général Schérer en Italie l'obligèrent d'évacuer entièrement le royaume de Naples. Il prit avant son départ toutes les mesures convenables pour assurer la tranquillité de la capitale. Réunissant toutes les troupes qui se trouvaient sur son passage, il traversa la Toscane ; et, lorsqu'on le croyait cerné et obligé de capituler, il marcha avec audace sur le derrière de l'aile gauche des ennemis, qu'il culbuta, le 12 juin. Il se dirigea ensuite sur Parme, et rassembla, le 15 du même mois, toutes ses forces auprès de Plaisance, où il avait espéré recevoir des nouvelles du général Moreau, qui commandait l'armée d'Italie. Se trouvant alors en présence des Austro-Russes, commandés par le général Soworow, Macdonald, dont les forces étaient inférieures, n'en prit pas moins la résolution de combattre ses adversaires, et même de les prévenir dans l'attaque. Il s'établit, le 17 juin, sur la rive droite de la Trebbia, fit attaquer le général autrichien Olt en avant du Tidone, et le força de se replier sur Castel-San-Giovani. Le 18, fut livrée la bataille de la Trebbia,

qui fut très-sanglante, et dura jusqu'à la nuit, sans avoir un résultat décisif : les deux partis rentrèrent dans leurs positions respectives. Macdonald, qui, avec moins de 30,000 hommes, avait soutenu, sans perdre de terrain, le choc de 50,000 alliés, pouvait, sans nuire à sa réputation, renoncer à repousser ses nombreux ennemis; mais il craignait, en se retirant, de compromettre l'armée de Moreau, qu'il supposait en marche pour se joindre à lui. Cette considération et l'espoir de voir arriver Moreau sur les derrières des Austro-Russes, engagèrent Macdonald à recommencer son attaque, le 19 juin. Ce combat, dans lequel les Français et leur digne chef firent des prodiges de valeur, fut aussi meurtrier que celui de la veille; il n'eut pas de résultat plus décisif, et les deux armées rentrérent encore dans leurs premières positions (1). Le général Macdonald, souffrant d'une blessure reçue quelques jours auparavant devant Modène, faillit être tué par les éclats d'un obus qui tomba à ses côtés. Il voulait persister à rester dans sa position de la Trebbia, pour y attendre le général Moreau, et était même tenté de livrer un quatrième combat; mais un conseil de guerre, qu'il assembla à Plaisance, ayant été d'avis de la retraite, l'armée se mit en marche à minuit, et prit la route de Parme. Macdonald arriva, le 23, sur les bords de la Secchia, força le passage de cette rivière, entra, le 24, dans Modène, et vint à bout d'effectuer quelques jours après sa jonction avec Moreau, dans les états de Gênes. Le mauvais état de sa santé obligea alors Macdonald de quitter l'armée : il se rendit en France. Il commandait à Versailles lors de la journée du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), et il seconda de tout son pouvoir la révolution opérée par Buonaparte. Le général en chef Mo-

(1) La bataille de la Trebbia, qui dura trois jours, fut livrée sur le même terrain où Annibal avait vaincu, deux mille ans auparavant, le consul romain Sempronius. On calcule que pendant ces trois jours, il fut brûlé 5 millions de cartouches et tiré 70 mille coups de canon.

reau le choisit pour un de ses lieutenants, et lui confia le commandement de l'aile droite de l'armée du Rhin. Par arrêté du premier consul Buonaparte, en date du 24 août 1800, le général Macdonald fut nommé général en chef de l'armée de réserve qui prit ensuite le nom d'armée des Grisons. Cette armée, forte de 12 à 15,000 hommes, était destinée à lier les armées d'Allemagne et d'Italie, en même temps qu'elle opérerait une diversion importante dans le Tyrol. Après avoir pénétré dans les Alpes-Rhétiennes, vers les premiers jours de septembre, Macdonald fit occuper le Voralberg et la vallée de Coire. Le 26 novembre, une colonne de son armée arriva au village de Splugen, et, le 27, elle se mit en marche pour tenter le passage de la montagne de ce nom. Outre les obstacles que le terrain présentait à chaque pas, les soldats français eurent à lutter contre une tourmente affreuse. Une avalanche énorme se détache de la crête la plus élevée du mont, roule avec fracas, coupe la colonne, et entraîne une trentaine d'hommes qui restent ensevelis sous la neige. Le passage est cependant effectué. Les 2 et 3 décembre, deux autres colonnes arrivent par le même chemin, mais avec moins de difficulté, au sommet du Splugen. Macdonald, marchant avec son état-major en tête d'une quatrième colonne, s'engage, le 4, dans le même passage; mais une tourmente plus violente encore que la première vient l'assaillir, ainsi que ses troupes. Les guides, pris dans le pays, refusent d'avancer; et l'ouragan ayant enlevé les jalons, il devint très-dangereux de se hasarder sur un chemin couvert de neige et entouré de précipices. Cette situation était d'autant plus critique que si l'on risquait de périr en marchant en avant, le défaut de subsistances devait faire mourir de faim l'armée à Splugen. Entre ces deux extrémités, Macdonald n'hésite pas à ordonner le passage. Il donne lui-même l'exemple du courage et de l'intrépidité; et, une pioche à la main, il se fraye un chemin. Enfin on arriva, après des peines inouies, à l'hospice qui se trouve au sommet du mont; et, le 6 décembre, toute l'armée des Grisons avait passé le Splugen. Il avait fallu employer pour

le passage du matériel les mêmes moyens que ceux dont l'armée de Buonaparte s'était servie au fameux passage du Saint-Bernard. Macdonald se rendit maître de tout le val Canonica. Après avoir tenté inutilement de se porter sur Trente par le glacier du mont Tonal, qui offrait une route plus directe, mais impraticable, il prit le parti de pénétrer par le col de San-Zeno, de remonter la Cheiza et d'arriver dans la vallée de Sarca. Cette manœuvre hardie s'exécuta à travers des blocs de glace qu'il fallait tailler, des rocs escarpés et des montagnes de neiges. Macdonald arrive à Store, le 5 janvier 1801, et entre dans Trente, le 6, après avoir fait 40 milles en trente-quatre heures, et enlevé de vive force, chemin faisant, la position de la Rocca d'Anfo, défendue par de bons ouvrages, et celles de Piève et de San-Alberto, que les Autrichiens avaient fortifiées avec le plus grand soin. Les marches habiles et rapides que Macdonald avait faites, et qui se combinaient avec les opérations du général Moncey, mettaient le général Laudon entre deux feux; mais le commandant autrichien se retira de ce mauvais pas, en faisant usage d'une ruse de guerre peu loyale, c'est-à-dire, en obtenant de Moncey une suspension d'armes, dans la supposition qu'il fit d'un armistice signé pour l'armée d'Italie. Macdonald manœuvra alors pour occuper la vallée de la Drave, afin de couper toute communication entre les armées autrichiennes d'Allemagne et d'Italie : il eût exécuté ce projet, sans l'armistice de Trévise conclu entre les généraux en chef Brune et Bellegarde. Ainsi fut terminée cette campagne, qui tiendra toujours une place remarquable dans l'histoire de la guerre de montagnes. Nommé ministre plénipotentiaire près la cour de Danemark, Macdonald se rendit à Copenhague. A son retour en France, il fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur. Quelque temps après, il défendit avec autant de courage que de générosité le général en chef Moreau, pour lequel il manifesta hautement le plus vif intérêt. Ce dévouement le fit tomber en disgrâce près de Buonaparte, qui éloigna Macdonald de sa cour, et cessa de l'employer. En 1809, Napoléon, qui avait à soutenir

la guerre d'Espagne, et qui se préparait à marcher au secours du roi de Bavière, son allié, dont les états étaient envahis par les armées autrichiennes, se vit obligé de rappeler les habiles généraux qui avaient précédemment conduit les Français à la victoire. Macdonald fut du nombre de ceux remis en activité, et on l'envoya servir en Italie, sous les ordres du prince Eugène, vice-roi de ce pays, qui lui confia le commandement de l'aile droite de son armée. Les Autrichiens, commandés par l'archiduc Jean, ayant opéré un mouvement rétrograde, à mesure de l'approche des troupes du vice-roi, le maréchal Macdonald fit exécuter, le 14 mai, le passage de l'Izonso, et prit position le même jour à Gorizia, où il s'empara de 11 bouches à feu de gros calibre, et d'une assez grande quantité de munitions. Un détachement qu'il dirigea en même temps sur Trieste occupa cette ville, le 16. Après la bataille de Tarvis, gagnée le 18, Macdonald se mit à la poursuite des Autrichiens dans la direction de Laybach. Il cerna le camp retranché que les ennemis occupaient près de cette ville, et obligea le général Meerfeld de se rendre prisonnier avec les 4000 hommes qu'il commandait, et d'abandonner 63 bouches à feu, ainsi que des magasins considérables. Il s'empara de Gratz, le 30 mai, et y séjourna le temps nécessaire pour achever la réduction de la Styrie, et faciliter la jonction du corps que le maréchal Marmont amenait de la Dalmatie. Il rejoignit ensuite, vers le 10 mai, l'armée du vice-roi, qui se portait sur la Hongrie. Il arriva sur le champ de bataille de Raab, le 14 juin, au moment où la défaite des Autrichiens était déjà certaine. Il se trouva à la bataille de Wagram, le 6 juillet; marcha, avec les divisions Broussier, Seras et Lamarque, sur le centre de l'armée autrichienne, le força au village de Süssenbrunn, et s'empara du village de Gerasdorff. Napoléon, témoin des efforts faits en cette circonstance par les troupes de l'armée d'Italie, voulut les récompenser dans la personne du chef qui les avait si bien dirigées; et, dès le lendemain, il nomma le général Macdonald maréchal d'empire, sur le champ de bataille de Wagram, et le créa duc de Ta-

rente. Après l'armistice conclu à Znaim, dans la nuit du 11 au 12 juillet, Macdonald alla prendre possession de la citadelle de Gratz, évacuée par les troupes autrichiennes. Dans les derniers jours du mois de mai 1810, il remplaça le maréchal Augereau dans le commandement en chef du 7ᵉ corps de l'armée d'Espagne, stationnée dans la Catalogne. Il réussit d'abord à ravitailler la place de Barcelonne, malgré les bandes de miquelets qui inondaient tous les passages. Il se réunit ensuite, dans Lérida, au général Suchet. Il battit les Espagnols dans les combats de Cervera, de l'Abisbal et de Wals. Vers la fin du mois de mars 1811, il partit de Lérida pour se rendre à Barcelonne, chef-lieu de son gouvernement de Catalogne. Chemin faisant, la brigade italienne, qui faisait partie de son corps d'armée, fut accueillie à Manrèse par une grêle de balles, et beaucoup de soldats furent égorgés par les paysans : Manrèse fut livré aux flammes. Au mois d'avril de la même année, le fort de Figuières ayant été livré par trahison aux Espagnols, le maréchal Macdonald le reprit par capitulation, le 10 août suivant. Employé à la grande-armée de Russie, en 1812, il y eut le commandement en chef du 10ᵉ corps, composé d'une division française et de deux divisions de troupes prussiennes. Il passa le Niémen à Tilsitt, le 24 juin ; marcha sur Rossiéna, capitale de la Samogitie, s'en empara, et quitta cette ville, le 4 juillet, pour se porter en avant. Il remporta à Eckau un avantage marquant sur les troupes russes. Il s'empara de Dunabourg, dont il fit raser les fortifications; occupa Mittaw, et fit observer Riga. Vers la fin de décembre, il occupait devant cette place la ligne de Frédérichstatt à Mittaw. Il battit, le 26 du même mois, le corps du général russe Lackow à Piklupenen, près de Tilsitt. Le 30 du même mois, le général Yorck, qui commandait les Prussiens, sépara ses troupes du 10ᵉ corps français, après une convention faite à Tourogen avec le général russe Diebtich. Malgré cette défection, le maréchal Macdonald opéra sa retraite avec beaucoup d'honneur, et arriva à Kœnigsberg, le 3 janvier 1813. L'armée ayant été réorganisée après la

fatale retraite de Moscou, le maréchal Macdonald reçut le commandement en chef du 11e corps, fort de 18,000 hommes. Il battit, le 29 avril, à Mersebourg, le corps prussien du général Yorck. Il contribua au succès des journées de Lutzen et de Bautzen. Après la rupture de l'armistice conclu, le 4 juin, et expiré, le 16 août, Napoléon l'envoya commander son corps de troupes dans la Silésie. Le maréchal Macdonald, se trouvant alors dans un pays très-difficile et presqu'entièrement inondé par les eaux pluviales, fut obligé de l'évacuer, après le funeste combat de la Kalzbach, livré le 26 août. Il combattit avec intrépidité au combat de Vachau, le 16 octobre, ainsi qu'à la bataille de Léipsick. A cette dernière affaire, il se trouva posté d'abord à Holzhausen, puis à Statteretz, où il essuya un feu terrible de la part des ennemis. Après la défection des Saxons, il eut, conjointement avec le prince Poniatowski, le commandement de l'extrême arrière-garde de l'armée, dont il fut chargé d'assurer la retraite. Le pont de l'Elster ayant été coupé, il se trouva obligé de passer cette rivière à la nage. Il prit part, le 30 octobre, à la bataille de Hanau, et s'y distingua. L'armée française ayant été obligée de repasser sur la rive gauche du Rhin, le maréchal Macdonald fut envoyé à Cologne, pour y organiser une armée; mais, n'ayant pu réunir que des forces insuffisantes, les puissances alliées le forcèrent de quitter la ligne du Rhin et de rentrer dans l'intérieur de l'ancienne France, où il continua de faire la gauche de la grande-armée. Il signala de nouveau ses talents militaires pendant la campagne en France, en 1814; repoussa avec succès tous les efforts du général prussien Blucher, et se distingua particulièrement au combat de Nangis, le 27 février. Il se trouvait à Fontainebleau, auprès de Napoléon, lorsque celui-ci fit son abdication, à laquelle le maréchal contribua beaucoup. Ayant envoyé, aussitôt après, son adhésion au gouvernement des Bourbons, Macdonald fut nommé membre du conseil de guerre, le 6 mai; créé chevalier de Saint-Louis, le 2 juillet suivant, et élevé à la pairie, le 4 jan-

vier (1). Il obtint aussi le gouvernement de la 21e division militaire (Bourges). En 1815, lors du débarquement de Buonaparte à Cannes, le maréchal Macdonald fut nommé commandant de l'armée du Gard, sous les ordres de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême. Il se rendit aussitôt à Lyon, où il joignit, le 8 mars, S. A. R. Monsieur; mais la défection des troupes ayant rendu inutiles les mesures qu'il avait prises pour s'opposer à la marche de l'usurpateur, il revint à Paris, où le roi lui donna le commandement en chef de l'armée qui, sous les ordres de S. A. R. Mgr. le duc de Berry, se réunissait sous les murs de Paris. S. M. s'étant décidée à quitter sa capitale dans la nuit du 19 au 20 mars, le maréchal Macdonald l'accompagna jusqu'à Menin, et rentra ensuite en France. Il refusa tout emploi sous Buonaparte, rentra dans la classe des simples particuliers, et se contenta de faire le service de grenadier dans la garde nationale parisienne. Après la seconde restauration, le maréchal Macdonald fut chargé du commandement de l'armée française, retirée derrière la Loire, et en opéra le licenciement. Au mois de juillet de la même année, S. M. le nomma grand-chancelier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur. Au mois de septembre suivant, il fut nommé l'un des quatre majors-généraux de la garde royale. Le 5 octobre suivant, il devint membre du conseil privé du roi. Il reçut le titre de commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, en 1816, et celui de grand'croix du même ordre, en 1820. S. M. le créa chevalier commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre de cette dernière année. (*Moniteur, états militaires, annales du temps.*)

MAGALOTTI, *voyez* DE BARDI.

---

(1) Macdonald avait été fait grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804, et grand-cordon de cette même légion, le 14 août 1809.

MAIGNART DE BERNIÈRES DE LOUVIGNY, fut créé *maréchal-de-camp*, le 20 février 1734, et obtint le grade de *lieutenant-général*, le 18 octobre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. V, pag.* 183.)

DE **MAILLÉ** (Urbain), *marquis de Brézé*, *maréchal de France*, fut fait capitaine de chevau-légers, en 1617. Il devint, le 25 septembre 1620, capitaine de la garde du corps de la reine-mère. Nommé gouverneur de Saumur et de son ressort, par provisions données à Fontainebleau, le 28 avril 1626, il conserva ce gouvernement jusqu'à sa mort. Il fut fait capitaine de la 3e compagnie française des gardes-du-corps du roi, à la mort du marquis de Mauny, par provisions données à Paris, le 20 septembre 1627. Il leva, par commission du même jour, un régiment d'infanterie de son nom, et servit sous le roi au siége de la Rochelle, après lequel son régiment fut licencié, au mois de novembre 1628. Il suivit le roi au Pas-de-Suze, qu'on força, le 6 mars 1629; puis en Languedoc, aux siéges de Privas et d'Alais, où le roi donna la paix aux calvinistes. Il eut, le 26 décembre, un brevet de conseiller-d'état. Créé maréchal-de-camp, en 1630, il marcha au secours de Casal, et combattit au pont de Carignan. Il fut envoyé ambassadeur extraordinaire auprès du roi de Suède, en 1632; et, à son retour, la même année, il se trouva, le 1er septembre, à la rencontre de Castelnaudary. On le fit gouverneur de Calais et du pays reconquis, par provisions du 28 octobre. Élevé au grade de maréchal de France, par état du même jour, il se démit, au mois de novembre suivant, de la compagnie des gardes-du-corps, et fut créé chevalier des Ordres du roi, le 14 mai 1633. Il rétablit son régiment d'infanterie, par commission du 26 septembre 1634. Commandant l'armée d'Allemagne, conjointement avec le maréchal de la Force, par pouvoir du 12 octobre, il força un quartier des Impériaux devant Heidelberg, et reprit cette ville, le 23 décembre. Spire fut aussi reprise, le 21 mars 1635. Commandant de l'armée conduite d'abord en Flandre, puis en Hollande, conjoin-

tement avec le maréchal de Châtillon, par pouvoir du 15 avril, le maréchal de Maillé défit, le 20 mai, à Avein, l'armée d'Espagne, qui eut 4000 hommes tués : on prit aussi aux Espagnols 14 pièces de canon, et on leur fit 900 prisonniers. Il commanda seul cette armée, au mois d'août, et passa l'hiver en Hollande, en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Au retour de son ambassade, le cardinal de Richelieu, son beau-frère, le relégua dans son gouvernement de Saumur, où il resta jusqu'au mois de juillet 1636. On le nomma pour commander l'armée de Picardie, conjointement avec le maréchal de Chaulnes, par pouvoir du 4 de ce mois; puis sous les ordres du comte de Soissons, par autre pouvoir du 7 juillet. Il eut le commandement de l'armée de Hollande, conjointement avec le maréchal de Châtillon, par pouvoir du 1er août; mais il ne fit aucun usage de ces différents pouvoirs. On lui donna le gouvernement-général de la province d'Anjou, et le gouvernement particulier de la ville et du château d'Angers, sur la démission du cardinal de la Valette, par provisions données le 19 septembre, registrées au parlement de Paris, le 24 novembre. Il se démit alors du gouvernement de Calais. Il ne servit point en 1637. Nommé pour commander l'armée sur les frontières de Luxembourg, par pouvoir du 26 avril 1638, il en remit le commandement à un maréchal-de-camp, sans prendre congé du roi, ni du cardinal, et se retira dans une de ses terres en Anjou (1). Il commanda l'armée du Roussillon, sous M. le prince de Condé, par pouvoir du 26 avril 1641, et l'armée de Champagne, avec le maréchal de Châtillon, par pouvoir du 1er juillet. Il ne joignit ce maréchal qu'après la bataille de Sédan. Nommé commandant de l'armée de Picardie, conjointement avec le duc de la Meilleraye, par autre pouvoir du 1er août, il prit seul la ville de Lens en trois jours : cette

(1) Il avait appris que les maréchaux de la Force et de Châtillon commanderaient avec lui; mais il voulait commander seul, et n'était point, selon son expression, *bête de compagnie*.

conquête obligea les Espagnols d'abandonner leurs retranchements devant Aire. Les deux maréchaux, s'étant réunis, brûlèrent les faubourgs de Lille, ravagèrent la campagne, assiégèrent Bapaume, et la prirent, le 18 septembre (1). Créé vice-roi de Catalogne, après que cette province se fut soumise au roi, par provisions du 17 octobre, le maréchal de Brézé s'y rendit en novembre, et y commanda pendant l'hiver. Le 20 décembre, il combattit, près de Collioure, un corps de troupes espagnoles. Dans cette affaire, qui dura depuis huit heures du matin jusqu'à la nuit, la perte fut égale des deux côtés, et le maréchal eut un cheval tué sous lui et un second blessé. Brézé battit ensuite 1500 fantassins et 250 chevaux de la garnison de Perpignan, tua 400 hommes, repoussa le marquis de Torracuse, qui avait attaqué plusieurs fois ses retranchements, et le poursuivit avant que celui-ci pût gagner Perpignan avec un convoi. Cependant, Torracuse ayant mis en déroute la cavalerie française, le maréchal de Brézé, avec 18 cavaliers seulement et ses gardes, continua de charger les Espagnols, et eut encore un cheval tué sous lui : le convoi ennemi rentra dans Perpignan. Le maréchal de Brézé reprit ensuite la ville de Sainte-Marie. Il se démit de la vice-royauté de Catalogne au mois de juin 1642, et quitta le service. Il se démit aussi de son régiment, au mois de novembre 1645, et du gouvernement d'Anjou, au mois de septembre 1649. Il mourut, le 13 février 1650, âgé de 53 ans. (*Chronologie militaire, tom. II, pag. 498; Histoire de Louis XIII, par le Père Griffet; Dupleix, le Vassor, Mémoires du Père d'Avrigny; l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas, Mercure français.*)

---

(1) Le Père Griffet se trompe, lorsqu'il écrit, t. XV, p. 335 de l'Histoire de Louis XIII, que *le maréchal de Brézé était parti avant le siége de Bapaume pour aller commander en Catalogne, en qualité de vice-roi.* Bapaume se rendit, le 18 septembre. Les provisions de la vice-royauté pour le maréchal de Brézé sont du 17 octobre, et il ne partit qu'en novembre.

DE MAILLÉ (Armand), *duc de Brézé, lieutenant-général*, et fils du précédent, naquit en 1619, et fut d'abord connu sous le nom de marquis de Brézé. Il leva, en 1634, un régiment d'infanterie de son nom, composé de 12 compagnies de 100 hommes chacune, qu'il conserva jusqu'à sa mort. Il servit, en 1635, à l'armée commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brézé, et combattit, à Avein, contre les Espagnols. Il fut nommé grand-maître et surintendant de la navigation, en survivance du cardinal de Richelieu, son oncle, par lettres du 22 juin 1636. Il servit au siége de Corbie, la même anné; aux siéges de Landrecies, de Maubeuge et de la Capelle, en 1637; au siége de Saint Omer, en 1638, et au siége d'Hesdin, en 1639. Il commanda ensuite les galères de France. Nommé, en 1640, pour commander l'armée navale, il combattit et défit la flotte espagnole, auprès de Cadix, le 22 juillet. Le marquis de Brézé se signala pendant ce combat par une grande intrépidité. Après la victoire, il fit preuve d'humanité : ses brûlots ayant porté le feu parmi les bâtiments ennemis, il recueillit sur son vaisseau tous les Espagnols qui, pour se soustraire aux flammes, s'étaient jetés à la mer. Il sauva de même le neveu de l'amiral espagnol, qui fut pris nu, au moment où il se lançait dans les flots, lui donna un de ses habits, une épée, un riche baudrier, et le renvoya à Cadix, sur un navire anglais, capturé avant la bataille. Le roi envoya le marquis de Brézé, en qualité d'ambassadeur, en Portugal, dans l'année 1641. En 1642, le marquis de Brézé battit, les 30 juin et 1[er] juillet, la flotte d'Espagne, qui venait secourir la ville de Perpignan. Il fut fait grand-maître, chef, et surintendant-général de la navigation et du commerce de France, à la mort du cardinal de Richelieu, le 5 décembre 1642. On lui donna le gouvernement-général du pays d'Aunis, de la Rochelle, de Brouage et des îles adjacentes, également vacant par la mort de ce cardinal. Le cardinal lui ayant donné, par son testament, le duché-pairie de Fronsac, il fut reçu en qualité de duc et pair au parlement de Paris, le 30 avril 1643, et prit alors le nom de duc de Brezé. Com-

mandant l'armée navale, par pouvoir du 11 août suivant, il défit les Espagnols à la vue de Carthagène, le 3 septembre, leur prit un vaisseau de 46 canons et une galiote de 30. Avec la même armée navale, il concourut, en 1644, au siége de Tarragone. Il ne fit aucune expédition, en 1645. Commandant encore l'armée navale, en 1646, il fut créé lieutenant-général, le 28 février, pour commander, sous le prince Thomas, l'armée de terre que l'on joignait à celle de mer. Il eut un pouvoir du 24 mars, pour, conjointement avec le prince Thomas et M. d'Argenson, surintendant des armées, traiter avec le Pape, le Grand-Duc et les autres princes et états d'Italie. Il combattit, sur les côtes de Toscane, la flotte espagnole, qui fut mise en fuite, le 14 juin. Il fut tué, à cette affaire, par un coup de canon. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 30; *le président Hénault, Dupleix, Mémoires du Père Griffet, Mémoires du Père d'Avrigny*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Histoire de Louis le Grand*, *par le marquis de Quincy*.)

DE MAILLEBOIS, *voyez* DES MARETS.

DE MAILLY (Augustin-Joseph), *marquis d'Hautcourt, maréchal de France*, naquit le 5 avril 1708, et entra au service, dans les mousquetaires, en 1726. Il fut fait enseigne au régiment de Mailly infanterie, le 13 mars 1728. Il passa guidon de la compagnie des gendarmes de la reine, avec rang de lieutenant, le 31 mars 1733, et servit, la même année, au siége de Kehl. Il fut fait sous-lieutenant de la compagnie des chevau-légers de Berry, avec rang de mestre-de-camp de cavalerie, le 25 mars 1734; servit à l'attaque des lignes d'Ettlingen et au siége de Philisbourg, et se trouva à l'affaire de Clausen, en 1735. Devenu capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes de Berry, le 16 avril 1738, il passa, au mois d'août 1741, à l'armée de Westphalie, sous les ordres du maréchal de Maillebois. Il fut fait capitaine-lieutenant de la compagnie des gendarmes écossais, le 11 janvier 1742, en se démettant de sa compagnie de Berry. Il marcha, au mois d'août de

la même année, avec l'armée de Westphalie, sur les frontières de la Bohême et de la Bavière; s'y distingua à la tête de plusieurs détachements, et rentra en France, au mois de janvier 1743. Créé brigadier, le 20 février suivant, il joignit l'armée du Rhin, au mois de juillet, et contribua à la défense de l'Alsace. Employé à la même armée, en 1745, il commanda un corps de gendarmerie à l'attaque des lignes de Weissembourg, battit un corps ennemi, et le repoussa dans les lignes. Il servit ensuite au siége de Fribourg. Employé à l'armée de Flandre, en 1745, il combattit à Fontenay, et servit aux siéges des villes et citadelles de Tournay, d'Oudenarde et de Dendermonde. Déclaré maréchal-de-camp, le 16 août, il se trouva en cette qualité au siége d'Ath. Employé à l'armée d'Italie, en 1746, il y commanda un corps séparé, avec lequel il combattit à la bataille de Plaisance. Il se trouva au passage du Pô, où il fit l'arrière-garde de l'armée, et au combat du Tidon. Il concourut ensuite à la défense de la Provence, sous les ordres du maréchal de Belle-Isle. Il continua d'être employé à l'armée d'Italie, en 1747; se trouva à la reprise des îles Sainte-Marguerite, et commanda une colonne, au passage du Var, le 3 juin. Avec le corps séparé, qu'il commandait, il contribua à l'attaque des retranchements du col de l'Assiette, et fit l'arrière-garde lors de la retraite de l'armée. Il commanda ensuite un corps de troupes au camp de Vars, qu'il préserva des incursions des ennemis, au moyen des lignes qu'il fit construire depuis Besançon jusqu'en Savoie. Il côtoya, plus tard, l'armée française jusque dans le comté de Nice, et se trouva à la journée de Roya, où les ennemis furent forcés. Il obtint le commandement d'Abbeville, le 1er septembre de la même année. Employé à la même armée, en 1747, il fut déclaré lieutenant-général, au mois de décembre. On le fit inspecteur-général de la cavalerie et des dragons, le 21 mai 1749. Il obtint le gouvernement du Roussillon, le 8 août suivant, et commanda dans cette province. Il se rendit en Espagne pour y complimenter, de la part du roi, l'Infante duchesse de Savoie, et reçut ensuite cette princesse en

Roussillon. Il conclut, en 1750, au nom du roi, un traité particulier avec l'Espagne, pour redresser les limites des Pyrénées. Pendant la durée de son gouvernement en Roussillon, il procura à cette province l'établissement d'une académie militaire pour la noblesse, ainsi que celui de plusieurs hôpitaux et manufactures. Employé au camp de Sarre-Louis, au mois de juillet 1754, il passa à l'armée d'Allemagne, le 1er mars 1757, y servit d'abord dans un corps de troupes que commandait le prince de Soubise; joignit ensuite la grande-armée, et se trouva à la bataille d'Hastembech. Après cette affaire, il alla rejoindre l'armée du prince de Soubise, sur les frontières de Saxe; combattit à Rosbach, y fut blessé et fait prisonnier. Échangé, en 1759, il fut employé à l'armée d'Allemagne, en 1760 et 1761, et y commanda avec succès plusieurs détachements. Il fut créé chevalier de Saint-Louis, le 26 mai 1776. Élevé à la dignité de maréchal de France, le 23 juin 1783, il prêta serment, en cette qualité, le 14 du même mois. Pendant la guerre de l'indépendance de l'Amérique, à laquelle la France prit part, il fut chargé de la défense des côtes, et ne négligea rien pour remplir tous les devoirs attachés à cette mission importante. Ce fut à ses soins que l'on dut alors le rétablissement si utile de Port-Vendre. Le roi Louis XVI lui confia, en 1790, le commandement de l'une des quatre armées décrétées par l'assemblée nationale, et celui des 14e et 15e divisions militaires. Il donna sa démission, le 22 juin de la même année, aussitôt qu'il eut connaissance du départ du roi et de la famille royale. A la journée du 10 août, le maréchal de Mailly, apprenant que la vie de son souverain était en danger, se rendit, malgré son grand âge, au château des Tuileries, et, parvenu jusqu'auprès de Louis XVI, il tira son épée, mit un genou en terre; et, s'adressant au roi : « Sire, lui » dit-il, nous venons relever le trône ou mourir à vos cô» tés. » S. M. daigna alors le charger du commandement des troupes qui se trouvaient au château. Le maréchal dirigea la courageuse, mais inutile défense qu'y firent un corps de gentilshommes et les gardes suisses. Un peloton

d'insurgés étant parvenu à s'introduire dans le château, le maréchal de Mailly fut sur le point d'être massacré à coups de hache: mais il fut sauvé de ce péril par le généreux dévouement d'un citoyen qui parvint à le soustraire aux assassins et à le conduire à son hôtel (1). Huit jours après, le maréchal de Mailly fut arrêté et conduit à sa section, où l'on se disposait à l'envoyer à l'Abbaye : un des commissaires s'y opposa. Le maréchal alla se réfugier, avec toute sa famille, à Mareuil en Picardie. Arrêté de nouveau, le 26 septembre 1793, il fut conduit dans les prisons d'Arras, traduit au tribunal révolutionnaire, et décapité le 25 mars 1794. Il monta sur l'échafaud avec le sang-froid et le courage qu'il avait déployés dans les combats. Il reçut le coup mortel, après avoir crié *vive le roi*, et dit d'une voix forte : « Je meurs, fidèle à mon roi, comme l'ont toujours » été mes ancêtres. » (*Etats militaires, tableau historique de la noblesse, par Waroquier, pag.* 250; *Moniteur, annales du temps, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXVI, pag.* 247.)

DU MAINE (Léonor-Marie), *comte du Bourg, maréchal de France*, naquit le 14 septembre 1655. Il entra page du roi, en 1671; passa aux mousquetaires, en 1673; suivit, la même année, le roi au siége de Maestricht, et s'y trouva à l'ouverture de la tranchée et à l'attaque de l'ouvrage à corne. Il se signala, en 1674, à l'expédition de la Franche-Comté, et partagea les dangers et la gloire d'une action très-vive qui se passa à la galerie du mineur. Devenu aide-de-camp du marquis de Renel, il servit au siége de Limbourg, qui capitula, le 21 juin 1675. Il obtint une compagnie au régiment de cavalerie de Servon, le 25 septembre; servit à la prise de Condé, de Bouchain et d'Aire. A la levée du siége de Maestricht, en 1676, l'arrière-garde du maréchal de Schomberg ayant été attaquée au pas-

(1) Ce citoyen refusa les récompenses que le maréchal voulait lui donner, et s'obstina à taire son nom.

sage de la Mehaigne, le comte du Bourg, qui y commandait une garde ordinaire de cavalerie, chargea les ennemis avec avantage. Il passa, le 1er septembre, avec sa compagnie dans le régiment Mestre-de-camp-général de la cavalerie. Il se trouva, en 1677, au siége de Valenciennes, à la bataille de Cassel, et à la prise de Saint-Omer. Il obtint, par commission du 22 juin de la même année, le régiment Royal cavalerie, vacant par la démission du marquis de Montrevel. Il servit, en 1678, au siége et à la prise de la ville et du château de Gand, et au siége d'Ypres. Il passa en Allemagne dans l'armée commandée par le maréchal de Créquy, et y servit au siége du fort de Kehl. Pendant le siége du fort de l'Étoile, en-deçà du Rhin, le comte de Mercy, qui commandait dans Strasbourg, pour l'empereur, étant sorti de cette place avec 1500 chevaux, le comte du Bourg, à la tête de la cavalerie de l'armée, renversa ce détachement, le poursuivit jusque dans les chemins couverts de la ville, tua un grand nombre de cavaliers, et en fit 300 prisonniers. Cette action, faite en plein jour, à la vue de la tête de la tranchée, obligea le commandant du fort de l'Étoile de capituler. Le comte du Bourg marcha, sur la fin de l'année 1679, sous les ordres du maréchal d'Humières, aux siéges de Hombourg et de Bitche. Il servit au camp d'Artois, en 1681, et au camp de Flandre, en 1682. Employé à l'armée de Flandre, en 1683, sous le maréchal d'Humières, il se trouva au siége de Courtray. Les ingénieurs qui conduisaient ce siége ayant été tous blessés, le comte du Bourg en dirigea les travaux. Il servit au siége de Luxembourg, sous le maréchal de Créquy, et à la prise des villes de Philisbourg, Manheim, Spire, Worms, Oppenheim et Franckenthal. Le comte du Bourg fut détaché à Hailbron, avec le commandement de la cavalerie; et, malgré la rigueur de la saison et la résistance des ennemis, il leva pendant 29 jours des contributions jusques dans les pays de Bareuth, d'Anspach, de Nuremberg, de Donawert et d'Augsbourg. Créé brigadier, le 10 mars 1690, et inspecteur-général de la cavalerie, par ordre du 19 avril, il ser-

vit dans l'armée d'Allemagne, qui couvrit la frontière. En 1691, il commanda, pendant quelques jours, un quartier au siége de la ville de Mons, et concourut à l'attaque de l'ouvrage à corne. Il passa ensuite en Allemagne, sous le maréchal de Lorges, qui se tint sur la défensive. Il se démit, à la fin de la campagne, de l'inspection-générale de la cavalerie. Employé dans l'armée d'Allemagne, sous le même général, il combattit à l'escarmouche de la petite Hollande, le 2 septembre 1692. Il contribua, le 17, à la défaite de 6000 Allemands, qui furent mis en fuite à Pforhtzem. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1694, il fut employé en Allemagne, sous les maréchaux de Lorges et de Choiseul, et y concourut à la prise d'Heidelberg, de Wingemberg, enlevé d'assaut, d'Eppenheim, de Weinheim et de Darmstadt, au mois de juillet. Employé en Alsace, pendant l'hiver, sous les ordres du maréchal d'Huxelles, il servit en Allemagne, en 1694, et combattit à Wislok. Créé directeur-général de la cavalerie, par ordre du 21 décembre, il fut employé, en 1695, 1696 et 1697, dans la même armée, où il ne se fit aucune expédition jusqu'à la paix de Riswik. Employé en Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne, par lettres du 21 juin 1701, il passa dans le pays de Luxembourg, sous les ordres du maréchal de Tallart, et commanda un corps de cavalerie, sur la Meuse, au camp de Richel, entre Liége et Maestricht, où il se retrancha le reste de la campagne. Il se démit, au mois de décembre, du régiment Royal en faveur de son fils. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 29 janvier 1702, il servit à l'armée d'Allemagne, fit construire un pont de bateaux à Neubourg sur le Rhin, pour établir de l'autre côté de ce fleuve une armée qui pût charger les ennemis, campés pour lors au débouché d'Huningue, où se donna le combat de Frédelingen, le 14 octobre : le comte du Bourg s'y signala. Employé à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Villars, en 1703, il commanda la tranchée, le jour où l'on attaqua l'ouvrage à corne du fort de Kehl, qui fut emporté d'assaut, le 9 mars. Il commanda l'aile gauche de la

cavalerie à la première bataille d'Hochstedt, le 20 septembre. Il marcha ensuite au siége de Kempten sur l'Iler. Au siége d'Ausgbourg, il fit l'ouverture de la tranchée. Il était encore de tranchée, lorsque cette place se rendit le 14 décembre. Employé à l'armée de Bavière, sous le maréchal de Marchin, il combattit à la seconde bataille d'Hochstedt, le 13 août 1701; marcha à la tête de l'aile gauche de la cavalerie, conduisit 54 escadrons contre 82 escadrons des Impériaux commandés par le prince Eugène, les rompit, passa le ruisseau de Plainteim, et prit en flanc l'infanterie ennemie. Ayant alors reçu l'ordre de ne pas avancer plus loin, il commanda l'arrière-garde de sa troupe, et fit une retraite de deux lieues dans la plaine, sans que l'ennemi osât l'inquiéter. Il dégagea chemin faisant 3 bataillons bavarois qui étaient prisonniers, et qui avaient été désarmés par 15 escadrons des Impériaux, que le comte du Bourg défit entièrement. Après la perte de la seconde bataille d'Hochstedt, il rassembla la cavalerie, marcha toute la nuit en côtoyant l'armée victorieuse, repassa le Danube à Ulm, sauva les caissons qui en étaient partis chargés de pain, les fit reconduire dans cette place, sous une escorte de 500 chevaux, et se rendit ensuite en Alsace. Employé sur la Moselle, sous le maréchal de Villars, en 1705, il commanda, dans la Lorraine allemande, un corps de cavalerie, avec lequel il arrêta le comte de Nassau-Weilbourg, qui marchait au secours de Hombourg, dont le marquis de Refuge faisait le siége : Hombourg capitula, le 26 juillet. Employé dans la même armée, en 1706, il fut chargé, avec un corps séparé, d'observer les mouvements des ennemis, qui avaient conservé un pont de bateaux sur le Rhin à deux lieues au-dessus du Fort-Louis. Il chargea, le 1er mai, 800 chevaux des ennemis, qui lui disputaient le passage de la Moutre, leur tua ou leur prit 200 hommes, et mit le reste en fuite. Il investit, le 3, la redoute de Stalmat, la battit avec 3 pièces de canon, la força de se rendre, le 5, et y fit 60 prisonniers, avec le commandant. Il obtint, par provisions du 25 juillet, le gouvernement de Bapaume, vacant par la mort du marquis de Congis. Il servit, sous le

maréchal de Villars, à l'attaque des lignes de Stolhoffen, le 22 mai 1707. Pendant l'hiver, il commanda en Alsace, sous le même maréchal, par ordre du 31 octobre. Il servit, en 1708, sur le Rhin, sous les ordres de l'Électeur de Bavière et du maréchal de Berwich, à la tête d'un corps séparé, avec lequel il garda les lignes de la Lautern. L'Électeur de Bavière et le maréchal de Berwick, ayant quitté l'armée, au mois de septembre, le comte du Bourg la commanda en chef jusqu'au 10 décembre, qu'il en fit la séparation. Employé en Allemagne, en 1709, sous le maréchal de Harcourt, il battit le général Mercy à Rumersheim, le 26 août. Mercy, s'étant avancé entre Brisach et Huningue, vis-à-vis l'île de Neubourg, y avait jeté un pont, et avait marché avec ce qu'il avait rassemblé de troupes contre le comte du Bourg, que le maréchal de Harcourt avait détaché avec 18 escadrons, 6 bataillons et 400 grenadiers. Les deux troupes s'étant rencontrées entre Hormstadt et Rumersheim, le comte du Bourg se mit au centre à la tête de son infanterie, essuya une décharge générale des ennemis, marcha à eux la baïonnette au bout du fusil, pénétra dans leurs bataillons, les enfonça, et les contraignit de prendre la fuite. L'ennemi perdit en cette occasion 1800 hommes tués, outre 600 qui se noyèrent, 3700 qui furent faits prisonniers, 12 drapeaux, 8 étendards, 2 paires de tymbales, 4 pièces de canon, 700 chevaux, 22 bateaux de cuivre, et 500 chariots chargés de vivres et de munitions de guerre. On reprit aussi tous les otages que les Impériaux avaient enlevés dans la Haute-Alsace, et tous les équipages, parmi lesquels on trouva, dans la cassette du comte de Mercy, le projet que les ennemis avaient formé sur la Franche-Comté, ainsi que la manière dont ils devaient se rendre maîtres de Besançon. La victoire du comte du Bourg déconcerta le général Mercy. Il commanda, pendant l'hiver, en Alsace, par ordre du 20 octobre. Le roi le nomma chevalier de ses Ordres, et lui donna, le 18 novembre, un brevet qui lui accordait deux des pièces de canon prises au combat de Rumersheim. Il servit, en 1710, sous le maréchal de Harcourt; commanda un corps séparé, et

observa les ennemis. Le roi le reçut chevalier de ses Ordres, le 1er janvier 1711. Employé dans l'armée d'Allemagne, sous l'Électeur de Bavière, et les maréchaux de Harcourt et de Besons, il commanda pendant l'hiver en Alsace, sur la Sarre et sur la Moselle, par ordre du 28 octobre. Il obtint, par provisions du 8 mars 1712, le gouvernement de Beffort, vacant par la mort du sieur de Moreton. Il remit alors le gouvernement de Bapaume, et garda jusqu'à sa mort celui de Beffort. Il servit à l'armée du Rhin, sous les maréchaux de Harcourt et de Besons, et commanda pendant l'hiver en Alsace, en l'absence de ces deux maréchaux. Employé, à l'armée du Rhin, en 1713, sous les maréchaux de Villars et de Besons, il ouvrit la tranchée au siége de Landau : la garnison demeura prisonnière de guerre. Détaché ensuite avec un corps de troupes, il assura la navigation du Rhin, nécessaire à la subsistance de l'armée. Avec 40 bataillons et 60 escadrons, il chassa les ennemis des retranchements qu'ils défendaient dans les montagnes au-dessus de Fribourg, dont on avait résolu le siége ; investit cette place, et y ouvrit la tranchée : la ville se rendit, le 1er novembre. Après le départ du maréchal de Villars pour Rastadt, où l'on devait traiter de la paix, le comte du Bourg eut le commandement de toute l'armée jusqu'à sa séparation. On lui donna le commandement en Alsace pendant l'hiver. La paix ayant été conclue, en 1714, il fut chargé par le roi, au commencement de 1715, de l'échange des places de guerre, sur le Rhin, et de la restitution de la Bavière et du Haut-Palatinat que l'empereur devait faire à l'Électeur de Bavière. Créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 2 février 1724, il prêta serment, le 13 août. Il eut le commandement dans les Trois-Évêchés, sur les frontières de Luxembourg et de la Sarre, par commission du 19 février 1727. Il obtint le gouvernement-géneral d'Alsace, vacant par la mort du maréchal d'Huxelles, par provisions du 11 avril 1730. Il commanda un camp dans cette province, par pouvoir du 2 août 1732. Il mourut à Strasbourg, le 15 janvier 1739. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 212 ;

son état de maréchal de France; Gazette du temps, Journal historique de Louis XIV, par le Père Griffet; Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy; Bauclas, le président Hénaut, Histoire de France, par Anquetil, tome VII, pag. 242 *et* 272.)

DU MAINE (Antoine), *du bourg de l'Espinasse*, fut créé *maréchal-de-camp*, le 6 décembre 1621. Il mourut vers 1635. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 74.)

DU MAINE, *voyez* DE BOURBON.

DE MAINEVILLE, *voyez* DE RONCHEROLLES.

LE MAIRE DE BOULAN DE PARISY-FONTAINE, fut créé *maréchal-de-camp*, le 20 avril 1652. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 342.)

DE MAISON (Nicolas-Jean, *marquis*), *pair de France* et *lieutenant-général*, naquit le 19 décembre 1770. Il entra dans la carrière militaire, au commencement de la révolution, fit avec distinction plusieurs campagnes comme officier d'infanterie, et devint aide-de-camp du général Bernadotte. En 1796, il était adjoint aux adjudants-généraux. Il se trouva, le 2 juillet, au passage du Rhin, sous les ordres du général Jourdan, et y commanda l'attaque de droite, qui fut dirigée sur Bendorf. Il fut fait adjudant-commandant, le 10 juillet 1799. En 1805, étant alors premier aide-de-camp du maréchal Bernadotte, il fit la campagne contre l'Autriche; et, dans le mois de novembre, il fit prisonniers de guerre, sur la route de Brunn à Iglau, 350 cavaliers ennemis des régiments de la Tour dragons et de Hohenlohe cuirassiers. Promu au grade de général de brigade, il commanda une brigade d'infanterie légère pendant la campagne de 1802, contre les Prussiens, et se trouva à différents combats, qui eurent lieu à la grande-armée. Il fit la campagne de Pologne, en 1807, comme chef de l'état-major du corps commandé par le maréchal prince de Ponte-Corvo. Employé, en 1808, à l'armée d'Espagne, sous les ordres du maréchal Victor, il se fit re-

marquer à la bataille d'Espinosa-de-Los-Monteros, le 10 novembre, et chassa les ennemis des montagnes escarpées qui avoisinent cette ville. Chargé par Napoléon de s'emparer des faubourgs de Madrid, du côté de la route de France, il remplit cette mission avec succès, concourut ensuite à la prise de Madrid, et fut blessé. Il fut créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 22 du même mois de novembre. Employé à la grande-armée, en 1812, il commença la campagne contre la Russie, dans la division du général Verdier, qui faisait partie du corps du maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Nommé général de division, le 21 août, il remplaça le général Verdier, qui avait été blessé, commanda sa division au combat de Polosk, le 18 octobre, et s'y distingua, en défendant, avec une bravoure extraordinaire, une batterie dite de la Tuilerie, que les troupes du général russe Wittgenstein attaquaient vigoureusement. Il donna de nouvelles preuves de courage et de talents militaires au combat de Toltowa. Napoléon récompensa ses services, en le créant baron d'empire. En 1813, après la retraite de Moscou, le général Maison fut employé dans le 5ᵉ corps d'armée, aux ordres du général Lauriston. Il fit repasser l'Elbe à sa division, le 23 mars, et occupa Mockern jusqu'au 28. Le 27 août, il attaqua la tête de pont de Wettin, sur la Saale, canonna vivement les Prussiens qui la défendaient et les força de se retirer, après qu'ils eurent brûlé le pont construit par eux. A l'affaire de Hainau, le 26 mai, le général Maison déboucha avec sa division, et arrêta la cavalerie prussienne : le colonel Dolss, qui commandait cette cavalerie, fut tué. Le général Maison commanda sa division, le 16 octobre de la même année, à la bataille de Wachau, où il se distingua, et fut blessé à la main. Il fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 28 septembre de la même année, et grand'croix de l'ordre de la Réunion, le 21 novembre suivant. Napoléon lui conféra, vers la même époque, le titre de comte. Dans la nouvelle organisation de l'armée, faite en décembre 1813, par Napoléon, le général Maison fut chargé du commandement du 1ᵉʳ corps placé à la gau-

che, et destiné à défendre le Rhin, ainsi qu'à protéger la Belgique. On avait établi à Anvers le quartier-général de ce corps, qui était composé des cadres de deux divisions de la jeune garde, des dépôts des 17ᵉ et 24ᵉ divisions militaires et de 800 chevaux. Le général Maison forma un camp volant pour assurer les communications entre Anvers et Berg-op-Zoom; et, pendant les dix premiers jours de janvier 1814, malgré les escarmouches qui eurent lieu entre ses troupes et celles du général prussien Bulow, il acheva tous ses préparatifs de défense. Anvers fut mis à l'abri d'une attaque de vive force; et l'escadre qui se trouvait dans le port ayant été désarmée et blindée dans le bassin, n'eut plus rien à craindre d'un bombardement. Les événements militaires qui se passaient sur d'autres points, et plus particulièrement encore les forces nombreuses que les ennemis firent marcher en Belgique, déconcertèrent les mesures prises par le général Maison; et il se vit obligé d'abandonner successivement ses positions, de se rapprocher des anciennes frontières de la France, et de concentrer sa petite arméee sous les murs de Lille. Voulant opérer sa jonction avec la division du général Roguet, qui se trouvait à Gand, il fit marcher ses troupes en avant, le 25 mars; et après avoir culbuté les partisans du major Hellwig, il entra dans Menin et Courtray. Le lendemain, il s'empara de Gand, malgré la résistance d'un pulk de Cosaques et d'un régiment d'insurgés belges. Il envoya un détachement qui rouvrit les communications avec Anvers, et se renforça, par ce mouvement, de 4000 fantassins, 250 chevaux et 14 bouches à feu. Il avait voulu tenter un coup de main sur Tournay; mais ayant été informé que la garnison de cette ville avait reçu des renforts, il se replia sur Lille. Il conclut, le 7 avril, avec les généraux des troupes alliées un armistice indéfini, et par lequel on fixa la ligne de démarcation des territoires que devaient occuper les deux corps d'armée. Les troupes sous ses ordres ayant été excitées par des malveillants à se révolter contre le gouvernement des Bourbons, que l'on rétablissait, le général Maison essaya de ramener ses soldats par des exhortations

paternelles, et prit ensuite des mesures énergiques qui intimidèrent les mutins et les firent rentrer dans l'obéissance. S. A. R. MONSIEUR, lieutenant-général du royaume, daigna lui écrire, le 19 avril, une lettre de satisfaction pour la conduite qu'il avait tenue à Lille. Le général Maison fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin suivant. S. M. Louis XVIII l'éleva à la dignité de pair de France, le 4 du même mois, et le créa grand-cordon de l'ordre Royal de la Légion-d'Honneur, le 23 juillet suivant. Il fut nommé gouverneur de la première division militaire (Paris), au mois de mars 1815. Dans le même mois, Buonaparte, qui avait fait une invasion en France, s'avançant sur Paris, Maison fut désigné par le roi pour commander, sous les ordres de Mgr. le duc de Berry, le corps d'armée qui devait être rassemblé sous les murs de la capitale. Les officiers en demi-solde, faisant partie de ce corps, s'insurgèrent, et se disposaient même à retenir le général prisonnier; mais celui-ci, se jetant furtivement sur le cheval d'un lancier d'ordonnance, parvint à s'échapper. Dans la nuit du 20 mars, il suivit le roi qui quittait alors Paris, et se rendit en Belgique. Buonaparte prononça sa destitution, le 7 avril. Après la seconde restauration, le général Maison rentra en France, à la suite du roi, et reprit son commandement de la 1re division militaire. Il fut nommé l'un des membres du conseil de guerre qui devait juger le maréchal Ney, et qui se déclara incompétent. Le roi le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 3 mai 1816; lui conféra le titre de marquis, le 31 août 1817, et le fit grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, le 30 septembre 1818. Le marquis de Maison se trouve maintenant classé parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires*, *Moniteur, annales du temps.*)

DE LA MAISON-ROUGE, *voyez* BARDET.

DE MALAN, *voyez* LE BEREUR.

DE MALET (Jean), *sire de Graville*, fut créé *grand-maître des arbalétriers*, par provisions du 1er août 1425. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 472.)

DE MALET DE LA JORIE (Henri-Joseph, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit le 14 juin 1758. Il entra au service, le 28 juillet 1773, en qualité de sous-lieutenant au régiment de cavalerie de Mgr. le comte d'Artois, et fut fait capitaine au même régiment, le 21 avril 1779. Il fut agréé, en 1785, par S. A. R. MONSIEUR (aujourd'hui Louis XVIII), pour être l'un de ses chambellans. Il devint maréchal-général-des-logis de l'armée, par commission du 11 octobre 1788, et servit, en cette qualité, dans les troupes commandées par le prince de Condé au camp de Saint-Omer. On l'employa, en la même qualité, et par lettres du 7 juillet 1789, dans le corps de troupes rassemblé à Versailles, sous les ordres du maréchal prince de Broglie. Il émigra, au mois d'octobre 1791, à la suite de MONSIEUR, et commença la campagne, comme aide-de-camp de ce prince, qui le nomma officier supérieur, lieutenant de la compagnie des grenadiers d'ordonnance. Cette promotion eut lieu le 30 juillet 1792, et donna au comte de la Jorie le rang de mestre-de-camp, à partir du même jour. Il finit la campagne en cette qualité. En 1814, après la restauration du trône des Bourbons et le retour du roi en France, le comte de la Jorie fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 30 août. Il reçut sa retraite, à la même époque, dans la compagnie des grenadiers à cheval de la garde royale, commandée par M. de la Roche-Jacquelein. S. M. le nomma maréchal-de-camp honoraire, le 31 décembre suivant. Il jouit maintenant de la retraite de ce dernier grade, à laquelle il a été admis après 19 ans 4 mois et 17 jours de service. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, tableau des pensions, Dictionnaire universel de la noblesse de France, par le chevalier de Courcelles; Paris*, 1822, *tom. V, pag.* 108.)

DE MALORTIE DE BOUDVILLE (Jacques-Gustave), fut créé *maréchal de-camp*, le 8 mars 1718. Il mourut le 30 août 1729. (*Chronologie militaire*, *tom. VII*, *pag.* 22.)

DE MALVES, *voyez* DE BELLISSEN.

DE MANERBE, *voyez* DE BOREL.

MANHES (Charles-Antoine), *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Aurillac en Auvergne, le 14 octobre 1777. Appartenant à une famille distinguée dans la robe, il fit ses études au collége royal d'Aurillac. A l'âge de 15 ans, il fut nommé élève à l'École de Mars par les administrateurs du département du Cantal, et suivit alors les cours d'artillerie. Lors de la dissolution de cette école, le gouvernement ayant décidé que les élèves qui se seraient le plus fait remarquer par leurs connaissances seraient incorporés dans les cadres de l'armée, avec le grade de sous-lieutenant, le jeune Manhes, alors élève instructeur, fut envoyé dans le 3ᵉ bataillon du Cantal (depuis 26ᵉ régiment d'infanterie de ligne). Arrivé à ce corps, le 6 avril 1795, il fit les campagnes des années 1795, 1796 et 1797 à l'armée de Rhin et Moselle, et celle des années 1798, 1799 et 1800 à l'armée d'Italie. Il se distingua à la bataille de Novi, où il fut blessé d'un coup de feu à la jambe droite. A peine rétabli de cette blessure, il rejoignit, le 24 décembre 1799, son bataillon, alors employé dans la rivière de Gênes; et, à son arrivée, il fut élevé au grade de lieutenant par le choix de ses compagnons d'armes. A cette époque, les troupes qui occupaient la Ligurie éprouvaient toutes sortes de privations; et une maladie contagieuse, qui en était la suite, décimait journellement les braves que le fer ou le feu des Autrichiens n'avaient point atteints à Novi. Les différents corps de l'armée rédigèrent des adresses énergiques pour faire connaître leur position, et Manhes fut l'auteur de celle qui fut signée à Nice par l'un de ces corps. A l'affaire des Gravières, près Suze, en 1800, étant à la tête d'une compagnie de grenadiers, il entra, des premiers, dans les redoutes ennemies, qui furent emportées

d'assaut. Le général de brigade Michaud, instruit de la valeur de ce jeune officier, se l'attacha en qualité d'aide-de-camp, le 2 janvier 1801. Manhes quitta alors son régiment, dans lequel il laissa d'honorables souvenirs. Le brevet de capitaine, qu'il reçut le 6 juin 1806, fut le prix de ses services pendant les campagnes des années 1801, 1802, 1803, 1804, 1805 et 1806, à l'armée d'Italie, à celle d'observation, et à la grande-armée : il s'était trouvé à la célèbre bataille d'Austerlitz. Déjà il avait reçu, en 1804, la décoration de la Légion-d'Honneur. Il fit la campagne de 1806 à 1807 contre la Prusse, et y mérita le grade de chef d'escadron, qui lui fut conféré le 4 avril de cette dernière année. Peu de temps après, il passa aide-de-camp du grand-duc de Berg (Murat), et se trouva en cette qualité à toutes les affaires qui eurent lieu à la grande-armée jusqu'à la paix de Tilsitt. Il obtint, vers ce temps, une dotation en Westphalie. Il suivit le grand-duc de Berg en Espagne. Les événements qui se passèrent alors à Aranjuez faillirent coûter la vie au prince de la Paix. Arraché des mains des gardes-du-corps du roi Ferdinand, ce prince se cacha dans la maison royale de Casa-del-Cámpo, où Murat lui donna un asile. Napoléon ayant ordonné au grand-duc de Berg de faire accompagner le prince espagnol jusqu'à Bayonne, par un officier brave et intelligent, Manhes fut chargé de cette mission. Il parvint à vaincre tous les obstacles que les circonstances attachaient au voyage de Madrid à Bayonne, et reçut de Napoléon des témoignages de satisfaction. Le roi et la reine d'Espagne lui manifestèrent également beaucoup de bienveillance. Après sa mission, Manhes vint à Paris, où il fut, bientôt après, destiné pour accompagner, comme aide-de-camp, le grand-duc de Berg, auquel Napoléon venait de donner le trône de Naples. A son arrivée dans cette capitale, Joachim nomma le capitaine Manhes chevalier de l'ordre royal des Deux-Siciles, et lui conféra le grade de colonel. Manhes, après s'être trouvé à la prise de l'île de Capri et à différents combats contre les Anglais, fut chargé d'une mission importante dans les Abbruzzes. Il s'en acquitta à la satisfaction géné-

rale, et reçut, comme récompense, le grade de général de brigade, que le roi de Naples lui accorda. Les habitants des Abbruzzes lui décernèrent aussi le diplôme de premier citoyen, et de libérateur de cette province. En 1810, le général Manhes quitta le commandement des Abbruzzes, pour être employé à l'expédition contre la Sicile. Après avoir réuni toutes les embarcations et les autres moyens d'exécution dans le port de Tropea, il leur fit passer le cap Vaticano, devant les forces navales anglaises. Il se trouva à tous les combats qui se livrèrent alors sur le canal de Messine. De tout temps et sous tous les gouvernements, les Calabres ont été continuellement désolées par des bandes de brigands. Ces bandes profitèrent de l'absence du roi, pendant l'expédition contre la Sicile, pour se porter aux plus grands excès. Joachim, voulant les détruire, envoya contre elles le général Manhes, qui, dans l'exécution de cette mission, aussi difficile qu'importante, justifia pleinement la confiance du gouvernement napolitain. Les mesures qu'il prit pour ramener la tranquillité dans ces provinces, y ont rendu son nom historique pour les habitants. Le district de Castrovillari lui offrit un sabre magnifique, portant cette inscription : *Per la restabilita tranquillità, il distretto di Castrovillari risconoscente*. Toutes les communes s'empressèrent de témoigner leur reconnaissance au général Manhes, et la ville de Cosenza, capitale des Calabres, inscrivit son nom parmi ceux des premiers citoyens. Lorsque la pacification des Calabres fut totalement achevée, Joachim éleva le général Manhes au grade de général de division, et lui donna une dotation avec le titre de comte. En 1811, le général Manhes fut pourvu d'un grand commandement, celui des 2[e], 4[e] et 5[e] divisions territoriales, formant à peu près les deux tiers du royaume de Naples. Dans cet emploi important, il se concilia l'estime des habitants, et fit partout respecter l'autorité du souverain. En 1812, lorsque les troupes françaises furent rappelées du royaume de Naples, Joachim chargea le comte Manhes de les remplacer, dans leurs positions sur le canal de Messine, par des corps que ce général avait sous ses

ordres, et qui se composaient en partie de nouvelles levées, ainsi que de gardes civiques organisées régulièrement par lui. Le général Manhes repoussa toutes les tentatives que les Anglais firent alors contre les Calabres. Ce fut par l'intercession du général Manhes que la plus grande partie des émigrés put jouir de la faveur de retourner dans ses foyers, et ils lui durent des secours de toute espèce, qu'il s'empressa de leur prodiguer pendant son commandement dans les Calabres. Vers la fin de 1814, le roi ayant fait revenir le général Manhes à Naples, pour lui confier les fonctions de premier inspecteur-général de sa gendarmerie, il perfectionna l'organisation de cette arme. Il fut décoré alors du grand-cordon de l'ordre des Deux-Siciles. En 1815, Joachim s'étant décidé à agir offensivement contre l'Italie, confia au général Manhes le commandement supérieur de Naples et de la 1re division territoriale, formée des deux arrondissements de Castellamare et de Pozzuoli, ainsi que des îles de Capri, d'Ischia et de Procida. A cette même époque, le gouvernement français n'avait à Naples ni ambassadeur ni consul, et tous les Français, établis en grand nombre dans ce pays, se trouvaient privés d'un protecteur de leurs droits et de leurs fortunes. S'étant réunis, et après avoir jeté un coup d'œil sur ceux de leurs compatriotes qui se trouvaient à Naples, ils décidèrent d'envoyer une députation au général Manhes, pour le prier d'agréer la haute marque de confiance qu'ils lui accordaient, en offrant de se placer sous sa protection spéciale. Le général Manhes reçut avec le plus vif intérêt ce témoignage d'estime et de considération, et sa conduite prouva qu'il en était digne. La perte de la bataille de Tolentino, livrée le 3 mai 1815, ayant fixé le sort de l'armée napolitaine et celui de Murat, le général Manhes fut d'abord envoyé sur Liri, pour s'opposer à la marche du corps autrichien commandé par le général Nugent; mais il revint bientôt après reprendre le gouvernement de Naples, et ce fut à son incroyable activité que l'on dut la tranquillité dont il fit jouir cette capitale dans des circonstances aussi difficiles. Instruit de la fuite de Murat, le général Manhes demanda un

passe-port, qui lui fut accordé, le 19 mai au soir; et, dans la nuit, il s'embarqua, avec sa famille (1), à bord d'un chébec portant pavillon anglais, qu'il avait fait fréter pour son compte. Les Anglais apportèrent quelques difficultés au départ de ce bâtiment; mais elles furent levées dans la journée du 20, et le général Manhes fit mettre de suite à la voile, bien que les vents fussent contraires. Le 21 au matin, en passant devant l'île d'Ischia, une barque de pêcheurs aborda le bâtiment, et le colonel Bonafoux, reconnaissant le général Manhes, n'hésita point à lui dire qu'il venait demander, pour le roi Murat, une place dans le chébec : Manhes reçut avec joie le prince malheureux. On débarqua à Cannes, le 25 mai au matin, et quelques jours après le général Manhes quitta cette ville, où il laissa Murat, et se rendit à Marseille. Il se trouvait dans cette dernière ville au moment où le maréchal Brune venait de la quitter, pour se porter sur le Var, et où les Marseillais se soulevaient contre Napoléon. Le général Manhes fut arrêté; mais, s'étant fait conduire chez le vicomte de Bruges, commissaire du roi dans le Midi, et lui ayant offert ses services pour la cause des Bourbons, il fut mis en liberté. Il se rendit à Gènes et de là à Lyon. Cette dernière ville était alors occupée par les Autrichiens, et le général Manhes y vit sa liberté un moment compromise; mais s'étant présenté à son compatriote M. le comte de Fargues, maire de Lyon, il lui remit, le 15 août 1815, une lettre adressée à S. M. Louis XVIII, par laquelle le comte Manhes sollicitait l'honneur d'être employé. Il se trouvait à Paris quand, par une décision ministérielle, tous les officiers furent obligés d'aller habiter le lieu de leur naissance : Manhes se rendit en conséquence à Aurillac, et y résidait lors des événements qui eurent lieu dans le département de l'Isère. En 1816, il obtint la permission de fixer son domicile à Paris. Il fut admis au service de France, avec son grade de lieutenant-général, le 25 décembre de la

(1) Il avait épousé à Naples la fille du prince Pignatelli-Cerchiara.

même année. S. M. l'a créé officier de la Légion-d'Honneur, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il est maintenant classé parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

MANIGAULT-GAULOIS (N....), *général de brigade*, naquit à la Flèche, dans la province du Maine, le 14 avril 1770. Il entra au service à l'âge de 18 ans, en 1791, comme sergent au 1er bataillon des volontaires nationaux de son département (la Sarthe). Il passa, le 1er avril 1792, sous-lieutenant au 43e régiment d'infanterie de ligne, dans lequel il fut fait lieutenant, le 5 novembre suivant, et capitaine, le 5 septembre 1793. Il fut nommé adjudant-général chef de bataillon provisoire, le 29 mars 1794, et confirmé dans ce grade, le 30 octobre suivant. Il obtint le grade d'adjudant-général chef de brigade, le 13 juin 1796, et devint chef de la 1re demi-brigade d'infanterie légère, le 13 novembre 1797. On le nomma colonel, le 14 mai 1803, et il fut promu au grade de général de brigade, le 29 août de la même année. Il fit en ces diverses qualités les campagnes de 1792 à 1801 aux armées du Nord, d'Allemagne, d'Angleterre, de Sambre-et-Meuse, du Rhin et de la Moselle. Il fut employé, en 1808 et 1809, à l'armée d'Espagne. A l'époque des premières guerres de la révolution, il se signala par un trait de générosité qui n'était point alors sans danger. Étant entré à Coblentz avec l'armée française, il voulait empêcher les soldats de piller une maison, lorsqu'il reconnut parmi ceux qui l'habitaient trois émigrés qui avaient été ses camarades de collége, et qui réclamèrent aussitôt sa protection. Ils auraient été fusillés, si le chef de bataillon Manigault-Gaulois ne les eût cachés et ne leur eût fait obtenir, à force de démarches, des passe-ports, au moyen desquels ils parvinrent à échapper à une mort certaine. Dans une autre circonstance, il donna des preuves d'un grand désintéressement. Il avait préservé du pillage un riche couvent de moines, en y plaçant des sauvegardes. Par reconnaissance, le supérieur lui offrit une voiture

magnifique, attelée de 4 chevaux du plus grand prix. Il refuse d'abord; mais, pressé plus vivement, il se détermine à accepter, vend aussitôt la voiture et les chevaux, et en distribue le prix à ses soldats, qui, dit-il, en s'adressant aux moines, l'avaient aussi bien mérité que lui. S'étant distingué en plusieurs occasions pendant la campagne de 1796, le général Marceau l'appela près de lui en qualité d'adjudant-général provisoire, et le fit confirmer dans ce grade. Manigault-Gaulois resta constamment près de Marceau jusqu'à la mort de ce général, qui fut tué, le 22 septembre 1796. Vers la fin de 1808, Napoléon, passant à Burgos une revue de troupes de nouvelles levées, dont le général Manigault-Gaulois avait le commandement, témoigna sa satisfaction de la belle tenue et de la discipline qui régnaient parmi les troupes; puis il ajouta : « Général, je suis content » de vous; depuis long-temps je n'ai que des éloges à don- » ner à votre conduite; dans peu, vous recevrez des témoi- » gnages de ma satisfaction; pour l'instant, que désirez- » vous? » Modeste autant que brave, le général ne demanda rien pour lui; mais il sollicita et obtint des récompenses pour ses deux aides-de-camp. Après cette revue, Manigault-Gaulois reçut, conjointement avec les autres généraux de brigade de la division Merle, l'ordre de se porter sur la Corogne, afin de culbuter les Anglais dans la mer. Il eut le commandement de l'avant-garde de cette expédition; et ce fut en remplissant sa mission avec tout le zèle dont il avait déjà donné tant de preuves, qu'il reçut le coup mortel à la bataille d'Avisa, le 16 janvier 1809. Chéri de ses soldats et estimé de ses chefs, ainsi que de ses camarades, sa dépouille mortelle reçut d'eux des témoignages marquants du plus sincère regret. On lui rendit les honneurs funèbres à Saint-Jacques de Compostelle en Galice. Le général Manigault-Gaulois avait été nommé membre de la Légion-d'Honneur, le 12 décembre 1803, et commandant de la même Légion, le 15 juin 1804 (1). (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

---

(1) Napoléon, pour rendre hommage à la mémoire du général Ma-

DE MANIMONT, *voyez* D'AUGER.

MANTEVILLE (Nicolas), *grand-maître d'artillerie*, fut pourvu de cette charge, sur la démission de Mathieu de Beauvais, par provisions données à Paris, le 4 mai 1415. Le duc de Bourgogne le fit destituer. Il mourut au mois de septembre 1421. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 474.)

DE MANTOUE, *voyez* DE GONZAGUE.

MARANSIN (Jean-Pierre, *baron*), *lieutenant-général*, né à Tarbes, entra au service, le 13 février 1792, comme volontaire national, dans un des bataillons de son département (Hautes-Pyrénées). L'énergie qu'il avait déployée dans une adresse, par laquelle il appelait ses jeunes concitoyens à la défense de la patrie, lui attira de leur part une confiance qu'ils manifestèrent en l'élevant de suite au grade de capitaine. Peu de temps après, ils le nommèrent chef de bataillon; mais Maransin préféra rester le compagnon d'armes du brave La Tour-d'Auvergne, capitaine de grenadiers, avec lequel il s'efforça de rivaliser de dévouement et de courage. A l'armée des Pyrénées, Maransin, suivi par 5 compagnies de son bataillon, repoussa, le 13 septembre 1793, le régiment d'Africa, qui attaquait le camp d'Aynhoüe, et s'empara du village d'Urdach, ainsi que des approvisionnements qui s'y trouvaient. Lors de l'attaque d'Yrati, le chef de bataillon du Peyron, qui commandait la colonne chargée de cette expédition, ayant été tué, Maransin prit sa place, pénétra dans le fort, brûla les magasins de la marine, et fit éprouver aux ennemis une perte de plus de 4 millions de francs. Le 19 juillet 1794, il enleva, malgré une résistance des plus opiniâtres, le camp de la légion ennemie dite de Saint-Simon, se saisit

---

nigault-Gaulois, conféra à son fils le titre de baron, par lettres du 4 août 1813, et y joignit une dotation de 4000 francs de revenus en Hanovre.

de la caisse militaire, et en fit la remise au général Higonnet. Employé à l'armée de l'Ouest, en 1795, il parvint, dans le mois d'octobre, à faire entrer un convoi de grains dans Leyer, après avoir repoussé, avec 5 compagnies de grenadiers, qui formaient l'escorte de ce convoi, les attaques de 4000 Vendéens commandés par Charette. Étant passé, dans la même année, à l'armée du Rhin, il traversa la Kintzig, le 5 décembre, avec 2 bataillons d'infanterie légère, et s'empara de la ligne de circonvallation que les Autrichiens avaient établie autour du fort de Kehl. Le 5 janvier 1796, il défendit, avec 200 hommes, les ouvrages d'Herlering, attaqués par 4 bataillons de grenadiers hongrois. Employé à l'armée du Danube, en 1799, il soutint, le 23 avril, avec sa compagnie et quelques fuyards qu'il avait ralliés, les charges d'une nombreuse cavalerie autrichienne, sauva les débris de la division Ferino, qui avait été mise en déroute, et reprit 6 pièces de canon. Ce fut alors qu'il accepta le grade de chef de bataillon, qu'on lui offrit de nouveau, et comme récompense de ses services. Le 25 septembre de la même année, étant à la tête de son bataillon et de 3 compagnies de carabiniers, il passa le premier la rivière de la Limath, et culbuta les Russes des positions qu'ils occupaient (1). Quelque temps après, il traversa le premier le Rhin, et s'empara de Schaffhousen. A la bataille de Mœskirch, le 5 mai 1800, il protégea les débris de la division dont son bataillon faisait partie. Cinq jours après, il fut enveloppé et attaqué à Memmingen par des forces supérieures, aux ordres du général Kray; mais il parvint à tenir tête aux ennemis pendant deux heures, et à sauver son bataillon (2). Les talents militaires qu'il

---

(1) Le général en chef Masséna lui adressa, dans cette occasion, une lettre des plus honorables, dans laquelle on lisait ce qui suit : « Vous » avez acquitté votre dette envers la patrie; c'est à moi de remplir la » sienne envers vous.... Vos chefs vous ont distingué au milieu de vos » braves camarades, et ils ont apprécié vos travaux. »

(2) Vers ce temps, les membres de l'armée ayant été invités à voter

avait déployés le firent passer successivement aux grades de major et de colonel. Employé, en cette dernière qualité, à l'armée de Portugal, il s'y distingua en de nombreuses occasions. Placé à la tête d'une troupe assez considérable pour agir séparément, et faisant la guerre dans un pays où, le plus souvent, il ne pouvait compter que sur ses propres ressources, le colonel Maransin montra la science du général unie au courage du soldat. Il se trouvait à Mirtola, dans l'Alentéjo, province alors entièrement révoltée, à 45 lieues de Lisbonne, où était le quartier-général en chef de l'armée française, et ne pouvait réunir qu'environ 1600 hommes, lorsque le général Spencer, qui avait soulevé les Algarves, s'avança sur lui, à la tête de 5000 Anglais. La ville de Béja, l'une des plus considérables de l'Alentéjo, et dont les remparts étaient en bon état, avait chassé la garnison française et reçu dans ses murs 4000 miliciens, avec lesquels elle s'opposait à la retraite de Maransin. Celui-ci ne se laisse point ébranler par la position désespérée dans laquelle il se trouve; et, communiquant à ses soldats le courage qui l'anime, il marche sur Béja, l'emporte d'assaut, sans artillerie, et passe la garnison au fil de l'épée. La prise de cette ville imposa à l'ennemi, pacifia la province, et favorisa la marche de la colonne de Maransin sur Lisbonne. Pour témoigner à Maransin sa satisfaction d'une action aussi courageuse, le général en chef Junot le nomma gouverneur d'Elvas; mais le débarquement des Anglais vint presque aussitôt changer cette disposition. Maransin avait été salué par Junot du surnom de *brave des braves*, et désigné pour commander les grenadiers réunis : il se montra digne de cet honneur à la bataille de Vimeiro. Il venait d'être promu au grade de général de brigade, lorsque le maréchal duc de Dalmatie le chargea d'une expédition dans la Serania de Ronda. Il y prit de vive force

---

sur la proposition de décerner le consulat à vie au premier consul Buonaparte, le chef de bataillon Maransin fut du petit nombre des militaires qui se prononcèrent pour la négative.

Abodonalez, Grazalema, Ville-Longe et Cortez, et défit complètement, sous Gaucin, le général espagnol Gonzalès. Au combat de Trigueros, il délogea la division du général Ballesteros des fortes positions qu'elle occupait, la mit en déroute, et obligea ses débris à se réfugier en Portugal. Au siége de Badajoz, il commandait la tranchée le jour où cette place importante capitula, quoiqu'elle fût défendue par 270 pièces d'artillerie, et une garnison plus nombreuse d'un tiers que les assiégeants. Bientôt après, le général Maransin eut une autre occasion de déployer ses talents militaires. Le chef espagnol Zayas venait de débarquer, près de Moguer, avec 5000 hommes, tandis que le général en chef Blacke était, avec un pareil nombre de troupes, en vue de Huebla, et que Ballesteros arrivait sur l'Odieb avec sa division. Pour empêcher la jonction de ces divers corps et couvrir l'Andalousie, le général Maransin part de San-Lucar, et, en deux marches forcées, il joint les troupes de Zayas, les met en fuite, et les force de regagner précipitamment la mer : c'est à cette affaire que le beau corps de cavalerie des Cortez fut détruit. Maransin se porte aussitôt sur Huebla; mais le général Blacke, instruit de la défaite de Zayas, et sentant toute l'inutilité de sa tentative, leva l'ancre et retourna à Cadix. A l'approche des Français, Ballesteros se dirigea vers les montagnes de Frégenal. Maransin l'y suivit, le chassa de ses positions, et l'obligea de se replier au-delà de Zerès-de-los-Cabelleros. A la bataille d'Albuhera, le général Maransin soutint, avec la 2e division de l'armée, les efforts de l'armée anglo-portugaise, qui déjà avait mis du désordre dans la 1re division française; il rétablit le combat; et, par une charge vigoureuse, exécutée à la baïonnette, il décida le glorieux succès de cette journée, pendant laquelle il reçut une blessure grave. Chargé du commandement de la province de Malaga, il la défendit, avec le 58e régiment de ligne et le 21e de dragons, contre les troupes du général Ballesteros, fortes de 7000 hommes d'infanterie et de 900 chevaux. Au combat de Cartna, il soutint, avec moins de 1800 hommes, tous les efforts du général espagnol, et reçut dans cette

journée un coup de feu au travers du corps. Il repoussa ensuite, avec le 58e régiment d'infanterie et quelques Français établis dans Malaga et organisés en gardes nationaux, les attaques dirigées par les Espagnols contre cette ville. Le général Maransin administra la province de Malaga avec une justice et une intégrité qui lui concilièrent l'estime et l'affection des habitants. Il sut y faire aimer et respecter le nom français, et y laissa personnellement des souvenirs honorables. Nommé général de division, le 30 mai 1813, il commanda en cette qualité l'avant-garde de l'armée française à la bataille de Vittoria. Depuis cinq heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, il se maintint dans la position qu'il occupait, malgré les attaques de l'ennemi. Se trouvant enveloppé par deux lignes anglo-espagnoles, et dans une situation presque désespérée, son courage s'accrut en proportion du danger; et, redoublant d'efforts, il parvint à contenir le général anglais Hill. Il rompit ensuite la ligne qui s'opposait à sa retraite, et rejoignit le gros de l'armée avec son artillerie. Au col de Maïa, il eut encore à combattre le général Hill, qu'il culbuta à la baïonnette, et auquel il prit 5 pièces de canon et 700 hommes. Pendant la bataille de Toulouse, Maransin défendit, contre le même général anglais, les approches du faubourg Saint-Cyprien. Après l'abdication de Napoléon, le général Maransin fit sa soumission au gouvernement de S. M. Louis XVIII, qui le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août 1814, et commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 15 décembre suivant. Buonaparte ayant envahi le territoire français dans les premiers jours de mars 1815, le général Maransin, qui commandait alors la 2e subdivision de la 10e division militaire, fut chargé par S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême de presser le départ des volontaires royaux, qui devaient se rendre à l'armée de ce prince. Lorsque la famille royale eut quitté la France, le baron Maransin fut employé par Buonaparte au commandement des gardes nationales de la 7e division militaire, avec lesquelles il seconda les opérations militaires du général Suchet.

A l'époque de la seconde restauration du trône des Bourbons, il commandait la 19ᵉ division militaire, dans laquelle il licencia plusieurs régiments. Il usa de tout son ascendant sur les troupes pour maintenir l'ordre, et surtout pour faire rentrer dans le devoir deux escadrons de chasseurs à cheval, qui avaient méconnu l'autorité à Bourganeuf. Remplacé dans son commandement, en 1816, et dénoncé au ministère de la police générale, il fut arrêté et détenu à Tarbes pendant quatre mois, à la suite desquels on le rendit à la liberté. Il est classé maintenant parmi les lieutenants-généraux disponibles. (*Etats militaires*, *Moniteur, annales du temps.*)

MARC (Raimond), *grand-maître d'artillerie*, exerça cette charge, en l'absence de Philibert de Malans, par commission du 24 avril 1433. Il mourut le 17 septembre suivant. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 475.)

MARCEAU (Maurice), *général de division*, naquit à Chartres, en 1769. Destiné par son père à l'étude des lois, sa passion pour l'état militaire l'emporta sur l'autorité de sa famille; et, dès l'âge de 15 ans, il s'engagea comme soldat dans le régiment de Savoie-Carignan. Il étudia, sans maître, les mathématiques, et se livra avec ardeur à la lecture des ouvrages des grands capitaines, anciens et modernes. Son goût pour l'étude le fit distinguer par M. de Serent, colonel de son régiment, qui le fit sergent. En 1789, il obtint un congé, et se rendit à Paris. La révolution, qui éclata alors, fit concevoir à Marceau l'espoir de devenir autre chose qu'un soldat; et il marcha, le 14 juillet, à la tête d'un détachement de la section de Bon-Conseil, pour s'opposer à l'approche des troupes que la cour faisait avancer sur la capitale. Marceau se rendit à Chartres, sa ville natale, au moment où, sur tous les points de la France, on armait des bataillons de volontaires nationaux pour voler à la défense des frontières. Il fut nommé, par le choix de ses concitoyens, commandant du bataillon que le département d'Eure-et-Loir venait de former. Il conduisit ce bataillon sur les frontières du Nord, et y servit sous les

ordres du général La Fayette. Ce général ayant été obligé de fuir pour dérober sa tête aux factieux, l'armée qu'il commandait se disposait à le suivre, lorsque Marçeau sortant des rangs, la fureur dans les yeux et la pointe du sabre sur la poitrine d'un officier qui entraînait ses soldats, s'écrie : « Français ! il est un devoir plus sacré que l'amour » pour son général : celui de ne pas laisser cette frontière » découverte. » A ces mots, toute l'armée s'arrête. Marceau se trouvait dans Verdun lors du siége de cette ville par les Prussiens : il opina dans le conseil de défense pour une vigoureuse résistance. La reddition de la place ayant cependant été résolue, il fut chargé, comme le plus jeune officier de la garnison, de porter la capitulation au roi de Prusse. Il avait perdu à ce siége ses équipages, son argent et ses chevaux. « Que voulez-vous qu'on vous donne ? » lui dit un représentant du peuple. — « Je ne veux, répond » Marceau, qu'un sabre nouveau, pour venger notre dé» faite. » Nommé lieutenant-colonel de la légion germanique, il fut envoyé, avec ce corps, dans la Vendée. Bientôt il s'y attira l'inimitié du représentant du peuple Bourbotte, qui le fit arrêter comme traître à la patrie, et mettre en jugement. Sa défense simple et persuasive le fit acquitter. Il marcha ensuite vers la ville de Saumur, alors attaquée par les royalistes. Il se trouvait hors de cette ville, accompagné seulement de 7 cuirassiers, lorsqu'il vit un détachement qui entraînait prisonnier ce même Bourbotte, naguère son accusateur. Marceau charge sur les Vendéens, parvient à enlever le représentant du milieu de ceux qui l'emmenaient, le fait monter sur son cheval, et le force de s'échapper, en disant : « Il vaut mieux qu'un soldat » comme moi périsse, qu'un représentant du peuple. » Un cuirassier blessé offre alors son cheval à Marceau, qui se fait jour à travers l'ennemi et regagne Saumur. En 1793, il était devenu général de division, lorsqu'il concourut, sous les ordres du général en chef Rossignol, à la bataille d'Antrain, gagnée sur les Vendéens, le 18 novembre. Nommé commandant en chef, par *interim*, de l'armée de l'Ouest, il livra des combats journaliers aux troupes roya-

listes. Il déploya plus particulièrement son courage et ses talents militaires à la bataille du Mans, où on le vit charger lui-même et enfoncer les ennemis. Un trait de générosité qu'il fit alors faillit lui devenir funeste. Quoiqu'il existât une loi qui punissait de mort le républicain qui faisait grâce à un Vendéen, Marceau sauva la vie à une jeune fille, qui, tout armée, vint se jeter à ses pieds et se mettre sous sa protection. Dénoncé pour cette cause, il allait être envoyé au supplice, lorsque le représentant Bourbotte, qui lui devait la vie, accourt de Paris, se présente au tribunal, demande les pièces du procès et les déchire. Marceau passa ensuite à l'armée des Ardennes, où il signala son arrivée par la prise de Thuin. Employé à l'armée de Sambre-et-Meuse, en 1794, il y prit, avec les généraux Championnet, Bernadotte et Kléber, une part très-glorieuse aux grandes batailles qui furent livrées à cette époque. A la bataille de Fleurus, le 26 juin, il commanda l'aile droite de l'armée, enfonça l'ennemi, le força à la retraite, et eut 2 chevaux tués sous lui. Sa division, qui se trouvait la plus exposée, fut presque entièrement détruite; et il combattit alors comme un simple soldat, à la tête de quelques bataillons. Dans les batailles livrées sur les rivières d'Ourthe et de la Roër, il guida le bouillant courage des avant-gardes, dont les victoires précédaient toujours l'arrivée du gros de l'armée française. Chargé de s'emparer de Coblentz, il précède sa division, suivi d'un petit nombre de soldats, escalade les forts qui environnent cette ville, et se rend maître de la place, le 23 octobre 1794, malgré la vive résistance de 15,000 Autrichiens, qu'il force de repasser sur la rive droite du Rhin. Avec une partie de sa division, il assiégea le fort d'Ehrenbreitstein, et poussa les travaux d'attaque avec autant d'intelligence que d'activité. L'armée française ayant été obligée de rétrograder sur la rive gauche du Rhin, en 1795, le général Marceau commanda l'arrière-garde. Chargé par le général Kléber, sous les ordres duquel il servait, de faire mettre le feu à tous les bateaux qui étaient sur la Sieg, au moment où il jugerait que le corps de Kléber aurait passé le pont de Neuwied, Marceau

confia l'exécution de cette disposition à un officier du génie, qui, calculant mal les instants, fit incendier trop tôt ces bateaux, de sorte que l'armée se trouva fortement compromise. Désépéré de cet événement, Marceau voulait se brûler la cervelle, lorsque Kléber, détournant le pistolet, le lui arrache, et lui dit : « Jeune homme, allez-vous » faire casser la tête en défendant ce passage (Kléber le lui » montrait), avec votre cavalerie; c'est là qu'il est permis » de mourir. » Puis, embrassant Marceau, Kléber ajouta : « Est-ce que vous ne comptez plus sur votre ami, sur votre » frère d'armes? Est-ce que vous avez oublié Kléber? Mon» tons à cheval, et tout sera réparé. » En effet, les deux généraux marchent ensemble à l'ennemi, qui fut contenu pendant deux jours, temps nécessaire à la reconstruction du pont de Neuwied, incendié par les bateaux enflammés qui l'avaient abordé en dérivant. Le 10 novembre, Marceau attaqua et déposta les Autrichiens des gorges de Stromberg. Il attaqua, le 7 décembre, un corps ennemi à Sulzbach, et lui fit éprouver une perte considérable. A l'ouverture de la campagne de 1796, sur le Rhin, Marceau eut, sous les ordres du général en chef Moreau, le commandement de l'aile droite, forte de près de 30,000 hommes répartis en trois divisions; ils devaient marcher sur le Haut-Rhin et observer un corps de 20,000 Autrichiens que l'archiduc Charles avait laissé devant Mayence. Une portion des troupes commandées par Marceau ayant été appelée au siége d'Ehrenbreitstein, ce général n'eut plus à sa disposition que 14,000 hommes. Quelque temps après, le corps d'observation aux ordres de Marceau fut porté à 29,000 hommes. Il prit, le 26 juillet, le fort de Kœnigstein, dans lequel on trouva 20 bouches à feu en bon état. Avec une partie de ses troupes, Marceau investit la place de Mayence, et en contint long-temps la nombreuse garnison. L'armée de Sambre-et-Meuse s'étant repliée sur la Lahn, Marceau dut effectuer sa retraite, et la fit sur Limbourg. Il livra près de cette ville deux combats, dans lesquels il déploya sa valeur et ses talents accoutumés. Ces combats eurent lieu vers le milieu du mois de septembre

1796. Chargé par le général Jourdan du soin d'arrêter les mouvements de l'archiduc Charles, en escarmouchant avec lui, pendant que les autres divisions de l'armée passeraient le défilé d'Altenkirchen, Marceau se mit à l'arrière-garde de l'armée, qui était alors le poste le plus dangereux, et sut inspirer à ses troupes une telle ardeur, que l'ennemi, malgré sa supériorité, n'osa les entamer. Cependant l'archiduc Charles ayant fait avancer ses colonnes, Marceau, qui allait entrer dans le défilé, reçut de Jourdan l'ordre de s'arrêter pour contenir encore les Autrichiens, en attendant qu'on lui envoyât du secours. Sans s'effrayer des nombreux adversaires qui allaient fondre sur lui, Marceau ne s'occupa qu'à faire ses dispositions pour les recevoir vigoureusement. Pour mieux reconnaître l'ennemi qui s'approchait, Marceau s'avance près des éclaireurs autrichiens, accompagné du capitaine de génie Souhait et de deux ordonnances. Dans ce moment, un hussard de Kayser vient caracoler devant lui, pour le distraire, pendant qu'un chasseur tyrolien, embusqué derrière une haie, tire sur Marceau un coup de carabine, dont la balle traverse le corps du général. Marceau fut transporté mourant à Altenkirchen, où Jourdan s'empressa de l'aller visiter. Témoin du désespoir de ses amis et connaissant tous les regrets que sa perte inspirait à l'armée, le jeune guerrier, que la mort n'effrayait pas, s'écria : « Je suis trop regretté; pourquoi me plaindre? Je suis bien heureux, puisque je meurs pour la patrie. » L'armée française, forcée de quitter Altenkirchen, y laissa Marceau, que la gravité de sa blessure empêchait de transporter. Jourdan le recommanda aux soins généreux des officiers autrichiens; mais cette précaution était superflue; car Marceau avait inspiré une telle estime dans l'armée autrichienne, qu'un capitaine des hussards de l'empereur vint s'informer avec intérêt de la santé du blessé. Le général Haddick témoigna personnellement à Marceau combien il prenait part à son malheur; et le général Kray, respectable vétéran de l'armée autrichienne, lui donna des marques particulières et bien touchantes de ses regrets. Marceau expira, le 21 sep-

tembre, à l'âge de 27 ans. Le prince Charles permit que la dépouille mortelle du jeune héros fût rendue à ses compagnons d'armes, et accompagna cette permission de témoignages honorables de l'intérêt que Marceau lui avait inspiré. Le corps fut accompagné jusqu'à Neuwied par un détachement de cavalerie autrichienne, et fut ensuite déposé dans le fort de Pétersberg, près de Coblentz : ce fort prit alors le nom de *Fort-Marceau.* L'armée française éleva à Marceau plusieurs monuments; et celui où reposent ses cendres fut construit sur les dessins du général Kléber. On lui érigea aussi une pyramide, à la place où il avait reçu le coup mortel. En 1799, un décret du sénat-conservateur ordonna que les restes du général Marceau fussent réunis à ceux des généraux Hoche et Chérin, dans un mausolée élevé sur les bords du Rhin. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA MARCHE, *voyez* BOTTEREL *et* DE BOURBON-CONTY.

DE MARCHIN *ou* MARSIN (Jean-Gaspard-Ferdinand, *comte*), *commandant d'armée*, naquit dans le pays de Liége. Il passa au service de France, en 1635, en qualité de lieutenant-colonel du régiment de cavalerie liégeoise, que le colonel Moullard avait levé, par commission du 1er septembre de la même année. Il servit, en 1636, à l'armée de Hollande, sous les maréchaux de Châtillon et de Brezé. Il fut fait, le 10 avril 1637, mestre-de-camp du régiment de cavalerie liégeoise, à la mort du colonel Moullard. Il servit, la même année, à l'armée de Bourgogne, et y concourut à la prise de plusieurs places. Employé avec son régiment à l'armée de Piémont, en 1639, il se trouva, en 1640, à la défaite du général Leganez par le comte de Harcourt. Il servit, en 1641, au siége de Turin, au secours de Chivas et à la prise de Coni. Passé à l'armée de Catalogne, en 1642, il combattit à la journée de Vals, où les Espagnols furent défaits. En 1643, il marcha avec l'armée d'Italie, au siége et à la prise de Trin. En 1644, il leva un régiment d'infanterie allemande, par commission du 30 janvier, et fut créé maréchal-de-camp le même jour. Commandant les trou-

pes allemandes au service du roi, du côté de la Hesse, il les conduisit à l'armée de Champagne, commandée par le duc d'Enghien, et y servit comme maréchal-de-camp. Il fut admis, le 16 juillet 1645, dans le corps de la noblesse du pays de Liége et du comté de Loos. Il combattit, la même année, à la bataille de Nordlingue, et y fut blessé. Il servit, en 1646, à l'armée de Flandre, sous le duc d'Enghien, et concourut à la prise de Furnes et de Dunkerque. Créé lieutenant-général, le 20 janvier 1647, il alla servir en cette qualité à l'armée de Catalogne, et se trouva au siége de Lérida, par M. le prince de Condé. La valeur qu'il déploya au siége de Tortose, en 1648, lui valut le gouvernement de cette place, que le maréchal de Schomberg lui donna, le 25 juillet. En 1649, il commanda en chef l'armée de Catalogne, en l'absence du même maréchal. Les Espagnols menaçant Barcelonne, il y fit entrer un puissant secours, et prépara de tels moyens de défense, que les ennemis n'osèrent entreprendre le siége de cette place. Le duc de Mercœur ayant eu, par pouvoir du 5 novembre, le commandement de l'armée de Catalogne, il fit arrêter, au mois de février 1650, le comte de Marchin, à cause des liaisons que celui-ci entretenait avec le prince de Condé, alors en état de révolte contre le roi. Marchin, fut conduit à la citadelle de Perpignan, et on lui ôta, par ordre du 1er mars, ses régiments d'infanterie et de cavalerie. Rendu à la liberté en même temps que le prince de Condé, au mois de mars 1651, il fut fait mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie. Nommé lieutenant et capitaine-général des armées du roi en Catalogne, par pouvoir du 6 avril de la même année, il se jeta de nouveau dans le parti du prince de Condé, auquel il conduisit une portion des troupes qu'il commandait, et qui lui confia ses intérêts secrets dans la Guienne, avec mission d'y activer les opérations de la guerre. Il passa avec ce prince au service d'Espagne, en 1653, et y fut fait capitaine-général des armées, par décret du 13 juin de la même année. Après la soumission de Bordeaux aux armées du roi, le comte de Marchin quitta cette ville, avec la permission de se retirer en Flan-

dre auprès du prince de Condé, et d'emmener les régiments, les gardes et les gendarmes qui appartenaient à ce prince et au duc d'Enghien. Il secourut Valenciennes, au mois de septembre 1656. Il fut nommé commandant de toutes les forces, tant de terre que de mer, de Charles II, roi d'Angleterre, sous les ordres des ducs d'York et de Glocester, par pouvoir donné à Bruges, le 10 mars 1657. Il reçut l'ordre de la Jarretière, au mois de février 1658, et fut créé comte de l'empire, par diplôme de l'empereur Léopold, donné à Francfort, au mois d'août de la même année. Il ne fut point compris dans l'amnistie accordée par le traité des Pyrénées aux adhérents du prince de Condé. Il fut nommé général des armées du roi d'Espagne, aux Pays-Bas, au mois de février 1667, et devint conseiller de ce prince, au conseil suprême de la guerre. Il tenta inutilement de secourir la ville de Lille, assiégée par les troupes du roi, et fut battu devant cette place, sur le canal de Bruges, le 31 août, par le marquis de Créquy. Marchin commandait à cette affaire un corps de 6000 chevaux espagnols, sur lequel Créquy fit 3000 prisonniers. Le comte de Marchin fut obligé de se sauver à pied, et se retira derrière Gand. Il mourut le 9 mars 1673. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 524; *Mémoires du Père d'Avrigny, le continuateur du Père Daniel, le président Hénault, Larrey, Histoire militaire de M. de Quincy, Gazette de France, Histoire de France, par Anquetil.*)

DE MARCHIN *ou* MARSIN (Ferdinand, *comte*), *maréchal de France*, et fils du précédent, naquit à Malines, le 10 février 1656. Il passa au service de France aussitôt après la mort de son père, et fut pourvu de la compagnie des gendarmes de Flandre à sa création, par provisions du 12 avril 1673. Il servit à la tête de cette compagnie, pendant les campagnes de Flandre, en 1673, 1674, 1676 et 1677, et s'y trouva à plusieurs batailles, siéges et prises de places. Créé brigadier des armées du roi, par brevet du 24 août 1688, il commanda la gendarmerie, en 1689, à l'armée d'Allemagne. Il servit, en 1690, en Flandre, sous

le duc de Luxembourg, à la bataille de Fleurus, le 1er juillet, et y fut blessé. En 1691, il se trouva au siege de Mons, d'où il alla servir à l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Boufflers. Employé à l'armée de Flandre, en 1692, il combattit à Steinkerque, le 3 août. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 30 mars 1693, il servit à la bataille de Neerwinde, le 29 juillet; au siége et à la prise de Charleroi, le 11 obtobre. En 1694, il se trouva à la célèbre marche de l'armée française de Vignamont au pont d'Espierre, le 22 août et les jours suivants. Employé à l'armée de la Meuse, sous le maréchal de Boufflers, en 1695, il observa les ennemis. Créé directeur-général de la cavalerie, par ordre du 14 novembre, il passa en Italie. Il y servit, en 1696, au siége de Valence, qui finit par la paix que l'empereur et le roi d'Espagne acceptèrent, le 7 octobre. Il servit, en 1697, sous le maréchal de Catinat, au siége d'Ath, qui fut pris le 5 juin. La paix se conclut à Riswick. Au mois de février 1698, il se démit de la compagnie des gendarmes de Flandre, et servit au camp de Coudun près de Compiègne. Il passa dans le Milanais, et y fut employé, par lettres du 26 décembre 1700. Il obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 28 juin 1701. Nommé ambassadeur extraordinaire auprès de Philippe V, il arriva à la cour de ce prince, au mois d'août, et l'accompagna à Naples. Il eut sa première audience, au mois d'avril 1702; et, le 22 mai, il reçut un pouvoir pour commander à Naples. Il en partit avec le roi d'Espagne, au mois de juillet, et combattit aux côtés de ce prince à la journée de Luzzara, où il eut deux chevaux tués sous lui. Rappelé en France, au mois de décembre, le roi le fit chevalier de ses Ordres, le 2 février 1703. Il servit dans l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne et le maréchal de Tallart, au siége et à la prise de Brisack, qui capitula le 6 septembre. Nommé maréchal de France, par état donné à Fontainebleau, le 12 octobre, qui fut adressé par le roi à l'Électeur de Bavière, et pour commander l'armée sous l'Électeur, par pouvoir du 13, il combattit à la bataille de Spire, le 14 novembre, eut part

à la prise de Landau, le 16, et partit pour prendre la place du maréchal de Villars. Avant son départ, il apprit de la bouche de l'Électeur de Bavière que le roi l'avait déclaré maréchal de France (1). Il en fit les premières fonctions au siége d'Augsbourg qu'entreprit l'Électeur : cette place se rendit, le 14 décembre. Il y commanda pendant l'hiver. Il continua de commander l'armée en Bavière, en 1704. Il commanda la droite de l'armée, le 13 août, à la bataille d'Hochstedt, où il fut blessé; conserva pendant toute l'action l'avantage sur les ennemis, et fit sa retraite en bon ordre. Il commanda l'armée du Rhin, par pouvoir du 4 avril 1705. Il obtint le gouvernement de Valenciennes, par provisions du 26; s'empara des postes de Seltz, Werdt, où il prit 400 hommes, et s'empara ensuite de Weissembourg et des lignes ennemies. Pendant l'hiver, il commanda en Alsace. Commandant sur le Rhin, en 1706, avec le maréchal de Villars, et sur la Moselle, par pouvoir du 27 avril, il passa la Moutre, après que son avant-garde eut défait 800 chevaux qui lui en disputaient le passage, et entra, le 1er mai, dans les retranchements de Drusenheim, que le prince de Bade abandonna avec tant de désordre, qu'on y trouva les tentes de ses troupes encore tendues, avec une grande partie des munitions et du bagage. Cette retraite dégagea le fort Louis du Rhin, qui avait été bloqué pendant tout l'hiver. Il passa au commandement de l'armée d'Italie, sous M. le duc d'Orléans, par pouvoir du 3 juillet. Blessé à l'attaque des retranchements devant Turin, le 7 septembre, et fait prisonnier, il mourut, le 9 septembre 1706, des suites de ses blessures. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 167; *Mémoires du Père d'Avrigny*, *Journal du Père Griffet*, *Histoire militaire de M. de Quincy*, *l'abbé le Pipre de Nœufville*, *le président Hénault*, *Bauclas*, *Gazette de France*.)

---

(1) Bauclas, tom. II, pag. 365, fixe la date de sa promotion au mois de novembre : elle est du 12 du mois précédent.

DE LA MARCK (Robert, IIIe du nom); *maréchal de France*, descendait d'une ancienne et illustre maison de la Westphalie, qui, chassée de ses possessions, vint chercher un asile à la cour de Louis XI. Il fut connu sous le nom de seigneur de Fleuranges, jusqu'à sa promotion à l'état de maréchal de France. En 1513, il se trouva, avec le seigneur de Sédan, son père, et le seigneur de Jamets, son frère, à la bataille de Novarre, perdue le 6 juin, par la Trimouille. A cette affaire, les Suisses, maîtres de l'artillerie française, l'avaient tournée contre l'infanterie de France, et les gendarmes, se trouvant alors arrêtés par des fossés, ne purent soutenir cette infanterie, qui plia. Le seigneur de Sédan apprenant que ses deux fils ne combattent plus, et les croyant morts, prend 100 hommes d'armes, s'avance malgré les fossés, perce le gros des Suisses victorieux, les écarte, trouve ses deux fils étendus par terre, et les fait emporter : le seigneur de Fleuranges avait reçu 46 blessures. Fleuranges montra la même fermeté à la bataille de Marignan, les 13 et 14 septembre 1515. Les Suisses avaient espéré pouvoir, sous l'ombre d'un traité, surprendre François Ier; mais Fleuranges découvrit leur marche, et vint aussitôt en instruire le roi. A la première journée de Marignan, le roi, averti du désordre de son avant-garde, se détacha du corps de bataille, avec 4000 lansquenets, qu'on appelait les *bandes noires*, et qui étaient commandés par Robert II, comte de la Marck, et par Fleuranges, son fils. Les lansquenets forcèrent les Suisses de repasser le fossé, et d'abandonner 4 pièces d'artillerie qu'ils avaient prises. Fleuranges fut chargé de bloquer le château de Crémone, qui se rendit au roi, le 4 octobre. A la mort de Guillaume de la Marck, seigneur de Montbazon, son grand-oncle, le roi lui donna la compagnie des Cent-Suisses de sa garde, par provisions expédiées à la Tour-du-Pin, le 9 juin 1516. Il reçut le collier de l'Ordre du roi, en 1518. L'empereur Charles V, mécontent du duc de Bouillon, s'empara, en 1522, du duché de Bouillon, et fit prisonnier Jamets, second fils du duc. Fleuranges s'enferma dans le château de Jamets, et conserva cette place à son père. Prisonnier à la

journée de Pavie, le 24 février 1525, il fut conduit à l'Écluse, en Flandre (1). Le roi lui accorda la place du maréchal de Foix Lescun, par état donné à Acqs, le 23 mars 1526 (2). Il obtint, au mois de novembre suivant, les châtellenies de Château-Thierry et de Châtillon-sur-Marne. Le comte de Nassau, général de l'empereur, marchant, en 1536, vers Saint-Quentin, dans le dessein d'assiéger cette ville, le maréchal de la Marck s'y jeta. Le comte de Nassau prit alors un autre parti : il investit Péronne. Dès que le maréchal en eut avis, il y courut. Péronne fut vivement attaquée, et le comte de Nassau la battit avec 72 pièces de canon. Cette place, sans dehors, avait pour toute défense une muraille et des marais, dont les ennemis eurent le secret de dessécher une partie. Trois grandes brèches étant pratiquées à la muraille, le comte de Nassau fit donner l'assaut, le 20 août, 8e jour du siége. Il fut repoussé, avec perte de 500 hommes. Le comte de Nassau continua cependant de canonner la ville en plusieurs endroits différents, et, au bout de cinq jours, elle se trouva ouverte de toutes parts. Le maréchal de la Marck défendit les brèches par de bons retranchements, malgré le feu du canon ou des arquebusades, qui ne cessait ni le jour ni la nuit. Le 25, le comte de Nassau, voulant obliger les assiégés à diviser leurs forces, présenta l'escalade, non-seulement aux brèches, mais encore aux lieux où la muraille était entière. Les Impériaux montèrent trois fois, sans succès, à l'assaut des brèches. La constance des assiégés ne rebuta point le comte de Nassau. Le feu parti de la grosse tour du château lui ayant tué beaucoup de monde au second assaut, il entreprit de la miner ; mais le maréchal

---

(1) Il y écrivit l'histoire des choses mémorables arrivées en France, en Italie et en Allemagne depuis l'an 1503 jusqu'en 1521, sous le titre du *Jeune Aventureux*.

(2) L'abbé le Gendre renvoie, sans fondement, sa promotion à l'année 1530, et le *Dictionnaire des maréchaussées* la porte à 1525, 1526 ou 1530, au gré de ses lecteurs.

de la Marck fit surprendre les mineurs, dont plusieurs furent tués, et quelques-uns faits prisonniers, avec l'ingénieur. On continua de ruiner les ouvrages des ennemis. Cependant la poudre manquait au maréchal de la Marck, et à peine lui en restait-il assez pour soutenir un assaut. Le duc de Guise se chargea d'en faire transporter dans la place, et y réussit. Une nouvelle mine, ménagée par le comte de Nassau, sous la grosse tour du château, ayant sauté, le 5 septembre, remplit le fossé et ouvrit un large chemin aux assiégeants : 4 enseignes d'infanterie en profitèrent pour donner tête baissée dans le château. La Marck les tailla en pièces, ou les mit en fuite. Le comte de Nassau, après avoir tenté inutilement un autre assaut, le 8, feignit d'en hasarder un nouveau trois jours après; mais il décampa pendant la nuit, et se retira sur les terres d'Espagne (1). Le maréchal de la Marck mourut, au mois d'août 1537. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 224; *Histoire de France, du Père Daniel; le président Hénault, Mézeray, Dupleix, Histoire militaire des Suisses, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne.*)

DE LA MARCK (Robert, IV[e] du nom), *maréchal de France*, et fils du précédent, fut appelé dans sa jeunesse seigneur de Fleuranges, puis maréchal de la Marck, et enfin maréchal de Bouillon. Il fut créé chevalier de l'Ordre du roi, et nommé capitaine de 50 lances. Il devint capitaine de la compagnie des Cent-Suisses de la garde ordinaire du roi, le 1[er] janvier 1537, à la place de son père. On le créa maréchal de France, par état donné le 29 avril 1547, à la place du maréchal d'Annebaud, dont la charge n'avait point été remplie depuis qu'il s'en était démis, en

(1) A la première sommation de se rendre que le comte de Nassau avait faite aux habitants de Péronne, on lui avait répondu, au nom du maréchal, qu'il n'entrerait dans Péronne qu'en passant sur le ventre au commandant et à la garnison. Le siége de Péronne avait répandu la consternation dans Paris. Sa prise aurait facilité les courses des ennemis jusqu'aux portes de cette capitale.

1544. Il obtint des bienfaits du roi, au mois de juin 1547, les seigneuries et châtellenies de Château-Thierry et de Châtillon-sur-Marne. Le 26 du même mois, le roi ayant formé trois départemens dans le royaume, pour le maintien de la discipline des troupes, le maréchal de Bouillon eut dans le sien la Bourgogne, la Champagne, la Brie, et les pays enclavés dans ces provinces. Il rendit au pape Jules III l'obéissance filiale, en 1550, au nom du roi, dont il était l'ambassadeur. En 1552, il servit à la prise de Metz. Cette même année, il reprit le château de Bouillon, et toutes les autres places de son duché, que l'empereur tenait par usurpation depuis 30 ans. Le roi lui avait accordé des troupes pour cette expédition, après laquelle il lui donna le rang de duc en France. Il fut fait lieutenant-général en Normandie, par lettres registrées au parlement de Rouen, le 10 décembre de la même année. Chargé de défendre Hesdin, en 1553, il employa tout son monde, et travailla lui-même à réparer les brèches et à faire des retranchemens; mais, malgré tous ces travaux, que le canon ennemi rendit inutiles, il se trouva réduit à l'obligation de capituler. Les assiégeants prévinrent la capitulation, forcèrent et pillèrent la ville, et prirent le maréchal. On le conduisit à l'Écluse, en Flandre, où il demeura jusqu'après la trève, conclue à Vaucelles, le 5 février 1556. Il mourut quelques jours après, en arrivant à Guise. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 255; *Histoire de France, du Père Daniel; Dupleix, le président de Thou; Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, l'abbé le Gendre, Dictionnaire des Maréchaussées, Davila, d'Aubigné, la Popelinière.*)

DE LA MARCK, *voyez* D'ARENBERG.

DE MARCOGNET, *voyez* BINET.

DE MAREIL, *voyez* DE CHAUMONT.

DE MARESCOT (Armand-Samuel, *comte*), *pair de France et lieutenant-général du génie*, naquit à Tours, le 1er mars

1758. Après avoir fait ses études au collége de la Flèche, il entra à l'école Militaire, d'où il sortit au commencement de 1776. Ses parents lui ayant laissé le choix de son état, il embrassa la carrière militaire, et se détermina, par inclination, pour l'arme du génie. Les connaissances qu'il y déploya le firent arriver assez rapidement au grade de capitaine, et ce fut dans ce grade qu'il commença à servir dès les premières campagnes de la révolution française. Il se trouva à la déroute de Marquain, le 29 avril 1792, sous les ordres du général Théobald de Dillon, qui fut massacré par ses propres soldats. Marescot lui-même eut peine à échapper à la fureur des assassins de son général. Il mit en état de défense la place de Lille, ainsi que la partie des frontières du Nord qui avoisinent cette ville. Chargé de diriger l'arme du génie, pendant le siége de Lille par le duc Albert de Saxe-Teschen, il contribua puissamment à la belle défense que fit la garnison de cette place, et y fut blessé. Après la levée du siége, il voulut être employé dans l'armée du Nord, qui se portait en avant; mais, n'ayant pu obtenir d'y être attaché comme officier de génie, son désir de faire la guerre le détermina à suivre, en qualité d'aide-de-camp, le général Champmorin, son ami. Il dirigea; de concert avec M. Dejean, le siége de la citadelle d'Anvers, dont les Français s'emparèrent par capitulation, le 29 novembre 1792. Après avoir pris part, en 1793, aux combats livrés par le général Pichegru à Lille, Menin, Turcoing et Armentières, il obtint le grade de chef de bataillon du génie, et fut envoyé au siége de Toulon, pour y diriger cette arme. Il s'y distingua, particulièrement en faisant fermer, au moyen d'une ligne de circonvallation, les issues par lesquelles la garnison de Toulon pouvait le plus facilement effectuer des sorties. Il reçut à ce siége une légère blessure. Au commencement de 1794, la place de Maubeuge étant étroitement serrée par les Autrichiens, Marescot y fut envoyé, et donna tous ses soins à la défense de cette place, qui ne fut débloquée qu'après la bataille de Fleurus. Le 13 juin de la même année, il accompagna le général Jourdan dans une reconnaissance géné-

rale des dehors de la place de Charleroi, et ordonna de suite les travaux nécessaires pour faire le siége de cette ville. Il fit démolir les parapets d'une ancienne redoute, qui gênait pour la marche des attaques. Il fit ensuite rassembler, dans les villages voisins, les échelles et les fascines dont on avait besoin pour donner l'assaut : Charleroi capitula, le 25 du même mois. Les succès de ces deux derniers siéges valurent le grade de colonel à Marescot, qui fut chargé par le gouvernement de reprendre 4 places fortes, dont les ennemis venaient de s'emparer sur la frontière du Nord. Il commença ses opérations par le siége de Landrecies, et ce fut là que, s'éloignant de la routine ordinaire, il porta hardiment sa première parallèle à 1500 toises de la place, au lieu de 3000 que prescrivaient les règles et les usages. Les assiégés, entendant le travail des assiégeants, firent un feu terrible de leur artillerie; mais, l'ayant dirigé pour que leurs projectiles tombassent à la distance de 3000 toises, il fut sans effet, et les travailleurs n'eurent qu'une trentaine d'hommes tués ou blessés : la place se rendit le 7ᵉ jour. Marescot ne déploya pas moins de talents au siége du Quesnoy, soit en choisissant parfaitement ses points d'attaque, soit en donnant le change aux assiégés, et faisant ouvrir des fausses tranchées pour attirer l'attention de la garnison d'un côté de la ville, tandis que d'un autre il ouvrait la véritable tranchée : la place capitula, le 12 août, après 20 jours de siége. Le général Marescot fut récompensé des services importants qu'il venait de rendre, par le grade de général de brigade. Il se prépara alors à assiéger Valenciennes et Condé. Le gouverneur de la première de ces 2 places se rendit après une courte résistance, le 28 août, et celui de Condé ouvrit ses portes à la première sommation qui lui fut faite de se rendre. Le général Jourdan, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, ayant rejeté les alliés au-delà du Rhin, résolut, au mois de novembre, d'entreprendre le siége de Maestricht, et chargea le général Marescot d'en diriger les travaux. Cette entreprise était alors très-difficile, non-seulement à cause de la force de la place, mais encore parce que la saison, qui

était très-avancée et surtout très-pluvieuse, rendait les tranchées presque impraticables. Marescot surmonta toutes les difficultés; et, par le moyen d'un plan d'attaque très-savant, et dont il était l'auteur, l'ouverture de la tranchée fut complétement dérobée aux assiégés, et la place fut obligée de capituler, le 3 novembre, après avoir essuyé un bombardement qui avait incendié beaucoup de maisons. Marescot fut promu au grade de général de division du génie, le 8 novembre 1794. En 1795, le comité de salut public, craignant pour la place de Landau, en confia la défense au général Marescot. Cette place fut un moment cernée par les ennemis, qui ne l'attaquèrent point en règle, quoiqu'elle n'eût qu'une garnison de 1200 hommes, ce qui était à peu près le tiers des forces suffisantes pour faire le service dans le cas d'un siége. Avec d'aussi faibles moyens, Marescot osa tenter des sorties, et parvint à éloigner les 8000 ennemis qui bloquaient Landau. Il parvint aussi à maintenir ses communication avec Strasbourg, à favoriser l'arrivée des convois, et à pousser des postes jusqu'à Spire. Il fut employé ensuite à la défense du fort de Kehl. Nommé, dans la même année 1795, commandant de l'arme du génie à l'armée des Pyrénées-Occidentales, il fit les préparatifs du siége de Pampelune, et allait continuer ce siége, lorsque la paix se fit avec l'Espagne : le général Moncey le chargea de l'exécution du traité. En 1796 et 1797, il commanda le génie aux armées d'Allemagne, du Rhin et du Danube. On l'y vit tantôt occupé de mettre en état de défense la frontière du Rhin, et tantôt prendre part aux combats dont elle fut le théâtre. Marescot, qui s'était fait remarquer par Buonaparte pendant le siége de Toulon, fut nommé, en 1798, membre d'une commission chargée de tous les préparatifs de l'expédition projetée contre l'Angleterre. En 1799, il fut porté, par le suffrage des deux conseils du gouvernement, sur la liste des candidats pour une place vacante au directoire-exécutif. Il servit, cette même année, comme commandant du génie, à l'armée d'Helvétie, sous les ordres du général Masséna. Il fut ensuite nommé membre du comité militaire établi près du

directoire-exécutif; mais il n'exerça cette fonction que pendant très-peu de temps, ayant été envoyé pour défendre la forteresse de Mayence, sur laquelle on craignait que les ennemis ne fissent quelque tentative. Après la journée du 18 brumaire an 8 (9 novembre 1799), Buonaparte, devenu premier consul, nomma le général Marescot premier inspecteur du génie, et lui confia en cette qualité le commandement du corps du génie et l'administration des fortifications (1). En 1800, Marescot accompagna Buonaparte à l'armée d'Italie. Chargé par le général en chef Berthier de faire une reconnaissance exacte de toutes les parties des montagnes que cette armée devait passer pour pénétrer en Italie, il s'acquitta de cette mission avec une grande intelligence, et ce fut d'après son rapport, et ses réponses aux questions que lui adressa le premier consul, que l'ordre de franchir le mont Saint-Bernard fut donné. Il concourut, avec le général d'artillerie Marmont, à l'attaque du fort de Bard. L'armée ayant pénétré en Italie, Marescot fit la campagne qui se termina par la célèbre bataille de Marengo. En 1802, il fut nommé commandant général du génie à tous les camps assemblés pour une expédition contre l'Angleterre. En 1804, il fut fait grand-officier de la Légion-d'Honneur, et fut élu, dans la même année, candidat au sénat-conservateur, par le département de Loir-et-Cher. Il devint grand-cordon de la Légion-d'Honneur, le 2 février 1805. Au mois de septembre de la même année, il accompagna Napoléon à la grande-armée d'Allemagne, et revint en France, en 1806. Employé, en 1808, à l'armée d'Espagne, il y fut chargé, d'après les ordres de Napoléon, d'inspecter les fortifications de Cadix et les côtes méridionales de l'Espagne. En attendant qu'il pût remplir cette mission, le général Marescot joignit, en Andalousie, le corps d'armée que commandait le général Dupont. Il si-

(1) Cet emploi était équivalent à celui du directeur-général des fortifications, qu'ont exercé autrefois les maréchaux de Vauban et d'Asfeld.

gna, comme témoin, à Andujar, le 22 juillet, la capitulation dite de Baylen, à laquelle il avait pris part, et en vertu de laquelle les troupes du général Dupont devaient être transportées en France. A la suite de cette capitulation, le général Marescot tomba dans la disgrâce de Napoléon; et, rentré en France, il y fut traité avec une rigueur excessive. Il fut d'abord incarcéré à Paris, puis détenu à Tours, et ne recouvra ses titres, son rang et son activité qu'après la restauration du trône des Bourbons, en 1814. S. M. Louis XVIII le nomma premier inspecteur du génie de ses armées, et l'envoya, comme commissaire, dans la 20ᵉ division militaire (Périgueux). Le général Marescot fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1ᵉʳ juin, et revêtu du titre de comte, le 24 septembre suivant. Le roi le nomma membre de la commission chargée de déterminer le classement des places de guerre. Il obtint la décoration de grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 27 décembre de la même année. En 1815, pendant l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le général Marescot refusa, après le 20 mars, de se rendre aux armées de l'usurpateur; mais ayant cependant été employé par Buonaparte, il perdit de nouveau son activité, à la seconde rentrée du roi dans ses états. S. M. l'a créé pair de France, le 5 mars 1819. (*Moniteur*, *mémoires du temps*.)

DES MARETS (Jean-Baptiste-François), *marquis de Maillebois*, *maréchal de France*, naquit à Paris, le 3 mai 1682. Il entra aux mousquetaires, le 18 juin 1698; passa sous-lieutenant dans le régiment du Roi infanterie, au mois d'août 1699, et fut fait sous-lieutenant réformé au même régiment, le 25 octobre 1700. Il servit, en 1701, à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal de Boufflers, et fut employé à la même armée, sous M. le duc de Bourgogne. Il combattit à Nimègue, le 11 juin 1702. Devenu colonel du régiment de Touraine, par commission du 28 février 1703, il servit à l'armée d'Allemagne, sous M. le duc de Bourgogne et sous le maréchal de Tallart,

et s'y trouva à plusieurs affaires, siéges et prises de places. Employé à l'armée de Savoie, en 1704, sous le duc de la Feuillade, il servit au siége de Suze, emporta à la tête des grenadiers la hauteur de la Brunette. Il soumit ensuite la vallée de Saint-Martin, et força le poste de Rochetaille dans la vallée d'Aost. Il prit, au commencement de la campagne de 1705, le château de Castello; servit au siége et à la prise de Villefranche et de son château, et à la prise de Nice, le 9. Il conduisit l'avant-garde de l'armée pendant neuf jours qu'elle marcha pour joindre le duc de Vendôme, et se trouva au siége de Chivas, qui capitula, le 28 juillet. Il combattit, le 19 avril 1706, à Calcinato, où le comte de Reventlau fut défait. Au siége de Turin, il força, à la tête des grenadiers, les lunettes de l'avant-chemin couvert et une contre-garde. A cette action, il fut blessé et presque enseveli dans une mine. Il combattit, le 7 septembre, à l'attaque des lignes de Turin et à la levée du siége; commanda l'arrière-garde de l'armée lors de sa retraite; fit travailler en diligence au chemin de la vallée de Pérouze, et le rendit praticable à l'artillerie et aux équipages, qu'on aurait abandonnés, faute de ce passage. Employé à l'armée du Dauphiné, sous le maréchal de Tessé, en 1707, il contribua à la levée du siége de Toulon, par le duc de Savoie et le prince Eugène, le 22 août. Il culbuta ensuite l'épée à la main trois bataillons allemands retranchés à la Grand'Croix au haut du Mont-Cenis. Il servit, en 1708, à la défense de Lille; et, s'y étant signalé dans une sortie, le 11 septembre, le roi l'éleva au grade de brigadier par brevet du 19. Il fut un des otages après la capitulation, qui eut lieu le 23 octobre. Il obtint la charge de bailli et le gouvernement de Châteauneuf en Thimerais, par provisions du 10 mars 1710. Il fut fait maître de la garde-robe du roi, par provisions du 22 mars 1712. Il servit en Flandre, la même année, sous les maréchaux de Villars et de Montesquiou. Destiné avec 12 bataillons pour la défense de Maubeuge que les ennemis menaçaient d'un siége, il sortit de cette place après le combat de Denain, le 24 juillet, et marcha aux siéges et à la

prise de Douai, du Quesnoy et de Bouchain. Pourvu de la charge de lieutenant-général au Haut-Languedoc, sur la démission du marquis d'Alègre, son beau-père, par provisions données à Marly, le 19 janvier 1713, il prêta serment, le 3 février, et ses provisions furent enregistrées au parlement de Toulouse, le 10 décembre, et à Montpellier, le 20 février 1714. Il servit, en 1713, à la prise des villes de Spire, Worms, de Kayserslautern et de Landau; à la défaite du général Vaubonne, dont on força les retranchements, et à la prise de Fribourg, ainsi que du fort et des châteaux. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 8 mars 1718, il se démit du régiment de Touraine. Il obtint le gouvernement de Saint-Omer, par provisions du 10 août 1723. On le reçut chevalier des Ordres du roi, le 3 juin 1724. Envoyé comme ministre plénipotentiaire à la cour de Bavière, en 1726, pour le traité de Hanovre, il commanda en Dauphiné à son retour. Promu au grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 22 décembre 1731, il fut employé à l'armée d'Italie, par lettres du 6 octobre 1733. Il investit, le 11 novembre, Gerra-d'Adda, qui capitula, le 28. Il concourut à la prise de Pizzighitone et du château de Milan, en décembre 1733, et à celle de Trezzo, de Leno et de Fuentes, au commencement de janvier 1734. Le 5, il fit la garnison de Sarravalle prisonnière de guerre. Il se rendit maître de Tortonne, le 28, et du château, le 4 février. Il continua d'être employé à cette armée, par lettres du 1er avril. Les ennemis ayant détaché, le 25 mai, 200 dragons pour attaquer le château de Colorno, le marquis de Maillebois, qui commandait le camp de Sacca, y accourut avec 4 compagnies de grenadiers, tomba sur le détachement ennemi, le mit en déroute, et tua ou blessa 15 dragons. Les ennemis ayant fait marcher, le 1er juin, 4000 hommes d'infanterie et 1200 cuirassiers avec 6 pièces de canon contre ce château, le marquis de Maillebois s'avança avec 10 compagnies de grenadiers et les piquets de son camp, pour favoriser la retraite de l'officier qui commandait dans Colorno : elle se fit en bon ordre. Le 4, à la tête de 20 compagnies de grena-

diers et de 20 piquets, il marcha à Colorno; entra dans la partie de ce bourg, qui est en-deçà de la Parma; pénétra de maisons en maisons, en chassa les ennemis, et étendit ses troupes par la droite et la gauche le long de la chaussée, pour masquer le pont de Colorno, et pour occuper plus sûrement le pont de pierre qui est sur l'Orno. Il attaqua ce dernier pont, et renversa les ennemis, qui, en se retirant, essuyèrent tout le feu des grenadiers, placés au centre avec le marquis de Maillebois. Ils se renfermèrent dans le château et dans le jardin, d'où ils continuèrent de tirer jusqu'à la nuit. Cependant, le marquis de Maillebois ayant fait établir deux ponts sur l'Orno, à quelque distance du château, l'infanterie et la cavalerie y passèrent, et allèrent camper vis-à-vis la Parma. Le 5, au matin, 2000 des ennemis se présentèrent vis-à-vis des deux ponts; mais le marquis de Maillebois les contraignit de se retirer. Il se disposait à passer la Parma, au-dessus de Colorno, lorsqu'il apprit que les Impériaux abandonnaient cette place. Il commanda aussitôt des détachements pour les poursuivre. Le 29, le comte de Mercy attaqua l'armée française, à Parme : le marquis de Maillebois commanda la droite pendant presque toute l'action, et y fut blessé. Détaché, le 19 juillet, pour se saisir de la ville et de la citadelle de Modène, il s'en empara, le 20, par capitulation. Il obtint le gouvernement de Douay, par provisions du 15 août, et se démit du gouvernement de Saint-Omer. Il commanda, le 16 septembre, l'arrière-garde, pendant la marche que firent les armées de France et de Piémont sur Guastalla, après la surprise de la Secchia, en présence des Impériaux. A la bataille de Guastalla, le 19, les ennemis se portèrent, par leur gauche, sur le chemin de Luzzara; le marquis de Maillebois, qui s'y trouvait avec 4 pièces de canon, 2 bataillons du régiment du Maine et le régiment de Nivernais, soutint trois de leurs charges, marcha sur la chaussée, les prit en flanc et de front, les culbuta, et les contraignit de fuir : la bataille finit par cette action. Il fut détaché, le 20, avec 6 bataillons et 2 régiments de cavalerie, pour passer le Pô, et pour se joindre, sur l'Oglio,

au corps de troupes commandé par le marquis de Sandricourt. On le détacha encore, le 30, à la tête de 6 bataillons et de 10 escadrons, pour faire le siége de la Mirandole. Dès le 3e jour du siége, il s'était établi sur le chemin couvert de cette place, et la brèche étant assez avancée, il avait tout préparé pour la descente du fossé; mais, ayant appris, le 12 octobre, que les Impériaux marchaient au secours des assiégés, et que leur armée était très-supérieure en nombre à ses troupes, il prit le parti de se retirer et de reconduire ses troupes à Modène. Il fut encore employé à l'armée d'Italie, par lettres du 1er avril 1735. A la tête du corps de réserve, composé de deux brigades d'infanterie, de six escadrons et de deux régiments de dragons, il marcha, le 29, sur Reggiolo, qu'il battit avec son canon depuis le matin du 31 jusqu'à huit heures, que le commandant de ce château se rendit à discrétion. Il s'avança de là, le 1er juin, à Bondanelle, pour y faire construire sur la Secchia un pont, par lequel on pût communiquer avec les Espagnols, qui étaient arrivés de l'autre côté de cette rivière. Le 6, à la tête des grenadiers de l'armée, il s'empara, pendant la nuit de toutes les cassines qui étaient depuis Quingentoli jusqu'aux portes de Révéré. Il entra, le 7, dans cette place que les ennemis avaient abandonnée. On le laissa, le 9, dans le camp de San-Benedetto avec 12 bataillons, 8 escadrons et 100 hussards pour garder le Pô depuis la Secchia jusqu'à Borgo-Forte. Commandant le corps de réserve sous Mantoue, dont il forma le blocus, il fit attaquer, au mois de juillet, trois patrouilles qui sortaient tous les jours de cette ville, tua une partie des hommes dont les patrouilles se composaient, et s'empara du reste. Dans la nuit du 9 au 10 septembre, les Impériaux détachèrent du côté de la Ferrara un corps d'infanterie; mais ils s'en éloignèrent aussitôt que le marquis de Maillebois eut fait soutenir ce poste par quelques compagnies de grenadiers. Les troupes françaises étant sorties du Mantouan après l'armistice, il les commanda dans le duché de Milan, en 1736, et rentra en France avec elles au mois d'août. Il commanda en Dauphiné, par commission du 5

novembre, et se démit, le même jour, en faveur de son fils de la charge de maître de la garde-robe du roi. Il demeura en Dauphiné jusqu'au mois de janvier 1739, époque à laquelle il fut nommé pour aller commander les troupes du roi dans l'île de Corse, par pouvoir du 1er mars. Il arriva en Corse, le 21, et soumit Bastia, le 15 avril. Les rebelles ayant attaqué, le 18 mai, le poste de Ficabruna et l'Hermitage de Saint-Antoine, le marquis de Maillebois y envoya deux détachements qui dissipèrent les insurgés. Le 19, ces derniers tentèrent de surprendre un autre poste du côté de Nebio, et prirent la fuite à l'arrivée du renfort que le marquis de Maillebois détacha pour soutenir la garnison. Le 2 juin, il marcha, avec toutes les troupes qu'il avait à Bastia, jusqu'à la chapelle, de Saint-Nicolas à l'extrémité du Nebio. Le 3, à la pointe du jour, il les partagea en plusieurs corps. Les rebelles, attaqués dans les gorges et sur les hauteurs de San-Jacomo et de Bigomo, furent forcés de se soumettre, de fournir des otages, et d'apporter leurs armes. Les détachements du marquis de Maillebois eurent le même succès à Monte-Maggiore, à Catari, au couvent de Marcasso, à Monticello, à Santa-Reparata, au couvent d'Aregno et à Sant-Antonino : le reste de la Balagna prit aussi le parti de la soumission, et cette province fut presque entièrement désarmée. Il campa, le 17, à Pastoreccia, où il reçut les armes des Pièves de Rostino, de Cazaçoni, de Talcini, d'Amena et de Cortè. Les Pièves de Cazinca, de Moriani, de Tavagna apportèrent aussi leurs armes, et donnèrent des otages. Les Pièves d'au-delà des montagnes vinrent en foule, au mois de juillet, remettre leurs armes; et la communication commença à se rétablir dans toutes les parties de l'île de Corse : cette île se trouva totalement pacifiée, au mois d'octobre, par la réduction des postes de Talaro et de Ziccarro. L'inquiétude de ces peuples fit renaître quelques troubles dans les années suivantes; mais le marquis de Maillebois en arrêta les progrès. Il commanda dans cette île, jusqu'à ce qu'ayant été créé maréchal de France, par état donné à Versailles, le 11 février 1741,

registré au siége de la connétablie, le 13 octobre 1747, il revint en France. Il prêta serment, le 19 juin 1741. Il eut le commandement de l'armée de la Meuse, par pouvoir du 20 juillet, et partit de Paris, le 26 août, pour aller prendre des quartiers d'hiver dans la Westphalie. Il continua de commander cette armée, en 1742, et la conduisit par la Bavière au secours de Prague. Étant parti d'Amberg, le 16 septembre, il arriva, le 19, à Weidhausen. Après avoir reconnu les retranchements faits par les ennemis dans la gorge de Roschamp, et défendus par 10,000 hommes, il s'empara du défilé de Meringue, le 21. Le même jour, il fit forcer 400 hommes, retirés dans la ville de Plan, de capituler et de se rendre prisonniers de guerre. Il rassembla toutes ses troupes à Meringue pour déboucher dans la plaine. Il passa l'Éger, le 10 octobre; attaqua la ville d'Ellenbogen, défendue par 4630 Croates ou Pandours et 160 hussards, s'en rendit maître, et y prit 5 canons. Il chassa ensuite 1200 hussards de la ville de Falkenaw, où il campa, le 11. Le grand duc de Toscane ayant fait couper par les troupes autrichiennes tous les défilés qui conduisent du cercle d'Ellenbogen à celui de Saatz, le maréchal de Maillebois retourna sur trois colonnes vers Égra, où il arriva, le 20. Le 24, il se remit en marche pour se rendre à Amberg. Il passa le Danube avec son avant-garde, le 7 novembre, et se rendit à Ingelfingen, où il remit, le 20, le commandement de l'armée française au maréchal de Broglie. Il eut, le 7 octobre 1744, un pouvoir pour servir dans l'armée du Rhin, commandée par le roi, et concourut au siége de Fribourg. Le roi lui donna, pendant l'hiver, le commandement de l'armée du Bas-Rhin, par pouvoir du 1er novembre. Fribourg capitula, le 6, et les châteaux se rendirent, le 25. L'électeur et le chapitre de Mayence ayant refusé de remettre au maréchal de Maillebois le fort de Kœnigstein, les Français investirent cette place, le 27 mars 1745. Les batteries furent entièrement établies, le 30, et le gouverneur capitula. Le maréchal de Maillebois fut nommé pour commander l'armée d'Italie, sous les ordres de l'infant don Phi-

lippe, par pouvoir du 1er avril. Il se saisit, le 6 juillet, de la vallée de Spino, et détacha, le 9, 4 bataillons et 1200 hommes de cavalerie, qui chassèrent les ennemis de Bestagno et d'Acquy : le château de cette dernière place se rendit, le 10, à discrétion. Le 24, le maréchal de Maillebois fit investir Saravalle. La garnison capitula, le 2 août, et se rendit prisonnière de guerre. Il assiégea Tortonne, le 6, et fit ouvrir la tranchée, dans la nuit du 8 au 9. La ville capitula, le 14, et la garnison se retira dans le château dont on forma aussitôt le siége. Le maréchal étant à la tranchée, le 19, se porta jusqu'au pied de l'escarpement pour examiner de plus près les ouvrages de l'ennemi, auxquels il résolut d'attacher le mineur : le château capitula, le 3 septembre. On y trouva 40 pièces de canon, des vivres pour 4 mois et une grande quantité de munitions de guerre. Il prit la ville de Plaisance à discrétion, ainsi que le poste de Pievera ; soumit le Plaisantin et le Parmesan, passa le Pô, et se rendit maître de Pavie, le 22 : 600 hommes de la garnison furent prisonniers de guerre ; 400 autres s'enfermèrent dans le château qu'on emporta. Il battit, le 27, l'armée du roi de Sardaigne à Rivaronne, lui tua 300 hommes, et en fit 1500 prisonniers. Il investit ensuite Alexandrie, et y fit ouvrir la tranchée, dans la nuit du 6 au 7 octobre : cette ville capitula, le 12. Valence se rendit, le 30, à discrétion ; Asti, le 17 novembre, et Cazal, le 29. Créé grand d'Espagne de la première classe, par décret du mois de décembre, le roi permit au maréchal d'accepter cet honneur, par brevet du 8 janvier 1746. Maillebois continua de commander l'armée d'Italie, sous les ordres de l'infant don Philippe, pendant la campagne de 1746. Pour obliger les ennemis de lever le siége de Valence, il passa la Bormida le 1er mai, se porta sur le Tanaro, attaqua le pont que les Piémontais y avaient construit et les en chassa. La garnison de Valence capitula, la nuit du 1er au 2. Le maréchal fit investir la ville et le château d'Acqui, qui capitulèrent, le 4. Il occupa, le 6, les postes de Pouzone et de Terzo et les hauteurs d'Alicé ; attaqua, le 10, Montaboni ; tua aux Piémontais 40 hommes, et en fit 100 prisonniers.

Le 17, il fit sauter les fortifications d'Acqui, et repoussa les ennemis, qui tentèrent de s'emparer du pont que les Français avaient sur la Bormida. Ayant marché par Tortonne, il se joignit aux Espagnols, le 14 juin. On força, le 15, les ennemis d'abandonner les cassines qu'ils avaient fortifiées. Le 16, le maréchal passa le Refudo en bataille. Au moment où il se disposait à soutenir une colonne espagnole, il s'aperçut que la cavalerie ennemie et le feu prodigieux d'une batterie commençaient à mettre cette colonne en déroute. Il se mit à la tête des dragons, qu'il fit combattre à pied, et arrêta l'impétuosité de la cavalerie autrichienne; mais un nouveau corps de cavalerie, prenant en flanc l'infanterie du maréchal, y mit un désordre qu'il ne fut pas possible de diminuer. Le maréchal prit un drapeau qu'il porta en avant de la ligne, dans l'espérance de ranimer le courage des troupes et de les ramener à la charge; mais n'ayant pu y réussir, il se retira en-deçà de Refudo, et ce ne fut que derrière la Naville qu'il parvint à rallier les troupes : cette action se passa à San-Lazaro. Le maréchal, pour regagner Plaisance, résolut de passer le Pô; et, dès le 8 du mois d'août, vers le soir, on remplit d'infanterie un grand nombre de barques préparées dans l'embouchure de Lambro. Ce convoi partit à minuit, et battit les détachements ennemis qui gardaient la rive droite du Pô. A huit heures du matin, le 9, les ponts étant établis, le reste de l'armée, ainsi que l'artillerie et les équipages, effectuèrent leur passage. Le maréchal s'empara par un détachement du poste de la Stradella. Le général Botta attaqua, le 10, l'armée française et espagnole; mais on le contraignit de repasser le Tidon avec perte de 6000 hommes. Le maréchal de Maillebois, obligé par les circonstances de se retirer dans le comté de Nice, fit une retraite d'autant plus belle, qu'il avait le roi de Sardaigne en flanc, les troupes de la reine de Hongrie en queue, et que les vaisseaux anglais l'inquiétaient à sa gauche. Il repassa le Var, à la fin d'octobre, fortifia Toulon, et mit Antibes, ainsi que les autres villes de Provence, en état de se défendre. Il remit, le 21 novembre, le commandement de

l'armée au maréchal de Belle-Isle, et ne servit plus. Il se démit en faveur de son fils, au mois de juin 1753, du gouvernement de Douai, et au mois de décembre 1755, de la lieutenance-générale du Haut-Languedoc. Il obtint, à la mort du maréchal de Coigny, le gouvernement-général d'Alsace, par provisions données à Versailles, le 19 décembre 1759, et se démit, au mois de janvier 1760, de la charge de maître de la garde-robe du roi. Il mourut à Paris, le 7 février 1762. (*Chronologie militaire, tom. III, page* 320; *son état de maréchal de France*, *Bauclas*, *Moréri*, *mémoires du temps*, *le président Hénault*, *Histoire de France*, *par Anquetil*, *tom. VIII*; *Biographie universelle, ancienne et moderne*, *tom. XXVI*, *pag.* 240.)

DE MARGARIT DE BIÈVRE (Joseph), *marquis d'Aguilar*, naquit en 1602. Il fut créé *lieutenant-général* des armées du roi, le 28 avril 1651, et mourut à Perpignan, le 17 juillet 1685. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 101.)

DE MARILLAC (Louis, *marquis*), *maréchal de France*, naquit en Auvergne, au mois de juillet 1572. Il servit comme volontaire au siége de Laon, en 1594; au combat de Fontaine-Française, en 1595; au siége de la Fère, en 1596, et au siége d'Amiens, en 1597. Après la prise de cette dernière ville, il obtint une compagnie de chevau-légers. Il devint gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, en 1598, et sous lieutenant de la compagnie des gendarmes du duc d'Anjou, en 1608. Le roi l'envoya dans les cours de Savoie, de Mantoue, de Florence, et près la république de Venise, en 1611. Il fut nommé, en 1616, ambassadeur en Lorraine, en Allemagne et en Italie, au sujet de la paix de Loudun. Créé maréchal-de-camp, et commissaire-général des camps et armées, en 1617, il servit en cette qualité à l'armée de Champagne, commandée par le duc de Guise, et le maréchal de Thémines. Il marcha au siége de Montauban, investi le 17 août 1621, et y fut blessé. Il se trouva au siége de Monheurt, rendu au roi le 12 décembre. Il se jeta, le 14 avril 1622, dans l'île Periés, qu'il défendit contre les attaques de Soubise. Il passa, le 16, avec le roi,

sonniers et pris lui-même un commandant autrichien. Sa belle conduite à la bataille de Wagram, où il commandait le 3ᵉ régiment d'infanterie légère, lui valut la décoration de la Légion-d'Honneur que Napoléon lui accorda, le 16 juin 1809. Il fut en même temps titré baron d'empire, avec dotation. Il se distingua, le 3 mai 1811, au combat de Figuierre, et le 24 janvier 1813, à la bataille d'Altafulla. A cette dernière affaire, étant à la tête de 2 bataillons, il enleva les positions de l'ennemi et fit 1500 prisonniers. Créé maréchal-de-camp, le 24 mai 1812, il commanda à Lérida, en 1813. Pendant l'invasion de Buonaparte en France, en 1815, il eut le commandement des gardes nationales du 9ᵉ corps d'observation, sur le Var. (*Etats militaires, annales du temps.*)

DE **MARQUESSAC**, *voyez* DE HAUTEFORT.

DE **MARSAN**, *voyez* DE LORRAINE.

DE **MARSIN**, *voyez* DE MARCKIN.

DE **MARTANGES**, *voyez* BOUET.

MARTEL (Philippe-André), *maréchal-de-camp*, né à Rives, en Dauphiné, le 31 juillet 1771, entra au service, comme lieutenant, à la formation du 4ᵉ bataillon des volontaires de l'Isère, le 13 novembre 1791. Ce bataillon fut incorporé, le 27 février 1794, dans la 46ᵉ demi-brigade de ligne, devenu 39ᵉ, où Martel obtint le grade de capitaine, le 17 août 1796. Nommé adjoint à l'état-major de la 5ᵉ division militaire, dite de Lombardie (Italie), au mois de novembre 1797, il y fut employé jusqu'au 10 juillet 1801, époque à laquelle il devint aide-de-camp du général de brigade Fiorella. Ce général, étant passé au service du royaume d'Italie, en qualité de lieutenant-général, Martel l'y suivit comme aide-de-camp, et avec le grade de chef d'escadron, qui lui avait été conféré, le 24 mars 1804. Nommé adjudant-commandant le 2 février 1807, il fut promu au grade de général de brigade, le 11 juillet

et conduit au château de Sainte-Ménéhould : on le transféra à la citadelle de Verdun, et l'on y établit une chambre pour le juger. On le traduisit ensuite au château de Pontoise, de là à Ruel, où l'on établit une nouvelle chambre, qui instruisit son procès : il fut condamné à mort, pour crime de péculat, le 8 mai 1632, et eut la tête tranchée, le 10 mai 1632 (1). (*Chronologie militaire*, *tom*. *II*, *pag*. 476; *Journal de Bassompierre*, *Dupleix*, *Hist. de Louis XIII*. *du Père Griffet*, *le Vassor*, *l'abbé le Gendre*, *Mercure français*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *Moréri*, *Biographie universelle*, *ancienne et moderne*, *tome XXVII*, *pag*. 148.)

DE MARIN, *voyez* DU BOUZET.

DE MARMONT, *voyez* DE VIESSE.

DE MARNAYS (Jean-Baptiste), *comte de la Bastie-Vercel*, fut créé *maréchal-de-camp*, le 1er février 1719. Il mourut, le 12 janvier 1732, à l'âge de 68 ans. (*Chronologie militaire*, *tom*. *VII*, *pag*. 44.)

DE MARNAYS DE LA BASTIE, (Joseph), *chevalier de Saint-André*, fut créé *maréchal-de-camp*, le 20 février 1734. Il mourut, le 18 octobre 1742, âgé de 71 ans. (*Chronologie militaire*, *tom*. *VII*, *pag*. 100.)

DE LA MARQUE-D'ARROUZAT (Jean-Batiste-Isidore, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Drazon, le 23 août 1762. Il entra au service, le 1er septembre 1791, et fut alors nommé capitaine au 1er bataillon du département des Landes. Il fit la guerre à l'armée des Alpes; se trouva au siége de Toulon; servit à l'armée d'Italie pendant les premières campagnes, puis en Égypte, en Allemagne et en Espagne, jusqu'en 1814. Au combat d'Arcole, il avait fait 200 pri-

(1) Le chevalier du guet qui le conduisait au supplice lui ayant dit : « J'ai grand regret de vous voir ainsi. » — « Ayez-en regret pour le roi, » et non pour moi », répondit le maréchal.

composée de 3 brigades, dont 2 d'infanterie et une de cavalerie, et commandée par le comte Severoli. Cette division se rendait à l'armée d'Espagne, et ce fut pendant la route que Martel reçut sa nomination au grade de général de brigade, et en même temps l'ordre de retourner en Italie. Arrivé à Milan, on l'envoya prendre le commandement du département du Tagliamento, auquel fut réuni celui du Passeriano. En février 1812, le général Martel passa au commandement du Haut-Adige, devenu important par le passage des troupes qui se rendaient alors à la grande-armée. Le 1er juillet, il eut ordre d'aller prendre, à Ancône, le commandement de la 1re brigade de la 2e division active, qui s'organisait. A son arrivée, et en attendant que sa brigade fût mise en mouvement, le général de division Barbou, sous les ordres duquel il se trouvait, lui confia le commandement des départements du Musona et du Tronto, où des bandes de brigands, soudoyées par l'étranger, troublaient la tranquillité : bientôt le calme y fut rétabli par les soins du général Martel. Il fit la campagne de 1813, en Allemagne, à la tête de la 1re brigade de la division Fontanelli, faisant partie du 4e corps, qui concourut aux succès des journées de Lutzen et de Bautzen : un armistice fut alors conclu. A la reprise des hostilités, le 4e corps, qui avait ses cantonnements en Silésie, fut un de ceux qui, sous les ordres du maréchal Oudinot, se portèrent sur Berlin. Cette entreprise échoua, et l'on rétrograda sur Wittemberg. Le maréchal Ney, étant venu prendre le commandement en chef des 4e, 7e et 12e corps, marcha en avant, le 5 septembre, et repoussa tous les avant-postes ennemis au-delà de Zana. Le lendemain, jour de la bataille de Jutterbock, la division Fontanelli faisait l'avant-garde du 4e corps, et la brigade du général Martel formait l'avant-garde de cette division. Dès huit heures du matin, on rencontra les Prussiens, qui étaient postés sur les hauteurs de Dennevitz, en avant de Jutterbock. Le 4e corps ne tarda pas à se trouver engagé sur toute sa ligne; et, malgré la supériorité des forces numériques de l'ennemi, qui avait une artillerie formidable, ce porps, seul, et pen-

dant long-temps, tint tête jusqu'à l'arrivée des 7ᵉ et 12ᵉ corps, qui avaient ordre de se rendre sur ce point, mais dont les mouvements avaient été retardés. La victoire paraissait certaine, lorsque le désordre se mit dans quelques divisions du corps placé à la gauche du 4ᵉ. L'ennemi en profita; et, pour résister à ses efforts, la division Fontanelli dut se former en carré, tandis que, près de là, et sur un plateau à droite du carré, le général Fontanelli, avec une valeur héroïque, dirigeait le feu de l'artillerie qui restait à sa division : une partie de ses pièces avait été démontée par le feu de l'ennemi, et un grand nombre de ses artilleurs tués. La division, accablée et presque enveloppée par les masses de l'ennemi, se maintint, ainsi formée, et sous le feu le plus meurtrier, jusqu'au moment où la retraite fut déterminée. Elle suivit le mouvement de l'armée, qui se dirigeait sur Dahm, et marcha en assez bon ordre, quoique harcelée de tous côtés par les troupes légères qui couvraient le pays. Arrivé à Dahm, le général en chef donna des éloges au général Fontanelli. Dans cette journée, la division éprouva des pertes considérables, en hommes tués ou blessés. Avant de se former en carré, un de ses généraux de brigade, et la plupart des officiers supérieurs, avaient déjà été blessés. Le général Martel eut un cheval tué sous lui, dans le carré, et reçut un coup de feu dans le bras gauche. Ses habits et le cheval qu'il montait furent criblés de balles. Malgré sa blessure, il resta constamment à la tête de sa brigade. Le 3 octobre, le 4ᵉ corps, occupant la position de Wartembourg, fut vigoureusement attaqué par les Prussiens : ceux-ci furent plusieurs fois repoussés ; mais, ayant forcé le passage de l'Elbe sur plusieurs points, et menacé les flancs du corps français, on dut abandonner la position. La division Fontanelli fit alors l'arrière-garde; et la brigade Martel, quoique serrée de près par l'ennemi, se retira lentement le long de la digue de l'Elbe, et toujours en combattant. Le 16 du même mois, le général Martel se trouva à la bataille de Leipsick. Le 17, il occupa, avec sa brigade, le village de Lindenau. Le 18 au matin, la position en avant de Lindenau fut prise par la division

qui, le même jour, se retira sur Lutzen. Le général Martel se trouva, le 30, avec la division Fontanelli, à la bataille de Hanau. Le 31, cette division fut laissée en arrière pour occuper Hanau, pendant que le reste des troupes du 4ᵉ corps effectuait le passage de la Kintzig. Bientôt elle fut assaillie par l'armée austro-bavaroise, qui pénétra de tous côtés dans la ville de Hanau, ouverte et sans défense. La division Fontanelli, qui se trouvait dans une position critique, était restée sous les armes; mais, ayant à faire à l'armée ennemie toute entière, et d'ailleurs extrêmement affaiblie par les pertes qu'elle avait essuyées pendant la campagne, elle ne put opposer qu'une faible résistance aux masses d'infanterie, de cavalerie, et d'artillerie, qui pénétraient dans l'intérieur de la ville par toutes les avenues. Elle perdit du monde, surtout au passage de la Kintzig; et le général Martel, qui s'était arrêté à la tête du pont avec quelques troupes pour défendre l'approche, y fut sabré par les hussards hongrois, et fait prisonnier, avec un de ses aides-de-camp, qui venait d'être grièvement blessé. Il rentra en France après la restauration du trône des Bourbons, en 1814. Les officiers français, venus du service d'Italie, ayant été, par une disposition du roi, reconnus dans leurs grades et portés à leur rang sur les tableaux de l'armée, le général Martel se retira dans ses foyers, où il resta en non activité jusqu'en 1815. Le 29 avril de cette année, il reçut, du ministre de la guerre de Buonaparte, l'ordre de se rendre au 6ᵉ corps dit armée d'observation du Jura, où il commanda la 2ᵉ brigade de la division Abbé. Le 29 juin, à l'affaire de Foussemagne, il reçut une forte contusion au-dessous du genou gauche: quelques instants après son cheval fut frappé par un boulet. Le 5 juillet au matin, tandis que le général en chef Lecourbe se portait en avant d'Essert, sur la route de Paris, pour protéger l'arrivée d'un convoi de subsistance que l'on attendait de Vésoul, le général Martel, avec très-peu de monde, fut chargé de faire une fausse attaque sur le village de Bavillier, dominé par des hauteurs boisées où il y avait de l'artillerie, et dont l'entrée était défendue par une butte

couverte d'arbres épais. Ce mouvement avait pour objet d'attirer sur ce point l'attention de l'ennemi, qui y avait concentré des forces considérables. Le but fut rempli, et le convoi entra à Belfort dans la soirée. Le général Martel se retira alors avec sa troupe. Le lendemain, d'après les ordres du général en chef, le général Martel enleva le village de Bavillier, en tournant les positions de l'ennemi, qui, menacé sur ses derrières, se retira en toute hâte. Quelques jours après, à la nouvelle de la seconde rentrée du roi, un armistice fut conclu, et le licenciement de l'armée ayant ensuite eu lieu, le général Martel rentra dans la disponibilité, où il se trouvait avant les événements du 20 mars. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps.*)

DE LA MARTINIÈRE, *voyez* BOIVIN.

MASCAREL DE BOISGEOFFROY (Pierre), fut créé *maréchal-de-camp*, le 20 juillet 1651. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 308.)

DE LA MASSAYS, *voyez* AMPROUX.

MASSÉNA (André), *duc de Rivoli et prince d'Essling*, *maréchal de France*, naquit à Nice, le 6 mars 1758, d'une famille également adonnée aux armes et au commerce. Ayant perdu de bonne heure ses père et mère, il fut privé d'une éducation convenable au rôle que la fortune lui destinait. Il fit, très-jeune encore, deux voyages de long cours avec un de ses parents, capitaine de vaisseau. A l'âge de 17 ans, sa vocation l'appelant au service de terre, il entra comme soldat dans le régiment Royal-Italien, au service du roi de Sardaigne, et dans lequel un de ses oncles paternels était capitaine. Il obtint dans ce corps le grade de caporal, et il a souvent répété qu'aucune des promotions dont il fut ensuite l'objet, ne lui avait fait autant de plaisir que celle de sous-officier. S'étant distingué par son zèle et sa bonne conduite, il fut fait sergent et passa ensuite adjudant-sous-officier. Le grade de sous-lieutenant lui avait été promis; mais ne l'obtenant point, il se re-

bula, quitta le service piémontais, en 1789, et se retira à Nice. La révolution française ayant éclaté, Masséna en embrassa les principes avec ardeur, reprit du service, et fut nommé adjudant-major de l'un des bataillons fournis par le département du Var. Il fut fait chef de bataillon le 1er août 1792, par le choix de ses compagnons d'armes. Il commanda dans ce grade le centre de l'armée d'Italie, au camp de Fougasse. Les talents militaires dont il donnait journellement des preuves le firent nommer général de brigade, le 22 août 1793, et général de division, le 20 décembre suivant. Employé à l'armée du Var, puis à celle d'Italie, il prit la plus grande part à toutes les affaires qui eurent lieu, soit lors de l'envahissement du comté de Nice, soit au siége de Toulon, soit enfin lorsque l'armée attachée à la cime des Alpes disputait à des ennemis très-supérieurs en nombre l'entrée du territoire français. La première opération qui eut quelque importance majeure fut celle qui eut lieu au commencement d'avril 1794. L'armée piémontaise, qui se trouvait postée, alors, sur les hauteurs fortifiées en avant de Saorgio, avait plusieurs fois été attaquée de front et avait toujours résisté. Masséna la tourna avec un corps de 18 à 20,000 hommes, qu'il feignit de diriger contre Oneille; remonta les vallées de la Roya, de la Nervea et de la Taggis; emporta de vive force les montagnes de Ponte-di-Nave, et enleva Ornea et Garenio, dans la vallée du Tanaro, pendant qu'une colonne de droite s'avançait sur Loano. Les ennemis, voyant leur communication directe avec Turin fortement menacée par les mouvements de Masséna, se hâtèrent d'occuper le col de Tende ; mais bientôt le général français les en chassa. La position de Saorgio tenait encore; et, quoiqu'elle fût abandonnée à elle-même, son attaque n'en présentait pas moins de grandes difficultés. Les représentants du peuple en mission près de l'armée ordonnèrent cependant d'enlever ce fort important. Le commandant piémontais, entouré de troupes françaises, se laissa intimider par quelques démonstrations, et rendit la place qui se trouvait parfaitement approvisionnée, et qui servait de dépôt à l'armée ennemie. Par le ré-

sultat des opérations de Masséna, les Français, ayant rejeté cette armée ennemie dans le Piémont, se trouvèrent maîtres de tout le revers des Alpes maritimes, et purent occuper la rivière de Gènes, ainsi que d'excellentes positions depuis Loano jusqu'au col de Tende. Pendant cette même expédition, Masséna avait enlevé aux Piémontais une soixantaine de pièces de canon, beaucoup de prisonniers et des magasins assez considérables. Dans le courant du mois de septembre de la même année 1794, un corps auxiliaire autrichien, s'étant rapproché de la rivière de Gènes, sembla vouloir menacer Savone. Le général en chef français, Dumerbion, résolut de reconnaître et d'arrêter ce mouvement; et à cet effet, il porta le général Masséna sur la gauche des Autrichiens à Carcare, dans la vallée de la Bormida. Masséna chassa les ennemis de toutes leurs positions, les atteignit et les battit à Cairo, le 21 septembre. Il poursuivit ensuite les Autrichiens jusqu'à Dego, dont il s'empara, et les força de se replier jusqu'à Acqui. En 1795, Masséna, qui commandait toujours la droite de l'armée d'Italie, eut à soutenir plusieurs combats contre les forces très-supérieures des Austro-Sardes. Il résista, avec gloire, à l'attaque vigoureuse que le général ennemi Dewins fit, le 19 septembre, contre la position de Borghetto, où cette droite de l'armée française s'était concentrée et fortifiée; et dans cette circonstance, Masséna prouva que les Français pouvaient s'illustrer également par la défense comme par l'attaque. Des renforts, arrivés de l'armée des Pyrénées, ayant mis l'armée d'Italie en état de faire quelque entreprise; le général en chef Schérer, qui, à l'exemple de ceux qui l'avaient précédé dans le commandement de cette armée, plaçait sa principale confiance dans Masséna, le chargea de faire toutes les dispositions pour une attaque projetée. Elle avait pour but de chasser les Autrichiens de la rivière de Gènes, et de débarrasser l'armée française des attaques qu'ils n'avaient cessé de faire contre elle depuis l'ouverture de la campagne. Masséna réunit alors les deux divisions qu'il commandait vers Castel-Vecchio, au centre, par lequel il se pro-

posait d'attaquer l'ennemi : la division Augereau fut placée à droite dans l'endroit où se tenait le général en chef, sur les bords de la mer, et la division Serrurier occupa la gauche, du côté de Grenio. La bataille de Loano fut livrée à la fin de novembre, et Masséna y culbuta le centre des ennemis dans les vallées du Tanaro et de la Bormida. Il allait tomber sur l'aile gauche des Autrichiens, qu'Augereau attaquait vivement, et compléter ainsi la défaite de l'armée ennemie, lorsqu'un orage épouvantable suspendit son mouvement et sauva les Autrichiens. Cependant Masséna, qui jugeait bien le terrain sur lequel il opérait, se hâta de prévenir le général Dewins au col de San-Giacomo, lui prit 48 pièces de canon, et l'empêcha de réunir ses troupes. Une des colonnes autrichiennes fut alors jetée sur Acqui, et l'autre sur Ceva ; et presque toute l'artillerie ennemie, au nombre d'environ 100 pièces, tomba au pouvoir des Français ; 5000 Autrichiens furent faits prisonniers : l'ennemi avait en outre perdu environ 4000 hommes tués. Après cette brillante affaire, dont le mérite appartient principalement à Masséna, qui en avait préparé les dispositions et qui les avait exécutées, l'armée française, maîtresse de la rivière de Gènes, prit ses quartiers d'hiver, et se prépara à la mémorable campagne de 1796. Dès l'ouverture de cette campagne, Masséna participa beaucoup au succès des combats de Montenotte, de Cairo, de Dego et du Tanaro. Il enleva Cherasco. Le général en chef Buonaparte, qui, depuis long-temps, avait apprécié les talents de Masséna, lui confia le commandement de l'avant-garde de l'armée. Ce fut avec sa division, un corps de grenadiers et un corps de cavalerie qui composaient cette avant-garde, que Masséna força le passage du fameux pont de Lodi, qu'il enleva Pizzighitone, et qu'il entra le premier dans le Milanais. Il prit ensuite une part très-brillante à tous les faits d'armes de cette campagne, l'une des plus célèbres dans les annales de la guerre. Par son audace, son infatigable activité et ses savantes dispositions, Masséna seconda parfaitement les hautes concep-

tions stratégiques du général en chef (1). Pendant que Buonaparte parcourait l'Italie pour faire face aux ennemis qui se présentaient, Masséna se trouvait constamment aux prises avec les Autrichiens aux débouchés du Tyrol et du Frioul. Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, Corea, Saint-George, la Brenta, Caldiero, le trois journées d'Arcole, Rivoli, la Favorite, Longara, Saint-Daniel, la Chiusa, Tarvis, Villach, Neumarck, Hundsmarck, etc., furent le théâtre des glorieux exploits de la division de Masséna, qui ne s'arrêta qu'à 25 lieues de Vienne (2). Le général Berthier s'était porté avec une partie de l'armée d'Italie, dans les États romains, où il avait proclamé le gouvernement républicain. Lorsque ce général demanda à se débarrasser du commandement difficile dont il était chargé, Masséna fut désigné pour le remplacer. Il trouva une armée exaltée par ses victoires récentes, par les proclamations de Buonaparte, par sa conquête de Rome, et par cette délivrance du Capitole qu'on lui avait promise depuis long-temps. D'un autre côté, elle était irritée par les exactions dont elle était témoin, au milieu de la misère et du dénûment auxquels on l'abandonnait. Travaillée tout à la fois par les menées des révolutionnaires italiens, des intrigants français, des partisans du gouvernement papal, et des agents de l'étranger, il était difficile d'y rétablir l'ordre et la subordination. L'arrivée de Masséna à Rome

(1) Le général Buonaparte écrivait à Masséna : « Vous comptez personnellement pour 6000 hommes de plus dans votre commandement, et puis, vous et vos braves, comptez encore pour le double de vos forces réelles. »

(2) C'est dans le cours de cette campagne que Masséna reçut du général en chef Buonaparte le surnom *d'enfant chéri de la victoire*. Organe de la reconnaissance nationale, le gouvernement adressa à Masséna les lettres les plus honorables, et lui décerna des armes d'honneur. Masséna fut porté à la candidature pour le directoire-exécutif. On lui donna à Paris une fête brillante, lorsqu'il vint apporter la ratification de l'empereur d'Autriche à un traité de paix auquel Masséna avait si puissamment contribué par ses victoires.

posait d'attaquer l'ennemi : la division .e partie des trou-
cée à droite dans l'endroit où se ten' .enait à la division
sur les bords de la mer, et la divis' la précédente com-
gauche, du côté de Grenlo. La b' .vec celle de Masséna.
à la fin de novembre, et Mas' tant protester contre les
ennemis dans les vallées d' s'assemblèrent tumultueu-
allait tomber sur l'aile g' digèrent une adresse au nou-
reau attaquait vivemen' .e démarche, qui avait tous les
l'armée ennemie, lor' ordination, et dont les résultats
son mouvement et nestes, encourut le blâme de Massé-
séna, qui jugea' dresse, et ordonna que les troupes sor-
hâta de préven' lendemain. Celles-ci, égarées et comme
mo, lui prit esprit de vertige, s'obstinèrent à vouloir
ses troupes trouvait alors dans l'état de fermentation le
tée sur A D'un côté, les habitants des faubourgs et ceux
tillerie étaient prêts à se soulever contre l'armée; et
au p les troupes, refusant d'obéir à leur général, al-
so trouver sans chef et par conséquent sans direction.
partis étaient sur le point d'en venir aux mains, lors-
que Masséna eut la gloire de vaincre lui-même l'inflexibilité de son caractère : il quitta Rome trois jours après y être arrivé, et remit le commandement de l'armée au général Dallemagne, qui eut bientôt à combattre les insurgés romains. Masséna, tout irrité qu'il devait être de la conduite des troupes, fut cependant assez généreux pour intercéder auprès du gouvernement français en faveur des officiers qui, par leurs mauvais exemples, s'étaient rendus bien plus coupables que les soldats. La guerre s'étant rallumée en Europe, Masséna reçut d'abord le commandement de l'armée de Suisse, sous les ordres de Jourdan, général en chef des armées du Danube et d'Helvétie. Bientôt après, il eut le commandement en chef de ces deux armées. C'était le commandement le plus important que le gouvernement eût voulu jusqu'alors confier à un seul général; car il comprenait la majeure partie des troupes françaises, et s'étendait depuis Dusseldorff (sur le Rhin) jusques à l'Isère, et embrassait ainsi toute la frontière de l'Est, avec une partie du territoire de la république française. La coalition, armée con-

..e, cherchait à mettre à exécution le projet
..mais abandonné depuis le commencement
..usqu'à la chute de Buonaparte) de péné-
..le centre des frontières de l'Est. Elle
.. forces d'Allemagne et d'Italie dans
..ercer par la Franche-Comté. Les cir-
..t opportunes pour l'exécution du plan
..ce que les Français, battus presque de tous
..ent le terrain, et laissaient déborder la Suisse:
.., seul, déconcerta les projets de la coalition, et
..t inutiles toutes les dispositions du prince Charles, généralissime des armées ennemies. Il arrêta d'abord l'archiduc à chaque pas, et lui disputa avec acharnement chaque partie du territoire suisse. A la bataille de Zurich, et aux combats livrés dans le Muttenthal, il détruisit l'armée russe, commandée par le maréchal Souworow, ainsi qu'une partie de l'armée autrichienne : la France fut ainsi sauvée, par Masséna, d'une invasion qui paraissait imminente. Elle se trouvait encore menacée d'un grand péril, en 1799, soit par les ennemis du dedans, soit par les armées autrichiennes, soit enfin par les armements de l'Angleterre, et ceux des émigrés français, lorsque le général Masséna, qui avait été envoyé à l'armée d'Italie, le 28 décembre 1799, arrêta, sous les murs de Gênes, l'armée autrichienne, commandée par le général Mélas, qui se disposait à envahir les provinces méridionales de la France. Après avoir battu, au mois d'avril 1800, à trois reprises, les Autrichiens sous les murs de Gênes, il poussa la défensive autour de cette ville immense, au-delà de tout ce qu'on pouvait espérer; et, par sa ténacité et son habileté dans le genre de guerre qu'il fit alors, et qui fut considéré comme le plus difficile de tous, il gagna du temps, et donna au premier consul Buonaparte celui de créer une armée, et d'aller écraser les armées ennemies à Marengo. La garnison de Gênes, épuisée par de nombreux combats, et par les privations de toute espèce auxquelles elle avait été long-temps en proie, fut enfin obligée de céder à la force des circonstances, quelques jours avant la

bataille de Marengo; mais le général Masséna n'avait capitulé qu'en dictant lui-même des conditions à ses ennemis, et en recevant de leurs généraux les plus brillants témoignages de considération. Dans l'entrevue qui eut lieu entre lui et les généraux autrichiens, il se montra tellement supérieur à l'adversité, qu'on eût pu croire que c'était l'ennemi qui capitulait (1). Le commandement en chef de la glorieuse armée qui venait de vaincre à Marengo, fut la récompense que le premier consul donna à Masséna pour sa belle conduite dans Gènes. Cependant le gouvernement consulaire de Buonaparte s'établissait. Masséna, qui n'avait combattu que pour la république, et à qui il était bien permis de croire que le salut de la patrie ne dépendait pas des services d'un seul homme, s'abstint de paraître à la nouvelle cour, et de toute participation aux affaires pendant le consulat. Il refusa même de voter, dans la question du consulat à vie, en faveur de celui dont il avait été l'ami et le compagnon d'armes. Au corps-législatif, dont il était membre, il se montra constamment en opposition avec le consul. Lors du procès de Moreau, Masséna, qui cependant n'avait jamais été lié avec ce général, se prononça hautement en sa faveur. Quoi qu'il en fût, Buonaparte, ne pouvant oublier les importants services rendus par Masséna, le plaça des premiers sur la liste des maréchaux d'empire, créés en 1804. Masséna fut aussi nommé grand-officier de la Légion-d'Honneur, le 14 juin de la même année, et

---

(1) Dans la capitulation proposée par les généraux ennemis, se trouvait pour premier article: « que l'armée retournerait en France, mais que » son général resterait prisonnier de guerre. » A cette occasion, le lord Keith écrivait à Masséna: « Vous valez seul 20,000 hommes. » Au moment où la capitulation allait être conclue, une clause faillit la rompre: on refusait de laisser partir 8000 hommes des troupes françaises par terre. Masséna, reprenant sa fierté, sortit en laissant ces adieux aux généraux ennemis: « Vous ne voulez pas? Eh bien, messieurs, à de» main. » Cette fermeté imposa aux généraux ennemis, et le traité fut signé. A chaque article contesté, le lord Keith répétait: « Monsieur » le général, votre défense est trop héroïque, pour que l'on puisse rien » vous refuser.

de la même Légion, le 2 février 1805. Dans ...née, l'Europe entière, réunie dans la 3e ... de nouveau l'indépendance de la France. ... long-temps n'avait pas vu Napoléon, ...dre d'aller prendre le commande... Il s'agissait pour Masséna, sinon ...ois la France entière, au moins de ... de son territoire; car, dans le plan de ...n armée principale, commandée par le ...s, et renforcée par les troupes russes, anglai... ...olitaines, ainsi que par des insurrections prépa... tous côtés en Italie, devait pénétrer en France par ...yonnais, après que la Lombardie serait envahie. Masséna, avec une armée qui ne s'élevait pas à 40 mille hommes, eut à lutter contre des forces plus que doubles des siennes, et contre les talents et la réputation de l'archiduc Charles, qui les commandait. Pour empêcher ce prince de pénétrer en Italie, le retenir dans les pays vénitiens, et s'opposer à ce qu'il marchât au secours de la capitale de l'Autriche, contre laquelle Napoléon s'avançait, Masséna, arrangeant à sa manière un système d'opérations, attaqua le prince Charles et le força de se retrancher et de concentrer ses forces. Il lui livra la bataille de Caldiero, dont le résultat servit à remplir le but que Masséna s'était proposé. Il enleva ensuite les deux corps ennemis d'Hillinger et de Rohan. Enfin, lorsque l'archiduc voulut marcher au secours de Vienne, Masséna s'attacha à ses pas et le retarda, par des combats journaliers, à Vicence, à San-Pietro-in-Gu, sur la Brenta, et sur le Tagliamento. Le prince Charles, ainsi harcelé, ne put ni arriver pour sauver Vienne, ni inquiéter les derrières de la grande-armée française, ni enfin se réunir aux forces austro-russes, que Napoléon battit complétement à Austerlitz, le 2 décembre 1805. Après la paix de Presbourg, Masséna fut chargé, en 1806, de conquérir le royaume de Naples, et d'installer Joseph Buonaparte sur le trône de ce pays. A l'approche de l'armée commandée par Masséna, les Anglais et les Russes se hâtent de s'embarquer, et tous les corps de l'armée

napolitaine prennent la fuite. La ville et le royaume de Naples occupés, un seul point résistait encore; mais ce point était la forteresse de Gaëte, second Gibraltar pour la force et la position, et qui paraissait presque imprenable. Il fallait, pour arriver à cette place, aborder une presqu'île garnie d'une triple ligne de remparts, à plusieurs étages, et s'avancer au travers d'une langue de terre fort étroite et de rochers escarpés, le tout bordé des deux côtés par la mer, et défendu en flanc par les vaisseaux anglais. Gaëte était en outre défendu par une garnison nombreuse et par la marine anglaise. Aussitôt que les préparatifs du siége furent faits, Masséna se rendit devant la place, et la pressa si vivement, avec une artillerie formidable, qu'en peu de jours il la mit aux abois. Sur ces entrefaites, les Anglais, qui veulent à tout prix sauver Gaëte, cherchent à opérer une diversion, descendent en Calabre, insurgent ce pays et menacent Naples. Le roi Joseph demande alors des troupes à Masséna : mais celui-ci, qui ne veut pas, en affaiblissant son armée, être contraint de lever le siége de Gaëte, envoie un de ses aides-de-camp au roi et l'assure que cette place sera prise sous deux fois vingt-quatre heures. En effet, elle capitule au moment ou Masséna allait s'en rendre maître par un assaut. Dans cette conquête, Masséna se montra aussi habile dans l'art difficile de prendre des places, qu'il l'avait été, à Gênes, dans celui de les défendre. Elle assura la possession du royaume de Naples, et contribua beaucoup à apaiser l'agitation qui régnait dans la capitale et dans les provinces. Masséna marcha ensuite dans les Calabres, au secours du général Régnier, qui y avait été battu par les Anglais. Ceux-ci se rembarquèrent à l'approche de Masséna. Il pénétra cependant dans les Calabres, s'empara de Lauria, dont les insurgés avaient fait leur place d'armes, et dans laquelle ils se défendirent à outrance. Il fut obligé d'y donner d'abord des preuves de sévérité envers les rebelles; mais il manifesta ensuite une clémence et une modération qui achevèrent de pacifier ces deux provinces. Il fut appelé, en 1807, à la grande-armée d'Allemagne, où

les Français avaient trouvé, en Pologne, des adversaires redoutables dans les Russes, et surtout dans les rigueurs de la saison. Arrivé à Osterode, après la bataille d'Eylau, Napoléon lui donna le commandement de l'aile droite de son armée. Masséna fut chargé de contenir les Russes, qui pouvaient tenter de tourner la ligne d'opérations de cette armée; de les empêcher de faire des détachements contre les corps que commandait Napoléon; et enfin, d'imposer aux troupes autrichiennes, qui, placées à quelque distance de Varsovie, et toujours prêtes à prendre parti contre les Français, semblaient épier le moment favorable. Masséna pourvut à tout, fit fortifier les bords de la Vistule et de la Narew, contint les attaques des Russes à Werbiza, à Pultusck et à Ostrolenka, et les retint devant lui par l'effet de ses démonstrations. Il suivit ensuite le mouvement de la grande-armée, lorsqu'elle se portait sur Grodno; et il était déjà arrivé sur le Bober, lorsque sa marche se trouva arrêtée par suite d'un armistice conclu entre les armées belligérantes, et qui fut suivi de la signature d'un traité de paix. Le titre de duc de Rivoli, que Masséna reçut alors avec une dotation considérable, fut une récompense qui, en consacrant ses anciens comme ses nouveaux services, rappela le souvenir d'une des batailles glorieuses où l'éminant talent de Masséna s'était montré dans tout son éclat(1). Dans une entrevue que Masséna avait eue à Osterode avec Napoléon, leur ancienne amitié s'était renouvelée. Masséna, de retour à Paris, se rapprocha de la cour; mais, peu fait pour elle, il y prit à peine part à quelques plaisirs bruyants. Étant à la chasse, il reçut dans l'œil gauche un coup de fusil tiré par mégarde par le prince Berthier : cet œil demeura privé de la vue. En 1808, lorsque l'attaque contre l'Espagne eut lieu, Masséna devait être chargé du

(1) Les armoiries que Buonaparte attacha au titre de duc de Rivoli offraient à l'imagination quelque chose de grand et de très-honorable pour l'illustre guerrier auquel elles étaient destinées ; c'était *une victoire planant au-dessus de la terre, portant des palmes et distribuant des couronnes.*

commandement en chef des armées destinées à agir dans la Péninsule, mais les préparatifs faits dans le Nord par les souverains coalisés empêchèrent l'exécution de cette disposition. Dans la campagne de 1809, contre l'Autriche, Masséna fut encore un des principaux lieutenants de Napoléon (1). Chargé d'abord du commandement de toutes les troupes qui se trouvaient réunies sur la rive droite du Danube, il livra, aux Autrichiens, le combat de Pfaffenhoffen, participa aux batailles de Landshutt et d'Eckmühl, poursuivit les corps de Hiller et de l'archiduc Jean, força la position inexpugnable d'Ébersberg, sur la Traun, et y livra un combat fort brillant, dans lequel la division Claparède, qui se trouvait momentanément sous ses ordres, fit des prodiges de valeur. Peu de temps après, Masséna tourna la ville de Vienne et s'empara du faubourg de Léopoldstadt. Chargé de faire construire le pont d'Ébersdorff et d'opérer le grand passage du Danube, il déboucha sur la rive gauche du fleuve, avec le 4e corps qu'il commandait en chef, sa cavalerie légère et les cuirassiers aux ordres du général Espagne. Ces troupes furent attaquées le 21 mai, par l'armée autrichienne, et résistèrent seules : Masséna eut tout l'honneur de cette première journée. Le lendemain 22, le 2e corps d'armée et la garde impériale vinrent joindre le corps de Masséna, qui se trouva chargé de la défense d'Aspern. Ce fut sur ce village que, dès la pointe du jour, se dirigèrent les principales forces des Autrichiens. Attaqué tout à la fois en tête et par les deux flancs, Masséna fit une défense telle qu'on n'en vit jamais de plus acharnée dans les affaires de postes. Dans l'espace de deux jours, le village fut pris et repris 14 fois; et chaque maison, chaque rue, l'église, le clocher devinrent le théâtre de furieux combats. Tout le village était en feu ; et cependant l'intrépide Masséna courait de tous côtés, l'épée à la main, au

---

(1) On assure que le prince Charles, sachant Masséna arrivé à l'armée, dit avec humeur : « Voilà encore ce Masséna ; j'espérais en être » débarrassé par le coup de feu qu'il a reçu dans l'œil. »

milieu des flammes, donnant des ordres partout où il fallait se défendre ou attaquer. Tous ses aides-de-camp sont blessés à ses côtés et beaucoup de personnes tombent mortes autour de lui. Masséna seul n'est point atteint (1). Il parvient à enlever d'un seul coup 1,200 hommes et 6 pièces de canon à une colonne qui pénétrait dans le milieu du village. Lorsque Napoléon sut que les ponts construits sur le Danube étaient coupés, et qu'il fallait renoncer pour le moment aux grands résultats, que déjà il avait cru tenir, il prit ses mesures pour arrêter la poursuite de l'archiduc Charles, s'opposa d'abord à l'attaque des réserves autrichiennes, et confia ensuite la direction du combat à Masséna, qui se trouva chargé du commandement de toutes les troupes placées sur la rive gauche du Danube. Napoléon fit appeler à plusieurs reprises le maréchal Masséna dans l'île de Lobau, pour concerter avec lui toutes les dispositions du mouvement rétrograde. Masséna conserva la position d'Aspern pendant toute la nuit suivante, et fit ensuite sa retraite sur l'île de Lobau, dans un tel ordre, qu'il ne laissa pas aux ennemis un seul de ses blessés, ni rien de ce qui dépendait de son matériel. Sa bonne contenance empêcha l'archiduc de venir l'attaquer dans l'île, comme on pouvait craindre qu'il le fît : l'action militaire que nous venons d'analyser fut nommée par les Autrichiens, bataille d'Aspern, et par les Français, bataille d'Esling. Pendant que Napoléon, sur la rive droite du Danube, préparait les éléments d'une nouvelle attaque, Masséna gardait l'île de Lobau, présidait à ses fortifications et aux préparatifs d'un nouveau passage. Il faisait en même temps enlever les îles environnantes, par son aide-de-camp, le chef de bataillon Pelet (depuis maréchal-de-camp), qui fit aussi toutes les reconnaissances de l'île : 40 jours se passèrent ainsi au bivouac, en combats presque continuels sur le Danube L'ennemi travaillait de son côté; mais chacun de ses ouvrages fut dé-

(1) Jamais il n'a reçu la moindre blessure, quoiqu'il se soit très-souvent exposé aux plus grands dangers.

vasté et signalé dans le plus grand détail à l'état-major impérial. Masséna fit avec Napoléon plusieurs reconnaissances(1). Dans la dernière de ces reconnaissances, faites la veille de la bataille de Wagram, Masséna tomba sous son cheval, et fut très-violemment froissé. Malgré ses souffrances, il ne s'occupa que du combat du lendemain, et ne voulut pas s'absenter. Ce fut dans une calèche, tirée par 4 chevaux, qu'il procéda aux mouvements de la gauche de l'armée dans les mémorables batailles d'Enzertdorff et de Wagram (2). Masséna eut encore ce jour-là la tâche difficile de soutenir, avec son 4e corps, les efforts de l'ennemi dirigés sur la gauche de l'armée française dans la direction de Vienne et de Lobau. Ce corps arrêta les Autrichiens; mais il fit des pertes considérables, et tous les officiers de l'état-major de Masséna furent blessés. Le lendemain, Masséna fut chargé par Napoléon de poursuivre l'archiduc Charles, qui opérait sa retraite avec un ordre admirable. Néanmoins il le poussa vivement et l'attaqua avec succès à Korneubourg, Stockereau, Hollabrünn, Schœngraben, Guntersdorff et Znaim. Le combat fut vivement disputé, et Masséna, toujours souffrant, fut obligé de se faire mettre à cheval pour diriger sa cavalerie, qui, en chargeant, coupa et enleva une colonne de grenadiers hongrois (3). Un armistice vint mettre un terme aux hostilités. Dans le cas où la guerre eût alors recommencé avec l'Autriche, Masséna devait marcher en Bohême avec environ 80,000 hommes; mais la paix fut signée à Vienne. Masséna reçut de Napoléon le titre de prince d'Esling, auquel fut attachée la possession, pour lui et ses descendants, du superbe château de Thouars.

---

(1) Dans l'une d'elles, Napoléon, s'apppuyant sur Masséna, dit à ceux qui l'entouraient : « Voici mon bras droit. »

(2) Dans cette journée, Masséna, ayant eu besoin de l'assistance de son médecin, un jeune aide-major nommé Brisset n'hésita pas à partager les dangers que courut l'illustre guerrier, et se plaça sur cette calèche, autour de laquelle vint pleuvoir une grêle de boulets.

(3) Au moment où Masséna quittait sa calèche, un boulet vint en enlever le fond, à la place même qu'il avait occupée.

En 1810, Napoléon tourna toutes ses vues contre la Russie; et ne pouvant, en conséquence, aller terminer lui-même la guerre d'Espagne, il y envoya Masséna, en le chargeant spécialement de s'attacher à l'armée anglaise, de la poursuivre jusqu'aux confins du Portugal, et de la forcer à se rembarquer. Le commandement suprême de toutes les armées françaises en Espagne eût été nécessaire à Masséna pour obtenir, par une unité de mesures, les résultats que demandait Napoléon : ce défaut d'unité entrava la marche des opérations. Les corps d'Aragon, du midi, du centre, et les réserves du nord, devaient à la vérité concourir à ces opérations; mais des circonstances imprévues, les besoins du service et la diversité des commandements retinrent chacun de ces corps dans leurs contrées respectives; et lorsque Masséna arriva en Espagne, il se trouva avoir à faire seul les siéges de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, et même les préparatifs du premier de ces siéges, qui avaient été totalement négligés. Il fallut perdre à tout cela un temps précieux, en sorte que, du mois d'avril au mois de septembre, le général anglais Wellington eut le temps de se retrancher et de recevoir des renforts. Masséna dut enfin pénétrer en Portugal, avec son seul corps d'armée, fort tout au plus de 38 mille hommes, et ayant à lutter contre 100 mille Anglo-Portugais, et contre la population armée d'un pays que le général anglais avait fait dévaster avec la plus grande rigueur, pour ôter toutes ressources aux Français. L'intérieur du Portugal n'était pas connu, et il n'en existe pas même encore de cartes bien exactes. Masséna se trouvait entouré de gens qui, bien qu'ils eussent pris part aux premières expéditions faites contre ce royaume, ne purent lui donner que des notions presque toutes fautives. Il pénétra cependant dans le pays avec son audace ordinaire, et attaqua Wellington à Busacco, le 27 septembre 1810; mais, ayant éprouvé une résistance très-forte, il tourna la position le lendemain, et rejeta le général anglais sur Coïmbre, et de là sous les murs de Lisbonne. Arrivé devant cette dernière place, le général Masséna trouva trois rangées de lignes insurmontables, garnies par 150

mille hommes, et hérissées de canons. Masséna, avec une poignée de monde (sa faible armée avait été réduite par les combats et les marches), ne voulut cependant pas reculer, et campa audacieusement devant cette masse imposante d'ennemis, qui, s'ils l'eussent voulu, auraient pu l'envelopper et le détruire. Il y resta pendant deux mois dans une position insultante pour son adversaire, qui croyait n'avoir pas laissé pour deux jours de vivres dans tout le pays que Masséna avait traversé. Le maréchal séjourna encore pendant six autres mois, soit devant les lignes, soit à Santarem, à une marche en arrière de Lisbonne. Dans cette dernière position, où les plus hardis se trouvaient alarmés et prétendaient être au bout de toutes ressources, Masséna attendait le corps du maréchal Mortier, celui du général Drouet, et des renforts de toute espèce qu'il avait demandés à Paris. Rien de tout cela ne lui arriva; et les secours sur lesquels il comptait reçurent ou prirent d'autres destinations. Masséna résolut alors de se jeter de l'autre côté du Tage, et fut secondé dans ce projet par le général d'artillerie Éblé, qui fit construire un équipage de pont considérable. L'entreprise que Masséna projetait n'était pas sans dangers. Non-seulement il se trouvait abandonné du dehors, mais encore il éprouvait des résistances dans sa propre armée. Le maréchal Ney, particulièrement, refusa deux fois, et très-formellement, d'obéir aux ordres que Masséna lui transmettait. Le dévouement du 6e corps pour le maréchal Ney était au-dessus de toute expression, et pouvait faire tout craindre. Cependant Masséna n'hésita point à ôter le commandement au maréchal Ney, et à lui donner l'ordre de quitter l'armée : la fierté de Ney dut céder à l'inflexibilité de Masséna. Dans l'état où se trouvaient les choses et les esprits, Masséna se détermina à quitter le Portugal; mais il opéra son mouvement rétrograde, devant les forces de Wellington, avec un talent qui fit de cette retraite un chef-d'œuvre de stratégie. Masséna ne laissa en arrière ni un malade, ni un canon, ni un bagage. Quelques combats vigoureux et des dispositions parfaitement faites, continrent la poursuite de Wellington, et



Masséna ramena dans la province de Salamanque son armée, qui avait le plus grand besoin d'être reposée et refaite. Les Anglais, profitant de l'éloignement de l'armée française, assiégèrent Almeida ; mais le maréchal Masséna ne voulut pas leur laisser prendre cette place, qui depuis long-temps était destinée à être demantelée à cause de son voisinage de Ciudad-Rodrigo. Il se porta donc en avant pour en retirer la garnison commandée par le brave général Brenier ; et profitant d'une faute grave que Wellington avait faite en prenant une position que condamneraient les règles de la guerre, il fit une attaque oblique sur la droite du général anglais, qui fut renversée et battue à Fuente-d'Onoro, le 3 mai 1811. Wellington se trouva au moment d'éprouver une perte totale : mais il fut sauvé par le défaut d'harmonie des généraux français, qui, fatigués de cette guerre, voulaient, les uns quitter l'armée pour rentrer en France, et les autres se hâter d'aller regagner le midi de l'Espagne. Masséna lui-même commit la faute de ne pas diriger en personne les divisions qui devaient achever la défaite du général anglais. Masséna avait cependant rempli le but de son dernier mouvement, en réprimant, du moins pour quelque temps, l'ardeur des Anglais, et en retirant la garnison d'Almeida. Depuis long-temps, les ennuis et les désagréments que lui causait la guerre de Portugal, l'avaient porté à demander son rappel en France : il le trouva à Ciudad-Rodrigo le 10 mai. Cette campagne de Portugal avait été très-fatigante; et Masséna, en y montrant toute l'activité de sa jeunesse, avait singulièrement affaibli ses forces physiques. Rentré en France, il y tomba malade, et il se trouvait dans cet état lors de la guerre de Russie en 1812. Il fit cependant demander à Napoléon d'être employé à cette expédition : mais, au lieu de cela, Buonaparte le chargea du commandement de la Provence (8e division militaire), alors menacée par les armements de l'Angleterre, dans la Méditerranée, et qui le fut plus tard par les insurrections de la Toscane, et du littoral de Gênes, et par les armées napolitaines. En 1814, lors de la

première restauration du trône des Bourbons, le maréchal Masséna exerçait encore les fonctions de ce commandement, dans lequel il fut maintenu par S. M. Louis XVIII, qui le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de S.-Louis, le 24 septembre de la même année. Le roi lui ayant accordés des lettres de naturalisation, elles furent enregistrées à la chambre de pairs le 20 décembre. Il se trouvait dans son commandement de la 8e division militaire (Marseille), lors du débarquement de Buonaparte, à Cannes, en mars 1815; et il prit alors des mesures pour arrêter la marche de l'usurpateur. Il n'arbora le pavillon tricolore, à Marseille, qu'après la capitulation de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême. Pendant les *cent jours*, il resta étranger à tout service militaire. Buonaparte le créa membre de sa chambre des pairs. Aussitôt après la seconde abdication de Napoléon, le gouvernement provisoire donna au maréchal Masséna une marque de haute confiance en lui confiant le commandement en chef de la garde nationale parisienne. Masséna justifia cette confiance, en maintenant l'ordre et la tranquillité dans cette immense capitale. Il remit ensuite ce commandement au lieutenant-général comte Dessoles. Nommé membre du conseil de guerre, chargé de juger le maréchal Ney, il se récusa pour cause d'ancienne inimitié. En 1815, il fut dénoncé à la chambre des députés, par quelques habitants de Marseille, qui l'accusaient de n'avoir pas secondé les mesures de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême, à l'effet d'arrêter la marche de Napoléon. Le maréchal Masséna publia à ce sujet un mémoire justificatif de sa conduite. Il mourut, à Paris, le 4 avril 1817, à la suite d'une longue et cruelle maladie. Le roi ordonna à son ministre de la guerre de transmettre à la famille de Masséna le bâton de maréchal de France, que ce guerrier n'avait pu recevoir des mains de S. M., à cause de sa maladie, et ordonna qu'il en fût fait usage lors de sa pompe funèbre. Le corps du maréchal Masséna a été déposé dans le cimetière du *P. La Chaise*, où on lui a élevé un beau mausolée de marbre blanc. Le maréchal Masséna était chevalier de l'ordre de

Saint-Hubert, grand'croix de l'ordre de la Fidélité de Bade, et grand-cordon de l'ordre de Saint-Étienne de Hongrie (1). (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*).

DE MASSIGE, *voyez* D'ALAMONT.

DE MASSILIAN, *voyez* D'AUDIBERT.

MASSOL (Honoré-Louis-Augustin), *lieutenant-général*, naquit le 13 février 1747, à Villeneuve-les-Volx, département des Basses-Alpes. Il entra au service, en janvier 1767, dans le corps des carabiniers de Mgr., comte de Provence (aujourd'hui Louis XVIII). Après une revue, passée par le roi Louis XV, au camp de Compiègne, au mois d'août de la même année, il quitta ce corps, avec l'autorisation du ministre de la guerre, pour entrer dans le régiment de Forez infanterie, dont M. de Faure, son parent, était lieutenant-colonel. Il alla joindre ce régiment à Bastia (Corse), le 7 janvier 1771. Il y fut nommé caporal, le 21 janvier 1773; sergent, le 1er août 1774, et reçut, le 25 août 1775, son congé absolu, dans le régiment d'Angoumois, qui avait

(1) La nature avait tout fait pour Masséna; l'éducation n'avait pu rien opérer sur lui. Né avec un caractère indomptable et une ardeur qui ne se ralentissait jamais, il était doué d'une grande perspicacité, d'une conception vaste, d'un jugement rapide, d'une mémoire sûre, de beaucoup d'esprit et de finesse. C'était dans les grands dangers qu'éclatait tout le feu de son génie, que tempérait un rare sang-froid. Il improvisait en quelque sorte les batailles avec beaucoup de bonheur, marchait droit à son but, était ardent, opiniâtre, et cependant savait changer à propos ses mesures, lorsqu'il le jugeait nécessaire. Persuadé qu'il devait toujours vaincre, il préférait l'offensive, et fut presque toujours vainqueur. Il était humain, généreux, aimait à faire du bien, et pardonnait facilement. Son caractère était tourné vers la gaieté. Il n'aimait point la cour, était d'une fierté intraitable avec les courtisans, et ne se plaisait qu'au milieu de ses compagnons d'armes. Il poussait souvent la vivacité trop loin; mais rarement pour toute autre chose que pour les affaires du service; encore était-il le premier à revenir et à faire des réparations à ceux qu'il croyait avoir offensés. Son âme, forte et élevée, ne plia jamais sous l'autorité de Buonaparte, et sa correspondance avec celui-ci fut toujours noble et fière.

doublé avec celui de Forez. Il devint commandant de la garde nationale de Teil, département de l'Ardèche, en 1790. Lors de la formation des corps de volontaires nationaux, en 1792, il fut promu au grade de lieutenant-colonel, commandant en chef le 1er bataillon de l'Ardèche. Employé, avec ce corps, à l'armée du Midi, commandée par le général Montesquiou, il fit la campagne, pendant laquelle on s'empara de la Savoie. Il commanda l'avant-garde de la colonne de gauche au siége de Lyon, s'empara du poste de la Maison-Brûlée, près du village d'Oullins; de la redoute des Vignes et du poste de la Maison-Henri. Il passa, avec son bataillon, et sous un feu de mitraille très-vif, le pont de Perrache, et s'empara de la redoute qui le défendait. Il fut blessé grièvement à la tête et à la poitrine dans un combat qui eut lieu, le 29 septembre 1793. Le courage et l'audace qu'il avait déployés dans ces différentes affaires lui méritèrent le grade d'adjudant-général chef de brigade, qui lui fut conféré par les représentants du peuple près l'armée des Alpes, le 21 octobre de la même année. Il fut créé général de brigade, par le conseil exécutif, le 23 décembre suivant, et fut nommé général de division près l'armée des Pyrénées-Orientales, sur la demande du général en chef Dugomier, le 22 février 1794. Le directoire-exécutif le confirma dans ce grade, par arrêté du 9 février 1796. A cette dernière époque, les Anglais effectuèrent un débarquement aux environs de Florensach et de Béziers, et enlevèrent une quantité considérable de bestiaux. Le général Massol fut alors chargé, sous sa responsabilité personnelle, par arrêté du comité de salut public, de la défense et de la sûreté du littoral de la Méditerranée, depuis les Bouches-du-Rhône jusqu'aux environs de Narbonne; et il fit établir, sur toute l'étendue de ce littoral, des redoutes armées de pièces de canon, dont les feux se croisaient sur un point avec ceux du fort Brescou. Les Anglais ayant tenté une nouvelle descente, furent repoussés avec perte, et une de leurs corvettes fut coulée bas. Le général Massol fut destitué, par suite du travail du conventionel Aubry, arrêté, et détenu dans les prisons de Va-

lence (Drôme); mais il fut réintégré dans son grade et ses fonctions, par arrêté du directoire-exécutif, du 15 février 1797. Employé à l'armée des Alpes, il y servit sous les ordres du maréchal Kellermann. Il passa au commandement en chef de la 7e division militaire, à Grenoble, par arrêté du directoire, du 23 octobre de la même année. Le gouvernement, craignant une réunion de généraux au corps-législatif, ordonna un changement dans le commandement des divisions militaires, afin déviter l'influence que les commandants pourraient y exercer, et le général Massol passa, en 1799, au commandement de la 6e division (Besançon). Pendant la tenue de l'assemblée électorale du département du Doubs, il lui fut ordonné de se rendre à Paris, auprès du ministre de la guerre; et lorsque cette assemblée eut terminée ses nominations au corps-législatif, le général Massol reçut l'ordre de retourner à Besançon; mais il s'y refusa, et demanda de l'emploi dans l'armée d'Italie, ce qui lui fut accordé, par arrêté du directoire, du 13 avril de la même année. Après la mort du général en chef Joubert, legénéral Championnet prit le commandement de l'armée d'Italie, et nomma le général Massol au commandement supérieur de la division de Ligurie, ainsi que de la ville et des forts de Gènes, alors en état de siége. Ce commandement était d'autant plus important, qu'après les revers essuyés par le général Schérer, Gènes était à peu près la seule place de guerre qui restât au pouvoir de l'armée française, et sa conservation pouvait seule empêcher l'expulsion des Français de l'Italie : les mesures énergiques qu'employa le général Massol conservèrent cette place aux Français. Le gouvernement ligurien, lié d'intérêt avec l'amiral anglais Keith, commandant l'escadre qui bloquait Gènes, avait résolu de renouveler contre les Français les scènes sanglantes qui avaient signalé l'égorgement général des Autrichiens dans cette ville, en 1747. Des lettres (1) interceptées ne laissèrent au général Massol aucun

(1) Un détachement de grenadiers français, embusqués par ordre du

doute sur le sort qu'on préparait aux Français, et dont il devait être la première victime; mais il déjoua ce coupable projet; et, profitant d'une nuit très-obscure, il s'empara simultanément de tous les forts et redoutes qui dominent la place et les vallées d'Albaro et de Bisagno. Il employa aussi la ruse pour se rendre maître de la fameuse batterie de canon dite des *Douze-Apôtres*, qui défend les approches du port, et se saisit également de tous les arsenaux et magasins de la place. Les bataillons liguriens, qui tenaient garnison dans les forts, et dont les chefs étaient vendus aux Anglais, en furent expulsés, et le général Massol les remplaça par des Français. Ce coup de main, aussi secrètement ordonné qu'habilement exécuté, jeta la stupeur dans le gouvernement ligurien, et força l'amiral anglais de prendre le large, pour mettre son escadre à l'abri du canon de la place. La conservation de Gènes donna au maréchal Masséna le temps de venir prendre le commandement de l'armée d'Italie, avec laquelle il soutint ce fameux blocus, qui est un des plus brillants faits d'armes des campagnes de la révolution. Le gouvernement ligurien fut tellement désappointé par les mesures du général Massol, que, dans son dépit, il envoya une députation à Paris, auprès du nouveau gouvernement (la journée du 18 brumaire, 9 novembre 1799, venait d'avoir lieu), pour lui dénoncer tous les prétendus abus de pouvoir, et toutes les prétendues violations dont il accusait le général Massol de s'être rendu

---

général Massol sur le bord de la mer, entre Gènes et Saint-Pierre d'Arena, arrêta pendant la nuit un bateau couvert dans lequel se trouvait un émissaire du gouvernement ligurien, portant des dépêches au commandant de l'escadre anglaise. Tou fut examiné, et l'on put connaître dans les plus grands détails le complot affreux de l'égorgement des Français dans Gènes. Tous les papiers saisis furent envoyés au général en chef Championnet, qui se trouvait alors à Coni, et qui adressa au général Massol, sous la date du 22 octobre 1799, une lettre par laquelle il approuvait *les mesures qu'il avait prises pour déjouer les complots des traîtres*. Championnet y rassurait en même temps le général Massol sur la haine et les dénonciations auxquelles il devait s'attendre à être en butte.

coupable. Buonaparte, dont le gouvernement n'était encore que faiblement établi, crut devoir user de ménagement envers le gouvernement ligurien; et, par des motifs de politique, il retira le général Massol de l'armée d'Italie, en le nommant membre de la commission militaire extraordinaire, séante à Valence (Drôme). Cette commission était composée d'un officier-général de chaque arme, et devait connaître de la reddition aux ennemis de toutes les places de guerre, forts et châteaux de l'Italie; mais elle ne put rien entreprendre, n'ayant reçu ni papiers, ni documents, ni hommes à juger; et son inaction la fit oublier. Quelque temps après, le général Massol reçut son traitement de réforme; et, par décret du mois d'avril 1803, il obtint sa retraite, avec la pension attachée à son grade. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

DE MATIGNON, *voyez* DE GOYON.

MAUCOMBLE (Jean-François-Nicolas-Joseph, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Charleville, le 2 juillet 1776. Il entra comme sous-lieutenant à l'école du génie, en 1794. Devenu lieutenant, puis capitaine de la même arme, il fut employé successivement aux travaux des fortifications de différentes places de guerre, aux armées d'Italie, des Alpes et du Rhin. Il fit partie de l'expédition de la Guadeloupe, depuis 1795 jusqu'en 1801. Il devint chef d'escadron aide-de-camp du général Richepanse, capitaine-général de la Guadeloupe, en 1802. Napoléon le nomma colonel-commandant du 29e régiment de chasseurs à cheval, en 1810, et le créa général de brigade, en 1813. Il a constamment, et sans interruption, été employé aux armées actives, depuis 1798 jusqu'en 1814. Il a été blessé de coups de feu et de coups de sabre, à Amstetten, en Autriche, et à Eylau, en Prusse, et a eu 3 chevaux tués sous lui. Il commandait une brigade de la division du général Abbé, en 1813, et fut mis hors de combat à la bataille de Saint-Pierre-d'Irube, le 13 décembre de cette dernière année. Pendant le blocus de Bayonne, par les Anglais, en 1814, le maréchal Soult, duc de Dalmatie, ayant ordonné

l'enlèvement des postes les plus importants de l'ennemi. le général Maucomble, chargé de conduire la principale attaque sur le front de son commandement, donna à ses troupes un élan, auquel l'ennemi ne put résister. Il enleva les positions des Anglais au pas de charge avec un ensemble et une bravoure qui lui firent le plus grand honneur. Dans une sortie faite par les troupes de sa brigade, ce fut d'après ses instructions, que l'on incendia les maisons qui servaient de défense et d'abri à l'ennemi. On détruisit en même temps les retranchements, on renversa les palissades, on combla les coupures et on détruisit les estacades des routes. Les sapeurs étant vivement inquiétés dans leurs travaux par le feu de l'ennemi, le général Maucomble les fit appuyer par une réserve de 3 compagnies de grenadiers. Un renfort étant arrivé aux Anglais, le maréchal Soult ordonna la retraite des troupes qui étaient sorties de Bayonne, et le général Maucomble rentra dans la place, avec sa brigade et l'artillerie, faisant enlever les morts et les blessés, et ramenant les prisonniers de guerre faits sur les Anglais. Dans un ordre du jour, daté de Bayonne, le 15 avril 1814, et dont le maréchal Soult ordonna l'envoi au ministre de la guerre, on trouve le paragraphe suivant : « Le »général baron Maucomble, qui s'était déjà distingué »dans l'affaire du 27 février dernier, lorsque l'ennemi tenta »de s'emparer des ouvrages extérieurs de la citadelle et de »Saint-Esprit, mérite les plus grands éloges pour la bra»voure et les talents qu'il a développés dans cette sortie »(celle que nous venons de citer): les troupes qu'il avait »sous ses ordres se sont couvertes de gloire. » Sous le gouvernement de Napoléon, le général Maucomble avait été créé baron d'empire, et avait eu la croix de chevalier de l'ordre de la Couronne-de-Fer, ainsi que celle du Mérite-militaire de Wurtemberg. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le fit chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 août 1814, et commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 27 décembre suivant. Il commandait, en 1820, la 2ᵉ subdivision de la 14ᵉ division militaire, à Cherbourg. Il exerce en-

core aujourd'hui ce commandement. (*États militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

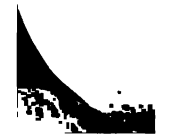
DE MAULEVRIER, voyez ANDRAULT, COLBERT ET DU FAY.

DE MAUMIGNY, (Paul), *maréchal-de-camp*, naquit en 1735. Il entra, à l'âge de 14 ans, page de la grande écurie du roi, et passa à 17 ans lieutenant dans le régiment d'Apchon dragons. Il fit avec ce régiment la campagne de 1757; se trouva à la bataille de Rosbach, s'y conduisit avec distinction et y mérita le grade de capitaine, au même régiment, qui lui fut conféré par le roi Louis XV, le 20 novembre 1758. Il fit la campagne de cette dernière année et celles de 1759, 1761 et 1762, et se trouva aux batailles de Sundershausen, Lutzelberg, Berghem, Minden, Fillingshausen, Wilhelmstadt et Joannsberg. Pendant ces campagnes, sa conduite et sa bravoure lui concilièrent l'estime et l'affection de ses chefs et de ses compagnons d'armes. Il continua de servir dans le régiment d'Apchon, qui devint successivement Nicolaï, Lanau, Durfort et chasseurs de Franche-Comté, et y passa successivement par tous les grades. Il était colonel du même régiment, devenu 2e de chasseurs à cheval, à l'époque de la révolution. Il émigra des premiers avec son corps d'officiers et quelques soldats, alla joindre les princes français, et fut placé dans la brigade de MONSIEUR. Il passa ensuite dans le régiment de hussards de Damas, et parvint encore à se faire remarquer dans ce corps, alors composé en entier d'officiers devenus simples soldats. Le roi, content de ses services, le nomma maréchal-de-camp, en 1797. Il devint à cette époque lieutenant-commandant du corps noble d'Angoulême. Après la suspension d'armes signée à Rosenheim, au commencement de janvier 1801, il se retira à Krieglach, dans la Styrie-supérieure; mais il y fut bientôt atteint d'une maladie, dont il mourut le 10 du même mois. (*États et brevets militaires*.)

DE MAUQUENCHY DE BLAINVILLE, *maréchal de France*, servit en Normandie sous l'amiral de la Heuse, en 1356,

et au siége de Honfleur l'année suivante. Il marcha à la tête de sa compagnie dans cette province, sous le même amiral, en 1361, et sous Pierre Navarre, en 1363. Il investit, en 1364, la ville de la Charité, qui se rendit au duc de Bourgogne. Charles V lui confia, la même année, la garde du château de Rouen, et l'envoya faire le siége de Moulineaux le 19 septembre. Il fut créé maréchal de France, après la mort du maréchal de Boucicaut, par état donné à Paris, le 20 juin 1368. Les Anglais avaient dans ce temps pris des quartiers dans le Maine, et Grandson, l'un de leurs généraux, commandait 4000 hommes vers Pontvallain. Du Guesclin et Blainville le surprirent en novembre 1370. Pendant que le connétable chargeait vivement Grandson, Blainville mit en déroute 800 hommes des ennemis, qui se glissaient derrière une colline pour prendre les Français à dos. Il fit prisonnier le commandant, et rejoignit du Guesclin. Les Anglais, déconcertés par la prise de leur général, furent la plupart tués ou pris. Les Francais marchèrent aux autres quartiers des ennemis, qui furent forcés ou mis en fuite : 100 hommes restèrent seulement de 20,000 que le général anglais avait conduits dans le Maine et l'Anjou. En 1373, Blainville assiégea Bécherel, forteresse appartenant au duc de Bretagne : cette place se rendit après un an de siége. Il accompagna, en 1377, le duc de Bourgogne à la prise de la ville d'Ardres, et des forteresses d'Arduic et de Vauclinger. Il commanda l'armée française, sous le connétable, à la bataille de Rosbecq, le 27 novembre 1382. Il mourut en février 1391. (*Chronologie militaire, tome II, page* 133; *Froissard, le Père Daniel, l'abbé le Gendre, Histoire des Grand-Officiers de la Couronne, Dictionnaire des maréchaussées, Moréri, Mézeray.*)

MAURICE (Arminius), *comte de Saxe, maréchal de France*, naquit à Goslar, le 19 octobre 1696. Il était fils naturel de Frédéric-Auguste Ier, électeur de Saxe, roi de Pologne, et de Marie-Aurore, comtesse de Kœnigsmarck, Suédoise, aussi célèbre par sa beauté que par son esprit. Il fut élevé avec le prince électoral, depuis Frédéric II, roi



de Pologne. Indifférent pour tout ce qui flatte ordinairement l'enfance, il n'eut de goût que pour les exercices militaires, et pour tout ce qui les lui retraçait. A l'âge de 12 ans, il s'arracha des bras de la comtesse sa mère ; servit comme simple fantassin, dans les Pays-Bas ; se trouva au siége de Lille, en 1708 ; y monta plusieurs fois la tranchée, et y fit admirer son intrépidité. En 1709, il servit aux siéges des ville et citadelle de Tournay, en qualité d'adjudant-général : au siége de la ville, son cheval tué dans la tranchée se renversa sur lui ; et au siége de la citadelle, il eut son chapeau percé d'un coup de carabine. Les alliés, voulant assiéger Mons, détachèrent un corps de cavalerie, avec de l'infanterie en croupe, pour s'emparer du passage de la Haine. Le comte de Saxe porta un fantassin derrière lui, et passa la Haine un des premiers, l'épée à la main. Dans une escarmouche aux environs de Mons, le 10 septembre, il faillit être pris ou tué, mais il prévint d'un coup de pistolet un cavalier ennemi qui le poursuivait. Il combattit à la journée de Malplaquet (1), et monta la première tranchée devant Mons. Au mois de mars 1710, il se distingua au siége de Riga, commandé en personne par Pierre le Grand ; de là, il vint en Flandre, et se trouva au siége de Béthune, qui se rendit, le 29 août. Il marcha, avec le roi son père, dans la Poméranie, en 1711, et se trouva à la prise de Troptow. Il l'accompagna au siége de Stralsund, où il fit preuve de la plus grande intrépidité, en passant la rivière à la nage, à la vue des ennemis et le pistolet à la main. Le roi de Pologne lui permit de lever un régiment de cavalerie, qu'il conduisit, en 1712, au siége de Brême. Il eut un cheval tué sous lui au combat de Gudelsbusk. En 1715, à la tête de ce régiment, il enleva l'île d'Usedom, et contribua à la prise de la ville de Stralsund, défendue par Charles XII. En 1717, il partit pour la campagne de Hongrie. Arrivé au camp sous Belgrade, il se signala au

(1) « Je suis content de ma journée », dit il après cette affaire mémorable.

siége de cette ville et à la bataille de Péterwaradin, que les Turcs perdirent. Le roi de Pologne l'honora, en 1718, de l'ordre de l'Aigle-Blanc. Il l'avait précédemment fait général-major dans ses troupes. Né avec un caractère libre et fier, Maurice fut bientôt fatigué des reproches et des importunités de la comtesse de Lobin, son épouse, qui le tourmentait par sa jalousie, et il prit le parti de venir en France, en 1720. Le régent, auquel il plut, l'invita à s'y fixer, et se l'attacha en le faisant colonel d'un régiment allemand de son nom, par commission du 7 août, et en l'élevant au grade de maréchal-de-camp par brevet du même jour (1). Il fut élu, au mois de juillet 1726, pour successeur du duc Ferdinand, par les états de Courlande; mais cette élection n'eut point de suite, la Russie et la Pologne s'y étant opposées. Nommé pour servir sur le Rhin, en qualité de maréchal-de-camp, sous le maréchal de Berwick, par lettres du 30 septembre 1733, il servit au siége de Kehl, où, dans la nuit du 23 au 24 octobre, un capitaine de grenadiers fut tué à ses côtés dans la tranchée. Le 26, il monta à l'assaut général : le fort de Kehl capitula, le 28. Au mois de mars 1734, le comte de Saxe, avec 200 dragons, attaqua un convoi escorté par 1200 hommes. Il monta aux deux assauts qui se donnèrent, le 27 avril, au château de Traerback : ce château se rendit au comte de Belle-Isle, le 2 mai. Il était au blocus de Coblentz, lorsqu'il apprit que le maréchal de Berwick marchait aux lignes d'Etlingen, dont les Impériaux s'étaient emparés. Il quitte ce blocus, joint le maréchal de Berwick, entre dans les lignes avec un détachement de grenadiers, tombe sur les Impériaux, et les contraint de prendre la fuite, et d'a-

(1) L'historien du comte de Saxe, tome I, livre 2, pag. 122, dit que le comte arriva à Paris, au commencement de 1722; qu'il n'y avait point alors de régiment étranger vacant, et qu'il acheta bien cher celui de Sparre, lequel a porté son nom depuis. Cet historien aurait parlé autrement, s'il avait lu la commission qui fut expédiée, le 7 août 1720, en faveur du comte de Saxe, pour un régiment allemand, vacant par la démission du comte de Sparre.

bandonner les lignes, ainsi que leur artillerie (1). Au siége de Philisbourg, qui fut investi le 25 mai, le comte de Saxe attaqua, dans la nuit du 1er au 2 juin, un fort construit vis-à-vis de la place, et que les ennemis abandonnèrent, le 6 : 600 ennemis étant sortis d'une redoute, il en tua 22, fit un lieutenant et 9 soldats prisonniers, et obligea le reste de se précipiter dans des marais. Le 16, le comte de Saxe commanda la première attaque du marais de Staremberg. Le 24, il enleva une redoute, et fit prisonniers tous ceux qui la défendaient. Dans la nuit du 12 au 13 juillet, il emporta d'emblée l'ouvrage couronné : la place capitula, le 17, et les Français y entrèrent le 18. Le 1er août, le comte de Saxe se rendit maître du château de Niéder-Ulm, où il fit 200 prisonniers. Le roi le fit lieutenant-général de ses armées, par pouvoir du même jour. Le 2 septembre, sans donner aux ennemis le temps de se reconnaître, il s'empara d'Oltkich, et fit 150 prisonniers. Il délogea, le 12, de Wolfach les troupes impériales, qui incommodaient les détachements français, et força leurs retranchements. Après cette expédition, il enleva un magasin de vivres, gardé dans Ettenheim par 800 hommes, et se retira ensuite à Bibrach et à Zell, postes importants pour la communication des différents corps de l'armée. Un parti de hussards ayant plus d'une fois tenté d'emporter Zell, le comte de Saxe, soutenu par 100 grenadiers, le rencontra, le 19 septembre, tua de sa main le commandant, reçut un coup de sabre sur la tête, et dispersa entièrement ce corps. Le 23 octobre, l'armée passa le Rhin, et se sépara. Il servit en qualité de lieutenant-général, par lettres du 1er mai 1735, sur le Rhin, sous le maréchal de Coigny. Chargé de s'opposer au prince Eugène, il conduisit 14 bataillons et 10 escadrons devant Manheim, et s'y retrancha de manière qu'il ne pût être forcé dans son camp. Il tint ainsi en échec

---

(1) En voyant arriver le comte de Saxe dans son camp, le maréchal de Berwick lui avait dit : « J'allais faire venir 3000 hommes ; mais vous « me valez, seul, ce renfort. »

une armée formidable, l'empêcha de passer le Rhin, et de se répandre dans le pays Messin, comme le prétendait le prince Eugène. Les Impériaux ayant marché vers Trèves, au nombre de 50,000 hommes, le comte de Saxe fut détaché, avec le comte de Belle-Isle, le marquis d'Aubigné, et le duc de Béthune, et tous trois firent une si grande diligence, que, le 8 octobre, ils étaient à Trèves, dont les ennemis se trouvaient encore fort éloignés. Le 21, les armées française et impériale n'étant séparées que par la petite rivière de Salm, le comte de Saxe s'empara d'un village qui bordait le passage de cette rivière, et poursuivit les troupes qui le gardaient, jusqu'à un bois au-delà du pont. Il allait être enveloppé par deux colonnes d'infanterie allemande, lorsqu'il se retira en bon ordre. Le 23, il prit sur lui de garder un gué de la Moselle, dont les ennemis pouvaient se servir pour passer cette rivière. Ils tentèrent cependant d'effectuer ce passage, le 1er novembre; mais le comte les repoussa avec tant de succès, qu'ils n'osèrent hasarder une seconde tentative. Le 5 novembre, on publia une suspension d'armes, et le comte de Saxe revint à Paris. Destiné pour servir en Allemagne, comme lieutenant-général, par lettres du 20 juillet 1741, il partit de Paris le 11 août, se rendit à Strasbourg, et joignit l'armée auxiliaire de France, aux ordres de l'électeur de Bavière. Il prit Walsec, en Autriche, au commencement d'octobre, avec un détachement, et défit 1800 Autrichiens qui étaient de l'autre côté de ce village. L'armée ayant pris la route de Bohême, le comte de Saxe, commandant l'avant-garde, se saisit de la ville de Budweis, ou les Autrichiens avaient un magasin considérable. A l'assaut de Prague, qui se fit le 26 novembre à deux heures après minuit, et à la faveur des échelles qu'on avait attachées aux murailles, il monte sur les remparts suivi des grenadiers, tue et désarme tout ce qui se présente, fait rompre une des portes de la ville, y introduit l'infanterie et la cavalerie qui occupent les avenues, et s'avance vers le pont, où le commandant de la bourgeoisie lui remet les clefs de la ville. Le général Ogilvi, ainsi que le commandant de la citadelle, lui remirent aussi

leurs épées, et se rendirent prisonniers de guerre. Après la prise de Prague, le grand-duc de Toscane se retirant sur les frontières de l'Autriche, le comte de Saxe le poursuivit, et tomba sur son arrière-garde : grand nombre de hussards autrichiens restèrent sur la place, ou furent faits prisonniers. Il accompagna l'électeur de Bavière, qui partit de Prague, le 28 décembre, pour retourner à Munich. Il quitta Dresde, le 25 janvier 1742, et retourna en Bohême auprès du maréchal de Broglie. Le 2 avril, il investit Égra, qui capitula, le 19. Il attaqua et força une aile des ennemis appuyée au village de Sahay. Le 26 juillet, il alla prendre le commandement de l'armée de Bavière, qui lui avait été donné par lettres du 1er mai précédent. Il joignit l'armée commandée par le maréchal de Maillebois, le 18 septembre, s'empara de plusieurs défilés, et facilita au maréchal l'entrée dans la Bohême. Le 3 octobre, le comte de Saxe fut blessé dans une escarmouche. Il chassa de Falkenau un corps de hussards. Il obligea 5000 hommes qui défendaient Ellenbogen de capituler, le 10; fit brûler le pont de bois près de cette ville, sur la frontière d'Égra, et se saisit des magasins. Le prince Charles prit Dekendorff, sur le Danube, et Landau, sur l'Isler; mais le comte de Saxe en chassa les Autrichiens. Le maréchal de Broglie ayant assigné au comte de Saxe, pour quartier l'autre côté du Danube, cette disposition ne laissait à la Bohême et à Égra aucune espérance de secours : le comte de Saxe fit inutilement remarquer le vice de cette distribution de quartiers. Après la reddition de Prague, le prince Charles fit bloquer Égra, et rappela le prince de Lobkowitz dans le Haut-Palatinat, pour couper la communication des Français avec Égra. Le comte de Saxe, qui pénétra son dessein, marcha avec son corps de réserve, s'approcha des frontières de la Bohême, et soutint M. du Cayla, qui conduisait un grand convoi dans Égra. Le comte de Saxe fut fait mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie légère, dit *hullands*, qu'il leva par commission du 30 mars 1743. Il joignit l'armée française en Bavière, sous le maréchal de Broglie, et commanda les troupes qui étaient dans le Haut-Palatinat. Après la retraite

du maréchal de Broglie, le comte de Saxe prit le commandement de l'armée, la ramena en France, et obligea le prince Charles de rester de l'autre côté du Rhin. Le maréchal de Coigny fut chargé, au commencement de septembre, du commandement de l'armée que conduisait le comte de Saxe, qui alla joindre celle du maréchal de Noailles. Le comte de Saxe, avec la réserve, occupa les lignes de Lauterbourg, et fit perdre aux Autrichiens l'espérance de mettre à contribution l'Alsace et la Lorraine. Le roi le fit maréchal de France, par état donné à Versailles, le 26 mars 1744, régistré à la connétablie, le 12 septembre 1748. Il eut, le 1er avril 1744, le commandement d'une des armées de Flandre, arriva, le 17 mai, au pont d'Espierre, et établit son quartier à Courtray, d'où il couvrait le siége de Menin. Ses détachements levèrent de grosses contributions, enlevèrent les bestiaux jusqu'aux portes de Gand, emportèrent, près de Bellem, un fort avec 6 pièces de canon. Menin se rendit au roi, le 5 juin. Le maréchal de Saxe couvrit ensuite le siége d'Ypres, environna Courtray de palissades, fit réparer les anciennes fortifications de cette ville, et y en ajouta de nouvelles. Dès que le prince Charles eut passé le Rhin, le roi, déterminé à commander en personne son armée d'Alsace, partit de Dunkerque, le 19 juillet, et laissa au maréchal de Saxe le commandement de l'armée qui restait en Flandre : elle était de 45,000 hommes, et les alliés en avaient 80,000. Le maréchal, toujours dans son camp de Courtray, parvint, par différentes manœuvres, à tenir l'armée ennemie dans l'inaction pendant le reste de la campagne. Nommé commandant de l'armée de Flandre sous le roi, par pouvoir du 1er avril 1745, il assiégea Tournay. Les alliés attaquèrent l'armée française à Fontenoy, le 11 mai. Le combat commença à six heures du matin, et se soutint avec un avantage égal jusqu'à midi, malgré trois attaques et une décharge continuelle d'artillerie, qui n'avaient rien fait perdre de ses avantages à l'infanterie française ; mais vers midi, le centre de cette armée se trouva ébranlé, et elle perdit de son terrain. La cavalerie, qui appuyait ce centre donna à son tour, et revint plusieurs fois

à la charge ; mais elle fut contrainte de céder au feu qu'elle essuyait, et la victoire parut vouloir se déclarer en faveur des alliés. Les ennemis avaient formé un bataillon carré composé de 15,000 hommes d'infanterie, faisant un feu terrible de tous côtés : ce bataillon avait en tête plusieurs pièces de canon qui tiraient à cartouche. La maison du roi, la gendarmerie, n'avaient point encore chargé. S. M. ordonna alors aux brigades des vaisseaux, de Normandie et des Irlandais, de charger le bataillon carré des ennemis par sa droite; aux brigades du roi et de la couronne d'Aubeterre de le prendre par sa gauche; à sa maison, à la gendarmerie, aux carabiniers, de l'attaquer en front. Le maréchal de Saxe, pour appuyer ces attaques, fit avancer 4 pièces de canon. Les troupes du roi chargèrent toutes à la fois avec une vigueur qui rendit inutile la valeur des ennemis : le bataillon carré fut bientôt rompu, et repoussé au-delà du champ de bataille. Dans son désordre et sa déroute, ce bataillon entraîna une seconde colonne d'infanterie qui s'avançait avec la cavalerie pour les soutenir, et les alliés abandonnèrent le champ de bataille, avec perte de 20 pièces de canon et 15,000 hommes (1). La ville de Tournay, qui avait été investie, le 26 avril, capitula le 23 mai, et la garnison en sortit le 24. La citadelle se rendit le 20, et sa garnison sortit le 24. Pendant le siége de cette citadelle, le roi accorda au maréchal de Saxe les honneurs et les entrées du Louvre, ainsi qu'à sa femme, s'il venait à se marier, et à l'aîné de ses enfants et descendants mâles. Le roi le fit aussi capitaine des chasses, et gouverneur du château de Chambord, pour sa vie, par provisions du 25 août. Le maréchal fit investir la ville d'Ath par le mar-

(1) Le maréchal de Saxe était malade, lorsqu'il avait reçu le commandement de l'armée de Flandre, et il était presque mourant le jour de la bataille de Fontenoy. Avant l'action, il se fit porter dans une voiture pour visiter tous les postes ; et, pendant le combat, il monta à cheval : mais il était tellement faible, qu'on craignait qu'il n'expirât à tout moment; cependant la victoire fut due en grande partie à ses savantes dispositions.

quis de Clermont-Gallerande, au commencement d'octobre. Ath capitula le 8. Les ennemis, bien éloignés de soupçonner que le comte de Saxe méditât quelque nouvelle conquête, avaient distribué leurs troupes en quartiers d'hiver. Le maréchal, profitant de cette circonstance, investit de toutes parts, le 30 janvier 1746, la ville de Bruxelles, défendue par une garnison de 18 bataillons et de 9 escadrons : 17 officiers-généraux commandaient cette garnison. Il fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 7 au 8 février. Le 20, 10 grenadiers se postèrent à chaque brèche des demi-bastions de l'ouvrage à corne, et furent suivis par les travailleurs, qui s'établirent sur la crête des brèches. Les assiégés s'avancèrent pour les en chasser; 4 compagnies de grenadiers, qui étaient dans le fossé, entrèrent dans le demi-bastion, mais furent contraintes de se retirer. Les assiégés crurent néanmoins que cette attaque était le prélude d'un assaut général. En conséquence, ils battirent la chamade, le même jour, et signèrent une capitulation, par laquelle la garnison, forte de 12,000 hommes, fut déclarée prisonnière de guerre : elle laissa aux Français toute l'artillerie de campagne des Hollandais, un nombre prodigieux de canons et de mortiers, toutes les munitions nécessaires à une armée, et des provisions de bouche pour 4 mois. Le maréchal de Saxe fut naturalisé Français, par lettres du mois d'avril 1746. Il battit l'armée des alliés à Raucoux, le 11 octobre, leur prit 9 drapeaux, un étendard et 64 pièces de canon; fit 3000 prisonniers, et tua 12,000 hommes. Le roi lui donna, par brevet du 1er novembre suivant, 6 pièces de canon du calibre de trois livres de balles, dont 3 pièces aux armes d'Angleterre et 3 aux armes de Hollande. Il fut créé maréchal-général des camps et armées du roi, par provisions données à Versailles, le 12 janvier 1747. Il marcha, la même année, vers la Flandre hollandaise, et fit plusieurs détachements, qui s'emparèrent de l'Écluse, des forts la Perle, d'Issendik et de Liefkenshoek, du Sas de Gand, du fort Saint-Antoine, de Philippine, du fort Santberge, de Hulst et d'Axel. Le 2 juillet, il défit à Lawfeldt, sous

les ordres du roi, l'armée des alliés, qui laissa sur le champ de bataille 29 pièces de canon, 10,000 morts et un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels était le général Ligonier. Il fit ensuite investir la ville de Berg-op-Zoom, que le comte de Lœwendahl enleva d'assaut, le 16 septembre. Le maréchal de Saxe fut nommé commandant-général des Pays-Bas conquis, par provisions du 12 janvier 1748. Il s'empara du duché de Limbourg, le 8 avril, et de Maestricht le 7 mai. La paix ayant été signée à Aix-la-Chapelle, le 18 octobre, le maréchal de Saxe se retira à Chambord, où il mourut, le 30 novembre 1750 (1) (2). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 72; *Histoire du comte de Saxe, mémoires du temps, Dictionnaire des maréchaussées, Histoire de France, par Anquetil, Dictionnaire universel, par Chaudon et Delandine, tom. XV, pag.* 362.)

MAURICE-MATHIEU DE LA REDORTE (David-Joseph, *comte*), *pair de France et lieutenant-général*, naquit à Sainte-Affrique. Il avait à peine achevé ses études qu'il entra comme cadet dans le régiment suisse de Meuron. Il passa, le 23 décembre 1786, à une sous-lieutenance dans la légion de Luxembourg, qui fut envoyée dans l'Inde. A son retour en France, il entra dans le régiment Royal-Dragons, commandé par M. de Muratel, son oncle. Celui-

(1) Le comte de Saxe professait la religion luthérienne; aussi la reine dit, en apprenant sa mort : « Il est bien fâcheux qu'on ne puisse pas » dire un *De profundis* pour un homme qui a fait chanter tant de *Te » Deum*. » Le roi le regretta beaucoup, et répondit à l'ambassadeur d'Espagne, qui venait lui apprendre la perte que son maître avait faite d'une quantité considérable de vaisseaux : « Monsieur l'ambassa- » deur, je viens d'en faire une plus grande; on peut refaire des vais- » seaux : mais on ne refait pas des hommes tels que le maréchal de » Saxe. »

(2) Il avait demandé que son corps fût brûlé dans la chaux vive; mais on ne souscrivit point à cette dernière volonté, et sa dépouille mortelle fut transportée avec la plus grande pompe à Strasbourg, et y fut inhumée dans le temple luthérien de Saint-Thomas, où on lui éleva un superbe mausolée.

ci, ayant été promu au grade de maréchal-de-camp, prit le jeune Maurice-Mathieu pour l'un de ses aides-de-camp. Le 5 août 1792, Maurice-Mathieu se trouva au combat d'Anhem près Landau. Il quitta les bords du Rhin, avec le corps de troupes que le général Muratel conduisit à l'armée du centre, lors de l'invasion des Prussiens en Champagne, et se trouva à la bataille du 20 septembre, près de Sainte-Menehould. Passé adjoint à l'état-major, il prit part à toutes les affaires qui eurent lieu, en 1793, à l'armée de la Moselle. Il fut ensuite attaché comme aide-de-camp au général Chapsal. Nommé adjudant-général, le 13 juin 1795, il fut employé à l'armée de l'intérieur jusqu'au mois de novembre suivant, époque à laquelle il passa à l'armée du Nord. Il y servit constamment dans les divisions qui marchèrent sur le Rhin. Il commandait l'avant-garde du corps d'armée qui investissait Mayence, lorsque les préliminaires de paix signés à Léoben suspendirent les hostilités. Après le traité de Campo-Formio, il fut envoyé en Italie, et servit dans le corps de troupes qui marcha sur Rome. Chargé de réduire la ville de Terracine (frontière du royaume de Naples), dont les habitants avaient égorgé le commandant français, et arboré le signe de la rébellion, il investit les nombreux insurgés qui s'y étaient rassemblés; et, après un combat sanglant qui dura pendant 8 heures, il s'empara de la ville, extermina les rebelles et se saisit de leur artillerie. Il eut un cheval tué sous lui dans cette affaire, à la suite de laquelle il fut promu au grade de général de brigade, par arrêté du gouvernement, daté du 8 septembre 1798. L'armée napolitaine ayant été battue, le 3 décembre suivant, par le général Macdonald, un des corps de cette armée, fort d'environ 10000 hommes, commandés par le général Metché, s'empara, le 6, de la ville d'Otricoli, où il égorgea la garnison française, et même les malades. Le général Maurice-Mathieu reçut du général Macdonald l'ordre d'attaquer l'ennemi à Otricoli. Avec des forces inférieures en nombre, Maurice-Mathieu parvint à faire évacuer Otricoli par l'armée napolitaine, qu'il poussa jusque sous les murs de Calvi, après lui avoir tué ou pris

environ 3000 hommes, et s'être emparé de 3 canons et de 6 drapeaux. Macdonald fit attaquer Calvi, et le général Maurice Mathieu, après avoir forcé 7000 Napolitains de rentrer dans la place, contribua puissamment, par ses attaques vives et réitérées, à décider la capitulation de cette ville. Le 9 décembre, le général Maurice-Mathieu rentra dans Rome, après avoir battu, près de la Storta, la colonne napolitaine, commandée par le général Damas. Dès le même jour, il fut attaqué en avant de S.-Jean-de-Latran, par un corps de 6000 Napolitains qui voulait protéger la retraite du général Damas : cette seconde colonne ennemie fut également battue, avec perte d'environ 2000 hommes et 6 pièces de canon. L'armée française, après s'être reposée quelques jours à Rome, en repartit le 20 décembre, et se dirigea vers les frontières du royaume de Naples. La brigade du général Maurice-Mathieu passa le Garigliano, et entra sur le territoire napolitain, après avoir fait dans ses marches journalières un assez grand nombre de prisonniers. Elle arriva le 2 janvier 1799, à Calvi, à 2 lieues de Capoue. Le 14, le général Macdonald fit faire par la brigade du général Maurice-Mathieu, une reconnaissance de la place de Capoue. Cette reconnaissance devint un combat très-meurtrier, dans lequel le général Maurice-Mathieu fut grièvement blessé d'un coup de canon à mitraille, qui lui fracassa le bras droit : cette blessure l'obligea de quitter l'armée, pour se rendre aux eaux de Barrèges. Il fut créé général de division, le 17 avril 1799. Au mois de mars 1800, il reçut l'ordre de se rendre à Brest, pour y prendre le commandement sur les côtes du Finistère. Il y repoussa plusieurs tentatives faites par les Anglais ; et, par son activité et ses bonnes dispositions, il mit le port de Brest à l'abri de toute insulte. Ayant été obligé de retourner aux eaux de Barrèges, il y resta jusqu'au 22 septembre, époque à laquelle on l'envoya commander la 20ᵉ division militaire à Périgueux. Au mois de décembre suivant, il reçut l'ordre de se rendre à Dijon, pour y commander une division de l'armée d'observation, sous les ordres du général Murat. Cette armée passa le petit Saint-Bernard, déboucha dans

le Piémont, et fut dirigée vers Ancône, pour en faire le siége : mais l'armistice, signé en Italie, après la bataille de Marengo, changea sa destination, et elle fut envoyée contre les Napolitains qui venaient d'envahir la Toscane. Le général Maurice-Mathieu marcha avec sa division dans le royaume de Naples, où il resta jusqu'au mois de mai 1802, époque de l'évacuation de ce royaume. Il fut ensuite nommé au commandement de la 11e division militaire et passa de là à celui de la 1re division du camp sous Bayonne. En 1805, il fut employé à la grande-armée d'Allemagne, dans le corps d'armée commandé par le maréchal Augereau, fit la guerre dans le Brisgaw, et conclut, avec le général autrichien Jellachich, une capitulation par laquelle le corps d'armée de ce général fut prisonnier de guerre. Il servit, en 1806 et 1807, dans la guerre de Prusse et de Pologne. Passé à l'armée d'Espagne, en 1808, il y remplaça le général Reynier dans le commandement d'une division. Il obtint à cette armée des succès signalés; se distingua à Tudela, et y fut blessé. Il secourut, en 1812, le fort de Balaguier, ainsi que la ville de Tarragone, et fit lever le siége de cette ville. Il rentra en France, en 1814, et adhéra à la déchéance de Napoléon. Le général Maurice-Mathieu était officier de la Légion-d'Honneur depuis 1804. Sa Majesté Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er juin 1814. Le ministre de la guerre, comte Dupont, lui confia, dans le même temps, les fonctions d'inspecteur-général pour l'organisation de l'infanterie dans les 12e et 20e divisions militaires. En juin 1815, le comte Maurice-Mathieu commanda, par ordre de Buonaparte, la 10e division militaire (Toulouse). Après la seconde restauration, il se retira dans sa terre de Horsdorve en Languedoc. En septembre 1817, il obtint le commandement de la 19e division militaire, en remplacement du général Canuel. Il a été créé pair de France, par ordonnance royale du 5 mars 1819. (*Etats militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE MAUTOUR, *voyez* DE BOURGOGNE.

DE MAUVISSIÈRE, *voyez* DE CASTELNAU.

DE MAYENNE, *voyez* DE LORRAINE.

MAZARINI (Michel), dit *le Cardinal de Sainte-Cécile, commandant d'armée*, naquit en 1607. Il fit d'abord profession dans l'ordre de Saint-Dominique, et y enseigna la théologie. Successivement prieur, provincial et général de son ordre, il obtint la charge de maître du palais du pape Urbain VIII, et fut sacré, à Rome, archevêque d'Aix, au mois de juillet 1645. Il prêta serment au roi de France, et fit son entrée à Aix la même année. Étant retourné à Rome, il y fut créé cardinal, le 7 octobre 1647. Nommé vice-roi de Catalogne, sur la démission du prince de Condé, par provisions du 22 du même mois, il se rendit dans cette province, et y commanda pendant tout l'hiver. Il leva un régiment d'infanterie, dont il fut créé mestre-de-camp et capitaine de la première compagnie, par commission du 3 janvier 1648. Il en leva un de cavalerie, par autre commission du 13 février suivant. Choisi pour commander l'armée de Catalogne, par pouvoir du 28 mars de la même année, il se rendit justice, et refusa ce commandement. Il se démit même de la vice-royauté de Catalogne, mais il garda ses deux régiments jusqu'à sa mort. Il se retira à Rome, au mois de juin, et y mourut le 1[er] septembre 1648. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 512; *Gallia christiana, Larrey, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, sa Vie, par Théophraste Renaudot.*)

DE MAZANCOURT (Charles-Christophe), *vicomte de Courval, maréchal-de-camp*, issu d'une ancienne famille noble de Picardie, qui s'est rendue recommandable par ses services militaires. Il était, dès 1635, capitaine d'une compagnie de carabins, qu'il commandait en Allemagne. Il eut le commandement de la ville d'Uberlingen, par lettres du roi, datées du 1[er] octobre 1643. Il se trouva aux combats de Fribourg, au siége de Philisbourg, et à la prise des

villes de Guermersheim, Spire, Worms, Mayence et Bingen. Le maréchal de Turenne lui donna le commandement de cette dernière place, en 1644. Il fut fait colonel de cavalerie, en 1646, et obtint, par commission du 19 mars 1649, un régiment d'infanterie de nouvelle levée. On le créa maréchal-de-camp par brevet du même jour, et on lui donna, par ordre aussi du même jour, le commandement dans Bingen, Baccarach, Schomberg, Creutznach et leurs dépendances. Il conserva le commandement de ces places, ainsi que celui des troupes qui s'y trouvaient, jusqu'au moment de l'évacuation de ces villes par les troupes françaises. Il fut gratifié de 3000 livres de pension, en récompense de ses services. Employé, en 1650, dans l'armée commandée par le maréchal du Plessis, il servit au siége de Rethel, et fut tué au combat livré sous cette place, le 15 décembre de la même année. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag.* 253; *Mémoires du marquis de Feuquières, Gazette de France, mémoires du temps.*)

DE MAZANCOURT (Gabriel-Auguste, *comte*), *maréchal-de-camp*, naquit au château de Vivierres, en Valois, dans l'année 1725. Il entra au service, en 1747, comme cornette au régiment de cavalerie qui, sous le nom de Noë, fut incorporé dans le régiment de Bourbon, en 1761. Il fut fait capitaine de cavalerie, en mars 1744, et fit les campagnes de Flandre depuis cette année jusqu'en 1750. Il eut, en février 1764, un brevet pour tenir rang de mestre-de-camp, et passa lieutenant-colonel au régiment de Bourbon cavalerie, au mois de novembre suivant. On le créa brigadier des armées du roi, le 16 avril 1767. Il fut fait commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 août 1779, et promu au grade de maréchal-de-camp, le 1er mars 1780. Nommé, par le roi, président des assemblées provinciales du Valois, il fut depuis élu député aux états-généraux par la noblesse de cette province. Il émigra, au mois de mars 1791, et alla joindre S. A. S. Mgr. le prince de Condé. Il fit, sous les ordres de ce prince, la campagne de 1792, comme commandant la brigade d'Aus-

trasie et du Soissonnais; et celle de 1793, en qualité de lieutenant-colonel. Il reçut, en 1794, le commandement en chef du corps d'infanterie connu sous la d'énomination de *chasseurs nobles*, et composé de 2316 gentilshommes; fit, avec ce corps, les campagnes de cette époque, et se distingua constamment par la valeur la plus intrépide, ainsi que par le zèle et la fermeté qu'il déploya pour le maintien de la discipline. Malgré son grand âge, il marcha toujours en tête des chasseurs nobles, même pendant les saisons les plus rigoureuses, et en conserva le commandement jusqu'au licenciement, qui eut lieu en 1801. Il reçut dans cet intervalle de nombreux témoignages d'estime de la part du roi et des princes (1). Il fut créé grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, en 1795, et mourut à Breslaw, en Silésie, le 31 mars 1809. (*Etats militaires, Mémoires de M. d'Ecquevilly, certificats des princes français.*)

DE MAZANCOURT (François-Joachim, *marquis*), *maréchal-de-camp*, et cousin du précédent, était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et capitaine au régiment des gardes-françaises, en 1790. Il émigra, le 10 avril 1791; alla joindre les princes français, frères du roi Louis XVI, et fit, sous leurs ordres, la campagne de

---

(1) Le comte de Mazancourt reçut de S. M. Louis XVIII une lettre autographe, dont la teneur suit :

Blankembourg, le 5 janvier 1797.

« Je vous donne, monsieur, deux commissions bien différentes à remplir à la fois; mais toutes deux appartiennent à celui qui, depuis le » commencement de la guerre, s'est si vaillamment montré à la tête de » mes braves chasseurs nobles : c'est de leur exprimer toute la douleur » que me causent les cruelles et nombreuses pertes que nous avons essuyées, et combien je suis fier de la nouvelle gloire qu'ils ont acquise. » Je ne croyais pas que ma noblesse pût me devenir plus chère qu'elle ne » l'était : cette campagne m'a prouvé que j'étais dans l'erreur; et j'en » fais l'aveu avec autant de plaisir que j'en ai eu à la reconnaître. Soyez » persuadé, monsieur, de mes sentiments pour vous. »

Signé Louis.

...heim, Spire, Worms, Mayence et Bin-... de Turenne lui donna le commandement ... place, en 1644. Il fut fait colonel de ca-... et obtint, par commission du 19 mars ...ment d'infanterie de nouvelle levée. On le ...de-camp par brevet du même jour, et on ... ordre aussi du même jour, le commande-... Baccarach, Schomberg, Creutznach et ...nces. Il conserva le commandement de ces ... que celui des troupes qui s'y trouvaient, ...ment de l'évacuation de ces villes par les trou-... Il fut gratifié de 3000 livres de pension, en ... de ses services. Employé, en 1650, dans l'ar-...andée par le maréchal du Plessis, il servit au ...tel, et fut tué au combat livré sous cette place, ...mbre de la même année. (*Chronologie militaire*, *pag.* 253; *Mémoires du marquis de Feuquières*, ... *France*, *mémoires du temps*.)

...ZANCOURT (Gabriel-Auguste, *comte*), *maréchal-*... naquit au château de Vivierres, en Valois, dans ... 1725. Il entra au service, en 1747, comme cor-... régiment de cavalerie qui, sous le nom de Noë, ...corporé dans le régiment de Bourbon, en 1761. Il ... capitaine de cavalerie, en mars 1744, et fit les cam-... de Flandre depuis cette année jusqu'en 1750. Il eut, ...vrier 1764, un brevet pour tenir rang de mestre-de-...camp, et passa lieutenant-colonel au régiment de Bourbon ...alerie, au mois de novembre suivant. On le créa briga-... des armées du roi, le 16 avril 1767. Il fut fait com-...ndeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le ...août 1779, et promu au grade de maréchal-de-camp, ... mars 1780. Nommé, par le roi, président des assem-... provinciales du Valois, il fut depuis élu député aux ...-généraux par la noblesse de cette province. Il émi-..., au mois de mars 1791, et alla joindre S. A. S. Mgr. ... prince de Condé. Il fit, sous les ordres de ce prince, la ...mpagne de 1792, comme commandant la brigade d'Aus-



trasie et du Soissonnais; et celle de 1793, en qualité de lieutenant-colonel. Il reçut, en 1794, le commandement en chef du corps d'infanterie connu sous la dénomination de *chasseurs nobles*, et composé de 2316 gentilshommes; fit, avec ce corps, les campagnes de cette époque, et se distingua constamment par la valeur la plus intrépide, ainsi que par le zèle et la fermeté qu'il déploya pour le maintien de la discipline. Malgré son grand âge, il marcha toujours en tête des chasseurs nobles, même pendant les saisons les plus rigoureuses, et en conserva le commandement jusqu'au licenciement, qui eut lieu en 1801. Il reçut dans cet intervalle de nombreux témoignages d'estime de la part du roi et des princes (1). Il fut créé grand'croix de l'ordre de Saint-Louis, en 1795, et mourut à Breslaw, en Silésie, le 31 mars 1809. (*États militaires*, *Mémoires de M. d'Ecquevilly*, *certificats des princes français.*)

DE MAZANCOURT (François-Joachim, *marquis*), *maréchal-de-camp*, et cousin du précédent, était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et capitaine au régiment des gardes-françaises, en 1790. Il émigra, le 10 avril 1791; alla joindre les princes français, frères du roi Louis XVI, et fit, sous leurs ordres, la campagne de

---

(1) Le comte de Mazancourt reçut de S. M. Louis XVIII une lettre autographe, dont la teneur suit :

Blankembourg, le 5 janvier 1797.

« Je vous donne, monsieur, deux commissions bien différentes à remplir à la fois; mais toutes deux appartiennent à celui qui, depuis le commencement de la guerre, s'est si vaillamment montré à la tête de mes braves chasseurs nobles : c'est de leur exprimer toute la douleur que me causent les cruelles et nombreuses pertes que nous avons essuyées, et combien je suis fier de la nouvelle gloire qu'ils ont acquise. Je ne croyais pas que ma noblesse pût me devenir plus chère qu'elle ne l'était : cette campagne m'a prouvé que j'étais dans l'erreur; et j'en fais l'aveu avec autant de plaisir que j'en ai eu à la reconnaître. Soyez persuadé, monsieur, de mes sentiments pour vous. »

Signé Louis.

DE **MÉDAVY**, *voyez* ROUXEL.

DE **MEILLAN** (Louis), *marquis de Bressieu*, fut créé *maréchal-de-camp*, le 16 décembre 1622. (*Chronologie militaire*, *tom. VI*, *pag.* 76.)

DE LA **MEILLERAYE**, *voyez* DE LA PORTE.

LE **MEINGRE** DE BOUCICAUT (Jean Ier), *maréchal de France*, servit en Gascogne et en Flandre, dans les années 1337, 1338 et 1340; en Gascogne et en Languedoc, en 1351 et 1352. Il prêta serment, le 6 juin 1356, pour la charge de sénéchal de Toulouse et de l'Albigeois. Il défendit Romorentin, que le prince de Galles emporta à la faveur de ses feux d'artifices. Il fut pourvu de la dignité de maréchal de France, à la place de Jean de Clermont, par état du 21 octobre. Il concourut à la défense de Paris, menacé par les Anglais, en 1360, et négocia la paix de Bretigny, que le régent et les députés d'Édouard conclurent le 8 mai de cette année. Par lettres du 4 novembre

---

au siége de Mons et au combat de Leuse, en 1691; au siége de Namur et à la bataille de Steinkerque, en 1692; à l'armée d'Allemagne, en 1693, et, dans les années suivantes, jusqu'à la paix. Il commanda aussi sa compagnie en Allemagne et au siége de Chiari, en 1701; à la défense de Crémone, à la bataille de Luzzara, à la prise de cette place, et à celle de Borgoforte, en 1702; au passage dans le Trentin, aux siéges de Nago et d'Arco, en 1703; aux siéges de Verceil, d'Yvrée, de Chivas, de Vérue, et à la bataille de Cassano, en 1704 et 1705. Il fut fait major de son régiment, le 16 juin 1706; servit au siége et à la bataille de Turin, la même année; à la bataille d'Almanza et au siége de Lérida, en 1707; au siége de Tortose, en 1708; à l'armée d'Espagne, en 1709, et enfin à l'armée de Flandre, en 1710. Nommé lieutenant-colonel du régiment Royal-des-Vaisseaux, le 28 février 1711, il servit à l'attaque d'Arleux, la même année; à l'affaire de Denain, aux siéges de Douai, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712; aux siéges de Landau et de Fribourg, en 1713. Créé brigadier, par brevet du 1er février 1719, il fit la campagne d'Espagne, et obtint successivement le commandement du fort Sainte-Croix de Bordeaux, le 28 novembre 1723, et la lieutenance de roi du Château-Trompette, le 2 janvier 1726. Il mourut au mois de septembre 1730.

gens des carrières, qui voulaient chasser le régiment et mettre Angers au pillage. L'action fut très-vive; mais la ville fut sauvée par la fermeté du régiment de Picardie, qui fit des prodiges de valeur (1). Le comte de Mazellière donna des preuves d'un courage et d'un dévouement sans bornes à S. M. Louis XVI, et à toute son auguste famille, dans la journée du 24 février 1791, en s'opposant à l'ouverture des grilles du château des Tuileries, investi par une populace effrénée, à laquelle il sut imposer par un discours énergique : sa fermeté héroïque préserva la famille royale des plus grands malheurs (2). Par son conseil, MM. de La Fayette et Bailly, qui étaient sur le point de céder aux menaces et aux vociférations de la multitude, firent entrer sur-le-champ, dans les Tuileries, un escadron de cavalerie. Cette mesure força la populace de se retirer, ce qu'elle ne fit qu'en proférant les imprécations les plus fortes. S. M. Louis XVI, instruite par M. le duc de Brissac de la conduite courageuse du comte de Mazellière, daigna adresser à ce dernier les paroles les plus obligeantes, en présence d'une foule de gentilshommes que le péril avait réunis autour de la personne du roi. Le comte de Mazellière fit, à l'armée des princes, les campagnes de 1791 et 1792. Les services distingués qu'il avait rendus à la cause des Bourbons lui ont fait obtenir le grade de maréchal-de-camp (3). (*États militaires, annales du temps.*)

---

(1) M. Bureau de Puzy, alors président à l'assemblée constituante, écrivit au comte de Mazellière une lettre remplie d'éloges et de félicitations sur sa conduite et sur celle du régiment de Picardie.

(2) *Voyez* les journaux du temps, et notamment le *Mercure de France*, année 1791, page 81.

(3) [illegible] dans la C[illegible]ilitaire de Pinard, tom. VIII [illegible]

tourna d'un autre côté. Boucicaut, outré de colère, s'élance sur le chevalier ennemi, le combat, et lui passe son épée au travers du corps. Il marcha, sous les ordres du duc de Bourbon, au secours du roi de Castille, attaqué par le duc de Lancastre, en 1386. Cette expédition finie, ils repassèrent en France, et prirent plusieurs places en Guienne. Ils assiégèrent, en 1387, le Bras-de-Saint-Paul. Résolu d'emporter la place de vive force, Boucicaut se jeta dans le fossé, et gagna le bas d'un pont qui touchait à la muraille du fort. Deux tours défendaient ce pont, et il en partait une nuée de traits : cela n'empêcha pas Boucicaut d'y monter avec le secours d'une échelle. Les assiégés, cachés derrière leurs murailles, lancent sur lui une quantité prodigieuse de pierres. Seul contre des ennemis inaccessibles, il se disposait à descendre du pont, lorsque les portes de la ville s'ouvrent : les assiégés paraissent la lance à la main. Plusieurs chevaliers français viennent alors soutenir Boucicaut, qui fait admirer sa force et sa valeur. Bientôt il est tout couvert du sang des ennemis et du sien, et un coup de lance le précipite dans le fossé. Le duc de Bourbon ayant commandé un second assaut le lendemain, Boucicaut y marcha malgré ses blessures : la ville capitula. La prise de cette place termina la guerre en Guienne. Boucicaut fut fait chambellan de France, en 1390. Créé maréchal de France, après la mort de Blainville, par état donné à Tours, le 23 décembre 1391 : il prêta serment le 25. Bajazet, empereur des Turcs, se préparant à fondre sur les états de Sigismond, roi de Hongrie, Boucicaut accompagna le comte de Nevers, fils du duc de Bourgogne, que Charles VI fit partir en 1396, pour commander les troupes qui passaient au secours de la Hongrie. On assiégea Nicopolis; mais les Turcs s'avancèrent en bataille sur la fin de septembre, et 24,000 hommes de leur infanterie, soutenus par 30,000 chevaux, parurent dans la plaine. Cette infanterie s'était fait une espèce de retranchement formé d'un grand nombre de pieux courts et pointus, propres à embarrasser la marche des gens de pied et le passage de la cavalerie : mais les Français, laissant derrière eux les Hongrois, ar-

rachent une partie des pieux, pénètrent dans les rangs, et forcent l'avant-garde de prendre la fuite. Boucicaut, content de ce premier succès, était d'avis qu'on attendît la cavalerie hongroise; mais ce conseil était trop sage pour être goûté par une fougueuse jeunesse; elle chargea les escadrons ennemis, et les obligea de se retirer en désordre. Persuadée que cette cavalerie était le reste de l'armée turque, elle la poursuivit l'épée dans les reins jusque sur une colline, où Bajazet était posté, avec 40,000 janissaires. A l'aspect de cette nouvelle armée, la plupart des Français prirent la fuite : Sigismond pressait ses troupes de marcher en avant, mais elles refusèrent de le suivre. Les Français, enveloppés par les ennemis, et abandonnés des Hongrois, se remirent cependant en ordre, et l'honneur ayant ramené au combat un bon nombre de fuyards, quelques-uns trouvèrent heureusement des chevaux qu'ils montèrent. Sur ces entrefaites, Boucicaut portait partout l'épouvante et la mort. Bajazet détacha un corps de janissaires, qui se plaça entre lui et son infanterie. Boucicaut, seul au milieu d'un monde d'ennemis, et couvert de blessures, était déterminé à mourir les armes à la main, et faisait les derniers efforts. Les janissaires s'attachèrent à lui, l'assiégèrent, pour ainsi dire, et pendant que les uns paraient les coups qu'il portait, les autres vinrent à bout de le renverser. On le lia aussitôt, et on l'emporta dans une tente. De retour en France, la même année, il marcha en Guienne contre le comte de Périgord, qui s'était révolté, et le prit dans le château de Montignac. Le schisme, qui s'était formé contre le pape, continuant de régner, en 1398, le roi voulut obliger Benoît XIII à se démettre du pontificat. Il envoya, à cet effet, Boucicaut, avec des troupes, dans le Comtat. Boucicaut fit partir un héraut, qui défia le pape, les cardinaux, et tous les habitants d'Avignon. Il investit ensuite la ville, dont les habitants lui ouvrirent les portes. Il assiégea d'abord Benoît dans son palais, et changea ensuite le siége en blocus : Benoît se rendit, et eut l'adresse de s'évader en 1399. En 1400, Charles VI envoya des troupes à Manuel, empereur de Constantinople, opprimé par

Bajazet, et Boucicaut en eut le commandement. Il battit les Turcs à la vue de Ténédos, entra triomphant dans le port de Constantinople, descendit sur les frontières des états de Bajazet, et mit tout à feu et à sang. Il porta les mêmes ravages sur les terres voisines du golfe de Nicomédie. Les Turcs bordaient alors le rivage; mais Boucicaut aborda le premier, passa sur le ventre aux ennemis, réduisit en cendres un château de plaisance appartenant à Bajazet, et assiégea et rasa un autre château sous les yeux des Turcs accourus à sa défense. Averti que les ennemis brûlaient les faubourgs de Constantinople, il revint au plus tôt, et son approche dissipa les Turcs, qui ne s'étaient proposés que de l'éloigner de leurs terres. Il les poursuivit dans leur retraite, et leur enleva quelques vaisseaux. Il remit à la voile, et amena en France l'empereur de Constantinople, qui y venait solliciter un plus puissant secours. Les dernières guerres avaient laissé en France un grand nombre de veuves dépouillées de tout par des gens avides, et réduites à manquer du nécessaire. Boucicaut, avec la permission du roi, institua un nouvel ordre, composé de 13 chevaliers, qui s'obligeaient par serment à défendre les droits des dames et des demoiselles contre l'injustice de ceux qui attenteraient à leur honneur et à leur bien. Charles VI le nomma, en 1401, gouverneur des états génois, qui s'étaient donnés à la France, dès 1396. Sous le nouveau gouverneur, l'esprit de discorde fut comprimé par le supplice des chefs de faction; l'ordre fut rendu à la société, et la bonne foi au commerce. Le rétablissement des mœurs acheva de donner à ce peuple inquiet un bonheur dont il avait jusqu'alors ignoré les douceurs. Boucicaut porta ses vues plus loin. Lorsque les voies de la négociation ne lui réussirent pas, il se servit de la force au dehors, et fit rendre aux Génois, dans toutes leurs colonies, les droits qui leur appartenaient. En 1406, le roi de Chypre ayant entrepris de leur enlever Famagouste, Boucicaut mit à la voile, et le grand-maître de Rhodes s'interposa pour engager le roi de Chypre à laisser Famagouste sous la puissance des Génois. Pendant cette négo-

ciation, le maréchal de Boucicaut fit conduire l'empereur Manuel de Modon à Constantinople, et prit la ville de l'Escandelour. Après l'accord conclu avec le roi de Chypre, Boucicaut sortit de Famagouste, et tourna ses armes contre Tripoli, dont les habitants avaient enlevé quelques marchandises aux Génois. Les Vénitiens, jaloux de la prospérité des Génois, avaient prévenu les Turcs et les Sarrasins sur les projets de Boucicaut, qui, à son arrivée, trouva le rivage bordé de troupes. On vit aussitôt les chrétiens se jeter dans la mer, attaquer et mettre en fuite les ennemis. Les infidèles s'avancent cependant; mais Boucicaut marche au-devant d'eux, les charge, en taille une partie en pièces, contraint l'autre de fuir, et emporte Barut d'assaut. Il revint à Gênes avec quelques galères et moins de 2000 hommes, après avoir laissé dans Famagouste une nombreuse garnison. Les Vénitiens, sans autre déclaration de guerre, enveloppèrent ses galères; mais la trahison des Vénitiens et leur supériorité numérique ne le déconcertèrent point. Investi par 3 galères à la fois, il sut se dégager, et combattit pendant quatre heures de suite sans être vaincu. Enfin, les galères vénitiennes, étant ouvertes de tous côtés, prirent la fuite; et emmenèrent 3 des galères de Boucicaut qui s'étaient trop avancées, et qu'il ne put secourir. Boucicaut ne respirait que vengeance contre les Vénitiens; mais ceux-ci eurent recours à Charles VI, qui en arrêta les effets. Le maréchal s'occupa, en 1409, d'un traité bien glorieux pour la couronne de France, puisqu'il lui assurait l'acquisition du duché de Milan. Invité par le duc Jean à venir en prendre possession au nom du roi, Boucicaut mit sur pied une armée de Français et d'Italiens, prit en route Tortone, et reçut, à Milan, le serment de fidélité du duc. Pendant son absence, les Génois massacrèrent la garnison française, et Choleton qui la commandait. Sur l'avis de cette sédition, Boucicaut accourut à Gênes. Les séditieux étaient maîtres de la citadelle, et presque toutes les forteresses de la république avaient secoué le joug. Le duc de Milan ayant profité de

cette révolution subite pour rompre le traité qu'il venait de conclure, Boucicaut repassa les Alpes. Il fut nommé gouverneur des sénéchaussées de Toulouse, de Beaucaire, de Carcassonne, du Rouergue, du Quercy, de Bigorre et de l'Agénois, par lettres du 4 février 1413. Étant convenu des articles de la paix avec le comte d'Armagnac, il les envoya au roi, et, en attendant qu'ils fussent acceptés, il conclut une suspension d'armes. Le roi le fit, le 24 avril 1314, capitaine-général en Languedoc, sous l'autorité du duc de Berry, gouverneur de la province. Le 20 juillet suivant, Boucicaut condamna au dernier supplice quatre séditieux, coupables d'une émeute occasionée par les nouveaux subsides. Charles VI l'établit encore, en 1415, un des principaux chefs de la guerre contre les Anglais. Henri V, roi d'Angleterre, après avoir pris Honfleur, avait vu périr la flotte qui lui amenait des vivres. Contraint de traverser la Picardie pour se rendre à Calais, il fut harcelé sans cesse dans sa marche par Boucicaut. Henri, se trouvant enfermé de toutes parts, offrait de rendre aux Français ses conquêtes, et de réparer les dommages qu'il avait causés; mais Boucicaut voulait qu'on acceptât les conditions qu'il imposait. Le roi d'Angleterre les rejeta, et s'obstina à livrer la bataille. Les Français la perdirent à Azincourt, le 25 octobre, et le brave Boucicaut y fut fait prisonnier. Le duc de Bourgogne s'étant emparé du gouvernement, en 1428, pendant la maladie de Charles VI, Boucicaut fut destitué de sa charge de maréchal de France; mais Charles, dauphin, depuis Charles VII, les reconnut toujours, et ne nomma à cette place qu'après la mort de Boucicaut, qui eut lieu en Angleterre, où il était resté prisonnier, au mois de mai 1421. Il était alors âgé de 55 ans. (*Chron. militaire*, *tom. II*, *pag.* 135; *le président Hénaut*, *Histoire du Languedoc*, *Histoire de France du Père Daniel; Mézeray*, *Dupleix*, *Froissard*, *Monstrelet*, *Moréri*, *Vie des hommes illustres*, *tom. VII*, *pag.* 417.)

DE MELFORT (1) (Louis-Hector (2)), *comte de Drummond de Melfort*, *lieutenant-général*, était l'un des descendants de Maurice Drummond, qui était petit-fils d'André, roi de Hongrie, et qui fut le chef de la famille illustre de Drummond, qui subsista long-temps en Écosse (3). Il fit son début dans la carrière militaire, sous les yeux du maréchal de Saxe, dont il était aide-de-camp, et qu'il ne quitta pas un moment pendant la bataille de Fontenoy, gagnée sur le duc de Cumberland, le 11 mai 1745 (4). Après la paix, le comte de Melfort profita de l'accès que son oncle mylord Keith, connu sous le nom de mylord, maréchal d'Écosse, lui facilitait auprès du grand Frédéric, pour étudier la tactique prussienne, à laquelle l'opinion de tous les militaires accordait alors une grande supériorité. Le comte de Melfort, voulant que sa patrie d'adoption profitât des connaissances qu'il avait acquises, non-seulement en Prusse, mais pendant les guerres de Flandre, d'Allemagne et d'Italie, où il avait commandé l'avant-garde des corps de troupes légères, consigna d'abord ses observations dans un premier *Essai sur la cavalerie légère*, imprimé en 1748, et publia, en 1776, un

(1) Cet article a été traité, ainsi que deux autres qui regardent la famille Drummond, *dans le Ve volume du présent ouvrage, pages* 315 *et suivantes*. On l'y trouve, pag. 316, sous le nom de DRUMMOND (Louis), *comte de Melfort*. Quelques inexactitudes et plusieurs omissions de faits, qui depuis sont parvenues à notre connaissance, nous ont engagé à placer au nom de Melfort un article supplémentaire, qui deviendra en même temps l'*errata* de celui de Drummond.

(2) Nous ne l'avions nommé que *Louis*.

(3) Maurice Drummond était venu s'établir en Angleterre, et il quitta ce pays, en l'an 1066, avec Edgard Athelme, héritier du trône, pour éviter les persécutions de Guillaume le Conquérant. Marguerite, sœur d'Edgar, étant devenue reine d'Écosse, maria avantageusement Maurice Drummond, le combla de biens, et lui donna la charge de sénéchal de Lénox.

(4) Tous ses autres services militaires sont détaillés dans le Ve volume du présent ouvrage, pag. 316 et 317.

Traité sur la cavalerie, avec un atlas (1). Le gouvernement adopta, par ordonnances rendues en 1788, 1791 et 1793, plusieurs des manœuvres indiquées dans ce dernier ouvrage; et elles sont encore en vigueur aujourd'hui. Le comte de Melfort donna dans le même ouvrage les premières notions sur l'artillerie volante, depuis connue sous les noms *d'artillerie légère* et *d'artillerie à cheval* : cette arme a beaucoup contribué aux brillants succès des armées françaises dans les guerres qui ont eu lieu depuis 1792. Le comte de Melfort mourut en Berry, dans sa terre d'Yvoy-le-Pré, au mois de novembre 1788. (*Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XII, pag.* 43.)

DE MELLO (Dreux), *connétable*, accompagna Philippe-Auguste à la Terre-Sainte, en 1190, et s'y distingua. Il fut fait connétable, en 1193. Il mourut le 3 mars 1219, à l'âge de 80 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 69.)

MELONI (Antoine), succéda à Tristan de Moneryn dans la charge de *colonel-général des Italiens*, par commission du 1er octobre 1542. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 583.)

DE MELUN (Simon), *maréchal de France*, fit le voyage d'Afrique avec Saint-Louis, en 1229, et y fut accompagné par 4 chevaliers. Étant devenu grand-maître des arbalétriers, il commanda, en 1282, dans la province du Languedoc. Le roi de Maïorque, seigneur de Montpellier, se prétendant souverain absolu de cette ville, Simon de Melun obligea ce prince de reconnaître sa dépendance de la couronne de France. Il fit arrêter le vicomte de Narbonne et ses frères, qui s'étaient ligués avec le roi de Castille

---

(1) Ce livre fut recherché dans le temps par plusieurs souverains, et il jouit encore d'une grande estime parmi les militaires français. L'auteur y a traité toutes les parties, depuis la formation des haras jusqu'aux plus importantes manœuvres de la guerre. On y trouve des instructions complètes pour le simple cavalier comme pour le général.

contre la France. En récompense de ses services, il obtint de Philippe le Hardi le château de Monlaur, au diocèse de Narbonne. Il fut nommé commandant en Catalogne, Roussillon et Languedoc, en 1290, avec ordre de continuer la guerre contre les rois d'Arragon et de Maïorque. Créé sénéchal du Périgord, du Quercy et du Limousin, en 1291, on l'y envoya, en 1292, pour faire observer la trève conclue avec le roi d'Angleterre. Il fit la guerre de Gascogne sous Charles de Valois, en 1294; sous Robert d'Artois, en 1296, et la guerre de Flandre, sous le comte de Valois, en 1299. Il combattit à la bataille de Courtray, et y fut tué, le 11 juillet 1302. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 113; *Histoire de France du Père Daniel, Histoire du Languedoc.*)

DE MENOU D'ARMAZIÈRES (N....), avait servi comme officier dans le corps des grenadiers à cheval, lorsqu'il fut créé brigadier de dragons, le 1er mars 1780. Il obtint le grade de *maréchal-de-camp*, le 1er mars 1784. (*Etats militaires.*)

MERCOYROL DE BEAULIEU (N....), était lieutenant-colonel du régiment Colonel-Général infanterie, et chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, lorsqu'il fut créé brigadier d'infanterie, le 1er mars 1780. On le nomma *maréchal-de-camp*, le 1er janvier 1784. (*Etats militaires.*)

MERLE DE BEAULIEU (Pierre-Nicolas), naquit à la Rochelle, le 25 mai 1738. Il fut créé *maréchal-de-camp*, le. . . . . Il a été admis à la pension de retraite de ce grade, après 47 ans 1 mois et 6 jours de service. (*Etats militaires, tableau des pensions inscrites au trésor public, à la date du 1er septembre* 1817.)

DE MERLE (Louis-Scipion-Jean-Baptiste-Urbain), *comte de la Gorce, maréchal-de-camp*, naquit au château de Salavas, le 24 octobre 1745, et fut reçu page du roi à la petite-écurie, le 1er juillet 1758. Il a été successivement

nommé capitaine de cavalerie au régiment de Commissaire-Général; lieutenant-colonel au régiment Dauphin cavalerie; colonel attaché à l'état-major de l'armée, et enfin maréchal des camps et armées du roi. Il est chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis depuis 1780. (*Etats et brevets militaires*, *Histoire généalogique des pairs de France et des Grands-Dignitaires de la Couronne*, *par le chevalier de Courcelles*, *tom. II.*)

MERLE (Pierre-Hugues-Victor, *comte*), *lieutenant-général*, né à Montreuil-sur-Mer, le 26 août 1766, entra fort jeune au service, et s'y distingua de manière à mériter d'être promu au grade de général de brigade, dès le commencement de l'année 1794. Employé en cette qualité à l'armée d'Espagne, sous les ordres du général Moncey, il en reçut, dans plusieurs rapports officiels, sur les opérations militaires, des éloges qu'il s'efforça de justifier plus particulièrement dans les affaires des 5 et 6 octobre 1794, où, à la tête d'une colonne, il chassa l'ennemi d'une position formidable. Il fut successivement pourvu d'un commandement dans l'intérieur, d'abord à la frontière, ensuite à Aix en Provence, sous les ordres du général Willot, puis sur le théâtre de la guerre entre les armées royale et républicaine. En 1798, il fut mis en arrestation au Temple, pour avoir refusé de faire fusiller des Vendéens que ses troupes avaient fait prisonniers au château de Saint-Mervin en Anjou. On le traduisit ensuite à une commission militaire séant à Marseille, et dont la composition pouvait lui donner des craintes; mais, par le concours de quelques amis dévoués et la noble fermeté avec laquelle il défendit lui-même sa cause, il parvint à être honorablement acquité. Remis en activité par le gouvernement consulaire, il passa au commandement de Turin. Employé, en 1805, à la grande-armée d'Allemagne, il s'y fit remarquer par son courage et ses talents, surtout à la bataille d'Austerlitz, où il eut 2 chevaux tués sous lui, et mérita d'être nommé général de division. Il retourna en Espagne, en 1808, et y signala son arrivée par la prise de Vallado-

lid, qui se rendit, au mois de juin, après une action très-meurtrière. Il se porta ensuite sur Saint-Ander; contribua, le 14 août, au succès du combat de Medina del-Rio-Seco, et fut créé grand-officier de la Légion-d'Honneur : il avait eu dans ces différentes affaires 3 chevaux tués sous lui. Le 15 janvier 1809, conjointement avec le général Mermet, il culbuta des hauteurs de Villaboa les Anglais qui s'en étaient emparés, après leur débarquement à la Corogne. Chargé, le 5 juillet 1810, par le général Reynier, d'une expédition dans les montagnes de Xerès en Estramadure, il y rencontra, près de Silva-Tierra, l'avant-garde espagnole, forte de 8000 hommes de nouveaux renforts : il les battit et les dispersa totalement. En Portugal, il eut un bras fracassé par un coup de canon à mitraille, à la fameuse affaire de Busuco, et reçut à Oporto une blessure grave. Appelé, en 1812, à l'expédition contre la Russie, et employé à l'armée qui marcha sur la Dwina, il fut chargé, le 19 août, de couvrir, avec sa division, le front de la place de Polotsk, et de la protéger contre le corps d'armée du général Wittgenstein. A la tête des Suisses et des Croates qu'il commandait, le général Merle repoussa victorieusement le général russe, qu'il battit encore complétement, lors de la retraite de l'armée française, et malgré la supériorité numérique des ennemis. Forcé néanmoins, par les circonstances, d'abandonner Polotsk, le général Merle réussit à l'évacuer avec tous les bagages et plus de 140 pièces d'artillerie, en présence de forces très-supérieures et malgré des attaques tellement multipliées jusqu'à deux heures du matin, que cette affaire nocturne reçut des soldats le nom de *nuit infernale*. A ces importants services, le général Merle joignit enfin celui de conduire jusqu'en Pologne le reste de sa division, accrue de plusieurs débris de l'armée qu'il avait recueillis dans sa route. A l'époque de la déchéance de Buonaparte, le général Merle commandait la 25e division à Maestricht. Il se prononça pour la cause des Bourbons, et envoya au gouvernement provisoire son adhésion et celle de ses troupes, aux arrêtés pris en faveur du roi. Il fut créé chevalier de Saint-Louis, et nommé

inspecteur-général de gendarmerie, dès le mois de juillet. Il accompagna, en mars 1815, Mgr. le duc d'Angoulême dans le Midi, et concourut, avec le général de Vogué, qui lui avait été adjoint, aux opérations de guerre de ce prince, qui l'avait chargé de la défense importante du Pont-Saint-Esprit. La pénurie des moyens, la défection de la majeure partie de l'armée royale et l'approche des rebelles, dont le nombre grossissait chaque jour de toutes parts, ayant, bientôt après, rendu indispensable l'évacuation de cette place, le général Merle en instruisit S. A. R., ainsi que du mouvement qu'il allait faire sur Montdragon, parce que la défection du général Gilly ne lui permettait plus de se remettre en communication. Il laissa cependant M. de Vogué à la garde du pont avec 150 gardes nationaux, qui l'abandonnèrent presque aussitôt. En 1816, il a sollicité et obtenu sa retraite, qui lui a été accordée avec 6000 francs de pension : il habite aujourd'hui la ville de Marseille. (*Etats militaires*, *Moniteur*, *Bulletins*, *Rapports*, *mémoires et annales du temps*.)

MERLIN (Jean-Baptiste-Gabriel, *baron*), *maréchal-de-camp*, naquit à Thionville, le 17 avril 1768. Il entra au service dans le 10ᵉ régiment de cavalerie, le 13 août 1787, et passa sous-lieutenant au 7ᵉ régiment de dragons, le 10 mars 1792. Il fut fait capitaine, pour une action d'éclat, le 5 juillet 1794. Il devint chef d'escadron au 21ᵉ régiment de dragons, le 27 juin 1795, et passa en la même qualité dans la garde du directoire-exécutif, le 26 juillet 1797. On le nomma colonel du 8ᵉ régiment de cuirassiers, le 20 novembre 1799, et il fut promu au grade de général de brigade, le 5 juin 1809. Il a fait en ces diverses qualités les campagnes de 1792 à 1801, aux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, et deux campagnes à l'armée d'Italie. Il a fait, à la grande-armée, la guerre de Prusse, en 1806 et 1807, et celle contre l'Autriche, en 1809. Pendant la durée de ses services, il s'est distingué en plusieurs occasions par beaucoup de bravoure et de talents militaires. Le 8ᵉ régiment de cuirassiers, sous son commandement,

se couvrit de gloire au passage du Danube, le 19 juin 1800, et mérita, ainsi que son chef, les éloges consignés dans une lettre écrite au colonel Merlin par le général Lecourbe, le 21 du même mois. Le colonel Merlin a été blessé d'un éclat d'obus à la cuisse, pendant le combat d'Essling, le 21 mai 1809. Il a été nommé commandant du département de l'Yonne, le 24 décembre 1810, est passé au commandement du département de l'Orne, le 9 juin 1812, et a obtenu de nouveau le commandement de ce même département, le 27 mars 1815. Sous le gouvernement de Buonaparte, il a été créé officier de la Légion-d'Honneur, le 12 juin 1804, et baron d'empire, le 19 mars 1808. S. M. Louis XVIII l'a nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 mai 1818, et lui a confié la lieutenance de roi de Strasbourg, le 1er janvier 1819. (*Etats et brevets militaires.*)

DE MESGRIGNY (Jean, *comte*), *lieutenant-général*, fut un officier de génie expérimenté. Dès l'an 1651, il était capitaine d'infanterie dans le régiment de Navarre, et il fit avec ce régiment les campagnes d'Italie jusqu'à la paix. Il se trouva, en 1653, au secours de Vérue, au combat de la Roquette, à celui qui eut lieu sur la Bormia, en 1654; au secours de Reggio, au siége de Pavie, qu'on leva après 50 jours d'attaque, en 1655; au siége et à la prise de Valence, en 1656; au secours de cette place, à la prise des châteaux de Varas et de Novi, en 1657; au siége et à la prise de Mortare, en 1658. Il eut part à la direction des travaux du génie dans presque tous ces siéges. En 1664, il marcha au siége et à la prise de Gigeri, en Afrique. On le fit major de son régiment, à son retour, le 12 juin 1665. Il servit, en 1667, aux siéges et à la prise de Bergues, de Furnes, de Courtray et d'Oudenarde. Il marcha à la conquête de la Franche-Comté, en 1668; obtint la lieutenance de roi de Salins, le 4 mars; se démit le même jour de la majorité du régiment de Navarre, et conserva sa compagnie. On le nomma lieutenant de roi de la citadelle de Tournay, le 15 août; directeur des fortifications de Flandre, le 1er novem-

bre; et lieutenant de roi de la ville de Tournay, le 23 décembre de la même année. Il se démit de sa compagnie au régiment de Navarre, au mois d'avril, 1669. Après la prise de la citadelle de Besançon, le roi le nomma, pour y commander, le 18 juin 1674. Il quitta alors Tournay, et fut chargé du commandement de Mortagne sous le maréchal de Rochefort, le 23 avril 1676. Il fit ensuite construire la citadelle de Tournay, en dirigea lui-même les travaux, et en obtint le gouvernement, le 4 janvier 1678. A la création des compagnies de cadets, le comte de Mesgrigny fut nommé, le 15 juin 1682, capitaine de celle que l'on mit dans la citadelle, et la commanda jusqu'en 1698, époque à laquelle elle fut licenciée. Servant, en qualité d'ingénieur, sous M. de Vauban, au siége de Mons, en 1691, il fut blessé aux deux bras d'un coup de fauconneau, le 2 mars. Pour récompenser sa valeur et ses talents militaires, le roi lui fit don de 20,000 francs à la fin de ce siége. Il servit encore au siége et à la prise de Namur, en 1692, et au siége de Furnes, au mois de janvier 1693. Il fut créé maréchal-de-camp, le 30 mars de la même année, et chevalier de Saint-Louis, au mois de février 1694. Il commanda à Menin et à Furnes, en l'absence du gouverneur, par ordre du 21 juin suivant, et eut un autre ordre pour commander dans la ville de Tournay, le 14 juin 1695. Il fut nommé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 septembre, et obtint le grade de lieutenant-général des armées du roi, le 8 octobre de la même année. Assiégé en 1709, dans la citadelle de Tournay, il la défendit avec valeur, pendant 50 jours de tranchée ouverte, contre une armée nombreuse, et l'artillerie la plus formidable qu'on eût vue jusqu'alors en Europe. Les rares talents qu'il déploya dans cette belle défense furent publiquement admirés par M. de Vauban, qui conçut pour M. de Mesgrigny une estime particulière. Le comte de Mesgrigny mourut en 1720. (*Chronologie militaire, tome IV, page 396; mémoires du temps, Gazette de France, Histoire généalogique des Pairs de France et des Grands-Dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tome I.*)

DE MESGRIGNY (Nicolas, *chevalier*), *comte d'Aunay, maréchal-de-camp*, et frère du précédent, se distingua dans la carrière des armes, ainsi que le comte de Mesgrigny, son frère. Il fut d'abord nommé guidon des 200 chevau-légers dits de la Reine, le 19 août 1642, et devint enseigne de la même compagnie, le 21 avril 1649. Il servit avec distinction dans les armées du vicomte de Turenne, et fut nommé maréchal-de-camp, par lettres du roi, du 30 avril 1652. (*Histoire généalogique des Pairs de France, et des grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tome I.*)

DE MESGRIGNY (Jean-Charles), *comte d'Aunay*, lieutenant-général, et petit-fils du précédent, entra dans la compagnie des cadets, en garnison à Tournay, en 1692, et y servit pendant deux ans. Aide-de-camp de M. de Vauban, son aïeul maternel, il servit en cette qualité sur les côtes de Bretagne, et se trouva, le 18 juin 1694, à la défaite des Anglais qui étaient descendus dans l'abbaye de Camaret. Il servit encore sur les mêmes côtes, en 1695. Nommé sous-lieutenant au régiment du Roi, en 1696, il fit cette campagne et la suivante en Flandre; devint lieutenant, en 1698; servit, la même année, au camp de Compiègne, et à l'armée de Flandre, en 1701 et 1072. Il se trouva, cette dernière année, à la défaite des Hollandais sous Nimègue. Il obtint une compagnie au même régiment, le 6 juin 1703; la commanda au combat d'Eckeren, le 30 du même mois; à l'armée de la Moselle, en 1704 et 1705; à la bataille de Ramillies, en 1706; à l'armée de Flandre, sous M. de Vendôme, qui se tint sur la défensive, en 1707; et à la bataille d'Oudenarde, en 1708. Nommé colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, par commission du 31 août 1709, il le commanda à la bataille de Malplaquet, le 11 septembre; à l'armée de Flandre, en 1710 et 1711; aux siéges de Douai, du Quesnoy et de Bouchain, en 1712; de Landau et de Fribourg, en 1713. Le régiment du comte d'Aunay ayant été réformé, le 15 novembre 1714, il fut mis colonel réformé à la suite du régiment du Maine, le

24 décembre suivant; devint colonel au régiment de Vexin infanterie, le 9 juillet 1732, et fut nommé brigadier, le 20 février 1734. Il passa avec son régiment à l'armée d'Italie, au mois de novembre suivant. Il y fut employé en qualité de brigadier, par lettres du 1er avril 1735; servit aux siéges de Guastalla, de Reggiolo et de Révéré, et rentra en France, en 1736. Créé maréchal-de-camp, le 1er mars 1738, il se démit du régiment de Vexin, et fut nommé pour commander en Flandre, sous le bailli de Givry, par ordre du 1er mai 1742. Après le départ de ce dernier pour l'armée d'Italie, au mois de février 1744, le comte d'Aunay commanda en chef à Dunkerque. Employé à l'armée du roi en Flandre, par lettres du 1er avril, il servit aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furnes, et retourna à Dunkerque. Créé lieutenant-général des armées, le 2 mai, il fut employé en cette qualité, par lettres du même jour. Il conserva le commandement de Dunkerque et de la Flandre française, jusqu'au 1er mars 1749, et ne servit plus depuis. Il mourut au mois de janvier 1763. (*Chronologie militaire, tom. V, pag. 273; Histoire généalogique des pairs de France et des grands dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. I.*)

DE MESGRIGNY (Louis-Marie, *marquis*), *comte de Villebertain, maréchal-de-camp*, et issu d'une branche cadette de la famille des précédents, naquit le 21 avril 1744. Il entra aux mousquetaires, dans la 1re compagnie, le 24 mai 1759; passa enseigne en second au régiment des gardes-françaises, le 23 décembre suivant, et fit la campagne de 1760. Nommé enseigne en premier, le 15 février 1761, il fit la campagne de cette année et celle de 1762; fut fait sous-lieutenant, le 2 décembre 1764, et sous-aide-major, le 5 juin 1768. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 25 mars 1777. Il devint lieutenant, le 31 août suivant, et aide-major, le 15 novembre 1778. Par décision du 25 mai 1780, et brevet du 1er janvier 1781, on lui donna une pension de 1000 livres, en récompense de ses services. Devenu mestre-de-camp,

le 15 novembre 1784, il obtint, par brevet, le rang de capitaine aux gardes-françaises, le 10 juillet 1789. Pour qu'il ne perdît pas son rang parmi les capitaines (étant conservé premier aide-major du même régiment), il fut, lors du licenciement des gardes-françaises, le 31 août 1789, conservé en activité avec les autres officiers de ce régiment. Le marquis de Mesgrigny se rendit, en 1791, à Coblentz, auprès des princes français. LL. AA. RR. le nommèrent premier aide-major du corps des hommes d'armes à pied. Il fit en cette qualité la campagne de 1792, à la suite de laquelle, les princes ayant licencié l'armée, il passa à Malte, et ensuite en Sicile. Il rentra en France, en 1800. Il a été nommé, le 4 février 1815, par décision de S. M. Louis XVIII, maréchal-de-camp, à prendre rang du 15 novembre 1798, et a été créé commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, par ordonnance royale du 1er mai 1821. Il est mort à Troyes, en 1822. (*Etats et brevets militaires, Histoire généalogique des pairs de France et des Grands-Officiers de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. I.*)

DE MESGRIGNY DE VILLEBERTAIN (Jean-Charles-Louis, *chevalier*), *maréchal-de-camp*, frère puîné du précédent, naquit le 29 août 1745. Il fut reçu de minorité chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, par bref du 6 janvier 1746. Il est aujourd'hui commandeur, grand'croix et dignitaire du même ordre, ancien capitaine des galères de la religion et son envoyé extraordinaire à Palerme. Il fut nommé lieutenant au régiment du Roi infanterie, le 2 février 1760, et y fit les 3 dernières campagnes de la guerre de *sept ans*. Il devint capitaine au même régiment, en 1770; colonel en second au régiment de Vexin infanterie, en 1784; puis colonel attaché au régiment de Foix infanterie, en 1788. Lors de la suppression des colonels en second, en la même année, il fut fait commandant du régiment de La Fère. Il refusa le commandement du régiment de Royal-Vaisseaux, en 1791, et sortit de France, la même année, pour rejoindre, à Coblentz, les princes fran-

çais, sous les ordres desquels il fit la campagne de 1792, comme aide-major-général. A la fin de cette campagne, il passa à Malte, où, en qualité de chevalier profès, il remplit divers emplois, entr'autres celui de major-général des milices de l'île. Il occupa cet emploi jusqu'en 1798, époque de la capitulation de Malte. Forcé alors de quitter cette île, il séjourna d'abord en Italie, parce que le gouvernement français ne voulut pas exécuter les articles de la capitulation faite par le général Buonaparte, puis rentra en France, en 1800. Au mois de janvier 1814, on le nomma commandant de la garde nationale de la ville de Troyes. Il eut le commandement de la même ville, le 6 février. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de la Légion-d'Honneur, le 25 du même mois, et officier du même ordre, le 14 septembre. Il fut promu au grade de maréchal-de-camp, au mois de février 1815, à prendre rang du 31 décembre 1798, avec la retraite affectée à ce grade. Il a été fait chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 novembre 1816. (*Etats et brevets militaires, Histoire généalogique des pairs de France, des grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. I.*)

DE MESGRIGNY DE VILLEBERTAIN (Pierre-Antoine-Charles), *maréchal-de-camp*, et frère des précédents, naquit le 22 avril 1747. Il fut reçu de minorité chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, le 7 janvier, et est aujourd'hui commandeur du même ordre. Il entra lieutenant au régiment du Roi infanterie, le 29 mars 1761, et y fit cette campagne et celle de 1762 en Allemagne. Il fut fait capitaine au même régiment, le 16 juin 1744; capitaine commandant, le 11 mars 1778, et commandant du 2e bataillon du régiment de garnison du Roi, avec rang de lieutenant-colonel, le 10 mai 1778. Il fut créé maréchal-de-camp, par S. M. Louis XVIII, le 1er mars 1791; émigra, la même année, et fut confirmé, en 1792, dans le même grade par MONSIEUR (S. M. Louis XVIII), qui le nomma commandant en second de la compagnie à cheval des gentilshommes de la

province de Champagne. Il fit la campagne de 1792 en cette qualité, passa ensuite à Malte avec son frère, et fut fait gouverneur de l'île du Goze, en 1793. Il conserva ce gouvernement jusqu'à l'époque de la capitulation. Il suivit alors son frère en Italie, et rentra avec lui en France, en 1800. Il a été nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 20 novembre 1816. (*Etats et brevets militaires, Histoire généalogique des pairs de France et des grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, tom. I.*)

DE MESLAY, *voyez* BODINEAU.

DE MESMES, *voyez* d'AVAUX.

MESNARD DE TOUCHEPRÉS (Charles), *maréchal-de-camp*, était lieutenant de la compagnie des gendarmes du duc de Reuannais, lorsqu'il obtint le grade de maréchal-de-camp, par brevet du 17 avril 1652. Il fut chargé d'une commission importante auprès du duc de Savoie, par commission du 4 octobre 1654. Il servit en Italie; se trouva au siége de Pavie, en 1655, et commanda pendant l'hiver en Dauphiné. Il fut employé au siége et à la reprise de Valence, en 1656; au secours de la même place, au siége d'Alexandrie, à la prise des châteaux de Varas et de Novi, en 1657, et au siége de Mortare, en 1658. Il commanda pendant tous les hivers en Dauphiné. (*Chronologie militaire, t. VI, pag.* 356.)

DE MESNARD (Louis-Charles-Bonaventure-Pierre, *comte*), *maréchal-de-camp,* chevalier de Malte et de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, officier de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, a émigré, et est rentré en France avec le roi, qui l'a nommé maréchal de ses camps et armées, le 4 juin 1814. Le comte de Mesnard a été gentilhomme et aide-de-camp de feu S. A. R. Mgr. le duc de Berry. Il est aujourd'hui premier écuyer de S. A. R. madame la duchesse de Berry. (*Etats et brevets militaires, Histoire généalogique des pairs de France et des grands-dignitaires de la Couronne, par le chevalier de Courcelles, t. II.*)

du MESNIL, *voyez* Bottot.

de METZ, *voyez* Berbier.

MEUNIER (Hugues-Alexandre-Joseph, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Mont-Louis, le 23 novembre 1758. Il entra comme sous-lieutenant dans le 27e régiment d'infanterie (ci-devant Lyonnais), le 30 juin 1768; y fut fait lieutenant, le 17 avril 1774, et capitaine, le 11 juin 1782. Il fit en ces diverses qualités les campagnes de mer de 1779, 1780, 1781, 1782 et 1783, sous les ordres de M. de Falkenhayn, et se trouva aux siéges de Mahon et de Gibraltar. Il fut créé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 1er janvier 1791. On le nomma lieutenant-colonel du 34e régiment d'infanterie (ci-devant Angoulême), le 5 février 1792, et colonel du même régiment, le 24 août suivant. Il fut employé en cette dernière qualité, en 1792 et 1793, à l'armée du Nord, sous les généraux La Fayette et Dumourier. Pendant la marche de Grand-Pré à Sainte-Ménéhould, le 15 septembre 1792, étant alors détaché, depuis le 1er août précédent, du 1er bataillon du 34e de ligne, pour commander le 1er bataillon de grenadiers de la réserve de l'armée du Nord, il reçut du général Dumourier l'ordre d'assurer le mouvement de l'armée. Dans cette circonstance, il recueillit, sous le feu de l'ennemi, toute l'artillerie de position et les faibles cantonnements qui avaient été laissés par suite de plusieurs engagements avec les Prussiens. Il battit aussi les coalisés à l'entrée du bois de Jenne, leur fit des prisonniers, et soutint, avec son bataillon de grenadiers et un escadron des hussards de Chamborand, le choc de 7 escadrons prussiens et de l'artillerie légère qui les appuyait. Il fut blessé grièvement à la main et au bras gauche d'un coup de biscaïen. Cette brillante action valut au lieutenant-colonel Meunier le grade de colonel, que le général en chef lui conféra sur le champ de bataille, et dont la notification lui fut faite, par les généraux de division Leveneur et Diettmann, à l'hôpital où on l'avait transporté pour panser sa blessure. Postérieurement à cette promotion, il réclama pour prendre date dans ce grade depuis la

partement de la Vienne (12ᵉ division conserva jusqu'au 12 mars 1815. A cette le ministre de la guerre lui notifia que ation de son âge et de ses anciens servi- la solde de retraite. Cette décision a été par ordonnance du roi (1). (*États et bre- Moniteur, annales du temps.*)

voyez DE CHOISEUL.

RES, *voyez* DE BETHIZY.

AUD D'ARÇON (Jean-Claude-Michel), *sénateur de division*, naquit en Franche-Comté, dans 733. Il était employé à l'armée du Nord en 1799. t au mois de juillet 1800. (*États militaires.*)

HEL, *voyez* DUROC.

COLON DU BOURGNON (Claude-Marie), naquit au gnon, en Auvergne, le 27 septembre 1735. Il fut créé *échal-de-camp*, le. . . . ., et quitta la carrière mili- re, après 36 ans et demi de service. (*États militaires.*)

MILET DE MUREAU (Louis-Antoine-Marie DESTOUFF, *baron*), *ieutenant-général*, naquit à Toulon, le 26 juin 1751 (2). Il entra, dès l'âge de 15 ans, dans le corps royal du génie, où servaient son père et son oncle, et y obtint le grade de capitaine, le 8 avril 1779. Peu de mois après l'ouverture des états-généraux, en 1789, il y fut nommé député sup-

(1) Le général Meunier a publié un ouvrage ayant pour titre : *Traité des grandes évolutions de l'infanterie par brigade.* Il en a fait hommage, en 1815, à S. A. R. Mgr. le duc de Berry, qui a daigné en agréer la dédicace. S. M. et les princes ont également daigné en recevoir de ses mains un exemplaire.

(2) Il est issu d'une ancienne famille noble, originaire de Verdun et qui est mentionnée dans le nobiliaire de Lorraine. Le surnom de Milet ou *Miles* (chevalier), fut donné à un de ses ancêtres pour une action d'éclat.

pléant par la noblesse de la sénéchaussée de Toulon, dont il était syndic. Il siégea constamment au côté droit, avec la majorité de la noblesse, et s'y fit remarquer par la sagesse de ses opinions. En 1792, après la dissolution de l'assemblée constituante, il rentra dans ses foyers. Il eut bientôt après l'ordre d'aller servir, comme officier du génie, à l'armée du Var; mais il refusa d'abord de s'y rendre. Cependant les événements révolutionnaires qui eurent lieu à Toulon, le 21 juillet, ayant compromis sa sûreté, il se détermina à aller prendre l'emploi qui lui avait été assigné. Quoique les principes qu'il avait manifestés donnassent de la méfiance sur son compte, il fut chargé, dans l'état-major-général de l'armée du Var, du commandement de l'artillerie et du génie. La guerre ayant été déclarée, et la catastrophe du 10 août étant arrivée, M. de Mureau chercha les moyens de quitter une armée où il ne voulait pas servir, et parvint à se faire donner une mission pour Paris. En arrivant dans la capitale, il fut chargé de l'exécution d'un décret que l'assemblée constituante avait rendu, sur sa proposition, en 1791, en faveur de la veuve de l'infortuné La Pérouse: c'est-à-dire, de la rédaction et de la publication des voyages de ce savant navigateur. Ce travail important servit de garantie à M. de Mureau contre les persécutions, et le sauva de l'échafaud, où périt, 13 jours avant la mort de Robespierre, son frère unique, membre du clergé, qu'on avait accusé de complicité dans le mouvement qui avait remis Toulon au pouvoir des Anglais, au nom du roi de France. M. de Mureau, étant rentré dans le génie, fut promu au grade de général de brigade, le 7 janvier 1796. Un nouveau ministère ayant été organisé, il fut chargé d'une partie de celui de la guerre (l'artillerie, le génie, et les transports.) Il quitta quelque temps après ce ministère (1). S'étant occupé presque ex-

(1) « Ce fut alors, disent les auteurs de la *Biographie des hommes* » *vivants*, t. IV, p. 431, que le général Milet de Mureau eut des rapports » de service très fréquents avec le général Buonaparte, qui lui voua bien-

clusivement du voyage de La Pérouse, dont l'exécution lui coûta d'immenses travaux, il eut à essuyer de nombreux dégoûts de la part du gouvernement, qui voulait soumettre la rédaction de cet ouvrage aux formes du style révolutionnaire (1). Il parvint cependant à terminer la tâche qu'il s'était imposée; et, à peine était-elle achevée, qu'il fut nommé ministre de la guerre, le 21 février 1799, en remplacement du général Schérer. Au bout de quelques mois, le général Milet reconnaissant l'impuissance où il était de faire le bien qu'il s'était proposé, et voyant que le gouvernement refusait de sévir contre les *Jacobins*, qui, chassés des Tuileries, s'étaient réfugiés rue Saint-Dominique, il donna sa démission, et força le directoire-exécutif de l'accepter, le 2 juillet 1799, en feignant d'être malade. Il fut promu, le même jour, au grade de général de division, et reçut des directeurs une lettre flatteuse sur son administration ministérielle. Le général Bernadotte, qui le remplaça, ayant été appelé à un commandement, au mois de septembre suivant, le général Milet de Mureau fut chargé du portefeuille de la guerre, par *interim*. La journée du 18 brumaire (9 novembre 1799) ayant mis les rênes du gouvernement entre les mains de Buonaparte, le général Milet de Mureau cessa d'être employé, et on le mit au traitement de réforme. Il sollicita en vain de faire partie de l'expédition de Saint-Dominique, et demanda aussi inutilement le commandement de l'arme du génie à l'armée des côtes, destinée contre l'Angleterre. Il fut tiré de sa retraite au mois de mai 1802, et nommé préfet du département de la Corrèze, qu'il administra paternellement pendant plusieurs années. Il y fut remplacé, en 1810; et il paraît que ce fut pour n'avoir pas mis assez de rigueur dans l'exécution des lois sur la conscription. Depuis cette

---

» tôt une haine implacable, parce qu'il avait arrêté le bras de cet homme, » déjà si ambitieux, dans l'exécution d'actes arbitraires. »

(1) Cet ouvrage, qui a été traduit dans toutes les langues, parut, en 1798, en 4 vol. in-4°, avec atlas.

époque, le général Milet-Mureau vivait éloigné des affaires, lorsqu'après la chute de Buonaparte, en avril 1814, S. A. R. MONSIEUR le rétablit dans ses fonctions de lieutenant-général, et le nomma, par *intérim*, directeur du dépôt-général de la guerre. Au mois de mai suivant, S. M. Louis XVIII le nomma son commissaire extraordinaire dans la 23e division militaire (la Corse). Il remplit sa mission à la satisfaction de S. M., qui le créa officier de la Légion-d'Honneur, puis commandeur de cette Légion, le 10 septembre, et enfin commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (1), le 27 décembre. Lors de l'invasion de Buonaparte sur le territoire français, le général Milet de Mureau, qui ne voulait point le servir, donna sa démission, qui fut acceptée par le duc de Feltre, ministre de la guerre, le jour où S. M. quitta sa capitale. Il reprit ses fonctions après la seconde restauration; mais il fut admis à la retraite, en 1816, par suite de l'ordonnance du roi sur l'état-major de l'armée. Le roi le chargea de l'administration des Invalides, et le nomma membre du conseil de cette administration. (*Etats et brevets militaires*, *Moniteur*, *annales du temps*.)

MINOT (Jean-Louis), *maréchal-de-camp*, naquit le 29 mars 1772, à Teillou, dans le Poitou. Étant sorti du collége de Poitiers à l'âge de 17 ans, il fut destiné à l'étude des ponts-et-chaussées, et se livra à cette partie jusqu'au 15 août 1791, époque à laquelle il entra au service dans le 1er bataillon des volontaires nationaux du département des Deux-Sèvres. Il y passa rapidement par tous les grades inférieurs; fit, avec ce bataillon, les campagnes de 1792 et 1793, à l'armée du Nord; servit au siége de Valenciennes, et marcha ensuite avec son corps à l'armée de la Vendée. Il servit à l'armée de Sambre-et-Meuse, en 1794 et 1795; à celle d'Italie, en 1796 et 1797, et à l'armée d'É-

(1) Il avait été reçu chevalier de cet ordre par M. de Sombreuil, en 1791.

gypte, pendant les campagnes de 1798, 1799, 1800 et 1801. Son colonel ayant été promu au grade de général de brigade, le choisit pour son aide-de-camp, le 23 octobre 1800. Ce même général ayant perdu une jambe à la bataille livrée en Égypte, le 21 mars 1801, Minot rentra, le 27 avril suivant, comme chef de bataillon à la 88e demi-brigade d'infanterie de ligne, d'où il était sorti. A son retour en France, avec les débris de l'armée d'Orient, il fut nommé major du 84e régiment d'infanterie de ligne, le 21 décembre 1802, et créé membre de la Légion-d'Honneur, le 26 mars 1803. Il fut fait colonel du régiment des Albanais, au service de France, le 15 novembre 1807; et, quoiqu'alors il se trouvât seul au milieu de 4500 hommes, si étrangers aux mœurs et à la discipline française, il les employa avec succès à la défense des îles Ioniennes(1). Le colonel Minot fut promu au grade de général de brigade, le 31 juillet 1813. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 août 1814. Pendant la durée de ses services, le général Minot s'est distingué, en plusieurs occasions, par sa bravoure et ses talents militaires. Il a été blessé d'un coup de feu à la tête, au siége de Valenciennes, le 30 juin 1793. Combattant en Égypte, contre les Arabes, il a reçu, le 1er septembre 1800, un coup de feu à la cuisse. Il a encore été blessé au genou à la bataille du 21 mars 1801, près Alexandrie d'Égypte : le même boulet qui lui fit cette blessure emporta la cuisse du général, dont Minot était alors aide-de-camp. Ce fut à la suite de cette affaire, et pour la belle conduite qu'il y avait tenue, que Minot fut élevé au grade de chef de bataillon. (*États et brevets militaires*, *Moniteur*.)

DE MIOSSENS, *voyez* D'ALBRET.

---

(1) Les Souliotes qui combattent maintenant pour l'indépendance de la Grèce, et qui se sont distingués par la prise de Vonitza sur les Turcs, comptaient beaucoup de leurs compatriotes dans le régiment des Albanais, commandé par le colonel Minot.

MIRABEL (Hector), *sieur de Blacons*, *maréchal-de-camp*, fut l'un des plus zélés partisans de la religion protestante, et lieutenant du fameux baron des Adrets. Henri IV étant devenu roi de France, le sieur de Blacons embrassa son parti, et le servit avec beaucoup de dévouement. Il fut créé maréchal-de-camp, le 1er août 1593. (*Chronologie militaire, tom. VI, pag. 37.*)

DE **MIREPOIX**, *voyez* DE LÉVIS.

MITTE DE CHEVRIÈRES-MIOLANS (Melchior), *marquis de Saint-Chamont*, *commandant d'armée*. Après avoir servi long-temps dans le régiment de Picardie, il fut nommé lieutenant-général en Lyonnais, Forèz et Beaujollais, sur la démission du marquis d'Alincourt, par provisions données à Paris, le 4 mai 1612. Il leva un régiment de son nom, par commission du 25 février 1615. Ce régiment servit à l'armée du Bourbonnais, sous le maréchal de Montigny, et fut licencié le 1er mai. Il se démit, au mois de mai 1619, de la lieutenance-générale du Lyonnais. Le roi le fit chevalier de ses Ordres, le 31 décembre. Créé maréchal-de-camp, le 17 novembre 1621, il servit en cette qualité, pendant l'année 1623, à l'armée du Dauphiné, commandée par le maréchal de Lesdiguières. Nommé, en 1627, ambassadeur extraordinaire à Turin et à Mantoue, il ne réussit point dans sa mission auprès de la cour de Turin; mais il négocia plus heureusement à Mantoue. Il y engagea le duc Vincent à reconnaître pour son héritier le duc de Nevers, et à consentir que sa nièce, héritière de Monferrat, épousât le duc de Rethelois, fils du duc de Nevers. Employé comme maréchal-de-camp au siége de la Rochelle, en 1628, il reçut, le 22 septembre, l'ordre d'aller reconnaître le fort de Tadon, qui paraissait abandonné par les Rochelais. S'en étant approché, il fit ses observations; mais, à son retour, on tira sur lui, et il fut blessé d'une mousquetade à la cuisse. Après la prise de la Rochelle, il y commanda, ainsi que dans l'île de Ré, conjointement avec M. de Vignolles, pendant les années 1628 et 1629. Promu au grade de lieutenant géné-

ral, il servit sous le duc de Guise, en Provence, par pouvoir du 4 décembre 1630, et contribua à pacifier la province. Sur la fin de l'année 1631, il commanda en Champagne et sur la frontière de Lorraine. En 1632, il suivit en Picardie, en qualité de maréchal-de-camp, l'armée commandée par le roi, qui lui confia, au mois de mai, le gouvernement de Calais. Le roi le nomma, cette même année, lieutenant-général en Provence. Il se démit de cette lieutenance-générale, en 1635. Nommé pour commander l'armée de Champagne, par pouvoir du 6 janvier 1633, il partit de Mézières, marcha vers Reving et Fumay, places appartenantes à l'électeur de Trèves, que le roi protégeait. Les Espagnols s'en étaient emparés, et pouvaient de là faire des entreprises sur les frontières de la Champagne. Le marquis de Saint-Chamont s'en saisit et y mit garnison. Le roi le fit ministre d'état, et commandant de l'armée de Champagne, par pouvoir du 3 avril. Les Espagnols, profitant de son absence, s'étaient répandus dans l'électorat de Trèves; mais Saint-Chamont étant arrivé dans cette ville, sur la fin du mois de mai, les chassa de l'électorat. La place de Freidembourg, dépendante du même électorat, n'obéissait pas alors à l'électeur, et servait de retraite à une garnison qui désolait les Français par ses courses et par ses brigandages. Saint-Chamont l'investit, le 21 juin. Le gouverneur, ayant cherché à éluder la sommation qui lui était faite de se rendre, les Français escaladent la ville et l'emportent. Les habitants s'enferment alors dans le château; Saint-Chamont le fait battre, le 24, et y entre, le 26, par composition. Le duc de Lorraine ayant fait des armements, Saint-Chamont eut ordre de conduire son armée dans le pays Messin. Il investit Nancy, en attendant que le roi en formât le siége. Envoyé, en 1635, auprès du chancelier de Suède, pour le fixer en Allemagne et l'attacher au service de France, il conclut avec ce ministre un accord, qui fut signé à Wismar, le 20 mars 1636, et ratifié par le roi, le 17 avril suivant. Saint-Chamont, nommé ambassadeur extraordinaire du roi auprès des princes d'Allemagne, conclut avec le

landgrave de Hesse-Cassel un traité qui fut signé, le 21 octobre, et qui portait que le landgrave entretiendrait une armée de 7000 hommes de pied et 3000 chevaux, pour faire la guere en Allemagne, à l'empereur, de concert avec le roi de France et ses alliés. Il ne fut pas employé depuis. Il mourut, le 10 septembre 1649, âgé de 63 ans. (*Chronologie militaire, tom. I, pag.* 428.)

MOCQUERY (Georges-Alexis), *maréchal-de-camp*, naquit à Auxon, en Champagne, le 26 décembre 1772. Il entra au service, le 22 septembre 1791, comme volontaire, dans le 2ᵉ bataillon du département de l'Yonne; y fut fait lieutenant, le 22 septembre 1792, et capitaine, le 12 avril 1794. Il devint, avec ce dernier grade, aide-de-camp du général Bonnard, le 25 juillet 1795. Promu au grade de chef de bataillon, pour prendre rang du 31 janvier 1803, il eut le commandement de l'un des bataillons du 47ᵉ régiment d'infanterie de ligne, par lettres de service du 15 mai 1807. Il fut nommé adjudant-commandant (ou colonel d'état-major), le 28 août 1808, et obtint le grade de maréchal-de-camp, le 6 août 1811. Il a fait, en ces diverses qualités, les campagnes qui ont eu lieu depuis 1792 jusqu'en 1801, aux armées de la Belgique, du Nord, de Sambre-et-Meuse, de Mayence, Gallo-Batave, et sur les côtes de la Manche. Depuis 1807 jusqu'à 1813 inclusivement, il fut employé aux armées d'Espagne. Pendant le cours de ses services, il a été blessé, en 1793, à la bataille de Neerwinde, et a eu le bras gauche fracturé, en avant de Bayonne, le 13 décembre 1813. Ce fut particulièrement à l'armée d'Espagne qu'il se fit remarquer par ses talents militaires. Sa conduite à la bataille de Médina-del-Rio-Secco, le 14 août 1808, le fit citer parmi ceux que l'on signala à Napoléon, pour s'être distingués dans ce brillant fait d'armes, et elle lui valut la double récompense d'être nommé colonel et officier de la Légion-d'Honneur. Après la perte de la bataille de Talaveyra, le 28 juillet 1809, il fut nommé gouverneur de Tolède. Il s'y trouvait, avec une faible garnison de 1200 Polonais, et ayant une population

mutinée à maintenir, lorsqu'il fut bloqué et canonné pendant 10 jours consécutifs par un corps de 10 à 12,000 hommes de l'armée espagnole. Sommé de se rendre, et attaqué à plusieurs reprises par de fortes colonnes, ses préparatifs de défense avaient été si bien pris, que les ennemis échouèrent dans leur entreprise, et perdirent un nombre d'hommes assez considérable. Le poste de Tolède, qui était alors d'une importance majeure pour l'armée française, fut ainsi conservé, et Joseph Buonaparte apprécia la belle défense que le colonel Mocquery y avait faite : toute l'armée y applaudit également. Nommé sous-chef de l'état-major du corps d'armée d'Andalousie, le colonel Mocquery remplit, pendant 9 mois, sous les ordres du maréchal duc de Dalmatie, les fonctions de chef de l'état-major-général de l'armée, aux opérations de laquelle il prit une grande part. Il fut particulièrement cité, dans les rapports du général en chef, sur le siége de Badajoz et la bataille d'Albuhera. Après sa promotion au grade de général de brigade, il fut envoyé devant Cadix, comme chef de l'état-major du 1[er] corps. A la dissolution de ce corps, il fut chargé du commandement d'une brigade, et le conserva jusqu'au 13 décembre 1813, époque à laquelle il reçut, devant Bayonne, la blessure qui l'obligea de quitter l'armée. En 1815, il fut créé, par S. M. Louis XVIII, commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 14 février. Pendant les *cent jours*, Buonaparte lui confia le commandement du département de la Sarthe. Après la seconde restauration du trône des Bourbons, le général Mocquery se retira dans son domicile, à Tours, et fut classé parmi les maréchaux-de-camp en non activité. Il a depuis été compris dans le tableau de disponibilité des officiers supérieurs de son grade. (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

DE LA MOGÈRE, *voyez* AUBERT.

DE MOLIGNY. *voyez* BOURGEVIN.

MOLITOR (Gabriel-Jean-Joseph, *comte*), *lieutenant-général*, naquit à Hayange, en Lorraine, le 7 mars 1770. Il entra comme capitaine au 4e bataillon de la Moselle, en 1791 ; servit, la même année, à l'armée du Nord, et fit la campagne de celle de 1792, à l'armée de la Moselle. Promu au grade d'adjudant-général, le 10 septembre 1793, il fut d'abord envoyé à l'armée des Ardennes, en revint bientôt avec un corps de troupes ; fit la campagne de la même année, et celle de 1794, à l'armée de la Moselle. Il commanda, sous le général en chef Hoche, une brigade, à la bataille de Kayserslautern, où il enleva la position d'Erleberg, à la droite de l'armée prussienne. Il se trouva, le 22 janvier 1794, à la bataille de Wert, où les retranchements de Freischweiler furent enlevés avec 1200 prisonniers et 32 pièces de canon. Le lendemain, il força la position de Lampersloch, où les Prussiens laissèrent 600 hommes sur le champ de bataille. Il commanda, le 6 du même mois, une des colonnes qui gagnèrent la bataille de Weissembourg, dont le résultat amena le déblocus de Landau. Employé dans le même grade aux armées de la Moselle, du Rhin et du Danube, pendant les quatre années suivantes, Molitor eut part à toutes les opérations de ces campagnes, sous les généraux Pichegru, Kléber, Moreau et Jourdan, et fut blessé grièvement dans une attaque sur Mayence, le 4 novembre 1795. Nommé général de brigade, le 30 juillet 1799, il fut envoyé à l'armée d'Helvétie, sous le général Masséna, et détaché dans les petits cantons dont il s'empara, après avoir livré les combats de Schwitz, de Muttenthal et de Glaris, où il battit et repoussa les Autrichiens et leur prit 4 pièces de canon. Il soutint avec sa brigade un combat acharné, pendant huit jours consécutifs, à Glaris et à Noeffels, les 25, 26, 27, 28, 29 et 30 septembre, 1er et 4 octobre 1799, contre l'armée austro-russe, commandée par Souworow, qu'il poursuivit jusqu'aux glaciers du mont Panix, après lui avoir pris toute son artillerie de montagne, et lui avoir tué ou blessé 3000 hommes. Employé, en 1800, sous les généraux Moreau et Lecourbe, à l'armée du Rhin, il commanda le pas-

sage de ce fleuve, qu'il effectua, le 1er mai, entre Stein et Diesenhofen. Le général Molitor passa dans la première barque, à la tête d'une compagnie de grenadiers, et culbuta l'ennemi. Le 3 du même mois, il battit la gauche de l'armée autrichienne, à Stokach, où il fit 3500 prisonniers. Le lendemain, 5 mai, il tourna et repoussa l'aile gauche de la même armée, à la bataille de Moeskirck; enleva cette ville l'épée à la main, et contribua puissamment au gain de la bataille. Il fut détaché, immédiatement après, sur la droite de l'armée française pour contenir l'ennemi dans le Tyrol. A son arrivée, il attaqua et reprit Bregentz sur la Wertach, le 12 juin, et fit prisonnier un bataillon entier du 60e régiment hongrois. Il livra, sur le revers du Tyrol, une foule d'autres combats moins considérables, y eut constamment l'avantage, et termina cette campagne par l'attaque et la prise de Feldkirch et des pays Grisons, le 13 juillet suivant. Il reçut pour récompense le grade de général de division, le 6 octobre de la même année 1800. La paix se fit alors, et il fut nommé au commandement de la 7e division militaire à Grenoble, où il resta jusqu'à la reprise des hostilités, en 1805. A cette époque, il fut envoyé sous Masséna, à l'armée d'Italie, où il a commandé la division d'avant-garde à toutes les actions de cette campagne, et notamment aux combats de Véronnette et de Vago, livrés le 29 octobre 1805 : les Autrichiens y furent battus, et Molitor leur enleva 2 pièces de canon. Il fut ensuite opposé, avec sa division, à l'aile droite de l'armée autrichienne, commandée par l'archiduc Charles; et, après des efforts très-meurtriers à la bataille de Caldiero, le lendemain, 30 octobre, il parvint à repousser les ennemis. Le 3 novembre suivant, en marchant sur Vicence, il eut plusieurs engagements avec les Autrichiens, les éloigna et leur fit 800 prisonniers. Le lendemain, il attaqua et enleva la position de Saint-Pietro-in-Giu, où il culbuta complétement l'ennemi, et lui fit 900 prisonniers. Après la paix de Presbourg, il fut employé en Dalmatie, où il commanda en chef les forces de terre et de mer, et remplit les fonctions de gouverneur-général civil et militaire. At-

taqué sur mer, il repoussa une partie de l'escadre russe qui assiégeait Lézina, et débloqua cette île, où 300 Russes furent faits prisionniers. Il reprit l'île de Cursola et termina cette campagne par le blocus de Raguse. Le 6 juillet 1806, avec 1700 hommes seulement, il battit complétement et chassa du pays 10,000 Monténégrins et 3000 Russes. Cette brillante action lui valut d'abord la croix de grand-officier de la Légion-d'Honneur, puis celle de chevalier de la Couronne-de-Fer En 1807, il partit des bords de l'Adriatique avec un corps de troupes, pour se rendre sur la Baltique. Il attaqua les Suédois, le 13 juillet, à Damgarten, força le passage de la Recknitz, enleva les positions de Lobnitz et de Redebas, et poursuivit les Suédois jusque sous les murs de Stralsund. Il commanda la gauche du siége de cette forteresse, et pénétra le premier dans la place. Il eut ensuite le commandement en chef de l'armée de Poméranie suédoise, et remplit les fonctions de gouverneur-général civil et militaire de cette province jusqu'à la fin de 1808. Il reçut, dans le courant de cette année, le titre de comte, avec un majorat de 30,000 francs de rente et le grand-cordon de l'ordre militaire de Bade. A la campagne suivante, celle de 1809, il marcha avec une division en Allemagne, sous Masséna; fut détaché, après la bataille d'Eckmuhl sur Neumarck; y arrêta les progrès d'un corps d'armée autrichien, et dégagea le corps bavarois, qui se trouvait fortement compromis. Le 19 mai, il effectua le passage du Danube à Ebersdorff, et s'empara de l'île de Lobau, d'où il chassa les Autrichiens. Le 21, à la bataille d'Essling, sous Masséna, il soutint seul avec sa division, et pendant plusieurs heures, le premier choc de l'armée autrichienne, à Aspern, et eut une bonne part au gain de cette bataille, qui dura deux jours. Il coopéra de même à la bataille de Wagram, le 6 juillet suivant. Il fut chargé de l'attaque du village d'Aderka, où il soutint, pendant une grande partie de la journée, les efforts désespérés du centre de l'armée autrichienne. En 1810, il alla commander en chef dans les villes anséatiques, avec un corps de troupes. Il passa en Hollande, en 1811. Il fut nommé gou-

verneur du palais de Strasbourg, et ensuite grand-cordon de l'ordre de la Réunion. Il resta chargé du commandement en Hollande jusqu'à la campagne de 1813. A cette époque, il jeta des garnisons et des approvisionnements dans toutes les places, tint la campagne avec un faible corps; et concourut aux combats de l'île de Bomel et de Bois-le-Duc. En 1814, sous le maréchal Macdonald, il prit part à ceux de la Chaussée, Châlons-sur-Marne et la Ferté-sous-Jouarre. Il reçut ensuite le commandement du 11e corps d'armée jusqu'à la fin de la campagne. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, et le nomma inspecteur-général d'infanterie, le 1er juin. Il fut fait grand'croix de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 21 janvier 1815. Pendant les *cent jours*, Buonaparte le chargea d'organiser et de commander, dans la 5e division militaire, les gardes nationales, qu'il conduisit ensuite en Alsace. Le général Molitor fit aussi partie de la chambre des pairs que Buonaparte créa à cette même époque. Le roi lui a confié, en février 1823, le commandement d'un des corps d'armée destinés à agir contre l'Espagne, sous les ordres de S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême. (*Etats et brevets milit.*, *Moniteur*, *ann. du temps*.)

DE MONCEY, *voyez* JEANNOT.

DE MONCHY (Charles), *marquis d'Hocquincourt*, *maréchal de France*, fut fait lieutenant-général au pays de Santerre, gouverneur de Péronne et Montdidier, sur la démission du comte de Blerencourt, par provisions du 21 novembre 1635. Il se démit de cette charge en faveur de son père, le 3 avril 1639. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 26 du même mois, il combattit à Monhange, dans l'armée de Lorraine, commandée par le comte du Hallier. Employé dans la même armée sur les frontières de Champagne, en 1640, il la conduisit en Picardie, sous du Hallier, et escorta le grand convoi destiné au camp devant la ville d'Arras, assiégée par les maréchaux de Chaulnes, de Châtillon et de la Meilleraye. Il servit, en 1641,

dans l'armée commandée par les maréchaux de Châtillon et de Brézé. Il se trouva à la bataille de la Marfée, le 6 juillet, sous le maréchal de Châtillon. Il fut fait grand-prévôt de l'hôtel du roi, par résignation de son père, en 1642. Il commanda, le 6 mars, sous le maréchal de la Mothe, l'arrière-garde de l'armée, à la bataille de Villefranche en Roussillon : de 3500 hommes qu'avaient les ennemis, on leur en tua 1300, et on en prit 300. Il marcha au siége de Gravelines, en 1644. Il fut rétabli lieutenant-général à Péronne, Montdidier et Roye, à la mort de son père, par provisions données à Paris, le 10 mars 1645. Il obtint la charge de louvetier du Boulonnais, à la place de son père, par provisions données à Fontainebleau, le 15 septembre. Créé lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 12 décembre, il servit dans l'armée d'Allemagne, sous le maréchal de Turenne. Employé dans la même armée, par lettres du 5 février 1646, il contribua à la prise de Khorndorff, au duché de Wurtemberg. En 1647, il se trouva à la prise de plusieurs villes de ce duché et du pays de Luxembourg. Il servit, en 1648, à la levée du siége de Worms par les Impériaux et les Espagnols ; à la défaite de Mélander et de Montécuculli, à Zutmarhausen, près d'Augsbourg, et à la réduction de plusieurs places. Employé comme lieutenant-général dans l'armée du maréchal du Plessis-Praslin, par lettres du 25 mai 1650, il leva, par commission du 30, un régiment de cavalerie de son nom. Il commanda l'aile gauche à la bataille de Rethel, le 15 décembre. Élevé à la dignité de maréchal de France, par état donné à Paris, le 4 janvier 1651, il prêta serment, le 5. On le fit gouverneur de Ham, sur la démission du sieur du Buisson, par provisions du 9 février 1652. Il obtint, par commission du 19, le régiment d'infanterie qu'avait du Buisson, et qui tenait garnison dans Ham. Il perdit, à Blenau, le 7 avril, 5 quartiers que lui enleva M. le prince de Condé : le reste se sauva dans Blenau, ou s'enfuit du côté d'Auxerre. Il fut fait gouverneur de Roye, sur la démission du comte de Carvoisin, par provisions du 2 juillet. Il leva, par commission du 28 décembre, un ré-

giment de fusiliers qui porta son nom. Nommé vice-roi de Catalogne, sur la démission du maréchal de la Mothe, et commandant en chef l'armée dans cette province, par provisions et pouvoir du 26 mai 1653, il se démit de son régiment de cavalerie en faveur de son frère, au mois de septembre, et fut pourvu d'un régiment d'infanterie, vacant par la mort du vicomte de Mazancourt, par commission du 6 du même mois. Il entreprit, au mois de juillet, le siége de Gironne, qu'il leva, le 25 septembre : les Espagnols y avaient introduit la veille un convoi de vivres, et les grandes chaleurs avaient fait périr une partie de sa cavalerie. Il se retira en bon ordre, et ne songea le reste de la campagne qu'à munir les places que les Français occupaient en Catalogne. S'étant chargé de conduire à Roses des munitions de guerre et de bouche, il fut attaqué par un détachement ennemi, le 3 décembre, auprès de Bordilly. On se battit avec feu, et le maréchal défit les Espagnols, qui eurent 500 hommes tués sur la place, et qui en laissèrent 800 prisonniers. Il entra dans Roses, avec son convoi, et mit la place en état de défense. On lui destina le commandement de l'armée de Catalogne, sous M. le prince de Conty, par pouvoir du 4 mai 1654; mais il fut employé dans l'armée de Flandre, par lettres du 10 juin. Il y conduisit 4000 hommes d'infanterie et 2000 chevaux. Il chassa un détachement des ennemis de l'abbaye de Saint-Éloy, pendant le siége d'Arras, formé par les Espagnols. A l'attaque des lignes devant cette place, qui fut forçée, le 25 août, le maréchal d'Hocquincourt commanda la droite. On licencia son régiment de fusiliers à la fin de la campagne. Il se demit, au mois de décembre 1655, du gouvernement de Péronne en faveur de son fils, et au mois de janvier 1656, du gouvernement de Ham, et du régiment qui y tenait garnison. Ayant voulu se saisir de Péronne pour la livrer aux Espagnols, son fils s'opposa à son entreprise. Le maréchal d'Hocquincourt passa alors au service des Espagnols. En allant, en 1658, reconnaître les lignes de l'armée française devant Dunkerque, il fut tué de 3 coups de mousquet, le 13 juin. (*Chronologie militaire*,

tom. II, pag. 578; *Histoire militaire de M. de Quincy. Mémoires du Père d'Avrigny, Histoire de France du Père Griffet, l'abbé le Gendre, le président Hénault, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Bauclas.*)

DE MONCHY (1) (Jean-Charles DE BOURNEL), connu sous le nom de *marquis de Monchy*, *lieutenant-général*, fut maître de la garde-robe de S. A. R. Mgr. le duc de Berry, petit-fils de Louis XIV. Il était issu d'une grande et illustre maison de l'Artois (2). Il entra dans les pages du roi, au mois de janvier 1683. Il leva une compagnie au régiment d'infanterie de Solre, le 24 octobre 1688. Il servit avec ce régiment, à l'armée de la Moselle, en 1690; au siége de Mons, puis à l'armée de Flandre, sous le maréchal de Luxembourg, en 1691; au siége et à la prise des villes et châteaux de Namur; à la bataille de Steinkerque, en 1692; au siége de Huy; à la bataille de Neerwinde, et au siége de Charleroy, en 1693. Il devint capitaine de grénadiers de son régiment, en 1694; servit, cette année, à la défense des lignes de la Flandre, et au bombardement de Bruxelles, en 1695. On lui donna, par commission du 14 novembre, un régiment d'infanterie Wallonne de son nom, qu'on forma,

---

(1) Cet article a été traité d'une manière incomplète dans le III[e] volume du présent ouvrage, pag. 144.

(2) Elle descend, par les femmes, de Robert, comte d'Artois, frère de St.-Louis, et a un aïeul commun, au 5[e] degré, avec les maisons royales de France et de Savoie. Elle a produit Guillaume de Bournel, surnommé Burgonelli, le 3[e] maréchal de France connu, qui vivait en 1194, époque d'un don que lui fit le roi Philippe Auguste; Hue de Bournel, chambellan du roi Charles VI, en 1417, qui fut aussi pourvu de la charge de maréchal de France, et Guillaume de Bournel, créé grand-maître de l'artillerie, par provisions du 15 août 1473. Jean de Bournel, conseiller et chambellan du roi Louis XI, et lieutenant des ville et château de Sainte-Ménéhould, en 1461, ayant épousé la fille et l'héritière de Pierre de Monchy, gouverneur de Saint-Omer, et de Jeanne de Ghistelles, elle lui apporta la baronnie de Monchy-Cayeux, berceau de la maison de Monchy, dont les branches cadettes ont formé les lignes de Montravel, de Rubempré et d'Hocquincourt.



par ordre du 24 décembre, avec le 2ᵉ bataillon du régiment de Soire. Il le commanda à l'armée de la Meuse, en 1696, et à l'armée de Flandre, en 1697. Ce régiment ayant été réformé, par ordre du 10 mars 1698, le marquis de Monchy servit, en qualité de colonel réformé, à l'armée de Flandre, en 1701, 1702, et 1703. Il obtint, par commission du 16 décembre, le régiment d'infanterie de Lorraine. Créé brigadier, par brevet du 10 février 1704, il combattit à Hochstedt, sous le maréchal de Marchin; fut employé à l'armée de la Moselle, sous le maréchal de Villars, en 1705; sous le maréchal de Marchin, en 1706; et à l'armée de Flandre, sous le duc de Vendôme, en 1707. Il combattit à Oudenarde, en 1708; et à Malplaquet, sous le maréchal de Villars, en 1709. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet de 29 mars 1710, il se démit de son régiment, et servit à l'armée de Flandre. On le fit maître de la garde-robe de M. le duc de Berry, par provisions du 13 janvier 1711. Il fut encore employé à l'armée de Flandre, cette année. Il contribua, en 1712, à la déroute des ennemis à Denain, et se trouva aux siéges et à la prise de Douay, du Quesnoy et de Bouchain. On lui donna une place de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, par provisions du 27 avril 1716, et le grade de lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 20 février 1734. Il n'a point servi en cette qualité. Il mourut le 7 novembre 1742. (*Chronologie militaire*, *tom. V*, *pag.* 114; *mémoires du temps*, *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne*, *tom. VIII*, *pag.* 157; *Moréri*, *tom. II*, *pag.* 270.)

DE MONCHY, *voyez* BOURNEL DE NAMPS.

DE MONERYN (Tristan), fut fait *colonel-général des Italiens*, que le roi fit lever pour le siége de Perpignan. Sa commission porte la date du 1ᵉʳ août 1542. Il mourut au mois de septembre suivant. (*Chronologie militaire*, *tom. III*, *pag.* 582.)

DE MONFORT, *voyez* D'ALBERT DE LUYNES *et* PUNIET.

MONNET DE LORBEAU (Louis-Claude, *baron*), *lieutenant-général*, naquit à Mongar, dans le Poitou, le 1er janvier 1766. Il entra au service, dans l'arme de l'infanterie, en 1793, et fut fait capitaine de la compagnie franche du département des Deux-Sèvres, le 28 mai de la même année. Il devint, le 25 décembre 1795, chef du 1er bataillon dit *le Vengeur*, formé des volontaires nationaux du même département. Il fit, en ces deux qualités, les campagnes de 1793, 1794 et 1795, à l'armée de l'Ouest; se distingua au combat de Hague; fit prisonnier le chef royaliste Charette, dans la forêt de Gallard, et soumit 60 communes de la Vendée. Nommé chef de la 31e demi-brigade d'infanterie de ligne, le 23 juillet 1796, il commanda ce corps à l'armée du Rhin et d'Helvétie, pendant les campagnes de 1796 et 1797, sous les ordres des généraux Moreau et Schauembourg. A l'affaire de Sion, dans le Haut-Valais, il traversa le torrent de la Morge, à la tête des grenadiers de sa demi-brigade, tourna un pont, fraya un chemin à l'armée française alors tenue en échec, et prit d'assaut la ville de Sion. Employé à l'armée d'Italie, pendant les années 1798, 1799, 1800, 1801 et 1802, il se distingua d'une manière particulière à la bataille de Bussolingo, livrée le 26 mars 1799. Dans cette journée, le chef de brigade Monnet se porta, avec 3 compagnies de grenadiers, sur le pont de bateaux de l'Adige; coupa la retraite aux Autrichiens, et leur fit 4000 prisonniers. Il déploya dans cette action un sang-froid et une intelligence dignes des plus grands éloges, et qui lui valurent le grade de général de brigade, auquel il fut promu sur le champ de bataille. Il commanda ensuite la citadelle de Mantoue, et se fit de nouveau remarquer par sa belle défense pendant le siége de cette forteresse. De l'armée d'Italie, il passa à celle dirigée contre le Portugal. Créé général de division, le 30 août 1804, il fut employé à l'armée de Hollande et obtint le commandement supérieur de Flessingue et de l'île de Walcheren (13e division militaire). Il avait été créé commandant de la Légion-d'Honneur, le 14 juin 1804. Il fut chargé, au commencement de l'année 1809, de mettre Flessingue à l'abri de toute entreprise de la part de l'Angle-

terre, qui faisait alors les préparatifs d'un armement considérable que l'on prévoyait être destiné contre la Hollande. Effectivement, le 29 juillet, à 8 heures du matin, le général Monnet reçut l'avis de l'apparition d'une flotte anglaise, formée en 3 divisions et se dirigeant sur 3 points de l'île de Walcheren. Il fit ensuite toutes les dispositions convenables pour repousser l'ennemi, dans le cas d'un débarquement. Le 30 juillet, à 5 heures et demie du soir, l'ennemi effectua sa descente au Breezand, et débarqua environ 18,000 hommes, qui furent bientôt après suivis de 12,000 autres. Une demi-heure après le débarquement, la fusillade s'engagea; et, dans un instant, l'attaque devint générale. La grande supériorité de l'ennemi, le feu extraordinaire des vaisseaux, et l'évacuation du fort de Haack par les troupes hollandaises laissèrent à découvert la droite des troupes du général Monnet, qui n'avait sur ce point que 1500 hommes à opposer aux ennemis. A la nuit, le général Monnet ordonna la retraite, et les troupes vinrent prendre position sur la route de Flessingue, derrière le Watergam, près de Middelbourg. Le 31, l'ennemi ne s'occupa que de reconnaissances. Le 1er août, les Anglais attaquèrent sur tous les points, et leur grande supériorité força encore les Français à la retraite; mais, malgré tous les efforts de l'ennemi, le général Monnet maintint ses avant-postes à 350 toises de la place de Flessingue. Le même jour, le général Monnet fit commencer une coupure sur la digue de Rambens, afin d'inonder le pays, aussitôt qu'on aurait perdu l'espoir de recevoir des renforts suffisants pour repousser l'ennemi, et de le contraindre de se rembarquer. Du 1er au 6, il n'y eut que quelques engagements d'avant-postes, plus ou moins vifs; et, dans cet intervalle, le général Monnet reçut 2900 hommes de renfort. Le 7, les Anglais avaient étroitement bloqué l'île de Walcheren. De ce moment, tout espoir d'être secouru, soit de France, soit de la Hollande, fut interdit au général Monnet. Il fit alors ouvrir la coupure d'inondation, et l'on commença la manœuvre des vannes de la place. Cette manœuvre fut continuée jusqu'à la reddition de l'île; mais le calme constant de la mer, et plus malheu-

reusement encore le vent ayant toujours été contraire jusqu'au 14 août, l'inondation ne produisit pas l'effet qu'on en attendait. Le même jour, 14 août, le général Monnet fit faire une sortie pour reconnaître la force, les ouvrages et la position des assiégeants : il s'ensuivit une action qui fut très-chaude. Le 11, vers quatre heures de l'après-midi, 10 frégates anglaises forcèrent le passage de l'Escaut, en faisant un feu des plus vifs, de concert avec quelques batteries de terre, qui lancèrent en même temps sur la ville un grand nombre de fusées incendiaires. Le 13, à midi, l'ennemi démasqua toutes ses batteries, armées de 58 pièces de siége, de gros calibre, et commença sur la ville, avec les 10 frégates, et un grand nombre de canonnières, brûlots et bombardes, un feu terrible, qui dura jusqu'au lendemain soir à huit heures. Vers cinq heures et demie de l'après-midi du même jour, et pendant le plus fort de l'action, l'infanterie ennemie fit une vigoureuse attaque sur tous les avant-postes français; et, protégée par les batteries de terre et de mer, elle força le général Monnet de se replier jusqu'au vieux Flessingue. Le 14, à neuf heures du matin, 7 vaisseaux de ligne vinrent se joindre aux 10 frégates, bricks, bombardes, galiotes et canonnières. Tous ces bâtiments, de concert avec les batteries de terre, firent un feu croisé qui enfilait les ouvrages de la place dans toutes les directions. Plus de 1100 bouches à feu, tirant à la fois sur Flessingue, y portèrent la destruction et la mort. Au commencement de l'action, l'artillerie française riposta assez vigoureusement, malgré l'étonnante disproportion de ses forces; mais en très-peu de temps beaucoup de pièces de la place furent démontées; quantité d'affûts très-vieux furent brisés et plusieurs mortiers mis hors de service. Enfin, les batteries françaises furent réduites au silence le plus complet, par le feu de l'immense artillerie anglaise. Le feu prit au principal magasin à poudre de la place, et ce ne fut qu'après beaucoup d'efforts qu'on parvint à l'éteindre. La manutention fut consumée, ainsi que plusieurs édifices publics : le feu prit dans tous les quartiers de la ville, et il fut d'autant plus impossible

d'en arrêter les progrès que les pompes étaient détruites, et que la plupart des pompiers avaient été tués ou blessés. Le général Monnet n'ayant pas reçu les premiers parlementaires qui lui avaient été envoyés par les Anglais, et ayant mal accueilli plusieurs députations de la municipalité de Flessingue qui venaient le solliciter de mettre fin aux horreurs du siége, la désolation, le découragement, et le mécontentement furent poussés au plus haut degré. A huit heures du soir, le 14, les Anglais cessèrent leur feu, et envoyèrent de nouveau un parlementaire sommer la ville de se rendre. Sur le refus formel du général Monnet, le bombardement recommença avec plus de fureur, et dura jusqu'au lendemain 15. L'ennemi envoya ce dernier jour un troisième parlementaire. Les Anglais avaient embossé leurs vaisseaux à un quart de portée de canon devant tous les fronts de la place, et principalement à l'entrée des deux ports, marchand et militaire. Ils menaçaient de forcer ces ports, ce qu'ils pouvaient exécuter d'un moment à l'autre sans beaucoup d'obstacles, étant protégés par des moyens tels, que leur emploi était encore sans exemple; l'ennemi était même parvenu à placer une machine infernale à la chaîne du port marchand, sous la protection de sa marine; le feu de la place était entièrement éteint par celui des 1100 bouches à feu de l'ennemi; le mur du bastion n° 1 était en partie écroulé; les premiers postes de l'ennemi du côté de terre étaient à 15 toises de la flèche de Plallendyck; il n'y avait plus d'affûts de rechange, et pas une seule chaloupe armée ne pouvait être opposée à la nombreuse marine des Anglais. Il ne restait au général Monnet que 2988 hommes en état de faire le service, et se composant de conscrits, la plupart étrangers : cette faible troupe avait affaire à une armée de 50,000 combattants; les hôpitaux étaient dans un état déplorable : les plus grands excès se commettaient dans la place, malgré les vigoureux efforts que le général en chef faisait pour les réprimer. Enfin tout espoir de secours était perdu, et une plus longue résistance ne pouvait qu'entraîner la ruine totale de la place et la perte inutile d'une garnison qui, malgré ses efforts, ne pouvait retarder que de

quelques heures la prise de Flessingue. Par toutes ces considérations, le général Monnet, après avoir pris l'avis du conseil de défense, se détermina à capituler. Après de grands débats entre les commissaires respectifs, la capitulation fut enfin signée et ratifiée, le 16 août, à une heure du matin (1). Le général Monnet fut fait prisonnier de guerre avec les troupes qu'il commandait. Après cinq ans de captivité, le général Monnet rentra en France, le 1er mai 1814, par suite de l'échange général des prisonniers de guerre, conclu entre la France et l'Angleterre, lors de la restauration du trône des Bourbons. S. M. Louis XVIII le créa chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 13 août de la même année. Il fut d'abord classé parmi les lieutenants-généraux en demi-solde, et on l'admit ensuite au traitement de disponibilité, par lettre ministérielle, datée du 30 décembre 1818. Il est mort en 1819 (2). (*Etats et brevets militaires, Moniteur, annales du temps.*)

---

(1) Nous avons sous les yeux un état très-détaillé des forces françaises aux ordres du général Monnet et de celles de l'armée anglaise, commandée par le général Châtam et l'amiral Strachan. Il en résulte que les troupes françaises ne s'élevaient qu'à 6863 hommes, et qu'elles n'avaient pas un seul vaisseau, ni aucun autre bâtiment de guerre pour appuyer leurs opérations de défense. Les Anglais avaient employé au siége de Flessingue 41 vaisseaux de ligne, 28 frégates, 84 corvettes, bricks, bombardes, etc., et 1500 bâtiments de transports, au total 1653 voiles. Leur armée de débarquement était forte de 50,000 hommes. En comparant ces forces si disproportionnées, on ne peut s'empêcher d'être étonné que les Français aient pu faire une résistance opiniâtre pendant 17 jours.

(2) Les auteurs des *Victoires et conquêtes des Français*, ceux de la *Biographie des hommes vivants* et quelques autres historiens, ont avancé que Buonaparte, mécontent de la reddition de Flessingue, avait ordonné la réunion d'un conseil de guerre, et que le général Monnet y fut déclaré coupable de lâcheté et de trahison, et condamné à mort par contumace : ce sont autant d'erreurs matérielles. Aucun conseil de guerre ne fut assemblé, et il n'y eut de nommé par Napoléon qu'un conseil d'enquête, qui n'entendit que des témoins à charge, ayant des intérêts opposés à ceux du général Monnet. Celui-ci, absent, ne put réfuter les accusations de ses ennemis; et ce conseil, au lieu de rechercher les

DE MONSPEY (Louis-Alexandre-Élysée, *marquis*), *comte d'Arginy*, *lieutenant-général* et grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, naquit le 10 août 1733. Placé, en qualité de page, auprès de la personne de Mgr. le dauphin, fils de Louis XV, ce prince lui donna une lieutenance dans son régiment de cavalerie, puis lui fit obtenir une compagnie dans le régiment Royal-Normandie. Il commanda cette compagnie, et ensuite une autre qu'il avait obtenue, en 1758, au régiment de Poly cavalerie, dans toutes les campagnes de la guerre de *sept ans*, à la suite de laquelle il fut nommé chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis. Il avait eu plusieurs occasions de donner des preuves de courage dans le cours de cette guerre, et avait reçu deux blessures à la bataille de Minden, le 1er août 1759. Rentré en France, avec l'armée, le marquis de Monspey fut placé, le 30 mars 1766, en qualité d'officier

---

moyens de justification, fit un rapport rempli de préventions défavorables au général. Le général Monnet n'a point été jugé, quoiqu'il ait pendant 5 ans sollicité son échange et son renvoi en France, pour y faire examiner sa conduite et se justifier. Il n'était et ne pouvait être contumace, puisqu'il était prisonnier de guerre en Angleterre.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* ont rectifié ces erreurs dans l'*errata* placé à la page 71 de leur XXVe volume.

Ils ont aussi reconnu la fausseté d'une inculpation grave qu'ils avaient fait peser sur le général Monnet, lorsqu'à la page 260 de leur XIXe volume, ils avaient dit de lui : « L'enquête a prouvé qu'il exerçait un monopole scandaleux sur l'exportation des eaux-de-vie, etc. »

La réclamation faite à ce sujet par M. le chevalier Monnet de Lorbeau, fils du général, insérée dans le *Moniteur* du 27 août 1821, et rapportée dans le XXVe vol. des *Victoires et conquêtes*, pag. 72, 73 et 74, démontre la fausseté de l'inculpation précitée, qui d'ailleurs se trouve détruite de fond en comble, par une lettre que le ministre de la marine, Decrès, adressa au général Monnet, sous la date du 15 décembre 1806. Les dons volontaires que le général Monnet recevait des armateurs hollandais, pour n'être pas troublés dans le commerce interlope par lequel ils expédiaient leur genièvre sur les côtes anglaises; ces dons, disons-nous, étaient à la connaissance de Napoléon, qui en autorisait le recouvrement, et qui en faisait employer le produit au paiement des frais dispendieux de l'espionnage qu'il entretenait dans les trois royaumes de la Grande-Bretagne.

1704, et mourut le 16 septembre 1746. (*Chronologie militaire*, *tom. IV*, *pag.* 634.)

DE MONTAIGU (Joseph), *comte de Bouzols*, fils du précédent, entra aux mousquetaires, en 1685. Il fut créé brigadier des armées du roi, le 29 mars 1710, et maréchal-de-camp, le 1er février 1719. Il mourut, le 10 août 1740, à l'âge de 75 ans. (*Chronologie militaire*, *tom. VIII*, *pag.* 66.)

DE MONTAIGU, *voyez* BASSET.

DE MONTALEMBERT D'ESSEY (André), *commandant d'armée*, n'était âgé que de 12 ans, lorsqu'il accompagna André de Vivonne, sénéchal de Poitou, dont il était page, à l'expédition de Naples, en 1495. A la journée de Fornoue, le 6 juillet de la même année, il combattit avec valeur auprès du sénéchal, qui l'introduisit bientôt après à la cour du comte d'Angoulême (depuis François Ier). Il eut l'honneur de faire avec ce prince ses exercices, et de se trouver à toutes ses fêtes militaires, tournois et courses de bagues. Il y avait acquis une si grande réputation, que le comte d'Angoulême, devenu roi, le choisit, en 1520, ainsi que deux autres gentilshommes, pour soutenir, avec lui, entre Ardres et Guines, en présence du roi d'Angleterre, l'effort des quatre plus fortes lances qui se présenteraient. La campagne du Piémont, en 1535, fournit à d'Essey les occasions de se signaler. Il y commanda 1000 chevau-légers. L'empereur menaçant Turin, d'Essey se jeta dans cette ville pour la défendre, et n'en sortit qu'en 1536, pour emporter Ciria par escalade. Le roi s'étant emparé de Landrecies, on prévit que l'empereur verrait avec peine cette clef du Hainaut entre les mains des Français. Ce motif engagea à la fortifier, et d'Essey, alors lieutenant de la compagnie de 50 hommes d'armes du duc de Montpensier, en fut nommé lieutenant de roi, et eut ordre de la mettre en état de défense. Les fortifications n'étaient point encore achevées, lorsque l'empereur en forma le siége, avec 50,000 hommes. La faiblesse de la place, le peu de troupes qui en formaient la garnison, une large brèche, existant au corps de la place,

et enfin une armée formidable, composée de toutes les forces d'Espagne, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre et de Flandre, rien de tout cela n'étonna d'Essey. Inspirant à sa garnison le courage dont il était animé, il osa tenter de fréquentes sorties, et les fit toujours avec succès. Il pénétra un jour jusqu'à une batterie, et en enleva une pièce, qu'il fit rouler dans le fossé. Son intrépidité déconcerta l'empereur, qui craignit d'exposer ses troupes aux dangers d'un assaut, et qui se flatta d'emporter par famine une place qu'il désespérait d'avoir de vive force. Depuis trois mois et demi, d'Essey tenait en échec la nombreuse armée de l'empereur, et sa garnison, dépourvue de vivres, ne se soutenait plus que par une fermeté héroïque, lorsque le roi, instruit de l'extrémité des assiégés, vint à leur secours, donna le change à l'empereur, ravitailla Landrecies, et en tira d'Essey avec sa garnison. Les soldats étaient pour la plupart estropiés, et d'Essey était blessé. Sa vigilance continuelle pour la défense de la ville ne lui avait pas permis de se faire panser. Le roi récompensa toute cette garnison, embrassa le brave d'Essey, et le fit gentilhomme de sa chambre. En 1546, d'Essey eut le commandement du fort d'Outreau, dont les Anglais tentèrent inutilement de se rendre maîtres. D'Essey conserva ce poste, malgré leurs efforts, et malgré les ravages que la peste fit parmi les troupes de la garnison. Par pouvoir du 28 avril 1548, d'Essey, alors capitaine de 50 hommes d'armes, fut fait lieutenant-général commandant l'armée que le roi envoyait en Ecosse. Il arriva à Dumbard, le 18 juin, et son premier soin fut de faire passer en France la jeune reine Marie, âgée de 6 ans, destinée à épouser le dauphin. Il entreprit le siége d'Hadington et le poussa vivement; mais le duc de Sommerset, ayant gagné un des espions de d'Essey, jeta 200 hommes dans la ville. Les troupes écossaises s'étant retirées, à peine restait-il 600 hommes à d'Essey, et le duc de Sommerset crut le moment favorable pour forcer le camp des Français. D'Essey, qui soupçonna son dessein, demanda du secours à la reine douairière d'Ecosse; et, en ayant obtenu, il marcha aux ennemis, les prévint, les battit, les mit

en fuite, et fit 2000 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le général de la cavalerie anglaise. Les Anglais s'étant remis en campagne, avec 20,000 hommes, d'Essey fut contraint de lever le siége d'Hadington. Quelques jours après, la garnison de cette place en sortit pour insulter les Français : mais d'Essey lui tua 500 hommes, et culbuta le reste dans les fossés. Pendant qu'il fortifiait le petit Lith, il reçut un renfort de 4 compagnies d'infanterie française. Il chassa les Anglais de Gedburg, prit d'assaut le château de Fernibérit, se saisit de Cornouaille, de Tif et de Furid. Les Anglais s'étant emparés de l'île aux Chevaux, d'Essey forma le dessein de la reprendre. Il y aborda avec des peines infinies, repoussa les Anglais, attaqua le château, et le prit. Le gouverneur ayant été tué, le butin fut distribué aux soldats. Après cette action, il remit le commandement général à de Thermes, qui avait été nommé pour commander à sa place. De retour en France, le roi lui donna le collier de son ordre, en 1549, et le gouvernement d'Ambleteuse. Cette place venait alors d'être emportée d'assaut, et le soldat furieux se disposait au meurtre et au pillage. Les dames anglaises implorèrent la protection du nouveau commandant : celui-ci les garantit de toute insulte. En 1553, le roi lui confia le commandement et la défense de Térouanne. Il y entra, avec 50 hommes d'armes, 200 hommes de cavalerie légère, et 2 compagnies d'infanterie. La place était forte, mais mal pourvue de munitions de guerre. Elle fut attaquée, et bientôt 50,000 coups de canon y firent une brèche de 60 pas. D'Essey soutint 3 assauts pendant dix heures; au troisième assaut, étant toujours sur la brèche, il vit un officier espagnol s'avancer bien au-delà de sa troupe : d'Essey appela cet officier, et ils allaient commencer un combat corps à corps, lorsqu'un arquebusier français tua l'Espagnol. Au même instant, un soldat espagnol fit feu sur d'Essey et le tua. La mort de ce maréchal entraîna la perte de Térouanne, qui fut prise par assaut, le 20 juin 1553. (*Chronologie militaire, tom. I, pag. 201; le président Hénault, le Père Daniel, Vie de d'Essey, dans les*

Hommes illustres de l'abbé Pérault, tom. XIII, pag. 298; *de Thou, édition de* 1734, *tom. I.*)

DE MONTALEMBERT, *voyez* TRYON.

DE MONTARAND, *voyez* BRENIER.

DE MONTAUT-BENAC (Philippe), *marquis*, puis *duc de Navailles*, *pair et maréchal de France*, naquit en 1619, et entra, à l'âge de 14 ans, dans les pages du cardinal de Richelieu. Devenu enseigne au régiment de la Marine, en 1638, il servit, la même année, et en 1639, à plusieurs siéges et prises de places. Il fut blessé à l'attaque des lignes d'Arras par les Espagnols. Après le siége de cette place, on le fit capitaine au régiment de la Marine. Nommé mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, le 20 février 1641, il servit à l'armée d'Italie, s'y distingua dans plusieurs affaires, et fut blessé à la prise de Trin, en 1643. Il servait, en 1644, sous le prince Thomas, lorsque le projet d'assiéger Final ayant été abandonné, il eut ordre de se retirer du faubourg où il était posté : cette retraite était difficile. Cependant le marquis de Navailles l'exécuta, à la tête de 1000 hommes, quoiqu'il fût obligé de passer par des défilés, et qu'il fût harcelé par les ennemis depuis trois heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Il reçut, pendant cette retraite, un coup de mousquet; mais il perdit peu de ses gens, et sauva le bagage : la retraite fut de cinq lieues. Créé mestre-de-camp d'un autre régiment d'infanterie de son nom, le 4 février 1645, il se démit de celui qu'il avait, en faveur de son frère. Il marcha en Catalogne, au siége et à la prise de Roses, le 26 mai, et vint ensuite servir en Flandre au siége de Lens. On le fit sergent de bataille sur la fin de cette campagne. Au siége d'Orbitello, que les Français levèrent, en 1646, il défendit un fort construit à 1000 pas de la ville, pour empêcher le secours de ce côté-là. Au combat de Bozolo, il se trouva opposé aux Espagnols avec 6 régiments d'infanterie nouvellement levés, qui plièrent à la première charge. Navailles, se mettant alors à la tête de sa cavalerie, chargea deux

fois les ennemis, perdit d'abord son canon, mais le reprit et conserva un rideau qu'il avait à sa droite. Il avait été soutenu par 500 Suisses du duc de Modène, dont il ne resta qu'un sergent et 50 soldats. D'Estrades, qui commandait en chef, n'ayant pu joindre les Espagnols à cause d'un défilé qui était devant lui, rallia sa cavalerie, et la mena pour la troisième fois à la charge; la plupart des officiers furent tués, et cette cavalerie se retira au trot. Il se mit alors à la tête d'une compagnie de gendarmes qui vint à son secours; mais 6 escadrons allemands et un bataillon espagnol marchèrent droit à lui. Pour soutenir d'Estrades, le marquis de Navailles détache 20 gendarmes qui chargent le bataillon; et, avec le reste de la compagnie, il s'avance à 50 pas des Allemands, qu'il arrête tout court par cette manœuvre. Sur ces entrefaites, 150 mousquetaires se joignent à lui, et bordent une hauteur qui le favorisait : sa cavalerie, qui s'était retirée, se remet en bataille; ce qui donna à Navailles le moyen d'attendre jusqu'à la nuit la fin d'une action commencée depuis huit heures du matin, et dans laquelle, avec 2500 hommes, il avait essuyé le feu de 9000. Les ennemis ayait fait leur retraite, Navailles fit aussi la sienne. Les Français consternés étaient résolus d'abandonner leurs quartiers; mais Navailles, qui pensait plus généreusement, voulut se maintenir dans le sien, et demanda 500 hommes d'augmentation choisis dans les troupes qui n'avaient point combattu : on les lui accorda. Les ennemis campèrent à Saint-Martin, à une demi-lieue de son quartier; et, le trouvant hors d'insulte, ils se retirèrent. Leur éloignement rendit Navailles maître de 30 lieues de pays, où ses troupes eurent pendant 6 mois tout ce qu'elles pouvaient souhaiter. Créé maréchal-de-camp, par brevet du 1er août 1647, il servit en cette qualité dans l'armée de Lombardie, sous le duc de Modène. En 1648, on rappela d'Italie le comte d'Estrades, qui, par ordre de la cour, laissa le commandement des troupes au marquis de Navailles. Celui-ci les réunit toutes à Cazal-Major. Les Espagnols, supérieurs en force, entreprirent de l'y attaquer, ou de lui couper les vivres, et se saisirent de deux

îles qui lui donnaient la communication avec l'état de Modène. Dans cet état de choses, plusieurs officiers opinaient pour la retraite, et voulaient brûler les bagages, et jeter les canons dans le Pô. Le marquis de Navailles n'avait que 5000 hommes de pied et 3000 chevaux à opposer au marquis de Caraccène, qui commandait une armée de 11,000 hommes. Navailles, comptant sur la valeur de ses troupes, et flatté de se voir à la tête d'une armée, à l'âge de 25 ans, prit le parti de combattre le général ennemi. Il avait déjà reconnu le terrain, et choisi le champ de bataille, lorsqu'il reçut une lettre du maréchal du Plessis, qui lui mandait que dans douze jours il le joindrait avec 6000 hommes, et qu'il ne hasardât rien. Navailles se retrancha, et amassa des vivres. Pendant que 800 hommes escortaient un de ses convois, il se mit à la tête de 500 chevaux, s'approcha de l'arrière-garde des Espagnols, qui marchaient à Vigevano, et les engagea dans une escarmouche, à la faveur de laquelle son convoi passa. Le maréchal du Plessis l'ayant joint avec 4000 hommes, ils se disposèrent à l'attaque des retranchements espagnols, près de Crémone. Le marquis de Navailles commença l'attaque, le 30 juin. Les lignes étaient très-élevées; l'eau du fossé le rendait de difficile accès; aussi les troupes furent tellement effrayées au premier coup d'œil, qu'elles se tenaient sur les bords du fossé, sans oser aller en avant. Navailles descend alors de cheval, et travaille à combler ce fossé : pour éloigner la cavalerie ennemie, il coule son infanterie le long du parapet, et charge un régiment allemand qu'il fait plier. Il passe ensuite, à la tête d'une compagnie de gendarmes, tombe sur les ennemis, et les bat. Les autres attaques ayant aussi heureusement réussi, les Français, au lieu de suivre le gros des ennemis, donnèrent la chasse aux fuyards. Le marquis de Navailles, avec 4 escadrons, s'aperçut bientôt qu'il n'était point soutenu. Il était alors en présence du marquis de Caraccène, qui, à la tête de 4 escadrons, ménageait la retraite de son infanterie et de ses bagages. Pour ne point donner au général espagnol le temps de reconnaître sa faiblesse, Navailles tombe sur lui si brusquement,

qu'il renverse son arrière-garde. Ce fut alors qu'il prit le lieutenant-général don Galéas de Strotzy. Le maréchal du Plessis étant survenu avec quelque cavalerie, on poussa les Espagnols jusque dans Crémone. Au siége de cette place, le marquis de Navailles emporta la contrescarpe; et, malgré 4000 Espagnols qui la défendirent, il y fit et y conserva un logement. Quatre jours après, allant visiter les postes, il reçut un coup de mousquet, qui lui perça le cou, et lui cassa le bout des vertèbres. On le porta à Plaisance, d'où il se rendit à Paris. Il servit à l'armée devant Paris, en 1649, sous les maréchaux du Plessis et de Gramont. Il obtint le gouvernement de Bapaume, par provisions du 4 mars 1650, et le régiment d'infanterie qui y tenait garnison, sur la démission du chevalier de Tilladet, par commission du 11 du même mois. Créé lieutenant-général, et employé à l'armée de Flandre, commandée par le maréchal du Plessis, par pouvoir du 20 septembre, il servit au siége et à la prise de Rethel, ainsi qu'à la défaite des Espagnols près de cette place. Il eut un régiment de cavalerie de son nom, à la mort de Georges Blintz, par commission du 25. Il fut nommé gouverneur et sénéchal de Bigorre, sur la démission de son père. On le fit gouverneur de Niort, sur la démission de son beau-père, le 19 février 1651. Il servit dans l'armée de Flandre, sous le maréchal d'Ammont, qui s'opposa aux progrès des Espagnols. Détaché avec un corps de troupes, en 1612, il se posta au-delà du canal de Briare pour couvrir l'armée du roi, commandée par les maréchaux de Turenne et d'Hocquincourt. Il conduisit l'avant-garde de l'armée, lorsque le vicomte de Turenne marchait à Villeneuve-Saint-George, pour attaquer le duc de Lorraine, qui consentit à sortir de France. Le vicomte de Turenne, ayant suivi M. le prince de Condé, passa la rivière de Seine. Le marquis de Navailles, qui commandait l'avant-garde composée de 9 escadrons de cavalerie étrangère, arriva à la pointe du jour à l'entrée du faubourg Saint-Denis, chargea l'arrière-garde des ennemis, la poussa dans le faubourg et fit plusieurs prisonniers. Il s'avança ensuite avec 5 escadrons, tomba

sur les rebelles, au faubourg Saint-Antoine, en tua un grand nombre, et en prit plusieurs. Le prince de Condé ayant rangé ses troupes en bataille à la tête de ce faubourg, Navailles rangea aussi les siennes dans un fond; puis il attaqua et emporta une barricade. Le prince de Condé voulut la reprendre; mais ses troupes furent repoussées avec perte. Le régiment Mestre-de-Camp cavalerie ayant passé la barricade, soutenue de quelque infanterie, fut renversé par 4 escadrons des ennemis, et l'infanterie qui suivait pris la fuite. Le marquis de Navailles, avec le régiment de Turenne et un détachement de celui de Picardie, renversa à son tour tout ce qu'il rencontra; s'assura par là de la barricade, et se mit en état de soutenir les efforts du prince de Condé. Un gros corps d'infanterie et tous les volontaires de l'armée de ce prince donnèrent contre la barricade à trois reprises différentes; mais Navailles les repoussa toujours. Il se disposait à une dernière charge, qui aurait entraîné la perte totale des troupes du prince, lorsque les Parisiens ouvrirent la porte Saint-Antoine : ce combat se donna le 2 juillet. Le marquis de Navailles fut fait lieutenant de la compagnie des chevau-légers de la garde, sur la démission du comte de la Vauguyon, par commission du 30 mai 1653. Il se démit alors de son régiment de cavalerie, et suivit le vicomte de Turenne à la prise de Rethel et de Mouzon. Il investit, le 22 octobre, la ville de Ste.-Ménéhould, qui se rendit, le 26 novembre. A l'attaque des lignes d'Arras, le 25 août 1654, le marquis de Navailles, qui commandait les premières troupes, mit pied à terre, et obligea les Enfants-Perdus qui s'arrêtaient sur les trous de marcher à l'angle qu'il avait dessein d'enlever. Il plaça les bataillons dans les lignes abandonnées par les Espagnols; éloigna par un grand feu 4 escadrons qui étaient en bataille; ouvrit les passages avec ses pionniers, et mit en bataille 15 escadrons et 5 bataillons. Le marquis de Navailles devint duc et pair de France, après la mort de son père, par lettres de confirmation données à Paris, au mois de septembre. On licencia le régiment d'infanterie, qui tenait garnison dans Bapaume, et dont il était mestre-de-

camp, à la fin de la campagne. En 1655, il escorta le roi dans son voyage de Flandre. En 1656, il commanda les gendarmes et toute la maison du roi. Chargé, au mois de juillet, d'escorter un convoi qui était à Guise, et qu'on destinait au camp du vicomte de Turenne devant Valenciennes, il le conduisit heureusement, quoiqu'il fût obligé de passer à une demi-lieue du camp des ennemis. Il accompagna le roi au siége de Montmédy, qui se rendit le 6 août 1657. Il fut nommé ambassadeur extraordinaire vers les princes d'Italie, et commanda l'armée d'Italie, sous le duc de Modène, en 1658. Voulant passer le Pô, il détacha 1000 mousquetaires et 1000 chevaux, avec de petits bateaux, à l'insu des ennemis; ces premières troupes étant arrivées sur la rive opposée, il fit revenir les mêmes bateaux pour le passage des autres troupes, et se saisit d'une église située sur le bord du fleuve. Quatre mille chevaux ennemis vinrent pour le reconnaître, mais n'osèrent l'attaquer, et le reste de l'armée passa le lendemain sur un pont auquel on avait travaillé en diligence. Le comte de Fuensaldagne, s'étant porté sur le chemin de Marignan à Milan, s'y retrancha. Le marquis de Navailles l'attaqua, emporta 3 barricades, fit beaucoup de prisonniers, et tua 400 hommes. Il forma, le 23 août. le blocus de Morsac, qui se rendit le 25. Après la prise de cette place, on s'empara de tous les postes occupés par les Espagnols aux environs de Valence, et de la province de Lomeline. Le duc de Modène étant mort, le 14 octobre, le marquis de Navailles commanda l'armée en chef, jeta un secours de 800 hommes dans Borsello, et mit ses troupes en quartiers d'hiver, au mois de décembre. Il obtint, par brevet du 6 avril 1659, la survivance de la compagnie des chevau-légers de la garde pour son fils aîné. Il y eut, le 8 mai, une suspension d'armes, qui fut suivie de la paix des Pyrénées, signée le 7 novembre. Nommé gouverneur et lieutenant-général du Havre-de-Grâce, sur la démission du duc de Richelieu, par provisions données à Fontainebleau, le 20 juillet 1661, il prêta serment, le 26, et se démit alors du gouvernement de Bapaume. On le créa

chevalier des Ordres du roi, le 31 décembre. Il se démit, le 30 juillet 1664, de la compagnie des chevau-légers de la garde, et le 1er août du gouvernement du Havre. On le nomma pour commander en Aunis, à Brouage, et à la Rochelle, avec les appointements de gouverneur (le gouvernement était vacant), par pouvoir donné à Paris, le 12 septembre 1665. Il fut fait gouverneur de Lourdes, sur la démission du maréchal d'Albret, par provisions du 23 mars 1668. Nommé lieutenant-général commandant les troupes auxiliaires envoyées en Candie, par pouvoir du 2 avril 1669, il y débarqua à la tête de 500 Français, et attaqua, le 25 juin, les Turcs dans leurs tranchées devant Candie. Il les avait déjà chassés de deux redoutes, lorsque le feu prit à un magasin de poudre, de bombes et de grenades, dont les éclats tuèrent plusieurs soldats; les autres, persuadés que le terrain était miné, prirent la fuite. Le duc de Navailles, pour leur donner le temps de se reconnaître, revint à la charge avec quelques troupes qu'il avait; mais les Turcs, qui s'étaient retirés sur les montagnes, témoins du désordre qui régnait dans les rangs français, en profitèrent, et attaquèrent avec impétuosité. Le duc de Navailles tenta inutilement de rallier ses gens; et le nombre des Turcs se multipliant à chaque moment, il fit sa retraite, après avoir perdu 800 hommes. Désespérant de sauver Candie, il se rembarqua, le 20 août, pour conserver ce qui restait de 8000 hommes que le roi y avait fait passer en différents temps, et en laissa seulement 300 dans la ville. Il commanda sur les frontières de Bourgogne, de Champagne, de Lorraine et d'Alsace, par commission du 27 avril 1673. Il se démit alors du commandement de l'Aunis. Il chassa les ennemis de Beaune et du faubourg de Dijon. Il eut un pouvoir du 20 novembre, pour traiter de la neutralité de la Franche-Comté; mais il n'y réussit point. En 1674, il se saisit, en Franche-Comté, de la ville et du château de Saint-Amour, des châteaux de Laubespine, de Beaufort, de Mornay. Il passa l'Ognon à un gué qu'il avait découvert, dans le dessein de prendre les ennemis par-derrière, pendant que son in-

fanterie passait sur un pont volant. Les ennemis s'étant retirés à Gray, il attaqua Pesme, défendu par 350 hommes d'infanterie et 300 dragons, qui se rendirent à discrétion. Il enleva ensuite 200 hommes dans un château entre l'Ognon et le Doux, marcha à Gray, et repoussa la cavalerie ennemie : dans cette affaire, il fut blessé de plusieurs coups de mousquet. On ouvrit la tranchée malgré l'inondation ; et après cinq heures de combat, il se rendit maître du chemin couvert. La place se rendit à discrétion, le 28 février, et on y prit 1600 hommes d'infanterie, 400 chevaux, et 600 dragons. Vesoul ouvrit ses portes, le 10 mars, à la première sommation, et Lons-le-Saulnier se soumit aussi. Il investit, le 25 avril, la ville de Besançon, qui se rendit au roi le 15 mai : la citadelle capitula le 21. Dôle se soumit le 6 juin. Le duc de Navailles suivit le prince de Condé en Flandre, combattit sous lui à Senef, le 11 août, et y commanda la droite de la cavalerie. Ayant chargé une partie des ennemis, postés sur une hauteur, 5 escadrons vinrent à lui, pour l'attaquer en front et en flanc. Le duc de Navailles partagea alors sa cavalerie en deux troupes, et renversa les 5 escadrons ennemis. Repoussé à son tour par 7 autres qu'il rencontra, en poursuivant les premiers, il revint plusieurs fois à la charge, et les battit avec l'aide des gendarmes et des chevau-légers de la garde. Crée maréchal de France, par état donné le 30 juillet 1675, il eut le commandement de l'armée du Roussillon, par pouvoir du 1er décembre. En 1676, il conserva Bellegarde que les Espagnols tentèrent de surprendre. Il entra dans Figuières que les ennemis abandonnèrent à son approche, et y mit garnison. Le roi ayant tiré de son armée de Roussillon 4000 hommes pour les envoyer en Sicile, ce qui restait de troupes prit des quartier d'hiver. Les Espagnols n'étant séparés de l'armée française que par un ruisseau, le firent passer, le 1er juillet 1677, par 5 escadrons et 7 bataillons. Le marquis de Navailles les repoussa au-delà de ce ruisseau. Attaqué, le 4, à Espouilles par le marquis de Monterrey, il battit ce général espagnol, qui, après un combat de cinq heures, se retira avec perte de 5000 hommes tués ou bles-

sés, et de 700 prisonniers. Le maréchal de Navailles prit Puycerda, le 28 mai 1678. La paix fut conclue à Nimègue le 17 septembre suivant. Nommé gouverneur, premier gentilhommes de la chambre et surintendant des finances de M. le duc de Chartres, au mois de mars 1683, il conserva ces charges jusqu'à sa mort, qui eut lieu à Paris, le 5 février 1684. (*Chronologie militaire, tom. III, pag.* 7; *Mémoires du Père d'Avrigny, Hist. milit. de M. de Quincy, Bauclas, Anquetil, Biographie universelle, ancienne et moderne, tom. XXX, pag.* 604).

DE MONTBARTHIER, *voyez* D'ASTORG.

DE MONTBAS, *voyez* BARTHON.

DE MONTBAZON, *voyez* DE ROHAN.

DE MONTBERON (Jacques), *maréchal de France*, servit dans les guerres de Gascogne, et se trouva au sacre de Charles VI, en 1380, en qualité d'homme d'armes. Il suivit ce prince dans l'expédition contre les Flamands, en 1382. Il passa l'année suivante en Angoumois, étant alors capitaine de 15 hommes d'armes. Il fut nommé sénéchal d'Angoulême, par lettres du 9 août 1386; servit dans ce pays, sous le maréchal de Sancerre, et passa, en 1387, en Gascogne, sous le même maréchal, avec lequel il continua de servir les années suivantes. Il entra depuis dans le parti bourguignon. On le fit maréchal de France, par nouvelle création, sous la régence du duc de Bourgogne, dont il était chambellan : son état est daté du 27 juillet 1418. Il prêta serment, en cette qualité, au parlement, le 26 septembre suivant. On le destitua, sous la régence du roi d'Angleterre, par lettres données à Meaux, le 22 janvier 1422. Il mourut en 1422. (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 150; *l'abbé le Gendre, Bauclas, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri.*)

DE MONTBOISSIER-BEAUFORT (Guillaume), *marquis de Canillac, lieutenant-général*, obtint un régiment de chevau-légers, en 1635. Il fut créé maréchal-de-camp,

le 20 novembre 1648, et lieutenant-général, le 10 juillet 1652. (*Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 142.)

DE MONTBOURCHER, *voyez* DU BORDAGE.

DE MONTCHAT, *voyez* DE BARENTIN.

DE MONTEBELLO, *voyez* LANNES.

MONTEJEAN (René), *maréchal de France*, commandait les troupes françaises dans le Milanais, lorsqu'en 1563, il les mena, toutes fatiguées qu'elles étaient, contre un ennemi très-supérieur en forces. Les ayant postées dans un lieu désavantageux, elles furent défaites et lui-même fut fait prisonnier de guerre. Il eut la même destinée à Pavie, en 1525. Il servit, sous Lautrec, en 1528, au siége de Pavie, qu'on emporta d'assaut. Il présida, au nom du roi, aux états de Bretagne, assemblés pour la réunion de cette province à la couronne : elle se fit par lettres-patentes du 21 septembre 1533. Montejean, oubliant alors la dignité et la modération qui convenaient au caractère dont il était revêtu, pensa par des saillies indécentes, faire échouer une négociation, qui exigeait les ménagements d'une prudence éclairée. Il partit, au commencement du mois de mars 1535, avec d'Annebaut, pour se saisir du Pas-de-Suze, et commanda dans cette expédition un corps de 12,000 hommes d'infanterie. Turin ouvrit ses portes, le 3 avril, et Chivas se rendit aussi. Les deux commandants français passèrent la grande Doire, repoussèrent le marquis de Marignan, qui leur en disputait le passage, et se rendirent maîtres du Piémont. Charles-Quint menaçant alors d'entrer dans le royaume de France, Montejean eut ordre de laisser garnison dans Turin, dans Fossano et dans Coni seulement, et de ramener le reste des troupes en France. L'empereur marchait effectivement, au mois d'août 1536, pour assiéger Marseille. Le roi avait défendu d'engager aucun combat; mais Montejean, croyant pouvoir surprendre les ennemis, s'approcha de l'avant-garde impériale, à la tête de 300 hommes de pied et de 140 chevaux, et lui donna

l'alarme au moment où elle décampait de Fréjus. Cependant Ferdinand de Gonzague, qui commandait cette avant-garde, suivit Montejean, l'atteignit entre Brignol et le Luc, et tailla sa troupe en pièces : Montejean y demeura prisonnier. Le roi lui accorda le gouvernement et la lieutenance-générale du Piémont, sur la démission de Jean d'Humières, par provisions données à Pignerol, le 29 novembre 1537. Il fut pourvu de sa charge de maréchal de France, devenue vacante par la promotion du maréchal de Montmorency à la dignité de connétable : son état, donné à Moulins, est du 10 février 1538. Il était alors chevalier de l'ordre du Roi. Il mourut en Piémont, au commencement de septembre 1539, et non pas à la fin de 1538, comme l'annoncent l'Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, l'Histoire de la maison de Gondy, et le Dictionnaire des maréchaussées (1). (*Chronologie militaire, t. II, p.* 229; *Dupleix, Mézeray, Histoire de France, du Père Daniel; Dictionnaire des Maréchaussées, Histoire des Grands-Officiers de la couronne, Histoire généalogique de la maison de Gondy, tom. II.*)

DE MONTÉLÉGIER, *voyez* DE BERNON.

DE MONTESQUIOU-LASSERAN MASSENCÔME-DE-MONTLUC (Blaise), *seigneur de Montluc, maréchal de France,* naquit au château de Montluc vers l'an 1502. La maison à laquelle il appartenait était d'une branche de celle d'Artagnan-Montesquiou, l'une des plus illustres de la Guienne. Il était l'aîné de 6 enfants qui n'avaient en patrimoine qu'un faible revenu. Il fut page d'Antoine, duc de Lorraine, jusqu'à l'âge de 16 ans. Il entra alors au service comme simple sol-

(1) Le maréchal de Montejean, tout brave guerrier qu'il était, n'avait pas les capacités nécessaires pour commander une armée. Il ne sut jamais ni bien connaître ses forces, ni se précautionner contre celles des ennemis. Emporté par un premier mouvement que la présomption faisait naître, et que le génie ne dirigeait point, il fut battu, presque aussi souvent qu'il attaqua.

dat, brusqua la fortune, et ne dut son élévation qu'à sa conduite et à sa valeur. Il servit, sous André de Foix-de-l'Esparre, qui reprit, en 1521, toute la Navarre, et la reperdit en aussi peu de temps qu'il en avait mis à la conquérir. Il combattit, en 1522, à la Bicoque, aux côtés d'Anne de Montmorency. Lautrec, s'étant enfermé, en 1523 dans Bayonne, alors menacée par les Espagnols, détacha, pour aller reconnaître les ennemis, 100 gendarmes et quelques compagnies d'infanterie, dans l'une desquelles Montluc avait obtenu une enseigne : le capitaine Carbon commandait toute la troupe. Ils arrivèrent jusqu'à un quart de lieue de Saint-Jean-de-Luz, sur une colline bordée par un ruisseau étroit et profond. Carbon descend de la colline avec 40 chevaux et les 100 gendarmes, s'approche du camp ennemi, et brave, pendant une heure entière, les Espagnols par le son redoublé de ses trompettes. Surpris de l'inaction des ennemis ou de leur lâcheté, Carbon revenait sur ses pas, lorsque 3 de ses cavaliers lui apprirent que l'armée ennemie venait fondre sur lui. Carbon culbuta les premiers qui l'attaquèrent; mais ils furent bientôt remplacés par de nouveaux escadrons, et la perte de Carbon sembla alors inévitable. L'infanterie française apercevant du haut de la colline l'extrême péril de son commandant, se contentait de s'appitoyer sur sa triste destinée; mais une compassion aussi stérile n'était point du goût de Montluc, qui pensait plus généreusement. Il engage alors 100 fantassins à le suivre, passe un ruisseau, jette 20 hommes sur une de ses ailes, avec ordre de coucher les ennemis en joue sans tirer, afin de les tenir par-là dans l'inquiétude, et d'avoir lui-même le temps de fondre sur eux avec plus de succès. A la première charge, Montluc abat 60 chevaux, et jette le désordre parmi les ennemis; Carbon et sa cavalerie en profitent, pour traverser le ruisseau. Montluc, seul avec son détachement, à l'entrée de la plaine, et ayant en tête 800 chevaux des ennemis, court vers une petite éminence escarpée au-delà du ruisseau, et, à la faveur d'un feu terrible qu'il fait, se place derrière un large fossé. L'ennemi cherche alors un gué : Montluc de son côté s'avance vers

le camp; mais les ennemis le suivent, et retardent sa marche. Sur ces entrefaites, un corps d'infanterie se joint à la cavalerie ennemie. Montluc, déjà couvert par le fossé, se couvre encore d'un marais qu'il rencontre, et marche sans risque pendant un quart de lieue. Au sortir de la tête du marais, il se jette successivement dans plusieurs vergers fermés de haies, et enfin dans un cimetière environné de murailles. La cavalerie et l'infanterie ennemie l'investissant aussitôt, il ne lui restait de libre qu'une issue qui aboutissait à une rue de village. Montluc, doublant le pas, se précipite dans une rivière, et gagne le pont de l'autre côté de cette rivière, où Carbon avait laissé quelques cavaliers pour le soutenir. Ses archers n'ayant plus de flèches, et ses arquebusiers étant sans poudre, Montluc leur fit mettre l'épée à la main. Son intrépide opiniâtreté finit par rebuter les ennemis, qui reprirent le chemin de leur camp. A la vue de Carbon et de ses gendarmes, presque tous démontés ou blessés, le maréchal de Lautrec demanda ce qu'était devenu Montluc, et Carbon répondit qu'il s'était sacrifié, et s'était perdu pour sauver la gendarmerie. Il parlait encore, quand Montluc parut avec toute sa troupe. Lautrec le reçut avec la distinction que méritait le service qu'il venait de rendre, et lui donna, peu de temps après, une compagnie de 300 hommes de pied; Montluc était alors à peine âgé de 20 ans. Le roi ayant réformé, en 1514, quelques troupes de celles qui étaient en Guienne, Montluc se ressentit de la réforme. Il redevint volontaire dans l'armée qu'Anne de Montmorency conduisit en Provence contre le connétable de Bourbon. Il combattit avec beaucoup de valeur à la bataille de Pavie, le 24 février 1525, et y fut fait prisonnier. On le renvoya sans rançon, parce qu'on savait qu'il était hors d'état de la payer. Le brave Montluc rentra alors dans la maison paternelle, aussi peu riche qu'il en était sorti. Il reçut, en 1527, une commission de capitaine de 800 hommes, et suivit Lautrec en Italie. Employé au siége d'Ascoli, en 1528, il y fut blessé au poignet, à l'épaule et au bras, et resta étendu sur la brèche sans connaissance. Ses gens, le croyant mort,

le firent rouler jusqu'au fond du fossé, et cette chute, en rappelant ses esprits, lui rendit le sentiment. On voulut le porter dans sa tente, mais il le refusa. Animant ses soldats de la voix, et leur montrant le sang dont il était couvert, il demeura assis sur la brèche, où on le replaça pendant le nouvel assaut qu'on donna : la ville fut emportée et réduite en cendres. Dès que Montluc put souffrir la litière, il rejoignit l'armée qui campait alors dans la terre de Labour. Le fameux Pierre de Navarre, qui avait débuté comme lui en qualité de simple soldat, lui accorda son amitié, et obtint pour lui la confiscation d'une des premières baronnies du royaume de Naples, appelée *la Tour de l'Annonciade*, et qui rapportait 1200 ducats de rente. Ces premières lueurs de prospérité s'évanouirent bientôt après; car, le royaume de Naples ayant été enlevé aux Français, Montluc perdit tout ce qu'il y possédait. François Ier avait formé, dès 1534, des légions, et avait divisé chacune d'elles en compagnies de 1000 hommes; Montluc obtint, en 1536, la lieutenance d'une de ces compagnies, qu'on envoya à Marseille, dont Charles-Quint paraissait vouloir entreprendre le siége. La ruine du moulin d'Auriole, le seul que les Français n'eussent point encore brûlé en Provence, devait alors suffire pour plonger l'empereur dans un extrême embarras. On proposa cette expédition aux capitaines les plus déterminés de la garnison de Marseille, et tous la jugèrent impossible, à l'exception de Montluc, dont la vivacité gasconne envisageait un péril du même œil que d'autres auraient regardé une fête. Auriole est à la distance de 5 lieues de Marseille; et, pour parvenir au moulin, il fallait passer des rivières, des collines, des villages, des ravins au-dessus desquels on trouvait une petite ville avec une nombreuse garnison : l'armée de l'empereur campait dans le voisinage, à 4 lieues du moulin. Toutes ces difficultés n'arrêtèrent point Montluc. Il sort de Marseille, au mois d'août, accompagné de Tavannes et de 200 hommes choisis, franchit tous les obstacles d'une route peu pratiquée, poste son lieutenant auprès de la petite ville, marche au moulin, enfonce la porte, défendue par 60 soldats, en tue

une partie, culbute le reste dans la rivière, brûle le moulin, brise les meules, emporte les ferrements, détache 20 chevaux qui facilitent la retraite de Tavannes, oblige les Impériaux de rentrer dans la ville, et reprend au grand pas le chemin de Marseille. Choqué de ce que son nom avait été oublié dans le rapport que l'on avait fait au roi de cette brillante action, il se retira dans ses foyers. En 1537, on le consola de cette injustice, en lui donnant une compagnie d'infanterie, qu'il conduisit au secours de Térouanne, alors assiégée. La trève conclue, au mois de juillet, pour les frontières de Picardie et des Pays-Bas, ayant terminé la campagne, et occasioné la levée du siége, Montluc suivit, au mois d'octobre, le connétable de Montmorency, qui força le pas de Suze. Il fut dangereusement blessé au siége de Barcelonnette. On signa, le 16 novembre, une trève pour le Piémont. En 1538, Brissac lui confia le soin de réduire les petites places qui environnaient Turin. Montluc fut sur le point de terminer la guerre en un seul coup de main; car peu s'en fallut qu'il ne se saisît de la personne du duc de Savoie, qui, protégé par une faible escorte, était allé entendre la messe dans un village. Pendant le siége de Perpignan, en 1542, il entra déguisé dans la place, examina les murailles, les défenses, et en rendit compte au connétable. En 1543, il battit, dans le Piémont, 2 enseignes d'infanterie et une compagnie de cavalerie, chargées d'escorter un grand convoi qu'il enleva. Peu de temps après, il surprit un corps d'Espagnols, l'enveloppa et le renversa, après un combat opiniâtre. De concert avec de Termes, il détruisit le pont de Carignan, malgré le feu redoublé des ennemis, et quoique les Français intimidés l'eussent presque tous abandonné. En 1544, le comte d'Enghien envoya Montluc à la cour, pour demander au roi la permission de donner bataille : le conseil opinait à la refuser; mais Montluc ayant parlé avec ce ton militaire qui inspire la confiance, il parvint à persuader le roi. Le comte d'Enghien attaqua les ennemis à Cérisoles, le 11 avril. Pendant l'action, Montluc, à la tête des arquebusiers français, combattit, trois heures, contre les arquebusiers enne-

mis, et les repoussa jusqu'à leur centre. Il chargea ensuite un corps d'Allemands, l'entr'ouvrit, et le mit en désordre : le marquis du Guast lui ayant opposé sa cavalerie, Montluc la rompit, la dissipa; et, après avoir poursuivi les fuyards, revint auprès du comte d'Enghien qui l'embrassa et l'arma chevalier. D'Italie, Montluc passa en Picardie, et suivit le Dauphin, qui tenta de surprendre Boulogne. Les Anglais n'ayant point réparé les brèches de cette place, Montluc les emporta l'épée à la main. Le soldat français, quoique maître de la ville basse, prit l'épouvante, et la nuit venant augmenter la frayeur des troupes, elles se retirèrent. Montluc sortit le dernier, et ne remporta, pour tout butin, comme il le dit lui-même, «que 4 flèches, dont sa cotte-de-»mailles et sa rondelle le garantirent.» En 1545, Montluc, après avoir été de l'expédition de l'amiral d'Annebaut, sur les côtes d'Angleterre, revint à la terre d'Oye, où le maréchal du Biez fortifiait le fort d'Autreau, devant Boulogne. Les pionniers qui y travaillaient ayant tous déserté, du Biez voulait forcer les soldats à les remplacer; mais il ne put y parvenir. Montluc eut recours aux voies d'insinuation, gagna quelques-uns des soldats, leur distribua des vivres, travailla, mangea avec eux, et leur fit compter, outre leur solde ordinaire, la paie que l'on donnait aux pionniers. Le lendemain, les soldats les plus indociles demandèrent à être reçus, et l'on acheva en huit jours ce que les pionniers n'auraient pas exécuté en deux mois. Le maréchal du Biez, voulant enlever aux Anglais un fort qui couvrait la terre d'Oye, examina par quel côté il attaquerait la place. Montluc s'approcha du fossé; et, 120 Anglais étant sortis, il les poussa jusqu'à leurs murailles. Il court alors vers le maréchal, qui continuait de tenir conseil, l'assure qu'avant que l'artillerie soit en train de marcher il emportera le fort. Aussitôt il quitte du Biez, part avec le colonel de Taix, appuie une hallebarde contre la muraille du parapet, et s'efforce de monter. Ses gens le poussent de dessus la courtine dans le fossé, où sa troupe se précipite, à son exemple. Étonnés de tant d'audace, les Anglais abandonnent le fort. Le maréchal du Biez, voyant

les drapeaux français voltiger sur les murailles de ce fort, accourt suivi de 100 chevaux, et se voit maître, en deux heures de combat, d'une place qu'il se serait cru heureux de prendre en plusieurs jours. Montluc continua de harceler la garnison anglaise de Boulogne, et battit le lendemain un des partis ennemis. Il se retira ensuite chez lui, où il demeura jusqu'au règne de Henri II. Ce prince l'envoya à l'armée du Piémont, en 1548. Il y servit, pendant dix-huit mois, sous le prince de Melphes, qui, très-vieux alors, évitait de prendre les armes. L'inaction étant à charge à Montluc, il quitta le Piémont, vint se renfermer dans le sein de sa famille, aimant mieux vivre en paix dans sa maison qu'auprès des ennemis. Depuis sa jeunesse, Montluc était dévoué à la maison de Lorraine; et c'est ce qui fit que le duc de Guise lui obtint, du roi, en 1551, une charge de mestre-de-camp de plusieurs bandes de Picardie, qu'il mena en Piémont. Il fut payé, en cette qualité, du 14 janvier (1). Montluc, sous les ordres du maréchal de Brissac, emporta Quiers en une nuit, sur la fin d'août. Il se blessa à la cuisse, en descendant avec trop de vivacité de la brèche dans le fossé. A peine remis de sa blessure, il marcha au siége de Lantzo, le 15 novembre suivant. Cette place était environnée de précipices, excepté vers une porte défendue par 2 bastions épais, à l'épreuve du canon, et bien munis d'artillerie. On ne pouvait donc attaquer Lantzo que par une montagne escarpée, située derrière le château, mais si roide et d'un accès si difficile, que les ingénieurs désespéraient d'y transporter une seule pièce de canon. Le maréchal et les officiers convaincus par eux-mêmes de l'impossibilité de prendre la ville sans artillerie, et regardant comme insurmontables les difficultés qu'on aurait à essuyer pour placer cette artillerie, conclurent à renoncer au siége. Montluc s'opposa vivement à cette délibéra-

(1) Dans ses commentaires, Montluc donne à ces bandes le nom de régiment de Picardie : c'est à tort ; car aucune troupe, à l'exception de celles étrangères, ne porta en France le nom de régiment avant 1567.

tion; mais on traita ses remontrances d'opiniâtreté, et on se flatta qu'il reviendrait au sentiment commun, lorsqu'il aurait visité lui-même la montagne. Il partit donc, à travers les arquebusades qu'on lui tirait de la ville, arriva sur les hauteurs, y découvrit un espace uni, propre à recevoir plusieurs pièces d'artillerie, et conçut qu'à force de travail on parviendrait à les y conduire. Sur son rapport, les princes, le maréchal de Brissac, les soldats, et lui-même, mirent tous la main à l'œuvre, et dans l'espace de vingt-quatre heures, on plaça les pièces en batterie. Les premières volées de canon intimidèrent tellement la garnison, qu'elle se rendit : Montluc dressa les articles de la capitulation. Il secourut ensuite Saint-Damien. Le roi lui donna, en 1552, les provisions de gentilhomme de la chambre, et le gouvernement d'Albe. Il prit Courteville, et se chargea de la défense de Bène. Il n'y avait dans cette ville des vivres que pour huit jours, et on manquait de moulins, les ennemis s'étant emparés de ceux du dehors; Montluc se servit de quelques pierres tumulaires, et en fit faire onze meules. La campagne était alors couverte de blé déjà mûr; aussi, pendant que l'on attaquait d'un côté le camp des Impériaux, la bourgeoisie sortit de l'autre, et fit une récolte abondante : les ennemis se retirèrent. Montluc ter-termina la campagne par la prise d'une église, d'un ermitage et d'un fort qui défendaient la ville de Ceva. On ne pouvait aborder à ce fort sans être exposé à une grêle de coups, les contrescarpes étant extrêmement élevées : cependant Ceva se rendit le lendemain. En 1554, Montluc fut envoyé, par le roi, à Sienne, avec la qualité de son lieutenant. A son arrivée, il battit un détachement du marquis de Marignan, qui s'était approché de la place. Les attaques, continuées par le marquis, soutenues avec succès par Montluc, déterminèrent les ennemis à renoncer à employer la force, et ils résolurent de prendre Sienne par famine. Il est difficile qu'une garnison nombreuse et une grande population résistent long-temps à l'épreuve d'une abstinence forcée; Montluc parvint cependant à en démontrer la nécessité à ses troupes et aux Siennois. Il diminua

insensiblement la nourriture du soldat et du citoyen, et ménagea, par une sortie qu'il fit sur les Impériaux, la retraite des troupes allemandes, dont il pouvait se passer. Ayant été informé, quelque temps après, que le peuple siennois pensait à se rendre, Montluc vint encore à bout de lui communiquer le feu qui l'animait, et fit passer son courage et sa fermeté dans le cœur des assiégés, qu'il amena jusqu'à oublier leurs besoins les plus pressants. Le marquis de Marignan escalada la citadelle et le fort de la porte Camiola; mais Montluc, à la tête des Siennois, le repoussa et l'en chassa. On vit alors les dames siennoises partager elles-mêmes les travaux du siége, et paraître sous les armes, distribuées en compagnies. Montluc, pour fortifier les endroits faibles de la ville, parvint encore à persuader aux Siennois de démolir leurs plus belles maisons. Il prévint toutes les surprises du marquis de Marignan, dont il démonta les batteries. Il démasqua l'imposture de quelques habitants qui, vendus à l'ennemi, animaient sourdement, et par de lâches artifices, le peuple contre la noblesse, et divisaient la république. Sienne était assiégée depuis dix mois, ses habitants étaient réduits aux aliments des brutes, et la place n'offrait plus qu'un assemblage de morts et de mourants. Les Siennois avaient poussé la constance jusqu'à l'héroïsme; et, pleins de confiance dans Montluc, ils avaient même consenti que le sénat lui décernât la dictature (1). Montluc avait fait sortir de la ville

---

(1) Pendant le blocus, Montluc, quoique affaibli par une maladie, ordonnait, de son lit, des mesures vigoureuses. « Dans notre métier, » disait-il, il faut être cruel, et Dieu nous doit miséricorde pour avoir » fait tant de maux. » Il repoussa cependant le conseil de Strozzi, qui voulait le massacre des habitants non dévoués à la France. Montluc, apprenant que la crainte de le voir mourir répandait l'abattement parmi les Siennois, se fait apporter quelques flacons de vin grec, les boit, pour ranimer son teint, revêt des *chausses de velours cramoisi qu'il portait autrefois pour l'honneur d'une dame dont il était amoureux quand il avait le loisir*, et se fait transporter au sénat dans un équipage magnifique. « Eh quoi! s'écrie-t-il, pensez-vous que je sois ce Montluc, qui » s'en allait mourant par les rues? Non. Celui-là est mort, et je suis un » autre Montluc. » ce fut alors que le sénat lui décerna la dictature.

toutes les bouches inutiles, et les Siennois avaient souffert patiamment qu'il séparât d'eux de tendres enfants, des femmes et des filles chéries, et des vieillards respectés. Aussi, ne restait-il plus dans la ville que quelques citoyens, lorsqu'elle capitula. Montluc ne voulut point qu'on comprît son nom dans la capitulation. Il devait recevoir la loi. il la donna, et sortit de Sienne en vainqueur. Le marquis de Marignan le combla d'honneurs, et fit escorter ses troupes, qui étaient dans un si pauvre état qu'elles ne ressemblaient plus à des êtres vivants. La prise de Sienne coûta aux Impériaux la moitié de leur armée. Le marquis de Marignan y entra, le 22 avril 1555. Montluc s'embarqua à Civita-Vecchia et revint en France. Le roi lui donna 6000 livres de rente, le collier de l'Ordre, une compagnie d'hommes d'armes, et l'autorisa à vendre à son profit deux charges de conseiller au parlement de Toulouse. Montluc repartit pour le Piémont, et servit au siége d'Ulpian, qui se rendit, le 19 septembre 1555. Le sénat de Sienne, réfugié à Montalcin, demanda et obtint Montluc pour lieutenant-général en Siennois et en Toscane, à la place de Soubise. Ses provisions furent délivrées à Paris, le 18 août 1556. Montluc rassura Rome, menacée par le duc d'Albe, et retira de Tivoli François des Ursins, ainsi que 5 enseignes italiennes qu'il crut ne pas pouvoir se soutenir dans cette place. Il se rendit ensuite à Montalcin, attaqua les ennemis qui la bloquaient, et les délogea des postes les plus voisins de la ville. En 1557, sur le refus que lui fit l'officier qui commandait à Sienne, pour l'empereur, d'échanger les prisonniers français. Montluc résolut de les enlever de la petite ville de Pianze (située entre Sienne et Montalcin), où on les tenait renfermés. Il arriva à une heure avant le jour au pied des murailles de Pianze, avec 800 hommes auxquels il avait recommandé un silence duquel dépendait le succès de l'escalade. Douze jeunes gentilshommes ayant pénétré dans la place à la faveur d'un égout, se crurent dispensés des précautions de sagesse qu'on leur avait recommandées. Au bruit qu'ils font, la garnison s'éveille, se rassemble, et pendant qu'une partie bouche l'égout, l'au-

tre assiége les jeunes gentilshommes dans une maison où ils s'étaient jetés. Montluc veut tenter l'assaut, au moyen des échelles qu'il a apportées : il est repoussé. Il se rapproche cependant de la muraille, malgré le feu des ennemis; et, secondé par les Suisses de sa garde, il perce à coups de pique un endroit qui n'était point encore terrassé, entre dans la ville, attaque un bastion, en chasse ceux qui le défendent, se réunit aux jeunes gentilshommes qui continuaient de se battre, délivre les prisonniers, emmène 200 chevaux de prix, un butin considérable, et rentre dans Montalcin aux acclamations des Siennois. Le roi rappela Montluc en France, après la perte de la bataille de Saint-Quentin, le 10 août de la même année. Il suivit, en 1558, le duc de Guise au siége et à la prise de Calais. D'Andelot, colonel-général de l'infanterie française, ayant déplu au roi par son attachement au calvinisme, Sa Majesté le suspendit de sa charge, et choisit Montluc pour l'exercer : on le trouve payé en cette qualité du 1[er] juin 1558, jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis, signée le 3 avril 1559. Montluc eut ordre de se rendre au siége de Thionville, et décida du sort de cette place, par l'attaque des casemates qu'il emporta, le 21 juin : le gouverneur capitula le 22. Le duc de Guise, maître de Thionville, marcha vers Arlon; et, tandis que ce prince, épuisé de fatigue, dormait dans sa tente, Montluc prit Arlon. Il préserva, en 1562, la ville de Toulouse de la fureur des calvinistes; découvrit une conspiration qu'ils tramaient, en avertit le parlement, et lui envoya de puissants secours. Après avoir pacifié la ville d'Auch, il arriva à Toulouse, le 18 mai. A son approche les calvinistes prirent la fuite. Les troupes catholiques, accourues au secours de Toulouse, pensant moins à secourir cette ville qu'à la piller, Montluc feignit d'entreprendre un siége, et les conduisit, le 24, devant Montauban, d'où il décampa trois jours après. Il battit à Ver, en Périgord, le 9 octobre, les calvinistes commandés par le baron de Duras. Ils perdirent dans cette défaite 2000 soldats, 19 enseignes, 5 cornettes et leur artillerie : cette victoire rendit le roi maître de la

toutes les bouches inutiles [illegible]
patiamment qu'il [illegible] conjointement avec
femmes et d[illegible] lieutenant-général
Aussi, ne r[illegible] Navarre, par pou-
lorsqu'elle [illegible] le 10 décembre. Mont-
prît son [illegible] il se disposait au siége
il la do[illegible] que le roi accorda aux cal-
de Ma[illegible] siége. Il enleva, en 1569, la
pes. [illegible] citadelle. En 1570, les calvinis-
bla[illegible] de faire des courses dans le Borde-
a[illegible] Gascogne, avaient construit un pont sur la [illegible] Sainte-Marie, au-dessous d'Agen. Mont-luc détacha un moulin construit sur la rivière, et qui, emporté par le courant, rompit le pont. Il eut ordre de la cour de passer dans le Béarn, et d'en chasser les garnisons calvinistes; mais, comme on ne lui donnait ni argent, ni munitions pour cette expédition, il en emprunta : la noblesse, qui l'aimait, le suivit à cette expédition. Il assiégea Rabasteins, qui était alors la plus forte place du Périgord. Au second assaut, il reçut une arquebusade qui lui perça les deux joues et lui emporta une partie du nez, ce qui l'obligea de porter un masque le reste de sa vie. Le sang lui sortant en abondance par le nez et par la bouche, on voulait le porter dans sa tente; mais il s'y opposa : « Ne » pensez, dit-il, qu'à venger ma mort. » On ne lui obéit que trop bien; et, la brèche ayant été forcée, on passa tous les habitants au fil de l'épée. Sa blessure empêcha la conquête du Béarn. Il fut remplacé par le marquis de Villars dans son commandement de la Guienne. Il servit

(1) Vers cette époque, (après la mort de François II), Montluc changea, disent les auteurs de la *Biographie universelle*, le titre de guerrier illustre contre celui de *boucher royaliste* que lui méritèrent les cruautés qu'il exerça contre les protestants. On le vit parcourir la Guienne, accompagné de deux bourreaux; et, par ses sanglantes exécutions, établir une affreuse rivalité entre lui et le fameux baron des Adrets, l'un des chefs protestants. Montluc, dans ses Mémoires, est devenu le plus véhément de ses accusateurs, lorsqu'il y dit : « On pouvait connaître par » où j'avais passé; car par les arbres, sur les chemins, on trouvait des » enseignes. » Ces enseignes étaient les cadavres de ses victimes.

de la Rochelle, en 1573. Promu au grade de maréchal nce, de nouvelle création, par état donné à Lyon, le 25 embre 1574, il eut un pouvoir du même jour pour commander en Guienne en qualité de maréchal de France. Il assiégea et prit Censac. La prise de cette ville fut son dernier exploit. Saisi d'une maladie lente, il mourut en juillet 1577, à l'âge de 77 ans, dans sa terre d'Eskillac, près d'Agen, où il s'était retiré depuis quelques années (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 529; *Brantôme, Dupleix, Histoire du Languedoc, tom. V; le président de Thou, le président Hénault, Histoire de France du Père Daniel, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri, Dictionnaire des maréchaussées, Vie des hommes illustres, tom. XII, pag.* 97; *Mémoires de Castelnau, Davila, d'Aubigné, la Popelinière, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV et V; Biographie universelle, ancienne et nouvelle, tom. XXIX, pag.* 590.)

---

(1) Dans les derniers temps de sa vie, Montluc avait rédigé, en sept livres, ses Commentaires, ou Mémoires de sa vie militaire, depuis 1519 jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis, en 1559. On retrouve la vivacité originale, la brusquerie, la jactance et l'audace d'un homme qui avait pris pour devise : *Deo duce et ferro comite*. Ces commentaires, remplis d'excellentes leçons militaires, ont mérité d'être comparés aux mémoires de Lanoue : Henri IV les appelait la *bible des soldats*. La Mémoire de Montluc y est souvent infidèle sous le rapport des dates; mais sa véracité n'est point suspecte.

Guienne (1). Le roi nomma Montluc, conjointement avec Charles de Gouchy, comte de Burie, lieutenant-général en Guienne, après la mort du roi de Navarre, par pouvoir donné à Saint-Germain-en-Laye, le 10 décembre. Montluc s'empara, en 1568, de l'île de Ré, et il se disposait au siége de la Rochelle, lorsque la paix, que le roi accorda aux calvinistes, l'obligea de renoncer à ce siége. Il enleva, en 1669, la ville de Mont-de-Marsan et sa citadelle. En 1570, les calvinistes, pour avoir la facilité de faire des courses dans le Bordelais et jusqu'en Gascogne, avaient construit un pont sur la Garonne au port Sainte-Marie, au-dessous d'Agen. Montluc détacha un moulin construit sur la rivière, et qui, emporté par le courant, rompit le pont. Il eut ordre de la cour de passer dans le Béarn, et d'en chasser les garnisons calvinistes; mais, comme on ne lui donnait ni argent, ni munitions pour cette expédition, il en emprunta : la noblesse, qui l'aimait, le suivit à cette expédition. Il assiégea Rabasteins, qui était alors la plus forte place du Périgord. Au second assaut, il reçut une arquebusade qui lui perça les deux joues et lui emporta une partie du nez, ce qui l'obligea de porter un masque le reste de sa vie. Le sang lui sortant en abondance par le nez et par la bouche, on voulait le porter dans sa tente ; mais il s'y opposa : « Ne » pensez, dit-il, qu'à venger ma mort. » On ne lui obéit que trop bien; et, la brèche ayant été forcée, on passa tous les habitants au fil de l'épée. Sa blessure empêcha la conquête du Béarn. Il fut remplacé par le marquis de Villars dans son commandement de la Guienne. Il servit

(1) Vers cette époque, (après la mort de François II), Montluc changea, disent les auteurs de la *Biographie universelle*, le titre de guerrier illustre contre celui de *boucher royaliste* que lui méritèrent les cruautés qu'il exerça contre les protestants. On le vit parcourir la Guienne, accompagné de deux bourreaux ; et, par ses sanglantes exécutions, établir une affreuse rivalité entre lui et le fameux baron des Adrets, l'un des chefs protestants. Montluc, dans ses Mémoires, est devenu le plus véhément de ses accusateurs, lorsqu'il y dit : « On pouvait connaître par » où j'avais passé; car par les arbres, sur les chemins, on trouvait des » enseignes. » Ces enseignes étaient les cadavres de ses victimes.

au siége de la Rochelle, en 1573. Promu au grade de maréchal de France, de nouvelle création, par état donné à Lyon, le 25 septembre 1574, il eut un pouvoir du même jour pour commander en Guienne en qualité de maréchal de France. Il assiégea et prit Censac. La prise de cette ville fut son dernier exploit. Saisi d'une maladie lente, il mourut en juillet 1577, à l'âge de 77 ans, dans sa terre d'Eskillac, près d'Agen, où il s'était retiré depuis quelques années (1). (*Chronologie militaire, tom. II, pag.* 529; *Brantôme, Dupleix, Histoire du Languedoc, tom. V; le président de Thou, le président Hénault, Histoire de France du Père Daniel, l'abbé le Gendre, Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, Moréri, Dictionnaire des maréchaussées, Vie des hommes illustres, tom. XII, pag.* 97; *Mémoires de Castelnau, Davila, d'Aubigné, la Popelinière, Histoire de France, par Anquetil, tom. IV et V; Biographie universelle, ancienne et nouvelle, tom. XXIX, pag.* 590.)

---

(1) Dans les derniers temps de sa vie, Montluc avait rédigé, en sept livres, ses Commentaires, ou Mémoires de sa vie militaire, depuis 1519 jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis, en 1519. On retrouve la vivacité originale, la brusquerie, la jactance et l'audace d'un homme qui avait pris pour devise : *Deo duce et ferro comite*. Ces commentaires, remplis d'excellentes leçons militaires, ont mérité d'être comparés aux mémoires de Lanoue : Henri IV les appelait la *bible des soldats*. La Mémoire de Montluc y est souvent infidèle sous le rapport des dates ; mais sa véracité n'est point suspecte.

ADDITIONS,

RENVOIS ET CORRECTIONS.

TOME Ier.

D'ALBIGNAC (Louis-Alexandre, *baron*), *lieutenant-général.* Page 59, lignes 17, 18 et 19, *après ces mots* : ce succès, emporté par l'armée de terre, aida puissamment le Bailli de Suffren à battre 4 escadres anglaises, commandées par l'amiral Hughes, *placez un renvoi* (1), *et mettez au bas de la page :* (1) A cette occasion, le Bailli de Suffren écrivit au baron d'Albignac une lettre datée de Versailles, le 1er décembre 1783, et dont la teneur suit : « Je » n'ai pas été assez heureux, monsieur le baron, pour vous » voir, le 13 juin; mais tous ceux qui vous y ont vu (à la » défense de la place de Gondelour, dans l'Inde), ont parlé » de vous avec enthousiasme; toute l'armée convient que » vous y avez acquis la plus grande gloire, et je suis encore » à concevoir comment vous n'êtes pas plus récompensé : » votre valeur a été brillante; les récompenses devaient » l'être. » Même page, lignes 31, 32, 33 et 34, *supprimez ces mots :* mais les désagréments qui lui furent suscités le firent démettre de ses emplois militaires; rappelé au service, et nommé lieutenant-général, *remplacez cette phrase, par celle-ci :* Son opération était terminée dans le comtat Vénaissin; il retourna à son commandement de la 9e division militaire. Nommé lieutenant-général, etc.

TOME II.

BESSIÈRES (Jean-Baptiste), *duc d'Istrie, maréchal d'empire.* Page 230. En citant dans cette page la bataille d'Eylau, gagnée sur les Russes, le 8 février 1807, et à laquelle le général Bessières prit une part très-active, nous avons attribué à cet officier-général la direction en personne de la brillante charge que la cavalerie de la garde impériale exécuta sur le flanc droit de l'armée ennemie, qu'on culbuta et qu'on força d'abandonner son artillerie. Cette citation, en ce qui concerne la participation active du général Bessières, est une erreur que nous avons commise, en suivant la relation de la bataille d'Eylau telle que les auteurs des *Victoires et conquêtes* l'ont rapportée, pages 66 et 68 de leur XVIIe volume. Depuis que notre IIe volume du Dictionnaire des généraux a été publié, nous avons reçu, du lieutenant-général comte Lepic, une note dont l'exactitude et la véracité nous ont été affirmées par cet officier-supérieur, et de laquelle il résulte que c'est sous son commandement unique et immédiat que fut exécutée, à Eylau, l'audacieuse charge des 1er et 2e régiments de grenadiers à cheval de la garde impériale. Les détails de ce beau fait d'armes se trouvent consignés dans l'article biographique consacré au général Lepic, pages 167, 168 et 169 du présent volume.

TOME V.

DELORT (Jacques-Antoine-Adrien, *baron*), *lieutenant-général.* Page 223, ligne 22, *après ces mots :* d'une faible brigade de cavalerie légère, *ajoutez :* composée de 7 ou 8 détachements de divers corps de chasseurs et de hussards. Ligne 25, *au lieu de ces mots :* la route de Melun, *lisez :* la route de Paris. Ligne 27, *au lieu de :* faubourg de Melun, *lisez :* faubourg de Montereau. Page 224, lignes 6 et 7, *après ces mots :* à la tête d'une division de cuirassiers, *ajoutez :* forte d'environ 1600 hommes, et composée des

5e, 6e, 9e et 10e régiments. Ligne 9, *après ces mots :* par les charges qu'il fit exécuter, *ajoutez :* et qu'il dirigea en personne contre la presque totalité de la cavalerie de l'armée prussienne, aux ordres du prince Blucher. Cette cavalerie ennemie fut partout enfoncée et mise en pleine déroute; et le prince Blucher, qui avait été renversé de son cheval, ne se sauva que parce qu'il ne fut pas reconnu par les cavaliers français : dans ce fait d'armes, très-brillant et très-honorable pour les cuirassiers français, le général Delort fut blessé d'un coup de sabre au bras gauche.

FARINE (Pierre-Joseph, *vicomte*), *maréchal-de-camp*. Page 28, lignes 13 et 14, *au lieu de ces mots :* en avant de Ligny, la brigade du général Farine, et une partie de la division Delort, firent, *lisez :* la brigade du général Farine exécuta, en avant de Ligny, avec toute la division Delort dont elle faisait partie.

TOME VI.

DE FOUCAULT (1) (Gabriel), *chevalier de Saint-Germain-Beaupré, maréchal-de-camp*, servit en qualité de gentilhomme des ordonnances du roi, au siége de Rouen et à la bataille d'Arques, gagnée sur le duc de Mayenne, le 21 septembre 1589. Il combattit à la bataille d'Ivry, le 14 mars 1590. Le roi Henri IV lui donna le gouvernement des ville et château d'Argenton, qu'avait eu son père. S. M. lui accorda aussi une compagnie de 100 hommes d'armes de ses ordonnances. Il fut fait conseiller-d'état, par lettres du 16 février 1611, et prêta serment le 26 du même

---

(1) Cet article, ainsi que les deux autres sous le même nom, que nous plaçons ici, auraient dû être classés à la suite de l'article biographique de FOUCAULT (Louis), *comte du Daugnon*, *maréchal de France*, inséré dans le VIe volume du présent ouvrage, pag. 101, 102 et 103. Les quatre officiers-généraux que concernent ces différents articles étaient tous de la même famille, et tiraient leur origine d'une ancienne maison noble de la province de la Marche.

mois. Il fut fait lieutenant pour le roi en la province de Berry, sous M. le prince de Condé. Il obtint le brevet de maréchal des camps et armées du roi, le 20 avril 1621. Nommé lieutenant-général pour le roi en la province des haute et basse Marches, le 23 du même mois, il prêta serment, en cette qualité, le 10 mai suivant. Il était chevalier de l'Ordre du roi. (*Brevets militaires.*)

DE FOUCAULT (Henri), *marquis de Saint-Germain-Beaupré, maréchal-de-camp*, et fils du précédent, fut fait gouverneur des ville et château d'Argenton, par lettres du 27 juin 1617. Il se trouva, comme colonel, à la défaite des Anglais dans l'île de Ré, et au siége de la Rochelle, en 1627 et 1628; à l'attaque du Pas-de-Suze, aux siéges de Privas et d'Alais, en 1629; à la conquête de la Savoie, au combat de Veillane, au siége de Saluces, au combat de Carignan, en 1630, et au siége de Nancy en 1633. Il obtint, au mois d'octobre de cette dernière année, le gouvernement-général de la province, de la Marche, vacant par la mort de son père, et prêta serment, en cette qualité, entre les mains du roi, le 6 novembre 1634. Il servit à la prise de Haguenau, de Saverne, de Lunéville, de la Mothe, et au secours d'Heidelberg et de Philisbourg, en 1634. Il combattit à la bataille d'Avein, et se trouva au siége de Louvain, en 1635; aux siéges de Corbie et du Catelet, en 1636; de Landrecies, de Maubeuge et de la Chapelle, en 1637; de Mouzon, en 1638; d'Arras, en 1640; d'Aire, en 1641; de Collioure et de Perpignan, en 1642; et enfin de Gravelines, en 1644. Par brevet du 8 avril de la même année, il fut créé conseiller ordinaire au conseil-d'état et privé des finances de S. M. Mestre-de-camp d'un régiment d'infanterie de son nom, qu'il leva, par commission du 25 juin de la même année, il le commanda au siége de Dunkerque, en 1646; au siége d'Ypres et à la bataille de Lens, en 1648 : il se distingua particulièrement à cette dernière affaire. Son régiment fut licencié à la fin de la campagne. Promu au grade de maréchal-de-camp, par brevet du 21 février 1649, il se retira alors dans son gouvernement

de la Marche. Pendant les troubles de la *fronde*, en 1649, il leva, à ses frais, 1000 hommes de pied et 200 chevaux pour le service du roi, qui lui en témoigna sa satisfaction, par lettres du 21 février 1654. Il se démit du gouvernement de la Marche, en faveur de son fils, au mois d'avril 1674, et mourut, le 11 septembre 1678. (*Chronologie militaire*, *tom. VI, pag.* 246; *Histoire des Grands-Officiers de la Couronne, tom. VII*; *Gazette de France*, *mémoires du temps.*)

DE FOUCAULT (Antoine, *marquis*), *vicomte d'Orouy*, en Valois, *lieutenant-général*, fut fait capitaine au régiment de cavalerie du comte de la Mothe-Houdancourt, à sa levée, le 19 juin 1641. Il servit en Catalogne, où il se trouva à la prise de Constantin, à la défaite des Espagnols, près Tarragone; au secours d'Almenas, au combat de Vals, à la bataille de Villefranche, et au secours de Lérida, en 1642; au secours de Flix, de Mirabel et du cap de Quiers, en 1643; au combat de Lérida, où le maréchal de la Mothe fut défait, en 1644; à la bataille de Liorens, au siége et à la prise de Balaguier, en 1645; au siége de Lérida, levé en novembre 1646; au second siége de cette place, à la prise d'Ager, au secours de Constantin, en 1647; au siége et à la prise de Tortose, en 1648. Il était premier capitaine de son régiment, lorsqu'on le fit, par commission du 23 février 1649, mestre-de-camp d'un régiment de cavalerie formé de la moitié du régiment du maréchal de la Mothe. Il continua de servir en Catalogne, où on se tint sur la défensive, cette année et les suivantes. On incorpora son régiment, en 1651, dans le régiment de Créquy, qu'il recommanda jusqu'en 1658. Il fut créé maréchal-de-camp, par brevet du 20 février 1652, et lieutenant-général des armées du roi, par pouvoir du 8 octobre 1656. Il marcha au secours de Valence, et à la prise de Mortare, en 1658. On licencia, le 18 avril 1661, son régiment, à la réserve de sa compagnie qu'on lui conserva. Il leva un nouveau régiment, par lettres du 7 décembre 1665. Il fut employé, par lettres du 30 mars 1668, sous M. le prince de Condé, et remporta des avantages

marquants sur les Espagnols, auxquels il fit lever le siége de Bellegarde. On réforma son régiment; mais on lui conserva encore sa compagnie. Employé à l'armée commandée par M. le prince de Condé, par lettres du 20 avril 1672, il se trouva à la prise de Wesel et d'Émeric, au passage du Rhin et à la prise de Nimègue, où il fut blessé. Il marcha ensuite, sous M. de Turenne, contre les Impériaux et les troupes de Brandebourg. Il était, en 1673, à la prise d'Unna, de Camen, d'Altena, de Zoest, de Xoester et de Bielefeld. Il suivit toujours M. de Turenne, qui força l'électeur de Brandebourg à conclure la paix, et repoussa les Impériaux jusqu'en Bohême. Employé sous le même général, par lettres du 5 avril 1674, il combattit à Sintzheim. Il commanda l'aile gauche de l'armée à la bataille d'Ensheim. Attaqué par l'aile droite des ennemis, il la battit, quoiqu'elle fût numériquement très-supérieure, et la repoussa jusqu'au-delà du centre de leur armée. Il montra la plus grande valeur au combat de Mulhausen, et à la bataille de Turkeim, où il fut tué, le 5 janvier 1695 (1). *Chronologie militaire, tom. IV, pag.* 234; *Mémoires du temps, Histoire militaire de Louis XIV, par M. de Quincy, Gazette de France.*)

GAUTHERIN. Page 259, ligne 17, à la suite du mot baron, *lisez :* Buonaparte lui a conféré, le 11 octobre 1812, la dignité de commandant de la même légion, et S. M. Louis XVIII la lui a confirmée, le 7 janvier 1817.

DE GHAISNE (Louis-Auguste-Victor) *comte de Bourmont, lieutenant-général* (2), naquit au château de Bour-

(1) M. de Turenne, qui avait apprécié les talents militaires et les qualités personnelles du marquis de Foucault, l'honorait d'une estime particulière, et le citait souvent comme un bon modèle à suivre.

(2) L'article biographique du comte de Bourmont a déjà été traité par

mont, le 2 septembre 1773. Il fut nommé enseigne au régiment des gardes-françaises, en 1778, et passa sous-lieutenant aux hommes d'armes à pied, en 1791. Il émigra en 1791, et fit, à l'armée des princes français, la campagne de la Champagne en 1792. Il entra dans l'escadron du roi, faisant partie de la cavalerie de l'armée de Mgr. le prince de Condé (1), en 1793; fit avec ce corps la campagne de cette même année et partie de celle de 1794. Il passa ensuite dans la Vendée, où le vicomte de Scepeaux le nomma major-général de l'armée royale dans la Basse-Bretagne et le Bas-Anjou. Au mois de décembre 1795, il fut envoyé en Angleterre, par M. le comte de Scepeaux, auprès de S. A. R. MONSIEUR, qui daigna le créer chevalier de l'ordre de Saint-Louis, et le recevoir en même temps que S. A. R. Mgr. le duc d'Angoulême. Il fut nommé colonel d'infanterie par S. A. R. MONSIEUR, lieutenant-général du royaume, au mois de janvier 1796. Dans la même année, et après la soumission des chefs royalistes au gouvernement républicain, le comte de Bourmont, se trouvant au château d'Angrie, chez madame la vicomtesse de Turpin, y fut joint par M. Renaud, aide-de-camp du général Hoche, qui avait ordre de le conduire, avec un détachement de hussards, jusqu'en Suisse. Cet ordre fut

---

nous dans le VI[e] volume du présent ouvrage, pag. 267 et suivantes; et, pour rédiger cet article, nous avions puisé beaucoup de renseignements dans la *Biographie des hommes vivants,* tom. I[er], pag. 453. M. le comte de Bourmont nous ayant adressé, depuis, une réclamation dans laquelle il qualifie d'inexacts la majeure partie des faits que nous avions tirés de cette biographie des hommes vivants, nous avons pensé qu'au lieu de faire un *errata*, long et difficile à lier avec l'ensemble de notre premier article, il était plus convenable de remplacer cet article par celui que l'on va lire, et que nous avons dressé en partie, d'après les documents que nous a fournis M. de Bourmont.

(1) Le père de M. le comte de Bourmont avait été aide-de-camp de S. A. S. le prince de Condé, pendant la guerre de *sept ans*.

exécuté, et le comte de Bourmont fut remis à M. Barthélemy, alors ambassadeur de la république française, à Bâle. S. M. Louis XVIII le créa maréchal-de-camp, en 1797. Au mois de janvier 1798, le comte de Bourmont ayant reçu de S. A. R. Monsieur, la nomination de commandant en chef dans les provinces du Perche, du Maine, du pays Chartrain et pays adjacents, revint en Bretagne, débarqua d'abord sur les côtes du Nord, et passa de là dans le Maine, où il se mit à la tête des royalistes. Il remporta à Louverné des avantages assez considérables sur les républicains, quoique ceux-ci fussent très-supérieurs en nombre : ce succès fit trouver au comte de Bourmont beaucoup de nouveaux partisans. A la tête de 2000 hommes, assez mal armés et sans artillerie, il marcha sur le Mans, entra dans cette ville, après avoir repoussé toutes les troupes qui lui étaient opposées, et s'empara de l'artillerie, ainsi que des munitions que les républicains avaient été obligés d'y abandonner. Cependant, pour éviter d'être surpris dans cette ville, il se retira bientôt après dans le faubourg Saint-Jean, au-delà de la Sarthe. Vers le même temps, 800 Bretons étant venus le joindre, il envoya attaquer le bourg de Meslay, qui fut pris après douze heures de combat. Avec 1000 hommes, il marcha ensuite contre le bourg de Ballée, dont les habitants s'étaient retranchés dans leur maisons; mais il échoua dans cette attaque, perdit beaucoup de monde, et surtout plusieurs officiers distingués. La non réussite de cette affaire, et, plus encore, l'arrivée de 6000 hommes de troupes, qui vinrent renforcer les républicains, après avoir passé la Sarthe au Mans, ranimèrent le courage de ces derniers. Le comte de Bourmont se retira alors au château de Bonère, où il établit son quartier-général. Il réunissait de nouveau ses troupes, le 21 janvier 1800, pour pouvoir combattre le lendemain, lorsqu'il apprit que la paix avait été signée par M. le comte d'Autichamp dès le 18, et par M. de Châtillon le 20. Il sut en même temps que M. de la Prévalais se disposait à la signer aussi. Cette nouvelle, répandue parmi

les royalistes, causa du découragement. Le comte de Bourmont était maître du bourg de Saint-Denis; mais un bataillon de la 1re légion royaliste, commandée par M. de Saint-Martin, se trouvant sans cartouches, le pont de Saint-Denis fut mal défendu contre les attaques des républicains, et ceux-ci furent victorieux : une partie des troupes vendéennes n'avaient pas pu prendre part au combat. Le général Hédouville, commandant en chef l'armée républicaine, fit alors proposer au comte de Bourmont de signer la paix, ainsi que l'avaient fait les trois chefs royalistes que nous venons de nommer; mais le comte de Bourmont s'y refusa jusqu'à ce qu'il eût pu se concerter, à cet égard, avec les généraux vendéens Georges et de Frotté. Il consentit seulement à faire reprendre à ses troupes les cantonnements qu'elles occupaient pendant la suspension d'armes; et ce ne fut que le 4 février suivant qu'il fit signer la paix à Angers, après avoir été informé que M. de Saint-Florent était arrivé dans cette ville, avec l'adhésion de M. de Frotté, et que le général Georges avait traité avec le général Brune. Le comte de Bourmont se rendit à Paris, où il eut plusieurs conversations avec le premier consul Buonaparte, et notamment après l'événement du 3 nivôse an 8 (24 décembre 1799). Le comte de Bourmont après avoir refusé plusieurs fois, soit de prendre de l'emploi dans l'armée, soit de commander une expédition dans l'Inde, soit enfin d'accepter une préfecture en Belgique, fut arrêté par ordre de Buonaparte, et conduit à la citadelle de Besançon, en 1801. Il parvint à s'évader, le 2 août 1804, et le gouvernement fit pendant six mois des recherches infructueuses pour découvrir sa retraite : on alla même jusqu'à promettre 1200 francs de récompense à quiconque le saisirait. Enfin, on fit proposer au comte de Bourmont, par sa femme, de se rendre en Portugal, en promettant que, sur la nouvelle de son arrivée à Lisbonne, le séquestre mis sur ses biens serait levé : ce qui fut exécuté. Le comte de Bourmont se trouvait dans la capitale du Portugal, lorsque le général français Junot s'empara de cette ville, en 1808.

Junot, ayant fait, au mois d'août de la même année, une capitulation avec le général en chef de l'armée anglaise, y fit comprendre le comte de Bourmont, qui par ce moyen rentra en France avec l'armée de Portugal, au mois d'octobre suivant. A son arrivée, il fut mis en prison à Nantes, puis en surveillance dans une commune du département de Maine-et-Loire. En 1810, il fut nommé, par Napoléon, adjudant-commandant, et alla joindre, en cette qualité, l'armée française qui se trouvait à Naples. En 1812, il fut employé dans son grade à l'état major-général de l'armée d'Italie (4ᵉ corps), commandée par le vice-roi, prince Eugène. Il fit avec ce corps la campagne de Russie, fut détaché avec des troupes, en différentes occasions, et chargé de conserver la communication entre Moskow et Mojaïsk, avec 2 bataillons espagnols et une brigade de chevau-légers bavarois. Il fit la retraite, à la tête de cette troupe, jusqu'à Viasma; repoussa toujours avec succès les attaques des Russes, et leur fit abandonner, à deux lieues de cette ville, beaucoup de bagages, ainsi que 6 pièces de canon, dont ils venaient de s'emparer. Il attendit à Viasma le prince Eugène, qui lui donna, à Dorogobusch, l'ordre de commander l'avant-garde du 4ᵉ corps. Le comte de Bourmont traversa le Borysthène avec 3 bataillons, une brigade de chevau-légers bavarois et 6 pièces de canon; se porta sur le Wopp et y protégea les travaux que le général du génie, baron de Maureillan, faisait exécuter au pont pour assurer le passage du corps d'armée. Dans une nuit ce pont fut emporté deux fois; cependant le comte de Bourmont passa la rivière, et prit position sur les hauteurs de l'autre côté du Wopp. Le pont finit par être tout-à-fait emporté, et le prince Eugène fut obligé, ainsi que ses troupes, de traverser la rivière sur des planches, et sous le canon de l'ennemi, qui poursuivait l'arrière-garde du 4ᵉ corps, tandis que le comte de Bourmont défendait les hauteurs de la rive droite contre les attaques de quelques colonnes russes. Après le passage du Wopp, le prince Eugène, s'étant porté sur Dokouschina, chargea le comte de Bourmont du

commandement de son arrière-garde. Elle fit, avec beaucoup d'ordre, une retraite de plus de six lieues, sous le feu de l'ennemi; et, quoiqu'elle fût débordée sur sa droite et sur sa gauche par de la cavalerie légère, et qu'elle eût perdu, par les effets du canon, le quart de ses hommes, elle parvint à arrêter l'ennemi à une demi-lieue avant d'arriver à Dokouschina. Attaqué par une fièvre nerveuse, le comte Bourmont fut laissé, dans un accès de délire, à Marienwerder, où il n'apprit qu'il était prisonnier de guerre que 8 jours après l'entrée des Russes dans cette ville. Un officier italien lui ayant alors procuré une charrette de paysan, il se fit transporter, par de routes de traverse, jusqu'à Stettin, où il rejoignit l'armée française. En 1813, le comte de Bourmont commença la campagne à Magdebourg. Il fut employé successivement sous les ordres du prince Eugène, du général Grenier, du maréchal duc de Tarente et du général Gérard. Il fut nommé chevalier de la Légion-d'Honneur sur le champ de bataille de Lutzen. Il reçut, dans le cours de cette campagne, deux coups de lance et six coups de sabre. Il fut promu au grade de général de brigade, au mois d'octobre de la même année. Quoique plusieurs de ses blessures fussent encore ouvertes, il commanda constamment sa brigade pendant la marche de l'armée de Dresde à Léipsick. Dans la retraite effectuée, le 18 octobre, il fit l'arrière-garde, et défendit, tout le reste de la journée, la position du moulin, où sa droite était appuyée. Dans la journée du 19, il défendit long-temps un des faubourgs de Léipsick, où sa brigade se trouva deux fois mêlée, à la baïonnette, avec les Russes, puis une troisième fois avec les Autrichiens, sur les boulevards de la ville. D'après l'ordre du maréchal Macdonald, il passa l'Elster, rallia environ 1000 hommes de sa brigade, et les conserva en bon ordre pendant la retraite jusqu'à Mayence. Il suivit le général Charpentier à l'attaque du bois de Hanau, repoussa successivement trois attaques de l'ennemi, et contribua beaucoup à la conservation de ce bois. Après avoir passé le Rhin à Mayence, le général de Bourmont obtint

un congé de convalescence pour achever la guérison de ses blessures; mais, avant l'expiration de ce congé, il reçut l'ordre d'aller prendre, en janvier 1814, le commandement d'une brigade du corps de réserve qui se trouvait à Troyes en Champagne. Il resta dans cette ville, par ordre du maréchal duc de Trévise, et fut chargé de la défendre, sous les ordres du général de la Hamelinaye, pendant le combat de Brienne. Il fit ensuite l'arrière-garde de toute l'armée jusqu'à Nogent, arrêta deux fois les ennemis sur cette route, et maintint sa position en avant de cette ville pendant toute la journée du 10 février. Dans la nuit du 10 au 11, le maréchal duc de Bellune l'envoya chercher aux avant-postes, pour lui ordonner de défendre Nogent jusqu'à la dernière extrémité, afin de retarder la marche des alliés, et de conserver le pont établi sur la Seine. Avec 1000 hommes d'infanterie, 200 dragons et 5 pièces de canon seulement, le comte de Bourmont repoussa toutes les attaques du corps russe du général Witgenstein, fort d'environ 12,000 hommes, et ayant 35 pièces de canon. Cette belle défense fut due non-seulement aux bonnes dispositions prises par le comte de Bourmont, mais encore à la valeur des troupes, et à la manière distinguée avec laquelle les colonels Voirol et Gérard le secondèrent. La ville de Nogent ne fut évacuée que d'après l'ordre du duc de Bellune : le comte de Bourmont y avait été blessé au genou. Il fut créé général de division, sur la demande du duc de Bellune, le 13 du même mois de février. Après la restauration du trône des Bourbons, S. M. Louis XVIII le nomma au commandement de la 6e division militaire, le 20 mai 1814, et le créa commandeur de l'ordre royal de la Légion-d'Honneur, le 23 août suivant. Il se trouvait à Besançon, chef-lieu de son commandement de la 6e division militaire, lorsque Buonaparte fit son invasion sur le territoire français en mars 1815. Le maréchal Ney, gouverneur de la 6e division militaire, ayant été envoyé par le roi pour prendre le commandement des troupes, n'en laissa qu'une partie sous les ordres du comte de Bourmont. Lorsque ce

maréchal eut proclamé Buonaparte, à Lons-le-Saulnier, le comte de Bourmont partit pour Paris, rendit compte au roi de ce qui s'était passé, et prit les ordres de S. M. Après l'entrée de Buonaparte à Paris et le départ du roi, le maréchal Ney donna l'ordre d'arrêter le comte de Bourmont, et lui fit envoyer sa démission du commandement de la 6e division militaire. Cet ordre d'arrestation fut cependant levé dans les premiers jours d'avril, et le général Gérard demanda alors que le comte de Bourmont fut employé en sa qualité de général de division, dans l'une des divisions du corps d'armée qu'il allait commander sur la Moselle. Le 14 juin, veille du jour où Buonaparte allait commencer son mouvement contre les armées combinées, anglaise et prussienne, le comte de Bourmont quitta l'armée française et se rendit à Gand, auprès du roi. Après la bataille de Waterloo, perdue par Buonaparte, le comte de Bourmont reçut du roi l'ordre d'aller prendre le commandement extraordinaire de la 16e division militaire. Il se porta sur Bailleul avec 25 officiers, et marcha, avec les habitants qui voulurent se joindre à lui, sur Estaire, sur Béthune et sur Arras, dont il bloqua la citadelle. Bientôt après, la ville de Lille, privée de communications avec Paris, se soumit à l'autorité du roi, et d'autres villes ayant précédé ou suivi cet exemple, le comte de Bourmont se trouva maître, en moins de quinze jours, au nom de S. M., de 19 places fortes, de 40,000 fusils et de 800 pièces de canon. Il eut en outre à sa disposition 4 millions de francs, qui se trouvaient dans les caisses des receveurs-généraux. Il licencia 17,000 hommes qui formaient les garnisons de ces places, et organisa 16,000 hommes de gardes nationales pour remplacer ces garnisons, et empêcher que les troupes étrangères ne s'emparassent de ces mêmes places. Il fut nommé gouverneur de la 16e division militaire, le 3 juillet 1815. Il fut appelé, dans le mois doctobre suivant, au commandement de la 2e division d'infanterie de la garde royale. S. M. le créa commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 24 août 1817, et grand-officier de l'ordre royal de

la Légion-d'Honneur, le 24 août 1820. (*Documents fournis, Moniteur, annales du temps.*)

DE GOGUELAT. Page 283, ligne 9, à la suite du mot Goguelat, *lisez :* comme lieutenant-colonel; et ligne 20, au lieu de ces mots : devant Maubeuge, *lisez :* à Dinant, au pays de Liége.

GUDIN (Pierre-César, *baron*), *lieutenant-général*. Page 359, 2e ligne de l'article, *au lieu de :* naquit le 8 décembre 1774, *lisez ;* naquit le 1er janvier 1776. 4e ligne de l'article, *supprimez la partie du paragraphe qui commence par ces mots :* il fut nommé chef de bataillon, *et qui finit par ceux-ci :* 4 mars 1807; *remplacez ce membre de phrase par celui-ci :* Il fut fait chef de bataillon, en juillet 1804, et continua, en cette qualité, de servir comme aide-de-camp de son frère. *Ajoutez ensuite :* Il obtint le grade de colonel, par décret de Napoléon Buonaparte, daté du 4 mars 1807.

FIN DU TOME SEPTIÈME.